25764

N. IORGA
Professeur à l'Université de Bucarest,
Agréé à la Sorbonne, Correspondant de l'Institut,
Directeur de l'Ecole Roumaine en France.

ESSAI DE SYNTHÈSE
DE
L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

II

HISTOIRE DU MOYEN-AGE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER, Éditeur
7, RUE DANTON, 7
PARIS
—
1927

ESSAI DE SYNTHÈSE

DE

L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

II 25761

ESSAI DE SYNTHÈSE

DE

L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ

S 318065

PAR

N. IORGA

Professeur à l'Université de Bucarest
Agréé à la Sorbonne
Correspondant de l'Institut
Directeur de l'Ecole Roumaine en France

II

HISTOIRE DU MOYEN-AGE

35491/167.

PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
J. GAMBER, ÉDITEUR

1927

BCMA 49088

1240/05

B.C.U. Bucuresti
C200510206

HISTOIRE DU MOYEN-AGE

CHAPITRE PREMIER

L'Empire.

A la fin du v[e] siècle, au moment où se consolide, avec l'assentiment de la population romaine, qui formait la partie essentielle des habitants de la Gaule devenue l'héritage des Francs, une « Francia » catholique, — comme il y avait dans la proximité une « Gothia », et comme de tout côté surgirent des terres de possession barbares portant le nom de leurs propriétaires barbares — au-dessus de ces simples possessions, même de celle bénie par l'Eglise, qui avait abdiqué ses premières prétentions de renverser et de remplacer l'ordre contre lequel elle s'était soulevée, il y avait une seule autorité légitime, universelle, dans laquelle s'étaient concentrées toutes les conquêtes de l'antiquité : l'Empire [1].

Son chef résidait à Constantinople de par la volonté de Constantin, sans cependant que l'ancienne Rome, où pendant un mois avait résidé, non sans la décision, écartée par les événements, d'y prendre séjour pour longtemps, Constance, eût perdu d'une façon entière et définitive ses droits séculaires. Il se considérait comme le maître du monde entier et ne reconnaissait, dans une situation subordonnée, qui n'avait rien de la plénitude du pouvoir suprême, de la majesté d'une longue transmission

[1] Voy. Christensen, *L'Empire des Sassanides* (« Mém. de l'Académie de Copenhague »), 1901 ; Güterbock, *Byzanz und Persien... im Zeitalter Justinians*, Berlin, 1909 ; Sauerbrei, *König Jazdegerd...*, dans la *Festschrift Albert v. Bamberg*, Gotha, 1905 ; Stein, *Ein Kapitel vom persischen und vom byzantinischen Staate*, dans les « Byzantinisch-Neugriechische Jahrbücher » de M. Béés, I, 1920. Cf. Nöldeke, *Geschichte der Perser und Araber zur Zeit der Sassaniden*, 1889.

d'autorité à travers les différentes races et les différents pays, au cours des siècles, que ceux qui s'humiliaient par leurs lettres de soumission, comme tel roi des Burgondes, et demandaient leur reconnaissance en tant que dignitaires fixés sur un territoire conquis et légalement hérité de cet Empire unique.

Ce *dominus orbis* avait cependant, même dans cet Orient où l'avait placé la fatalité historique et surtout l'importance pour la civilisation de ces *eoae partes* un concurrent, un ancien rival, dans lequel, plus que dans l' « adopté » germanique, venu de l'Occident, considéré pendant longtemps comme barbare, s'incorporaient les souvenirs des Orientaux : le « roi des rois », d'humble origine sassanide, sans aucun titre dynastique, mais d'ambitions immenses, qui résidait à Ctésiphon.

Il est impossible de distinguer nettement dans les sources romaines qui parlent des guerres incessantes sur la frontière de la Mésopotamie l'organisme intérieur de cette monarchie asiatique opposée à la monarchie « asiatisée » des Romains et de poursuivre un développement analogue à celui de l'Empire transporté à Rome. Les renseignements donnés par les sources arabes [1] appartiennent à une époque postérieure. A travers les récits de campagne d'Ammien Marcellin [2] on aperçoit cependant, au IV^e^ siècle, à l'époque où Constance combat sans résultat appréciable contre l'ennemi héréditaire, où Julien finit par périr au milieu d'une retraite désastreuse et Jovien consent à la paix qui dépouille les Romains de cinq provinces, un souverain à la façon de Darius et de Xerxès dominant, le diadème orné de pierres précieuses sur sa tête sacrée [3], une féodalité de chevaliers recouverts de cuirasses, les cataphractes, *clibanarii* [4], montant des che-

[1] Stein, loc. cit., p. 60 et suiv.

[2] Voy. surtout XXIII, VI.

[3] Aureum capitis arietini figmentum interstinctum capillis diademate ; Ammien Marcellin, XIX, I, 3. De son côté, Julien porte, à partir d'un certain moment, un « ambitiosum diadema lapidum fulgore distinctum » ; *ibid.*, XXI, I, 5.

[4] Ammien Marcellin, XV, X, 8.

vaux bardés de fer, poussant, comme jadis Antiochus le Syrien, des éléphants et en même temps employant les procédés d'assaut violent et de retraite perfide des Parthes dont les hordes touraniennes participaient sans doute, hardies et pillardes, à ces foudroyantes expéditions ; un tout-puissant « vizir » ; une bureaucratie se confondant avec la noblesse de sang et un clergé réuni à ces privilégiés des rangs [1] ; surtout des provinces dont chacune conserve son caractère historique, et qui, tout en soutenant la royauté perse renouvelée de leurs tributs, en la défendant de leurs contingents, restent, avec ou sans un vernis d'hellénisme, ce qu'elles ont été dans l'antiquité la plus reculée. Lorsque des missions s'échangent entre les deux camps, le « roi des rois » Sapor, « égal (*particeps*) des étoiles, frère du Soleil et de la Lune », consentait à considérer son voisin comme un frère pour lui rappeler que l'Asie entière et même une partie de l'Europe jusqu'au Strymon lui appartenaient par droit ancestral et lui demander de sauver le reste de ses possessions par l'abandon des contrées « usurpées », surtout cette Mésopotamie, puis l'Arménie et l'Ibérie. Et, s'affublant du titre nouveau de « vainqueur sur terre et sur mer », le Romain refusait à son « frère » des territoires qu'il se déclarait prêt à défendre [2].

Par ses victoires, mais au moins autant par les nouvelles complications provoquées sur le Rhin par les Alamans, sur le Danube surtout par l'afflux des bandes gothes et hunnes, la Perse de Sapor et de Bahram (Varanès) regagne cette belle Mésopotamie dont elle avait été écartée dès l'époque de Trajan. La faible défense ordinaire des « praetenturae » et des « stations agraires » [3] disparut. Malgré l'offre des provinciaux, désolés, de

[1] Stein, loc. cit., pp. 61-62. Sur l' « égalitarisme » d'un Mazdak au v[e] siècle, *ibid.*, p. 62 et suiv.

[2] Ammien Marcellin, XVII, v, 3-14. Même si on admet que ces lettres soient rédigées par le soldat rhéteur que fut cet historien, leur fond doit être retenu comme exact.

[3] Ammien Marcellin, XIV, III, 2.

défendre de leurs propres moyens et à leur propre risque des villes florissantes comme Nisibis, où des cris s'élevèrent contre la lâcheté de Jovien, et Singara, l'engagement pris le lendemain d'une affreuse déroute fut pleinement exécuté, les habitants de ces vieilles cités étant transportés ailleurs avec ce qu'ils pouvaient emporter de leurs biens. Les marchandises des Indes et des Sères n'arrivèrent plus pour la foire de septembre à la riche Batné [1]. L'Arménie du roi Arsace, auquel était mariée une Romaine, cette Arménie, jadis la province d'un César [2], resta dénuée de tout appui, prête à être envahie par une royauté qui représentait avec bien plus d'énergie cette même conception de la monarchie orientale que les Arméniens s'étaient attribuée pendant quelque temps. Arsace, aveuglé, enchaîné d'argent, fut tué par les Perses, sa résidence tomba en ruines, et, pendant que deux gouverneurs perses administraient le malheureux royaume, Para (Bab), fils du roi exécuté par la vengeance de Sapor, chercha un refuge sur le territoire romain. Cet héritier d'Arménie finit cependant par se rallier au plus puissant de ses voisins sans pouvoir sauver ni ses droits, ni même sa vie, car il périt par la main des soldats de l'empereur Valens. Sapor demandait impérieusement qu'un de ses protégés fût installé sur ce trône de misérable vassalité. Quant à l'Ibérie, la protection romaine ne lui avait pas été plus utile : on fit deux morceaux de cet Etat caucasien pour satisfaire les deux puissances qui se disputaient la domination de l'Orient asiatique [3].

Le sort de l'Arménie n'était pas encore définitivement fixé [4]. Des fantômes royaux portant de grands noms perses, comme Arsace, comme Chosroès, montaient au pouvoir et en descendaient, au gré des circonstances. Il y eut même contre les armées du successeur de Sapor,

[1] *Ibid.*, 3.
[2] *Ibid.*, XX, XI, 3, Fille d'Albabius, *sponsa* de Constant.
[3] *Ibid.*, XXVII, XII ; XXX, I, II, 2.
[4] Sur l'histoire de ce pays sous le règne de Justinien il y a un travail en russe par Adonts (1908).

encore un Artaxerxe, des victoires d'insurgés que glorifiera plus tard le chroniqueur national arménien, Moïse de Khorène. Encore une fois on vit à Constantinople un fuyard royal que l'Empire romain d'Orient n'avait plus le pouvoir de soutenir avec succès. Le grand Théodose, préoccupé de résoudre en Europe la grave question des invasions gothes, procéda au partage du royaume qui avait imploré son appui (387). Sur la vie locale, dominée de fait par des « chevaliers » à la mode perse et influencée essentiellement par des moines, des prélats comme Mesrob, qui, à ce moment de profonde décadence, est censé avoir donné aux siens un alphabet spécial, garantissant une civilisation distincte de celle de Byzance, des délégués envoyés par les deux empires exercèrent dorénavant un vague contrôle, pareil à celui d'un Ponce Pilate, résidant à côté de Hérode, le Juif hellénisant ; le comte romain et le marzpan perse vivant, du reste, dans des relations d'assez bon voisinage. Mais, lorsque les représentants des Sassanides essayèrent de ravir aux habitants leur ancienne religion, ils rencontrèrent une résistance acharnée qui s'incarna dans la personnalité, chevaleresque elle aussi, bien avant l'accolade donnée au premier chevalier occidental, de Bardanès ou Vahan Mamigonien, aux « quarante-deux » victoires, devenu un héros national pour les clercs formés à l'école de Mesrob. Après sa mort même, la croisade arménienne fut continuée, le patriarche, les évêques, les moines luttant à côté des pieux qui défendaient, avec la foi des ancêtres, l'existence même de leur race.

Pendant la longue série de ces troubles, auxquels fut mêlé, vers la fin du v^e^ siècle, le roi de Géorgie, qui conservait sous les Perses, dans ses vallées inaccessibles, un reste d'indépendance, la Rome d'Orient restait impassible. Cette région chrétienne dont le dogme ne correspondait pas à celui que fixaient les synodes d'Empire était de par son hétérodoxie même en dehors du cercle d'intérêt d'un Etat qui, de plus en plus, s'identifiait avec la forme

religieuse qu'il s'évertuait à façonner pour en faire une « vraie foi », une « orthodoxie ». Et, malgré le précipice qui séparait toute version chrétienne du zoroastrisme fanatiquement propagé par les « rois des rois », qui y voyaient la raison d'être de leur dynastie et de leur Etat, des rapports d'amitié s'établirent entre les successeurs de Théodose et ceux de Sapor. Le « chevalier » perse pouvait être un ami pour l'habile Byzantin, prêt à exploiter les vertus de même que les défauts de ses adversaires et rivaux. On vit ainsi un empereur romain, Arcadius, faire du roi de Ctésiphon, Yezdégerd, le tuteur de son fils mineur, le nouveau Théodose [1]. Après la mort de ce protecteur loyal, enchanté d'avoir reçu une pareille mission, son successeur Bahram (Varahran) V passa la frontière, mais, lorsqu'il vit devant lui le commandant des Romains venant l'accueillir à pied, en ami, il rebroussa chemin pour conclure sur ses terres mêmes un nouveau traité sur les bases antérieures [2].

Peut-être cependant y avait-il aussi un autre motif que ces dispositions pacifiques pour décider les rois de Perse à maintenir l'amitié avec Rome. Déjà, au IVe siècle, les empereurs d'Orient avaient pensé à susciter les nouveaux « Scythes », les Huns blancs ou ephtalites qui pouvaient être pour le riche royaume voisin un fléau pareil à celui des Germains pour l'Empire dans ses deux moitiés. Pérouz ou Bérose eut à subir de leur part une attaque pareille à celle des Goths sur Constantinople et sur Rome. On put croire à une infiltration hunpe en Orient perse pareille à l'infiltration germanique dans toutes les provinces romaines, à la fondation d'un royaume scythe correspondant aux royautés territoriales formées à la même époque par les barbares fixés en terre romaine. La civilisation ancienne, représentée d'une façon différente,

[1] Agathias (IV, x, 4-5) met en doute le témoignage de Procope. Cf. Bury, *Later Byzantine empire*, II, p. 2, note 1.
[2] Procope, *De bello persico*, éd. de Paris, II, 2-4.

mais sur les mêmes principes, par les deux Empires, se défendait solidairement contre les hordes en quête de terres et en veine de conquérir. L'Attila des Nephtalites, gens établis sur un territoire défini, autour d'une vraie ville, leur capitale, n'était pas cependant disposé à sortir de sa patrie. Mais il sut causer des pertes importantes au « grand roi » qui avait passé ses frontières. Les Turcs [1], armés d'arcs, restaient avec leurs ruses de guerre, qui étaient celles des Parthes, de la même race, supérieurs à l'armée réglée, qui vint les attaquer dans leurs forêts et leurs marécages. Bérose fut tué, son armée détruite et la Perse royale paya, sous l'enfant Kobad, tribut aux barbares du Nord-Ouest. Comme le jeune prince fut écarté par son oncle, ce fut chez les meurtriers de son père qu'il se chercha un abri et il revint du pays hun, où il avait épousé la fille du Khan, en maître prêt aux revanches.

Ce fut seulement après cette restauration que, le danger barbare ayant disparu momentanément, la guerre entre Perses et Romains de Byzance recommença, sous le paisible clerc Anastase, occupé de ses solutions théologiques. Les moines d'Amida défendirent mal la partie des murs qui leur avait été confiée [2]. Maintenant, des Ephtalites formaient une troupe auxiliaire des Perses, comme des Goths de l'entourage de Théodoric se trouvaient, à côté de tel chef venu de la Colchide, dans l'armée romaine accourue pour venger l'offense. D'autres Huns réclamaient pourtant les forces du roi, et, après un long siège, Amida fut reprise.

[1] D'après l'exemple des anciens Scythes, ils ensevelissaient avec leurs chefs les amis de ceux-ci et, comme le Sultan Mourad Ier à la bataille de Varna, en 1444, ils faisaient flotter au bout de leurs lances les traités violés par leurs ennemis (*ibid.*, III, 2 ; IV, 2). — La bibliographie sur les Huns, dans Bury, ouvr. cité, I, p. 5, note 3. Cf., *ibid.*, p. 5, note 7.

[2] Cf. cependant Haury, *Zur Beurteilung des Geschichtsschreibers Prokopius von Caesarea* (Programme du Gymnase de Munich), 1896, p. 23.

La frontière fut fortifiée par la fondation des villes de Dara (Anastasiopolis) et de Théodosiopolis [1]. Un *modus vivendi* définitif paraissait avoir été trouvé entre les deux Empires : les Perses respectaient le culte chrétien, traitaient avec égards les nonnes, employaient l'office des clercs pour les négociations [2]. Mais Kobad tenait encore le passage unique de la Porte Caspienne, d'où débouchaient les essaims des Huns. Vieilli, il voulait assurer sa succession à son fils Chosroès, et, dans ce but, il offrit à l'empereur, redevenu un ami, de remplir à l'égard de l'héritier le rôle qu'un de ses prédécesseurs avait rempli à l'égard de Théodose le jeune [3].

Cet empereur, qui refusa le risque qu'entraînait l'acceptation de cette offre, s'appelait Justin, et son avènement même signifie une nouvelle direction dans la politique de l'Empire, une nouvelle orientation dans ses mouvements. Par ce rude paysan de Thrace, né à Bédériana, — un de ses camarades, né dans le même village, portait le nom thrace de Ditybiste (cf. Boérébista, le roi dace) [4], — un autre monde que celui des militaires de la garde et des courtisans arrivait au pouvoir pour reprendre des traditions qui paraissaient oubliées.

[1] Voy. Chapot, *La frontière de l'Euphrate, de Pompée à la conquête arabe*, Paris, 1907.

[2] Ammien Marcellin, XXVIII, x, 4 ; XXI, vii, 7. — Des Ibères dans l'armée romaine à cette époque. Un Pacor (Bacurius), *ibid.*, XXXI, xii, 16.

[3] La seule source est Procope, loc. cit.

[4] L'autre camarade porte le nom grec de Simarque ; la femme de Justin est Lupicina (comme impératrice : Euphémie) ; *ibid.*, VIII, 4. Le beau-frère de l'empereur, le père de Justinien, portait le nom de Sabatius ; *ibid.*, XII, 2. — Justin aurait signé à l'aide de lettres gravées sur une tablette (*ibid.*, VI, 3).

CHAPITRE II

Formation des « Romaniae » populaires, leurs relations avec les barbares et leur première action sur l'Empire.

Cet Empire, qui défendait son prestige en Orient et arrivait, grâce au concours des barbares de l'Oural et de l'Altaï, à imposer aux Perses le maintien d'une frontière bien fortifiée, n'était pas le seul dépositaire de l'héritage romain, dont il détenait avec un opiniâtre orgueil le titre, malgré la suprématie, croissante, du grec, langue de l'Eglise d'Orient et moyen de communication usuel des habitants de Constantinople, et malgré les infiltrations orientales qui contribuaient à cette chose multiforme et mélangée, néanmoins unique, qui fut « Byzance ».

Un empereur ne régnait plus à Rome, où s'était installé en délégué de l'empire unique Théodoric, roi pour les siens, mais pas roi légitime de l'Italie, bien qu'on lui eût donné dans le monde romain d'Occident la qualification dont il jouissait parmi les siens. Le gendre d'Olybrius, jadis César, était le barbare Aréobinde Dagalaïphe, qui servait dans les armées d'Anastase [1]. Peut-être l'empereur d'Occident qu'Odoacre avait envoyé sur des terres du côté de Naples, Romulus Augustus, y menait-il encore une existence obscure. Mais, avec la disparition des Césars de la vieille Rome, la romanité elle-même n'avait pas disparu, ni dans la capitale, ni dans les provinces de la moitié occidentale de l'empire unique.

En ce qui concerne cette capitale même, elle avait subi des changements profonds. Il était resté vers 500 très

[1] Procope, *Bellum persicum*, éd. de Paris, VIII, 1 ; *Corpus inscriptionum latinarum*, XIII, 5245.

peu de la ville encore pleine de souvenirs et riche d'argent et de prétentions que décrit avec une indignation d' « archéologue » [1], de prôneur de vertu, Ammien Marcellin.

Il n'y avait plus les prétentions outrecuidantes des anciennes familles, invoquant des ancêtres divins ou fabuleux, ni le grand luxe et la débauche de la ville aux trois mille danseuses, aux « feminae curatae », aux « captateurs de testaments », aux nuées d'eunuques et de clients peuplant les antichambres, aux désœuvrés ne lisant que « Juvénal et Marius Maximus » [2]. Le bas peuple, formé des nations les plus variées, avait sans doute conservé son penchant pour l'oisiveté, sa coutume de dormir en lazzaroni sur la terre nue sous le soleil chaud, son amour pour les dés et le vin et sa passion pour les jeux du cirque [3], mais il n'avait plus le courage de se lever, au cours des querelles, souvent mentionnées aussi dans des sources plus anciennes, des *prasini* et des *veneti*, des « verts » et des « bleus », pour défendre le droit à la célébrité d'un meneur de chars, d'un *auriga*, au point qu'on devait pendre leur chef pour les apaiser par la terreur [4] ; un Pape comme Libère, en querelle avec le gouvernement, jouissait du reste des mêmes sympathies turbulentes [5]. Le même peuple qui était intervenu hardiment dans le conflit entre Damase et Ursin, rivaux pour la possession du siège de S. Pierre, attaquant le préfet de Rome avec des torches et des bâtons, des « malleoli », et laissant de nombreux morts sur le pavé de l'église de Sicininus [6], s'était résigné à accepter le régime, capable

[1] Le terme, dans Suétone, date de l'époque d'Auguste.

[2] Ammien Marcellin, XIV, VI, 15-20 ; XI, 1 ; XXVIII, IV, 3 et suiv.; 14, 16-33.

[3] *Ibid.*, XIV, VI, 26.

[4] *Ibid.*, XV, VII, 2.

[5] Les officiers de Constance s'en emparent difficilement, « populi metu, qui ejus amore flagrabat » (*ibid.*, 10).

[6] *Ibid.*, XXVII, III, 8, 11-13, 15 ; cf. aussi *ibid.*, IX, 9-10. Des « organarii », des « palaestritae », *ibid.*, XXVIII, I, 8. Des Carpes d'origine, des gens d'Antioche, des Grecs se succédaient dans la situation de préfets de la ville.

de dures vengeances, du délégué goth envoyé par un empereur toujours invisible.

L'aristocratie romaine, ce qui en restait après les derniers troubles, provoqués par les invasions et les usurpations, entoura Théodoric, dont l'autorité légitime ne souffrait pas de doutes. On voit bien par la correspondance de ce lettré romain au nom grec, qui fut son secrétaire, Cassiodore, à quelle nation appartenaient les conseillers, les fonctionnaires civils du « roi ». Les barbares pénétraient rarement dans les bureaux ; ils gardaient leur ancien rôle militaire et ne demandaient pas plus. Jusqu'au confiit dont il sera bientôt question avec l'empereur, avec son empereur résidant à Constantinople, jusqu'aux soupçons, qui probablement n'étaient pas vains, de conspiration contre sa puissance et contre sa vie, le Goth resta le protecteur bienveillant de cette classe dont sa vanité aimait à être entourée, servie et flattée [1]. Le Sénat, où brilla un Symmaque, un Boèce, ceux qu'il sacrifia ensuite à ses appréhensions et à ses instincts de revanche, joua un rôle qui n'était guère inférieur à celui qu'on lui avait reconnu, de pure grâce, sous les Césars de l'ère constantinienne. Une chronique contemporaine ajoutée au large récit d'Ammien Marcellin assure que le dominateur barbare qui n'abandonna pas complètement le vêtement germanique fut bien accueilli, au début, par le Pape, qu'il s'occupa à réparer les murs de cette Rome délaissée par les empereurs qui régnaient par eux-mêmes, qu'il fut un grand bâtisseur, — *auctor fabricarum et restitutor civitatum*, — ici même et à Ravenne, où il refit l'aqueduc de Trajan. C'était tout de même un maître sous lequel on pouvait vivre. Vivre et se développer et prospérer. Son autorité sur les autres royautés germaniques, paraissant rétablir l'unité de l'Occident, ramenait à Rome des hôtes qui, à une époque où la papauté ne résumait encore rien, en avaient oublié le chemin. Bref, on peut dire que, si la noblesse de Rome, qui fut même, à cette

[1] Voy. Hogdkin, *Italy and her invaders*, Oxford, 1880-1899.

époque, moins mêlée d'Asiatiques, retenus par sa rivale Constantinople, se maintint encore quelque temps, elle le dut à cet imitateur de la civilisation qui l'avait adopté.

Sans lui, Rome aussi aurait suivi l'exemple, — de même que Milan, qui avait proclamé le César Silvanus, et que Ravenne, siège d'Honorius [1] et de ses successeurs, — et aurait eu le sort des autres cités, aussi bien de l'Occident que de l'Orient même, où la vie dans les centres d'habitation était infiniment plus ancienne. Elle aurait déjà eu, comme elle l'aura bientôt, ce régime de « municipales », de « curiales » autonomes, groupés de plus en plus autour de l'évêque, dont l'autorité — comme on ne le voit pas seulement dans le récit, plus large, de la Vie de S. Séverin, de Pannonie [2] — arrive à remplacer complètement celle des organes de l'Empire. Elle serait devenue, comme beaucoup d'autres villes, jadis splendides et de plus en plus retombées à l'état rural, le noyau d'une organisation autonome, capable de se défendre contre des ennemis que les armes impériales n'étaient plus capables d'écarter.

Déjà, c'était l'état où en était arrivée, devant les incursions des Pictes, des Scotes, des Calédoniens, la Grande-Bretagne, avec cette ville d'Auguste « que les anciens appelaient Londinium » [3]. Dans les Gaules, où l'Empire, sous Julien surtout, avait créé une cité centrale à Paris [4], l'invasion d'Attila avait trouvé, avant de rencontrer Aétius avec sa concentration de barbares et de Romains, des « provinciaux » sur les murs, et des « viri Dei » à leur tête, armés aussi autrement que de la croix, bien que partout ces envahisseurs acceptassent, de même que l'avaient fait les Perses, ces chefs de la popu-

[1] Ammien Marcellin, XV, v, 17, 35.

[2] Voy. notre *Orient et Occident au moyen âge*, p. 15 et suiv.

[3] « Augusta, quam veteres adpellavere Londinium » ; Ammien Marcellin, XXVIII, III, 1. Cf. « Londinium vetus oppidum, quod Augustam posteritas appellavit » ; *ibid.*, XXVII, VIII, 7.

[4] *Ibid.*, XVIII, VI, 16 ; XX, I, 1 ; XXI, II, 1 ; XXVII, II, 1, 10. Sur Vienne, *ibid.*, XXII, I, 1. Une église y est mentionnée où on célèbre la fête de l'Epiphanie.

lation chrétienne comme médiateurs. Ce fut le cas à Metz comme à Orléans ; déjà au IVe siècle la surprise tentée avec succès par un roi germanique à Mayence avait trouvé les habitants dans l'enceinte d'une église accomplissant leurs rites [1].

La cité se maintenait dans ces Gaules, avec ses familles sénatoriales dont venaient souvent les évêques eux-mêmes qui donnèrent, lorsque la « Francia », déjà mentionnée à l'époque de Julien [2], exista, aux rois désireux de régner à la romaine et conservant de l'ancienne coutume de leur race autant qu'il était nécessaire pour s'assurer l'appui de leurs compagnons devenus des « comites » et transformés en ducs, leurs « ministres » et leurs dignitaires les plus appréciés. L'Orient, dans des conditions supérieures, sous la garantie des basileis, efficace au moins d'une façon intermittente, en gardait encore mieux la tradition.

Mais, même ici, il y a un élément populaire qui s'agite, l'Empire, parti de la cité, paraissant y revenir. Séleucie est encore la « Métropole des villes » [3]. Antioche, aux habitants nerveux, prêts au sarcasme et à l'insulte, disposés aux tumultes, détruit le temple de Daphné, — et Julien s'en prend à leur grande église, — ils se moquent des empereurs, refusent les provisions à Constance pour le faire partir et accablent le barbu Julien, qui s'en venge par sa satire du « Misopogon », de leurs chansons ; ils crient aux oreilles des officiers impériaux : « que Valens brûle vif ! » [4]. Alexandrie lui ressemble en plus cynique et en plus sanglant, elle, « la cime de toutes les cités » [5], avec son Sérapéum, qu'on rangeait après le Capitole romain, avec ses temples, ses « sépulcres » que l'évêque

[1] *Ibid.*, XXVII, XI, 2.

[2] *Ibid.*, table des noms.

[3] Urbium mater ; *ibid.*, XIV, II, 14.

[4] Vivus ardeat Valens. Voy. *ibid.*, XIV, VII, 11 ; XXI, XV, 1 ; XXII, XIII, 1-2.

[5] Vertex omnium civitatum ; *ibid.*, XXII, XVI, 7, 12, 17 et suiv., 23. p. 23 et suiv.

Georges aurait voulu détruire [1], avec sa plèbe qui tue d'après ses caprices, brûle les victimes et reste impunie. Rien n'est changé dans ces villes de ce qui existait déjà à l'époque des rois asservis, puis simplement écartés, le représentant du lointain empereur se donnant cependant en Egypte des airs gauches de Pharaon. Mais ailleurs, là où l'Orient n'a pas tous ces caractères traditionnels, il y a un élément mouvant qui n'est pas celui des fauteurs de scandales et des amateurs de meurtres. Lorsqu'un des Césars du IVe siècle entre à Ancyre, il se trouve devant les protestations violentes d'une foule qui s'agite autour des nominations à la curie locale [2]. Ce qui se passa à Nisibis, lorsque Jovien sacrifia aux Perses cette ville de frontière florissante et pleine d'avenir, est encore plus intéressant: on demanda énergiquement, — l' « ordre » des curiales aussi bien que la nombreuse plèbe, tel *municeps* réputé, tel avocat hardi à leur tête [3], — d'être laissés se défendre eux-mêmes, de leurs propres moyens, de n'être pas expulsés par les organes de l'empereur vaincu, qui refuse d'acquiescer à leurs prières et reste indifférent aux injures mêmes qu'on jette à sa pusillanimité. A Andrinople, lorsque les Goths se présentèrent, la ville fut défendue avec succès par les citoyens, les « palatini » et les ouvriers, les nombreux ouvriers des fabriques, *fabricenses* [4].

Si Jovien avait permis aux citoyens de Nisibis de poursuivre leur œuvre de défense locale à leurs risques et périls, — et il dut y avoir eu les mêmes manifestations à

[1] Quamdiu sepulcrum hoc stabit ? ; *ibid.*, XXII, XI, 3 et suiv.

[2] Pars violenter erepta reddi sibi poscentium, alii querentes consortiis se curiarum addictos injuste ; *ibid.*, XXII, IX, 8.

[3] Sabinus, « fortuna et genere inter municipes clarus », Silvanus, « quidam causarum defensor ». « Ad defendendos penates se solos sufficere sine alimentis publicis adfirmantes et milite, satis confisi ad futuram justitiam pro genitali sede dimicaturis, ut experti sunt saepe. Et haec quidem suppliciter ordo et populus praecabatur » ; *ibid.*, XXV, VIII, 15 et suiv.

[4] *Ibid.*: « plebem unam cun fabricensibus, quorum illic ampla est multitudo » (XXXI, VI, 2). « Cum armatis provinciales et palatini » ; *ibid.*, XV, 10. Cf. la « comitatensis fabrica », XVIII, IV, 2.

Singara, cédée aussi sans les habitants, — une « Romania » non officielle se serait formée, vivant à sa façon entre les dangers contre lesquels elle aurait essayé de se prémunir. Telle fut la situation de cette région intermédiaire, reliant l'Occident à l'Orient, mais gardant le latin comme langue usuelle, qui s'étendait d'Aquilée aux embouchures du Danube.

Au IVe siècle encore elle était pleine de cités et de bourgs dont les habitants, d'un esprit combattif, étaient habitués à suivre la seule direction de leurs intérêts et de leurs sentiments. Déjà Aquilée elle-même s'était rendue célèbre par sa révolte, longuement soutenue, contre le géant thrace Maximin [1]. A l'avènement par voie révolutionnaire de Julien, elle resta fidèle à Constance et poursuivit la résistance, conduite par des curiales et un certain Nigrinus, jusqu'à la nouvelle certaine que l'empereur légitime était mort [2]. On sent déjà se préparer cette autonomie des lagunes qui créa autour de l'ancien centre d'Héraclée et de la « haute rive », du Rivus Altus (Rialto) « les Venises », en Vénétie ethnique disparue. Attila se butta devant la même résistance des gens d'Aquilée, qu'il n'essaya pas de vaincre.

Le Norique offre les villes encore prospères, malgré les Quades, les Sarmates, — de Petobium (Pettau), de Brigetio, de Carnuntum, de Sabaria, d'Aquincum (Acincum), de Cibalae, de Sopiana, jusqu'à Syrmium, à Singidunum, aux cités de la « Valeria », à Bononia, à Naïssus (Niche), où les empereurs sont accueillis cierges en main sous une pluie de fleurs [3], jusqu'aux cités du bas Danube, encore debout, — et elles résistent sur la rive droite à toutes les attaques, — jusqu'à celles de la Mer Noire, d'Odessos, de Dionysopolis et Marcianopolis à Tomi épiscopale,

[1] Voy. les *Vitae* de Maximin et de Gordien.

[2] Ammien Marcellin, XXI, XI, 2 ; XII, 4. L' « indigena plebs » soutient cette résistance.

[3] Cum lumine multo et floribus ; *ibid.*, XXI, VII, 2 ; X, 1 ; XX, X, 5.

« cité très forte [1] ». La Bliarès balcanique fournissait à la région des saints errants un voyageur aussi intrépide que Gregentius [2]. Ici, comme à Ancyre, l'empereur doit juger instamment les « controverses » des ordres municipaux [3]. Mais, tout autour, il y a, dans une région où le caractère rural domine [4], des paysans occupés à labourer leurs champs, à paître leurs troupeaux [5] sous les yeux avides des barbares, des *villae* de l'Etat et d'autres appartenant à des particuliers. Peut-être dès ce moment même le terme de *judex* [6], qui s'appliquait anciennement aux fonctionnaires civils en général et que les Goths de l'Ouest adoptèrent pour leur chef Athanaric, ou celui de *senior* [7], qu'on trouve employé chez certains des barbares, servaient-ils à désigner une modeste organisation locale, qui devait avoir un grand avenir et dominer de son initiative et de sa puissance de développement ce qu'on appelle le moyen âge. La *Vie de Saint Séverin* montre, pour la seconde moitié du v[e] siècle, combien avait progressé ces formes d'autonomie, devant le danger des bandes germaniques de passage.

[1] Potentissima civitas Tomi ; *ibid.*, XIV, XI, 19 ; XIX, XI, 4 ; XXI, VII, 23 ; XXVII, XII, 13. Cf. XXIX, VI, 2, 10 ; XXX, V, 2, 14 ; VII, 1.

[2] Voy. Vassiliev, dans le *Vizantiskii Vrémennik*, XIV (1907), pp. 23 et suiv.

[3] Audiens controversias maxime municipalium ordinum, ad quorum favorem propensior, injuste plures muneribus adnectebat ; *ibid.*, XXI, XII, 23.

[4] Ammien Marcellin signale que les habitants du côté de la Mer Noire sont « omnes pene agrestes » ; XXVII, VI, 14. Il cite dans ces régions le « vicus Carporum » ; V.

[5] Occupata circa messem agrestis plebs ; varia pecora ; *ibid.*, XXIX, VI, 6-8. Pour les conditions du siècle suivant notre article dans la *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, année 1923.

[6] « Neque civilis quisquam judex », dit Julien, « nec militiae rector » (Ammien Marcellin, XX, IV, 7). Mox judices damnari jussurus, quorum perfidia et secessione pannonium nudatum est latus ; XXX, V, 3. Aliique optimates et judices variis populis praesidentes; XVII, XII, 20. Pour les Alains (« judices etiam nunc eligunt diuturno bello spectatos »), XXXI, II, 25. Pour les Goths, XXVII, V, 9 ; XXXI, III, 3, 6. « Judiciale carpentum », XXIX, VI, 6-8.

[7] Coetu seniorum urgente ; *ibid.*, XVII, XIII, 21. Justinien recommande d'élire dans chaque ville un « père de la cité » ; Novelle 128 (ann. 545) ; citée par Bury, ouvr. cité, II, p. 352, note 1.

En face du *barbaricum* [1] l'esprit romain, la conscience romaine survivaient à la domination réelle et permanente de l'Empire romain. Ils commençaient déjà à produire des individualités au IVe siècle, comme le préfet de Rome Maximin, né à Sopiana, comme le maître des offices Léon, un Pannonien, comme Mercurius, originaire de Dacie, ou Valentius, l'adversaire de Théodose, dont la patrie était la Valérie danubienne [2].

On a vu, au Ve siècle, le grand rôle que remplit Aétius, né sur le Bas-Danube, et Oreste, le faiseur d'empereurs, un Pannonien. Son grand ami, Marcellin, un Dalmate, gouverna la Dalmatie comme sa principauté [3]. Au commencement du VIe siècle, un des fils de ce monde latin danubien allait être empereur, Vitalien.

Employé plusieurs fois dans les guerres de l'Empire, c'est un natif de Zaldapa sur le Danube, une de ces villes autonomes, disposant d'une milice propre et soumise aux conciles de leurs évêques, dont il a été question plus haut. Il vient donc de cette Romania danubienne qui, la première abandonnée, fut aussi la première à se constituer. Il jouit des sympathies chaleureuses de ces provinciaux et n'est pas étranger, dès ses origines, à la vie des barbares voisins, plus qu'à demi romanisés, qui sont tout disposés à gagner eux-mêmes en soutenant l'ambition de leur associé. Surtout il dispose de ces masses paysannes, de cette « rusticité » latine dont parle Ammien Marcellin. Comme à Constantinople règnent des doctrines dangereuses qui sont repoussées énergiquement et constamment par la Rome pontificale, soutenue elle aussi, par le « peuple » vivant de sa vie, de plus en plus pauvre et modeste, mais toujours agité, sous le régime goth, Vitalien représente en même temps la fidélité de ces Romains du

[1] His in barbarico gestis ; *ibid.*, XVII, XII, 20 ; visus in barbarico miles, XVIII, XIV. Perrupto barbarico, XXVII, v. 5. Le « solum Romanorum », XXVII, v, 8.

[2] *Ibid.*, XXVIII, I, 3, 4, 12 ; XV, III, 4. Cf. Bugiani, *Storia di Ezio*, Florence 1905.

[3] Procope, *Bellum vandalicum*, éd. de Paris, VI, 3, 6.

35491/67.
BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ BUCUREȘTI

Danube à la foi traditionnelle. Des moines de Scythie Mineure cherchent à la fixer d'une façon qui ne puisse plus être soumise à des controverses, préférant à l'hérésie une hérésie contraire [1]. Et Vitalien compte bien sur l'appui d'autres moines, très nombreux, riches de trésors, de biens territoriaux et d'aumônes, disposant de maisons déjà célèbres, ayant comme alliés les saints sauvages qui, de tout côté, continuent, dans leurs Thébaïdes communes et dans leurs retraites isolées, la coutume du grand Antoine et du grand Pacôme : ces milliers de gens, en grande partie jeunes, turbulents, capables de vaillance, représentent eux aussi, d'abord en Orient, plus ou moins d'après la vague règle d'un saint Basile, une de ces créations spontanées dont sera fait l'originalité et la grandeur du moyen âge. Ils n'attendent qu'un chef militaire, un rebelle victorieux pour affirmer leur pouvoir, le droit qu'ils se sentent, de par leur nombre, leurs richesses et aussi leur savoir, à dominer l'Empire comme leurs collègues les mages de Perse le font depuis les origines dans la monarchie des autres Orientaux.

Il fallut combattre contre l'armée, une vraie armée de Vitalien, qui menait avec lui des Germains de couleur gothe, des Huns devenus déjà probablement des Avars, d'après le nom d'une autre lignée comprise dans l'« Etat » d'Attila, des bandes féroces dont les cris épouvantaient. Il avait sa flottille danubienne, de monoxyles et de barques. Il y eut des batailles du côté de Marcianopolis, assez importantes pour que le souvenir minutieux en soit conservé dans les pages grecques d'un Jean d'Antioche. Vaincu et vainqueur tour à tour, ce « capitaine » populaire, ce « duc » des masses patriarcales resta. S'il ne réussit pas à avoir lui-même le pouvoir suprême, il aida l'ascension de cet autre soldat des mêmes régions, de Bédériana [2], plus rude encore que lui, mais qui était plus

[1] Voy. la bibliographie concernant les moines scythes, dans Bury, ouvr. cité, II, p. 376, note 3.

[2] Cf. Procope, *De aedificiis*, IV, 1.

recommandable pour avoir suivi d'une façon régulière le cours des honneurs [1]. Justin étant devenu empereur, malgré le nombre et le mérite des parents d'Anastase [2] et sans aucune adoption, sans aucune consécration de la part de ceux qui, par leur parenté, croyaient avoir le droit de désigner un successeur, son âge ouvrant des perspectives. Mais il y avait pour les remplir l'orgueil du neveu de César, Justinien [3], déjà candidat à l'Empire [4], qui bien qu'élevé à Constantinople, dans le milieu des officiers, des gens du cirque et des courtisanes et demi-courtisanes qui en venaient, participait par ses origines au même mouvement populaire et latin, qui, se servant de l'orthodoxie, solennellement restaurée, saluée fanatiquement par la foule à Sainte-Sophie, s'appuyant sur Rome inébranlable dans sa foi, devait ouvrir dans l'histoire du

[1] Un autre général, natif de Thrace, était Licalarius ; Procope, *De bello persico*, XII, 6.

[2] Nous avons dit que c'était aussi un Balcanique, de Dalmatie, qu'il prétendait descendre de Pompée. Un de ses neveux s'appelait Hypatius, le « consularis », mais l'autre Probus (*ibid.*, XI, 7; XII, 3).

[3] Sa sœur s'appelait Vigilantia, la fille de sa sœur, mariée à Aréobinde, Praejecta (*De bello vandalico*, II, XXIV, 1). Justinien, jadis Pierre Sabbatius, était né lui aussi à Bédériana (Agathias, V, IX, 4). Un de ses neveux, le frère de Germain, époux de Passara, s'appelait du bizarre nom de Boraïs ou Bérode (*De bello vandalico*, XXXIX, IX, (*ibid.*). Un Florentius (*ibid.*, XV, 2), un Dulcissimus, parents de Justin et de Justinien (*ibid.*, XXXII, 3). La fille de Germain s'appelait Justine (*Historia secreta*, V, 2). Il fut question de la marier avec Jean, neveu de Vitalien. Artabane la demanda pour lui (*De bello vandalico*, III, XXXI, 1, 3). Elle épousa Jean, fils de Pompée (*ibid.*). Cf. Bury, ouvr. cité, II, p. 20, note 1 et table généalogique de la Maison. Cf. ce Coutzès, ce Bouzès, frères, employés en Syrie (*ibid.*, XIII, 1-2) ; un Hermogène, auxiliaire de Vitalien (*ibid.*, XIII, 3). Aussi les noms latins de camarades de Bélisaire, qui furent Barbatus, Pappus, Valerianus (*ibid.*, XI, 2 ; XIII, 1), Marcellus, Magnus, Maximianus, Trajan (*ibid.*, XXVI, 1), Bonus, Jean et Damien, neveux de Vitalien (*ibid.*, II, V; III, X, 2; VII, 5; XV, 5; XVI, XVIII), Justin, général des troupes illyriennes (*ibid.*, II, XIII, 4), Vitalius (*ibid.*, XXVIII, 1). Dans la guerre gothe, les Thraces, Constantin et Bessas (*De bello gothico*, I, V, 1), qui parlait le goth aussi (*ibid.*, X, 1), étant Goth (*ibid.*, XVI, 1), comme Coutila (*ibid.*, II, II, 4).

[4] Constantin le Porphyrogénète, *De caerimoniis*, I, 93 (d'après une source contemporaine).

monde un nouveau chapitre. Justinien finira par se défaire, au moyen d'un meurtre, de Vitalien, mais, avec l'un ou avec l'autre, c'étaient les mêmes principes qui gagnaient la victoire, déterminant les mêmes conséquences [1].

Le chemin était ouvert du côté du latinisme populaire, et il menait nécessairement à l'intégration de l'Empire.

[1] Sur la mort de Vitalien aussi, Procope, *Hist. secreta*, VI, 4.

CHAPITRE III

Intégration de l'Empire sous Justinien.

Justin régnait lorsque le Perse Kobad (Kavâdh), préoccupé de la succession à son trône, lui proposa, continuant des rapports déjà anciens, l'adoption par le César de la « Romanie » d'un de ses fils, Chosroès : il aurait été accepté comme fils d'après les règles précises du droit romain que Constantinople pensait déjà à codifier et à organiser, à tenir aussi au courant.

D'après Procope, il aurait fallu l'opposition de tel questeur, respecté pour ses bons conseils, un Latin de nom et d'esprit, pour empêcher cet acte qui, selon son opinion, aurait ouvert la voie de régner sur les Romains à ce jeune Perse, très empressé de venir déjà s'établir sur le Bosphore [1]. En tout cas, ce fait d'avoir refusé, sans égard à ce qui pouvait suivre, une proposition qu'on était habitué à agréer signifiait déjà un changement de direction politique.

L'Empire chrétien avait bien le devoir de défendre contre le violent prosélytisme des fidèles de la religion zoroastrienne les chrétiens du Caucase aux mines d'or [2] et des hauts plateaux voisins, Tzanes, Lazes et Arméniens [3]. Il y eut, avec le concours, habituel, des Huns

[1] Procope, *De bello persico*, éd. de Paris, XI. Un des conseillers de Kavâdh paraissait avoir emprunté des coutumes romaines en faisant enterrer sa femme, ce qui le rendit suspect (*ibid.*, 9). Il y avait de fait en Perse un courant qui tendait à confondre les deux monarchies.

[2] *Ibid.*, XV, 3-4.

[3] Voy. en général Labourt, *Le christianisme dans l'Empire perse sous la dynastie sassanide* (224-632), 1904.

blancs, ou « Massagètes [1] », des paysans isauriens, commandés par Longin [2], des Hérules du Danube moyen [3], des expéditions protectrices, des occupations passagères de ce côté, et, si on ne réussit pas à défendre des forts improvisés dans ces déserts, où les rares habitants se nourrissaient de pain de millet, on y gagna des adhérents précieux, détachés de l'armée perse : le jeune Bélisaire, « né dans la partie de la Germanie qui est entre la Thrace et l'Illyrie », encore un Balcanique [4], y réduisit le Persarménien Narsès et ses frères [5]. Les attaques de la brillante chevalerie royale, prompte à offrir des combats singuliers [6], les raids des Arabes, des « Sarrasins » d'Alamondare n'arrivaient, du reste, qu'à endommager les provinces de frontière. Avec son armée permanente, composée de contingents disparates, dont une grande partie étaient des barbares et des ruraux comme ceux de Vitalien, avec ses auxiliaires latins de Thrace, portant de vieux noms romains ou d'autres pris aux indigènes, Bélisaire, maître de ces troupes qui lui appartenaient comme à un condottière presque autonome, suffisait à cette œuvre de défense qui n'ambitionnait aucune nouvelle conquête [7]. Des relations avec des Arabes Himiarites, partie hellénisés de religion, partie gagnés par la propagande juive [8], rarement chrétiens, avec les Axoumites d'Abyssinie et jusqu'aux Blemmyes et aux Nubiens, dont on commence à parler [9], servaient essentiellement à

[1] *Ibid.*, XIII, 4 ; XIV, 3-4. Les Huns sabires servaient au contraire les Perses (*ibid.*, XV, 1 ; cf. *De bello vandalico*, II, IV, 6).

[2] *De bello persico*, XVIII, 2, 8.

[3] *De bello persico*, XIII, 4 ; XIV, 3-4. Les Huns sabires servaient au contraire les Perses (*ibid.*, XV, 1 ; cf. *De bello vandalico*, II, IV, 6.

[4] *De bello vandalico*, XI, 2.

[5] *Ibid.*, XII, 5-6. Ils vinrent avec leur mère, *ibid.*, XV, 5.

[6] *Ibid.*, XIII, 5.

[7] Voy. aussi J. Maspéro, *Organisation militaire de l'Egypte byzantine*, Paris, 1912.

[8] Un chef du nom d'Abraham, *ibid.*, XX, 2-5. Cf. Bury, ouvr. cité, II, p. 12, note 3.

[9] Procope, loc. cit., chapitres XIX-XX. Narsès, gouverneur de l'Egypte, y détruisit le temple de Philae, bâti par Justinien ; *ibid.*, XIX, 21.

maintenir l'ancien état des choses dans ces régions aux villes molles, de mœurs douces, peu capables maintenant de se défendre d'elles-mêmes et de former des organisations spontanées [1].

Au moment où Bélisaire offrait à Chosroès, devenu roi, une paix que celui qui devait être une espèce de Théodoric asiatique refusa, l'attention de l'Empire fut attirée vers un problème beaucoup plus important que la tranquillité de ces belles provinces de l'Orient toujours menacé et cependant resté florissant.

Les Vandales s'étaient transportés en Afrique, non sans y avoir été attirés par un gouverneur romain ambitieux, Boniface, qui croyait pouvoir s'en servir sans autres conséquences [2]. Mais les rois de ces barbares façonnés un peu à la romaine dans la province ibérique qui porte encore leur nom, l'Andalousie, allaient devenir bientôt les maîtres et même des parents, par le droit du vainqueur, du conquérant de Rome, des derniers Césars résidant en Occident. Vainqueur sur Boniface, qui vit bientôt quels étaient les hôtes qu'il avait admis en terre d'Afrique, Genséric consentit cependant à rentrer dans l'Empire dont il avait été l'usufruitier en Espagne, en payant le tribut et en faisant élever à Rome comme otage son fils Hunéric, qu'on y appelait Honoricus, d'un nom qui rappelait celui du fils de Théodose. Le vieux Vandale vint à Rome seulement pour venger sur l'usurpateur Maxime la mort de son souverain et beau-père Valentinien, et il agit d'après l'impulsion de l'impératrice veuve elle-même. Ce fut le peuple de Rome qui punit l'intrus, assommé à coups de pierres. Le pillage de la capitale paya les frais de l'expédition « légitimiste », et, si la femme de l'empereur et ses deux filles suivirent Genséric en Afrique, elles y retrouvaient une province romaine restée fidèle ; si une des princesses, Eudocie, épousa Honori-

[1] Sur les détails, Bury, ouvr. cité, II, p. 82 et suiv. Cf. Güterbock, ouvr. cité.

[2] Boniface aurait offert à Genséric une division tripartite de l'Afrique ; Procope, *Bellum vandalicum*, III, 5.

cus, revenu depuis longtemps à ses foyers, elle reconnaissait en lui un jeune Romain de sang barbare : les trésors pris dans la capitale c'était sa dot. Les rois des Vandales revêtirent la pourpre impériale [1]. Comme il n'y avait qu'un seul empereur, celui de Constantinople, il lui envoya la belle-mère et la belle-sœur de son fils, tout en lui demandant d'admettre comme collègue Olybrius, époux de cette dernière. Si un second fils portait un nom germanique, un troisième avait été appelé Théodore [2]. Il n'y eut pas d'autre innovation que celle de donner aux soldats vandales et alains, sans leur demander d'impôt, une partie des terres, prises aux grands propriétaires qui les travaillaient, dans les *fundi*, à l'aide de colons [3] ; la population maure dut accueillir avec sympathie ce retour des choses aux dépens de ses riches oppresseurs.

L'Empire aurait toléré cette situation si le dominateur de Carthage n'avait pas formé aussitôt une flotte et s'il ne l'avait pas employée à ravager la Sicile, l'Italie méridionale, même « l'Illyrie », le Péloponèse, la Grèce et toutes les îles voisines [4], surtout Zacynthe (il avait eu aussi la Sardaigne). C'était affamer la capitale de l'Orient, qui se nourrissait du blé de l'Egypte, de celui de ces îles.

L'empereur Léon réagit. La flotte de Basiliscus prit Tripoli, mais fut détruite en partie par les brûlots des Vandales [5]. Gensériс put voir Olybrius établi à Rome à la place de cet Anthémius dont il avait contesté par ses pirateries la légitimité. Majorien préparait une expédition récupératrice que nul de ses successeurs ne put reprendre [6]. Le Vandale put donc conclure avec Constantinople un traité dont on ne connaît pas les clauses.

Devenu roi, Hunéric, qui, sans doute, malgré le réta-

[1] *Ibid.*, VI, 2; IX, 3. Cf. Gitti, *Eudossia e Genserico*, dans l'*Archivio storico italiano*, VII, IV[1], 1895, pp. 1 et suiv.

[2] Ou Théodoric ? Procope, *Bellum vandalicum*, V, 3. Sur le sort de la famille de Valentinien, *ibid.*, II, IX, 3.

[3] *Ibid.*, I, V, 3. Cf. Fustel de Coulanges, *Recherches*, pp. 25 et suiv.

[4] Procope, loc. cit., V, 4 ; XXII, 2.

[5] *Ibid.*, VI.

[6] *Ibid.*, VII.

blissement de la paix, n'interdisait pas aux siens l'occupation grandement rémunératrice de la piraterie, ajouta à cette provocation une autre. Il voulut unifier son royaume. Les Maures s'y refusèrent, se révoltant ; les Romains s'en plaignirent à l'empereur. Un de ses successeurs, Thrasimond, les apaisa par l'appât des honneurs. Il épousa la sœur, devenue veuve, de Théodoric et en obtint Lilybée en Sicile ; il était en même temps l' « ami » d'Anastase, dont il dut reconnaître l'autorité. Ses monnaies portent l'effigie impériale.

Justinien était lié d'amitié, pendant qu'il poursuivait ses projets d'arriver au trône, avec Hildéric, fils d'Hunéric, qui se saisit du pouvoir après Thrasimond. Le nouveau roi se détacha des Goths, tua les gardiens de la reine Amalafride et la jeta en prison, mais, lorsque contre lui surgit, dans la personne du parent Gélimer (Geilamir), un nouveau Jugurtha, l'empereur crut que l'heure était venue de rendre la Méditerranée à l'Empire, qui en avait besoin pour son approvisionnement. En ouvrant la première guerre d'Occident, il savait bien qu'il pouvait s'appuyer non seulement sur les Maures toujours rebelles et inattaquables par la cavalerie germanique, sur les révoltés de Sardaigne sous le « roi » Godas, mais aussi sur les provinciaux, sur les « Romains » insoumis, comme ces gens de Syllecte, qui, dans leurs anciennes ruines, s'étaient fortifiés pour résister aux Maures [1], ou ce Pudentius, qui fut en état de s'emparer sans aucun concours de Tripolis, demandant seulement quelques troupes « pour soumettre toute la province » [2]. Avec quelques Goths envoyés de Constantinople il y réussit sans peine.

Les Orientaux de toute race [3], une petite bande de 15.000 hommes [4] à peine, furent jetés sur l'Occident,

[1] *Ibid.*, XVI, 2.

[2] *Ibid.*, X, 4 ; II, XXI, 2.

[3] Les Huns se plaignaient d'avoir été transportés si loin et ils négociaient avec les Vandales ; *ibid.*, II, I, 1.

[4] *Ibid.*, II, VII, 2. Cf. J. Maspéro, dans la « Byzantinische Zeitschrift », XXI (1912), et A. Müller, dans le « Philologus », LXXI (1912).

mais, au nom d'une idée qui n'était pas celle de l'Orient et sous la conduite de ces « Thraces » auquel appartenait, au commencement du sixième siècle, l'Empire (532). Bélisaire était vicaire impérial, avec pleins pouvoirs, dans cette armée qui était sienne, plus même que ne l'avait été celle de l'Asie [1]. On put s'approvisionner à Syracuse en vertu de la convention conclue avec Amalasonte, fille de Théodoric et tutrice de son fils Atalaric. En Afrique, à Syllecte, on eut à faire avec cette petite « Romania », dont il a été question plus haut, et il fut facile de s'entendre avec « l'évêque et les chefs des habitants », ainsi qu'avec les « paysans » du voisinage [2]. Ce dut être ainsi à Leptis, à Hadrumète, à Grasse, où se trouvaient les palais et les jardins de Gélimer [3]. Les ruraux donnaient volontiers des informations [4]. A Carthage, les flambeaux de joie brûlèrent toute la nuit qui suivit l'entrée des Impériaux, victorieux à Ad Decimum, près de Tunis, pendant que les églises aryennes, celle de S. Cyprien surtout, se remplissaient de suppliants [5]. Les marchands orientaux enfermés par le roi furent délivrés, les autres protégés contre la licence des soldats [6]. Les dignitaires de la Cour servaient de bon cœur Bélisaire, installé dans le palais royal [7]. « Dans Carthage, on n'entendit ni menace, ni tumulte. Le commerce n'y fut pas interrompu un moment..., les boutiques demeurèrent ouvertes en la manière ordinaire [8]. »

Les Maures avaient, bien entendu, prêté aussitôt leur

[1] Procope, loc. cit., I, XI, 2.
[2] *Ibid.* I, XVI, 2.
[3] *Ibid.*, XVII, 2. Sur le luxe vandale, *ibid.*, II, IV, 2 ; IX, 1-2.
[4] *Ibid.*, I, XIX, 2.
[5] *Ibid.*, XXI, 1 ; XXI, 3. Il y eut plus tard des traîtres, comme Laurus ; II, I, 1.
[6] *Ibid.*, 2, 4. Leurs rapports avec l'Espagne du roi wisigoth Theudis, *ibid.*, XXIV, 2.
[7] *Ibid.*, XXI, 2. Tel ce Boniface que le roi voulut envoyer avec ses trésors chez Theudis ; IV, IV, 7 ; cet Apollinaire, ancien serviteur d'Hildéric ; *ibid.*, V, 1.
[8] *Ibid*, traduction Cousin, *Histoire de Constantinople*, I (Paris, 1685).

hommage, et il est dit exprès que, sans les ornements donnés par l'Empire, diadème, sceptre, vêtements blancs et or, ils ne se croyaient pas vrais maîtres de leur territoire [1]. Ils se montrèrent prêts à soutenir les Romains [2]. Ceux-ci avaient cependant bientôt fait de briser à Tricamaron les assauts de la cavalerie vandale (décembre 533). Gensériс, auquel on avait promis place au Sénat et la dignité de patrice, se rendit, et Constantinople vit un vrai triomphe à l'ancienne manière, avec la présentation d'un butin dont faisaient partie les dépouilles mêmes du temple de Jérusalem.

Les Vandales de Justinien allèrent combattre pour l'Empire en Asie. Le lieutenant de Bélisaire, Salomon [3], maître de la milice d'Afrique et préfet du prétoire, eut à ramener à la fidélité les chefs maures, y compris les « Barbaresques » de Sardaigne, et bientôt on paya à Carthage le prix d'un mouton l'enfant maure [4]. Il fallut en finir aussi avec les Hérules agités par des prêtres aryens et avec les soldats établis dans le pays et qui, ayant épousé des femmes vandales, n'entendaient pas rendre leurs terres au fisc [5]. C'était vaincre de nouveau les barbares sur cette terre redevenue romaine pour retourner au régime de l'administration vexante et des lourds impôts. Bientôt le Vandale Gontharis put faire venir devant lui, en suppliant, le successeur de Salomon et de son neveu Serge, Aréobinde [6]. Ce ne fut que sur le cadavre du barbare, tué traîtreusement, que de fidèles Arméniens purent, à Carthage, proclamer « Justinien victorieux » [7]. Un Latin, Jean, frère de Pappus, le héros du poète Corippus, en eut le vicariat [8]. Il avait aussi le

[1] *Ibid.*, XXV, 2.
[2] *Ibid.*, VIII, 2-3. Cf. *ibid.*, X, XI, XII, XIII.
[3] Son neveu et successeur s'appelait Serge ; *ibid.*, XXI et suiv.
[4] *Ibid.*, XII, 4 ; XIII, 4.
[5] *Ibid.*, XIV.
[6] *Ibid.*, XXVI, 5. Sur sa famille, XXVII, 4 ; XXVIII, 2. Gontharis voulut épouser Praejecta.
[7] *Ibid.*, XXVIII, 1.
[8] *Ibid.*, 3.

commandement sur toutes les îles conquises : Malte, Sardaigne, Corse, Baléares, et jusqu'à la lointaine Ceuta [1]. La Méditerranée était redevenue un lac romain [2].

En ce moment, depuis longtemps, Bélisaire, qui avait dû repasser une fois en Afrique, espérant lui rendre la paix, continuellement interrompue par ces convulsions, avait « rendu » à l'Empire aussi les provinces occupées par les Ostrogoths et même une partie de celles que détenaient leurs frères de l'Ouest.

Amalasonthe, que son père avait « recommandée » à Justinien [3], avait fait élever son fils à la romaine, avec des grammairiens et des vieillards de la race soumise comme conseillers [4]. Devant l'opposition de ses sujets elle pensa même — et s'en confia aux Romains d'Orient — à quitter l'Italie pour s'établir à Dyrrhachum, puis à Constantinople même. Réduite à contracter un nouveau mariage, elle se choisit le fils du premier mariage d'Amalafride, la reine des Vandales, Théodahade, Théodate, ou Déodate pour les Latins, un platonicien qui lui aussi caressait le rêve de vendre ses biens pour aller végéter en sénateur dans la capitale du monde civilisé [5].

La reine et son mari vivaient encore en bonne intelligence lorsque Justinien, qui avait aussi à critiquer l'attitude des officiers goths combattant les Gépides du côté de Gratiana, se plaignit de ce qu'on ne voulait pas lui donner Lilybée, possession vandale [6]. Athalaric étant mort en bas âge, la couronne passa à Théodate, et il jeta en prison sa femme, qu'il allait faire disparaître.

Ceci signifiait cependant la rupture violente de ce *pactum* en vertu duquel les rois des Goths étaient maîtres de

[1] *Ibid.*, II, v.

[2] Pour le régime impérial dans cette conquête voy. Diehl, *l'Afrique byzantine*, Paris, 1896.

[3] *Liber pontificalis.*

[4] Procope, *De bello gothico*, I, II.

[5] *Ibid.*, III, 1.

[6] *Ibid.*, 4. Cf. *De bello vandalico*, II, v, 2.

l'Italie. L'empereur se prépara donc à reprendre par une troisième armée qu'improvisa Bélisaire, par de nouvelles « grandes compagnies », sa terre. Comme, cette fois encore, il se présentait aussi comme défenseur de la vraie foi, il demanda l'appui, qu'il croyait lui être dû, des Francs, chez lesquels l'héritage de Clovis avait passé en fragments, comme une *res privata*, à ses fils. Il y était invité par l'état de guerre qui existait entre les deux nations. Les Francs, vainqueurs des Burgondes, dont ils avaient détruit l'Etat sur le Rhône, et des Wisigoths, mauvais alliés contre ceux-là, qu'ils auraient chassés au-delà des Pyrénées sans l'intervention de Théodoric en faveur de son petit-fils, le roi Amalaric, avaient tué, à l'époque de Théodate lui-même, le roi des Thuringiens et chassé sa femme, sœur de l'Ostrogoth [1]. Enfin, peu après, le jeune roi des Goths occidentaux ayant maltraité sa femme, sœur du Franc Théodebert, avait payé cette attitude de sa vie : les Gaules étaient devenues une seule « Francia », et les restes des Wisigoths s'étaient renfermés avec Theudis en pays ibérique. Les vainqueurs offrirent l'alliance à Théodate à la double condition qu'on leur abandonnât ces Gaules, et qu'on leur payât un tribut [2].

A Byzance, cette nation, gouvernée par des rois fiers d'être ornés du titre de patrices sans avoir fait le voyage de la capitale et d'être considérés comme ayant le droit de porter la pourpre et de frapper des monnaies d'or, jouissait d'une estime toute particulière. Agathias s'en fait l'écho en parlant des « lois et des coutumes presque en tout conformes aux romaines », des « mêmes solennités dans les contrats », des « mêmes cérémonies dans les mariages », « des fêtes, des prêtres, des magistrats »

[1] *Ibid.*, XIII, 1. Théodoric avait donné sa fille à Alaric, roi des Wisigoths ; *ibid.*, XII, 3. Cf. Leuthold, *Untersuchungen zur ostgotischen Geschichte der Jahre* 535-537, thèse de Jena (avec la bibliographie allemande).

[2] Procope, loc. cit., XIII, 4.

comme chez les Romains, bref une similitude qui s'étend à tous les domaines sauf « le vêtement et la langue » [1].

L'œuvre de récupération commença sur l'Adriatique, encore une mer à regagner. Un Goth, Mundus, qui commandait en Illyrie d'Orient, se saisit de l'important centre de Salone. En même temps, Bélisaire s'en prenait à la Sicile, dont les villes, favorables à l'Empire, se rendirent, sauf Panorme (Palerme), défendue par des soldats goths. Le généralissime des Impériaux y pénétra cependant, et la foule, à demi orientale déjà elle-même, se jeta sur les pièces d'or dont il l'aspergeait.

Théodate déclara vouloir abandonner l'île, reconnaissant en même temps à l'empereur, à son empereur, les droits d'un souverain : celui de vie et de mort, des nominations au Sénat et au patriciat, de priorité dans les proclamations, promettant le présent annuel d'une couronne d'or [2]. Cette offre ayant été rejetée, il proposa de céder sa royauté contre une rente sur des terres [3] ; Justinien s'arrêta sur le territoire dit du patrimoine.

Les Goths lui imposèrent cependant bientôt, par des succès en Dalmatie, une autre attitude [4]. Il perdit alors la Dalmatie et la Liburnie, et Bélisaire, rappelé un moment en Afrique, entra à Naples, habitée aussi par des Grecs, des Juifs, qui participèrent à la défense [5], après avoir confirmé les privilèges d'autonomie de la ville, à peine garnisonnée par les Goths. Les habitants se jetaient après la prise d'assaut sur ceux qui avaient conseillé la résistance.

Partout ailleurs, à Cumes [6] d'abord, puis à Bénévent,

[1] II, 3. Traduction de Cousin. — Les Goths étaient alors en guerre avec les Francs.

[2] Procope, *De bello gothico*, VI, 1.

[3] *Ibid.*, 3.

[4] Néanmoins le gendre du roi se soumit et fut fait patrice (*ibid.*, VIII, 1).

[5] *Ibid.*, X, 1.

[6] Pour Cumes, *ibid.*, XIV, 1 ; pour Bénévent, XV, 1-2. Pour d'autres places du côté de Rimini, II, x, 1 ; ailleurs, XIII ; XIX, 1 ; pour les « communes » gothes, dont le nom s'est conservé, sous les Alpes Cottiennes, XXVIII, 4.

plus tard à Milan aussi [1], qui fut détruite par les Goths avides de vengeance, de même que certaines places voisines [2], la population, évêque en tête, accepta sans résistance ce nouveau régime, qui n'était que celui sous lequel avait vécu la génération précédente (536). Les dignitaires du royaume goth trahissaient [3]. Rome fut évacuée et on peut mettre en doute la fidélité du pape Sylvère à l'égard du nouveau roi Vitigis, le vainqueur des Gépides, qui, aussitôt proclamé et délivré de son rival assassiné, avait épousé de force la fille d'Amalasonthe. Des « populations » entières faisaient leur soumission.

Mais les difficultés immanentes à la guerre, la revanche foudroyante de Vitigis, la crainte de ses représailles fortifièrent chez les Romains de Rome et des autres villes italiennes leur penchant vers l'autonomie, leur conscience que, par-dessus l'Empire même, elles ont le droit de vivre et de se développer. On accabla bientôt de lazzis ces faux frères qui ne parlaient pas le latin et amenaient avec eux les coutumes de l'Orient que, dans leur isolement, les Occidentaux avaient oubliées. Dans le Pape, pour lequel leurs ancêtres avaient plus d'une fois bravé la colère des anciens préfets de la ville, les Romains voyaient leur chef naturel, leur expression populaire, l'évêque présidant aux intérêts de leur cité.

Lorsque le Pape Jean avait visité Constantinople, sous Théodoric, qui employait volontiers les clercs romains comme ambassadeurs, il avait été reçu, dit le « Liber pontificalis », avec des cérémonies extraordinaires, qui pouvaient lui donner l'illusion que cette capitale de l'Orient le reconnaissait comme chef spirituel [4]. Comme l'avènement de Justin avait signifié le triomphe, un triom-

[1] L'évêque y était Datius. Il offrait même toute la Ligurie (*ibid.*, II, VII, 6-7). Cf. XII, 5.

[2] *Ibid.*, XXI, 6.

[3] *Ibid.*, I, XIV, 1.

[4] Si le Patriarche constantinopolitain consacre celui d'Antioche, le Pape s'arroge le même droit envers un Patriarche d'Alexandrie. Pour Rome, le rival d'Orient n'est qu'un « évêque » et son autorité s'étend sur des Grecs.

phe fanatique, bruyant de l'orthodoxie, l'empereur, qui adora le représentant d'une tradition héroïquement immuable, crut raffermir un pouvoir défectueux à son origine par le manque de l'adoption requise, en se faisant couronner de nouveau par ce vénérable évêque qu'il considérait malgré tout comme son sujet. Théodoric en fut offusqué et déclancha ses mesures de persécution contre les droit-croyants ; il imposa, sans avoir demandé l'avis du peuple romain, le Pape Félix IV. Agapet, successeur du Pape nommé, avait été député par Théodate pour empêcher l'attaque des Impériaux : à Constantinople, il s'était pris de querelle, sur le thème habituel du vrai dogme, avec le Patriarche Anthime, un courtisan soutenu par l'impératrice Théodora, et avait qualifié de « Dioclétien » celui qui était resté pour Rome le « dominus imperator » ; ceci ne l'empêcha pas d'être « adoré » lui aussi, mais retenu honorablement jusqu'à sa mort. Pour une nouvelle démonstration constantinopolitaine il y eut naturellement une nouvelle nomination [1]. Cependant Sylvère, fils du Pape, avait reçu « avec bienveillance » (*benigne*) Bélisaire.

Le pontife suivit cependant le sentiment général de la population, du Sénat même, qui commençait à agir, en refroidissant ses sentiments à l'égard des libérateurs, dont la présence pesait et l'impuissance militaire, qui devait durer, menaçait. La femme de Bélisaire, qui l'accompagnait, comme en Afrique, une Latine, Antonina, amie de l'impératrice, son fils élevé à la grecque Photius, brusquèrent l'évêque romain, l'accusant d'avoir appelé par ses lettres les Goths, ce que certainement il n'avait pas fait au profit de ces Ariens. Agapet expia cependant, passant d'un lieu d'exil à l'autre, jusqu'à mourir de faim et de soif sur une île déserte [2].

La catastrophe de Vitigis, le « Guitige » de ses sujets italiens, qui, après un siège de presque deux ans (537-538), avait dû abandonner l'espoir de regagner Rome, se

[1] Sine deliberatione decreti ; *Liber pontificalis.*
[2] Cf. Procope, *Hist. arcana,* I.

vengeant par le massacre des malheureux habitants de Milan, devait suivre cette mesure qui, par-dessus le Pape, frappait tous ceux qui entendaient garder une attitude de réserve, presque de neutralité à l'égard de l'Empire qui revenait. Une fois le « parti goth », qui n'était que celui des « Romaniae » autonomes, rebelles aux exigences d'un fisc avide et sensibles aux offres et aux brutalités de ces Huns et Arméniens qui représentaient le « nomen romanum » [1], atteint, l'action militaire contre le nouveau roi, non reconnu par Justinien, était devenue plus facile.

Vitigis avait offert au dernier moment, avec un tribut, la Sicile, puis aussi le Midi italien [2]. Refusé, il avait essayé de se trouver un soutien du côté des Lombards habitant la Norique, et même du côté des Perses [3]. Malgré les négociations dont furent chargés deux sénateurs de Constantinople, au nom latin [4], Bélisaire poursuivit les hostilités. A un moment, les assiégés de Ravenne (la ville capitula en 540), et probablement pas les Goths seuls, lui offrirent d'en faire un « roi *des Italiens* et des Goths », avec, en première ligne, des membres de ces « Romaniae » autonomes ou tendant à l'autonomie [5]. Feignant d'accepter, il se saisit de la capitale gothe et du chef de la nation qui, ayant jeté devant les vainqueurs ses armes

[1] L'Orient, avait dit Vitigis aux habitants de Rome, ne leur a donné que « des acteurs, des bouffons et des pirates » (Procope, *De bello gothico*, XVIII, 4). Cf. *ibid.*, XX, 2. Bélisaire avait nommé un Latin, Fidelius, préfet du prétoire ; *ibid.*, 3 ; XI, 4. Un Ursicius était parmi les chefs de ses soldats ; *ibid.*, XXIII, 1. Mais on se défia de Maxime, fils de l'usurpateur homonyme, et on l'exila (*ibid.*, XXV, 2), et on voulut exécuter les deux frères du Pape Vigile, Cerventinus et Reparatus (*ibid.*, XXVI, 1). Des Romains avec Vitigis, *ibid.*, II, v, 4. Le Ravennate Praesidius demandait justice en saisissant le cheval de Bélisaire par la bride (*ibid.*, VIII, 1). Des prêtres de Ligurie envoyé par le roi goth à Chosroès (*ibid.*, XXII, 3).

[2] *Ibid.*, II, vi, 3. Pour montrer que les Goths s'en tiennent au pacte d'Anastase, ils mettaient son effigie sur leurs monnaies (Bury, ouvr. cité, II, p. 333).

[3] Procope, loc. cit., XXII, 2-3.

[4] L'un d'eux, celui de Domnicus, est présenté dans une forme populaire (*ibid.*, XXIX, 1).

[5] *Ibid.*, XIX, 4 ; XX, 3-4 : βασιλέα τῆς Ἑσπερίας Βελισάριον ἀνειπεῖν.

et dépouillé ses insignes, devint ce qu'on avait offert à Théodate, ce que celui-ci avait paru désirer lui-même [1].

La couronne de Théodoric fut offerte par les irréductibles à son propre neveu, puis à un parent du Wisigoth Theudis, qui, venu de Vérone, revêtit la pourpre à Pavie et tua son rival, pour être lui-même, aussitôt, la victime d'une vengeance personnelle. Un troisième successeur de Vitigis, un Ruge, proclamé par les siens, à l'encontre des Goths [2], et qui se déclarait content de l'ancienne Gaule cisalpine, mais réclamait pour lui le patriciat et une place au Sénat [3], mourut de la même façon. Le neveu du royal Wisigoth assassiné fut appelé de Tarvisium, qu'il continuait à défendre pour devenir, de Badvila, sur ses monnaies d'or le roi Totila (Tautila). Ce hardi chef d'une dernière résistance héroïque (541-543) sauva Vérone et se jeta sur Naples pour couper les communications aux généraux, parmi lesquels Jean, le neveu de Vitalien, qui se partageaient le pouvoir repris par l'empereur à Bélisaire dont il mettait en doute la fidélité. En même temps il témoignait les meilleurs sentiments envers cette romanité d'Italie qu'il croyait pouvoir gagner par la douceur [4]. L'œuvre de restauration gothe qu'il avait entreprise avançait rapidement, les Romains, des Thraces [5], des Arméniens, des Huns, n'étant pas assez payés pour combattre. Une flotte barbare coupa les communications. Partout, la population était systématiquement épargnée, flattée même [6] et couverte de bienfaits. Le Goth paraissait vouloir se mettre lui-même à la tête des créations locales et être un « roi des Italiens » en première ligne. A

[1] Cf. Leuthold, ouvr. cité.
[2] *Ibid.*, III, II, 1.
[3] *Ibid.*, 2.
[4] *Ibid.*, VI, 1.
[5] Les « Illyriens » qui, attaqués par les Huns, reviennent dans leur pays (*ibid.*, XI, 2) paraissent avoir été des Slaves. Un d'entre eux s'appelait Nazaris (*ibid.*, 3).
[6] « Il ne fit point de mal aux paysans ; au contraire, il leur commanda de labourer la terre comme auparavant, à la charge de lui payer les mêmes droits qu'ils avaient accoutumé de payer aux propriétaires et à l'épargne » (*ibid.*, XIII, 1 : traduction Cousin).

Rome même, on trouvait ses lettres collées sur les murs.

Bélisaire fut renvoyé en Italie contre ce formidable rival, mais ceci n'empêcha pas les habitants de Tibur, qui furent, du reste, massacrés avec leur évêque, d'appeler les Goths entre leurs murs [1], ni les bandes de Totila, qui n'avaient plus de caractère étranger aussi prononcé qu'auparavant, d'attaquer Rome (546), où elles croyaient avoir des amis secrets, comme le patrice Céthégus, « prince du Sénat » [2] et le Pape Vigile lui-même, destiné à être bientôt mené de force à Constantinople, au milieu des huées d'une population qui ne l'avait pas choisi [3]. Son voyage, présenté par le *Liber Pontificalis* comme une profonde humiliation, un officier impérial étant venu pour l'escorter, apparaît dans ce chroniqueur dévoué de Bélisaire qui est Procope, le rhéteur de Césarée, comme n'ayant aucun caractère de violence : Vigile « demeura longtemps » en Sicile, pour se rendre ensuite à Constantinople, « y étant appelé par ordre de l'empereur » [4].

Il y avait cependant des clercs réellement fidèles à la cause impériale, et un d'entre eux, le diacre Pélage, fut chargé de négocier avec les assiégeants la reddition de Rome [5]. Partout, ce qui décidait c'était la situation locale, représentée par une organisation spontanée, populaire, tout aussi différente de l'Empire, duquel on déclarait

[1] *Ibid.*, X, 3.

[2] *Ibid.*, XIII, 4.

[3] *Liber Pontificalis.* Des transports de blé envoyés par lui, XV, 2 ; un évêque qui fut trouvé par les Goths sur les vaisseaux eut les mains coupées (*ibid.*). Des essais de regagner la population de Calabre (*ibid.*, VIII, 4-5).

[4] *Ibid.*, XVI, 1. Il aurait incité l'empereur à reprendre l'Italie (*ibid.*, XXXV, 3). Des clercs ligures portèrent — nous l'avons dit — les lettres de Vitigès à Chrosoès ; *De bello persico*, II, II, 1. Cf. cependant Procope, *De bello gothico*, XXXVI, 2.

[5] *Ibid.*, XVI-XVII. Les « patrices », les chefs de la population de Rome étaient Décius, Clementinus, Liberius, Basile, Maxime, Olybrius et Oreste, dont les noms rappelaient le v[e] siècle ; *ibid.*, XX, 3 ; XXVI, 1 ; XXXVI, 1 (cf. *Hist. Miscella*, XXXIV, 1). La veuve de Boèce, Rusticienne, y parut aussi ; *ibid.*, XXI, 4. Elle aurait payé la plèbe pour détruire les statues du roi qui avait fait tuer son mari. Sur le rôle des prêtres, *ibid.*, XXX, 3.

nettement se soucier assez peu [1], que de la royauté au caractère déjà mixte qui s'était installée sur leur terre d'Italie. On le vit bien en Calabre, où la province fut reconquise par Jean, neveu de Vitalien, après des discussions avec « Tullianus , fils de Venantius, Romain, qui avait un grand crédit parmi le peuple de la Bruttie et de la Lucanie [2] ». Entré enfin à Rome, Totila n'y trouva pas d'autres représentants de la Romanie que, dans l'église de Saint-Pierre, le diacre négociateur lui demandant de « pardonner à ses sujets » [3]. Et « il y habita avec les Romains comme un père avec ses fils » [4] ; il traita les patrices comme des esclaves révoltés et flatta les pauvres.

A Justinien le vainqueur offrit les conditions du pacte d'Anastase : la reprise des relations de père en fils [5], menaçant, si on le refuse, de transformer Rome, encore riche de monuments, dans un « pâturage » [6]. Bélisaire s'y installa bientôt, réparant les murs et rappelant les habitants, pour que son départ ouvrît de nouveau les portes de la ville à ses adversaires. Derechef, et plus que la première fois, Totila joua le rôle d'un prince romain [7].

Du reste, le successeur de Bélisaire, définitivement rappelé, Germain, neveu de l'empereur, maître de la milice de Thrace et, comme Justinien, un condottière, représentant les initiatives balcaniques [8], comptait appa-

[1] Les Romains disaient n'être pas des « Rhomées », ni des alliés de la Rome orientale, dont les mœurs leur sont étrangères ; *ibid.*, XVII, 2.

[2] *Ibid.*, XVIII, 5 ; cf. *ibid.*, XXII, 1-3, traduction de Cousin. Les habitants appelèrent les Impériaux à Tarente ; *ibid.*, XXIII, 3. Le frère de Tullianus, Déophéron, suivait la même direction ; *ibid.*, XXX, 2-5. Des esclaves, des « Romains », combattaient du côté des Goths ; *ibid.*, XVII, 2 ; XVIII, 6 ; XXIII, 1.

[3] *Ibid.*, XX, 4.

[4] Ingressus autem rex habitavit cum Romanis quasi pater cum filiis ; *Liber pontificalis.* — Procope lui-même (XX, 4) constate qu'il n'y eut aucune violence.

[5] Procope, loc. cit., XXI, 3.

[6] *Ibid.*, XXII, 2. La population fut dispersée en Campanie ; *ibid.*

[7] *Ibid.*, XXXVII, 1. Son intendant était le Romain Spinus ; *ibid.*, XL. Cf. aussi *Historia Miscella*, XXII, 1.

[8] Après sa mort, le commandement passa à son frère Justinien et

raître, ayant épousé Matasonthe, veuve de Vitigis, aussi comme héritier de la royauté gothe [1], même comme allié du roi des Lombards [2].

Narsès, qui commanda après la mort, en 550, de ce parent de Justinien, qui ne toucha pas la terre italienne, refusa les dernières offres des Goths contenant, avec l'abandon de la Sicile et de la Dalmatie, l'engagement de servir l'Empire comme auxiliaires [3]. L'Arménien de race royale ne partit pas en aventurier, bien qu'il eût engagé les « compagnies » qui, depuis presque vingt ans, faisaient la guerre d'Italie : il vainquit sur mer et sur terre, en bataille réglée, à Busta Gallorum (552), Totila, cependant maître de l'Italie et des îles, disposant d'une flotte qui infesta Corfou ; le roi goth, blessé, expira à Caprare. Malgré l'opposition du nouveau roi, Téias, proclamé à Pavie, l'eunuque asiatique s'empara de Rome. La flotte des Goths capitula. Dans une seconde bataille, sous le Vésuve, le dernier roi des Goths en Italie succomba ; sa tête fut montrée aux siens au bout d'un pieu. Le départ de ces guerriers vaincus fut accordé par Narsès à l'intervention de ce neveu de Vitalien auquel paraissait être réservé le dernier rôle dans la grande tragédie mondiale dont la préface avait été écrite par son oncle. Comme Téias était revenu au vieux germanisme persécuteur et qu'il avait fait massacrer les chefs des Romains d'Italie, la victoire apparaissait à ces derniers comme une délivrance.

L'Empire, qui régla dès 1554 la situation de la conquête, ne *revenait* pas ; il avait toujours été dans ces provinces dont maintenant il reprenait la possession directe. Les barbares n'avaient été, comme le dit le rhéteur Thémistius, dans telle de ses oraisons, qu'un « complément »,

à Jean, neveu de Vitalien ; *ibid.*, XL, 3. — Jean avait ses propres troupes et celles léguées par Germain, son beau-père ; *Historia Miscella*, XXVI, 2.

[1] *Ibid.*, XXXIX, 3.

[2] *Ibid.*

[3] *Historia Miscella*, XXIV, 1.

une « partie de l'Empire » [1]. Justinien était arrivé à croire qu'on pourrait s'en dispenser, et, à ce moment, il jugea le but atteint.

[1] Οὕτων καὶ τῶν βασιλέων ἔργον οἷς τοὔνομα τοῦτο ἐπαληθεύεται, ὅταν παρακινήσαντας καταλάβωσι τοὺς βαρβάρους, τὸ μὴ προρρίζον ἐκκόπτειν παντελῶς τὸ συμπλήρωμα τῆς φύσεως τῆς ἀνθρωπίνης, ἀλλ'ἐπιμόψαντας τὴν αὐθάδειαν σώζειν ἤδη καὶ περιστέλλειν, ὡς τῆς ἀρχῆς μοῖραι γεγενημένους (p. 131). Cité par Hodgkin, ouvr. cité, I, p. 169.

CHAPITRE IV

Les royautés barbares indépendantes et la population romaine.

Si Justinien avait commandé lui-même des armées permanentes, appartenant à l'Empire lui-même, s'il s'était détaché de son siège oriental pour visiter Rome reconquise et s'y établir même, comme l'avait voulu jadis Constance, pour quelque temps; si, ne pouvant ou ne voulant pas le faire, il avait consenti à dédoubler de nouveau l'apparence de cet Empire, en créant un collègue occidental, qu'il avait le moyen de prendre parmi les nombreux parents, de rang et de nom latin, qui l'entouraient [1], la conquête commencée par Bélisaire, poursuivie par ses lieutenants et menée à bout par ce Narsès qui apportait avec lui de vagues réminiscences de royauté asiatique aurait eu un autre avenir.

Mais, paraissant mépriser la cité qui conservait encore une grande partie de ses monuments et de ses richesses et que peuplaient dans l'esprit de ses sénateurs et de ses patrices les grands souvenirs de l'antiquité la plus glorieuse, il se borna à introduire dans sa conquête, considérée trop souvent par certains de ses officiers comme telle, les normes d'administration et de fiscalité, immuables, inflexibles, impitoyables de la réforme constantinienne, perfectionnée en Orient comme simple instrument d'extorquer. Un exarque, un délégué impérial, une espèce de vice-empereur à la tête, cette administration,

[1] Le gendre d'Antonina, femme de Bélisaire, était Ildiger, un barbare goth, élevé dans le monde romain et tout capable, lui aussi, de remplir ce rôle ; Procope, *De bello gothico*, II, VII, 2.

compliquée et vexante, contenait tous les degrés et satisfaisait toutes les ambitions. On a pu la reconstituer, puisqu'elle était formaliste, juridique et écrivassière, presque dans ses moindres détails.

Elle employait en grande partie des « fidèles » envoyés de Constantinople, des étrangers, des gens qui ne connaissaient, comme Artavasde, le pacificateur de l'Afrique, ni le grec, ni le latin, ni le goth [1]. Le premier chef de l'exarcat lui-même, bien qu'élevé dans les meilleurs traditions, n'était qu'un Arménien grécisé, qui ne pouvait pas jouer au milieu des « Romains » d'organisation patriarcale, d'esprit nettement latin, de tendances intimement populaires, le rôle qui serait revenu non seulement à un Germain, à un Jean, neveu de Vitalien, mais à quelque « Thrace » de sang gothique et de langage latin, comme Bessas, par exemple, ou comme un Philémouth, le compagnon de Jean.

Les indigènes et leurs évêques étaient tenus en peu de compte. A peine si Procope, par lequel nous connaissons, non seulement les actions militaires, mais la vie même de ces « Italiens », parle ci et là du Pape, alors que la chronique latine de Rome, le *Liber pontificalis*, d'esprit totalement différent, ne fait que grouper la vie des « Romani » autour de ce chef qui n'était pas seulement celui de la foi catholique. Vigile, accueilli à Constantinople par un empereur touché jusqu'aux larmes, et accompagné à Sainte-Sophie par une foule orthodoxe qui chantait des litanies, arriva à être souffleté, et, le tirant de l'église de Sainte-Euphémie, où il s'était réfugié, les gens de cet empereur le traînèrent, la corde au cou, à travers les rues de la même capitale, pour être enfin jeté en prison au régime du pain sec et de l'eau. Malgré leurs grandes prétentions, malgré le retour de leur autorité sur toute la péninsule et les anciens diocèses voisins, ses successeurs, à partir de Pélage, sans être soumis aux mêmes outrages, ne jouirent d'aucun privilège exceptionnel. Le

[1] *Ibid.*, XXVI, 3.

retour de l'Empire à l'orthodoxie leur avait arraché le drapeau d'opposition religieuse qu'ils avaient tenu jusqu'ici d'une main si ferme [1]. Quant à la population, que Théodoric avait endormie par ses brillantes fêtes, continuant celles des anciens empereurs [2], elle en arriva à haïr les Grecs, à se montrer « plus amie des Goths que des Grecs » [3]. De plus en plus elle se sentait seule « romaine », aspirant à avoir sa « Romanie » à elle.

Si l'Occident, Afrique, Italie, les îles et, plus tard, contre les Wisigoths des successeurs de Theudis, la côte orientale de la péninsule ibérique, fut soumis à ce régime qui devait bientôt avoir ses conséquences, au grand dommage d'un Empire qui, se nommant romain, conservait presqu'exclusivement le latin pour ses lois et ses ordonnances et faisait collectionner en latin par des Latins, comme Trébonien, l'ancien droit, dans un *Corpus*, enrichi d'un système de doctrine acceptée (Pandectes, Digestes) de commentaires (les « Institutions »), de « novelles », il ne faut pas l'attribuer aux besoins urgents de l'Orient, à l'attitude menaçante des rois perses, malgré la tendance, bien naturelle pour ces imitateurs de l'ancienne Assyrie, d'arriver, de leurs hauts plateaux, aux rives souriantes de la Méditerranée.

En effet, Justin avait eu avec Chosroès des discussions sur le sort de l'Ibérie, que les Perses voulaient détacher de la chrétienté. Bélisaire lui-même, et un conseiller de Vitalien, Hermogène [4], furent chargés de défendre une frontière menacée, Justinien avait dû continuer une guerre sans danger, qui fut interrompue bientôt par des

[1] *Liber pontificalis* et notre ouvrage roumain *Papi şi Împăraţi*, Bucarest, 1921, pp. 18-21. — Cependant, un patrice romain, Liberius, devint préfet d'Alexandrie et, auprès de lui, on voit l'archidiacre Pélage, envoyé de Constantinople par le Pape Vigile pour juger l'évêque Paul ; *Hist. arcana*, XXVII, 2-4 ; XXIX, 1.

[2] Procope, *De bello gothico*, II, xx, 3.

[3] « Expedierat Romanis, Gothis servire quam Graecis » ; *Liber pontificalis*.

[4] Procope, *De bello persico*, XIII.

traités [1], et, plus encore, par les discordes qui déchiraient l'Etat perse. L'offre de Vitigis ne trouva pas d'écho, et Chosroès ne voulut utiliser ni les querelles arabes du côté de Palmyre [2], ni la révolte de l'Arménie [3]. Ce furent les rebelles de ce pays pressuré qui s'adressèrent instamment à lui pour le mettre en mouvement, après que Justinien eût annexé Tzanes et Lazes et fait de Bosporon, occupée par les Huns, une ville romaine [4].

La grande entreprise consista cependant dans la conquête de quelques places frontières sur l'Euphrate. A Sura, à Sergiopolis, à Hiérapolis, à Beroea [5], le roi traitait avec les évêques comme avec les chefs d'une population autonome [6]. Antioche elle-même, que Germain ne paraissait pas être en état de défendre, négocia en son propre nom, par le moyen d'un évêque, avec l'envahisseur dont elle redoutait l'approche [7]. Cependant, ce « peuple railleur et insolent » [8], chantant des chansons sur « Justinien vainqueur » et ne voulant pas payer, eut à subir les souffrances d'un siège et les angoisses de la présence de l'ennemi entre leurs murs. Mais Chosroès s'arrêta là et, demandant un tribut pour n'obtenir qu'une rançon et un maigre présent annuel, il descendit jusqu'à expliquer que ce serait sa pension pour défendre les Portes Caspiennes, de même qu'on en donne aux Huns et aux Sarrasins qui gardent les frontières [9]. S'étant entendu avec les envoyés de l'empereur, il demanda seulement de pouvoir visiter quelques villes, prenant plaisir à assister aux querelles de cirque et de se baigner dans la Mer de l'Orient, après avoir

[1] *Ibid.*, XXII.
[2] *Ibid.*, II, I.
[3] *Ibid.*, III. — Les détails de ces guerres, dans Bury, ouvr. cité, II, p. 89 et suiv.
[4] *Ibid.*, 6. Cf. *Hist. Miscella*, V, 5.
[5] Des paysans de l'Empire payant le tribut au roi, Procope, *De aedificiis*, II, IV, 1.
[6] Procope, *De bello persico*, VI.
[7] *Ibid.*, 4. Le patriarche était suspecté de vouloir livrer la ville ; *ibid.*, VII, 2.
[8] *Ibid.*, VIII, 1 ; traduction de Cousin, cf. *ibid.*, 5.
[9] *Ibid.*, X, 6-7.

accompli les rites du sacrifice au soleil-dieu [1]. Ce qui ne l'empêcha pas de rançonner ci et là et de brûler. Telle ville protestait n'avoir pas de garnison, ne voulant pas encourir la colère de l'un ou de l'autre des « basileis » [2], telle autre, dont l'évêque présentait « des figues, du miel et du pain », qu'elle est « abandonnée par les Romains » et habitée par des gens pauvres [3]. Le spectacle des centres romains amena le roi à se bâtir une ville d'après leur exemple et il l'appela l' « Antioche de Chosroès » [4]

Il fallut que Justinien montrât, par la création de la ville de Petraea son intention de transformer la Colchide dans un boulevard contre la Perse pour soulever de nouveau Chosroès contre son empire (541). Mais Bélisaire put se promener du côté de Nisibis, et le roi eut beau paraître à la tête d'une armée ; on ne recourut pas aux armes. Le Perse dut se retirer, dans une autre expédition d'Edesse (544), et Justinien chercha vainement à reprendre Petraea, mais les Lazes, dont les chefs étaient apparentés aux familles sénatoriales [5], réinstallèrent les Impériaux dans leur pays. Après des combats et des sièges obscurs dans cette Lazique, Petraea ayant été enfin reconquise, Justinien eut la paix pour cinq ans, mais Chosroès aussi son tribut.

Les troubles provoqués par le meurtre du roi laze que l'Empire ornait de la couronne, du vêtement de brocart, des brodequins de pourpre et du manteau blanc à bordure d'or, par les raids des Tzanes ramèneront, en 549, pour des années l'état de guerre [6]. Sur la fin de leurs jours, en 562, Justinien et Chosroès, « le roi des rois, fait

[1] *Ibid.*, XI, 1.

[2] *Ibid.*, XII, 1. Les habitants d'Edesse et jusqu'aux paysans, qui donnent leurs ânes et leurs moutons, voulurent racheter les captifs d'Antioche ; *ibid.*, XIII, 1. Les villes païennes ne devaient pas payer de rançon ; *ibid.*, 3.

[3] *Ibid.*, 4.

[4] *Ibid.*, XIV, 1. Sur les sentiments des évêques de Perse, XXIV, 2.

[5] *Hist. Miscella*, IX, 1.

[6] Agathias, chapitres III-V.

à l'image des dieux » [1], conclurent une trêve de cinquante ans, maintenant d'une façon aggravée le tribut pour la garde des Portes Caspiennes contre les Huns et les Alains, et en plus l'abandon de la Lazique en échange pour la liberté de culte des chrétiens en Perse.

A aucun moment, Justinien ne crut son Empire périclité à tel point que sa présence eût été nécessaire à la tête des armées. Depuis longtemps, du reste, un empereur n'était sorti en campagne. Ce qui les retenait c'était le nouvel esprit qu'on peut appeler byzantin.

Justinien avait été élevé dans cet esprit, mais c'est bien après son long règne qu'il apparaît avec tous ses caractères. Né probablement ailleurs, il partagea à Constantinople la vie des jeunes gens de son âge [2]. Le neveu de l'empereur, du vieil empereur rude, sans enfants, n'était pas un héritier désigné du trône. Les neveux d'Anastase étaient bien restés en dehors de la succession et ils ne s'en consolèrent pas facilement, Hypace moins que Probus et Pompée. Il y avait aussi d'autres adolescents dont on pouvait faire des empereurs, tel ce neveu d'Anthémius, le César occidental, dont Justinien fit un préfet d'Egypte [3]. Les vieux officiers avaient aussi leurs visées, et le tout-puissant préfet de la ville, Jean de Cappadoce, allait aspirer à l'Empire sous le nouveau règne [4].

Pour avoir le trône après Justin, il ne suffisait pas d'une association au pouvoir. Les fractions du cirque étaient devenues de puissants partis ; héritées de Rome, elles disposaient encore plus de Constantinople. Les chefs à crinières et à saies de Huns, armés du double poignard, des Bleus et des Verts disposaient de la rue. Justinien courtisa les premiers, il se les attacha, mais s'identifia à eux. On le savait si bien que Chosroès adopta dans les

[1] Le titre complet dans Ménandre, II, 5. Les articles du traité, rédigé en grec, *ibid.*, 9. Cf. Güterbock, ouvr. cité, p. 57 et suiv.

[2] Salomon l'ennuque, qui commanda en Afrique, était aussi un « cocher de Justinien » ; Théophylacte, II, III, 3.

[3] *Hist. arcana*, XII, 1.

[4] *De bello persico*. Cf. Bury, ouvr. cité, II, pp. 55 et suiv.

villes de Syrie les revanches des Verts [1]. Comme — on le vit bien à la grande sédition qui éclata aux cris de « nika », « allons vaincre » — il n'y avait pas d'armée à Constantinople, et les gardes [2] étaient peu sûrs, l'empereur de parti était à la merci de ses partisans. Mais, à l'occasion que nous venons d'indiquer, les Bleus, réunis plutôt à leurs adversaires, dans une inextricable intrigue révolutionnaire [3], ne pensèrent pas à empêcher la proclamation comme empereur de Hypace, qui fut porté en triomphe au cirque, distributeur de couronnes, et il fallut l'énergie cruelle, le dévouement héroïque de Bélisaire et du Goth Mundus [4]. Peu à peu, les divertissements publics qui soulevaient ces passions furent abandonnés [5].

Dans ce milieu, où rien n'était certain et durable, où une femme de théâtre, de la plus basse origine, pouvait devenir l'Auguste Théodora, la présence perpétuelle de l'empereur, improvisé comme tout autour de lui, avec son intrigue de chaque jour opposée aux autres intrigues, était d'une nécessité absolue : Justinien avait une force inépuisable à tout ordonner et à tout prévenir, faisant supposer à ses ennemis, dont le « Procope » des divulgations scandaleuses est l'écho, que quelque chose de diabolique se mêle à sa nature, exceptionnelle d'énergie et de patience. Cette ambition suprême satisfaite, il restait rivé aux intérêts et aux passions qui l'avaient élevé au pouvoir.

Il faut tenir compte aussi de tout ce monde barbare, encore instable, Lombards du Norique, Gépides de Sirmium, Antes et Esclavons des plaines du Danube inférieur, Huns Outrigoures et Contrigoures derrière Cherson, que retenait par un jeu compliqué de discordes et de subsides la seule habileté d'une Cour qui n'était rien

[1] *Ibid.*
[2] Sur lesquels voy. *Hist. arcana*, XXIV, 2.
[3] Cf. Bury, ouvr. cité, II, p. 40 et suiv.
[4] *Hist. arcana*, loc. cit.
[5] *Ibid.* XXVI, 2-3.

sans le prestige de l'empereur. Parfois tous ces petits moyens ne suffisaient pas cependant : les invasions slaves étaient fréquentes, et une fois les « Huns », des Avars qui envahissaient la masse esclavone, arrivèrent jusqu'au golfe de Thessalonique, à Cassandrie [1] ; puis, dans une autre invasion, jusqu'aux murs d'Anastase, menaçant Constantinople terrifiée [2].

On critiquait dans le camp goth cet empereur immobile, « enfermé avec les moines », et discutant sur les contours précis de la vraie foi. Etre orthodoxe intransigeant était une autre des conditions indispensables pour régner à cette époque, au bout d'un mouvement sur les drapeaux duquel avait été inscrite la haine contre toute innovation. Justinien resta donc dans le centre des discussions théologiques de l'Orient qu'était devenue Constantinople pour observer, contrôler, redresser et punir. Il n'admit pas que, dans son Empire, subsistent encore les sectes divergentes, qui étaient pour lui de simples collectivités de rebelles, et il fit poursuivre les Manichéens, les Sabbataires, les Montanistes, les Samaritains, les « Hellènes » qui se revêtaient de longues tuniques à la façon ancienne, les Juifs, pour la date qu'ils fixaient à leurs Pâques [3]. « La fleur des philosophes » des gens de Syrie, de Cilicie, de Phrygie, de Lydie, de Phénicie passèrent chez les Perses [4]. Parmi les hérétiques il classa les astrologues et il vengea la morale sur les femmes publiques, cloîtrées au monastère de la Pénitence, sur les coupables de vices contre nature [5]. Il chercha, avec ou sans résultats, à empêcher les prévarications des fonctionnaires [6]. Les proportions qu'il donna à l'église de

[1] Cf. surtout *Hist. arcana*, XXI, 6, sur les mauvais fédérés, « Thraces » et « Illyriens ». — Sur la garde de soldats aux Thermopyles à la place des paysans privilégiés, *ibid.*, XXVI, 4 ; *De aedificiis*, IV, II, III.

[2] Agathias, V, VI-X.

[3] *Hist arcana*, XI, 3 ; XXVIII, 4 ; *De aedificiis*, V, VII.

[4] Agathias, II, XII, 5.

[5] *Hist. arcana*, XVII, 2 et ailleurs. Cf. *De aedificiis*, IX, 1.

[6] *Ibid.*, XXIV, 1.

Sainte-Sophie, refaite par un architecte de Tralles et un autre de Milet, la richesse sans exemple des ornements, les beaux édifices religieux qu'il donna à Saints Serge et Bacchus, aux Saints Apôtres, à Sainte Irène, à Saints Pierre et Paul, de Constantinople, à Saint Vital, surtout, et à Saint Apollinaire, de Ravenne récupérée, faisaient partie aussi d'un programme politique.

Mais la réforme par laquelle Justinien rehaussa le plus le prestige impérial, complétant cet édifice de l'ordre bysantin, qu'il entendait laisser entier et indestructible à ses successeurs, ce fut celle de sa Cour. C'est, en effet, de son règne que date l'empereur-dieu, l'impératrice associée à son caractère sacré, les réceptions magnifiques, les audiences difficiles et environnées d'un habile mystère, les génuflexions et les gestes d'adoration. Cette Cour est telle qu'on la voit encore dans telle mosaïque de Ravenne ou telle qu'elle figurait dans les peintures du Palais décrites par Procope : « Bélisaire rentre dans Constantinople avec son armée et présente à l'empereur des rois captifs et des royaumes réduits. Justinien et Théodora sont debout et portent sur leur visage les caractères de la joie que leur donne une victoire qui abat les Goths et les Vandales à leurs pieds. Les sénateurs et toute la Cour sont aux environs, qui semblent rendre à l'empereur des honneurs divins pour de si glorieux exploits [1]. » L'empereur résume désormais tout, comme il entend tout connaître, tout diriger, tout dominer. On se presse en foule à son tribunal et on attend tout de sa décision sans appel. Les derniers restes de la « république » s'effacent : le Sénat n'est qu'un conseil de palais, qui figure plus qu'il n'agit, et les consuls fonctionnent pendant plusieurs années pour que leur existence en soit mieux oubliée [2]. Les masses populaires d'Antioche, d'Alexandrie abandonnèrent tout ce qui avait fait jadis leur joie et leurs intérêts, ployant d'elles-mêmes au geste qu'esquissait le maître [3] ; les Antiochiens s'étaient rappelé de leur an-

[1] *De aedificiis*, X ; traduction Cousin.
[2] Procope, *Hist arcana*, XXV, 3.
[3] *Ibid.*, XXVII.

cienne vivacité seulement pour acclamer contre les Perses « Justinien vainqueur ».

C'était un imposant édifice politique que celui que Justinien bâtit ainsi à force de travail et de savoir-faire. Mais, avec tout cela, il avait usé, dans des guerres qu'il n'avait ni voulues ni conduites, ce grand réservoir de forces qu'était la Thrace gothe et romaine, et il avait laissé, en le dégarnissant de troupes, le chemin ouvert aux Esclavons qui n'en oublièrent jamais les richesses. Et, en même temps qu'il restait désormais sans autre outil militaire qu'une vague masse d'Orientaux et de barbares, toujours prêts à partir ou à trahir, il avait, en brisant l'organisation presque romanisée des Ostrogoths, qui présidait depuis longtemps à l'ordre germanique en Occident, livré toutes les provinces qui le composaient à des « Germains », — Procope les nomme exclusivement ainsi, — d'un caractère incomparablement plus dangereux et beaucoup moins convertibles à l'idée romaine, les Gépides et Lombards du Norique à l'Est et, à l'Ouest, les Francs des successeurs de Clovis.

Le roi franc se trouvait à la tête de ses fidèles et en terre de conquête. Enchanté d'être reconnu par l'empereur unique, d'être englobé dans la seule forme légitime de l'autorité par les insignes de consul et de patrice qui lui furent envoyés de Constantinople, par le nom de « fils » qui lui avait été accordé, fier d'être en même temps, par l'adoption du christianisme catholique, le protecteur des évêques de son pays, et par leur moyen le souverain de droit des « Romains », sujets en première ligne à leur autorité spirituelle, il représentait un tout autre type que celui de l'Ostrogoth, simple vicaire impérial, du Wisigoth, que son arianisme isolait du monde romain soumis à son épée, tout en le rendant lui-même un fils dévoué de cette Eglise hérétique, régnante dans ses synodes. Alors que Théodoric gouvernait par ses relations de famille, par son pouvoir et son grand prestige le

complexe des royautés germaniques de l'Orient, la « Francia » seule vivait tout à fait en dehors de son influence. Les successeurs de Clovis, vêtus de pourpre, portant le diadème, frappaient, eux seuls, — nous l'avons déjà dit, — une monnaie d'or sur laquelle figurait leur effigie, et les lois franques, depuis longtemps codifiées en latin, comme celles de Alamans seuls, — les lois des Saxons sont d'origine plus récente, — contenaient des prescriptions aussi pour les Romains, dont elles indiquaient ouvertement — ce qui aurait été impossible en Italie gothe — la valeur moindre par le quantum du *wehrgeld*, du rachat en argent des violations de la paix.

Mais, d'un côté, ils étaient eux-mêmes, de par cette foi catholique, à la disposition des évêques, leurs initiateurs et leurs surveillants sous le rapport du dogme et sous celui des mœurs. Leur majesté royale, qui cherchait à se rapprocher de celle des empereurs par tous les moyens de la pourpre et de la solennité, s'humiliait profondément devant les tombeaux des saints, vrais maîtres éternels des cités à la façon gauloise groupées autour de l'église contenant des restes sacrés. Propriétaires d'un territoire gagné par les armes, ils reconnaissaient sur les âmes, sur leurs propres âmes, une supériorité venant d'un autre monde et que d'autres avant eux servaient et interprétaient, à leur grand profit, dans ce monde-ci.

Du caractère ambigu de leur situation si particulière : très puissant sous le rapport matériel, au moins autant que leurs guerriers restaient fidèles à leur devoir, très lié sous le rapport idéal, devait résulter quelque incertitude dans leur action politique au delà des frontières qu'ils s'étaient données par les victoires sur les concurrents ariens ou païens, Alamans, Burgondes, Wisigoths. Lorsque la guerre contre les Goths d'Italie commence, ils sont sollicités, naturellement, par les deux parties : en tant qu' « orthodoxes » par les Impériaux, par les Goths en tant que barbares, que Germains. Une neutralité s'impose, mais bientôt elle apparaît comme riche en résultats. Les rois transalpins cèdent au nom de leurs protégés wisi-

goths cette partie méridionale des Gaules qui jusque-là avait vécu presque autonome, comme la plus grande des « Romaniae », conservant avec l'Empire des relations qui n'étaient pas seulement économiques. L'empereur parut acquiescer à ce changement de domination. Le roi franc, dit Procope, préside donc aux jeux qui, d'après l'ancienne coutume, se donnaient encore à Arles [1]. Et, en même temps, employant des accointances avec les habitants des Alpes, les bandes franques, semblant agir d'elles-mêmes, pénétraient dans la Vénétie et s'y établissaient. La Ligurie aussi entrait sous leur influence, le Nord italien étant ainsi entamé des deux côtés [2]. Totila, qui avait demandé la main d'une princesse franque sans l'obtenir [3], préférait avoir ces voisins que les maîtres qu'étaient, que devaient être les Impériaux. Il en eut, du reste, un avantage, car les gens de Bélisaire furent empêchés de prendre cette voie vénitienne pour l'attaquer [4].

Mais les rapports avec cette puissance gothe agissante s'arrêtèrent, très prudemment, là. C'est en vain que Téia demanda en suppliant le secours des Francs pour son dernier effort désespéré [5]. On commençait déjà à parler de l'intention qu'avaient ces Germains aux forces intactes, à l'essor tout nouveau, de prendre pour eux-mêmes l'Italie que l'Empire mettra vingt ans à conquérir sans pouvoir la gouverner de fait.

Parfois, pour échapper aux protestations des Impériaux, les rois francs envoyaient au delà des Alpes des Burgondes. Lorsque, pendant le dernier acte de la tragédie gothe, une expédition plus importante fut ordonnée ou permise, à la tête des nouvelles bandes qui descendaient dans la plaine lombarde pour arriver bientôt jusqu'au bout opposé de la péninsule se trouvaient deux Alamans, Leutaris [6] et Buccelin. Ils avaient en effet sous

[1] Procope, *De bello gothico*, III, XXXII, 2.
[2] *Ibid.*, 3 ; XXIV, 2 ; XXXIII, 2.
[3] *Ibid.*, XXXVII, 1.
[4] *Ibid.*, XXVI, 3.
[5] *Ibid.*, XXXIV, 3.
[6] C'est aussi le nom du défenseur goth de Rome contre Bélisaire.

leurs ordres des Germains appartenant à cette nation, et on les reconnaissait par leur manque complet de piété à l'égard des églises catholiques. A un certain moment Buccelin, resté seul après le départ de son compagnon, en vertu d'un pacte secret conclu avec les parents et les anciens fidèles de Téia, pensa à être roi italien [1], comme on l'avait proposé à Bélisaire lui-même. On ne peut pas fixer les conditions précises dans lesquelles les Francs et Alamans, décimés par les épidémies, évacuèrent cette Italie où ils n'étaient pas disposés à reconnaître la domination de la Rome orientale, d'autant plus qu'elle signifiait aussi la possession par les Impériaux des mers voisines. La chronique d'Agathias et celle de Ravenne parlent des « ducs francs » vaincus et tués par Narsès [2], le roi lui-même paraissant rester étranger à leur action. Mais on a la preuve que les Avars de Pannonie s'approvisionnaient chez les Francs [3].

Cette domination romaine en Italie ne fut jamais à l'abri des incursions de la part des peuplades germaniques qui n'avaient pas encore trouvé d'établissements définitifs. Elles connaissaient la péninsule aussi par le service de leurs conationaux dans les armées de la conquête. Bélisaire avait renvoyé les Lombards qu'on trouve combattant sur les champs de bataille de la lointaine Asie [4]. Des Gépides y eurent sans doute aussi leur part. Le rôle des Hérules fut très important, et ceci amena plus tard l'invasion de leur roi Sindualf [5]. Aussitôt que les Avars, couverts de présents : manteaux de pourpre, lits d'or, par Justinien mourant, qui était tout disposé à leur reconnaître, en tant que fédérés, la possession de la Pan-

[1] Agathias, II, 1. Pour le reste voy. I, IV, 3 ; VIII, 3 ; X, 4 ; II, II, 3 ; III, 3 ; VII, 5.

[2] Vicit duos reges Gothorum et duces Francorum jugulavit gladio.

[3] Ménandre, VIII, 1.

[4] Procope, *De bello gothico*, IV, XXXIII, 1. Cf. Agathias, III, IX, 2. Un Gréco-Franc, Rusticus, y participe aussi ; *ibid.*, III, I, 3.

[5] *Liber pontificalis* : « et omnem gentem Herulorum sibi subjugavit ».

nonie et des régions voisines, se mirent en mouvement pour s'y installer d'une façon permanente, aussitôt qu'une avance des Esclavons se prononça du côté de l'Occident, où ils pénétrèrent bientôt jusqu'en Istrie [1], l'avalanche des derniers Germains en train d'émigrer dut se diriger vers les défilés des Alpes menant vers l'Italie.

Narsès avait sans doute prévu l'apparition de ces Lombards et Gépides des rois Alboïn et Rosamonde, réconciliant par leur mariage les deux nations depuis longtemps en lutte acharnée [2] ; loin de trahir, ainsi que l'a prétendu une version tardive de la chronique de Rome et de ses évêques [3], il dut faire l'impossible pour l'empêcher. Une famine, dont se ressentit aussi la faible armée qu'avait en main l'exarque, favorisa cette invasion comme tant d'autres.

Les Romains d'Italie, l'évêque de Rome à leur tête, intervinrent pour amener la reconnaissance de ces barbares, bien que païens, et, à ce qu'il paraît, n'ayant pas moins de propension pour le pillage et le meurtre que les autres, mais, peu nombreux, comme fédérés sur cette terre qu'on ne pouvait pas défendre. On le voit bien lorsque, après l'élection, en 577, sans mandat impérial, du Pape Pélage, dont le père s'appelait du nom goth de Vinigilde, une ambassade romaine, dont l'évêque Sébastien, alla à Constantinople exposer que « les parties romaines surtout paraissent dénuées de toute défense, et l'exarque écrit qu'il ne peut pas y trouver de remède ». La garnison de Rome, n'étant pas payée, ne voulait plus combattre, sauf quelques vétérans ; les habitants haïssaient les fonctionnaires abusifs de l'Empire, et l' « infandissima gens », la « lignée infâme », était aux portes. Cette

[1] Ils demandaient déjà aussi des soldats et des chefs militaires aux Romains, tel ce « Dobragaze », combattant en Asie, qui n'est qu'un Dobrogost ; Agathias, III, IV, 2 ; IX, 2.

[2] Blasel, *Die Wanderzüge der Langobarden.*

[3] Cf. nos *Papi și Împărați*, pp. 22 et suiv. ; *Orient et Occident au moyen âge*, p. 63 et suiv.

« Romania » abandonnée demandait de fait à l'empereur qu'on lui laissât exclusivement le soin de ses destinées.

Justin, fils de Germain, avait hérité des qualités de son père, et il avait été pendant longtemps employé aux campagnes d'Asie. Il se montra, au commencement de son règne, opposé au système qui consistait à acheter la paix par des cessions de territoire, des pensions et des humiliations. Il le fit voir à tous : aux Avars, aux Arabes, aux Perses [1]. On aurait dit un nouveau Marcien, ayant « du fer pour les ennemis ». Ses généraux, habitués à l'ancien cours des choses, se montrant disposés à transiger, il les désapprouva, leur ordonnant de combattre [2]. En Orient, il se présenta comme champion de la chrétienté [3]. Mais il était déjà vieilli et usé ; son esprit se troubla : au lieu de mettre ensemble une croisade, il vit, malgré les exploits de son général Marcien jusqu'en Osroène, les Perses dans les environs d'Antioche ; Apamée brûla [4] et Dara devint une ville frontière de la Perse. Si son attitude put influencer Chosroès, qui touchait lui-même à la fin de ses jours, elle n'eut aucune influence sur la marche des affaires en Occident. Bientôt les Lombards furent maîtres de la péninsule, jusque dans le voisinage de la Sicile, qui se maintint, de même que les autres îles. La « Romania » de Rome, la future Romagne, fut sauvée par les qualités du patrice romain que les Romains avaient élevé sur le trône de saint Pierre, Grégoire Ier.

Pendant que Tibère, le successeur, au beau nom impérial, de Justin, laissait aux Avars la Pannonie entière, avec Sirmium, négociant des alliances avec les Turcs de l'Altaï, continuateurs des Scythes, qui considéraient les Avars comme des « esclaves rebelles » [5], et se montrait disposé, malgré une victoire sur leur roi, à laisser aux

[1] Ménandre, chapitres IV et suiv.
[2] *Ibid.*, X, 4.
[3] *Ibid.*, XI, 3.
[4] Théophylacte, III, x, 4.
[5] Ménandre, XIX, 2. Sur leurs rites funèbres, *ibid.*, 4.

Perses, contre lesquels on avait envoyé Justinien, fils de Germain [1], l'Arménie impériale et l'Ibérie, après leur avoir abandonné la Suanie, Grégoire fit un dernier effort auprès de l'empereur légitime en lui envoyant des sénateurs et des membres de son clergé [2]. On ne put rien lui donner : l'Empire paraissait avoir définitivement renoncé à une conquête qui était celle d'un moment historique et d'un homme extraordinaire. Sous Maurice, le général de l'Orient [3], qui avait épousé Constantine, la fille de Tibère, les Avars, qui dévastaient périodiquement la Mésie et la Thrace, s'étaient annexé, non seulement Singidunum, mais aussi Augusta Vindelicorum et Viminacium [4], Ratiaria et Bononia ; plus loin même, le long du Danube, jusqu'au Pont, les Esclavons d'Ardagast, leurs vassaux, les remplaçaient dans ce rôle, après la conclusion d'une trêve passagère [5]. Peu dangereuse, mais demandant sans cesse de nouveaux sacrifices, la guerre contre les Perses avait repris, et bientôt on vit les troupes du nouveau Chah, Hormisdas, en Suanie, en Colchide ; les Turcs, alliés des Romains, furent battus et dépouillés.

La guerre civile de Perse empêcha seule ces progrès : le jeune Chosroès se leva, appuyé par Bahram, le principal général du royaume, contre Hormisdas, qui fut aveuglé, puis tué par son fils, pour que Chosroès menât ensuite une guerre de récupération contre Bahram qui l'avait chassé chez les Romains et avait usurpé le diadème. On vit un roi de Perse, imposé par les Romains, leur restituer des reliques, proclamer comme reine une Romaine et une chrétienne, Sira [6], et demander un successeur à l'intervention de saint Serge [7]. Pendant des années, toutes les forces de l'Empire avaient été retenues par cette action, de la plus haute importance.

[1] Théophylacte, III, XII, 4.
[2] Ménandre, XVIII, 7.
[3] Sa sœur s'appelait Gordia ; elle épousa Philippikos, *ibid.*, XIII, 1.
[4] Théophylacte, IV, 1.
[5] Ménandre, VII.
[6] Théophylacte, V, XIII, 3.
[7] *Ibid.*, XIV.

Dans cette situation, les deux « Romaniae » menacées, celle d'Italie et celle du Danube, étaient réduites à trouver elles-mêmes les moyens de se défendre.

Le khagan des Avars put descendre jusqu'à Philippopolis et à Andrinople, qui paraissent avoir été défendues par les habitants. Ce fut aussi le cas pour les villes de la rive droite du Danube [1] : Aquae-Akis, Novae, Zaldapa, Durostoron, pour celles de la Scythie Mineure, Tropaion, Tomi. Chacune vivait sous son évêque, conseillé par les descendants des principales familles ; chacune avait sa milice, son drapeau [2], et, lorsqu'une campagne de récupération, conduite par l'empereur même, qui abandonna ainsi les traditions d'immobilité de la personne sacrée, ou par son frère Pierre, par ses lieutenants, toucha cette rive droite du grand fleuve, les cités autonomes refusèrent de participer à la guerre d'Empire [3]. En Orient même, le rôle des évêques grandit: ils réconcilient les soldats révoltés et leur général [4].

Dans cet Orient, tout en suivant attentivement les incidents de la guerre en Mésopotamie et les gestes des Avars et des Slaves, on se bornait à noter que « l'ancienne Rome repoussa vigoureusement les incursions des Lombards », ce qui calma les esprits des Maures, prêts à se soulever [5].

La mission d'empêcher la pénétration des barbares dans la province romaine et dans Rome elle-même revenait, après le départ de Narsès, à l'exarque Jean, « patrice et questeur ». Mais l'autorité de ce haut fonctionnaire, de ce vice-roi, était diminuée par l'impuissance avérée et permanente du pouvoir central qu'il représentait. Les Lombards, païens et indifférents à l'égard du passé, insensibles aux scrupules de légitimité, simples rebelles de Justinien occupant sans aucun mandat de l'empereur une autre province de l'Empire pour échapper à la pous-

[1] Voy. notre article dans les *Mélanges Schlumberger*, Paris, 1924.
[2] Sur les *bandi*, voy. aussi Théophylacte, III, IV, 3.
[3] Voy. notre article dans la *Revue belge d'Histoire et de Philologie*, année 1923. Castus à Zaldapa, Théophylacte, II, X, V.
[4] *Ibid.*, III, I-III, V ; cf. VI, 5 ; IV, XV-XVI.
[5] *Ibid.*, III, IV, 5 ; traduction de Cousin.

sée actuelle, à l'esclavage futur des Avars, ne trouvaient devant eux aucune résistance matérielle organisée. Les Francs, dont l'action italienne ne parut pas avoir été considérée comme une intervention royale, voulaient pour le moment s'en désintéresser. Abandonnée à elle-même, Rome leur demandera formellement de ne pas s'allier à ses ennemis. Il n'y aura qu'une seule expédition de cette royauté « germanique » en Italie : celle de Childebert, en 584, qui s'autorise d'un mandat impérial exprès. Les Wisigoths s'organisent à peine sous un régime ouvertement royal. La « Romania », groupée autour des plus grands souvenirs de l'antiquité, devait se défendre donc elle-même et dans ses propres formes, qu'on retrouve partout où cette organisation spontanée surgit : l'évêque en tête.

Dans la Gaule méridionale, où l'évêque d'Arles jouait un grand rôle, la résistance des provinciaux contre une invasion qui, s'étant consolidée, ayant pris à Pavie sa résidence, tendait à hériter de Théodoric dans cette région aussi, fut initiée par un patrice, de vieux sang romain, Mummolus, qui, pour avoir un appui, faisait semblant de reconnaître l'autorité d'un des successeurs du roi unitaire des Francs, Clotaire I^er^, le « Burgonde » Gontran : on fera venir, du reste, contre ce Gontran, un fils de Clotaire qui avait été élevé à Constantinople. Après Mummolus, un Arigius aura, avec le titre de patrice, ce même rôle de chef autonome des indigènes, et on s'adressera à lui en même ligne qu'aux rois qui se partageaient l'héritage de Clovis. En Espagne wisigothe, où se prépare par le mariage franc du roi Herménégilde une réunion à la foi catholique, qui seule peut donner à un barbare le pouvoir légitime sur les provinciaux, ceux-ci, conduits par les évêques, sont en train d'imposer à leur souverain un régime de synodes épiscopaux sous lequel on découvre facilement la vie locale, selon la tradition, des anciens habitants. A Rome, ce fut le fils d'un patrice et sénateur, un ancien préteur, mais aussi le parent d'un Pape, Grégoire, qui fut chargé, malgré sa résistance, de conduire

l'Eglise au moment où elle avait une œuvre si difficile à accomplir (590).

Le nouveau Pape paraissait ignorer tout ce qui s'était passé depuis l'apparition des barbares en maîtres. Il parlait et agissait impérialement, rappelant à Maurice sa carrière de secrétaire, de chef des gardes, pour affirmer que tout lui vient du Christ seul ; il envoyait des chefs aux cités autonomes et s'occupait de la défense des villes. L'ancien système entier paraissait s'être incorporé en lui, qui déclarait ouvertement, malgré son séjour à Constantinople et ses rapports avec l'empereur, ne pas savoir le grec et ne pas vouloir l'apprendre, et qui opposait à la tradition « orientale, grecque », de la chrétienté, ses « codes romains », plus « vrais », sans « arguties », mais aussi sans « impostures » [1]. Les Grecs de Constantinople sont critiqués pour ne pas avoir de bons traducteurs du latin. L'empereur peut être reconnu seulement s'il se considère régner sur des « hommes libres ». « Entre les épées des Lombards », « évêque lombard plutôt que Romain », le Pape se sent cependant avoir l'Eglise entière sous ses ordres : « je ne connais pas, dit-il, d'évêque qui ne me soit pas soumis [2] ». On le vit intervenir à Salone, comme à Thèbes, et ordonner des conciles en Gaule, en Espagne. En même temps qu'il entretient des relations avec l'exarque d'Afrique, avec les patriarches orientaux, avec le Mont Sinaï et l'Arménie, il considère les rois francs, dans le pays desquels sont les revenus importants de l'Eglise, comme ses fils soumis, il intitule « gloriosissimus rex » le catholique chef des Wisigoths, Récarède, et il envoie Augustin pour catéchiser les Anglo-Saxons établis en Grande-Bretagne, où le roi de Kent, Ethelbert, mari de la catholique Berthe, pourrait devenir un nouveau Constantin.

Il est le « serviteur » de l'empereur, mais surtout le

[1] Romani codices multo veriores sunt graecis, quia nos nostro sicut non acumine, ita nec imposturas habemus.

[2] Nescio quis ei (Ecclesiae romanae) episcopus subjectus non sit.

« serviteur des serviteurs de Dieu », en commençant par cette vraie république romaine qui l'a élu pour la conduire. Le drapeau qui flotte au-dessus de Rome, de la Romagne, de l'Italie restée encore en dehors de l'occupation des rois Alboïn, Cleph, Autaris, de leurs ducs, de leurs guerriers qui ont hérité des terres gothes, c'est le drapeau du Christ, plus efficace pour la défense que celui de l'empereur, mais les mains qui le tiennent sont celles de ces Romains eux-mêmes, qui ne veulent pas être vendus comme tant de leurs congénères sur les marchés d'esclaves de la Gaule franque. Grégoire ira même jusqu'à écrire à Maurice pour lui proposer d'intervenir en médiateur entre le nouveau roi Agilulphe et le patrice abandonné et impuissant. Comme déjà il y a à Pavie une reine catholique, malgré ses idées divergentes dans la question, très vivante, des « trois chapitres », Théodolinde, qui fait baptiser dans la vraie foi son fils Adelwald, des perspectives s'ouvrent pour cette Rome de l'évêque aux aspirations universelles qui permettent d'apercevoir tout au bout la Lombardie des maîtres germaniques, vivant comme Etat à côté d'un autre Etat, la « Romanie » des Romains restés libres.

Cette « Romanie »-ci peut vivre donc de sa propre vie. Les autres, « Romanies » des cités dont le vrai chef idéal est le saint dormant dans sa châsse, ou dans son tombeau, « Romanies » des campagnes, où les propriétaires d'origine sénatoriale règnent en princes sur les colons de leurs exploitations agricoles et attirent vers leurs domaines les paysans restés libres, doivent trouver un moyen de subsister sous le sceptre des rois germaniques. On peut voir combien sont variés et délicats les rapports dans cette France royale qui est restée avant tout une Gaule épiscopale. Le monarque qui se cherche une capitale au hasard des successions, à Paris, au milieu de l'ancien pays romain non conquis, de la « royauté » romaine d'un Syagrius [1], à Orléans, à Metz, sans pouvoir, malgré

[1] Son souvenir dans Grégoire de Tours, année 486, § 27.

les dignitaires : garde des écuries, garde de la maison (« majordome »), garde du trésor, — tous des intendants, — plus, pour les affaires, un référendaire correspondant au logothète de l'Orient, aux noms romains qui l'entourent, se créer une vraie Cour à la romaine [1], n'administre pas : il maintient sa domination contre les ennemis du même sang, car, quant aux sujets, il n'y eut jamais de révolte, tant il était facile de s'entendre ; il recueille ses impôts par les comtes et les ducs, parfois des Romains avérés [2] ou d'autres dont les noms germaniques cachent souvent une origine romaine ou mélangée et n'empêchent pas des parentés avec les sujets ; il garde ses gens, ses « leudes », qui ont participé à la distribution des « sortes » [3] et provoquent les espéditions [4] ; il entretient ses « antrustions », ses compagnons restés dans sa compagnie, et distribue des « bénéfices » à ses fidèles qu'il rattache plus étroitement à sa personne par cet usufruit sans terme ; il donne des édits qui touchent à la religion de même qu'à la façon d'écrire le latin [5] ; il s'intitule *vir inluster*, et se croit digne d'être appelé « auguste ». Mais il est latin de foi et latin de chancellerie, bientôt latin de langue usuelle même ; devant les saints protecteurs des cités, Martin, Hilaire, il est un fidèle comme les autres, prêt à leur confier les dépôts les plus précieux, à demander à genoux sur leur pierre la guérison dans les maladies, la grâce dans les délits et leurs crimes [6]. Il agit par l'évêque au moins autant que par ces comtes

[1] Grégoire de Tours, V, 3, 39. Cf. Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France*, III, Paris, 1888, p. 135 et suiv.

[2] Nous avons cité ailleurs la lignée des fils du comte d'Auxerre les patrices Amatus, Celsus, Ennius, Mummolus, puis Astrapius, duc de Tours, vers 560, les généraux Firminus, Patricius, Celsus, sous Sigebert ; Grégoire de Tours, IV, 18, 30, 42.

[3] *Ibid.*, IV, 22-23.

[4] *Ibid.*, 14. Cf. *ibid.*, 34-35.

[5] *Ibid.*, V, 43. Des lectures, des chants demandés aux évêques, *ibid.*, 14. Le roi entre deux évêques sous la tente, *ibid.*, 18. Cf. *ibid.*, IV, 7, 12, 36.

[6] *Ibid.*, V, 14.

et ducs que Rome aussi connaissait depuis l'établissement de l'ordre constantinien. Il tolère tout pouvoir local qu'il ne peut pas remplacer, car il n'a pas et ne peut pas avoir d'administration, et il trouve même avantage à ce que la possession de la terre et le gouvernement soient dans les mêmes mains, parfois à titre héréditaire, car il conçoit de la même manière son propre pouvoir. Des *judices loci* gouvernent à l'ancienne manière les *pagi*, les communautés rurales. Il y a sans doute aussi d'autres milices que son armée à lui qu'il passe en revue dans le « champ de Mars » et qu'il mène à la gloire et au butin. Sa monnaie, qui lui donne prestige et gain, s'impose partout, jusque dans les provinces romaines, par égard auxquelles aussi l'effigie impériale y paraît, mais l'influence du roi sur une vie économique très active, concentrée surtout dans les régions du Midi, toutes pénétrées d'influences grecques et asiatiques, surtout par la florissante Marseille, est nulle. Dans les conflits d'opinions religieuses avec les évêques, le dernier mot reste toujours à ces derniers, d'une parfaite solidarité, qui se cherche l'appui moral de Rome lointaine. Les synodes sont les vrais parlements du pays, où on peut porter n'importe quelle question ; leurs décisions sont confirmées, nécessairement, par le « roi très glorieux », qui soumet aux évêques jusqu'à ses querelles de famille[1]. Une nouvelle législation s'y élabore qui ne tient compte en rien des distinctions entre le Germain, d'une plus haute valeur, et le Romain déprécié, d'après des codes bientôt tombés en désuétude, par le mépris de l'Eglise à leur égard. La sanction, formidable, de l'excommunication est plus efficace que toutes celles dont dispose, sur la terre seulement, le roi. Et, enfin, sous peine d'excommunication, l'impôt de l'Eglise, à laquelle Clotaire n'avait demandé une contribution que pour s'en repentir formellement[2], la dîme, est imposée

[1] *Ibid.*, V, 47.
[2] *Ibid.* Des impôts des cités sur les Francs aussi, *ibid.*, III, 36.

dans toute l'étendue du royaume, le concile décidant et le roi ajoutant son acquiescement (585). Il y a des familles dans lesquelles on hérite du droit à l'épiscopat [1].

De fait, la cité domine le roi, dont elle soutient le pouvoir et règle l'action, la cité du saint, maître éternel par-dessus ces ombres royales, aux figures étrangères, au langage exotique et dur. Au milieu des désertions de l'autre pouvoir, de l'anarchie qui en est résultée, elle a voulu ce *konung* dont elle a fait un *dominus noster rex*, parce qu'il était fort. « Les villes », dit Grégoire de Tours, « entendant parler de la terrible puissance des Francs, ont désiré toutes être sous leur pouvoir [2]. » Dans les querelles entre les membres, restés sauvages, de la dynastie, elles les « appellent » ou les repoussent [3]. C'est par leur volonté qu'ils règnent : jamais on ne voit qu'ils l'eussent forcée.

Les Francs, qui n'ont absolument rien bâti, alors que Théodoric voulut s'illustrer par des monuments à la romaine, et dont l'art se réduit à des joyaux de fabrication scytho-hellénique, d'importation, n'ont pas eu, comme les Anglo-Saxons, une chronique de leurs exploits et de leurs conquêtes. La tradition historique revient d'elle-même aux évêques, qui dirigent les écoles et président les lettrés, parmi lesquels ci et là des barbares reçus dans des monastères qu'ils n'ont pas fondés [4]. On ne peut pas connaître le point de vue des Germains ; celui des Romains est représenté dès la fin de ce sixième siècle par des œuvres comme celle d'un Grégoire de Tours, bientôt d'un Frédégaire. Dans un latin manifestement populaire, mais sous l'influence d'une littérature qui ne fut jamais oubliée, — la chronique de Ravenne cite des vers de Virgile, — les rois seront jugés au tribunal de l'Eglise, sans épargner à leur mémoire aucun des crimes, des

[1] *Ibid.*, IV, 15.
[2] I, 23 ; cf. *ibid.*, 35.
[3] *Ibid.*, III, 9, 22.
[4] Les noms de ces Francs, de ces Taïfales, de ces Thuringiens, dans notre *Istoria poporului frances*, Bucarest, 1919, p. 40, note 2.

meurtres de famille pendant le long duel entre Chilpéric et Sigebert, entre Frédégonde et Brunehaut, qui forme le plus souvent l'histoire des Francs en Gaule.

C'était aussi un moyen, et combien puissant, pour affirmer que, par-dessus la royauté, il y a autre chose. Cette grande chose, qui est l'Eglise, est sans doute un organisme religieux, mais la considérer sous ce seul rapport signifierait l'amoindrir. Elle est de fait la dernière forme d'une transmission historique millénaire, capable de dominer et, le cas échéant, de détruire, étant fondée sur le sentiment populaire, toute improvisation passagère des barbares, depuis longtemps façonnés à son image.

CHAPITRE V

Les empereurs « byzantins » et l'opposition des vies populaires romaines et barbares.

Au milieu de ses triomphes asiatiques, le lendemain de l'installation sur le trône d'or de Ctésiphon de ce protégé perse qui rêvait de saints et honorait leurs églises, Maurice, le dernier empereur des camps, sentit le besoin de revenir à cette romanité d'Europe, ravagée, menacée de destruction par les hordes du khagan et les bandes de ses sujets slaves. « Les principaux du Sénat », dit Théophylacte, « le supplièrent de choisir un général, au lieu de commander lui-même son armée ; le patriarche se joignit à eux pour fortifier leur prière ; l'impératrice, enfin, vint avec les princes, ses enfants, ajouter à leurs remontrances et à leurs raisons les supplications et les larmes. Mais Maurice partit sans en être touché [1]. » Le Sénat s'employa en vain pour empêcher la présence prolongée de l'empereur au milieu de soldats qui, dans les derniers temps s'étaient soulevés plus d'une fois contre leurs chefs trop durs et contre la personne même du monarque trop avare [2].

La série de campagnes contre les barbares du Danube ne commençait pas cependant sous des auspices trop mauvais. Thierry, roi des Francs, offrait son concours contre ces « Huns » de Pannonie, dont l'intrusion coupait les voies de commerce par terre entre leur Occident et l'Orient du César romain [3]. Les envahisseurs trou-

[1] Théophylacte, V, XVI, 2 ; traduction de Cousin.
[2] Ménandre, III, I.
[3] Théophylacte, VI, III, 4.

vèrent devant eux des villes capables de résistance par leurs propres moyens [1]. Les Impériaux passèrent le Danube, allant avec des Slaves dans leurs propres rangs [2], et des Gépides [3] aussi, dénicher dans leurs repaires les rois de ces Slaves et autres chefs indigènes. Dans les organisations « romaines » du Danube, ils trouvèrent, sinon des esclaves, au moins de précieux auxiliaires. Il fut cependant impossible d'empêcher les incursions des Avars, qui arrivaient jusqu'à Tomis en Scythie Mineure en même temps qu'ils pénétraient en Dalmatie. L'œuvre de restauration entreprise par Maurice dut s'arrêter au Danube. Et encore fallut-il y faire bonne garde, en laissant l'entretien des soldats aux dépens des habitants eux-mêmes.

Ceci fit éclater une formidable révolte. Pierre, frère de Maurice, ne réussit pas à l'apaiser. Dès le début, elle avait trouvé son chef, le centenier Phocas. Comme l'empereur venait de marier son fils Théodose à la fille du très populaire Germain, membre de la famille de Justinien, dont la figure dominait l'époque, on offrit le pouvoir suprême au jeune prince, à son beau-père. Maurice fit poursuivre ce dernier, qui s'abrita dans l'église de Sainte-Sophie, et frappa son fils du bâton. Le parti des Verts, ennemi de l'empereur, souleva la populace de Constantinople pendant que les rebelles de l'armée s'approchaient ; elle ne voulait pas même de Germain, un « bleu », et le jeune Théodose avait été envoyé par son père, qui s'était sauvé dans une barque, au roi de Perse. Sur une quadrige aux chevaux blancs Phocas fit son entrée dans la ville à

[1] *Ibid.*, V.

[2] Tel un Tatimir, *ibid.*, VIII, 3-4 ; X, 1. De l'autre côté, un Pirigast, un Ardagast, un Mousokios (la coutume slave de fêter les « anniversaires », *ibid.*, IX, 2). La rivière d' « Hélibakia », — lisez d'après la prononciation d'alors « Ilavakia », — est un Ilfov et pas l'Ialomița valaque (cf. encore VIII, v. 3 et notre étude dans la *Revue des études slaves*, 1925). Il est question aussi (*ibid.*, IX, 2) de la rivière Paspirios.

[3] *Ibid.*, VIII, 5, IX ; X, 2-4 ; cf. VI, II, 3. Un traître gépide chrétien, venu du milieu des Slaves. Des Gépides établis dans des villages sur la Tisa ; VIII, III, 4.

laquelle il appartenait par tous ses liens. Maurice, pris, fut tué avec toute sa famille. Comme sa fin fut belle d'héroïsme, « il s'éleva en mourant au-dessus de la nature [1] ».

Il aurait pensé à faire ce que Justinien ne voulut jamais : l'Empire d'Occident devait avoir pour chef son fils puîné Tibère [2], projet de la plus grande importance, dont la réalisation aurait corrigé l'erreur de Justinien, absent de sa conquête. De son côté, Phocas aurait reconnu à Rome, gouvernée par le Pape Boniface, la qualité de première parmi toutes les Eglises d'origine apostolique [3]. De fait, en Italie, pendant longtemps, l'autorité impériale fut mise en discussion par des crimes et des usurpations : l'exarque Jean fut tué, le patrice Eleuthère dut reprendre Naples et pacifier les soldats rebelles de Ravenne pour devenir lui-même ce qu'on appelait alors à Rome un « antarte » ; son successeur Isaac saura cependant se gagner les sympathies de la plèbe romaine, même contre l'évêque qui s'opposait aux nouveaux changements religieux décrétés à Constantinople [4].

La capitale de l'Occident n'avait pas reconnu, bien entendu, le sanglant soudard que fut Phocas, et Chosroès avait répondu à sa première ambassade par une déclaration de guerre. Les représentants de Maurice en Afrique, où il avait apaisé une révolte des Maures [5], se prononcèrent contre l'intrus. Le fils du préfet d'Egypte, Héraclius, se saisit facilement de Constantinople et, malgré la défense des Verts, tua le prétendu empereur. La fille de Tibère, Constantine, vivait encore en prison [6], et Priscus, gendre de Phocas, probablement un membre de la lignée de Justinien, fut invité à ceindre le diadème. Devant son refus, Héraclius accepta le pouvoir suprême,

[1] Théophylacte, VIII, XI, 5 ; traduction de Cousin.
[2] *Ibid.*, 6.
[3] La chronique de Ravenne corrobore sur ce point le *Liber Pontificalis* lui-même.
[4] *Liber Pontificalis.*
[5] Théophylacte, VI, VI, 4.
[6] *Ibid.*, VIII, XV, 1.

des mains du Sénat, par la volonté du peuple [1]. Ayant écarté bientôt ses concurrents et satisfait son associé d'Afrique Nicétas en lui donnant sa fille Grégoria [2], il put se consacrer à cette grande œuvre de la guerre contre les Perses qui fut sa seule préoccupation et son titre à la gloire.

Les succès de Chosroès, qui se présentait, il ne faut pas l'oublier, en vengeur de Maurice, furent foudroyants. Il eut Alexandrie, se soumit l'Égypte et l'Asie, et ses cavaliers campèrent à Chalcédoine, en face de Constantinople, avec l'ordre de ramener captif le second usurpateur romain. Le chroniqueur contemporain prétend qu'il fallut les clameurs du peuple et les insistances du patriarche pour empêcher Héraclius de transporter dans son Afrique le siège de l'Empire [3]. Le khagan arrivera lui aussi en restaurateur de la légitimité [4]. Déjà les Perses s'étaient jeté sur la Syrie et ils avaient profané cette fois le Temple de Jérusalem (614).

Ce fut par le pays des Lazes que l'empereur entreprit, dès 623, l'œuvre de revanche, et dans les Turcs il trouva lui aussi des auxiliaires si précieux qu'il alla jusqu'à offrir à leur roi la main de sa fille Eudocie [5], qui devait être aussi promise à un chef arabe [6]. On vit ce spectacle unique d'un empereur acceptant le défi de tel chevalier perse et le vainquant en combat singulier.

C'était cette fois bien l'Orient qui combattait l'Orient. Croisé pour le Christ, destructeur des temples du Soleil, Héraclius était comme fait pour combattre le fanatisme, réveillé, des Perses. Il pénétra jusque sur les hauts pla-

[1] Nicéphore, 1. Les détails locaux, dans la chronique syrienne de Jean de Nikiou.

[2] Théophylacte, 2, 4. Pour la chronologie et les détails Pernice, *L'Imperatore Eraclio*, Florence, 1905 (emploie aussi les importantes sources persanes et arméniennes) et Norman H. Baynes, dans la *Cambridge Mediaeval History*, II, et dans la *Byzantinische Zeitschrift*, année 1912. Cf. Gerland, *ibid.*

[3] *Ibid.*, III, 5.

[4] Grand siège de Constantinople en 626.

[5] *Ibid.*, V, 3-4.

[6] *Ibid.*, VII, 5.

teaux de la Perse et jusqu'à l'ancienne Ninive (626-627) et à Ctésiphon, sans laisser malheureusement, comme les anciens conquérants romains dans ces régions, le récit de ses exploits. La mort de Chosroès lui permit d'intituler « ses fils » les rois qui suivirent et dont le règne dépendait de son bon voisinage. Un usurpateur dont le tour vint « demanda » même au César sa couronne et il restitua ce bois de la Sainte Croix qui avait été ravi à l'église du Sauveur, à Jérusalem (629). On le reçut à Constantinople avec d'immenses démonstrations de joie.

Cette grande victoire remportée sur des ennemis dont l'action, procédant par saccades sur cette terre romaine où ils ne réussissaient à rien fonder, ne signifiait cependant nullement que l'Empire pouvait reprendre son ancien rang dans la vie de l'humanité. Héraclius pouvait bien faire de ses fils des consuls et des Césars, préparer sa femme Martine pour tutéler leur règne, associer au pouvoir deux frères qui n'allaient jamais s'entendre. Malgré l'assoupissement du danger avare et la pacification des Slaves par leur établissement progressif dans cette péninsule des Balcans dont ils transformèrent la vie par cités, encore prospère, dans une décadence par villages, il ne pouvait pas empêcher ce qui forme l'intérêt et la valeur du moyen âge : la création, dans des formes qui venaient d'une région à l'autre, de nouvelles formations politiques à base populaire.

Héraclius avait cherché lui aussi, avec ou sans un motif plausible, à solutionner la question chrétienne et, sous des influences difficiles à découvrir, il avait voulu, lui, le vainqueur pour la croix, imposer à l'Empire entier, Occident et Orient ensemble, une seule croyance par le décret de l' « Ecthèse » (638). Or, aussitôt, Rome lui opposa un refus : l'exarque put bien exciter les masses populaires et les jeter sur le palais du Latran, mais cette fois encore la Papauté naissante, appuyée sur la conscience, toujours séparatiste, de l'Occident, avec ses barbares romanisés et catholiques, resta inébranlable. Même

lorsque le siège romain fut occupé par le fils même du patriarche de Jérusalem, un Grec, Théodose, on ne voulut pas du « type » d'union. L'évêque de Constantinople, Pyrrhus, fut invité à Rome pour y donner des explications sur ses errements, il fut question d'un synode romain pour éviter le schisme, et, de fait, sous Martin I^er^, cent cinq évêques s'y assemblèrent pour condamner la formule impériale. Le droit de consacrer en Orient fut attribué pendant la vacance de la légitimité canonique au gardien de la vraie foi.

Ce fut un prétexte pour de nouvelles révoltes dont le principe n'était guère dans les discussions de dogme, mais bien dans le besoin des Romains d'Occident d'affirmer leur existence nettement définie de celle des Orientaux. Lorsqu'un certain Maurice, portant le nom de l'empereur assassiné, s'était levé contre l'exarque Isaac, il avait eu avec lui la ville et les châteaux, « tous les juges » — ces nouveaux maîtres des cités — « ou l'armée romaine ». Les Impériaux, leur exarque en tête, voulurent tuer Martin, et un nouvel exarque, Théodore Kaliopa, entra à Rome avec les soldats de Ravenne, et, accusant le Pape de s'être entendu avec les Sarrasins, parus en Italie méridionale, le déclara déchu et le mena à Constantinople. Le prisonnier refusa toute concession et on le fit mourir de détresse dans son exil à Cherson.

Pendant quelque temps, la Rome populaire et épiscopale dut subir le joug des exarques. Ce qui lui manquait après la mort de Grégoire le Grand, auteur d'un « Pastoral » et d'autres ouvrages que les « Grecs » traduisaient dans leur langue, c'était un essor intellectuel. Sauf les récits, d'un charme si intime dans leur simplicité, du « livre des pontifes », qui continueront pendant plus de deux siècles encore dans un langage aussi intelligible pour le peuple que celui des prêches, on n'a aucun document littéraire de cette Papauté dont cependant la grande influence était une des principales réalités de l'époque. Un Jordanès, au sixième siècle, clerc d'origine gothe,

avait résumé pour ses conationaux et maîtres germaniques l'ouvrage étendu dans lequel la science et la flatterie de Cassiodore avaient accumulé, non sans un désir de rattacher les envahisseurs aux plus anciennes traditions romaines et « gètes », contes populaires, chants germaniques, légendes historiques et faits avérés sur le passé de la nation qui avait donné Théodoric. Au VIII^e^ siècle, un diacre Paul écrira dans un style plus ferme et avec un autre sens de la composition, s'inspirant des meilleures œuvres de l'antiquité, l'histoire des Lombards et surtout de leur dynastie. Dans ce cas aussi, c'est la Cour du *dominus rex* qui provoque l'ouvrage, écrit dans les sens de ses intérêts et de ses ambitions. L' « école » de ce mouvement destiné à un grand avenir commençait cependant à se former déjà ailleurs.

La chronique des guerres de Maurice parle de certains barbares portant des harpes au lieu d'armes, qui, après un voyage de dix-huit mois à travers l'Europe, pour négocier avec le khagan, étaient arrivés en terre d'empire, désirant « visiter les Romains; qu'ils avaient appris être les plus honnêtes et les plus civils de toute la terre ». On crut avoir compris que ces habitants des pays « sur le bord de l'Océan, du côté du Couchant » étaient des Esclavons [1]. C'étaient sans doute des bardes celtes, venant probablement de la Bretagne insulaire, qui commençait déjà à devenir l'objet de certaines préoccupations par le voyage dans les îles des émissaires du Siège romain. Plus loin que leurs rivages, dans la ville Hibernia avait commencé cependant toute une activité, de caractère tout aussi populaire, mais avec une note d'enthousiasme mystique, particulier à la race, et de grands faits devaient en résulter dans le domaine de la pensée et de l'activité du moyen âge.

Il est impossible de poursuivre jusqu'aux origines la vie monastique de l'Irlande, représentée dès la fin du VI^e^

[1] Théophylacte, VI, II, 3.

siècle, bien avant le moment où le nouveau clergé anglo-saxon pût produire une personnalité de la valeur de Béda le Vénérable, par des propagandistes dont les noms seuls, parfois, ont été conservés. Il y a eu sans doute une influence de l'Orient, qui est visible dans plus d'une manifestation des clercs de la Grande-Bretagne. Le grec n'était pas inconnu par ces copistes et illustrateurs de manuscrits qui sont parfois d'une ornementation si bizarrement originale, avec des éléments tirés de tous les domaines de la nature, avec les fluides figures humaines grimaçantes, rappelant la fantaisie d'une poésie épique toute particulière. Il n'y a pas de création propre dans ce latin qu'on y parle d'une façon assez correcte, mais, aussitôt que les grands centres se sont formés, avec leurs églises d'une architecture primitive et leurs cellules modestes, les énergies les plus fortes prennent le bâton d'apôtre pour catéchiser. Ils débarquent dans des pays germaniques dont ils ne connaissent pas la langue, dont ils ignorent les mœurs, sans au moins une de ces recommandations auprès des rois et des puissants dont Rome munissait ses émissaires. Aussitôt introduits dans le nouveau milieu, presque toujours sauvage, même sous l'écorce récente d'un christianisme d'emprunt, ils bâtissent leur abri, consolident et purifient, puis se préparent à chercher un terrain inexploré pour le travail de lendemain. Ils passent en pays de Galles, où leur grand établissement de Bangor sera détruit par les païens des environs, qui y tuèrent plus de mille moines. Rien n'échappe à leurs semonces, à leur critique. De leurs nids dans les vallées solitaires, comme à Luxeuil, dans les Vosges francs, partent des sentences d'une inexorable dureté contre quiconque, prince ou sujet, a enfreint les règles de la morale chrétienne. Les faits de sang que les conciles oublient, que Grégoire de Tours se borne à exposer dans toute leur atrocité, sont pour un Colomban (vers 580) un motif de condamnation foudroyante comme celles dont Esaïe et Jérémie accablaient les rois qui en pays

d'Israël marchaient dans des voies qui n'étaient pas celles du Seigneur.

Pour le moment, ils s'arrêtaient à la frontière franque de l'Est. Mais, persécutés par des chefs barbares qui ne pardonnaient pas les offenses, ils devaient se chercher un refuge ailleurs que sur le territoire possédé par la lignée de Clovis. Descendant en Italie au VII^e^ siècle, ils n'y trouvaient pas seulement des ermites vivant au milieu des solitudes de la montagne, mais toute une vie monastique, elle aussi nouvelle, qui se formait, se groupait et se régissait en marge de l'Eglise romaine, incapable de créer et de surveiller dans les provinces occupées par les Lombards.

On voudrait avoir du moine Benoît, originaire du Sud italien, où se passa la plupart de sa vie féconde en toute sorte d'enseignements, une biographie contemporaine, dont, il est vrai, on a si peu encore à cette époque, une œuvre naïve et vraie, toute de souvenirs et de sentiment, due à un de ses disciples. Il n'en est pas, malheureusement, ainsi. Ce qu'on sait sur lui est dû à des écrivains qui ne l'ont pas connu. Mais son âme toute romaine, romaine dans le sens des masses, se sent dans sa « règle » qui est celle des légionnaires d'une armée faite de discipline, d'obédience et de travail. Les « moines d'Occident », dont le nuclée italien existe par son établissement, ne seront ni des grands voyageurs, ni des chaleureux propagandistes, ni des esprits capables d'enrichir la littérature de leur époque ; encore moins seront-ils des combattants toujours agités d'une cause qui est plutôt politique et sociale comme ces milliers d'Orientaux qui prétendent suivre dans leurs tumultes et leurs rébellions les préceptes du grand Saint Basile, capable de vouloir le bien autrement. Déjà Grégoire I^er^ avait escompté l'autonomie des monastères de l'autorité des évêques. Ce furent bientôt des *cités cléricales* correspondant aux formations spontanées des laïcs.

La colonie rurale, la cité de l'évêque, la « Romania »

autonome, et ce « conventus », le couvent, solidaire dans la défense et dans le travail, opposé au « moustier », au *monasterium*, d'imitation orientale, à l'ermitage selon la pratique de l'Egypte et l'exemple d'Antoine, de Pacôme et de Macaire, représentent déjà les trois grandes créations du nouvel âge qui commence.

Les grandes créations chrétiennes, car il y aura en Orient asiatique une autre, réservée à de très grandes destinées, à laquelle nous arrivons.

Les sources byzantines parlent, à l'ocasion des guerres entre Perses et Romains, du rôle qu'y jouèrent pour les provoquer ou les servir, les Sarrasins d'Alamandoure et d'Arétas, excités par les souvenirs glorieux de la vieille Palmyre à accomplir un autre rôle que celui de mener leurs propres caravanes et de détrousser à la façon bédouine celle des autres. Les séjours où habitaient les gens du désert arrivent à être très bien connus au VI^e^ siècle, au cours duquel il est parlé même des voisins du monde sarrasin, Axoumites et Ethiopiens [1].

Des influences juives et chrétiennes durent bientôt agir sur les Arabes, dont le rôle dans le commerce de l'Asie et de l'Egypte était très important. Ils pouvaient connaître les Juifs chez eux, et ils pouvaient s'initier à leurs croyances dans cette Alexandrie où ceux-ci avaient des représentants nombreux, actifs et influents. Quant au christianisme, ce ne fut pas, probablement, celui de la Syrie, empreint de vieux nestorianisme, qui les influença le plus, mais bien la très ancienne orthodoxie des Abyssiniens d'Axoum, qui, en 570, envahirent la partie voisine de l'Arabie. A la Mecque, où se tenaient des foires pendant lesquelles on présentait les plus nouveaux chants devant le temple dont le fétiche était l'archaïque « pierre noire », on commença, bien après la prospérité et la ruine de Palmyre, et à une époque où les courants ne venaient

[1] Agathias. Cf. une étude récente sur ce sujet, dans les *Studi byzantini*, Rome, 1924, ou dans l'*Europa orientale*, même année.

pas du Nord comme lorsque régnaient Odénath et Zénobie, mais de l'Ouest, à parler de la possibilité d'une religion supérieure au culte vague et grossier qui, vraisemblablement, n'était pas celui de toutes les tribus.

Au VII^e siècle, aussi, sous l'influence de la secousse provoquée par la dernière phase des guerres romano-perses, des folles équipées du second Chosroès, des triomphes d'Héraclius dont tout le monde devait s'occuper, ne fût-ce que pour le simple motif que les relations de commerce en étaient interrompues, des choses arrivèrent dont on ne se doutait guère le lendemain de l'Exaltation de la croix et au milieu des troubles de la succession de l'empereur croisé. Des choses très humbles en elles-mêmes et que les témoins n'ont pas cherché à consigner, laissant ainsi le champ libre aux panégyristes et aux auteurs de biographies sacrées. Les seuls gouverneurs des places de frontière durent savoir quelque chose de la prédication dont l'auteur était un chamelier maladif, ayant des visions qui le faisaient monter au ciel sous la conduite de l'ange Gabriel, Mouhammad ben Abdallah. Il y avait au monde, vers 630, des choses infiniment plus importantes que les combats entre les amis et les ennemis du « prophète » dans des recoins d'Arabie, ou dans les rues mêmes de la ville dont Mohammed était devenu le fils adoptif, cette Yatreb qui s'appela d'après lui Medinet-el-Nabi, Médine [1].

Exagérer le chapitre arabe proprement dit dans l'histoire universelle est tout aussi erroné que de surcroître le chapitre germanique. En Syrie comme dans l'Italie, dans les Gaules, dans l'Espagne, ce qui arriva de révolutionnaire et de créateur est dû avant tout aux vieilles races, aux créations spontanées de leur vitalité à côté de l'Empire et, à partir d'un certain moment, contre lui.

Les partis arabes, celui des « vieux croyants » et celui des nouveaux fidèles de la foi, de l' « islam », les « mos-

[1] Cf. Sprenger, *Das Leben und die Lehre des Mohammed* ; Hubert Grimme, *Mohammed*, Münster-i.-W.-Aschaffendorff, 1892-1895, 2 vol. ; Caetani, *Annali dell' Islâm, I*, Milan, 1907.

lim », ou musulmans, se combattirent pendant des années dans ces profondeurs de l'Arabie que ne sondaient pas les regards des écrivains et des hommes politiques de Constantinople. Lorsque les bandes des croyants dans un Dieu unique n'ayant ni mère, ni fils, et sans l'hypostase du Saint-Esprit, mais admettant pour la révélation des idées divines des prophètes dont le premier fut Abraham et le dernier avant Mohammed Jésus-Christ lui-même, se rapprochèrent de la Perse, on ne s'en inquiéta pas trop à la Cour impériale ; ce n'était pas la première fois que ce vague monde sarrasin préparait une surprise au « roi des rois ». Du reste, le roi Yezdéguerd croyait pouvoir résister à des attaques dont on ne saisit pas la portée, ne se rendant pas compte combien était déjà vieillie cette religion millénaire, du soleil et du feu, qui était le mazdéisme. Rassuré du côté du Danube, et ayant un pacte de longue durée avec la Perse, l'Empire croyait pouvoir se reposer de ses efforts pendant les années de vieillesse de l'empereur victorieux († 641). Mais, neuf ans avant de mort, la nouvelle arriva de l'entrée des Arabes que gouvernait avec des attributions de « successeur du prophète », de calife, Aboubekr, en Syrie, où la population leur fit un bon accueil.

C'était assez naturel pour des chrétiens d'une autre tradition que les Grecs, des ennemis depuis que Constantinople avait asservi et continuait à exploiter les provinces, pour des sujets mal administrés d'un empereur qui, sauf le séjour accidentel d'Héraclius à Emèse, était devenu invisible. Entre Syriens et Arabes on se connaissait depuis longtemps. Si les villes étaient encore des centres de civilisation hellénique — et elles le restèrent encore, sous la sauvegarde des évêques, — la campagne, dont la situation sociale était mauvaise sous des grands propriétaires que la conquête arabe écartait sans les remplacer par d'autres maîtres et sans imposer au paysan le partage de ses terres avec le guerrier, cette campagne pauvre et non éclairée devait préférer un régime dans lequel il y avait très peu de fiscalité et presque pas d'ad-

ministration. C'était de fait la consécration des autonomies locales sous un lointain chef qui n'était pas un souverain, ni même un prince, qui n'avait ni capitale, ni cour, ni officiers, ni même monnaie, jusque bien tard, et ne poursuivait aucune création coûteuse en son nom. Les Syriens acclamèrent donc avant et après la bataille de Gaza et la prise de Damas[1] en 634, leur propre liberté, dont ils jouirent à tel point que, étant donné aussi le fait essentiel qu'Empire et orthodoxie étaient devenus inséparables, on abandonna le premier pour oublier peu à peu la seconde et passer à l' « islam » des pauvres et des simples.

Tout cela était déjà acheminé en 636, quand, d'un côté, les Perses, de l'autre les Impériaux, à Kadésiah et sur l'Yarmouk, perdirent définitivement leurs possessions. Héraclius ne mourut pas avant d'avoir vu les gens du calife Omar à Jérusalem (638) et à Antioche. Cette invasion en tempête atteignit en 640 l'Egypte, dont les dissidents religieux, ennemis du monothélisme impérial, et du patriarche intrus, Cyrus, favorisèrent la conquête[2].

Les rivalités dans la famille d'Héraclius, qui firent passer sur le trône Constantin, puis le jeune Héraclius, neveu du précédent, et Constant et Constantin, ne permirent aucun essai de revanche. L'Empire n'avait pas perdu la Syrie et l'Egypte : l'idée de l'Empire venait d'y mourir, ou plutôt encore on venait de se convaincre de son inanité devant ces consciences locales acceptant celui qui s'immisçait le moins dans leur autonomie. La religion elle-même, devenue une forme de la domination impériale, fut sacrifiée sans efforts à ce besoin de vivre pour soi, dans des régions où cette tendance générale pouvait bien détruire, mais pas aussi bâtir sur les ruines.

Le monophysitisme, combattu par tous les empereurs

[1] Voy. les études de MM. Pernice et de Becker (dans la *Cambridge Mediaeval History*, II, pp. 340 et suiv.).

[2] Voy. notre article *Les origines de l'iconoclasme*, dans le *Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine*, XI (1924).

partisans de cette formule moyenne qui fut le monothélisme, avait triomphé à côté des Arabes. Les populations s'en contentaient. Ce n'était pas le seul élément trouvé dans les provinces conquises. Leur long passé, l'opiniâtreté des races qui les habitaient, les nécessités géographiques immuables étaient des forces plus grandes que celle qui était représentée par le calife, même après qu'il eût échangé son burnous et ses dattes contre les richesses et les pompes de l'Orient civilisé. L'Empire avait été jusque-là, grâce aux aptitudes de ses sujets, surtout la grande force maritime, dominant la Méditerranée et par elle le commerce du monde [1]. Les Arabes héritèrent de tous ces moyens et arrivèrent à présider et dénommer une action qui ne venait guère de ce qu'ils avaient apporté au moment de leur invasion. On vit les embarcations de la Syrie et de l'Egypte à Rhodes qui fut soumise, à Chypre, qui devait l'être plus tard, sur les côtes de la Lybie, soumise bientôt jusqu'aux environs de Carthage, où s'éleva la ville de Kaïrouan, et de l'Asie Mineure, sur celles de la Sicile même, plus tard, et devant Constantinople, comme une puissance ennemie, se valant, sous des chefs qui, après quelque temps, purent être de la race des conquérants, de ce nom, devenu maintenant si terrible, de Sarrasins.

Constant II, qui essaya aussi vainement qu'Héraclius d'imposer (645) un « type » à l'Eglise amputée maintenant des provinces monophysites, se rendit compte du coup porté à son Empire par cette domination des pirates arabes auxquels il ne pouvait rien opposer, avec ce qui lui restait de population côtière, dans laquelle avait disparu l'esprit indomptable des anciens Isauriens et l'amour d'aventures des antiques Illyres, devenus pour la plupart des Slaves de même que les autres étaient devenus des « Sarrasins ». Mais, si, en Italie, il y avait un duc lombard du Sud, maître de la Grande Grèce de jadis, si la Sardaigne et la Corse avaient été aussi perdues et les Wisigoths venaient de déloger les « Grecs » de leur dernier

[1] Voy. notre ouvrage *Formes byzantines et réalités balkaniques.*

abri ibérique, la Sicile se maintenait encore loyale. Il alla donc y résider, en faisant de Syracuse sa capitale. Bientôt il put planter ses drapeaux à Bénévent et à Naples.

En 663, on le vit à Rome même, à la tête d'une armée, et le Pape, la milice urbaine, les « juges », les puissants de la cité depuis longtemps libre accueillirent avec une émotion réelle ce symbole déchu des gloires du passé. Il siégea dans la basilique de Latran et se fit adorer par ses fidèles et par leur évêque. Au départ, après à peine douze jours, on constata avec indignation qu'il avait dépouillé les églises de leurs toits d'airain que les pirates sarrasins devaient porter plus tard à Alexandrie, entrée dans leur domaine : le geste des Vandales de Genséric était ainsi répété par l' « empereur très pieux », par le « prince ». Cela signifiait qu'il ne reviendrait jamais. En Sicile, bientôt, Constant fut tué et son idée d'abandonner Constantinople, devenue cible des attaques sarrasines, ne fut pas reprise par ce dernier de la dynastie d'Héraclius qui fut son successeur.

L'influence de l'Orient impérial resta cependant très vive, et pendant très longtemps. La Sicile, l'Orient donnent des Papes, et ils ne se détacheront pas de la politique des empereurs qui les confirment de nouveau, même lorsque le paisible Justinien II, en butte aux intrigues et aux révoltes, occupera un siège dont il diminuera de son incapacité le prestige. Le Grec Agathon consent à préparer par une assemblée à Rome un grand synode de conciliation qui devait se tenir à Constantinople, dont il paraissait donc reconnaître, par égard à la trinité impériale : Constantin, Héraclius et Tibère, une certaine primauté. A ce grand synode dit en Occident *in Trullo* (681), d'après la salle de palais où furent tenues ses séances, le patriarche d'Antioche envahie, sinon ceux des Sièges, restés non occupés, de Jérusalem et d'Alexandrie, prenant part aux débats, on vit, au milieu des cent cinquante métropolites de l'Orient, les représentants, accueillis avec des cérémonies extraordinaires, d'Agathon. Les monothélites, dont la cause fut défendue par le chef exilé de

l'Eglise syrienne, furent vaincus ; un Sicilien eut la succession d'Antioche, et les « melkites » égyptiens déclarèrent se soumettre. Constantin paraissait présider, comme le grand prédécesseur dont il portait le nom, les assises religieuses de la chrétienté entière. Venant après un empereur qui avait reconnu l'importance toute particulière qu'avait en ce moment la Sicile, encore latine en partie, et qui avait tenu à se faire acclamer par les Romains de Rome, il permit que l'évêque de Porto célébrât, à Sainte-Sophie, devant une immense assistance, en latin, langue qui avait déjà perdu tout le terrain à Constantinople, le service d'actions de grâces « pour que tous unanimement fissent entendre leurs acclamations vers les éloges et la victoire des très pieux empereurs [1] ».

Des Grecs succédèrent à Agathon, qui finit avec la conviction, exprimée par la chronique des Papes, que l'unité de l'Eglise a été rétablie pour toujours, préparant ainsi, dans l'intention des « patriotes » de l'Empire, la revanche sur les Sarrasins, le rétablissement du pouvoir « romain ». Léon II est un Grec de Sicile, grécisant, par-dessus le pontificat de Benoît II, qui obtint de l'empereur que la confirmation soit sous-entendue; Jean V vient d'Antioche, Conon du diocèse de Thrakesii, mais après avoir passé par la Sicile devenue comme le séminaire grec pour les dignités italiennes et en même temps la source principale de revenus pour le siège romain. Un Sicilien de Palerme fut le père du Pape Serge, sous lequel se produisit la rupture de l'heureuse union entre l'Occident latin et l'Orient concentré de plus en plus à Constantinople.

Déjà, les exarques, les « glorieux exarques », qui doivent lutter contre des « antartes », tel Mezetius à l'époque d'Agathon, commencent à être considérés comme des étrangers et des ennemis par le clergé et le peuple, par la milice et les « juges » de Rome. Au Pape Conon, on a voulu opposer des concurrents latins, romains, et Serge

[1] Ut omnes unanimiter in laudes et victorias piissimorum imperatorum eo die latius vocibus acclamarent : *Liber Pontificalis.*

lui aussi devra combattre la candidature de deux rivaux, dont l'archidiacre. Si l'exarque intervient, il n'est pas reçu d'après la coutume sous les drapeaux, les « signa », les « banda », les « enseignes » et les « bans », de la ville. Arrivant à s'imposer, Serge devra se poser bientôt en adversaire de l'évêque constantinopolitain et de l'empereur lui-même.

Cet empereur, qui portait le grand nom de Justinien, avait cédé, dans son Orient européen même qui, avec l'Asie Mineure, formait la seule base territoriale d'un Empire plutôt maritime [1], devant les nouvelles formations du moyen-âge qui surgissaient de tous côtés, dans la forme romaine même ou dans une forme barbare de surface, rendue possible par le seul acquiescement des Romanies locales.

Depuis longtemps, dans le chaos « hun » et « turc », des lignées et des tribus qui, d'après le nombre des « nations » comprises dans les groupements de guerre et de domination, s'appelaient Outrigoures, Coutrigoures, Ormigoundoures, surtout Avars, on citait des Bulgares. Le nom paraît signifier « nobles », « élus ». Une partie de la « nation » bulgare proprement dite resta sur les bords du Volga et du Kama, d'autres cherchèrent service auprès des maîtres les plus généreux ; un groupe de quelques milliers de guerriers sous Asparouk, ou Ispéric, fils de Kourt, dit dans les chroniques byzantines Koubrat, descendit dans la région marécageuse du Danube, et bientôt les siens, occupant la place des anciens Scythes, s'établirent aussi dans la Scythie Mineure, où, quelques dizaines d'années auparavant, la population indigène, les « Romains » d'autonomie, avaient opposé dans leurs cités, de Durostorum et Tomi, une forte résistance au puissant khagan des Avars. Plus bas, il y avait des communautés slaves, des « Esclavonies », à la façon de ces Romanies, mais sans des cités comme centre, et elles acceptèrent les barbares comme gardiens, de même que

[1] Voy. nos *Formes byzantines et réalités balcaniques.*

l'avaient fait les Gallo-Romains pour les Francs et plus récemment les Syro-Egyptiens pour les Arabes.

L'Empire reconnut cet établissement, recourant à l'ancien trompe-l'œil de la « fédération ». Justinien II trouva cette situation, et en profita même. Contraint par la révolte de Valentin de chercher un refuge chez d'autres « Turcs », les nouveaux maîtres de la terre cimmérienne qui étaient les Khazars de Sarkel, il trouva, à son retour, comme gendre du khan, l'appui de Tervel, de la dynastie Doulo, khan aussi pour les siens, cnèze pour les Slaves, qui avaient emprunté ce titre aux « konungen » germaniques, pour les « Romains » un « dominus » et un « kyrios » pour les Grecs et les grécisés de Constantinople. Il paraît que Justinien fit de cet auxiliaire, pour le rattacher encore plus à l'Empire, un César païen ; il lui promit une princesse comme épouse, escomptant probablement une prochaine conversion au christianisme. Des deux côtés le traité fut violé, et, en 708, les Impériaux furent complètement battus à Anchiale, les vanqueurs se présentant comme alliés des prétendants Arthémius et Théodose, ce qui écartait toute idée d'un nouvel Etat, mais réduisait l'Empire sur ce territoire aussi à la seule « forme » byzantine.

Cependant l'empereur, réduit, au milieu des Romanies, des Bulgaries et des Esclavonies qui avaient remplacé en Europe la vieille « Avarie » danubienne, à la possession de fait d'un territoire européen restreint et morcelé, s'appuyant sur le seul bloc résistant de l'Asie Mineure, qui était devenue l' « Anatolie », l' « Orient » de la Rome hellénisée, voulut affirmer sur Rome et l'Italie ces droits que paraissait lui garantir la brillante démonstration du concile d' « unité nationale ». Il crut même pouvoir compléter d'un geste les prescriptions de 691, avec l'acceptation des envoyés de Serge.

Aussitôt la Rome populaire et militaire dressa contre lui ce Pape aux attaches grecques qui avait acheté à Constantinople sa reconnaissance. On voulut procéder militairement avec lui, comme aux jours de Justinien,

mais le protospataire chargé de cette mission trouva devant lui plus qu'une plèbe, plus qu'une ville : une nation. « La miséricorde divine prévenant, et avec l'aide de saint Pierre, apôtre et prince, des apôtres conservant son Eglise non mutilée, le courage de la milice de Ravenne et même du duché de la Pentapole et des régions voisines en fut excité pour ne pas permettre que le pontife du Siège apostolique se rende dans la ville impériale [1]. » L'envoyé impérial dut se cacher sous le lit de Serge que l'armée demandait à voir.

Mais Justinien n'entendait pas céder. Un exarque fut à peine toléré à Rome au moment de l'élection d'un nouveau Pape. L'empereur donna un exemple en faisant saisir à Ravenne, depuis quelque temps prête aux tumultes, l'archevêque et les primates ; la ville brûla. Le Pape Constantin II fut invité à se présenter devant son maître. De Rome, pacifiée par la terreur, il se rendit en Sicile pour avoir à Constantinople la plus brillante des réceptions, Tibère, fils de Justinien, étant à la tête de la multitude qui l'acclamait. A Nicomédie, l'empereur lui-même baisa le pied de son hôte sacré, et, ayant communié avec lui, renouvela les privilèges romains.

Par ces actes de vénération, Justinien était devenu pour le Pape un prince « très chrétien ». Mais, lorsque l'usurpateur Philippikos le remplaça, Rome refusa sa monnaie et passa sous silence son règne. Comme il avait créé à Rome un « duc de Rome », « le peuple romain en majorité décida de ne l'admettre à aucun prix [2].». Il fallut bien l'accepter cependant, lorsqu'un empereur légitime résida de nouveau à Constantinople, mais déjà Rome regardait d'un autre côté pour appuyer sur une alliance durable son autonomie populaire et épiscopale.

[1] Misericordia Dei praeveniente Beatoque Petro Apostolo et Apostolorum principe suffragante suamque Ecclesiam immutilatam servante, excitatum est cor ravennatis militiae, ducatus etiam pentapolitani et circumquaque partium non permittere pontificem Sedis Apostolicae in regiam ascendere urbem ; *Liber pontificalis.*

[2] Magna pars populi romani statuerunt nullo modo hunc ducem suscipere ; *ibid.*

CHAPITRE VI

Formation de l'impérialisme occidental à base populaire.

Au VII^e siècle, la royauté franque n'existait plus, dans son ancien sens de domination du chef de conquête sur ses leudes et sa truste, du moment où Clotaire II avait donné sa reconnaissance à tous les droits acquis, récents et anciens, des puissants, clercs et séculiers, de ses possessions. Il y eut bien un essai de nouvelle législation, inspiré par des souvenirs barbares, — car on avait entrepris la révision des anciennes lois, — et par des exemples romains, sous Dagobert, fils de Clotaire, à l'époque où les Wisigoths des rois Chindasvinth et Recesvinth (le *forum judicum*) et les Lombards du roi Rotharis s'occupaient de compilations pareilles, les derniers cependant dans un esprit strictement germanique. En Espagne, catholique dès la fin du VI^e siècle, sous Récared, le pouvoir appartenait, en grande partie au moins, dès le commencement du VII^e, aux conciles, où siégeaient les nobles, à côté des évêques, ayant le droit d'élire le souverain, ce *clarissimus* affilié à Byzance, un roi d'une influence plutôt limitée, à tel point que, parmi ces pâles figures royales, aucune ne se détache avec un certain relief. L'époque byzantine était restée, avec toute l'étiquette, dont la coutume du « message royal », du *tomus regius*. Le concile lui-même venait des organisations populaires spontanées qui représentent sur ce territoire aussi, et spécialement chez les Cantabres, dans les Asturies, dans la Bétique [1], les « Romaniae » [2].

[1] Voy. Perez Pujol, *Historia de las instituciones sociales de la España goda* ; Valencia, 1896.

[2] Sur le « roi » Aspidius dans les montagnes, voy. la *Cambridge Medieval History*, II, p. 167.

Chez les Francs, on avait dû reconnaître l'hérédité des charges dont les détenteurs étaient le plus souvent les propriétaires mêmes des terres, d'ancienne origine sénatoriale ou bien de souche barbare, bientôt envahie par la vieille civilisation environnante.

D'après des nécessités géographiques, mais aussi en relation avec tout un passé et en certaine dépendance, qu'il ne faut pas cependant s'exagérer, des réalités ethniques, plus encore du degré d'uniformité dans l'adoption de la culture latine, un royaume de l'Ouest, une Neustrie, s'était formé en face d'une Austrasie qui faisait la garde sur la frontière du germanisme resté païen. Le roi n'avait donc plus le pouvoir de partager d'après la situation de sa descendance la conquête dont il avait hérité, et ces frères ennemis n'étaient pas maîtres de se tailler des Etats de formation passagère d'après leurs propres intérêts. Or, ceci signifiait un profond changement. Le fond ancestral dominait les couches superposées par l'invasion et les tassait d'après ses contours nettement dessinés et consolidés par de longs siècles.

De la Cour des successeurs de Clovis n'était resté comme force réelle qu'un grand officier, le majordome. Il ne venait pas, lui, de la prise de possession par les armes. Choisi d'abord, il s'imposa ensuite. Pour y arriver, il avait besoin de l'appui des évêques. En Austrasie même on trouve, à l'origine de la famille de Héristal, destinée à un grand avenir, l'influence d'Arnoul, évêque de Metz. Lorsqu'un Saint Léger exerça une action décisive dans les affaires du royaume, le « maire » Ebroïn n'appartenait pas aux familles germaniques. Ce seul fait que celui qui disposa bientôt de tout en Austrasie, de même qu'en Neustrie, était un résultat, un produit du nouvel état de choses montre bien qu'une nouvelle ère s'ouvrait, qui n'était ni romaine d'Empire, ni germanique de conquête.

En 687, l'Austrasie brise le dernier effort d'hégémonie des Neustriens. La victoire de Testry (687) rétablit l'unité politique de la France dont les éléments divers se sont

complètement unifiés. Avec Pépin d'Héristal, la race nouvelle, mêlée, a un chef, mais surtout le clergé des Gaules gagne un délégué puissant pour soutenir dans les Iles Britanniques, où, au bout de longues luttes, le christianisme s'est imposé dans tous les royaumes de l'heptarchie, de même qu'à Rome, menacée par les Lombards chrétiens, qui croient s'être gagné par le baptême le droit de s'installer dans la cité impériale, les droits de l'Eglise universelle dans sa forme occidentale, celle de Pierre, « prince des apôtres ».

Il y avait eu un moment où le Pape paraissait vouloir s'orienter du côté des Lombards : leur duc renonça à piller la Campanie par égard à l'intervention de Jean VI, et Jean VII obtint du roi Aripert le « patrimoine des Alpes Cottiennes ». On permet au pontife romain de soumettre Ravenne « sous le joug des Romains » [1] et de se faire reconnaître comme chef à Milan. Les querelles dynastiques à la Cour de Pavie, l'intrusion bavaroise sont habilement exploitées dans ce sens.

Bientôt cependant un roi d'une autre souche, ayant mis fin à l'anarchie lombarde, se proposa la réduction de cette Romanie opiniâtrement résistante, qui séparait le royaume du Nord du duché méridional. Tout en confirmant la donation de son prédécesseur, contre la création d'un Patriarcat spécial pour le territoire ecclésiastique lombard dans la vieille cité d'Aquilée, il s'assure du concours de la cité qui se fortifiait dans les lagunes, Venise, attaque Côme, réduit, malgré l'apparition de la flotte sicilienne, Ravenne, qui ne demandait pas mieux par haine contre les « Grecs » et par jalousie à l'égard des « Romains », auxquels, après la première conquête, par le duc lombard Faroald, elle avait été restituée [2].

Grégoire II avait commencé par demander le secours des Impériaux. Il les eut bientôt contre lui. Après le

[1] Pierre tombale de l'évêque de Ravenne, Maur.
[2] Paul le Diacre, XLIV, XLIX.

scandale des usurpations du trône sous les yeux des Sarrasins, maîtres de la Méditerranée orientale, un nouvel empereur, d'une énergie qui se montrera aussi dans d'autres domaines, s'était saisi du pouvoir : Léon. Ses officiers en Italie, le duc, le chartulaire, de concert avec les ennemis romains du Pape, cherchent à assassiner celui-ci. Il fallut que, devant une nouvelle tentative, les Lombards des duchés se réunissent aux fidèles Romains pour défendre le Pontife.

Ce fut le signal d'une révolte générale contre l'empereur. La Pentapole, Venise collaborèrent avec le Pape et les Lombards pour amener la conquête de l'Emilie, de Bologne, d'Osimo, de Ravenne encore une fois, par les armes de Liutprand, qui n'avait pas cependant l'initiative de cette action. Mais deux sources contemporaines, la chronique des Papes et Paul le Diacre, l'historien de la royauté germanique, affirment qu'il fallut l'intervention expresse de Grégoire pour empêcher que « l'Italie entière », « l'armée de Ravenne et de Venise » en première ligne, ne se donnassent un empereur pour le mener à Constantinople » [1]. De fait, un certain Tibère Petatius, du côté de Spolète, essayera d'usurper le *regnum* de l'empereur romain [2] pour succomber seulement parce que l'appui du Pape lui avait fait défaut.

Peu de temps après, il y eut une alliance formelle entre l'exarque, restitué à Ravenne par Orso, duc de Venise, et le roi lombard : le premier voulant régler ses comptes avec Rome, le second tâchant d'imposer son autorité à ses ducs qui, représentant de vraies Romanies soumises à leur régime, ne voulaient pas se régler d'après les ordres de leur souverain [3]. Spolète fut réduite, mais Liutprand

[1] *Liber pontificalis* : « Omnis Italia consilium iniit ut sibi eligerent imperatorem et Constantinopolim deducerent » ; Paul le Diacre, VI, XLIX : « Omnis quoque Ravennae exercitus vel Venetiarum talibus jussis uno animo restiterunt, et, nisi eos prohibuisset pontifex, imperatorem super se constituere fuissent aggressi.

[2] Qui sibi regnum romani imperatoris usurpari conabatur ; *Liber pontificalis.*

[3] Eo vero tempore Eutychius patricius et Liutprandus rex inie-

s'arrêta devant Rome, y pénétrant seulement en pèlerin pour déposer ses armes et son manteau devant le tombeau de saint Pierre ; Grégoire dut accepter après cette réconciliation la visite, plus menaçante, de son ennemi l'exarque.

Déjà l'Orient avait commencé la guerre contre l'armée, croissante, des moines, grands propriétaires terriens, détenteurs de riches trésors devant les images miraculeuses, maîtres d'immenses foules de paysans asservis et probablement, étant forts de leur influence sur les masses, acteurs principaux dans les troubles et les changements intervenus après la mort de Justinien « aux narines coupées ». Pour se maintenir et pour essayer de reprendre les territoires perdus, Léon, dont l'origine isaurienne explique certains traits de caractère, avait besoin des moyens détenus par le clergé régulier. Sans que rien eût fait soupçonner cette agression furieuse, pareille dans son œuvre de destruction à celle des luthériens et des calvinistes de l'époque moderne, contre les statues des églises catholiques, des édits impériaux déchaînèrent une persécution.

C'était presqu'un acte d'alliance religieuse avec l'Islam, défenseur acharné de la religion sans symboles et sans idoles. Il se produisait à une époque où l'offensive musulmane paraissait destinée à submerger les derniers restes de la chrétienté. De l'Afrique soumise, du Maghreb maure, l'émir Mousa fit passer, en 711, par un de ses généraux le détroit qui porte encore le nom de Tarik (Gibraltar). Le roi wisigoth Rodrigue (Rodéric), en querelle avec une part de ses sujets, le comte Julien de Ceuta et les fils du roi Witiza en tête, livra une bataille malheureuse à Xerès de la Frontera (ou La Janda). Après sa mort, en 713, il n'y avait plus d'opposition chrétienne. Les sujets des Wisigoths se comportèrent à l'égard de

rant consilium nefarium ut, congregatis exercitibus, rex subjiceret duces spoletanum et beneventanum et exarchus Romam ; *Liber pontificalis.*

ces autres Sarrasins comme ceux de l'Empire à l'égard des bandes du calife. Les cités entendaient conserver leurs privilèges sous n'importe quel maître, et les envahisseurs n'hésitèrent pas à reconnaître les droits. En Gaule même, il y eut beaucoup de nobles, d'évêques aussi qui se rangèrent du côté de l'émir. On vit même la veuve du roi tué à côté du fils d'un chef sarrasin vaincu, avant le mariage de la fille du duc aquitain avec un chef musulman rebelle. De Cordoue, résidence d'un délégué de l'Ommiade syrien, des attaques furent dirigées contre la Gaule méridionale appartenant aux vaincus, et il fallut pour les arrêter l'opposition du duc d'Aquitaine, Eudes, qui représentait plutôt la volonté des villes romaines de ces régions. En 723, le calife Yézid faisait disparaître les images saintes ; deux ans plus tard Léon, s'appuyant sur l'antipathie populaire contre les moines puissants et riches, paraissait le suivre dans cette voie, allant jusqu'à recourir à la musique pour remplacer l'ancien cérémonial dans les églises [1].

On peut dire que l'Occident, avec tout ce qu'il contenait de traditionnel, de romain, dans le sens latin, fut sauvé par l'alliance entre les deux représentants de cet esprit qui étaient le Pape, d'un côté, le chef des Gaules, « maire du palais » de nom, roi de fait, de l'autre.

Dans une missive de reproches, Grégoire II avait attiré dès 729 l'attention du persécuteur impérial sur les abus du pouvoir séculier qui empiétait sur des droits qui sont ceux des « pontifes » seuls. Il observait que, de leur côté, ces derniers s'interdisaient toute immixtion dans le domaine de la politique [2]. Partout, au nom des « rois de l'Occident » qui avaient rompu leurs rapports avec Rome, il déclarait ne pas craindre les représailles de l'exarque : plutôt ira-t-il se réfugier quelque part en Campanie, ou

[1] Voy. notre étude citée, *Les origines de l'iconoclasme.*

[2] Idcorco ecclesiis praepositi sunt pontifices, a reipublicae negotiis abstinentes, et imperatores ergo similiter ab ecclesiasticis abstineant et quae sibi commissa sunt capessant.

même dans « les extrêmes régions de l'Occident », que de suivre l'empereur courant après des illusions dans ses errements. On lui répondit que l'empereur est aussi prêtre : *imperator et sacerdos.* L'Italie entière se groupa de nouveau autour de celui qui ne représentait pas seulement un dogme immuable, une inébranlable dévotion, et « le duché romain » devint, comme « la sacrée république de Rome », une forme de manifestation pour ce nouvel organisme populaire latin qui achève de se former. Un concile général de l'Occident, de l' « Hesperia », est tenu à Rome.

Pour le moment, « les rois de l'Occident » agissaient de concert pour se défendre contre la poussée des Arabes, pour se maintenir contre les prétentions de Byzance. Il est certain que les débris des Wisigoths ne négligèrent pas les relations avec les Francs voisins, ni avec les « Romains » d'Eudes, qui, dans leurs murs, surent se défendre, à Arles et ailleurs, contre la cavalerie des musulmans, battus bientôt à Poitiers par les Francs (732), alors que d'autres cités, comme Avignon et Nîmes, prêtèrent serment aux envahisseurs. Lorsque la protection du territoire franc fut confiée à Charles, que cette population nomme « Martel », Liutprand ne négligea pas de lui envoyer un contingent lombard [1]. Quand cet « homme très sagace, qui gouvernait alors le royaume des Francs » [2], tendit vers la royauté, dont le principe germanique restait chez les Mérovingiens déchus, il chercha à préparer son fils Pépin pour une révolution basée sur d'autres idées, correspondant au nouvel esprit de l'époque, en l'envoyant se faire adopter dans la compagnie d'armes des Lombards. Entre Francs et Anglo-Saxons, les relations sont des plus étroites, et déjà sous l'égide du Pape un Anglo-Saxon, Winfried, dont Rome fit son Bonifacius, s'était établi en Gaule pour entreprendre la conquête pour l'Eglise de la Germanie encore païenne.

[1] Paul le Diacre, VI, LIII, LIV.

[2] « Carolus, sagacissimus vir, qui tunc regnum regebat Francorum », dit le Pape.

Appuyé sur les forces militaires du majordome austrasien, ce missionnaire arrivera à fonder ou à renouveler dans l'enceinte des bourgs élevés par les ducs de frontière, Regensbourg, Strasbourg, ainsi que dans les villes jadis romaines, Constance, Spire, Cologne, des évêchés qui, consolidant la conquête, en montrent le sens : il n'est plus exclusivement germanique, mais bien généralement chrétien.

Cette alliance fut rompue d'un côté par l'annihilation presque totale des Wisigoths, réfugiés dans les vallées pyrénéennes des Asturies, de l'autre par la politique du Siège romain qui n'entendait pas remplacer l'autorité légitime de l'Empire, agissant à distance, par la domination réelle d'un tyran à proximité. Charles le patrice romain est bien autre chose, et Grégoire III le distingue en lui envoyant une partie des chaînes de saint Pierre dont des fragments avaient été donnés jadis aux Constantinopolitains. On le prémunit donc contre les séductions de la Cour de Pavie, tendant à la possession de Rome. En même temps, les rebelles lombards, comme Thrasimond, sont accueillis et soutenus contre Liutprand par le Pape Zacharie, un Grec lui aussi, mais élu par le seul « peuple romain », et soutenu par la seule « milice romaine ».

Avant d'en arriver à faire des Francs seuls la base de sa politique, la Rome pontificale adressa, sous Etienne II, un dernier appel au « dominus » de Constantinople. L'empereur Constantin, auquel le roi Aïstolphe, arrivé au pouvoir après une série de troubles, venait de prendre la Pentapole et, de nouveau, Ravenne, que le Siège romain poursuivait de ses espoirs d'avenir, fut plusieurs fois sollicité de « libérer la cité de Rome et toute l'Italie » [1], de venir même, dit la chronique pontificale, personnellement dans ce but [2].

La tentative était vaine. L'iconoclasme avait soulevé des passions trop fortes et créé des intérêts trop puissants pour pouvoir être écarté avant d'avoir accompli

[1] Romanam urbem vel cunctam Italiam liberet.
[2] Ad tuendas has Italiae partes modis omnibus adveniat.

l'œuvre politique et sociale pour laquelle il avait été créé. Restait le Franc, le nouveau Franc, prêt à combattre pour la cause de l'Eglise, à la condition que celle-ci crée à la dynastie de Pépin une légitimité royale, selon la Bible [1], le Samuel chrétien donnant la sainte onction au Saül des Gaules lancé sur les Amalécites et les Philistins d'outre-Rhin.

Il n'y a pas de doute que Boniface, l'apôtre des païens, eut un grand rôle dans l'établissement de ces relations d'une si grande importance pour l'histoire. C'est en effet lui qui a dû provoquer d'abord cette consultation du Saint-Siège, comme source d'authenticité et de légitimité nouvelle, qui permit à Pépin de s'arroger aux dépens des Mérovingiens en décadence une couronne royale dont le caractère était tout autre que celui, venant des seules traditions germaniques, de Clovis et de ses successeurs. Son rôle était devenu prédominant : on le voit s'occuper au concile de Leptines de questions qui touchent aux ressorts essentiels de la vie du royaume. Les moines des Gaule sont rattachés à la règle de saint Benoît, englobés ainsi dans l'organisme international de cette milice religieuse sous la forme italienne, et la croisade est fixée comme but principal de tous les efforts par ce fait que l'Eglise met ses biens à la disposition provisoire des princes qui veulent combattre les Sarrasins aussi bien que les membres non convertis encore de la race germanique et celte. Austrasie et Neustrie ont reconnu également ces décisions.

Elles étaient provoquées, en ce qui concerne les Arabes, établis à domicile, comme grandes masses de colonisation, en Espagne, par les dissensions intervenues entre les différents représentants, d'une composition ethnique si variée et d'une tournure d'esprit si différente, — et la simplicité du Coran n'aurait pas pu amener une assimilation, — de la conquête. Un siècle après la prédication

[1] On avait eu déjà un cas chez les Wisigoths d'Espagne.

du Prophète, il n'y avait plus des Musulmans d'un seul aspect ; les races avaient réapparu avec tout ce qui les distinguait. L'Arabie était trop pauvre en ressources pour maintenir son hégémonie d'un moment. Les indigènes, recouverts d'un vernis religieux uniforme, faisaient paraître de nouveau leur ancien naturel. Les chefs et les soldats donnés par la péninsule arabe avaient eux-mêmes changé de caractère au contact de civilisations infiniment supérieures ; il en était d'eux comme des Germains au milieu des populations romanes. L'Arabie ne restait pas même, comme la Saxe, la Frise, la Scandinavie pour la race germanique, un inépuisable réservoir d'avenir. Ses tribus, mélangées de nouveaux croyants « agrégés », perdaient leur sens généalogique. Sous les Ommiades, de la race de Mouaviah, la Syrie avait gouverné, non seulement avec la dynastie, mais aussi avec les instruments dont elle se servait. Ce fut elle qui envahit et colonisa les provinces impériales voisines, s'épuisant à ce point que bientôt la prospérité de ses villes fut un souvenir. Le centre de vitalité devint bientôt la région qui avait donné à l'antiquité une de ses plus brillantes civilisations, le territoire mésopotamien et l'ancienne Chaldée, où la protection des rois de Perse, recouvrant les restes des établissements helléniques et les fondations de frontière des empereurs romains de l'ère chrétienne, avait permis un rapide épanouissement, en relation aussi avec le grand commerce des caravanes venant de l'Asie centrale et des pays lointains de la race jaune. C'est dans cette vaste province, base de tout un Empire, que les Arabes appelèrent l'Irak, — Irak des Arabes et Irak des Perses, — qu'éclata le soulèvement religieux de Housséin, fils d'Ali (680), dont dérivera le séparatisme des chiites, dans sa forme tragique et irréductible, puis la révolte légitimiste d'un Ibrahim, qui se présentait comme apparenté à Mohammed par son ancêtre Abbas. Il donna donc à son fils le nom de « descendant d'Abbas », et cet Aboul-Abbas devint, très jeune, fondateur d'une nouvelle dynastie et le vrai restaurateur de la Perse, qui, après avoir

été parthe et sassanide, en devint, avec une religion d'emprunt, abbasside. Pendant que le Koréichite Youssouf, régissant en maître autonome les cinq districts de l'Espagne, y transportait, par-dessus l'interrègne de décadence des Wisigoths, toutes les traditions créatrices de Rome, en y construisant des routes et des ports que l'Occident germanique n'avait pas été en état de donner, ces califes d'un nouvel essor, qui se cherchèrent, en face des villes royales, démolies, de Ctésiphon et de Séleucie, une capitale à Bagdad, trônaient dans la pompe d'une majesté nouvelle, au milieu des richesses accumulées par plusieurs générations successives, apportant dans leur faste bientôt fabuleux un souvenir de la somptueuse poésie de cette race perse.

Deux ans après cette résurrection de la Perse mésopotamienne, Boniface sacrait Pépin à Soissons (752). On ne discernerait pas clairement quel fut le titre qu'il s'arrogeait pour accomplir un acte aussi important, d'un caractère manifestement révolutionnaire, si on ne tient pas compte de l'autorité que lui donnait la réponse du Pape à la question sur le changement de dynastie. Aussitôt le roi de croisade, le délégué de l'Eglise d'Occident, qui est devenue, sans se concentrer nécessairement à Rome, la grande réalité créatrice de l'époque, se met en campagne, pour reprendre aux Wisigoths le territoire au Nord des Pyrhénées.

Mais il veut plus que le sacre par délégation. Comme, dans sa situation douteuse, l'empereur Justin avait cru nécessaire une seconde cérémonie accomplie par le Pape, Pépin veut avoir la bénédiction du chef que ses évêques s'étaient habitués à reconnaître. Au moment où les Lombards sont dans la Pentapole et dans la Ravenne, il invite Etienne II, que le roi Aïstolphe consent à laisser partir sous la condition expresse qu'il ne sera pas question de cette conquête, désirée par le Siège romain lui-même. Le Pape est accompagné dans se voyage sans précédent par les « chefs de la milice romaine ». Les cérémonies qui se

développèrent à la Cour du nouveau roi sont copiées sur celles de Byzance : l' « adoration » est au centre ; les deux fils de Pépin deviennent des « patrices », le pontife s'attribuant ainsi, pour la seconde fois, un droit qui est essentiellement impérial et que lui avait transmis la *respublica Romanorum* dont il était le chef ; il confirme ainsi au Franc son orthodoxie, sa fidélité au dogme. Il est question d'une restitution de Ravenne et des conquêtes lombardes, mais au Pape et non plus à l'exarque. L'Occident franc a pris ainsi la place de l'Orient byzantin. Dès ce moment, sauf le titre, l'Empire est là, en pays franc, chez le « compère spirituel » de saint Pierre, qui, lui, dépasse de son symbole éternel toutes les royautés de la terre.

Quelle sera l'attitude des Lombards et celle de l'empereur de Constantinople ?

Ce dernier commence par féliciter Pépin pour lui demander ensuite de reconnaître ses droits sur l'Italie. Quant au roi Aïstolphe, il veut opposer à Pépin son frère qui s'était retiré dans un monastère, Carloman. Ayant écarté cette intrigue, le roi franc, qui est maintenant l'agent armé de l'Eglise, descend en Italie, assiège Pavie, repart pour revenir, après que les Lombards ont fait pendant presque deux mois le siège de Rome, détache les ducs et la population, qui avaient montré plus d'une fois des sentiments séparatistes, des intérêts du roi et crée ce domaine de l'Eglise dont le Pape sentait le besoin pour affirmer son autonomie qui est celle du « peuple romain » dont il est le représentant.

Le nouveau roi lombard porte, le premier, un nom romain : Desiderius, Didier. Il est venu demander la bénédiction de saint Pierre, et il l'obtient dans la présence d'un « fidèle » de Pépin qui est devenu son suzerain, auquel il paye un tribut. Le duc de Bavière a fait le même acte de soumission à l'égard du seul roi légitime dans la nouvelle conception. La conquête chrétienne avance du côté de Narbonne, la nouvelle dynastie attaque l'Aqui-

taine, pendant qu'un « seigneur des croyants », Abdérame, un Omméiade fugitif, s'installe à Cordoue, dans des conditions héréditaires qui ressemblent à celles du roi wisigoth dont il a pris la place. Partout, un nouvel ordre de choses commence à poindre.

On peut dire même que cet émir de Cordoue, adversaire perpétuel du calife de Bagdad, avec lequel jamais il ne pensa à négocier, n'ayant pas même, à ce qu'il paraît, des relations de puissance à puissance, le considérant comme un étranger en fait de race et comme un mauvais musulman en fait de direction religieuse, représente dans le monde de l'Islam ce que cette royauté franque, catholique, en fonction d'Eglise, héritière — il ne faut jamais l'oublier — du latin comme langue du culte, de la chancellerie, de l'école, qui déjà se forme, représente dans le monde de la chrétienté. Les rois de la dynastie des majordomes d'Austrasie sont — par opposition aux Mérovingiens, qui étaient restés la lignée immuable de la conquête — le symbole de la fusion des vainqueurs dans les vaincus, dont ils ont tout emprunté, conservant de leur passé national, auquel ils ne se rapporteront jamais, quelques mots germaniques dans leur latin, avec l'emploi usuel de leur vulgaire ancestral dans l'intimité, et des noms qui sont, du reste, portés aussi par les appartenants à la race indigène. Les émirs de Cordoue, de leur côté, cherchent de toute façon à se rapprocher des anciens sujets wisigoths, employant leur système monétaire, tolérant le latin à côté de l'arabe sur leurs monnaies et créant autour d'eux, sans aucune violence, une nation de « mosarabes » : s'il n'y avait pas eu la différence religieuse que rien ne pouvait écarter, la mosquée ne pouvant pas abdiquer devant l'église comme l'ancien paganisme, de vagues superstitions sans temple, des Francs, il y aurait eu, du mélange des Ibéro-Romains, mêlés eux aussi de quelques Wisigoths, et de ces colons venus d'Arabie, de Syrie, de l'Irak et de l'Afrique, une vraie race nouvelle. Enfin, de même que les rois de titre franc de l'Occident ont à subir les dénégations des Impériaux, qui n'osent pas cependant

les attaquer, les califes de Bagdad lanceront plus d'une fois sur l'Espagne des rebelles les bandes des Maures de l'Afrique. On pourrait trouver même une parallèle des Saxons luttant contre les Germains romanisés des Gaules et des Arabes qui avaient essayé sous un descendant d'Ali de relever à la Mecque la pure tradition du Prophète.

Pépin ne poursuit pas l'idée d'un établissement à Rome, car les Lombards, de bons chrétiens, ne sont pas ses principaux ennemis, et il sait bien que le Pape tient à l'indépendance de ses Etats. Paul, le successeur d'Etienne, un Romain, essaie même de vivre en bons termes avec le roi voisin, qui est pour lui un « très excellent fils ». Ce qui empêcha ces relations de durer ce fut l'offensive byzantine de l'empereur Constantin et de son frère Léon, qui s'étaient révélés comme des furieux ennemis du culte des images, ce qui valut au premier de la part des moines le qualificatif injurieux de « Copronyme », qu'on pourrait traduire en langage convenable : « l'impur ».

Une offensive impériale se dessine, et, comme Byzance a complètement refait sa marine, qui domine la Méditerranée, empêchant presque partout la piraterie arabe, que, du reste, l'Espagne séparatiste n'a jamais exercée, fortifiant, au contraire, ses ports contre les écumeurs d'Afrique, on verra trois cents vaisseaux, dont des lourds dromons, venir à la conquête d'Otrante, de Ravenne. Le duc byzantin s'installe provisoirement à Rimini. On avait promis sans doute au roi lombard de le reconnaître dans sa province italienne, car les forces de Didier, remplaçant cette armée de terre que, malgré l'envoi de six patrices sur la flotte, les empereurs n'ont plus, attaquent la Pentapole, Spolète, Bénévent. Il fallut une énergique intervention des Francs, sollicités cependant eux aussi pour l'alliance impériale, par la demande de Gisèle, fille de Pépin, comme fiancée du fils de Constantin, pour amener de nouveau Didier en pénitent devant le tombeau des Apôtres.

Il ne croira pas cependant la partie perdue et les trou-

bles de Rome, d'où le Pape préside, puissant au lointain jusqu'à Alexandrie et à Jérusalem, mais où les Romains, avec leurs chefs improvisés, de la classe, nouvelle, des nobles, règnent, soutenus par la population romaine de la Toscane, de la Campanie, inciteront son ambition pour provoquer ensuite chez le roi de l'Eglise la conviction qu'un autre régime est indispensable pour ces gens remuants, prêts à mettre en question à chaque moment ce que les circonstances l'avaient amené à bâtir dans l'ordre politique.

Etienne III, un Latin, mais de Sicile, se trouve devant une révolte romaine, à laquelle participe « la foule des paysans ». Il est remplacé pour plus d'un an par l'usurpateur Constantin. Dans cette guerre civile, les Lombards paraissent, « montant, les lumières à la main, sur les murs de la ville et regardant le peuple des Romains » [1]. Constantin est écarté, mais la plèbe demande, comme « élu de saint Pierre », l'anti-Pape Philippe. Bientôt un prêtre lombard essaya de faire entrer les siens à la dérobée. Il fallut, pour apaiser ces discordes, le jugement formel de Constantin, et le parti vainqueur s'adressa à Pépin.

Celui-ci venait de mourir. Ses fils, Charles et Carloman, envoient douze évêques francs pour participer au procès, et, à cette occasion, de nouveau, contre Byzance, on proclame la nécessité du culte des images. Mais cette intervention ne met pas fin aux troubles de Rome, où bientôt Didier s'associera à un nouveau parti contre ceux qui le considéraient comme chef d'une « nation étrangère » pour « délivrer » le Pape, mais pour garder son patrimoine. Il se fortifiera du triple mariage conclu entre Gisèle et son fils, entre ses filles et les deux fils de Pépin, rois au même titre, Charles et Carloman. On pouvait croire que le « pacte général » entre « Romains, Francs et Lombards » allait durer.

Les Impériaux seuls, avec leur duc — la flotte s'étant

[1] Per muros civitatis cum flammula ascendebant, intuentes Romanorum populum ; *Liber pontificalis.*

retirée — restaient isolés, mais non sans faire des actes d'autorité contre ceux des partis romains qui leur paraissaient incommodes.

Les choses se seraient arrêtées là si Didier n'avait pas cru pouvoir disposer lui-même de la couronne franque après la mort de Carloman, dont il abrita la descendance, demandant au Pape de poser la couronne sacrée sur la tête de ces enfants royaux. L'Aquitaine résistant, au nom des droits de la dynastie mérovingienne, à Charles, sous ses ducs : Hunald, Waïfre, il la soutient et donne un asile au premier de ces princes. Décidé à repousser les prétentions romaines sur Faenza, Ferrare, Comacchia, et surtout sur Ravenne, il voulut mettre fin à un débat qui durait depuis deux siècles en occupant Rome. Y étant maître, il s'imaginait pouvoir devenir lui-même le « roi protégé par Dieu », à la place du Franc, et cela sans descendre jusqu'à la fonction d'un simple porteur d'épée pour les intérêts de l'Eglise.

Charles, qui avait répudié la princesse lombarde, lui offrit la paix ; il voulut même la payer d'une grande somme d'or. Didier se sentait assez fort pour résister. De son côté, le Pape demandait instamment le secours de son « fils », du « patrice », du roi créé par et pour le Saint-Siège. Le roi franc parut donc en Italie à la tête d'une armée, mais offrant, à Clusae, après une victoire, de négocier. Une panique se produit dans l'armée lombarde, dont le chef s'enfuit à Pavie, les enfants de Carloman, mort en 771, s'enfermant à Venise. Les villes du patrimoine, de nouveau confirmées au Pape, s'empressent de capituler, et Adrien Ier installe un duc à Spolète. Pavie elle-même est serrée de près pendant six mois. Déjà Charles se considère comme maître de l'Italie possédée par les Germains, et il s'intitule aussi roi des Lombards.

Mais c'est comme patrice romain qu'il est reçu dans la vieille cité des empereurs, le jour de Pâques, choisi intentionnellement, de cette année 774. La cérémonie est extraordinairement brillante, la milice, les *scholae* des pèlerins, les écoles des enfants y participant à la tête de

la multitude qui acclame « Charles le Grand, établi par Dieu, très doux roi des Francs et patrice des Romains » [1]. Avant de revenir pour prendre Pavie, enfermer Didier dans un monastère et chasser son fils Adelchis, le triomphateur fait acte d'empereur en détachant de l'Italie, de *son* Italie, tout l'exarcat, jusqu'à Venise, à Bénévent, à la Corse, pour en faire la propriété perpétuelle du Saint-Siège, de la Romanie devenue terre d'Eglise.

Charles, devenu par la proclamation populaire des Romains un Charlemagne et un nouveau Constantin par la reconnaissance du Pape, qui s'était empressé de faire dériver ses droits sur le « patrimoine » d'une donation faite par le premier Constantin, ne s'occupe, cependant que très peu de sa royauté lombarde en Italie. Il finit la conquête de l'Aquitaine [2], se mêle aux rébellions des lieutenants de l'émir espagnol dans la vallée de l'Ebre, lance ses guerriers contre les Saxons du « roi » Widukind, établissant, sur leur ruine, jusqu'à Münster et Paderborn, cinq diocèses, avec des ducs et des comtes à côté des évêques, baptisant enfin le chef de la résistance païenne. Il dirige les efforts de son fils Pépin contre le *ring* pannonien des Avars qui, affaiblis, végètent sur cette terre de gloire hune et il accompagnera la victoire du baptême de leur khagan, devenu le chrétien Théodore, en même temps qu'il contraint, aussi par l'intervention de l' « apostole » de Rome, son beau-frère Tassilon à se reconnaître simple duc de sa monarchie et Venise à se soumettre. Les moines de Saint-Benoît d'Amiens, un fils de comte qui a pris le nom du réformateur italien, travaillent pour lui en Aquitaine, devenue le royaume de son fils Louis. Son peuple est l' « exercitus christianus », l'armée chrétienne, ses sujets, « la plèbe du Seigneur », la *plebs dominica*, sa

[1] Ipse a Deo institutus benignissimus Carolus Magnus, Francorum rex et patricius Romanorum. — Cf. notre *Orient et Occident au moyen-âge* et les récentes conclusions de M. Halphen, dans la *Revue historique*, année 1923.

[2] Le duc Waïfre a des parents qui s'appellent Mancio, Romistanius (Roumestan), Odo.

résidence, le camp que survole le drapeau du Christ. Il est vraiment celui qui, « écoutant les conseils du Pape et remplissant en toute chose sa volonté, rassemble, les soumettant à son règne, toutes les nations barbares de l'Hespérie et de la partie occidentale » [1]. En même temps, affirmant son caractère, marqué sur sa monnaie d'argent à la croix dominatrice, de « capitaine général » de l'Eglise partie en croisade, il rassemble presque chaque année un concile, il règle par ses capitulaires en patriarche pieux les affaires de l'Eglise, il impose la dîme du clergé.

Pendant ce temps l'Italie, Rome, qui est déjà satisfaite d'avoir en main ses possessions, cherchent à lui échapper. Alors que des ducs lombards résistent à Bénévent, où règne Arichis, à Spolète, dont le recteur, Hildebrand, s'affuble du titre royal, à Clusae, dans le Frioul, en marche slave, Adelchis, le fils de Didier, est allé soumettre son royaume à l'empereur Constantin, qui, malgré des malheurs avec les Bulgares, ses voisins païens, peut se croire de par ce fait un nouveau Justinien récupérateur et restituteur. Le patrice de Sicile a des intelligences dans Bénévent et Arichis a déjà commencé son offensive du côté de Terracina.

Les rapports du Siège romain lui-même avec Constantinople devaient changer, du reste, aussitôt après la résipiscence religieuse de l'Empire. Si Léon IV, fils d'une princesse khazare, donc par sa mère un ami de l'Islam, reprendra la guerre contre les images, sa veuve, Irène, gouvernant au nom de son fils Constantin, essaya dès 786 un retour à l'ancien régime religieux. Mais l'armée se souleva, incitée par les possesseurs des terres de l'Eglise. L'année suivante cependant Rome participait au concile de Nicée, où le nouveau Constantin, innocent des péchés

[1] « Filius et spiritualis compater noster », dit le Pape, « dominus Carolus, rex Francorum et Lombardorum atque patricius Romanorum, nostris obtemperans monitis atque adimplens in omnibus voluntates, omnes Hesperiae occiduaeque partis barbaras nationes, suo subjiciens regno, adunavit. »

de sa lignée iconoclaste, restitua, sous anathème, le culte des images.

Cette même année, Charles, qui ne se déclara pas satisfait de la teneur de ces articles de foi, apparaissait, pour la troisième fois — après le couronnement en 781 par le Pape des jeunes rois d'Italie et d'Aquitaine, ses fils — en Italie, où déjà l'action des empereurs orthodoxes se faisait sentir. La flotte byzantine réapparaissait sur les côtes. Adelchis, qui avait épousé une parente de l'empereur, revient pour régner en roi de création constantinopolitaine qui érige une église de Sainte-Sophie. On vit à Salerne les troupes de Sicile. Arichis menace de son ambition l'Eglise romaine, qui avait dû justifier devant le maître légitime ses adhérences à la monarchie franque, laquelle, réunissant l'Occident, a rendu de grands services à la foi.

Après le retour du roi franc et le mauvais succès d'une tentative de mariage entre les dynasties régissant les deux parties du monde chrétien, la guerre de restauration byzantine se poursuit. Adelchis tombera sur le champ de bataille où il a amené des troupes impériales à côté de ses Lombards et des provinciaux favorables à sa cause, mais son principal soutien, Grimoald, fils d'Arichis, reste, avec les mêmes attaches, et les fils de Charlemagne ne viennent pas à bout de ce Germain qui s'appuie sur les droits de l'Empire autant que sur ceux des rois de sa nation.

Rome oscillait non seulement dans sa politique extérieure entre les deux maîtres, mais aussi dans son ordre intérieur, à savoir entre l'autorité du Pape et l'agitation des Romains. Le successeur, en 795, d'Adrien, fut un Romain sans parti, Léon III, qui, à cause de cette faiblesse initiale, montre ne pas pouvoir se maintenir. Il s'empresse de demander l'envoi d'un mandataire franc pour prendre le serment des Romains, mais les parents d'Adrien, qui avaient espéré en hériter, soulèvent le « peuple », qui se jette sur lui, l'aveugle presque et lui

mutile la langue, le jetant en prison. Le duc de Spolète, un Lombard de naissance, rendra possible, il est vrai, la restauration du malheureux pontife. Mais Charles l'invite à se présenter à sa Cour pour exposer le motif de ce scandale. Le Pape y est absout des accusations portées contre lui et revient à Rome pour appeler devant son tribunal les coupables, qui sont envoyés en France ; un synode romain déclare que personne ne peut juger l'incorporateur du prestige de saint Pierre ; d'après une coutume qui n'est pas romaine le Pape prêtera serment de son innocence dans la basilique de l'Apôtre.

Tout paraissait être arrangé ainsi. Charles s'occupait des Saxons et des Avars, révoltés du côté du Frioul et de l' « Autriche » qui se créait, avec le concours de missionnaires pareils à Boniface, sur la frontière de la Bavière annexée. Il se trouvait devant le danger d'une nouvelle piraterie, sur l'Océan, où paraissent, descendant de leur patrie scandinave, païenne et sauvage, les « gens du Nord », les « Northmans ». Avec l'Empire, où règne Irène en son propre nom, après avoir fait aveugler le malheureux Constantin, les relations étaient normales, malgré l'installation des Francs dans les Iles Baléares, à Venise, en Italie, ce qui signifiait le commencement d'un programme maritime, menaçant pour les Impériaux réduits surtout à la possession de la Mer. Les rapports avec l'émir voisin, en tant que les discordes de Cordoue ne permettaient pas une nouvelle prise de possession chrétienne, et le calife lointain étaient de pure politesse, sans aucune pointe contre la chrétienté byzantine, qui venait d'être de nouveau attaquée, en Asie Mineure, par les officiers des Abbassides.

Il est certain qu'il n'y avait pas d'ambition royale capable de changer les formes d'organisation politique du monde, ni l'essor matériel dans une société où les Romains n'avaient plus de souvenirs particuliers et les barbares ne conservaient plus des concupiscences de pillage et d'exploitation. La Papauté elle-même n'entrete-

nait pas, sous ce pauvre Pape portant les marques de la haine des siens, aucun autre désir que celui de vivre pacifiquement sur ses domaines, sans mécontenter les deux puissances dont elle dépendait et qu'elle n'avait aucun intérêt de remplacer par une seule.

Mais, dans l'esprit de cet Occident unifié sous une forme latine, sous une discipline latine, quelque chose se préparait, que Charles put apercevoir, que le Pape finit par reconnaître, mais qui ne partit ni des désirs du premier, ni de l'initiative du second.

La tradition littéraire de l'antiquité n'avait jamais été interrompue. Les nouveaux mouvements de civilisation qui commencent en Irlande forment sans doute quelque chose en dehors, non seulement de Virgile et des historiens, des penseurs de Rome — l'hellénisme restant cantonné à Constantinople et dans l'Orient qui en dépend, — mais aussi de ces chroniqueurs des monarchies et des nations qui ont comme représentant plus connu et plus distingué Orose. On pourrait même dire que la plupart des Pères de l'Eglise étaient restés étrangers aux préoccupations des missionnaires, des moines de l'extrême Occident.

Il en est autrement des Anglo-Saxons. Inspirés par leurs voisins, dans des limites qu'on ne pourrait pas fixer, ils partent tous d'un maître qui non seulement mérite le respect des contemporains dans toute cette « Hespéria », mais reste digne encore de l'attention de notre époque. Le « vénérable » Bède (Beda), qui n'est pas pour l'Eglise catholique un saint, réunit les qualités d'un théologien préoccupé du dogme à celles d'un mathématicien, cherchant à fixer exactement la date de la célébration des Pâques, à la curiosité d'un historien désirant trouver des explications et toucher aux origines et en même temps à la candeur, à la fraîcheur d'âme d'un poète qui sent la nature environnante et qui goûte et fait goûter aux autres le charme des légendes. Avec un esprit plutôt celtique, il se pénètre de l'ordre romain dans sa pensée. Fils d'une nation médiocre et pauvre, cherchant dans les guerres

sanglantes, souillées d'horribles crimes, son unité, qui sera réalisée, après la décadence de Kent, qui le premier reçut l'évangile, et le départ du doux Egbert, par le dur Mercien Offa, il conçoit une histoire ecclésiastique universelle, qui arrive à ses Anglo-Saxons, mais vise plus loin et plus haut.

Boniface, l'allié des rois francs, le catéchisateur des Saxons, l'archevêque de Mayence, n'est sans doute pas un lettré, bien que son éducation dût dépasser de beaucoup les connaissances du simple Colomban. Les moines d'Aquitaine, formés par un organisateur improvisé, ne sont pas plus savants. Aux monastères nouveaux, comme à Fulda, le travail littéraire n'a pas commencé d'une façon appréciable. Alors que la Grande-Bretagne des Anglo-Saxons a même des œuvres en langue vulgaire, une chronique, le poème de Caeadmon sur la Création, on ne découvre chez les auteurs d'histoire écrivant dans les cités, comme Grégoire de Tours et Frédégaire, aucune trace d'annales monastiques. Elles ne commencent que plus tard, sous Charlemagne, dérivant d'un nouveau courant, qui est italien.

Italien, sans doute, dans un pays où le latin est la langue générale, mais pas aussi populaire. Les moines mêmes du Mont Cassin n'écrivent pas. A peine a-t-on des rédacteurs de diplômes dans un style médiocre. Paul le Diacre forme une exception, et il faut le rattacher plutôt à l'école moderne. Le Livre Pontifical, malgré tout le charme de ses scènes prises sur le vif, n'est pas une œuvre littéraire. La poésie n'existe pas ; on chante des hymnes anciens. On ne pourrait pas même dire qu'il y a des biographes de saints, les saints eux-mêmes devant être cherchés ailleurs, là où l'enthousiasme de la croisade inspire des âmes naïves d'ascètes et de solitaires.

A Bobbio, il y a des Anglo-Saxons qui apportent l'évangile de Bède. Un d'entre ces insulaires, parti pour une propagande et une activité qui ne cherchent pas des barbares non encore convertis, Alcuin, s'est établi provisoirement chez les Lombards de ce Didier au nom latin et aux

tendances romaines. Charles le prend avec lui au retour, comme il faisait avec les calligraphes qui remplacèrent le fouillis compliqué des lettres « mérovingiennes » par sa belle ronde carolingienne, et même avec les manuscrits d'un âge meilleur, avec ces fragments de monuments anciens, avec ces colonnes disparates qu'il emploiera, reprenant, après un arrêt de trois siècles, l'œuvre de bâtisses, pour orner son palais, son église en forme de chapelle ronde, à Aix-la-Chapelle, Aachen sur le Rhin.

L'hôte de la Cour franque n'était pas un homme ordinaire, et il n'y resta pas isolé. Des gens de sa race s'y trouvaient déjà sans avoir inspiré comme lui l'air de l'Italie riche encore en objets d'art intacts. Des Francs façonnés à l'antique s'associèrent à eux sous la protection d'un roi qui, tout en aimant le rôle d'un David, d'un Salomon, savait cependant ce qu'avait voulu et accompli un Auguste. Un cénacle se forma d'abord, aux noms pris dans la Bible ou dans l'histoire de l'antiquité profane. On eut ensuite une école du palais, ouverte aussi à d'autres qu'aux jeunes gens. Enfin des ordonnances royales enjoignirent aux évêchés, aux monastères d'avoir des établissements d'enseignement.

On apprenait la grammaire, le calcul, la théologie avec ces interprétations, d'une subtilité vaine. La conception philosophique était sans doute celle du Christ présent, dont tous les fidèles formaient l'Eglise : son « corps ». En Orient, l'Empire, entouré de sa pompe archaïque et auréolé d'un prestige millénaire, obscurcissait la splendeur de cette image mystique et cependant réelle ; en Occident, il n'y avait pas autre chose que cette grande idée d'unité selon l'esprit. Mais, chez les lettrés qui dominaient cet élan vers les connaissances, il y avait aussi autre chose. Dans leurs lectures latines, ils trouvaient à chaque pas l'autre notion de l'unité nécessaire, indispensable, salutaire, l'Empire des Césars et des légions.

Ce n'est pas par un simple hasard que Charles, qui trouvait du plaisir aux simples vers germaniques et voulait soumettre aux règles une langue qui était parlée

encore même dans ses anciens Etats, s'occupa d'éditer à nouveau le Code Théodosien. Il procédait dans son œuvre de législation en empereur et, en dehors même du domaine idéal, les nouvelles relations avec le Saint-Siège, ce patriciat, cette image, renouvelée, de Constantin, répandaient un peu de l'Empire dans l'air même de l'époque. Dans les voyages italiens ces lettrés voyaient un peu plus que les guerriers des armées franques.

Ils voyaient clairement ce dont les masses populaires qui disposaient de Rome, de sa « Romanie », du « patrimoine », de Venise, avec ses tribuns à côté des maîtres de la milice et des ducs-doges, rêvaient depuis longtemps, ce qui leur paraissait le seul moyen d'empêcher les convoitises lombardes, de maîtriser les querelles des puissants, d'empêcher les revendications grecques, de donner un appui au Saint-Siège perdu dans la vastité même de ses projets. Toute leur correspondance respire comme une soif de l'Empire, de l'Empire unique d'après les traditions anciennes, de l'Empire de souvenirs romains et de langue latine, en relation avec tout ce trésor d'histoire dont venaient les aspirations mêmes de cette classe. Charles, le président de leur Académie, n'est pas un roi germanique, mais bien le *dominus* dans le sens primitif du mot, celui qui doit aller à Rome, s'y faire couronner et y résider. S'il ne demanda pas la dignité de César, — et à qui l'aurait-il demandée : à une population qu'il dominait et méprisait, au Pape dont il ne désirait pas une nomination d'Empire après la création royale de son père ? —, il y était bien préparé par tout ce qui se disait et s'écrivait dans son entourage.

Pour les fêtes de Noël, Charles voulut être à Rome, plutôt en pèlerin. De nouveau, les corporations de toute sorte et la milice populaire, — il n'avait, lui, ni représentant, ni soldats dans la ville, qui continuait sa vie traditionnelle, telle que l'avaient façonnée deux siècles d'autonomie, — sortirent, sous les drapeaux, à sa rencontre. Comme aussitôt après des envoyés de Jérusalem, du monastère du Mont des Oliviers et de Saint-Sabbas, arrivèrent, appor-

tant les clefs du Saint-Sépulcre et du Calvaire, il paraît bien que quelque chose était déjà arrangé. L'hommage de la lointaine cité du sacrifice divin s'ajoutait à tout ce que l'Occident populaire et sacré pouvait donner à la cérémonie d'une révolution dans l'autorité suprême. En tout cas, le roi franc ne s'était pas ménagé cet incident, qui n'est pas dénué d'importance.

On célébrait, le jour même de la Nativité du Seigneur, le service divin à Saint-Pierre. Des mains inconnues posèrent une couronne sur la tête de Charles qui, agenouillé, était en prières. S'il avait su ce qui se préparait, il aurait préféré cette façon d'être couronné à une autre qui aurait entraîné une reconnaissance d'autorité et un devoir de gratitude. Il est impossible que la population romaine qui, en ce moment, disposait de tout, n'eût eu une partie d'initiative par ces chefs de partis qui faisaient et défaisaient les Papes. Du dehors, un grand cri s'éleva, le cri des foules adorant un empereur : « A Charles, très pieux Auguste, couronné par Dieu, grand, pacifique empereur, vie et victoire », *Carolo, piissimo Augusto, a Deo coronato, magno, pacifico Imperatori vita et victoria.*

Ce fut tout. Aucun acte officiel n'accompagna le geste spontané. Charles ne parut pas dans les rues de Rome à cheval, couronne en tête, pour répandre la pluie d'or des ducats au milieu des masses attendant son cadeau d'inauguration. Aucun nouveau fonctionnaire ne fut installé dans la cité qui venait de regagner son empereur, aucune nouvelle dignité ne vint accroître son prestige. Il jugea le procès des ennemis de Léon, « d'après la loi des Romains », ce qui était naturel, mais nouveau, sans faire voir extérieurement ce qui était changé dans son caractère.

Il est bien certain qu'il n'y eut pas de correspondance faisant savoir aux voisins et au lointain empereur légitime, au calife de Bagdad, aux vassaux et aux sujets ce qui venait de se passer. Il eût été difficile de donner des explications. C'était un fait accompli, et on ne chercha pas

à cacher ce qu'il avait d'inattendu et de contraire aux usances.

Probablement même on ne sut ce qui s'était passé que par la nouvelle intitulation de Charles. Il était empereur, mais pas pour son pays. Là-bas, il restait le roi qu'il avait été et qu'il entendait être, d'après les convenances toutes spéciales de la royauté franque. Empereur en dehors de ses Etats ou plutôt par-dessus son royaume, il n'était pas même l'empereur d'un Empire, qui n'existait pas et qu'on ne pouvait pas refaire ainsi. Il était l'empereur de l'Eglise du Christ, agent lui-même du « serviteur des serviteurs du Christ », dans sa mission de croisade et dans cette seule mission.

L'Empire n'était pas cependant une réalité, bien que toute une société, habituée à vivre dans cette forme, transmise d'une génération à l'autre, l'aurait chaleureusement voulue. Il n'avait pas d'organes, et ne pouvait pas, ne voulait pas même en créer [1]. Il était pour les lettrés qui entouraient l' « Auguste » le couronnement des vœux de leur idéologie [2] ; ils se sentaient revenus à l'époque du bon style latin, de la littérature florissante : de vrais Virgile et Horace et Cicéron, rien qu'en regardant aux occasions solennelles ce chef qui était aussi un compagnon d'études, lorsqu'il portait le costume des Césars. Dans leur correspondance, il ne sera question que du grand souverain à la façon romaine, que tout le monde devait respecter et adorer [3].

Mais, pour l'Eglise, il n'était qu'un délégué, qu'un commissaire de ses guerres et de ses ambitions ; il avait

[1] Cf. l'opinion du moine du Mont-Cassin : « Perfudit oleo a capite usque ad pedes eumdem patricium et, circumdans imperatoria veste, coronavit eum imperatorem Romanorum ; usque ad tempora illa a senatu romano imperator coronabatur » ; c. 364.

[2] W. Ohr, *Der karolingische Gottesstaat in Theorie und Praxis*, Leipzig, 1902.

[3] Voy. aussi, dans la *Vie de S. Willibrod* (dans Bouquet, III, p. 642) « hujus nobilissimi Karoli qui modo cum triumphis maximis gloriose regit imperium ».

charge de croisade. Son épée devait continuer l'œuvre de Boniface aux dépens des « paysans païens », des *pagani rustici* [1], au profit des abbayes fondées dans le voisinage des Saxons et des chercheurs d'aventure, des amateurs de crosses épiscopales et de commandements en terre soumise et colonisée. La guerre de « trente-trois ans », dont parle Eginhard, devait être menée avec plus de prestige, l'épée franque étant dorée du prestige romain, la seule vraie autorité de l'époque.

« Se faire chrétiens », se laisser baptiser dans des formes qui devaient être impressionnantes, c'était cependant pour ces rudes guerriers, vivant au delà des frontières de la Bavière plus ou moins obéissante, non seulement le détachement des « démons », l'abandon de leurs symboles sacrés, mais aussi l'abdication de toute liberté et, sans doute, le partage de leurs terres avec les gens de l'ancien voisin royal devenu un empereur pour mieux les dominer. Ils furent donc « perfides », « immensément perfides ».

Déjà on avait employé contre leur opiniâtreté le système des échanges de population pratiqué jadis par Rome. Il y eut des laboureurs saxons en terre d'héritage du roi franc [2]. On travaillait ainsi pour l'idée du « peuple unique », de l'*unus populus* [3] qui devait être, bien entendu, ainsi que le disaient les monnaies impériales, celui du Christ. Les vaincus d'hier étaient employés à combattre les vaincus de demain, les Slaves « wiltzes » ou « wélatabes », les Sorabes, les Obotrites et les Esthes finnois [4], futurs membres aussi de cette même chrétienté unifiée sous le sceptre impérial. Et déjà on s'était attaqué en Pannonie à la confédération présidée par le khagan touranien [5] des nouveaux « Huns », les Avars, maîtres aussi

[1] *Epistolae merowingici et karolini aevi*, p. 299. Il est question de leur « urbs » Erphesfurt.

[2] Eginhard, *Vita*, éd. Halphen, p. 24 (10.000, avec leurs femmes et leurs enfants, pris sur l'Elbe).

[3] *Ibid.*, p. 26.

[4] *Ibid.*, p. 36.

[5] Cf. *Géographie d'Edrisi*, I, Paris, 1836, p. 173 : « chez les Turks, les Thibétains et les Khazars, le roi s'appelle khakan ».

de la Dacie [1] et de tout le littoral danubien habité par une population romane et par des groupements slaves. Ces Avars eux-mêmes entreront dans l' « ordre chrétien » qui s'est substitué à l'ordre romain, lorsqu'ils auront, par la grâce du conquérant, un roi baptisé, qui sera ce khagan Théodore [2]. On les voit se battre avec les Slaves, leurs anciens sujets, et c'est l'empereur qui décide en arbitre [3].

En 803, cette œuvre était terminée. Des chars transportaient en France impériale les trésors, accumulés pendant presque deux siècles, du « ring » des barbares ; là où avait commandé l' « empereur » de la steppe le désert établissait sa triste souveraineté. Les populations, qui, parfois, s'étaient ralliées au maître païen [4], acceptèrent, étant chrétiennes de longue tradition, le régime des évêques et des ducs de la croisade franque. Il fallut cependant s'en prendre aussi aux ancêtres des Tchèques et à cette autre population, probablement slave, dont on n'a pas trouvé l'identification, les Linons [5], peut-être prédécesseurs des « Marhanenses », des Moraves. Pour les lointains Danois et leurs voisins lettes et slaves, il fallut se contenter du seul tribut.

Le cas du « roi » Godefroi est intéressant. Ce chef des Danois aurait eu la grande ambition de créer à nouveau, contre les Francs abâtardis par leurs avatars romains et chrétiens, une Germanie païenne, fidèle à ses traditions séculaires. Maître sans doute de la Frise, il considérait tout Saxon rebelle comme son adhérent [6], rêvant d'établir à Aix-la-Chapelle, dans le palais mis ensemble par Charles avec des fragments antiques recueillis en Italie [7],

[1] Cf. l' « adposita in altera Danubii ripa Dacia ».
[2] Annales d'Eginhard, année 811.
[3] *Ibid.*
[4] Ainsi cette lutte de Trsat, dans laquelle périt le duc de Frioul (Eginhard, *Vita*, p. 41).
[5] *Ibid.*
[6] *Ibid.*, pp. 41-42 : « Adeo vana spe inflatus erat ut sibi totius Germaniae promitteret potestatem ; Frisiam quoque atque Saxoniam haud aliter atque suas provincias aestimabat ».
[7] Voy. plus haut, p. 104.

sa résidence, sa capitale de la revanche victorieuse du vrai germanisme fidèle [1].

En tout cas, il n'y a jamais eu ce maître du monde, présenté par Eginhard, cet Auguste dont les « hommes », les vassaux auraient régné sur l'Espagne libre, — Alphonse, « roi de Gallicie et des Asturies », — et sur les « Scots », seuls chrétiens non soumis directement à son pouvoir [2]. Sans armée permanente, sans trésor, sans fonctionnaires, Charles faisait flotter sur les fidèles du Christ une autorité qui n'atteignait souvent en rien leur indépendance, en tout cas leur autonomie. D'autant moins cet Empire fut-il reconnu par les légitimités impériales, incontestables, de l'Orient.

Byzance était pour ses chefs et ses dignitaires Rome, la vraie, la seule Rome [3]. Elle représentait tous les droits de l'Empire qu'elle n'aurait consenti à partager avec personne. Depuis Justinien, elle ne connaissait en Occident que des usurpateurs du pouvoir qui revenait au « basileus ». Le roi franc pouvait s'intituler empereur ; on n'a jamais pensé à lui reconnaître ce titre, qui était pour les Romains d'Orient une impossibilité constitutionnelle, une profanation des traditions immuables. On alla si loin que, à ce qu'il paraît, les Saxons mêmes furent cédés au Franc par l'empereur byzantin qui se considérait donc leur maître [4]. Le texte byzantin qui mentionne ces prétentions « barbares » ne manque pas d'ajouter que, si empereur il y a, c'est « l'empereur fait par le Pape » [5], sans

[1] Jactabat etiam se brevi Aquasgrani... adventurum ; Eginhard, *Vita*, p. 42.

[2] *Ibid.*, pp. 44, 46.

[3] De son côté, Charles avait eu en vue l'Empire *entier* : dans son trésor il y avait sur des tables les plans des deux Romes (*ibid.*) et sur une troisième celui du « monde entier » (*ibid.*, p. 100).

[4] Moine de S. Gall, II, VI ; cité d'abord par Gasquet, *L'empire byzantin et la monarchie franque*, Paris, 1888, pp. 43-44.

[5] Romuald de Salerne, qui emploie des sources perdues, présente l'ambassade de Léon le Curopalate comme recommandée par le Pape : « quod et Leo Papa satis laudavit » (c. 154). Il cite des « historiae Francorum » (il a connu aussi Eginhard) ; c. 156.

aucune délégation de ce collègue de Constantinople qui seul pouvait s'associer un autre représentant du pouvoir essentiellement unique. L'idée du mariage de Charlemagne avec l'impératrice veuve Irène, dont le fils était lui-même empereur de droit, est absurde ; le même texte constantinopolitain présente ce projet comme un des points d'accusation, controuvés, contre le principal conseiller, un vrai tuteur, de la souveraineté [1]. Si Eginhard, le biographe et l' « encomiaste » de son roi, parle d'ambassades de la part des Byzantins, sous les empereurs Nicéphore, — usurpateur contre le fils d'Irène, dont aucune mission n'est mentionnée dans cette source de premier ordre, — Michel et Léon [2], si les Annales royales n'oublient pas de noter celle qui, à Aix-la-Chapelle, aurait salué Charles du titre d' « imperator », — mais ils auront sans doute trouvé un biais pour ne rien céder sur le fond [3], il s'agissait de simples négociations entre voisins [4]. Il faut faire attention aussi à ce consulat d'honneur que les « Grecs » avaient offert en même temps que la couronne [5]. Le mariage projeté entre le jeune empereur Constantin et Rothrude, fille de Charles [6], n'a aucune importance au point de vue de la situation réciproque des deux Etats, les Constantinopolitains ayant l'habitude de contracter des alliances avec de simples familles princières même.

Car il y avait des territoires disputés. En première ligne celui de Venise, devenue à cette époque, avec ses ducs byzantins d'origine locale, d'élection populaire, mais de

[1] Voy. notre ouvrage cité, *Orient et Occident au moyen-âge*, p. 98 et suiv.

[2] P. 48 ; *Annales Einhardi*.

[3] Voy. aussi les lettres de Charles à Nicéphore et à Michel (811 et 813) dans les *Epistolae karolini aevi*, II, pp. 546, 556.

[4] A l'égard des Byzantins, Charles se présente comme « empereur et auguste, roi des Francs et des Lombards », s'adressant au « glorieux empereur et auguste ».

[5] Cf. Gasquet, ouvr. cité, p. 408, note.

[6] Annales de Lorsch, *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, I, p. 32 (cf. XVI, p. 497).

confirmation impériale [1], une importante place de commerce. Elle ne voulait pas du Franc, mais elle jouait au Franc pour se gagner des concessions du côté du maître. Ces « hypates » constantinopolitains aux noms latins plébéiens d'Ursus, Deusdedit, etc. [2] se rendaient bien compte du fait que ce n'était pas « l'empereur d'Occident » qui détenait, avec la domination de la Mer, les sources de leur puissance [3]. On nommait « Grèce » l'Orient romain, mais son chef reste l' « empereur » [4]. On signalait l'origine orientale : de Salonique, de Croatie, de Salone, de Sebenico, de Cattaro, de Pannonie, des grandes familles [5]. On poursuivait avec attention les guerres et les épreuves des Byzantins, et en 820 on allait leur fournir en Sicile le secours des vaisseaux de Venise [6]. Les patriarches vénitiens restaient étroitement reliés, malgré la différence du rite, à la Capitale romaine du Bosphore. Du reste Eginhard reconnaît que Charles « renonça » par amitié pour

[1] Voy. Musati, *Il principato veneziano,* dans le *Nuovo Archivio Veneto,* XXXIV, p. 5 : « Il doge non era stato in origine che uno dei soliti *duces,* la cui nomina da parte dell' assemblea popolare (le *populus venetus*) doveva ricevere la sanzione degli imperatori *romani* d'Oriente, perchè il processo di formazione del ducato di Venezia per nulla diferisce da quello con cui si formarono i ducati bizantini di Calabria, di Napoli, di Gaeta e di Amalfi ». Voy. aussi notre *Orient et Occident au moyen âge* et nos *Papi şi Împăraţi,* p. 75-76 ; puis nos *Points de vue sur l'histoire du commerce au moyen-âge,* Paris, 1924, p. 52 et suiv.

[2] Il y avait eu dans la liste des doges aussi des Grecs comme Christophe : « qui fuit nacione Graecorum, consanguineus Narsis patricii » (Chronique d'Altino, dans l'*Archivio storico italiano,* VIII, année 1845, p. 47). Un Kalemannus « filius Andreali », p. 52.

[3] D'après la Chronique de Jean le Diacre (éd. Monticolo, p. 105) un « Ebersagius » de Constantinople déposa en 811 les deux doges.

[4] *Chronique d'Altino,* loc. cit. : « in Graecia imperatoris potestatem » ; « in Graecia nuntios ad imperatorem » ; *ibid.,* p. 53.

[5] *Ibid.,* p. 87 et suiv. Sur la conception populaire du nouvel empire voy. p. 221 : « Iste (Carolus) instituit romanum et constantinopolitanum imperium de Roma, apostolica sede, coronam recipere, ut consuetudo erat constantinopolitanis imperatoribus in mediolanensem civitatem venire et ibi sedere », etc. Pépin lui-même aurait été aussi de sang grec (*ibid.,* p. 221).

[6] Jean le Diacre, loc. cit., p. 109.

l'empereur d'Orient, avec lequel il avait un traité, à la possession des « cités maritimes » [1].

Les Etats de Charles étaient bornés au Sud, en Italie, par le territoire disputé entre le duc lombard de Bénévent, auquel Bernard, lieutenant de Charles, impose un tribut [2], et les Grecs [3]. Or le duc était souvent en conflit ouvert avec l'empereur ; il apparaissait donc à ce dernier comme un ennemi commun avec les Francs, utiles sous plus d'un rapport, bien qu'on ne désirât pas trop avoir pour voisin cet ami [4].

Mais le différend le plus important était celui qui regardait la Dalmatie. Depuis longtemps les prétentions de l'Orient et de l'Occident s'opposaient, intransigeantes. Ces Slaves du Sud, Serbes, Timotschans (du Timoc), « Predenecentes », qui attaquèrent les officiers du successeur de Charles, ses ducs de Dalmatie et de Liburnie, comme Ladusclas et Barna, étaient considérés par Byzance comme des clients. Le patriarche de Grade les a sous sa garde. Sous Charles, Byzance défendit ces contrées istro-dalmates les armes à la main, et, en 807, après une campagne heureuse, le lieutenant de l'empereur en Italie, son fils Pépin, devait conclure une trêve avec le commandant de la Sicile dont la flotte veillait dans le port de Venise [5]. Battus une fois à Comacchio par une flotte franque improvisée, les « Grecs » regagnèrent cette base vénitienne et finirent pas imposer leur point de vue. Le doge Willéric sera chargé même, avec l'évêque de Bâle, avec le comte de Tours et un Frioulan, de proposer au « basileus » le

[1] Pp. 48-49.

[2] Romuald de Salerne, c. 154.

[3] Eginhard, *Vita*.

[4] Φράγκον φίλον ἔχῃς, γείτονα μὴ ἔχῃς ; Eginhard, loc. cit. Cf. Harnack, ***Das karolingische und das byzantinische Reich in ihren wechselseitigen Beziehungen***, Göttingen 1880. Il relève le passage de Simon de Durham : « legati Græcorum... ad eum veniebant, rogantes ut illorum regnum susciperet et imperium ». Mais c'est, dans une source si tardive, une simple tradition sans valeur.

[5] Annales franques, à cette date.

traité de renoncement. Ce n'est pas sans s'être entendus avec les rusés politiciens de la Nouvelle Rome que certains d'entre ces Liburnes et Dalmates, comme Liudewit, levèrent l'étendard de la révolte contre les ducs de l'intrus franc.

En Orient musulman, il y avait un puissant monarque, que les Francs de la Cour de Charlemagne, l'appelant d'un nom biblique : Aaron pour Haroun (al Raschid), intitulaient seulement « roi des Perses », tout en reconnaissant qu'il « détenait tout l'Orient sauf l'Inde », cette Inde dont on avait donc quelques notions en Occident. Le calife ne pensait guère à visiter l'empereur par ses ambassadeurs, mais, comme ce protecteur de la chrétienté avait envoyé des émissaires à Jérusalem [1], avec des dons aussi pour le maître infidèle de la ville sainte, la politesse orientale crut devoir répondre par des cadeaux [2], qui accompagnaient ces « clefs de Jérusalem », donnés par le patriarche, sur le compte desquels on s'est fait si longtemps des illusions [3]. Chaque ambassade « persane » devait être le retour pour une ambassade franque. Ces onguents, ces aromates, ces étoffes d'Orient, ces candélabres, cette riche tente, cette horloge et cette orgue mécaniques, cet éléphant dont on donne le nom arabe, pouvaient exciter la curiosité des Francs et flatter leur vanité, mais aucun sens politique n'y était contenu. Du reste, pour le calife, chef religieux, la chrétienté ne pouvait avoir qu'un seul chef, sans délégation ou vicariat, le Pape. C'est la même conception qu'exprime, trois siècles plus tard, dans cet Orient aux idées durement opiniâtres, le géographe arabe Edrisi : « Le prince qu'on nomme

[1] Voy. pour ces dons aux chrétiens non-libres Eginhard, *Vita*, p. 78.

[2] Cf. Chronique du Mont-Cassin, c. 364 : Haroun aurait aussi envoyé les reliques de saint Cyprien. D'après Romuald de Salerne, il aurait cédé un emplacement au Saint-Sépulcre ; c. 155.

[3] Eginhard, pp. 46, 48 ; Annales d'Eginhard. Cf. L. Bréhier, dans la publication « Chambre de Commerce de Marseille, Congrès français de Syrie », 1919, p. 15 et suiv. et Ganshof, dans la *Revue belge de philosophie et d'histoire*, année 1925, compte rendu de notre *Histoire des Croisades*.

Pape est supérieur en pouvoir à tous les rois ; ceux-ci le respectent à l'égard de la divinité... Sa puissance spirituelle surpasse celle de tous les rois de la chrétienté, et nul d'entre eux ne peut s'opposer à ses arrêts [1] ».

Dans ses Capitulaires, avant le couronnement, Charles s'intitule « roi par la grâce de Dieu, et recteur du règne des Francs, et dévoué défenseur de la Sainte Eglise, et auxiliaire en tout du Siège apostolique » [2]. Il est, ainsi qu'on l'écrivit sur sa tombe, l' « empereur de la vraie foi » — *orthodoxus imperator* [3], — et *pour* la vraie foi. La définition est exacte. Charles ne gêne pas même de sa présence, — et c'est en pèlerin, rarement en juge, qu'il avait paru trois fois avant 800 à Rome, — l'autorité, maintenant garantie contre tout barbare et contre les tumultes de la populace romaine, de ce Siège. Il n'est pas l' « homme » de saint Pierre, comme le seraient certains rois à son égard, mais il sait lui devoir un prestige qu'à lui seul il n'aurait jamais su se gagner. Le Pape est libre de correspondre directement avec ces autres empereurs, les souverains légitimes d'hier, avec lesquels il n'a pas rompu formellement, malgré l'acte de 800 [4]. Au fond, comme on le verra bientôt, il se croit gardien « de l'unité de la Sainte Eglise de Dieu » [5]. Le « peuple des Francs » n'est qu'un des membres de cette Eglise, et c'est par pure opportunité qu'on a jeté la pourpre impériale sur les épaules, recouvertes d'une saie barbare, de son chef. Lorsque le roi northumbrien exilé Eandulf est rétabli, le *Liber Pontificalis* ne manque pas de dire qu'il dut ce succès « aux ambassadeurs du pontife romain et de l'empereur », qui vient en seconde ligne. Lorsque l'Empire se crée une flotte pour dominer, contre les voiles sarrasines

[1] *Géographie*, II, p. 252.

[2] Gratia Dei rex regnique Francorum rector et devotus Sanctae Ecclesiae, defensor atque adjutor in omnibus Apostolicae Sedis.

[3] Eginhard, *Vita*, p. 88.

[4] Léon III fait écrire le symbole de la foi en même temps en lettres grecques et en lettres latines (*Liber Pontificalis*).

[5] Etienne V verra l'empereur Louis, fils de Charles, « pro confirmanda pace et unitate Sanctae Dei Ecclesiae » (*ibid.*).

qui pillent Civita-Vecchia, Nice, les Baléares [1], le bassin occidental de la Méditerranée, le Pape considère ces régions riveraines comme étant — écrit-il à Pépin — « votres et notres » [2]. Le rôle de l'empereur est, sous ce rapport, très précis : veiller à l'élection paisible du chef de la chrétienté, le reconnaître comme tel, le garantir contre ses ennemis.

Répondit-il au moins aux besoins pratiques du monde chrétien, qui lui avait été confié, cet Empire dont la légitimation n'arrivait pas à se préciser d'un côté, à s'imposer de l'autre ?

Si le royaume de revanche des Danois s'évanouit presque à la mort de son chef, les pirates auxquels Godefroi avait imposé une discipline commencèrent bientôt à travailler sur leur propre compte. On appelait « Gens du Nord », Normands, ces écumeurs hardis qui, sur leurs troncs d'arbres rudement creusés, cherchaient les embouchures des fleuves pour piller et passer l'hiver au milieu d'une population terrorisée, — car tel est le caractère de leurs « invasions ». En vain Charles voulut leur imposer respect, en 800 même, par des garnisons, si maigres, et par une flotte dont on n'entend jamais parler. Les îles de la Frise paraissent être devenues en 810 leur séjour permanent. Et, en Méditerranée, le plus hardi des coups tentés par les Sarrasins, unis sans doute à beaucoup de renégats et de mécontents chrétiens, tombe au moment où l'empereur fermait les yeux [3].

L'Empire ne signifiait pas même une grande ère de labeur, de richesse et d'art. On a montré que les Mérovingiens, si décriés, représentaient une phase plus favorable à l'économie franque [4]. Si Charlemagne prit l'initiative de réparer les églises qui se ruinaient [5], il ne laissa après lui, ni en Italie, ni sur terre des Gaules, un monument tant

[1] Eginhard, p. 52 : Annales d'Eginhard, années 798, 813.
[2] Regestes de Jaffé. Cf. nos *Papi și Împărați*, p. 77.
[3] Annales franques.
[4] Pirenne, dans la *Revue belge de philosophie et d'histoire*, I.
[5] Eginhard, *Vita*, p. 52.

soit peu important, destiné à commémorer son règne. Sous ce rapport, il fut très peu romain. De pièces d'emprunt fut fabriquée, — nous l'avons déjà dit, — cette médiocre église d'Aix-la-Chapelle, à l'inscription en lettres rouges, ainsi que le palais voisin. Charles resta l'ancien chef franc, préoccupé de bien administrer ses domaines, donnant un exemple aux gens de bonne volonté [1]. Son pont de Mayence était en bois, et il fallut dix ans pour le bâtir [2]. Combien était plus magnifique l'aspect de l'impérialisme byzantin, combien plus généreusement féconde l'œuvre du calife !

Charles procéda en empereur avant le couronnement, en 781, le jour même où, comme l'avaient fait les Impériaux d'Orient à l'égard d'un Théodoric, il créa un roi d'Italie, — les annales officielles emploient le terme, répété par Eginhard dans la « Vie », — nommant dans cette qualité son fils Pépin, puis un petit-fils, Bernard [3]. Comme on le voit, il entendait créer une vraie dynastie carolingienne pour l'Italie délivrée des Lombards.

Mais il ne dépassait pas le cercle de vision restreint, domestique, pour ainsi dire, du roi barbare, à l'ancienne façon, lorsque, considérant ses territoires comme de simples héritages ou acquisitions personnelles, — ce à quoi jamais un Romain, un homme de l'antiquité, n'aurait pensé, — il en fit, par deux fois (en 806 et en 811) [4], la paternelle et très précise distribution entre ses fils, d'après l'ancien droit germanique. Ce fut par un simple hasard, la mort de ses aînés, que le bon jeune prince Louis eut, en 814, la succession de tout le royaume franc et des terres que son père, comme roi d'abord, comme empereur ensuite, lui avait ajoutées [5].

Louis était déjà roi d'Aquitaine, province qui, appuyée

[1] Voy. le *Codex Carolinus*, dans les *Epistolae merowingici et karolini aevi*, I, p. 614, et Eginhard, *Vita*, p. 76.

[2] Eginhard, *Vita*, p. 90.

[3] *Ibid.*, p. 58 ; Annales d'Eginhard, années 781, 810.

[4] Un premier partage ordonné par Charles comme roi, en 780.

[5] Pour le partage des trésors, le document donné par Eginhard, *Vita*, p. 94 et suiv.

sur l'énergie durable d'une très vieille race, conservait une certaine autonomie. Car le partage était déjà entré en vigueur : les héritiers s'étaient casés chacun sur sa portion dûe. Pour lui assurer cette couronne impériale qui lui avait été donnée à lui seul et pour une opportunité qui paraissait devoir être passagère après le retour définitif des Byzantins à l'orthodoxie, gardée par l'ancienne Rome, Charles s'arrogea un droit qu'il n'avait certainement pas et dont l'idée lui avait été probablement suggérée par ses conseillers habitués à lire les pages de l'histoire romaine. Il était considéré comme le nouvel Auguste même avant le panégyrique d'Eginhard, et il imita donc Auguste, en nommant et couronnant, en septembre 813, sans consulter et avertir le Pape, sans envoyer à Rome le nouveau César, Louis, comme corégent dans l'empire [1]. La cérémonie, décrite par Thégan, fut imposante. L'empereur s'adressa aux assistants, leur demandant s'ils acceptent son fils, puis, après leur acquiescement, il enjoignit à celui-ci de prendre lui-même la couronne, déposée sur l'autel et de la poser sur sa tête [2], — usage recueilli dans quelque vieux cérémonial de Byzance. Les acclamations du peuple éclatèrent aussitôt, et Charles rendit presque sacerdotalement grâces à Dieu pour l'acte qui venait de s'accomplir. Son biographe sent le besoin d'invoquer l'appui de l' « opinion publique » et d'assurer que « l'idée paraissait lui venir de Dieu pour l'utilité du *regnum* » [3]. En créant en même temps un second roi d'Italie, — depuis trois ans la couronne de ce royaume était vacante, — Charles semblait indiquer qu'après lui aussi l'Empire, chose romaine, sera, pour sa terre de base, purement nominal.

Ceci ne suffisait pas cependant pour la légitimité telle que pouvait la comprendre le Pape. Aussi, à peine élu et reconnu, Etienne V s'empresse-t-il de venir verser de

[1] Eginhard, p. 84, et les Annales, à cette date.

[2] Tunc jussit eum pater ut propriis manibus elevasset coronam, quae erat super altare, et capiti suo imponeret » ; chapitre 6.

[3] Eginhard, loc. cit.

l'huile sainte sur la tête du nouveau César [1]. Lorsque l'évidence se fera que Louis n'est pas capable de maintenir l'œuvre de son père, on parlera à Rome de la « regalis excellentia » qui y réside, et la formule du « sénat et du peuple romain » ressuscitera.

[1] Jaffé, ouvr. cité.

CHAPITRE VII

La tragédie de l'empire chrétien des Carolingiens

Louis avait été élevé loin de la Cour. En Espagne, conquérant de Barcelone, de Lerida et de Huesca [1], il avait fait fonction de chef d'armée capable et énergique. L'atmosphère littéraire et théologique de l'entourage impérial, dont, pour des crises d'âmes ou pour des crimes d'Etat, des membres disparaissaient pour s'enfoncer dans quelque couvent lointain, avait cependant déteint sur lui : il savait le latin et même le grec, — n'était-il pas l'empereur pour tout l' « orbis » ? — et il s'entendait à lire et à chanter au lutrin. Lorsqu'on l'appelait *pius*, un caractère religieux s'ajoutait à l'appréciation, admirative d'abord, méprisante ensuite, de sa bonté, de sa nature « débonnaire ».

Il aurait pu, comme il était brave de nature, régner paisiblement sur son grand héritage si son pouvoir s'était appuyé sur une base solide. Ce n'était pas cependant le cas. L'œuvre des Carolingiens était tout de même une improvisation à base de parti, de clique même. On pouvait couvrir d'injures, accabler d'anecdotes infamantes les « vains » [2] rois de la Maison de Mérovée ; ceux-là venaient de la légende, ils tiraient leur pouvoir des dieux, alors que les Carolingiens venaient d'un simple acte de violence et se maintenaient par la dévotion per-

[1] Annales d'Eginhard, années 797, 806 ; *Vie de Louis* par l' « Astronome ».

[2] C'est le terme qu'emploie Hermoldus Nigellus dans la biographie d'Eginhard.

sonnelle, facile à décourager et à détruire, de leurs partisans. Ils avaient des millions de sujets sans valeur politique, ils disposaient de villes dont l'esprit d'autonomie avait disparu, mais ils dépendaient de leurs « fidèles », de ceux qui voulaient bien se reconnaître leurs hommes.

C'est là l'origine du conflit qui aussitôt éclata pour se prolonger pendant des années et pour être répété dans des formes similaires sous les règnes suivants.

Le « populus », ce qui signifie la masse de ces fidèles, qui avait déjà exercé une certaine pression sur la vieillesse de Charles, moins fière et glorieuse qu'on ne le croit, pour lui faire distribuer de son vivant les couronnes de ses Etats, élève des prétentions dès 817, trois ans après la mort du premier empereur franc. On veut dès lors savoir quelle sera l'appartenance immédiate de chacun ; une nouvelle « division des Etats » est tumultueusement réclamée. Une « assemblée générale », qui fut probablement plus fréquentée que celle de 811, une assemblée composée de nombreux évêques, de quelques abbés, d'un certain nombre de comtes, admit que Lothaire soit « couronné » et que ses frères, Pépin et Louis, aient l'un la Germanie (Bavière, Saxe et provinces récemment acquises), l'autre l'Aquitaine, des deux côtés de la montagne. Mais Lothaire avait, encore une fois sans aucune consultation du Pape, du peuple romain, le caractère de corégent [1]. De ce fait, il annulait, sinon la donation, renouvelée, de l'Italie à Bernard, au moins ses visées à l'Empire.

C'était le parti impérial, les clercs de l' « Académie » de Charlemagne, comme Agobard, les membres bâtards de la famille, comme Nithard, les vieux fidèles comme Wala [2], qui avaient voulu sauver, au moins de cette façon,

[1] Chronique de Moissac et Agobard.

[2] Voy. Himly, *Wala et Louis le Débonnaire*, Paris, 1849. Cf. Nithardus, p. 2 : « Lodharius post discessum ejus universum imperium haberet, cui et una secum imperatoris nomen habere concessit ». Louis aurait agi « more parentum nostrorum » (cf. Himly, ouvr. cité, p. 81).

l'unité de l'Empire. Ils formaient cependant une minorité, ceux qui se rappelaient avec émotion l'époque où « l'heureux Charles, appelé à juste titre empereur par toutes les nations, avait laissé toute l'Europe pleine de tous les biens » [1]. La majorité ne voulait pas de cette forme vaine et encombrante de l'Empire réunissant, sinon des nations avec la conscience de leur caractère distinctif et de leur mission différente [2], des territoires habitués à vivre séparément et que la conquête franque n'avait pas fondus.

Des intrigues divisèrent aussitôt les leudes. Des changements à vue se produisirent à la Cour, où il y eut des vainqueurs et des vaincus, des sanctions et des revanches. Bernard se leva en armes et, pour la première fois, le sang de Charlemagne coula : condamné par le « jugement des Francs », le malheureux roi mourut des suites de son aveuglement [3]. L'empereur ne trouvait pas d'appui. Son second mariage avec la princesse « guelfe » Judith (Jutta) devait lui susciter de nouveaux ennemis même avant la naissance d'un prince auquel il donnera le grand nom de son père, ce qui n'était pas de nature à calmer les envieux craignant un autre partage.

Il y avait dans le passé de Louis un meurtre, des claustrations forcées, qui avaient atteint ses frères bâtards, des violations de la coutume. Charlemagne aurait passé par-dessus les critiques et les protestations. Mais Louis voulait vivre selon la Bible, en saint. Et reconnaître ses péchés est le premier devoir du bon chrétien ; il doit le faire publiquement. Chefs des « fidèles », les évêques conseillèrent, organisèrent et accomplirent la cérémonie inouïe, qui ne choquait cependant guère à une époque où les monnaies de Louis ne portaient que ceci : « religio christiana ». La monarchie selon l'Ecriture avait com-

[1] Karolus bonae memoriae et merito magnus imperator ab universis nationibus vocatus... omnem Europam omni bonitate repletam reliquid ; Nithard, p. 2. Il aurait accompli ce qui s'était montré impossible à la « puissance des Romains » même (*ibid.*).

[2] Voy. à la fin de ce chapitre.

[3] Annales d'Eginhard et Nithard.

mencé. Il y avait une Jézabel, et Louis ne croyait pas s'amoindrir en jouant le rôle d'un Achab repentant.

On avait eu l'empereur du Pape ; celui des évêques, premiers parmi les « fidèles » ignorants, l'a déjà remplacé. On se croirait en pleine Espagne wisigothique, que Louis devait, du reste, connaître par son gouvernement, de longues années, en Aquitaine. Le « règne » se poursuivra donc dans cette même direction, les yeux du « pieux » César tournés vers le ciel.

Aussitôt, en 823, Lothaire va se faire reconnaître et consacrer empereur par le Pape, alors Pascal, ce que son père avait négligé de faire [1]. Il avait été, du reste, invité par le Pontife, conscient de ses droits, violés un moment par Louis, à faire ce voyage. Il se considère comme le vrai régent, et, lorsqu'un fils naît de Judith, un nouveau Charles, son impérial aîné se charge de sa tutelle ; il promet de lui trouver, dans un nouveau partage, des terres pour son avenir.

Mais bientôt, la situation du jeune « Auguste » est ébranlée. Les partisans de l'Empire le soupçonnent d'accueillir les mauvais conseils des parents de sa femme, fille du comte Hugues. Louis se cherche un confident et un défenseur et il va jusqu'à ressusciter presque le majordomat, en faisant du comte de Barcelone, duc de Septimanie, devenu « chambellan », le second dans ses Etats [2]. C'est un homme redouté : on le soupçonne de vouloir tenter le meurtre en masse des « seigneurs de la terre » et « d'envahir l'empire » [3]. Par un simple « édit »,

[1] Hlotarius, rogante Paschale Papa, Romam venit et... regni coronam et imperatoris et augusti nomen accepit ; Annales d'Eginhard, année 823. A cette occasion, il donne au Saint-Siège la « constitution de Lothaire » ; Bouquet, VI, p. 410.

[2] Camerarium in palatio... Secundum a se in imperio praeficit ; Nithard, p. 3 (cf. Annales d'Eginhard, année 829). Plus tard, un moine rêve aussi d'être « secundus in imperio » ; *ibid.* De même deux amis de Lothaire demandent à être établis chacun comme « secundus post Lodharium in imperio » ; ch. 4.

[3] *Vita Walae* : « Cum qua, si cederetur, imperium pervadere et omnes seniores terrae aut interficeret aut male subjugaret oppressos, sin alias, ad Hispaniam cum ipso se transponeret ».

sans assemblée du peuple, sans participation des leudes, l'enfant Charles obtient l'Alamanie.

Mais le gouvernement par les assemblées résiste. Lothaire, disgracié, s'en sert contre son père. Il s'agit de « restaurer l'état des affaires publiques » [1]. On se rassemble en pays romain, à Compiègne, dans cette région, « entre la Seine et la Loire », qui commence à avoir un caractère politique spécial [2]. La « reine », — elle n'a pas été couronnée comme impératrice, — entrera au couvent pour faire résipiscence, ses frères seront relégués en Aquitaine où s'est déjà enfui Bernard, le favori, dont le frère est aveuglé. Charles sera élevé pour être moine. De nouveau, tout le pouvoir appartient à Lothaire (830) [3]. Louis, isolé, est un prisonnier d'Etat [4].

Les évêques l'ont puni d'avoir envahi le bien des églises ; quatre conciles lui avaient cependant indiqué les conditions dans lesquelles un empereur peut éviter de devenir un tyran [5]. Mais, si c'est l'opinion de l'Eglise riche et dominante, il y a aussi le sentiment des moines auxquels on a confié le pénitent, et tout un « peuple », surtout dans cette région de l'ancienne « France » neustrienne, le partage [6].

Le premier promet donc de « mieux gouverner » : c'est tout ce qu'on veut de lui. Pépin et Louis se laissent gagner : ils veulent avoir chacun la place de Lothaire. Possesseurs d'une partie des Etats de Charlemagne, ils rêvent de l'empire intégral et ils trouvent des amis qui le leur assurent. Après quelques mois d'interrègne, Louis est rétabli et son ancien entourage revient (831).

Mais la querelle éclate de nouveau lorsque le vieil empereur donne à Charles l'Aquitaine, dont les chefs vou-

[1] « Ad restaurandum rei publicae statum » ; Nithard, loc. cit.

[2] Voy. *ibid.*, ch. 5. Cf. aussi ch. 6 : « portio regni inter Sequanam et Ligerem ».

[3] Nithard, ch. 3.

[4] Il est tenu dans une « libera custodia » (*ibid.*).

[5] Himly, ouvr. cité, p. 111 (d'après les *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, III, p. 33).

[6] Nithard, ch. 3, 4 (a Francia manu valida collecta, cum universis).

laient avoir un souverain à part. Cette fois les trois fils aînés se coalisent contre l' « édit » qui empiète sur leurs droits. Ce ne sont plus cependant les « fidèles » qui sont convoqués pour prendre des mesures et sauver la « république ». On ne sent pas l'action des évêques. C'est l'ambition de l'Empire qui se retourne contre la possession de l'Empire, les empereurs de demain qui attaquent celui de l'heure présente. Aussi, tout en rassemblant des armées pour le « jugement de Dieu », fait-on appel au Pape, et le nouveau représentant des droits de saint Pierre apparaît, entouré de ses Romains qui l'ont voulu et qui le dominent, pour rétablir ce qu'il croit être l'ordre des choses légal. Probablement Lothaire, auteur de la « constitution » pontificale, espérait-il tout du pontife.

Mais aussitôt, sur ce « champ rouge » d'Alsace, devenu « campus mentitus », « champ des mensonges », la réalité s'impose. On ne se bat pas entre fidèles ; on discute, on flatte, on corrompt, on terrorise, on gagne. Les fidèles prennent leur parti ; ils ne veulent pas de l'empereur de Bernard, de Judith, de celui des moines et du « peuple », des Aquitains et de la « France ». La « reine » ira en Italie sous bonne garde. L'empereur entendra devant les évêques la liste complète de ses péchés anciens et nouveaux. Il est tout simplement déposé et de nouveau le vêtement de pénitent le recouvre [1]. La large part faite à Louis, toutes les terres allemandes, du Rhin au Danube de Pannonie, montre bien qui avaient été les auteurs du grand « mensonge » (833).

Le Pape n'avait pas réagi ; il paraissait sanctionner de sa présence le nouveau règlement de l'Empire. On l'avait accueilli, du reste, avec peu de sympathie ; il se trouva des évêques comme Agobard pour lui promettre une résistance s'il attaquerait, une contre-excommunication s'il oserait lancer contre eux les foudres de l'Eglise [2]. Louis

[1] Nithard, ch. 4 ; *Mon. Germ. Hist., Leges*, I, p. 368.

[2] Si excommunicans adveniret, excommunicatus abiret ; *Vita Ludovici*, ch. 48. « Si nunc Gregorius Papa irrationabiliter et ad pugnandum venit, merito et pugnatus et repulsus recedet » *Vie d'Agobard*).

lui-même parut gêné de cette intrusion [1]. Quant à Wala, il souligna vertement que les hymnes des anciennes réceptions solennelles manquent parce que Grégoire est venu en homme de parti [2].

Mais le peuple des régions romaines se maintient fidèle à l'ancien souverain aquitain. On avait commis l'erreur d'enfermer à Saint-Denis, en plein territoire de romanité, Louis et son jeune fils. On vient le délivrer. Lothaire qui le surveillait retire ses soldats et s'en va lui-même en Germanie lointaine. Des évêques sont à la tête des masses, et voici qu'en rendant au pécheur ses armes on le couronne presque à nouveau [3]. Après avoir repoussé une attaque de Lothaire à Orléans, il ajoute, à Carissy, aux possessions de Charles un lambeau de cette terre de loyauté opposée à celle de la trahison [4].

Louis continuera, dans les difficultés des nouveaux partages, peu intéressants, et des nouveaux conflits, en pleine assemblée, comme à Aix-la-Chapelle, ou par édit [5], à s'appuyer sur ce territoire, qu'il connaît et qu'il aime. Ce sont les « fidèles » qui règnent, qui « ont gagné l'habitude de régner » [6], mais déjà ils se distinguent entre eux ; ils représentent plus que leurs intérêts et leurs ambitions : les anciennes divisions territoriales, berceau des nations, surgissent et les dominent. Le jeune Charles, créé par les armes et la couronne que lui a données son père seul, appartient à une de ces réalités territoriales qui sera la France dans un autre sens que celui de la conquête de Clovis : dans le partage de 839 entre lui et Lothaire, — Pépin étant mort et Louis devant se contenter de la

[1] « Indecentius quam debuit », dit la *Vita Ludovici* de la réception faite au pontife (ch. 48).

[2] Nos ideo te more antiquorum regum, sancte pontifex, non suscipimus cum hymnis et laudibus alioque dignitatis tuae et religionis honore quia tu non sic venisti sicut tui praedecessores ad nostros vocati venire consuerant (*Vita Walae*).

[3] Coronam et arma regi suo imponunt ; Nithard, ch. 4.

[4] *Ibid.*, ch. 6.

[5] Assemblée en 837 ; édit en 838.

[6] Fideles qui invaserant et rem publicam regere consueverant ; *ibid.*, ch. 4.

Bavière, — Charles doit avoir tout ce qui est à l'Ouest de la Meuse, Aquitaine et France réunies dans un bloc romain [1]. S'il y a une dissension, c'est que les gens de Pépin préfèrent avoir dans son fils homonyme un roi aquitain [2].

Si le martyr de sa faiblesse et de ses vertus, mais surtout de la crise politique meurt à Metz, enseveli à la hâte par son frère Drogon (juin 840), c'est qu'il devait poursuivre Louis, le « germanique », de nouveau rebelle. Mais il revenait d'Aquitaine et il avait laissé à Poitiers le fils qu'il aimait le plus et pour lequel il avait souffert.

Ceux qui voulaient, comme Wala, « l'unité et la dignité de l'Empire » [3], durent se réjouir lorsque Lothaire, depuis longtemps appui de son père, annonça tout simplement « qu'il vient dans l'Empire qui lui avait été donné jadis » [4]. C'était, d'après la *Vita Walae*, un Honorius, de même que son frère Pépin avait été, à la façon grecque, un Melanius. Il espérait faire de son titre une réalité; c'est pourquoi il attaqua d'abord Louis, puis Charles, qui, cependant, et malgré l'opposition du fils de Pépin, la trahison de l'abbé de St-Denis, du comte de Paris [5], de sa propre sœur, Hildegarde, et malgré l'opposition des Bretons de Noménoé, jouissait d'un appui des leudes dans lequel il n'y avait pas seulement le sentiment de fidélité et l'affection personnelle, mais, déjà, un instinct de race [6].

Pour décider le conflit entre le défenseur intéressé de

[1] Nithard, ch. 7. Voy. Mabille, *Le royaume d'Aquitaine et ses marches sous les Carolingiens*, Toulouse, 1870.

[2] Nithard, ch. 8.

[3] *Vita Walae* : « unitas et dignitas totius imperii ».

[4] Se venturum in imperium quod olim fuerat illi datum ; Nithard, II, ch. 1.

[5] Comes parisii civitatis ; Nithard, II, ch. 3.

[6] Omnes inter Mosam et Sequanam ; Nithard, II, ch. 2. Inter Sequanam et Ligerim degentes ; ch. 3. Decem comitatus inter Ligerim et Sequanam (reconnus par Lothaire à Charles), *ibid.*, ch. 4. Inter Ligerim et Sequanam (convoqués à Attigny par Charles), *ibid.*, ch. 6. Tanta nobilitas eum secuta de his regionibus esset (*ibid.*, III, ch. 3).

l'idée d'un Empire unique et réel et les deux rois réunis pour défendre, avec les leudes, changeants, qui les préfèrent, l'autonomie des territoires, on laisse de côté cette fois l'Eglise du Pape, celle des évêques, les *conventus* : le sort de « l'Eglise de Dieu » et de « tout le peuple chrétien » [1] sera décidé par le duel des armées, l'appel à Dieu lui-même [2].

Lothaire est battu une fois (841), dans la sanglante bataille de Fontanet (Fontenoy), « sur la petite rivière des Burgondes », près d'Auxerre [3]. Il ne cède pas, allant jusqu'à attirer chez les Saxons la révolte des masses probablement encore empreintes de superstitions païennes, les *stellinga*, contre les classes privilégiées et jusqu'à appeler les Normands — le roi danois Harold s'était fait baptiser sous Louis le Pieux — contre la Frise [4]. Mais, à Strasbourg, ses adversaires se lient eux-mêmes et engagent leurs fidèles par un serment d'alliance jusqu'au bout, — et c'est à cette occasion que, sur les lèvres des Allemands de Louis, résonnèrent les accents du roman : « pro Deo amur et pro christian poblo et nostro commun salvament ».

En effet, on ne parlait que du « peuple chrétien », mais pour attaquer l'essence de l'Empire de cette « chrétienté », l'unité impériale. Les évêques, territoriaux par excellence, sont du côté des « régionalistes ». A bout de ressources, abandonné à son tour, car « les chefs des peuples, ayant goûté une fois du danger, ne voulaient pas reprendre le combat » [5], Lothaire se soumet au jugement du clergé et à la volonté des rois. Les chefs du clergé restent cependant les maîtres ; un mariage royal comme celui de Charles est conclu pour gagner des leu-

[1] Ecclesia Dei et universus populus christianus ; Nithard, II, ch. 10.

[2] Ad omnipotentis Dei judicium ; *ibid.*

[3] Nithard, II, ch. 10 ; III, ch. 1.

[4] *Ibid.*, IV, ch. 2, 3, 6.

[5] Primores populi, degustato semel periculo, iterum proelium nolebant ; Nithard, IV, ch. 4.

des [1]. On en arrive donc à un pacte, celui de Verdun, qui, sans détruire l'idée de l'Empire, créait des divisions consacrées par le « jugement de Dieu », approuvées par les évêques, reconnues par les leudes. « On ne tint pas autant compte », dit Nithard, le fils de Charlemagne et l'héritier de ses idées, « de la fertilité ou de l'égalité des portions, que de l'*affinité* et des avantages (*congruentia*) de chacun » [2], — pour dire le mot : de l'option des leudes déterminée par les nécessités géographiques et par le souvenir des anciennes formations politiques.

Le partage était fondé sur la statistique des « unités » devenues autonomes. Lothaire avait l'Italie et ce qu'il fallait pour la réunir à la « chapelle » d'Aix, capitale reconnue de l'Empire, en plus des terres du Bas-Rhin, nécessaires pour défendre ce cœur de la fondation impériale. Quelque chose en résultait de définitivement brisé : la capacité d'action de cet Empire, sa mission chrétienne — les Normands paraissaient dans la Frise, les Maures d'Espagne attaquaient Barcelone, les Sarrasins surgissaient à Bénévent, les Slaves de l'Elbe s'étaient libérés et des chefs bulgares recueillaient le tribut en Pannonie franque [3], — qui constituait sa seule légitimité.

[1] Quia cum eo meximam partem plebis sibi vindicare posse putavit ; *ibid.*, ch. 6.

[2] In qua divisione non tantum fertilitas aut aeque portio regni quantum affinitas et congruentia cujusque aptata est ; *ibid.*, IV, ch. 1. — Voy. Monod, *Du rôle de l'opposition des races dans la dissolution de l'empire carolingien*, « Mélanges de l'Ecole des Hautes Etudes », année 1896.

[3] Annales d'Eginhard, année 840, et ailleurs.

CHAPITRE VIII

Restauration romaine en Orient : Byzance reprend la mission de croisade.

Ce monde occidental, tout en mouvement, créant du nouveau par ses douleurs mêmes, n'était au fond qu'une association libre et continuellement variable d'usurpations locales, influencée par des réminiscences politiques, réglée par les évêques, surveillée par le Pape, avec une vague notion de l'Empire flottant au-dessus du chaos que l'ancienne royauté ne pouvait plus dominer. L'Empire qui continuait à s'appeler romain, résidant à Byzance, mais possédant en Italie la Sicile, la Pouille et la Calabre, retenant Venise dans sa dépendance, dominant la Méditerranée, était, au contraire, un vrai organisme.

On le vit bien par la façon dont il échappa à la menace bulgare.

Les envahisseurs des Balcans étaient restés, un siècle et demi après leur établissement, la même horde touranienne retenant sous ses ordres une population slavo-thrace, mêlée d'éléments romains et vivant à la façon du village barbare et de la Romanie du VI^e^ siècle. Un nouveau khagan, avec ses « bagatours » et ses « bagaïns » « turcs », résidait à Preslav et entretenait des garnisons dans les forteresses, envoyant des avant-gardes partout où se présentait la possibilité d'étendre une domination militaire et fiscale sur des régions profitables par leur civilisation plus avancée. Dans Kroum, la nation venait de trouver, à l'époque même où le Pape créait l'Empire

de Charlemagne, maître de la Pannonie, fauteur de « croisades », un chef d'une grande énergie conquérante.

Ce fut pour Byzance un « nouveau Sénachérib », et les siens firent autant de mal que « la peste ». Pour empêcher leurs dévastations, Nicéphore, le successeur d'Irène, dont la politique financière, stricte, avait renouvelé les moyens de l'Etat, se décida à marcher personnellement contre ces ennemis opiniâtres qui venaient de célébrer par un hideux massacre la prise de l'ancienne ville romaine, célèbre par le concile qu'elle avait abrité au IVe siècle, Sardica, à l'autre bout, occidental, des Balcans. En guise de représailles, une « expédition de châtiment » fit disparaître dans les flammes la résidence du prince païen. Mais, au retour, les guerriers de Kroum, cachés en embuscade, décimèrent les Impériaux dans les gorges des Balcans, et la tête de Nicéphore, façonnée en coupe, servit d'ornement à de sauvages ripailles de vainqueurs [1] (juillet 811). Sur les pas de l'armée terrifiée, les massacreurs, qui envahirent Mésembrie, sur le rivage de la Mer Noire, atteignirent les faubourgs de la grande ville de Philippopolis. Andrinople eut le même sort. A Constantinople, les moines de Stoudion, adversaires du Patriarche d'origine laïque, Nicéphore, et de l'empereur lui-même, qui avait osé toucher, comme le Débonnaire en Occident, aux biens, encore très importants, de l'Eglise, durent se réjouir, dans leur fanatique inconscience, de ce que l'Empire avait perdu son meilleur défenseur.

Ce n'était pas Staurakios, fils de Nicéphore, ni l'époux de la fille de l'empereur tué, Michel, qui auraient pu endiguer ce torrent furieux. Après la défaite de cet ami des moines, en juin 813, ce fut l'armée qui fit empereur le meilleur de ses chefs, un rude montagnard asiatique, l'Arménien Léon (juillet).

Les Bulgares assiégeaient en ce moment Andrinople, prise au dépourvu, sous les ordres du frère de Kroum, et le « seigneur », le « kyrios » des barbares, parut lui-

[1] Cf. notre étude « Notes d'un historien », dans le *Bulletin de la Section historique de l'Académie Roumaine*, I.

même devant la Capitale. « Il en visita les dehors depuis le palais des Blachernes jusqu'à la Porte Dorée [1]. » Des cérémonies païennes furent célébrées dont le charme devait amener la reddition de la brillante capitale de l'Orient. Le khagan bulgare défia l'empereur à un combat singulier. Mais le chroniqueur byzantin prétend que l'ordre d'une défense régulière, disposant d'une technique supérieure, l'intimida. Il partit donc blessé sans que ses propositions de paix eussent été discutées, mais pas sans avoir brûlé le palais de Saint-Mammas, et sans avoir chargé sur ses chariots à bœufs « le lion de bronze de l'Hippodrome, l'ours, l'hydre et quantité de beaux marbres » [2], dont il voulait orner son palais en pierre qui ressemblait, aussi au point de vue de ses ornements empruntés, à la Pfalz rhénane de Charlemagne : des assassins avaient essayé de délivrer l'Empire de ses provocations.

Mésembrie fut reprise après une défaite des envahisseurs ; la Thrace entière dut revenir aux Romains et, après une répression terrible, les cadavres furent amoncelés à la hauteur de la « colline de Léon ». Kroum n'avait pas survécu à sa défaite, étant mort le 14 avril 814, trois mois après Charlemagne, et son successeur Omortag dut conclure une paix de trente ans, qui, en restituant sans doute les anciennes frontières d'un établissement de vassalité, tenait à la disposition de l'empereur les forces de ces rudes soldats.

La tradition orthodoxe a laissé de Léon le seul souvenir d'un nouvel et terrible persécuteur des moines. De fait, il eut le courage de s'en prendre au grand agitateur qui fut Théodore de Stoudion, qu'il exila, et il installa un Patriarche répondant à ses convictions et capable de servir ses desseins. Ce règne finit par une conspiration : les conjurés, vêtus d'habits sacerdotaux, pénétrèrent dans le palais par trahison, assommèrent d'un coup de candé-

[1] Léon le Grammairien, trad. de Cousin (1685).
[2] *Ibid.*

labre et hachèrent en pièces celui qui avait été, sans doute, le sauveur de l'Empire. C'était le jour même de Noël, et dans la chapelle le vainqueur de Kroum priait pour le salut de l'Etat et de l'armée (820).

Son chef des gardes, alors en prison, un autre Asiatique, un « Phrygien » d'Amorion, fut placé sur le trône par les meurtriers. Ce « bègue », beaucoup plus accommodant à l'égard de l'intransigeance monacale, dut entrer cependant dans la même voie de reconstruction, commencée déjà par Nicéphore. Il dut même rompre avec la jactance verbeuse de Théodore rappelé à Constantinople, où il défendait plutôt les intérêts d'une caste que les droits de cette Eglise dans le dogme de laquelle il n'admettait aucune immixtion [1]. Bientôt, il lui fallut agir contre un concurrent soutenu par le calife.

Reprenant la tradition des deux Asiatiques révoltés sous Nicéphore, Thomas le rebelle prétendait être Constantin, le fils d'Irène. Une foule énorme de paysans l'entoure aussitôt, mais il lui fut impossible de se former une vraie armée, d'autant moins une flotte. A Constantinople même, il était cependant soutenu par la légion tenace des moines, qui voyaient en lui le futur restaurateur de l'orthodoxie intégrale, et on priait dans les couvents pour celui qui deux fois mit le siège devant la Capitale. Il fallut le concours des Bulgares et des efforts prolongés pour disperser ses fauteurs : enfin l'ambitieux fut pris à Arcadiopolis et affreusement mutilé avant d'être pendu [2].

Ceci se passait en 823, après la première crise franque et au moment où Lothaire était couronné par le Pape Pascal. Déjà, sous Nicéphore, le Saint-Siège avait été sollicité d'intervenir à Constantinople pour défendre la foi traditionnelle. Des prières lui furent adressées par le chef même de la résistance sous l'empereur Michel [3].

[1] Voy. A. Tougard, *La persécution iconoclaste d'après la correspondance de S. Théodore Studite*, Paris, 1891.

[2] Léon le Grammairien.

[3] Diehl, dans la *Cambridge Mediaeval History*, IV, pp. 29, 32.

L'attaque des Africains contre la Sicile, où le rebelle Euphémius allait les appeler, en 827, leur établissement en Crète, dans les Cyclades, devait cependant amener un autre rapprochement, celui entre les deux puissances laïques de la chrétienté menacée. Sans condescendre à reconnaître un associé occidental à l'Empire, Michel et le fils qu'il avait fait couronner, le jeune Théophile, s'adressèrent donc à Louis, « glorieux roi des Francs », sans plus, se présentant comme empereurs légitimes dont la dynastie n'avait pas été imposée seulement par les soldats, mais bien par le Patriarche, les patrices, les sénateurs, les « princes des différentes provinces », en tant qu'ils étaient présents, tout cela « selon l'ancienne coutume ». Thomas représentait la révolte des peuples du Caucase : Ibères, Arméniens, « Chaldéens », plus, en Europe, l'appui des « Esclavonies », des *Sclaviniae* : après avoir voulu se gagner les Sarrasins aussi, qui l'avaient laissé sacrer par le Patriarche d'Antioche [1], il vient d'être puni de son usurpation. Mais un autre danger subsiste, celui de l'idolâtrie des icônes, qu'on encense et adore, sur lesquelles on prie et on baptise, dont on emploie la poussière râclée pour une communion impie. Ordre a été donné de ne garder que celles d'en haut, et encore sans lumière ni encens. Ne faudrait-il pas une action solidaire des deux Empires institués par Dieu, entre lesquels se partage le monde ? On a cherché à susciter contre Byzance, qui s'en tient aux six conciles, « l'ancienne Rome » et son « très saint Pape ». Louis pourrait cependant considérer ces contingences d'un autre point de vue, celui de cette « paix et amitié » que les envoyés, dont l'archevêque de Venise, viennent confirmer [2].

L'empereur franc avait des soucis différents [3]. Malgré l' « alliance », les Sarrasins progressèrent en Sicile : l'envoi dans l'île d'un Arménien, principal ministre de l'Em-

[1] Diehl, loc. cit., p. 35 ; mais cf. *ibid.*, p. 129.
[2] Mansi, XIV, c. 417.
[3] En 839 de nouveau son concours avait été sollicité, pour la croisade d'Asie (Diehl, loc. cit., p. 38).

pire, n'empêcha pas l'occupation de Palerme dès 831. Théophile, qui avait attiré un rebelle musulman, baptisé sous le nom de Théophobe (il amenait toute une armée de colons), et qui refusait d'envoyer au calife Maïmoun les cadeaux habituels, se vengeait en conquérant sur ces autres infidèles les forteresses de frontière en Asie Mineure, Zapétra et la vieille Samosate, pour que, à son tour, Amorion, patrie des Phrygiens, fût ensuite ruinée par la revanche musulmane [1]. En vain, l'empereur byzantin avait-il paru en héros victorieux, vêtu de bleu, sur le char de triomphe traîné par des chevaux blancs et avait-il fait célébrer, après une si longue interruption, des jeux publics auxquels, au milieu des acclamations, il avait pris part lui-même [2]. La flotte byzantine gardait la mer et pouvait prendre Séleucie [3].

Mais, avec ses nouvelles fondations, palais de Brye, couvent de Théophobie, nouveaux appartements à la Cour, — le « triconque », — et au Cirque, ce règne, appuyé sur une bonne discipline intérieure, qu'imposaient des supplices et des meurtres comme celui de Théophobe, aspirant à l'Empire, et garanti par le couronnement préalable du jeune prince Michel, avait un autre éclat que l'Empire sans base, sans résidence, sans armée, sans action politique de Lothaire. Et même que le Califat de Mamoun et de Moutassim, déchiré par des usurpations comme celle de Maures d'Espagne à Alexandrie, ou le libre établissement des pirates en Crète, en même temps humilié par la tutelle des « prétoriens » turcs à Bagdad et défendu sur la lisière de « Roum » par des émirs autonomes, tels ceux de Tarse et de Mélitène [4].

En 844, à l'occasion d'une élection pontificale disputée, celle de Serge II, Lothaire essaya d'imposer son autorité

[1] Cf. aussi *Cambridge Mediaeval History*, IV, pp. 128-131.
[2] Léon le Grammairien.
[3] *Cambridge Mediaeval History*, IV, p. 130.
[4] Brooks, loc. cit., p. 130 et suiv. (surtout d'après la chronique manuscrite de Tabari).

à Rome. Drogo, archevêque de Metz, son oncle, conduisit en Italie le fils de l'empereur, le jeune Louis, avec une nombreuse armée, impitoyablement pillarde. Louis fit son entrée dans la capitale du monde ancien, tenant la droite du Pape. Mais dans les paroles de salutation il y avait cette réserve qu'elles valent autant que lui-même reste « l'âme pure, la volonté sincère, et pour le salut de la république et du monde entier » [1]. Tout de même, Louis fut sacré roi des Lombards et Serge lui ceignit le glaive destiné à défendre la péninsule menacée par les Infidèles, qui avaient trouvé dans Mohammed et son frère Abou'l-Aghlâl des chefs capables de parfaire la conquête et de l'organiser. En effet, après avoir dispersé une flotte vénitienne, ils venaient d'acquérir Messine, puis toute une série de forteresses [2].

Mais le Pape refusa nettement de prêter serment au « Lombard », bien que les évêques de l'Italie septentrionale l'eussent admis comme maître. Il n'était, disait-il, obligé qu'envers l'empereur lui-même, et ses Romains aussi [3]. Il fallut se contenter de cet hommage renouvelé au « grand empereur, toujours auguste ». La capitale de Louis devait rester celle des rois lombards de jadis, Pavie [4]. Rome était la propriété d'un peuple et de son évêque, les Francs n'étant que des tyrans.

Sigenulphe, prince de Bénévent, était venu demander l'intervention du nouveau roi contre les Sarrasins, soutenus, pour des motifs d'intérêt, par les gens de Naples et par d'autres aussi [5]. Le descendant des ducs lombards partit avec la bénédiction du Pape, mais sans aucun résultat pratique. Les Sarrasins avaient paru à Naples, à

[1] Si pura mente et sincera voluntate et pro salute reipublicae ac totius orbis ; *Liber Pontificalis.*

[2] Brooks, loc. cit., pp. 134-137.

[3] Ludovico ejus filio, ut hoc peragatur, nec ego, nec omnis Romanorum nobilitas consentit.

[4] Ubi ab exordio principatus sui culmen regebat ; *Liber Pontificalis.*

[5] *Ibid.*

Amalfi, petite ville ayant son duc comme Venise, mais sise d'une façon moins heureuse entre le roc et la mer, à Gaëte, et la chrétienté apprit avec indignation que les Infidèles avaient profané en 846 Rome elle-même.

Un esprit anti-franc se formait de plus en plus en Italie. Le nouveau Pape, Léon IV, fut élu en 847 sans demander l'avis de l'empereur. Dès 843, l'an d'après la mort de Théophile, la régente Théodora et son conseiller Théoctiste venaient de proclamer dans un concile et de célébrer brillamment le retour complet à l'orthodoxie, bien entendu conservant au pouvoir laïque tout ce qu'il avait gagné sous les iconoclastes. Rien ne s'opposait donc plus à ce que Rome sans défenseur, l'Italie abandonnée à ses propres forces se tournassent vers ce puissant Etat, désormais fidèle aux anciennes pratiques religieuses, qui disposait d'un trésor rempli, d'une armée habituée à combattre annuellement sur la frontière de Syrie, d'une flotte magnifique, dont la base, à Céphalonie, à Durazzo [1], était voisine de la péninsule.

La diplomatie byzantine ne manqua pas, certainement, d'exploiter cette situation. Aussi fit-on un crime à un important dignitaire du Saint-Siège, Gratien, d'avoir pensé « à appeler les Grecs, à conclure avec eux un pacte, déposant le roi des Francs et chassant les siens » [2]. L'apparition inopinée, vengeresse de Louis ne lui gagna pas les cœurs. On écrivait, en parlant des Byzantins : « empereurs de la ville de Constantinople », mais plus d'un regard se dirigeait, plein d'espoir, de ce côté.

La régence, au nom de Michel III, fut, en effet, très active. La flotte byzantine se dirigea plus d'une fois du côté de l'Egypte, à Damiette, et de la Crète, alors que l'armée, sous la conduite du jeune empereur, essayait d'améliorer la frontière du côté de Mytilène, ayant

[1] Des pirates arabes avaient cependant infesté Raguse.

[2] Quare non advocamus Graecos et, cum eis foedus ponentes, Francorum regem et gentem de nostro regno et dominatione expellimus ? ; *Liber Pontificalis.*

détruit le nid d'hérétiques pauliciens de Téphriké. Après le meurtre de Théoctiste, le chef du parti militaire, Bardas, qui se fit nommer César, remplit d'une manière brillante ses fonctions. La nouvelle Académie de Magnaure, où en enseignait les sciences : mathématiques, astronomie, musique, devint le centre le plus important des études dans le monde chrétien, alors qu'on était quasi-barbare à Rome, où le grec était presqu'oublié, et plus barbare encore outre-monts. Léon de Thessalonique, « recteur » de cette école, était un homme d'une réputation universelle et, si son collègue Constantin se distingua surtout comme le moine Cyrille, frère et collègue de Méthode, évangélisateur des Esclavons enfin soumis à l'Empire et aussitôt gagnés à la liturgie chrétienne, un homme devait sortir des cellules de Magnaure qui sera en Orient la grande lumière, non seulement de la théologie, mais de tout genre d'érudition, Photius.

Cette école thessalonicienne venait de conquérir Constantinople aux dépens des traditions mourantes du Stoudion fanatique. On ne cherchait plus le savoir dans l'antre de querelles des moines les plus combatifs de la chrétienté entière.

CHAPITRE IX

Papauté impérialiste et croisade byzantine.

Mais cette Byzance de Bardas, le vrai empereur, car le jeune Michel, « basileus », titulaire, se méritait, vivant parmi les gens du cirque et des tavernes, le surnom de « l'Ivrogne », avait dans ses qualités mêmes un défaut. C'était, avec tous les moyens dont il avait besoin, l'Etat laïque, fondé sur les ruines de l'opposition cléricale. L'Orient était disposé à l'accepter ainsi. Il en était tout autrement cependant de l'Occident, de la « chrétienté », de l' « Eglise du Christ », présidée par le Pape. D'autant plus que ce Pape était depuis 858 le représentant attitré de l'orgueil romain, Nicolas Ier [1].

Lothaire était mort en 855, et Louis n'était pas de taille à le remplacer, surtout ayant pour terme de comparaison un vrai souverain territorial dans Charles-le-Chauve, roi des pays à l'Ouest du Rhin. Nicolas saisit bien le moment juste où l'Eglise pouvait s'affirmer.

Déjà Charles-le-Chauve avait dû lire la déclaration du Pape précédent, que l' « Eglise qu'il préside n'est guère inutile », qu'au contraire « on l'appelle tête et principe de tout » [2]. C'était déjà l'époque où les Normands paraissaient à Paris, à Nantes, à Tours, à Blois, à Orléans, à Bordeaux, livrée aux Arabes par ses Juifs, à Poitiers, à Noyon, à Beauvais, sur la Somme, à Gand aussi bien qu'à Barcelone.

[1] Voy. Rey, *Principes du Pape Nicolas Ier sur les rapports des deux Puissances*, dans les « Mélanges Monod », p. 95 et suiv.

[2] Jaffé, ouvr. cité : « Caput principiumque omnium merito ab omnibus vocatur ».

En 853, le Pape avait demandé formellement la croisade, dont le nom était aussi sur les lèvres du jeune empereur. Il se considérait, ce Léon IV, comme vrai chef de la chrétienté, entretenant des relations avec les évêques de Sicile et d'Afrique, accueillant les pèlerins qui portaient la couronne des Anglo-Saxons, un Ethelwulf, un Erfred, — il s'arrogea le droit de nommer consul ce prince. Benoît III est élu librement par les Romains, et on ne fait qu'envoyer à l'empereur, d'après l' « ancienne coutume », le « décret » à sceller. A la mort de Lothaire, il prétendit avoir réconcilié le nouvel Auguste avec ses « glorieux frères ».

Nicolas avait lui-même été imposé par Louis II. Il ne lui en garda pas trop de reconnaissance. Il attaqua les évêques qui prétendaient à l'autonomie, même celui de Ravenne ; il se mêla aux procès de divorce, comme celui de Baudouin de Flandre, qui avait épousé la reine veuve des Anglo-Saxons, Judith, fille de Charles-le-Chauve, ou celui du jeune Lothaire, frère de l'empereur, qui avait chassé Teutberge pour épouser Waldrade. Il voulait la Sicile et, dans la péninsule balcanique, s'appuyant sur une ancienne tradition, des droits sur l'Eglise de Thessalonique. Comme Bardas, auquel le Patriarche Ignace, pour des motifs de morale privée, avait refusé la communion, avait puni cet adversaire arrogant en l'expulsant pour le remplacer par le courtisan lettré, la merveille laïque qui était l'élégant Photius, quelques mois après son propre avènement Nicolas, interpellé par les partis en dispute, envoya ses légats à Constantinople. S'ils prirent part à la déposition solennelle d'Ignace, celui-ci ayant fait appel au Siège romain, le Pape se permit de le rétablir en plein synode romain, en 863.

Louis II assistait à cette prise en possession du pouvoir suprême sur tous et dans tous les domaines. Il regretta sa propre œuvre et essaya de la briser. En 864, il paraissait devant Rome, où son approche fut accueillie par les prières contre l'invasion des ennemis et des tyrans. Ses soldats se jettent alors sur la multitude accourue pour

recevoir l'empereur, brisent les croix, déchirent les drapeaux. Nicolas s'est enfui ; il se cache à Saint-Pierre, il cherche un abri au delà du Tibre. Les évêques de Lothaire le dénoncent comme un faux apôtre qui « se présente en empereur du monde ». A peine l'impératrice Ingelberge réussit-elle à lui réconcilier l'empereur.

Aussitôt cependant, l'empereur parti pour combattre les Sarrasins dans l'Italie méridionale, toute pleine de Byzance [1], Nicolas reprend ses prétentions de domination universelle [2]. Il rappelle le souvenir des Papes qui se sont opposés courageusement aux rois. Lothaire ne sera admis à Rome qu'après contrition, et dans les plus humiliantes des conditions; lorsqu'il mourra, son tombeau sera creusé dans un petit couvent près de Plaisance [3]. On invoque devant le roi Charles le souvenir de Clovis, de Louis le Pieux, de ceux qui ont dû leur couronne à la grâce de l'Eglise. De l'Eglise romaine, parce que les Eglises épiscopales, en Bretagne autonome, en Aquitaine, dans la France du roi Charles, ne comptent plus.

Avec Byzance, il n'y avait pas seulement la question entre Ignace et Photius à régler. Provoqué par des lettres au nom de l'empereur Michel, Nicolas se porte en représentant des rancunes de l'Occident délaissé, négligé, offensé dans ses créations politiques comme celle de l'Empire. Le latin dans lequel il s'adressait lui-même au basileus ayant été traité de « langue barbare », il objecta que ce n'est pas un jargon « scythique quelconque », que celui qui l'ignore ne doit plus porter au moins le titre d'empereur des Romains. La verve vengeresse de Grégoire I[er] paraît revenir pour un nouveau combat du romanisme latin. La prétention de l'empereur, qui avait parlé

[1] Romuald de Salerne connaît le nom courant de Basile à Constantinople : le « parakoimène » (« paracemomenus ») ; c. 159. L'empereur Romain sera le « heliopolitanus » ; c. 161.

[2] Dominus Nicolaus qui dicitur Papa et qui se apostolum inter apostolos adnumerat totiusque mundi Imperatorem se facit ad illorum instinctum qui votum quibus conspiratus favere dinoscitur...; Annales de S. Bertin.

[3] Voy. notre *Papi și Împărați*, p. 86 et suiv.

de « préceptes », est rejetée avec indignation : « *rogare* et non *praecipere* ! ». Puis comme le ton des missives impériales est trouvé blessant, le Pape les brûle et l'annonce à Constantinople, ajoutant qu'il est prêt à faire la même chose en plein synode. L'excommunication que lance Photius en 867 ne peut guère blesser une telle fierté [1].

Constantin-Cyrille et son frère Méthode avaient commencé dès 864 leur œuvre d'évangélisation. Les grands lettrés eurent le génie qu'il fallait pour créer, sur la base du dialecte des Slaves de cette région de Thessalonique et de la Grèce, une nouvelle langue liturgique et littéraire, dans laquelle ils réussirent à transposer l'Ecriture, travail délicat et immense, et, en même temps, d'adapter les onciales traditionnelles aux sons de cet « esclavon », établissant ainsi le nouvel alphabet glasgolitique. Il ne pouvait pas être question de faire accepter par la hiérarchie grecque cette innovation hardie. Mais, ces Slaves de Pannonie que les Bulgares avaient attaqués et soumis momentanément à leur joug, s'étaient refaits et avaient fondé, les riverains de la Morave-March à leur tête, un « royaume » ; leurs chefs, Rastislav, Kociel, jouaient déjà un important rôle politique et économique, car la ligne danubienne du commerce traversait leurs possessions, qui comprenaient aussi la Bohême libre. Les deux frères trouvèrent donc un patron dans cette Moravie. Pour avoir dans sa dépendance le « roi », Nicolas lui passa cette violation de la coutume ; il approuva la liturgie slave ou au moins la toléra.

Juste à ce moment, et peut-être non sans avoir subi dès lors cette nouvelle propagande, qui dut être populaire parmi leurs sujets slaves, chaque jour plus, les Bulgares montrèrent de l'intérêt pour une religion qui devait leur faire perdre le moyen mystérieux de succès des archaï-

[1] Voy. Hergenröther, *Photius*, *passim* ; W. Norden, *Papsttum und Byzanz*, Berlin, 1903, ainsi que, bien entendu, les lettres de Nicolas et les Œuvres de Photius.

ques incantations touraniennes. Les ambassades bulgares n'étaient pas rares à la Cour de Louis le Débonnaire ; son petit-fils homonyme reçut en 864 l'offre du roi Boris de passer au christianisme : un traité formel fut conclu à Tulln, près de Vienne, pour réunir les efforts germaniques et bulgares contre les Slaves de Pannonie. Charles-le-Chauve fut averti de leurs offres et de leurs demandes. Puis les émissaires de Boris passèrent à Rome pour y poser des questions enfantines, sur leur costume même, qui montrent combien était arriéré l'esprit de la nation [1].

L'affaire des Bulgares traîna pendant des années. Boris, sous la pression de ses sujets chrétiens, des prisonniers, des moines grecs en mission, des femmes de sa Cour, se préparait, assez gauchement, à être le Clovis de sa race. Déjà des princes bulgares avaient embrassé la loi de Byzance, à l'occasion d'une noce byzantine ou sous l'influence d'une autre contingence personnelle, et un descendant des vieux khagans, Nravota, avait perdu sa vie pour expier ce crime envers la tradition protectrice de l'Etat. Comme Byzance était sur la trace des rapports entre le Bulgare et l'Occident, elle offrit à ce païen dont la foi ancienne était ébranlée par des convictions présentes une extension territoriale, « de Sidéra à Débeltos ». Ceci précipita la décision. Au lieu de devenir un Louis balcanique, Boris fut, d'après le nom de l'empereur d'Orient, un Michel.

Mais, lorsque cette affaire fut reprise sous le nouveau Pape, Adrien II, élu sans l'autorisation de son « empereur d'Occident », Byzance avait un autre maître et elle poursuivait une politique qui résumait les résultats acquis pendant tout un siècle par l'Empire laïque et était capable de les développer.

L'existence honteuse de l'empereur Michel, un Caligula byzantin, qui avait laissé tuer son grand protecteur

[1] *Annales de S. Bertin*, à cette date ; *Responsa Nicolai I Papae*, dans Mansi.

et vicaire Bardas par ses compagnons de sport et de débauches, devait être tranchée, comme celle de Léon, par des conjurés, les « Phrygiens » finissant ainsi par un crime, de même que par un crime ils étaient arrivés au trône. Le Macédonien d'origine certainement asiatique Basile, qui avait commencé en flattant les basses passions du maître, et qui avait consenti à épouser sa concubine, réussit à être proclamé César en 866, et, comme il avait pu s'apercevoir bientôt que sa situation aussi n'est rien moins qu'assurée, il fit assassiner son capricieux bienfaiteur (septembre 867).

Basile, l'ancien dompteur thrace de chevaux sauvages, montra bientôt qu'il savait aussi dompter les hommes. Revêche envers les favoris du règne passé, lui qui n'en eut jamais aucun, sévère contre les prévaricateurs qui se valaient jusqu'ici de la protection d'une Cour corrompue, adversaire des latifundiaires dont avaient dû souffrir aussi les paysans macédoniens ses parents, il fut un dur homme d'ordre, très pratique et très décidé. Ses finances, sa justice furent soumises à son contrôle personnel. Il ne flatta pas le peuple de la Capitale par ces jeux dont Théophile avait repris la mode [1], mais il fit droit à ses plaintes légitimes et lui assura sa pitance. S'il procéda, avec toute une école de jurisconsultes dont on ignore l'origine et la préparation, à une œuvre législative qui lui survécut trois siècles et dont le souvenir n'a jamais disparu en Orient, s'il devint ainsi le promulgateur du « Procheiron », de l' « Epanagogé », de l' « Anacatharsis », réunies ensuite dans le grand code des « Basilicales », c'est qu'il n'entendait plus laisser qu'une législation périmée empêchât les mouvements d'une société beaucoup évoluée dès l'époque de Justinien, auquel, du reste, il se plaisait à ressembler. Il n'apporta aucun principe nouveau : l'étude de la réalité environnante lui suf-

[1] Sous Michel, on courut à S. Mamas, l'empereur portant la casaque bleue, de hauts dignitaires les casaques blanches, vertes et rouges (*Vie de Michel*, V, 2). Mais il y eut aussi des jeux sous Basile.

fisait. Il fut dans ce domaine aussi l'homme des coutumes vivantes, des besoins actuels. Sa mise au point des anciennes formules, attaquées par l'œuvre du temps, fut la création de son époque.

Dès le commencement de son règne [1], celui qui devait combattre en Mélitène contre les « Sarrasins » eut le souci des choses de l'Occident. L'avance des Africains en Sicile, où ils ne purent pas être empêchés de prendre Syracuse, aurait suffi pour lui rappeler le grand devoir qu'il avait de ce côté aussi. Mais il aspirait à un rôle plus grand que celui de restaurateur de la domination byzantine dans l'île envahie. Un concile avait, aussitôt après le commencement du nouveau règne, écarté l'usurpation d'un Patriarche attaché à la mémoire de Bardas et plein d'une indignation verbeuse contre le complice des assassins de Michel, contre le César qui s'était de son propre mouvement improvisé empereur unique. Les rapports furent aussitôt repris avec le Saint-Siège, devant lequel Basile se présentait comme « fils très dévot », reconnaissant formellement « le chef suprême auquel le Christ a donné le pouvoir d'absoudre et de lier, au ciel et sur la terre ». L'acte de Nicolas Ier contre Photius, un ennemi politique du nouvel ordre des choses, est considéré avec reconnaissance. Les envoyés pontificaux jouissent des plus grands honneurs dans le palais d'Irène, dans la Maison Dorée, où ils sont logés.

Mais une entente avec l'Eglise constantinopolitaine était plus difficile à réaliser que celle avec un empereur préoccupé de faire oublier ses sanglants débuts. Adrien II, puis son successeur Jean VIII, entendent suivre les traces de leurs grands prédécesseurs. Ils regardent le Siège de Constantinople comme sujet à leur direction et,

[1] Sur lequel voy. A. Vogt, *Basile II et la civilisation byzantine à la fin du IXe siècle*, Paris, 1908 ; Hirsch, *Byzantinische Studien* ; *Livre du Préfet*, éd. Nicole, Genève, 1893 ; J. Pargoire, *L'Eglise byzantine de* 527 *à* 847, 3e édition, Paris, 1923.

dans la question de l'organisation d'une Eglise bulgare, ils n'entendent guère abandonner leur prétendu droit de priorité. Ignace est invité à ne pas se mêler d'une conversion qui regarde Rome seule. Les légats pontificaux sont revenus avec un émissaire bulgare qui demande qu'on envoie aux siens l'ancien prédicateur latin, Marin, ou un cardinal ; il obtient que Sylvestre soit délégué pour conduire le « glorieux roi » de Preslav. Dans cette capitale, la christianisation a fait un peu tourner les têtes. On s'était fait chrétien pour quelque chose de plus qu'une simple rectification de frontières ; au fond des illusions bulgares, il y avait les coupoles dorées de Constantinople. Si des Arméniens, des Phrygiens pouvaient y fonder, en tant que vaillants orthodoxes, une dynastie, pourquoi ce droit si naturel aurait-il été refusé à ceux qui venaient de faire un lourd sacrifice en abandonnant la foi de leurs aïeux ? Si on était pour Rome « le roi glorieux », pourquoi n'aurait-elle pas reconnu dans le bon chrétien Michel, qui devait finir ses jours dans un couvent, un « très glorieux » empereur, fidèle lui aussi, et plus sincère, de l'Eglise d'Occident ?

C'était une offensive de l'Occident contre cet Orient byzantin qu'on croyait incapable de résister. Mais cette offensive n'était plus celle de l'empereur.

Louis II entendait, il est vrai, remplir effectivement son devoir de roi italien. Lorsque les Grecs furent appelés à Otrante par les gens de Bénévent, qui refusaient de payer inutilement « le tribut des Francs », il descendit jusqu'à la lisière, à Capoue, de ses possessions. Il allait résister énergiquement aux prétentions manifestées par Basile de représenter à lui seul la légitimité impériale ; pourquoi donc les Francs, dit-il, ou fait-il dire, n'auraient-ils pas ce droit de créer des empereurs romains que se sont arrogé, à Byzance, Isauriens et Khazares ? Pourquoi l'ancien partage du pouvoir impérial ne pourrait-il être renouvelé ? Pourquoi ne pas penser aux successions d'empereurs que présentent la Bible et l'his-

toire [1] ? Dans l'alliance avec les Grecs pour la défense de Bari assiégée par les Sarrasins d'Afrique, qui faisaient ainsi leur entrée en Italie, alliance qui provoqua des querelles de préséance et des tiraillements, il s'efforça de faire valoir les droits que lui mériteraient une participation militaire d'une certaine valeur. Dans ses lettres à l'empereur allié, mais rival, il s'intitule « empereur auguste des Romains », reconnaissant à Basile la qualité de « très glorieux et pieux, *de même* empereur de la Rome nouvelle » [2].

Mais la puissance de celui qui devait périr misérablement, après la défaite de Bénévent, dans cette Italie qu'il ne pouvait garantir, ni contre les amis, ni contre les ennemis, pouvait être vérifiée. Tout autre était le caractère de la puissance de ce pontife avec lequel, peu avant sa mort, il s'était rencontré, à Vérone, lui en son oncle d'Allemagne, comme protecteurs associés de cette glorieuse terre italienne. Alors que des provinces entières étaient abandonnées forcément par les ducs francs, la défensive locale étant seule chargée de les protéger, l'esprit romain représenté par le Pape pouvait y pénétrer librement, dans une offensive victorieuse.

Du côté de la Pannonie, qui s'est dégagée de la domination carolingienne et a échappé à la main-mise des Bulgares, en attendant d'autres envahisseurs, les deux frères prédicateurs sont venus à Rome, apportant les reliques de saint Clément, et le Pape Adrien permet formellement l'emploi du slavon dans la nouvelle Eglise « morave », pourvu que l'Evangile et l'Apôtre soient lus dans le texte latin. On veut mettre ordre de ce côté, à la façon romaine : tous ces prêtres « acéphales », sans dépendance hiérarchique, de provenance vague, ignorants

[1] Annales de Salerne, *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, III, c. 83 et suiv. : « Sumus tanta ad invicem caritate connexi, ut non jam divisi, sed unum existere videamur. » Voy. nos *Relations entre l'Orient et l'Occident*, pp. 117-118.

[2] Voy. la Chronique d'Erchempert.

des canons, doivent être empêchés d'accomplir plus loin une œuvre qui est qualifiée de « criminelle ». L'Eglise des missionnaires, car c'est d'elle qu'entend parler le pontife, doit se retirer pour faire place à un clergé dirigé et surveillé par Rome. Le sacrement du mariage sera dorénavant respecté dans un pays de traditionnel concubinage. Les évêques existants, dont les sièges ont été créés par la prédication des premiers propagateurs de la foi, des moines ambulants, mais dont la conquête carolingienne fit les chefs d'un ordre organisé, dans la vieille Salzbourg mentionnée par Eginhard, dans la Pettau de saint Séverin, ces vrais maîtres d'une population en grande partie encore romane, — un d'entre eux s'appelle Alvinus, — sont priés de soutenir l'action de Cyrille et de Méthode, auxquels on veut créer une situation comme celle des anciens évêques missionnaires [1]. Quant à celui, de création plus récente, en pleine Germanie, qui réside à Freisingen, Anno, on tient compte de sa déclaration que, détaché en quelque sorte de son roi germanique, il est l' « homme » du Saint-Siège : on le confirme comme son représentant sur le « patrimoine » que Rome s'arroge dans ces régions, où elle défend contre le roi carolingien des droits qu'elle prétend s'être définitivement acquis [2]. Comme les dignitaires de Louis l' « Allemand » ont été écartés par des chefs autonomes qui seront souche de rois, le Pape, qui a reconnu Rostislav et Kociel, comme « duc » et « comte », leur ajoute Montémir, un Slave, « duc d'Esclavonie » [3]. Plus tard, sous son nouveau Pape, qui est l'ancien légat en Bulgarie, Marin, le slavon est encore une fois reconnu langue d'Eglise, comme le latin et le grec, trois « langues principales » de la liturgie devant exister dorénavant.

Un évêché pannonien nouveau surgit à Neutra. Le nouveau chef « morave » Zwentibold est caressé des

[1] Ils restèrent, pour le 9 mars, dans le calendrier occidental.
[2] Cum proprium Sancti Petri hominem esse diceres et patrimonii in Germania siti curam geres.
[3] *Ibid.*

mêmes compliments que ses prédécesseurs. Et le Saint-Siège a noué des rapports avec d'autres « fils » fidèles, le « comte des Esclavons » Sédesclav et, dans cette Croatie, voisine de la Dalmatie régulièrement soumise en dépit de l'Eglise grecque, dans le pays de l'évêque de Nona, avec le « duc » et « comte » Branimir. Ils pourront être vassaux des Carolingiens, mais avec la permission du Saint-Siège.

Appuyé sur Venise obéissante, sur le patriarcat, ancien, des Slaves, à Grado, dans la « cité », qui a remplacé Aquilée détruite par les Huns, tendant la main au prélat de Salzbourg, cherchant au Nord la Bohême et exerçant une influence qu'on a cherché à préciser [1] sur les « Romans » de la rive gauche du Danube, Rome ne prétend pas seulement à l'Empire : elle l'exerce.

La mort de l'empereur Louis fournit au Pape l'occasion d'affirmer la nouvelle situation à laquelle il était arrivé. Charles-le-Chauve se présenta en successeur. Le malheureux souverain d'un pays systématiquement dévasté par les Normands ne cherche aucun appui à son ambition ; c'est le premier parmi les Carolingiens qui invoque le droit dynastique. Il est du rang de Charlemagne, mais il n'est pas l'aîné. Le Germanique vit encore (jusqu'en 876), régnant sans éclat en pays de barbarie organisée sous le patronage romain. Il délègue ses fils pour prendre possession de l'Italie, comme s'il avait le droit de présider à de nouveaux partages. Ils portent les noms vénérables de Charles, de Carloman. Si le « Français » arrive à s'imposer, ce n'est pas à cause d'un premier sacre à Metz ; c'est parce que les vrais chefs de l'Italie l'ont voulu : « les évêques et les autres du règne italien », du *regnum italicum*, qui a de plus en plus la conscience d'être quelque chose de bien distinct et de très réel. Le Pape le couronne ensuite, contre argent, dit Réginon, à Rome, où il est venu le jour de Noël pour rappeler l'origine même de l'empire. Il passe ensuite à Pavie

[1] Onciul, dans le *Omagiu lui T. Maiorescu*, Bucarest, 1900.

pour se présenter au roi des Lombards. Il laisse à Rome le frère de l'impératrice, Boson, un Roman de la Gaule méridionale, créé duc et consolidé dans sa nouvelle situation par son mariage avec la fille de l'empereur défunt, celle qui avait été destinée au fils de l'empereur grec.

De Rome, Charles est reconduit chez lui par un légat, l'évêque de Sienne, qui aura le pas sur le chef des évêques des Gaules. On rassemble un concile provincial qui s'entend dire, bien qu'on risque une protestation au nom des canons, — mais le Pape a depuis Nicolas Ier les « fausses décrétales », sa « constitution » de chef de la chrétienté, — que le souverain pontife est primat des Gaules comme de Germanie, ayant le droit de convoquer ces conciles, que le dernier appel est au Siège de Rome, que c'est là que se promulguent les décrets. Charles, vêtu à la franque, écoute, en fils soumis de l'Eglise qui règne, la lecture de l'acte qui le crée empereur. Ce n'est que le jour suivant qu'il paraît en « empereur grec », en vrai César, comme à Byzance, orné et couronné, chantant l' « antiphone » [1], mais ce sont le légat et sa suite, puis les évêques de son royaume, les « autres », les « fidèles », jadis si puissants, tout au fond, qui l'introduisent. Comme il a voulu que sa femme Richilde soit couronnée, le même légat lui fait, « en concile », cette faveur, en attendant l'acte solennel que se réserve Adrien lui-même. « Et, ayant pris place à côté de l'empereur, chacun se lève, de la place qui lui revenait selon son rang. »

C'était un vrai *imperator orbis* qu'on faisait ainsi, menaçant des foudres de l'excommunication quiconque ne voudrait pas le reconnaître, mais parce que le Pape, tranchant en suzerain à l'égard des « Grecs », s'attribuait lui-même cette *orbis*.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'imposer en Italie, qui est entre les mains des « ducs » et des « marquis » et sous

[1] Ipse in gremio synodi in vestitu deaurato, romano more paratus et coronatus, cantans antiphonam : « Exaudi nos domine », concilium convocat ; Romuald de Salerne. Cf. Kleinclausz, *L'empire carolingien et la Papauté*, Paris, 1902.

la menace arabe, l'ordre impérial, le second Charles fait une apparition lamentable ; il meurt au retour à Maurienne, dans les Alpes, sous le toit « de la dernière des cabanes », et on abandonne en route, du côté de Lyon, son pauvre corps tombé en pourriture [1].

Il laissait un successeur imposé par lui-même et par lui seul, à la façon de Charlemagne. Le nouveau Louis, « Français », avait reçu de son père l' « épée qu'on appelle de Saint-Pierre, pour en être revêtu du règne, mais aussi le vêtement royal et la couronne et le sceptre d'or avec des pierres précieuses [2] ». Aussitôt, l'Eglise de France s'empresse de le couronner [3].

C'est un signe d'indépendance. Ceux qui avaient murmuré voulaient agir. A côté du *regnum italicum*, le *regnum francicum* entend vivre, en opposition avec le monde germanique, d'une autre langue que son « roman ». Ce Hincmar de Reims, qui avait dû siéger en second rang après le légat, est une grande personnalité, pleine de talent, de verve, de conscience, d'énergie. C'est, sous le rapport politique, le premier « Français ».

Le Pape Jean VIII est à ce moment un fuyard. La menace sarrasine lui a fait quitter le sol italien. Son « duc », Boson, l'a conduit par mer à Arles, à Lyon, à Troyes. Mais, dans ces circonstances mêmes, il n'oublie pas qu'il est le chef de la chrétienté, qu'il s'est attribué le droit de convoquer des synodes sur n'importe quel

[1] Annales de S. Bertin : « in tonnam interius exteriusque picata, quam coriis involverunt... Nihil ad tollendum foetorem profecit. » Cf. sur sa politique envers le Saint-Siège le *Libellus de imperatoria potestate in urbe Roma* (*Mon. Germ. Hist., Scriptores*, III, pp. 719-722 ; Watterich, *Vitae pontificum*, I) et la *Querela Flori de divisione Imperii* (Migne, *Patr. Lat.*, CXIX, p. 249).

[2] Spatam quae vocatur S. Petri, per quam eum de regno revestiret, sed et regium vestimentum et coronam ac fustem de auro et gemmis ; *ibid.*

[3] Sur les pseudo-décrétales, *Decretales Pseudoisidorianae*, Leipzig, 1863 ; H. Simson, *Die Entstehung der pseudo-isidorischen Fälschungen in Le Mans*, Leipzig, 1886 ; Maassen, *Pseudo-isidorische Studien* (1883, 1886) ; Fournier, *La question des fausses décrétales*, Paris, 1887.

point de l' « Eglise du Christ ». Il appelle là, à Troyes, toute la lignée des Carolingiens, pour régler une succession qu'il ne croit pas définitivement fixée par la volonté de l'empereur défunt, d'autant moins par le couronnement illégalement accompli, de la main d'un évêque outrecuidant. Ils sont appelés tous, le pauvre « bègue » sacré par Hincmar et les trois fils du Germanique. Si ces princes négligent de venir, car c'est déjà un autre *regnum* que cette France, l'acte de droit, la procédure juridique a été remplie à leur égard. Louis le Français peut être créé et couronné empereur, — lui seul, pas aussi sa femme. On lui confie le soin des « affaires du monde » [1].

Comme cependant, un peu plus tard, pendant une maladie du jeune empereur, l'autre Louis, fils du Germanique, avance jusqu'à Verdun, un concile est réuni à Rome en 878, et le principe nouveau est solennellement proclamé : « C'est nous qui avons le droit d'ordonner un empereur » [2].

D'après ce principe, après Louis, son cousin Charles le « gros », fils du Germanique, sera couronné à Rome [3]. Mais c'est un simple acte formel, car, pour défendre l'Italie, Rome s'entend avec les Grecs de Basile, victorieux à Capoue, à Tarente, au Garigliano (915), chefs d'une province consolidée, ayant leur bailli, président des restes de la domination lombarde, des princes, comme Adalgise, Guaimar, Adelchis, Gaideris, Aion, Guaifer, ornés du titre de patrices [4]. Si les ducs subsistent, l'empereur lui-même ne peut pas les réduire : une proclamation

[1] Cf. Lapôtre, *L'Europe et le Saint-Siège à l'époque carolingienne*, I ; *Le Pape Jean VIII* (872-881), Paris, 1895 ; Duchesne, *Les premiers temps de l'Etat pontifical*, Paris, 2e édition, 1904.

[2] Ipse quia a nobis est ordinandus in Imperium a nobis primum atque potissimum debet esse vocatus et electus ; Jaffé.

[3] F. Lot, *Les derniers Carolingiens : Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine, 954-991*, Paris, 1891.

[4] Gay, *L'Italie méridionale et l'empire byzantin*, Paris, 1904. L'empereur reprocha au Pape cette alliance.

pontificale, vers 891, fixe le point définitif que « l'empereur ne doit pas se mêler de l'élection du Pape » [1].

Charles a hérité de Louis de France, le « Fainéant » [2], et de ses fils, Louis III († 882), Carloman († 884) ; il est en apparence Charlemagne ressuscité ; un certain prestige reste attaché à ses deux voyages de Rome, mais il suffit d'une retraite d'obédience de la part des évêques, des fidèles, qui recommencent à se montrer, pour qu'il tombe dans le néant. Dans des circonstances qu'on ignorera toujours, une diète est convoquée à Tribur, et, cet acte accompli (887), il ne reste à l'empereur que le droit de demander qu'on entretienne d'une pension la retraite de ses derniers jours malheureux [3].

Le Pape ne le dépose pas, mais il tardera à lui nommer un successeur. Ce successeur est Arnulphe, fils bâtard de Carloman, qui, à moitié Slave dans la Pannonie qu'il veut arracher à Zventibold, sur les lisières des Bohêmes, des Sorabes, avec le concours des nouveaux « Avars » de la steppe, paraîtra à Rome, en grande pompe, reconnu, couronné, par deux fois, pour prouver seulement, malgré la présence de ses délégués, Farold, puis le fils de l'Augusta, Ratold, qu'il ne peut pas régner sur un monde qui lui est totalement étranger.

Et, du reste, son pouvoir lui-même est en déchéance devant la grande réalité pompeuse du seul vrai empire, à Byzance, et devant celles, plus modestes, mais non moins enracinées, des formations locales dérivées des « Romaniae » de défense.

[1] « Hic (Adrien III) constituit ut Imperator non intromittat se de electione domini Papae » ; *Liber Pontificalis.*

[2] « Qui nihil fecisse novum sortitus est » ; Romuald de Salerne, c. 160.

[3] « Ex Liudperti episcopi sumptibus... Nonnullos fiscos in Alamannia, unde ei alimonia praeberentur » ; Réginon.

CHAPITRE X

Invasions et organisations locales. Les premiers rois de volonté populaire.

En Occident, la royauté s'était fondue dans l'empire, sans que l'empire lui-même eût pu devenir une réalité. Son fantôme disparaissait devant la puissance, servie par toute une hiérarchie de dignitaires, — le Saint-Siège pouvant seul lui opposer l'hiérarchie de ses évêques, — défendue par une armée organisée, celle des thèmes, et par une flotte souvent victorieuse, des Constantinopolitains.

Cet empire dominait et gouvernait toute l'Italie méridionale, où il s'était retranché après la perte totale de la Sicile, dont il n'osa jamais chercher à déloger les Arabes. Tous se réunissaient dans le sentiment de vénération à l'égard des vrais « Augustes », des « empereurs sacrés », Basile, et ses fils : Constantin, qui devait bientôt mourir, Léon et Alexandre, — cet Alexandre dont le nom seul, celui du Macédonien, montrait la grandeur des nouvelles ambitions byzantines. Les stratèges, les anthypates, les protospathaires s'infiltrent partout dans ce monde d'ancien et de nouveau mélange, dans lequel la France a disparu, mais le Lombard subsiste à côté du Roman, confondant les noms et les coutumes. On arrive même à y établir la doctrine de la légitimité byzantine exclusive, lorsqu'un bourgeois de Salerne s'écrie : « Les rois des Gaulois ont usurpé ce nom d'empereur, eux qui jadis n'étaient pas nommés ainsi ». Présider au « regnum constantinopolitanum » ceci c'est un empereur [1].

[1] Du côté franc, on objecte (Chron. de Salerne, *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, III) que les « Grecs ont perdu par leurs erreurs reli-

L'empire d'Orient, l'Italie méridionale, son annexe aussi, étaient à l'abri des invasions. Il est certain que Basile avait dû conclure des traités avec les Sarrasins d'Asie et ceux de Sicile. Les Russes de Kiev, de ces « Rhos » scandinaves qu'on avait vu à Aix-la-Chapelle, comme prisonniers envoyés de l'Orient, qui, autrefois, sur leurs barques légères, avaient effrayé les habitants de la Capitale réduite à se défendre par des invocations à la Vierge protectrice, se préparaient au baptême. On vivait dans une certaine sécurité sous la protection du maître : les latifundiaires, comme l'ancienne amie et protectrice de Basile, dame Danélis, du Péloponèse, avec ses trois cents terres de serfs, de même que les « pauvres ». Le soldat impérial, l'administrateur impérial, le juge impérial, étaient toujours là à la disposition des sujets qui ne se sentaient pas le besoin de chercher en eux-mêmes, dans leur voisinage, chez la puissance réelle la plus rapprochée le moyen de se garantir et de se défendre.

Il en était autrement de l'Occident, de tout l'Occident, dépouillé de ses royautés traditionnelles pour être soumis à cette vanité de l'empire, parfois difficile à porter, toujours inutile à conserver.

C'était depuis la mort de Charlemagne un territoire ouvert aux barbares.

Les Normands ne se bornaient pas à infester les côtes de la Grande-Bretagne, où ils devaient être plus tard, sous deux formes différentes, Danois et Français d'adoption, les maîtres. Ils n'envoyaient pas seulement leurs pillards sur le large cours de l'Elbe inférieure. Ils ne se bornaient pas, comme Ruric (« Rorich »), homonyme du « fondateur » de la Russie kiévienne, à s'établir pro-

gieuses et par désertion la qualité d'empereurs romains » (« Graeci vero propter cacodoxiam, videlicet malam opinionem Romanorum imperatores existere cessaverunt, deserentes scilicet non solum urbem et sedem imperii, sed et gentem romanam, ipsam quoque linguam amittentes atque ad alia transmigrantes). Cf. *Codice diplomatico barese*, I, Bari, 1897.

visoirement dans les marais de la Frise. On les a vus, attirés par les promesses d'un Pépin, le prétendant, ou par la séduction des Bretons, de « rois » comme Judicaël, Salomon, Alain, errer le long des cours d'eau de la France avant et après le moment historique du partage de Verdun, qui les laissa au compte du moins guerrier des trois frères, de l'empereur occupé toujours ailleurs. Paris fut assiégée en 857, puis en 861, en 885-886 [1], et bientôt des évêques furent tués par la haine des païens sur différents points du territoire français. Il y eut des établissements différents, parfois ennemis, prêts à se combattre pour de bonnes livres d'argent, sur la Somme, sur la Seine, sur le Rhône, à Nimègue, où Louis le Pieux avait regagné le pouvoir et où le « palais royal » fut dépouillé [2], au monastère de Prum [3], et jusque sur le littoral italien, du côté de Pise. Les « grands vaisseaux que les nôtres appellent barques » apparaissaient un peu partout jusqu'à la fin de ce siècle troublé.

Les nouveaux barbares cherchent visiblement, étant des avant-coureurs, des découvreurs, mais aussi des bannis, une nouvelle patrie. Godefroi, homonyme du vieux roi du Danemarc, offre, en 882, son amitié et sa conversion au christianisme, en même temps, si on lui donne, avec la Frise, la main de Gisèle, fille de l'empereur Lothaire. Les pirates à demi-apprivoisés, affamés de civilisation rémunératrice, ne demandent plus l'argent du départ ; il leur suffit d'être possesseurs à titre de vassalité d'un territoire dont les habitants aient le devoir de leur obéir, c'est-à-dire de travailler pour eux [4].

Mais, alors que ces plus anciens « brigands » commencent à se tasser et que les Sarrasins aussi trouvent des frontières à leur expansion, arrêtant eux-mêmes les bar-

[1] Cf. Abbon, *Les sièges de Paris par les Normands en* 885 *et* 886, éd. N.-R. Taranne, 1834.
[2] Réginon, année 881.
[3] *Ibid.*
[4] Eo quod incolae illarum sibi obtemperare vellent ; Réginon.

ques de leurs corsaires, voici un nouveau courant d'invasion qui se produit, d'une primitive violence. Les Magyars ou Oungoures, — le premier nom vient d'un chef, le second donne en touranien le nombre des tribus qui formèrent la « nation » des sept chefs conduits par le fabuleux Arpad, — se trouvaient depuis longtemps sur le Danube inférieur, pratiquant, en Finno-Ougriens, la pêche. Les Bulgares les en délogèrent.

Ceux-ci, alliés de nouveau à l'empire franc, par le pacte de 892 avec Arnulphe, se préparaient pour une grande attaque du côté du Sud. Cette fois ce n'était plus la riche proie de Byzance, la splendide, qui les attirait. Le fils de Boris, au nom barbare, s'appelait Siméon ; né d'un père déjà chrétien, il avait été élevé, comme jadis Théodoric, auquel il ressemble, en prince orthodoxe à Constantinople, dans la société des lettrés laïques sortis de l'école de Bardas, de Léon le philosophe, de Photius. C'était un « byzantinisé » comme seront francisés ces princes allemands du XVIII^e^ siècle perdus dans l'admiration d'un Louis XIV. Comme on avait voulu éloigner vers l'Orient, à Thessalonique, son emporium, le prince bulgare, qui se rêvait déjà empereur, Tzar (César) pour les siens dans la cité impériale, protesta les armes à la main. Les lointains Kazares, qui avaient formé un vrai empire au Nord des régions jadis illustrées par l'ambition et les malheurs de Mitridate, puis les Magyars du delta furent employés pour le rappeler vers le Nord.

Pressé dans Silistrie, déjà un important centre, de « Romanie » et de Bulgarie en même temps, le candidat à l'empire se dégage pour aller vaincre les forces de Basile au point juste dont le nom commémorait une défaite bulgare, Boulgarophygos. Revenu victorieux, il s'empressa de punir les alliés de son ennemi.

Au fond de la steppe erraient les bandes de Turcs, commandés par un nouveau khagan, résidant au milieu de sa horde, qu'on appelait Patzinakites à Byzance et qui étaient pour eux-mêmes des Petchénègues. Ils se vendaient au plus offrant. C'étaient des guerriers au moins

aussi bons que les Magyars. Ceux-ci en firent l'épreuve, car, à leur retour d'un raid de pillage, ils trouvèrent leur nid violé et dépouillé, leurs femmes et leurs enfants ayant été tués ou menés en esclavage.

S'ils se décidèrent à quitter leurs anciennes habitations sous les tentes et à entreprendre un long voyage de migration par-dessus l'arc des Carpathes, à travers des régions inconnues, c'est qu'ils obéirent à une incitation et qu'ils suivirent une directive étrangère. Arnulphe tenait à ses confins de Pannonie plus qu'à ses autres possessions, où il rencontrait l'opposition des ducs, représentant les vieux territoires autonomes de la Germanie. Une source l'appelle « Pannonien », tel de ses fils porte le nom de ce Zwentibold contre lequel il avait combattu et il combattra [1]. Cette agglomération slave de la Moravie, plus que celle des Croates au Sud, ayant un prétendu roi à leur tête, Tomislav, lui barrait le chemin vers d'autres expansions. Ce qu'avait fait Pépin avec les Normands, ce que devait faire tel duc italien aux ambitions impériales avec les Hongrois, — les barbares étant partout les instruments des traîtres de dedans, — Arnulphe le fit avec les Magyars. Bien que frères chrétiens, les Moraves furent surpris, dispersés, tués ou réduits en captivité, et les tentes « oungoures » furent plantées sur l'emplacement même du vieux « ring » avar. Bientôt, le sang slave leur donna un autre aspect que celui de leurs ancêtres et des termes slaves pour des notions de civilisation supérieure vinrent en profusion — mille neuf cent mots — enrichir leur maigre vocabulaire primitif. Leurs chefs furent donc des bans comme les pans slaves, ayant à leur tête un Voévode comme ceux qui avaient conduit les Moraves ; s'ils parlaient d'un

[1] Réginon présente, en rapport avec la carrière en Lorraine de Zwentibold, fils d'Arnulphe, la personnalité de Zwentibold le Slave, auquel, « roi des Slaves de Moravie », Arnulphe lui-même aurait donné le duché franc de Bohême ; en échange, le « roi » baptisa le fils de l'empereur.

« kiraly », c'était le Karolus, le roi des Carolingiens eux-mêmes. Une confédération guerrière, comprenant aussi des Turcs, s'était formée, et bientôt on vit un peu partout, à commencer par la Bavière, les bandes de ces guerriers inlassables, l'arc en main, le sabre recourbé prêt à fendre les têtes. Ils ne cherchaient aucune autre conquête, n'ayant pas encore pris aux Allemands le goût et les termes pour le champ (*föld*) et le jardin (*kert*) : ils se cherchaient seulement la nourriture à la façon de leurs antécesseurs. La péninsule balcanique ne les vit que plus tard, en 934 : pour le moment, ils avaient un autre monde à reconnaître, celui où les appelaient les querelles féroces qui inauguraient, sur les ruines de l'empire carolingien, une nouvelle ère. En 907, ils tuèrent en bataille réglée sur le haut Danube, à Presbourg-Bratislava (« Brazlavis » aurait été, d'après la chronique allemande contemporaine, le chef pannonien vaincu), le duc de Bavière, et trois ans plus tard une victoire sur Louis l'Enfant, fils d'Arnulphe, à Augsbourg, montrait bien quel avait été le profit, pour les derniers Carolingiens allemands, d'un acte inconsidéré.

Les « peuples » devaient se défendre, un peu partout, eux-mêmes. Des liens de recommandation : des terres, d'hommage : des hommes, de vasselage : entre guerriers d'importance différente, s'ajoutaient à la vieille solidarité des « Romanies » populaires, d'une époque beaucoup plus ancienne [1].

Çà et là, c'est le roi, avec ses ouvriers et ses chariots » qui élève la motte, qui plante la digue, qui construit la *firmitas*, le « ferté » pour empêcher l'entrée des Normands. Les seigneurs auxquels Charles-le-Chauve, partant pour l'Italie, avait paru confier sa France d'origine, travaillaient pour leurs sujets en travaillant pour eux-

[1] Un autre principe de ces institutions vient directement du monde romain, ainsi que l'a prouvé M. Guilhermoz, *Essai sur l'origine de la noblesse en France au moyen-âge*, Paris, 1902.

mêmes [1]. Les monastères, grandes communautés en mouvement vers l'Est, bâtissent aussi des châteaux de bois et de pierre et établissent des « haistaldi » pour les défendre [2]. Mais aussi, parmi les défenseurs, il y a « le peuple de toutes catégories, le *vulgus promiscuum*, surtout celui entre la Seine et la Loire », qui établit des « défenseurs du littoral » [3].

En Italie, c'est le même « peuple » qui, peu à peu, a pris le pouvoir. On le voit par l'histoire des élections pontificales et des tumultes de Rome. Dès l'époque de Lothaire, ce sont les « juges » qui commandent à Rome, alors que l'opposition lombarde contre le Saint-Siège est représentée par un autre « peuple » urbain, les évêques à leur tête, qui acclame les Francs envahisseurs. Si les Romains ne peuvent pas défendre leur ville contre les bandes sarrasines, se bornant à travailler aux murs protecteurs de la « cité léonine »(de Léon IV), les « grands » de Rome, les *proceres* conduisent la résistance, bientôt victorieuse, contre les prétentions impériales. Frappés et humiliés par les soldats de Louis II, ils n'en restent pas moins, après le départ des Allemands, les maîtres de la ville des Papes. L'élection du pontife leur appartient, aussitôt, entièrement. Il n'y a qu'un serment solennel qui peut les retenir dans la dépendance nominale d'un César de passage [4].

Dans le Sud, où végète le patrice impérial [5], l'évêque reste le chef de la communauté, comme Marin à Naples. On lui reconnaît du côté de Byzance, qui a mille moyens de s'adapter, aussi la qualité de duc. Naples, Amalfi, Sa-

[1] Cf. *ibid.*, pp. 161 et suiv. Voy. Emile Bourgeois, *L'assemblée de Quiersy-sur-Oise* (877), dans les « Mélanges Monod », pp. 137 et suiv.

[2] Annales de S. Bertin.

[3] Custodes ripae ; *ibid.* Sur les « vilains » dans les armées du XI[e] siècle, Guilhermoz, ouvr. cité, pp. 387 et suiv.

[4] Cf., pour l'époque suivante surtout, Halphen, *Etudes sur l'administration de Rome au moyen-âge*, dans la « Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes », Paris, 1907.

[5] Ursiléon, un Roman, combat en 920 Landulphe de Bénévent ; Romuald de Salerne, année 920, c. 161.

lerne vivent sous ce régime. Les fonctionnaires impériaux extorquent le plus possible en flattant ces tendances vers l'autonomie, qui imposent aussi de lourds devoirs militaires. Basile tolère dans cette Italie méridionale ce que Maurice, trois siècles auparavant, avait dû tolérer sur le Danube. Tout ce monde de cité évolue dans le sens de Venise, et ce ne fut pas la faute du principe, mais bien celle des circonstances, si la prospérité de cette admirable république ducale resta unique [1].

Mais où cette puissance du passé, carolingienne ou byzantine, manquait complètement et où la vie locale, par cités et groupes ruraux, ne suffisait pas à la défense, il fallait créer, élaborer un autre centre d'organisation. Sans rompre avec le souvenir de Rome, avec celui, plus récent, de Charlemagne et tout en conservant le respect dû à la lignée du grand empereur, tout en considérant le seul sang carolingien digne de régner, on fondait çà et là, au gré des événements, la royauté populaire.

L'empire lui-même avait reconnu, du reste, ces nouvelles nécessités territoriales auxquelles ne suffisait pas seulement l'autorité d'un comte et d'un duc, la couronne royale pouvant donner un tout autre prestige. Le premier roi créé par un empereur à cause de ses relations et de ses alternances fut le Provençal, au nom roman, Boson. Frère de l'impératrice Richilde, époux, ainsi que nous l'avons indiqué, d'une princesse impériale des Carolingiens allemands, vicaire à Rome et chargé de la protection, de la surveillance même du pape, l'ambition de sa femme, Hermengarde, n'était pas satisfaite de toutes ces faveurs accumulées. Charles-le-Gros « lui donna en plus la Provence, et, posant une couronne sur sa tête, il ordonna qu'on l'intitule roi, voulant sembler, selon la coutume des anciens empereurs, commander à des rois [2] ».

[1] Voy. aussi notre *Commerce de l'Orient au moyen âge*, Paris, 1924.

[2] Réginon : « Dedit insuper eidem Bosoni Provinciam et, corona in vertice capitis imposita, eum regem appellari jussit, ut, more priscorum imperatorum, regibus videretur dominari ».

Boson avait été cependant élu en 879, à Mantaille, par un concile, dont la direction, comme l'initiative, appartenait à l'archevêque d'Arles, qui, étant comme un primat, devait avoir un roi à ses côtés. La mission qu'il doit accomplir lui est assignée par l'acte même d'élection : il doit défendre l'Eglise et les saints. De son côté, le Pape déclare le considérer comme un fils. Roi pour sa seule personne, il peut transmettre, grâce à l'énergie d'Hermengarde, le pouvoir à leur fils, le second Boson, comme son père « roi » sans indication de territoire, car, dans le voisinage, Ranulphe, marquis de Gothie, fils de Bernard, un Carolingien aussi, semble avoir voulu ressusciter dès 888 le royaume d'Aquitaine. Boson II est reconnu par Arnulphe. Le troisième de ces rois, portant le nom de son grand-père Louis II, demandera d'abord, en 890, l'approbation du Pape, lequel, comme jadis pour l'empire de Charles-le-Chauve, convoquera un concile devant lequel, les évêques de Lyon, d'Arles, d'Embrun assistant, sera lu l'acte pontifical de la nomination ; les laïcs auront le droit de parler ensuite seulement [1].

C'est encore par la volonté des évêques, dans l'église de Saint-Maurice-en-Valais, qu'un comte d'Auxerre, Rodolphe, fils de Conrad, petit-fils de Hugues, lui-même bâtard de Charlemagne [2], sera élu, avec le même mandat, pour la Bourgogne au delà du Jura, le Bugey, la Savoie, avec la partie occidentale de la Suisse actuelle [3]. Il est sacré à Toul et s'emploiera à gagner la Lorraine entière. Ce « Rodolphe, par la grâce de Dieu roi », sera aussi reconnu par le même Arnulphe, nouveau distributeur de cou-

[1] Labbé, *Concilia*, IX, 424 : « Regis nomen Ludovico, Bosonis regis filio, ab arelatensis regni episcopis proceribusque delatum est. » Voy. Gustave Lambert, *Essai sur le régime municipal et l'affranchissement des communes en Provence au moyen-âge*, Toulon, 1882, p. 127. Cf. la lettre qu'adresse à Boson II Gerbert, *Lettres*, IV, pp. 3-4.

[2] Réginon n'oublie pas de le dire.

[3] Trog, *Rudolph I und Rudolph II*, Bâle, 1884. Réginon : « adscitis secum quibusdam primoribus et nonnullis sacerdotibus, coronam sibi imposuit regemque se appellari jussit ». Les textes de l'élection dans Parisot, p. 11, note 3.

ronnes [1], qui voudrait cependant imposer à ces régions comme roi son propre fils, Zwentibold [2].

Pour la France proprement dite on n'arriva pas si vite à une décision. L'ancienne Gaule tenait encore à l'empire. Louis-le-Bègue l'y avait attachée dynastiquement par le pacte de famille avec l'empereur, par la « concordia » de 878, qui conservait au moins l'apparence du système carolingien. Charles-le-Gros l'avait visitée, sans pouvoir opposer un obstacle aux invasions normandes qui la dévastaient et la désespéraient. Arnulphe était, bien entendu, inacceptable, mais il y avait dans le voisinage aussi un autre empereur.

Lorsque le fils de Carloman était descendu en Italie, il avait rencontré la Toscane organisée en marquisat, sous Adalbert, et prête à lui résister : c'est un puissant seigneur que ce marquis, « prince de toute l'Italie », qui prétend écarter le Pape Formose au profit d'un rival, Serge, qui peut imposer le nouveau pontife, Etienne VI. Mais celui qui constituait le plus grand obstacle aux nouvelles ambitions germaniques était le marquis de Spolète, descendant de ducs de très ancienne création lombarde, puis carolingienne.

Un premier Guy de Spolète avait joué un rôle dans les querelles avec les Grecs de Basile pour la possession de l'Italie méridionale. Le second, fils de Lambert, paraît bientôt. Les évêques le veulent, alors que le Pape est pour Arnulphe, et c'est pourquoi la mémoire du fauteur des étrangers en sera tachée, son corps, tiré de la tombe, traîné par les rues de Rome, mutilé, jeté au Tibre, après avoir été confondu dans le tombeau des pèlerins. Puisque c'est la volonté de cet épiscopat italien, dont on n'a pas assez reconnu le rôle d'opposition à l'égard du Saint-

[1] Flach, *Les origines de l'ancienne France*, Paris, 1886, p. 18, note 3 : « In nomine sancto et individue Trinitatis Rodulfus, divina opitulante clementia rex. » Cf. l'opinion de M. Flach : « C'est la reconstitution d'anciens royaumes qui, avant Charles-le-Chauve et avant Charles-le-Gros, avaient formé des unités territoriales indépendantes. » (p. 13).

[2] Flach, loc. cit., p. 25 (année 895).

Siège, puisque les Grecs mêmes le préfèrent à son rival allemand, Guy sera donc sacré déjà en 891 par le nouveau Pape Jean VIII. Il est « roi », « seigneur », « défenseur » de l'Italie sans maître (Charles-le-Gros était encore bien vivant). Son mariage avec l'ambitieuse Carolingienne Ageltrude, qui veut être « impératrice », fait de lui un empereur [1].

C'est lui le souverain, considéré bientôt comme empereur, que voudrait faire élire, au moment où disparaît Charles, l'archevêque de Reims lui-même, le successeur de Hincmar, Foulques [2]. Mais la majorité des évêques et des fidèles en veulent autrement : ils se décident, dans l'assemblée de Compiègne, le 29 février 888, pour Eudes, comte de Paris, chef de cette région « entre la Seine et la Loire » qui déjà maintes fois avait imposé ses choix. Le nouvel élu prête serment de défendre l'Eglise. Son principal devoir est de traiter avec les Normands, d'écarter le danger présent, et il y réussit. Le « roi de France » ira s'entendre aussi avec Arnulphe, en vue de cette « concorde » que, bien qu'étranger aux Carolingiens, il entend maintenir [3]. Il est lui aussi un « défenseur », élu à vie ; son titre, très simple, dit seulement : « Eudes (Odo), roi par la grâce de Dieu », et on a prouvé que cette « clementia Dei » n'est pas un élément de vanité.

Eudes eut à combattre seulement l'opposition d'un Carolingien errant, Charles de Lorraine, fils d'Arnulphe, qui se fixerait volontiers dans cette portion des « gens de Lothaire », des *Lotharingi*, pour laquelle il combattit sans succès jusqu'à sa mort. Il réussit. Mais la situation du « roi » de Spolète était plus difficile. Car Rome attirait tous ceux devant lesquels passait le fantôme brillant de l'empereur impossible.

Il y eut d'abord — la Toscane se contentant de son

[1] Schiaparelli, I, *I diplomi di Berengario*, Rome, 1924.
[2] Favre, *Eudes*, Paris, 1893, pp. 81 et suiv.
[3] Réginon le présente, du reste, comme ayant été élu « consensu Arnulphi ».

« principat » de prestige et d'influence — le nouveau marquisat d'Ivrée, sur la lisière du Piémont subalpin. On fixe chronologiquement entre 891 et 896 l'apparition du premier marquis, mort en 901. Son fils, Adalbert, épousera Hermengarde de Toscane, préparant ainsi la grandeur passagère de sa maison. Mais plus grand est à cette époque d'invasions hongroises, qui arriveront jusqu'à Pavie, et de mouvements du côté des « Carantani », des Slaves de Carinthie, le rôle du marquisat, de pénétration carolingienne chez les mêmes Slaves, du Frioul.

Bérenger, fils d'Everard, qui occupe cette dignité, est poussé à l'empire lui aussi par une volonté féminine, celle de sa femme, l' « impératrice » Ingelberge, sans doute de sang impérial [1]. Il trouve lui aussi des fidèles, mais surtout des évêques, pour l'élire, le consacrer. Les comtes, comme celui de Milan, doivent y prendre leur part. Telle chronique parle en grec d'un nouvel « empereur invincible ». Le César d'usurpation a une conscience italienne, — Réginon parle aussi d'un « italicum regnum » nettement défini — : il invoque ses prédécesseurs les « rois lombards et les empereurs francs » [2], son « ancêtre » même, qui serait le roi Didier [3]. Sur son sceau [4], il a seulement le titre royal de cette Lombardie, de cette Italie du Nord, — car le Sud appartient exclusivement aux Grecs, qui gouvernent par un patrice impérial et protospathaire, par un stratège, en même temps la Céphalonie, base navale, et cette « Langobardia » [5]. Des « judices domni regis » sont à la disposition du

[1] « Karissima domna Ingelberga imperatrix » ; Schiaparelli, loc. cit., p. 108.

[2] « Precepta regum Langobardorum Francorumque imperatorum » ; *ibid.*, p. 87.

[3] « Serenissimus rex Desiderius, magnus avus noster » ; « serenissimi reges Langobardorum » ; *ibid.*, p. 372.

[4] « Signum d. Berengarii, inclitissimi regis » ; *ibid.*, p. 373. « Signum Berengarii, regis Langobardorum » ; p. 368. Dans ses diplômes, il est le « divina favente clementia rex » ; *ibid.*, p. 101.

[5] Lupus protospatharius, éd. Muratori, c. 410 : « Ego, Georgius, patritius imperialis, protospatharius et strategas Cephaloniae atque Langobardiae ».

monarque italien pour exercer une certaine autorité, plutôt d'arbitrage, sur ses « sujets » [1].

Mais Bérenger aussi doit faire appel à la défense locale lorsqu'il s'agit de repousser les bandes hongroises, des « cruels païens », qui « ont réduit à rien presque toutes les églises de l'Italie » [2]. On a de lui, comme on pourrait l'avoir des autres « rois », l'ordre de fortifier des cités comme Bergame, et la permission formelle, le privilège d'ériger des châteaux de défense [3].

En vain Arnulphe, soutenu par Formose, cherche à écarter ce rival, qui règne, au profit de sa propre autorité, lointaine. Le soutien, très réel, que lui donne le Saint-Siège, qui, dès 885, a interdit aux Slaves l'emploi de leur langue, sauf pour la prédication, et avait réclamé Sviatoplouc le Morave comme son « homme », ne suffit pas. La papauté, branlante elle-même, à une époque de « localisme » à outrance, de créations spontanées, qui prétendent se rattacher au passé, mais en sapent les bases, se retranche cependant dans le respect intransigeant du droit, et pas seulement en Italie. Formose a considéré l'acte d'Eudes comme une usurpation, un « crime » — *crimen Odonis regis* — et il a pris des mesures pour assurer, par le concours des évêques, sommés de venir à Rome prendre leur direction, le trône à l'héritier légitime de Charlemagne [4].

En 899 déjà, peu après son adversaire slave, Zwentibold meurt dans sa Germanie, étant enseveli, loin du palais rhénan de Charlemagne, sur le Danube bavarois, à Ratisbonne-Regensburg. Son fils, un enfant, proclamé à Forchheim, est entre les mains des ducs, qui, sans oser prendre la couronne, sont, sur ce territoire germanique,

[1] *Ibid.*, p. 380.

[2] « Paganorum incursus » ; pro imminenti sevorum Ungrorum vastatione » ; « imminens persecutio Hungrorum » ; « cum jam immineat barbarorum rabies » ; « via Ungarorum cernitur » ; « ob timorem Ungrorum, qui pene omnes Italie ecclesias ad nihilum redegerunt » ; Schiaparelli, loc. cit., pp. 12, 123, 137, 249, 263, 267, 269, 273-274, 386.

[3] *Ibid.*, pp. 289, 386.

[4] Jaffé.

les vrais « rois » [1]. Zwentibold le bâtard sera tué dans des querelles intérieures sur la Meuse. Du côté de la France, Eudes finit avec sa vie son règne, et sa veuve, Théodrade, épousera un simple comte, Gérard. Charles de Lorraine est resté victorieux de ses deux adversaires, mais ce n'est pas lui qui recueillera l'héritage des Carolingiens. Eudes a fini par recommander le « simple » Charles, autre représentant légitime de la dynastie, aux votes de ceux qui l'avaient soutenu lui-même.

Pour le moment, l'intérêt se concentre sur l'Italie, où la plupart des rois cherchent à se saisir d'un pouvoir plus ou moins théorique.

Louis, petit-fils de Boson, le Provençal, le « Roman » par excellence, se présente contre Bérenger à un moment où personne en Allemagne ne pense à parer d'une couronne impériale le front étroit de Louis « l'enfant ». La compétition, commencée du vivant d'Arnulphe, se poursuit opiniâtre. Louis de Provence, soutenu par la Toscane, par le marquis d'Ivrée, par le Pape Benoît IV, arrive à Vérone, mais Bérenger, revenu de son refuge outremonts, punit l'usurpateur à la façon byzantine, en l'aveuglant [2] (905). Et tout cela au milieu de la terreur hongroise, car les barbares, que Réginon présente comme « la race la plus féroce et plus cruelle que les bêtes » [3], viennent de tuer l'évêque de Vercelli. Lambert, le fils de Guy, avait paru, lui aussi, soutenu par son ambitieuse mère, pour réclamer l'Italie comme un héritage paternel, et un troisième roi surgira à Ivrée, sans compter que le royaume d'Arles se présentera à son tour pour cette difficile et vaine tentative impériale.

Mais, de fait, et pas seulement en Occident, il y a surtout la grande crise de l'autorité, de toute autorité.

[1] Réginon : « trecentum proceres et optimates », sans mention des évêques, font l'élection de Forchheim, humble début pour un règne impotent, le roi germanique restant confiné dans sa patrie nationale.

[2] Réginon.

[3] Gens Hungarorum ferocissima et omni bellua crudelior.

CHAPITRE XI

Le demi-siècle d'anarchie.

Pendant quelques dizaines d'années la route de l'Europe centrale appartient aux Magyars. Ils ont dévasté l'Italie, ils ont tué le duc de Bavière, ils envahissent l'Allemagne centrale.

Pour défendre ce royaume, il y a, à partir de 912, un guerrier. Conrad, duc de Franconie, est, par son père du même nom, descendant de Louis le Germanique [1], un représentant de cette « race royale » dont parle le continuateur du moine qui a transmis la connaissance de cette époque, Réginon. On lui a opposé un autre descendant de cette « race », Otto de Saxe, qui est l'époux de Hedvige, fille du même roi Louis. Ici, le grand danger hongrois tient ensemble les chefs des duchés, et on verra Conrad recommander sur son lit de mort, en décembre 918, le fils même de son rival, Henri de Saxe, dont la femme Mathilde apporte un autre héritage, celui des vieux chefs saxons, jusqu'à Witukind, restés encore très populaires chez les Allemands, comme « gens de leur sang », par opposition aux « Césars gaulois » [2].

Ailleurs, il n'y a que la pression barbare, sans cesse renouvelée, dans une nouvelle et chaotique ère d'invasions, sans que la défense puisse dépasser en Occident les efforts locaux, de pur hasard, et, en Orient, ceux d'un empire qui, après une imposante manifestation de puissance, s'enferme dans les bureaux des fonctionnaires et dans les cabinets des lettrés.

La France est elle-même touchée par les Hongrois,

[1] Godefroi de Viterbe, dans Muratori, VIII, c. 428 ; cf. *ibid.*, c. 429.

[2] Voy. nos *Papi și Împărați*, pp. 108-109.

dont le nom restera dans la conception monstrueuse des « ogres ». Charles-le-Simple est soutenu de fait par les seuls « puissants » de Septimanie, d'Aquitaine, où l'essai d'un royaume « basque » ne s'est pas maintenu [1], alors que celui des Asturies se développe sous les Pyrénées espagnoles, où surgira bientôt un autre royaume, beaucoup moins wisigothique, beaucoup plus relié aux anciennes nations et aux anciennes coutumes, celui de Navarre. Le Sud provençal, le Sud-Est arlésien et bourguignon se sont comme détachés du royaume, poursuivant des buts territoriaux distincts et à côté des aventures impériales en Italie. Au centre, les « gens de la Seine à la Loire », surtout ceux de ce qu'on a commencé à appeler l'Ile de France, restent fidèles à la maison d'Eudes, qui vient abdiquer le pouvoir par une dernière concession, presqu'inutile, faite à la légitimité.

Car on voit bien que « le Simple » ne peut pas se maintenir [2]. La chronique du chanoine Flodoard nous le montre dépendant de Haganon, « qu'il avait élevé d'une situation médiocre à la puissance » [3] et recueilli de grâce au moment de sa déposition, en 922, dans l'assemblée de « presque tous les comtes de la France », à Soissons, par l'archevêque de Reims, Hérivée, représentant de la vieille tradition de fidélité [4]. Il s'appuie uniquement sur les fidèles de ce prélat, car il n'en a pas lui-même, et son

[1] Sur Raunoux II, comte de Poitou, « dux maximae partis Aquitaniae », qui figure comme roi seulement dans les Annales de S. Vaast, voy. F. Lot, *Fidèles ou vassaux ? Essai sur la nature du lien qui unissait les grands vassaux à la royauté, depuis le milieu du* IXe *jusqu'à la fin du* XIIe *siècle*, Paris, 1904, p. 50. Il fait hommage à Eudes, qui voudrait donner à son frère le pays, échu ensuite à la maison des marquis de la Gothie, de l'ancien *Gotium*, et comtes d'Auvergne (*ibid.*, pp. 51, 93, 97-98). Toulouse forme à côté un comté autonome, dont le chef, Bernard, un « marquis », prend sur son sceau aussi le titre de duc (« signum Bernardo comiti seu duci ») ; *ibid.*, pp. 101-103.

[2] « Qui fertur vir hebetis esse ingenii et minus aptus utilitatibus regni », dit Réginon.

[3] Quem de mediocribus potentem fecerat ; p. 2.

[4] Pene omnes Franciae comites regem suum Karolum apud urbem Suessoniam reliquerunt... (Heriveus), accipiens regem suum, cum omnes deseruissent, duxit eum ad hospitia sua in villa quae dicitur Carcarisia ; p. 3.

autorité est celle que lui donnent les excommunications de l'archevêque. En Lorraine les mêmes puissants le déposent pour élire Gislebert, revenant ensuite à leur gré pour le « servir » de nouveau. Restauré ainsi, Charles assistera, comme un simple symbole de légitimité, à des conciles que préside l'archevêque [1].

Le vrai chef du pays est Robert de France. C'est lui qui combat contre les barbares du Nord, de nouveau envahissants, et qui conclut des pactes avec leurs chefs. De plus en plus le roi, malhabile dans ses actes de donation et dans la distribution de ses faveurs, médiocres pourtant, perd ses fidèles, qui vont vers Robert, et surtout vers son jeune fils, Hugues. On lui refuse l'entrée de Laon, où sont « les trésors » d'Haganon. L'archevêque lui-même, qui s'approche du terme de sa vie, finit par se dégoûter de ce protégé impotent : il admet que les « Francs » élisent roi Robert et consent à le sacrer solennellement, à Reims, dans l'église de saint Rémi, pleine du vieux souvenir de Clovis [2].

Comme ce concurrent périt dans une bataille contre Charles, qui est arrivé à réunir une bizarre armée de paysans et de faubouriens de Soissons [3], Charles implore les mêmes évêques et comtes de « revenir à lui » [4]. Raoul, Rodolphe, de Bourgogne, de la Bourgogne restée sous la couronne de France, est élu cependant roi à la place du chef mort de cette oligarchie qui a tous les moyens ; à Soissons même a lieu son installation [5]. Le père du roi, Richard, avait été le propre frère de Boson Ier [6], la femme de Raoul, Emma, était la fille de Robert [7]. Et, pour en

[1] *Ibid.*, p. 5.

[2] Franci Rodbertum seniorem eligunt ipsique se committunt. Rotbertus itaque rex Remis apud S. Remigium ab episcopis et primatibus regni constituitur ; *ibid.*, pp. 9-10.

[3] Maxime rusticani et ex suessonicae urbis suburbio ; *ibid.*, p. 13.

[4] Ut ad eum se revertantur ; *ibid.*

[5] Rodulphum cuncti eligunt. Rodulfus, filius Richardi, rex apud urbem suessonicam constituitur ; *ibid.*, p. 14. Pour Hugues de Flavigny c'est un « étranger » : « sic regnum Francorum ad extraneum transfertur ».

[6] Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, pp. 27 et suiv.

[7] Flodoard, p. 17.

finir avec Charles, un des plus puissants parmi les comtes, Héribert du Vermandois, nouvelle province sur la base d'une ancienne cité gauloise, l'attire chez lui et lui fixe pour demeure un de ses châteaux. L'autre, le Bourguignon, pourra tenir des « plaids » et demander des actes de « recommandation » ; il n'en est pas moins, dans l'opinion de beaucoup de ses fidèles, un simple vicaire provisoire, attendant le retour du roi. Sa principale mission est la même que celle d'Eudes : endiguer les progrès des Normands non soumis encore, retenir dans la fidélité du royaume ceux qui ont déjà leur établissement.

Il faut poursuivre maintenant, et pas seulement ici, cette nouvelle ondée des gens du Nord, parallèle à celle des Hongrois et, pour l'empire byzantin, à une dernière poussée de l'Etat bulgare.

L'établissement des Normands en Angleterre précéda leurs fondations dans d'autres régions de l'Europe occidentale. Venus par petits groupes [1], ils trouvèrent une royauté prête à leur résister et enflammée par ses fréquentes relations avec Rome, vers laquelle sans cesse se dirigeaient leurs pèlerins d'un bel élan de croisade. Après de longs combats obscurs que consigne la chronique anglo-saxonne, dans ses dures lignes de simple chronologie, il fallut négocier et on finit par s'entendre. Sous le roi Alfred († 901), un écrivain tout pénétré de l'esprit des premières renaissances barbares comme celle de Charlemagne, fut délimité, pour leur séjour, le « danelagh », qu'ils durent franchir souvent, mais jamais impunément, car la main de ce successeur du grand Egbert, fondateur de la monarchie anglo-saxonne, était dure. Peu à peu, à cause de la ressemblance des deux dialectes germaniques, les « Danois » se confondirent avec leurs frères, celtisés et pénétrés de civilisation romaine. Mais tout ce qui se passait dans cette île, qui donna aux arts et aux lettres

[1] Voy. Jean de Vries, *De Wikingen in de lagelanden bij de zee*, Harlem, 1923. Cf. la *Historik Tidsskrift*, de Christiania, 1924, pp. 88 et suiv.

du moyen-âge un apport tout aussi précieux, bien que moins capable d'être répandu que l'activité des vieux missionnaires christianisateurs de la Germanie, avait pour la vie générale du monde européen une importance très médiocre.

On ne pourrait pas fixer d'une manière précise les conditions dans lesquelles le presque fabuleux Rollon, le « Rou » des chansons ultérieures, s'imposa à Charles-le-Simple, donateur généreux de terres dont il ne retirait aucun profit, à ces embouchures des rivières françaises du Nord, où cette colonisation, avec ses Havres et ses Honfleurs germaniques, créa un vrai Etat ducal de la Normandie. Pour le chroniqueur Flodoard, la première donation s'étendait seulement sur les bords de l' « Itta », l'Epte [1], avec des promissions de terres plus amples si les nouveaux chrétiens consentiraient à se tenir cois [2]. C'était un acte politique pareil à celui accompli par les Byzantins, élargissant les frontières bulgares pour récompenser le roi Boris, devenu Michel. Ailleurs aussi, on essaya, dans les limites de cette même France, d'apprivoiser les rôdeurs maritimes par des champs au lieu d'argent. Ainsi Robert leur céda, après avoir pris toutes ses précautions, un lambeau de Bretagne en échange pour leur conversion [3]. Les Normands de la Loire eurent ainsi ce qu'avaient gagné ceux de la Seine. Les nouveaux colons ne se contentèrent pas cependant des districts qui leur avaient été assignés. Ils voulurent étendre leur « Danelagh » français encore plus loin, au delà de cette frontière de la Seine [4], mais durent se contenter de l'argent recueilli pour les apaiser [5]. Les déprédations des barbares

[1] Terram quae dudum Nordmannis ad fidem Christi venientibus, ut hanc fidem colerent et pacem tenerent, fuerat data ; p. 16.

[2] Latitudinem terrae pollicitus fuerat ; *ibid.*

[3] Rotbertus comes Nordmannos qui Ligerim fluvium occupaverant per quinque menses obsedit acceptisque ab eis obsidibus, Britanniam ipsis, quam vastaverant, cum namnetico pago, concessit ; quique fidem Christi coeperunt suscipere ; *ibid.*, p. 6.

[4] Eis terra daretur quam spaciosam petebant ultra Sequanam ; *ibid.*, pp. 17-18.

[5] Pecunia collaticia ; *ibid.*, p. 19.

non casés continuèrent cependant [1]. A Noyon, les châtelains et les gens des faubourgs cherchent à les écarter [2].

Raoul dut appeler les fidèles de sa couronne pour mettre fin à cet état de choses désastreux [3]. Un « pacte de sécurité » entre Hugues, fils de Robert, et Rollon ne mit pas fin aux excursions pillardes d'après l'ancienne coutume. Herbert de Vermandois dut donc employer l'autorité du Carolingien captif, réunissant ainsi leurs efforts à ceux de Hugues, et on vit bientôt les Normands, munis d'otages, demander que la France reprenne le roi légitime [4].

Pour quelques mois, Charles fut donc rétabli, Raoul restituant au roi légitime le château d'Attigny avec ses revenus [5]. Puis Héribert et Hugues, unis, purent combattre librement contre le frère du roi Rodolphe, qui portait le nom de Boson, emprunté au passé de sa famille [6], et même pour un conflit d'élection épiscopale, contre la ville de Reims, cette fois dans la compagnie de Boson lui-même [7]. Mais, lorsque, en 936, Raoul ferme les yeux, ceux qui l'ensevelissent dans l'église de Sainte-Colombe, à Sens, ne s'adressèrent pas à l'homme le plus puissant du royaume, à Hugues, mais bien à un rejeton de Charlemagne qui vivait en Angleterre chez sa mère anglo-saxonne, — déjà une fille de Charles-le-Chauve, la future comtesse de Flandre, s'était mariée dans l'île, — Louis, qu'on appelle *ultramarinus*, d'Outremer [8]. Hugues lui-même le présente à Laon devant plus de vingt chefs laïques et ecclésiastiques de la France.

[1] Quia nondum possessionem intra Gallias acceperant ; *ibid.*, p. 24.

[2] *Ibid.*, p. 20. Pour les villes pillées en France par les Normands voy. aussi Adhémar de Chabannes, éd. Chavanon, dans la « Collection de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire », pp. 133-135.

[3] Francis banno denuntiat ; Flodoard, p. 31.

[4] *Ibid.*, pp. 33, 38, 40-41.

[5] Reddens ei Atiniacum muneribusque honorans illum ; *ibid.*, p. 43.

[6] *Ibid.*, pp. 43-44.

[7] *Ibid.*, p. 51.

[8] *Ibid.*, p. 63.

C'était un commencement de « restauration » carolingienne dont le sens et la portée doivent être exposés ailleurs, en rapport avec la réviviscence du principe de légitimité monarchique active dans toutes les régions de l'Europe.

Les Normands, païens ou revenus au paganisme, infestèrent encore quelque temps la vie politique de la France[1]. Mais déjà leur effort s'était dépensé, ici comme en Grande-Bretagne. Il faut regarder ailleurs pour assister à leurs nouvelles offensives.

Depuis longtemps, on connaissait à Constantinople les hardis navigateurs de Kiev, des païens scandinaves, ces « Rhos », dominant sur une population slave jusqu'alors amorphe. L'empire s'était défendu énergiquement contre une piraterie en grand style menaçant la capitale. L'élan des Russes paraissait cependant s'être arrêté après avoir tâté de la technique supérieure des Byzantins. Il en fut autrement après la mort de Basile I[er], et l'avènement de ce Léon, haï par son prétendu père, car il le croyait, comme tout le monde, fils d'Eudoxie, avec Michel[2], qui ressemblait plutôt, avec plus de « philosophie », à celui-ci.

Siméon avait déjà donné par sa victoire de Bulgarophygion le signal du *tolle* général contre l'empire. En vain, Byzance avait-elle mis en mouvement, pour défendre ses provinces attaquées, les Magyars, qui durent s'expatrier après la vengeance bulgare, et même les Kazares[3]. Ce fut encore pire lorsque Léon, occupé tout le temps par les querelles avec son Patriarche, qui critiquait ses déportements avec Zoë, « la fille de Babylone », et par la

[1] Hugo, dux Francorum, crebras agit cum Nordmannis qui pagani adveniunt vel ad paganismum vertebantur congressiones ; *ibid.*, p. 88. Cf. *ibid.*, p. 94.

[2] Au début de son règne, il fit conduire, du reste, en grande pompe, les restes de l'assassiné à l'église des Saints Apôtres ; *Vie de Léon*, éd. de Paris, I.

[3] A Cherson la population tua presqu'au même moment son gouverneur ; *ibid.*, III, 1.

série interminable de ses noces, fit place à son frère Alexandre, de très court passage sur le trône, et à un « enfant né dans la pourpre », Constantin le Porphyrogénète, et à ses tuteurs (911).

On vit donc les Bulgares mener un siège en toute forme à Constantinople, creusant des fossés du palais des Blachernes à la Porte Dorée. On négocia cependant, les deux fils du roi bulgare étant reçus dans la ville et festoyés à la table du jeune empereur. Le Patriarche lui-même alla échanger des civilités avec le chef des envahisseurs. Une paix fut conclue, qui ne devait pas durer longtemps. Car, devant cet empereur mineur, contre lequel la révolte de Constantin Ducas aurait pu être victorieuse, — celui-ci fut tué au milieu de la ville où il était entré par surprise et avait avancé jusqu'au palais de Chalké, s'y faisant acclamer par le peuple, — Siméon avait conçu une plus haute ambition: celle de lui substituer sa propre personne et sa propre dynastie.

Il fallut bientôt recourir aux Petschénègues de la steppe, où on envoya un émissaire qui arriva à les engager : on admirait en même temps la vigueur d'un fils du « prince des princes », l'Arménien Achote, qui ployait en se jouant les barres de fer. Ceci n'empêcha pas Siméon d'entrer à Andrinople, que lui avait livrée un Arménien appartenant probablement aux Manichéens, aux Pauliciens, depuis longtemps cruellement persécutés. Il fallut une ambassade solennelle pour racheter la ville.

Mais avec cela l'état de guerre continuait. La tendance d'usurpation de l'empire était évidente. Pour enflammer d'enthousiasme des troupes, composées, il est vrai, en grande partie d'étrangers, même de Varègues scandinaves, on recourut au plus grand moyen. Bien que la guerre eût été menée contre un prince orthodoxe, on fit jurer les officiers sur le bois de la Sainte Croix, devant l'armée. La garde, les « icanates », les corps d'élite prirent part à l'expédition destinée à faire revivre le prestige de Byzance. Mais, dit le chroniqueur de ce règne, « les décrets de Dieu sont impénétrables », et sur les bords de

l'Achéloüs les « Romains » furent mis en déroute, avec un grand massacre. « Jamais autant de sang n'avait été versé. » Les chefs étaient parmi les morts.

Seule, la flotte byzantine resta maîtresse du Danube. On se querellait entre les généraux restés en vie. Désabusés sur le compte de la puissance de l'empereur, les barbares turcs de la steppe revinrent à leur camp. Et, comme les Bulgares poursuivaient leur victoire, se montrant de nouveau sous les murs de la capitale, on essaya pour la seconde fois de les combattre en rase campagne et pour la seconde fois, à la suite d'une surprise de nuit, l'armée, refaîte tant bien que mal, se dispersa.

La guérilla bulgare se poursuivit, à petits coups, même après que Constantin, en butte aux complots qui l'amenèrent à enfermer dans un monastère sa propre mère, jadis régente, Zoé, eût confié la défense de l'empire à l'expérimenté général romain, dit Lécapène, couronné César, avec sa femme et son fils Christophe. Le jeune empereur, qui venait de se marier avec la fille de ce Romain qu'il intitulait « son père », fut relégué dans son palais, où il entreprit cette grande œuvre de compilation, ce code historique de l'empire, qui forme son principal titre à l'estime de la postérité.

Mais sous les officiers nommés par lui il y eut les mêmes scènes de lâcheté ; tous ces Slaves, ces Turcs, ces soudoyers occidentaux même ne savaient pas résister à une brusque attaque des guerriers de Siméon. Le palais de la Fontaine, en marge de Constantinople, qu'on avait voulu défendre, brûla. Plus tard, le feu fut mis aussi au palais de Sainte-Théodore. La splendide banlieue de la capitale était ainsi détruite peu à peu pour amener à un pacte.

De nouveau Andrinople fut conquise, cette fois après un long siège, et malgré la vaillante défense du patrice Mauroléon. Le siège de Constantinople commença, mêlé de négociations destinées à tromper les « Grecs ». Romain, désespéré, se prosterna devant les reliques dans l'église des Blachernes, et, en larmes, « conjura l'Imma-

culée Mère de Dieu d'amollir la dureté du cœur de Siméon[1] ». Recouvert du voile de la Vierge, comme d'un « casque spirituel », le César alla trouver le roi des Bulgares, qui sollicitait une entrevue. Elle devait amener la paix, la seule vraie paix. Mais auparavant une scène eut lieu sur laquelle il faut s'arrêter.

Les soldats de Siméon parurent, ce jour du 9 septembre 924, vêtus de leurs plus beaux habits, portant des boucliers d'or et d'argent, des lances du même métal. Ce devait être la garde, façonnée à la « romaine », de leur maître. Sous les yeux des Byzantins, ces guerriers victorieux entourèrent la personne de leur chef triomphateur et une salutation impériale en grec retentit aux oreilles de ces spectateurs surpris : on créait un empereur, se réservant probablement de le faire sacrer chez lui, au retour, par leur Patriarche slave. Une légende parle de deux aigles qui parurent alors, dont l'un vola vers Constantinople, l'autre vers « la Thrace », vers la lointaine « Polis » des Bulgares, aux palais ornés de colonnes et de statues, vers l'Eski-Stamboul de la tradition. De fait il y avait, non pas deux empires, mais, à côté de l'empire légitime, une prétention impériale qui n'était pas arrivée à s'imposer dans la ville même de Constantin.

La mort de Siméon, le 25 mai de l'année suivante, changea ces rapports. Son fils Pierre était un enfant comme le Porphyrogénète. Une révolte générale des vaincus éclata sur les frontières, et une tentative de prévenir l'attaque byzantine, redoutée, échoua. Des propositions de paix vinrent donc de Preslav, et la bulle d'or dont était scellée la missive montre que le nouveau « prince des Bulgares » se considérait lui aussi comme un « Tzar ».

On préparait cette fois plus que la paix : cette relation d'alliance perpétuelle, de reconnaissance réciproque, le titre impérial à part, que Byzance avait inaugurée peut-être à l'égard d'une autre royauté prétentieuse, celle des Francs. Georges Sursubule, le grand-père maternel de

[1] Traduction de Cousin.

Pierre, était parmi les négociateurs. On s'arrêta à l'idée de réunir par un mariage les deux dynasties rivales pour la possession de l'empire unique. Marie, fille de Christophe, fut choisie pour être la femme de l' « ami » bulgare, qui arriva en grande cérémonie, accueilli par Romain, le Sénat et la Cour. Le 8 octobre suivant, les traités ayant été signés, le mariage fut célébré dans cette église de la Fontaine, jadis brûlée par Siméon, par le nouveau Patriarche Etienne. Lorsque, après un grand banquet, auquel Christophe, d'après le désir formel des Bulgares, avait pris rang par-dessus le pauvre basileus Constantin, et, aussitôt après Romain, on conduisit à l'Hebdomon la princesse impériale qui partait vers sa résidence.

Un fait nouveau, de garantie réciproque, existait dans l'histoire de l'Orient européen. Comme le frère du « Tzar », Jean, s'étant montré désireux de régner, avait été tondu moine, on le fit amener à Constantinople, où il épousa une princesse arménienne élevée à la Cour : c'était, pour toute occurrence, un gage précieux [1]. Encore une fois, Byzance vaincue avait remporté de fait la victoire.

L'offensive normande essaya aussi de mordre à cet empire, qui avait trouvé le moyen de respecter l'ordre légal de la succession en donnant aux armées un chef et une énergique direction à la chose publique. Bientôt, une flottille du Dniéper amena un si grand nombre de Russes qu'il fut possible au chroniqueur contemporain d'en compter dix mille [2]. Ils avançaient en brûlant tout sur leur passage ; les prisonniers étaient empalés, mis

[1] Une Arménienne, la fille du patrice Adrien, épousa Constantin, fils de Romain.

[2] La chronique russe (nous suivons la version roumaine de Georges Brancovitsch, considérant celle de Nestor dans sa forme actuelle comme un arrangement postérieur) prétend que, après l'apparition à Constantinople d'Askold et de Dir, Oleg, faisant la seconde campagne contre Byzance, aurait obtenu le prix de rachat pour 2.000 barques, dont chacune contenait quarante pirates (notre *Revista istorică*, III, p. 37).

en croix ; on enfonçait des clous dans le crâne des prêtres. La flotte impériale, contenant aussi des embarcations légères, qu'on pouvait opposer aux barques des barbares, se plaça à l'entrée du Bosphore, à Hiéron, et le « feu grégeois » détruisit la plupart des vaisseaux ennemis. L'équipage, forcé de descendre sur le rivage, fut détruit par les forces de terre du domestique Kourkouas, un Caucasien. Ceux qui avaient conservé leurs embarcations, continuant leur fonction d'écumeurs, furent attaqués au retour, en septembre, et cruellement punis.

Igor, fils de Rourik et successeur d'Oleg, était en ce moment à la tête des Russes, aristocratie normande et pupilles slaves, païens les uns et les autres. Il était arrivé à réunir toutes les seigneuries formées à l'aventure par la poussée normande, à Polotzk, au « Lac Blanc », à Novgorod, comme dans sa Kiev, enrichie du butin grec. Sa femme, Olga, dont le père porte un nom slave, lui succéda, d'après une coutume qui n'est pas sans doute normande, mais plutôt comme régente, au nom de son fils, nommé lui aussi à la façon slave, Sviatoslav. La légende, qui rend sans doute d'anciennes chansons, prétend qu'elle dut employer de cruels artifices pour échapper à un nouveau mariage avec le chef des Drevlianes, des Slaves soumis qui avaient tué Igor.

Déjà, des moines grecs travaillaient dans cette autre païennie dangereuse pour la gagner à l'empire par les moyens de la religion. On ne dut donc pas s'étonner à Constantinople lorsque, de même que la sœur de Boris avait initié la christianisation des Bulgares, Olga se présenta en 955 devant l'empereur Constantin et le patriarche Polyeucte pour demander le baptême que son fils continuait à refuser [1].

C'était presque, pour le trône byzantin, une nouvelle convoitise, qui devait se manifester bientôt par ce même Sviatoslav. Mais, pour le moment, cette offensive aussi

[1] Chronique russe citée.

avait cessé : la croix byzantine se montrait plus heureuse à l'égard des barbares que la croix latine, qui ne trouvait à ce moment aucune main guerrière capable de la tenir.

Les Magyars aussi en firent l'expérience. Pour les Occidentaux, c'étaient les mêmes ennemis inlassables, les mêmes cavaliers d'un élan toujours renouvelé. Déjà ils arrivaient jusqu'en France, où bientôt (926) il fallut cacher les reliques de saint Rémi [1]. La voie d'Italie ne fut pas non plus abandonnée. Bérenger venait d'être chassé par les siens « à cause de son insolence [2] », et à sa place on avait appelé Rodolphe, le « roi du Jura et de la Gaule Cisalpine » († 937). Le roi évincé n'hésita pas à appeler les barbares à son aide. Pavie brûla, et deux évêques, adversaires de Bérenger, dans ce pays où le clergé supérieur fait les rois, furent massacrés. Le traître de la chrétienté finira tué par ses anciens fidèles (924), mais les Hongrois, poursuivis par Rodolphe, et par le roi de Vienne et d'Arles, Hugues, ont passé les Alpes ; ils ont lancé leur attaque contre l'ancienne Gothie, bien que les maladies seules eussent détruit leurs hordes [3]. On les verra aussi en Bourgogne, puis en Italie de nouveau [4], où, dans le Sud même, ils pillèrent Tarente et séjournèrent neuf ans dans ces parages [5].

Mais c'est l'Allemagne qu'ils choisissent surtout pour théâtre de leurs exploits [6]. Le roi Henri a été élu, nous l'avons dit, surtout pour défendre les duchés contre ce fléau.

Une force militaire du royaume fut pour la première fois organisée. Elle mérite un intérêt spécial. A la base il y avait les « soldats paysans », les « agrarii milites », mais un élément tout neuf devait préparer la « mobilisa-

[1] Flodoard, p. 34.
[2] Ab optimatibus suis... ob insolentiam ejus ; *ibid.*, pp. 7, 18-19.
[3] *Ibid.*, pp. 22-23, 26, 40.
[4] *Ibid.*, année 935. Aussi, p. 66, année 937.
[5] Romuald de Salerne, c. 161-163, années 940-949.
[6] Voy. *Casus S. Galli*, dans les *Mon. Germ. Hist.*, II, p. 105.

tion » dans les villes. C'est sur ces centres urbains (Goslar, Merseburg, Quedlimbourg, où le monarque sera enterré, etc.), favorisés de toute façon, que doit reposer la défense des Allemagnes [1] : tout le contraire du système de France, appuyé sur les châteaux. Des brigands, des condamnés furent placés, colonisés dans les faubourgs des villes, ayant la mission expresse de combattre les barbares à leur façon [2]. On constate déjà un noyau de cavalerie. Comme dans une rencontre fut pris le principal chef des envahisseurs, les Hongrois consentirent, pour obtenir sa liberté, à conclure une trêve de neuf ans, la seule qu'ils eussent jusque-là accordée [3], mais en échange pour un tribut.

La preuve de la valeur de ces troupes allemandes fut faite d'abord contre les Slaves de Misnie, contre les Bohêmes, dont le « roi » fut pris dans sa capitale à Prague, et ce prince chrétien, Wenceslas, contraint à entrer sous le patronage de Henri (928-929) ; puis, plus tard, contre les Danois, dont le roi, Knut, dut adopter la religion chrétienne et tolérer dans le Slesvig un marquis et une colonie de Saxons. Une révolte sur l'Elbe fut cruellement réprimée. Au cours de ces entreprises, les Hongrois se présentèrent en auxiliaires, sans être cependant acceptés et, lorsque leurs deux corps d'expédition se dirigèrent vers les places saxonnes où on leur avait signalé des richesses à piller, ils rencontrèrent une nation prête à se défendre. Dans une grande bataille, en 933, près de Merseburg, ils furent décimés [4].

Otto, fils de Henri, et son successeur, en 936, commencera par des conflits armés avec les Bohêmes dont le roi vassal avait été écarté par son frère Bolaslav, et avec les gens de l'Elbe, mais bientôt il aura de nouveau les

[1] Widukind, I, ch. 35 : « Vilia aut nulla extra urbes fuere moenia. » « In omnibus causis erat clemens civibus » (II, ch. 3).
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*, I, ch. 20, 35 et suiv., 40.

Hongrois devant lui. En chemin vers le Rhin, vers la France, ils se buttent aux troupes royales (937). Une nouvelle rencontre a lieu en 944, du côté de la Carinthie et de la Bavière, dont le duc Henri était allé les trouver du côté d'Aquilée [1]. Les barbares ne revinrent pas de sitôt et les forces de la Germanie, presqu'unifiée par les guerres : contre le Bavarois Everard, contre le frère bâtard d'Otto, Thankmar, qui fut tué dans une église, devant l'autel, furent réclamées par la seule œuvre de destruction contre les Slaves de l'Elbe, trahis par un de leurs chefs, Tougomir [2]. Alors, pendant un demi-siècle, la Hongrie des chefs de tribu deviendra un territoire politique, de plus en plus pénétré par la royauté allemande et par la civilisation latine du catholicisme, contrecarrant les efforts byzantins de réduire cet autre repaire de païens.

Car, un peu avant l'invasion russe, ces « Turcs » parurent « pour la première fois » en Thrace. Ils furent repoussés par le patrice Théophane, et, lorsqu'ils revinrent l'année suivante, le même leur imposa une trêve de cinq ans [3]. Aussitôt, les moines missionnaires commencèrent leur œuvre, et, presqu'en même temps que la Russe Olga, on vit à Constantinople deux des chefs magyars, Gyula et « Bolosoudès », qui furent gagnés au christianisme dirigé dans ces régions par l'évêque Hiérothée [4].

Les Sarrasins eux-mêmes passèrent par des années d'anarchie, aussitôt que le respect de tous les croyants cessa d'entourer le calife gardé et tutellé par les Turcs à Bagdad.

Il n'y avait plus un seul Etat musulman, conservant d'une façon unique la tradition du prophète. A Bagdad, on suivait, à l'égard des voisins du « Roum », une poli-

[1] Widukind, II, ch. 36.
[2] *Ibid.*, ch. 20, 21, 24.
[3] Vie de Constantin, XI, XII.
[4] Constantin le Porphyrogénète, *De administratione imperii.*

tique de bon voisinage ; du reste le chef nominal de l'Islam avait abandonné les provinces à la libre initiative de leurs chefs, et non seulement en Mélitène et en Syrie, mais aussi en Perse, dans la Mésopotamie des Hamdanides, auxquels devait obéir bientôt, dès 944, la Syrie septentrionale aussi. L'histoire universelle écrite par Tabari, au commencement du IXe siècle, tient compte non seulement des « apôtres », dont la doctrine est divergente, mais aussi des « rois » qui peuvent s'entendre quelquefois. L'intérêt d'un Massoudi († 956) s'étend à tout ce qu'offre la surface de la terre et les aspects multiples de la nature. Des chrétiens occupaient parfois les plus hautes dignités, même celle du Vizir, et on répondait aux fanatiques que chaque place appartient au plus digne de l'occuper [1]. Le rôle de Turcs, des esclaves achetés pour former la garde du calife, n'était en aucune relation avec la guerre sainte, jadis principale raison d'existence de cet Etat qui était une « Eglise militante ».

Des révoltes fréquentes ébranlaient le califat dès la fin du IXe siècle, lorsque Bagdad elle-même fut assiégée ; des bandes de rebelles égyptiens arrivèrent jusqu'à Bassorah, le grand port créé par l'Islam sur le golfe de Perse, devenu une des mers les plus fréquentées par le commerce mondial. Les dissidents dits « Carmathiens » osèrent attaquer La Mecque elle-même, qui fut cruellement pillée et noyée dans le sang en 930 [2]. Lorsque la protection des Bouvaïhides de Perse [3], qui prétendaient descendre des Sassanides, s'imposa aux califes, ces nouveaux tuteurs ne furent pas plus généreux que les autres à l'égard d'une puissance déchue [4].

Alors que les Aghlabides commençaient à s'affaiblir, une nouvelle dynastie, celle de Fatimides, se préparait à envahir l'Egypte, qui sera occupée en 969. Les Omiades

[1] Voy. Brooks, loc. cit., pp. 274 et suiv.
[2] *Ibid.*, p. 276.
[3] Sur leur patronage littéraire (le « liber regius » d'Haly Abbas) voy. *ibid.*, p. 297.
[4] *Ibid.*, p. 277.

régnaient paisiblement en Espagne, où s'accomplissait journellement une œuvre de mélange entre les races, sinon entre les institutions, d'origine religieuse.

En Sicile, la prise de Taormina, en 902, — Reggio de Calabre fut occupée par un aventurier arabe l'année précédente, — avait mis fin aux longues luttes entre Byzantins et Arabes, conduits dans la dernière phase par la famille des descendants d'Aghlab. Mais il y avait aussi un autre domaine où l'offensive arabe menaçait en même temps les deux moitiés de la chrétienté. Une formidable piraterie musulmane s'était formée, à laquelle prenaient part aussi, et dans des situations décisives, les renégats, grecs et autres.

Il y eut donc des chefs païens dans les Cyclades, à Lemnos, et Léon de Tripolis, maître d'Attalia, devenue Satalieh, se risqua, et avec succès, contre la grande ville de Thessalonique, qu'il pilla à son gré, en juillet 904. Une flotte byzantine, sous Himérios, fut mise ensemble pour châtier cet insolent ennemi, mais les Impériaux finirent par être battus en 911. Une première tentative contre l'île de Crète, repaire de ces pirates, ne réussit pas en 949.

Mais les vaisseaux de l'empereur tenaient partout la mer, et, sans leur bonne garde, les côtes de l'Occident aussi auraient eu beaucoup plus à souffrir. Pendant longtemps, pèlerins et voyageurs avaient passé sous la menace et souvent sous les attaques des Sarrasins établis à Fraissinet. Personne ne réussit à les déloger jusqu'à l'arrivée des marins grecs qui rendirent libre le passage des Alpes en Italie [1].

Tout de même, la véhémence de la nouvelle invasion s'était épuisée. Les Arabes tendaient un peu partout à s'établir d'une façon régulière, et leur séparatisme opiniâtre amoindrissait de beaucoup les dangers qu'avait

[1] Graeci, Sarracenos per mare insequentes, usque in Fraxinidum saltum... celeri... internecione proterunt, quietam reddentes Alpibus Italiam (Flodoard, p. 48). Voy. cependant de nouveaux actes de brigandage en 939, p. 73.

suscités au début le califat d'un seul vicaire de Mahomet, animé d'un esprit de discipline et d'un puissant enthousiasme. Les Normands commençaient à créer les forces dont ils devaient user pour fonder des Etats nouveaux, après avoir fortement ébranlé les anciennes organisations politiques. La Bulgarie avait dû fermer l'ère des offensives. Hongrois et Russes se tournaient vers le christianisme, ce qui signifiait leur entrée régulière dans l'ordre civilisé du monde : Rome et Byzance devaient leur donner des normes constitutionnelles. Le temps était donc venu pour une reprise de l'activité des hiérarchies.

CHAPITRE XII

Nouvelles créations hiérarchiques et leurs offensives militaires (950 env.-1000 env.).

Le rétablissement d'un Carolingien sur le trône occupé provisoirement par des seigneurs de France et de Bourgogne signifiait beaucoup plus qu'on ne le croirait à première vue. Pour s'en rendre compte, et avant de poursuivre la série d'actions politiques que provoqua cet événement, un coup d'œil sur l'état des hiérarchies à cette époque nous paraît nécessaire [1].

Bérenger est tué [2] et depuis longtemps a disparu l' « empereur » Guy, qui laisse dans Albéric un simple continuateur des marquis de Spolète. Mais un autre Guy est maître de la Toscane, et la maison des marquis conserve toute son influence sur Rome et la Papauté. A Ivrée, un second Bérenger et son fils Adalbert se préparent à jouer le rôle de « roi lombard », d'empereur né et imposé par cette Italie, de plus en plus fière de son passé et ayant l'intuition du rôle qu'elle doit jouer [3].

Ces Italiens n'ont plus devant eux comme rivaux les Bourguignons des deux royaumes. Louis l'Aveugle n'a

[1] Cf. Roth, *Feudalität und Unterthanenband*, Weimar, 1863 ; Faugeron, *Le bénéfice et la vassalité au* IX^e *siècle*, Rennes, 1868 ; Seignobos, *Le régime féodal en Bourgogne jusqu'en* 1360, Paris, 1882.

[2] Sur les conditions, voy. la Chronique de Liutprand.

[3] Cf. Hirsch, *Die Erhebung Berengars I. von Friaul zum König in Italien* (cf. la *Rivista istorica italiana*, année 1911, comptes rendus), et Lazzarini, *Il diploma originale di Berengario e Adalberto per la badia della Vangadizza*, dans le *Nuovo Archivio Veneto*, XXX, IV [1], pp. 96 et suiv. Sur leur sceau on lit : « Berengarius et Adelbertus reges », « signa serenissimorum Berengarii et Adelberti regum ». Ce sont des « piissimi reges », ayant leur archi-chancelier.

plus jamais foulé la terre de ses malheurs. Son fils, baptisé, d'une façon si ambitieuse, des deux noms de Charlemagne et de Constantin-le-Grand, préparé donc pour un rôle impérial, reste dans sa capitale de Vienne sur le Rhône, où il a fait hommage au roi Raoul [1]. Il est vrai qu'un parti italien a appelé de Provence Hugues, fils de Berthe, mais ce nouveau Transalpin ne jouera jamais un trop grand rôle dans les choses de la péninsule [2], bien qu'il eût eu l'honneur de marier sa fille, une autre Berthe, devenue Eudoxie, avec le Porphyrogénète de Byzance [3].

Toute une série de fantômes pontificaux a rapidement défilé à Rome : Romain, Théodore, Jean IX, faible émule du grand prédécesseur homonyme, Benoît IV, Léon V, Serge, Anastase III, Lando, prenant tour à tour part pour la légitimité carolingienne ou pour les rois italiens. Les nobles de Rome, les représentants de ce « peuple », plus actif qu'on ne le croit, n'entendent plus supporter ces intrusions. Ils veulent avoir leur Pape, et ils l'ont.

La fille d'un Théophylacte, dignitaire byzantin, d'un « vestiaire », est Théodora, portant elle-même un nom grec qui rappelle d'autres temps. Arrivant par son argent et par ses relations à disposer de Rome [4], elle fait de son concubin un Pape qui, prenant le nom glorieux de Jean (Jean X), osera s'en prendre aux pillards sarrasins de l'Italie méridionale. Après un long pontificat (914-928), une autre femme, sœur de Théodora, et jadis l'amie d'un certain Serge, puis celle du marquis Albert, et enfin de Hugues de Provence, Marozzia, s'était unie de mariage à Guy de Toscane pour provoquer une vacance du Saint-

[1] Flodoard, p. 36, année 931.

[2] *Ibid.*, p. 35, année 926.

[3] Constantin le Porphyrogénète, ouvr. cité.

[4] Duchesne, *Serge III et Jean XI*, dans les « Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'école de Rome », XXXIII, 1913, pp. 46, note 1, 52, 57-58, 150. Une source contemporaine dit : « Accessit una de nobilibus romanis, cujus nomine superest, Theophilacti filia, non quasi uxor, sed in consuetudiem malignam genuit ex ea filium, ab amore patris Albericus nomen imposuit (Cf. *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, III, c. 714).

Siège au profit de son parti. Jean sera jeté en prison, où il mourra [1]. Elle lui substitue des personnages insignifiants, comme Léon VI et Etienne VII, qui servent à préparer l'avènement de son propre fils, né des relations avec le premier de ses amants publics, dont elle fait un Jean XI. Mais le frère du jeune Pape, Albéric, qui est « glorieux prince et sénateur des Romains » et détient le vrai pouvoir, ne veut ni de ce pontife, ni de son tuteur, Hugues ; il jettera en prison Jean XI et sa mère elle-même, pour régner (933) [2]. Il nommera quatre Papes à son gré, Léon, Etienne, Marin, Agapet, pour oser penser à son propre fils mineur, Octavien, qui sera Jean XII [3], — chose moins étonnante quand on pense que Constantinople avait en Théophylacte un Patriarche enfant, pour lequel d'autres conduisirent pendant quelque temps les affaires de l'Eglise [4]. Il pense à un mariage byzantin et offre une fille de Marozzia à l'héritier du trône de Constantinople [5] ; il avait même pensé à faire de ce fils Octavien un empereur [6].

Sans avoir aucune influence sur ces choses de Rome, Hugues, qui s'est associé son fils Lothaire, nom carolingien, d'un côté, et, de l'autre, Bérenger d'Ivrée, avec son fils Adalbert, portant un nom de la Maison de Toscane, s'affrontent comme rois d'Italie, de création plus ou moins suspecte, avec une prépondérance marquée de la part de ces deux derniers parce qu'ils sont des « Ita-

[1] Flodoard, p. 44 : « dum a quadam potenti femina, cognomento Marocia,... sub custodia detineretur ».

[2] *Ibid.*, p. 55 : « (Johannem) filium Mariae, quae et Marocia dicitur... (Albericus) qui matrem quoque suam Maroclam clausam servabat et Romam contra Hugonem regem tenebat. » Cf. Duchesne, *Les premiers temps de l'Etat pontifical*, 3e éd., Paris, 1911 ; Dümmler, *Auxilius und Vulgarus*, Leipzig, 1866 ; nos *Relations entre l'Orient et l'Occident*, pp. 134 et suiv. (lire à la page 134 : « prédécesseur » au lieu de « successeur »).

[3] Flodoard, p. 140.

[4] Cf. Gay, ouvr. cité, pp. 219-220, Migne, XI : lettres de Nicolas le Mystique et Pitra, *Analecta novissima*, I, pp. 122, 474.

[5] Gay, ouvr. cité, p. 222, et, du même, *Les Papes du XIe siècle et la chrétienté*, Paris, 1926.

[6] Duchesne, loc. cit., p. 176.

liens » [1], tandis que le Provençal qui, après avoir menacé Rome, avait fini par donner sa fille à Albéric, avait réussi à se gagner la faveur du « prince romain » [2].

En 936 avait eu lieu, Léon VII étant Pape, à Laon, dans des conditions assez imposantes, l'installation de Louis d'Outremer. Sa mère, l'Anglo-Saxonne, une femme énergique, viendra le trouver et le soutenir même du concours de la flotte insulaire [3]. A la même date, à Aix-la-Chapelle, dans le portique de la basilique de Charlemagne, était acclamé roi des Francs et des Saxons Otto et l'archevêque de Mayence demandait l'opinion du peuple qui, levant les mains, fit entendre ses vœux de long règne. Les insignes royales furent ensuite confiées au jeune prince, avec la mission de remplir sa fonction impériale, d'amener au bercail les païens et les mauvais chrétiens. Le diadème d'or fut enfin posé sur la tête de celui pour lequel avait été repris tout le cérémonial des couronnements des Carolingiens [4].

Deux représentants du même droit se trouvaient donc en face devant une mission unique. A la table d'honneur d'Aix-la-Chapelle, Otto avait été servi, d'après la même étiquette, non seulement par les ducs qui devaient être bientôt ses ennemis, mais aussi par Gislebert de Lorraine [5]. Hugues, duc de France, d'abord beau-frère de Charles-le-Simple, par son mariage avec la fille du roi anglo-saxon Edouard [6], épouse la sœur du nouveau roi germanique [7].

[1] Desimoni, *Sulle marche d'Italia e sulle loro diramazioni in marchesato*, dans les « Atti della società ligure di storia patria », XXVIII (1902), pp. 75 et suiv., pp. 147-150.

[2] Flodoard, p. 64 : « Pacta tandem pace cum Alberico, dans ei filiam suam conjugem. » Il a un rival dans son propre frère, Boson. Cf. aussi *ibid.*, pp. 57, 84, 99, 100.

[3] Flodoard, p. 73.

[4] Accipe, inquit, hunc gladium, quo eicias omnes Christi adversarios, barbaros et male christianos, auctoritate divina tibi tradita, omni potestate totius imperii Francorum, ad firmissimam pacem omnium christianorum ; Widukind, II, ch. 1-2.

[5] *Ibid.*

[6] Flodoard, p. 36.

[7] *Ibid.*, p. 69.

Mais les Lorrains quittent Otto pour s'offrir à Louis [1]. De leur côté, Guillaume, duc de Normandie, Herbert de Vermandois, Hugues de France prêtent serment au roi « d'au delà du Rhin », appelé ainsi par la chronique française pour montrer que l'essence du pouvoir est au fond la même [2]. Louis, de son côté, reçoit à Verdun l'hommage de quelques « Lorrains », et, pour renforcer son droit, il épouse la veuve de Gislebert, sœur elle aussi d'Otto [3]. Et, si bientôt le Transrhénan reçut l'hommage du Normand, du Français et d'Herbert de Vermandois [4], Arles, l'Aquitaine se déclarent pour Louis [5]. Les chefs des Bretons le reconnaissent, et Guillaume de Poitou se déclare son vassal [6]. On le voit à Lyon, en Bourgogne. Malgré tout, depuis le bon temps des Carolingiens on n'avait pas eu un maître si aimé et si réel [7].

Otto est occupé à combattre ses ducs, ses propres frères, Thankmar, qui finit par être tué, Henri, qui obtient par les frères de leur mère son pardon. Il se bat avec les barbares, remplissant vaillamment sa mission, mais derrière lui le Pape Etienne VII envoie par un légat des lettres qui enjoignent sévèrement, sous peine d'excommunication, « aux Francs et aux Bourguignons » d'écouter leur roi Louis [8], Les évêques sont gagnés par des signes d'honneur. Le terme de Noël est fixé aux insoumis. Et le roi a aussi un autre appui moral, celui d'un

[1] Lotharienses Ottonem, regem suum, deserunt et ad Ludovicum regem veniunt, qui eos recipere distulit ob amicitiam quae inter eos... depacta erat ; *ibid.*, p. 71.

[2] Déjà, en 921, cette distinction : « rex Francorum occidentalium » et « rex orientalis » (*Mon. Germ. Hist., Leges*, I, p. 567).

[3] Flodoard, p. 73.

[4] *Ibid.*, pp. 75, 77.

[5] Ludovicus rex a Karlo Constantino in Viennam accipitur et Aquitani ad eum veniunt illumque suscipiunt *ibid.*, p. 81.

[6] Flodoard, année 942.

[7] Voy. Lauer, *Le règne de Louis IV d'Outremer*, Paris, 1900 ; Lot, *Les derniers Carolingiens.*

[8] Ad principes regni cunctosque Franciae vel Burgundiae habitatores ut recipiant regem suum Ludovicum, quod si neglexerint et eum amplius hostili gladio persecuti fuerint, excommunicationis depromissurum interminationem ; *ibid.*, année 942.

homme universellement vénéré, le fondateur d'un nouvel ordre monacal, d'une stricte discipline et d'une compréhension supérieure pour les lettres et les arts, Odon de Cluny [1].

Il fallut qu'Otto consentît à une entrevue avec son rival. L'ancienne *concordia* entre les Carolingiens est confirmée. Hugues de France est exhorté à se soumettre, ainsi que l'a déjà fait, peu avant de mourir, le duc de Normandie. Mais la décision du duc de France est déjà prise ; il dénonce au « Transrhénan », à Aix-la-Chapelle, les mauvaises intentions de son ami. Louis sera pris par des seigneurs normands, mais, après sa délivrance, il emploiera son pacte d'amitié pour faire venir en France, jusqu'à Reims, contre l'archevêque, contre Hugues, ce roi germanique auquel il ne paraît attribuer aucune signification nationale [2].

Le Pape continue cependant à soutenir cette réviviscence de l'autorité unique dans l'Eglise qui se partage « les rois ». Il donne à la « concorde », à l' « amitié » un organe : les conciles convoqués en même temps pour les deux pays. Agapet fixe pour la première de ces réunions le vénérable palais de Charlemagne, de plus en plus vivant dans les esprits, à Ingelheim (948). Toutes les affaires courantes, discordes féodales, mauvaises mœurs, rébellion de Hugues contre son souverain, sont discutées ; comme Otto et son duc de Lorraine, Conrad, sont présents, les lettres sont lues aussi en allemand [3]. Dans un nouveau concile, à Trèves, sans les Allemands et les Lorrains, Hugues, adversaire de la légitimité du roi, profanateur des églises, est excommunié, en même temps que le second Herbert de Vermandois, « ennemi des évêques » lui aussi [4]. Conrad de Lorraine, qui a fait fonction de parrain au baptême d'un fils du roi, aide son souverain à détruire le fauteur de troubles.

[1] *Ibid.*, p. 85.
[2] *Ibid.*, pp. 100 et suiv.
[3] Earum litterarum propter reges juxta teutiscam linguam ; *ibid.*, p. 111.
[4] Pro malis quae contra episcopos agebat ; *ibid.*, p. 118.

Peu à peu, cependant, à cause de cette ambition effrénée du duc de France, l'alliance perpétuelle des « rois » change de centre. Celui qui a Aix-la-Chapelle et les souvenirs de Charlemagne dirigera. Comme il est déjà libre de soucis dans son Allemagne, il peut prendre, soutenu par tous les légitimistes, comme le savant moine Gerbert, la direction des affaires communes de l'Occident entier. Ce sera en vain que Hugues se soumettra en 950 [1] : l'hégémonie a passé aux « Transrhénans ».

Déjà le concile d'Ingelheim avait été demandé au roi germanique ; le second s'était assemblé sur ses terres, à Trèves. Le duc de France avait fait en suppliant le chemin d'Aix-la-Chapelle, et c'est comme délégué de son souverain que Conrad de Bourgogne accompagne dans sa campagne contre le duc la personne de Louis, qui sera même convoqué par son voisin et allié à Aix-la-Chapelle, où il se rend en effet pendant les Pâques [2].

Gerbert passe les fêtes de Pâques auprès d'Otto, dans cette résidence de Charlemagne, qui est comme ressuscitée par un nouvel esprit du temps. Il ne voit dans la société contemporaine, déchirée par la tendance de chaque province, de chaque groupe territorial, d'avoir un maître royal [3], que « notre seigneur le César », *dominus noster Caesar* [4]. Tel lecteur de Cicéron et admirateur de Démosthène demande l' « Histoire de Jules César » [5]. Les ambassadeurs des Grecs, des Italiens, des Anglais et de quelques autres nations [6], se rassemblent à Aix-la-Chapelle, une vraie capitale de l'Occident, autour de ce roi qui a déjà toutes les attitudes, tous les gestes d'un empereur [7]. Le continuateur de Réginon parle de l'am-

[1] Flodoard, p. 127.

[2] *Ibid.*, p. 130.

[3] Réginon : « Jam non naturalem dominum praestolantur, sed unumquemque de suis visceribus regem sibi creari disposuit ».

[4] Lettres de Gerbert, pp. 3, 4, 6.

[5] *Ibid.*

[6] Cf. aussi des envoyés sarrasins (année 965), dans Widukind, III, ch. 56.

[7] Flodoard, p. 120 .

bassade que lui députa « Hélène, reine des Russes », la nouvelle convertie Olga, pour demander à cet Occidental qui ne peut pas rêver de conquêtes en Orient des évêques et des prêtres. Adalbert, évêque de Ratisbonne, y sera même envoyé.

Otto est poussé vers la résurrection de l'autorité impériale par toute une « opinion » qui, de plus en plus, domine le séparatisme. On le voit bien en Angleterre, chez ces Anglo-Saxons dont le roi Athelstane (924-939) s'intitule fièrement, en employant cette terminologie grecque restée dans l'île : basilews totius Britanniae » et dont les princesses apportent sur les trônes de France et d'Allemagne une forte conscience du droit monarchique [1]. Mais il hésite à faire le premier pas, bien qu'on assure que son père fût mort avec le désir « d'aller à Rome » [2]. Sa mission vers l'Est, vers le Nord, du côté des Slaves, des Danois, n'est que commencée, et il y a le problème hongrois, guère résolu encore, qui l'attend. Ce ne sera donc pas lui qui cherchera le chemin séducteur de l'Italie ; c'est l'Italie elle-même qui se dirigera vers lui et qui l'adoptera pour elle, pour ses sentiments et ses intérêts, se réunissant aux Papes imprégnés d'impérialisme dans la misère actuelle de leur situation pour faire un empereur d'un caractère tout de même nouveau.

A bref délai, le Provençal et son fils sont morts (948 et 950). Lothaire a laissé une veuve, Adélaïde, fille de Rodolphe II le Bourguignon, sœur du « roi du Jura », Conrad, bien que, par sa mère, Berthe, descendante des ducs de Souabe [3] ; ces Romans d'Italie l'appellent du doux nom d'Adelasia. Comme elle a par son origine même une tradition royale italienne, — sa mère avait été la femme

[1] Cf. J. Armitage Robinson, *The time of Saint Dunstan*, Oxford, 1923.

[2] Widukind, I, ch. 40 : « Perdomitis itaque cunctis circumquaque gentibus, postremo Romam proficisci statuit, sed, infirmitate correptus, iter intermisit ».

[3] Voy. Julius Bentzinger, *Das Leben der Kaiserin Adelheid*, thèse de Breslau, 1883.

de Hugues [1], — une certaine légitimité a passé sur sa tête, à une époque où deux femmes sans aucun titre et sans aucun droit se sont succédées pour gouverner Rome elle-même. Bérenger, qui aurait fait empoisonner son jeune rival, est maintenant maître de la situation en Italie et il pense accroître les droits de son fils et associé Adalbert en lui faisant épouser cette princesse. Cet « homme cruel » de la chronique allemande [2] se saisit d'Adélaïde et l'emprisonna, en attendant le mariage forcé, dans un château sur le beau lac de Garde. Du romantisme paraît se mêler dans cet ancien conflit d'intérêts. Et ce romantisme provoque dans Otto, adoré par les partisans de l'idée impériale, l'aventure italienne. Il ira donc dans cette « Lombardie » royale « pour libérer et épouser Adélaïde et acquérir ainsi, avec elle, le royaume d'Italie » [3]. Le témoignage du chroniqueur qui fait l'histoire et le panégyrique de ce règne est formel : on ne peut pas se méprendre sur le rôle que s'attribue le libérateur et le prétendant **à la main de la princesse** recluse.

Il paraît même que son fils, en âge de se marier, Liutolphe ou Dudon pour les Romans, un nouveau Bernard, aurait eu les mêmes intentions, en ce qui concerne la dame et le *regnum italicum*, et qu'il fallut l'intervention de son ambitieux oncle, Henri, pour l'en empêcher, en agitant contre lui les puissants de la Lombardie. Plus tard cependant Bruno fera qu'on lui cède toute la Lombardie [4].

Lorsque, un peu plus tard, Otto lui-même parut, tout

[1] Liutprand parle avec indignation de ces mariages contre les canons des Grecs. Dans sa Chronique et son *Antapodosis*, les renseignements les plus riches sur ces affaires d'Italie, et même sur celles de Byzance.

[2] Eo tempore usurpato imperio regnavit in Longobardia homo ferus et avarus et qui omnem justitiam pecunia venderet, Bernharius (= Berengarius) ; Widukind, III, ch. 7.

[3] Otto, in Italiam ire volens, multo se ad hoc iter apparatu praestruxit, quoniam Adalhaidam... liberare sibique in matrimonium assumere regnumque cum ea simul italicum adquirere deliberavit ; *ibid.*

[4] Ruotgar, *Vie de Bruno.*

était déjà arrangé. Il entra dans Pavie à côté d'Adélaïde, devenue sa seconde femme, s'intitulant « roi des Francs et des Lombards », mais aussi « roi des Francs et des Italiens ».

La chronique française prétend que déjà Otto avait voulu « venir à Rome » [1] et qu'il aurait été refusé par le Pape. C'est plus que douteux. Cette Italie paraissait bien difficile à gouverner. Provisoirement, le duc Conrad fut chargé de la retenir dans l'obédience de la reine et de son mari, mais il devait s'employer à recueillir Bérenger pour en faire le vicaire du souvenir légitime, le rattachant à Otto par un simple serment de vassalité. Ayant réussi dans sa mission, le vaincu fut accueilli à Magdebourg comme un roi, et, après un jugement dans la grande diète d'Augsbourg, à laquelle participèrent aussi ses adversaires « lombards », il revint en Italie pour continuer, sous une forme diminuée, — car la région d'Aquilée et de Vérone » avait été confiée, pour des buts militaires du côté de la Carinthie et la Bavière, menacée par les Hongrois, à Henri — son règne [2].

C'est une nécessité absolue pour un roi germanique dont la situation dans son propre pays est encore si mal assurée. Conrad et Liutolphe gardent rancune d'avoir perdu tout ce qu'ils espéraient en Italie. Ils n'hésitent pas à se révolter contre Otto et son frère Henri. On verra le conquérant de la Lombardie se présenter humblement « autrement qu'il n'aurait convenu à une personne royale » [3] devant Mayence occupée par ses ennemis. Une longue guerre civile se poursuivra jusqu'en 954, lorsque le fils rebelle implorera le pardon de son père.

Ce conflit avait suscité de nouveau le séparatisme du-

[1] Otto rex legationem pro susceptione sua Romam dirigit, qua non obtenta in sua regreditur ; Flodoard, p. 133.

[2] Berengarius cum filio suo Adalberto regiae se per omnia in vassalitium dedidit dominationi et Italiam iterum... accepit regendam ; Continuation de Réginon, année 952. Cf. Widukind, III, ch. 10 et les « Gestes d'Otto » par Hruoswitha.

[3] Aliter quam regem decebat diutius ante portas expectans ; Continuation de Réginon.

cal, à peine assoupi par les premiers succès du règne d'Otto. Les Bavarois sont dans le camp de la révolte, et il y a aussi des Saxons parmi les adhérents de Liutolphe. Ce n'est que grâce à l'énergie de Bruno, frère du roi, qui est en même temps archevêque de Cologne et duc de Lorraine à la place de Conrad, qu'Otto trouve un appui dans cette région, que Louis de France, atteint de la lèpre, mourant, ne montrait guère, du reste, l'intention de revendiquer [1]. Ce qui est plus grave cependant c'est que l'écho de ces guerres intérieures a donné de nouvelles espérances aux ennemis extérieurs, Obotrites et Wiltzes, Slaves du Nord, Hongrois de l'Est.

Malgré des offres simulées de renouveler le pacte, ces derniers, qui viennent de faire une nouvelle incursion en France [2], lancent en 955 la plus furieuse de leurs attaques, jusqu'au Schwarzwald et aux murs d'Augsbourg. Les contingents des duchés, même ceux de la Bohême, avec le roi Borislav lui-même [3], se réunissaient d'instinct sous les drapeaux du roi, devenu défenseur de la liberté germanique et de la paix de l'Occident. C'est un combat de croisade ; on s'y prépare dans le camp royal par des jeûnes ; l'étendard de saint Michel, de « l'Ange », flotte au-dessus de la tête du roi. Conrad, le vaincu, le dépouillé, celui qui les avait instigués [4], est parmi les combattants, d'autant plus que Henri, malade, est resté dans ses terres. Ce fut lui, qui, malgré la nuée de flèches lancée par les barbares, réussit à les disperser, mais il resta sur le champ de bataille en marge du Lech, ce jour mémorable du 10 août 955 [5].

De nouveau, le rôle de tuteur à l'égard du roi français

[1] Sa mère, l'Anglo-Saxonne Eadgyve, venait d'épouser le comte de Vermandois (Flodoard, p. 132).

[2] Widukind, III, ch. 30 (« omnem Franciam pervagati sunt »), 43. Cf. Flodoard, pp. 137-138.

[3] Un « Burislaus, Sarmatarum princeps » pour Flodoard, p. 141. Il contribua ensuite à battre « duo Sarmatarum reges » ; *ibid.*, p. 142. Cf. *ibid.*, p. 146.

[4] Témoignage de Flodoard, pp. 137-138.

[5] Le récit de la bataille dans Widukind, III, ch. 43.

est repris par Otto. Louis vient de mourir ; on l'enterre à Saint-Rémi de Reims et, si son fils Lothaire est couronné dans cette même église de Clovis, il le doit à l'origine germanique de sa mère, à l'appui accordé par Bruno, autant qu'à l'acquiescement de Hugues [1], qui a été, du reste, chèrement payé par la cession formelle de la Bourgogne et de l'Aquitaine [2]. Le duc de France, qui a reçu à Paris le jeune roi et sa mère pendant les fêtes de Pâques de l'année 955, emploie la présence royale pour se soumettre, contre Guillaume de Poitiers, cette Aquitaine, d'un sentiment local qu'elle avait consenti à sacrifier seulement par égard pour la couronne du Débonnaire [3]. Il mourra bientôt satisfait d'avoir agrandi ses Etats, mais la situation que laissait à la France son ambition ne valait pas le souvenir de ses exploits. On verra sa veuve se présenter à côté de Lothaire et de Gerberge devant Bruno, qui est le régulateur des affaires de France [4]. L'archevêque vient en Bourgogne, puis à Compiègne, pour « parler à ses sœurs et à ses neveux », — la femme de Hugues étant la sœur de la reine [5], — pour imposer, les armes à la main, le respect à leurs adversaires. Il tient sous ses ailes les fils du défunt, dont l'un, Hugues, sera roi de France, et. l'autre porte le nom du roi germanique [6] Le voyage des royaux de France à Cologne, où réside ce dernier, est dans l'ordre. Un peu plus tard, en 966, le jeune Lothaire sera encore plus étroitement lié à cette maison dominatrice par un mariage avec la fille d'Adélaïde et de son premier mari, Emma [7].

Déjà la situation d'Otto comme époux d'Adélaïde est

[1] Le frère de l'archevêque Adalbéron a épousé la fille de Hugues; *ibid.*, p. 139.

[2] Burgundia quoque et Aquitania Hugoni dantur ab ipso ; *ibid.*, p. 139.

[3] Un « Lupus Wasconum comes », qui se soumet seulement en 932, dans Hugues de Fleury.

[4] Flodoard, p. 144.

[5] Elle maria sa fille à Richard de Normandie ; *ibid.*, p. 148.

[6] *Ibid.*, p. 149.

[7] *Ibid.*, p. 158, année 955.

autre en Italie. Le miracle de la résurrection de l'empire s'est accompli, un peu contre le gré de celui qui en bénéficie. Liutolphe avait dû intervenir, nourrissant de nouvelles espérances contre Bérenger, sa femme, Willa, ses fils Adalbert, Kuno, Guy, qui n'entendaient nullement tenir compte des engagements pris à Magdebourg. Sa mort — il finit en Toscane [1] — laisse toute liberté à l'usurpateur, qui en abuse et Octavien, fils d'Albéric, devenu le Pape Jean XII, — voyant le patrimoine de saint Pierre envahi et ne réussissant pas à le faire défendre par quelqu'un de moins dangereux, qui est l'Italien du Sud, Guisulphe, — appelle le seigneur de cette Italie troublée. Les évêques, les nobles lui demandent par écrit une nouvelle œuvre de libération [2].

Avant de partir, Otto entend régler les choses de son Allemagne. Le fils que lui a donné Adélaïde, Otto II, est élu à Worms, et sa consécration solennelle a lieu auprès du tombeau de Charlemagne, à Aix-la-Chapelle [3]. Entré en Italie, le roi que sa femme, comme principale ayant droit, — elle prendra part aux répressions, s'intitulera *imperator* et datera d'après les ans de son règne [4] ; son mari la reconnaîtra comme « associée dans ses Etats » [5], — accompagne, entre dans Pavie sans résistance, mais il poursuit sur Rome, où, après l'arrivée de l'abbé de Fulda en avant-coureur, on l'attend avec impatience dès ce jour de Noël qui rappelle le couronnement de Charlemagne. En échange pour la confirmation solennelle des privilèges

[1] Denizo, *Vita Matildis*.

[2] Litteris... aut legatis ut ad se liberandos veniat exposcunt ; Continuation de Réginon.

[3] *Ibid.* Cf. Sickel, *Ottonis I Diplomata*, Hanovre, 1884.

[4] Bentzinger, ouvr. cité, p. 17. Elle a aussi ses « missi » à côté de ceux d'Otto.

[5] Moltmann, *Theophano, Die Gemahlin Ottos II., in ihrer Bedeutung für die Politik Ottos I. und Ottos II.*, thèse de Schwerin, 1878 : « intuitu dilectissimae conjugis nostrae, Alcydae imperatricis, regnorum nostrorum consortis » ; « interventu dilectae conjugis nostrae Adelhaide » ; p. 24, note 3. Et l'auteur observe : « Adelheid hatte also ein Recht auf die Krone Italiens ». Cf. A. Vogel, *Ratherius von Verona*, Iena, 1854.

territoriaux de l'Eglise [1], il est couronné le 2 février 962 « empereur et Auguste », au milieu des acclamations de ce « peuple romain » qui n'a plus, depuis peu, dans Albéric († 924) un défenseur et un maître [2]. Adélaïde a joui bien entendu, du même droit.

Les Romains avaient dû prêter serment de fidélité. Mais, aussitôt que l'empereur se fût employé à assiéger dans un château voisin Bérenger, ils ouvrirent les portes à Adalbert, réfugié avec sa mère sur le Lago Maggiore, puis sur le lac de Garde, où Adélaïde avait attendu son libérateur, et jusqu'en Corse. Ils durent se soumettre de nouveau, le Pape accompagnant dans sa fuite le « roi italien », et Otto prit, pour se garantir, deux mesures : il imposa dans un concile où il y avait quatre archevêques italiens, avec les cardinaux de Porto, d'Albano et l'évêque d'Ostie, et deux Allemands (4 décembre), un Pape à sa façon, un « vassal », Léon VIII, jusque là protoscriniaire du Saint-Siège ; et il décréta que dorénavant aucun Pape ne sera élu sans son avis préalable. Les chefs des Romains s'y engagèrent par serment [3]. Mais, comme, au retour de Jean, foudroyant l'excommunication, en février 964, une nouvelle conspiration se forma pour tuer le César allemand et son Pape, il fallut user de violence, et, à travers les rues barricadées, les soldats d'Otto massacrèrent les mutins (3 janvier). Il fallut cependant un nouveau retour offensif de l'empereur, qui, assiégeant Spolète [4] et Camerino, avait pris et envoyé en Bavière Bérenger [5] et sa femme, pour chasser de nouveau, non plus le

[1] Liutprand, *Gesta Ottonis*, ch. 6 : « Omnem terram S. Petri quae nostrae potestati proveniret promisimus reddere ».

[2] Acclamatione totius romani populi et cleri ab apostolico Johanne, filio Alberici, imperator et Augustus vocatur et ordinatur; Continuation de Réginon.

[3] Hoc addentes et firmiter jurantes nunquam se Papam electuros aut ordinaturos praeter consensum et electionem domini imperatoris Ottonis Caesaris Augusti filiique ipsius regis Ottonis ; *ibid.*

[4] Voy. Wüstenfeld, *Ueber die Herzöge von Spoleto aus dem Hause der Guidonen*, dans les « Forschungen zur deutschen Geschichte », année 1863, pp. 383 et suiv.

[5] Il mourra à Babenberg, où il fut honorablement enterré.

fils d'Albéric, qui mourut, ayant gardé jusqu'au bout toutes ses relations, mais son successeur, Benoît V, lequel avait commencé par l'excommunier; il avait été élu par les Romains sans consulter le maître [1].

On a toujours jugé sévèrement cette attitude d'un peuple qui a été qualifié de plèbe et de populace. Il faut tenir compte cependant du fait qu'on n'entend que l'acte d'accusation dressé par ses ennemis. Il faut bien reconnaître à cette « Romanie », formée sur le sol de l'ancienne Rome, quelque droit à se gouverner par elle-même. Elle s'était habituée à ce régime de femmes et d'enfants dont la moralité, guère inférieure aux mœurs générales de l'époque, n'avait pas de quoi scandaliser, alors que, journellement, des cas beaucoup plus scandaleux selon notre critérium se passaient à Byzance, capitale vers laquelle se tournaient les regards du monde entier. Ils n'avaient pas signé cette invitation du Pape, qui lui-même voulait seulement un défenseur passager contre Bérenger et Adalbert, et rien de plus. Or, Otto s'arrangeait pour rester et pour la première fois un roi germanique prétendait faire du chef de l'Eglise un « fidèle » à sa façon, un simple vassal [2]. En défendant Jean XII ces Romains n'avaient pas en vue le jeune pontife d'attitudes questionnables, mais bien l'Italien, le citoyen, le descendant d'une des plus grandes parmi leurs lignées, bref, le prince. Lorsqu'il paraît revêtu de sa cotte de mailles, portant le casque et tenant le bouclier, ceint de l'épée [3], on dirait un tardif rejeton des Césars. Il y a évidemment des souvenirs dans l'air. Et les Romains avaient raison de préférer cet homme de chez eux au maître étranger, dur sans doute, peut-être aussi rapace. Enfin, en élisant Benoît, dont l'origine dut être

[1] Continuation de Réginon ; Flodoard, pp. 157-158.

[2] Thietmar dit expressément que le nouvel empereur se considère comme « suzerain de l'Eglise romaine ».

[3] Ense accintus, clipeo, galea et lorica indutus ; Continuation de Réginon.

aussi locale, ils protestaient contre le droit que s'arrogeait l'ultramontain de ramener Rome, depuis longtemps libérée, aux pratiques d'élection du temps où le joug carolingien était devenu lourd. C'est, du reste, l'époque où des écrivains germaniques comme Thietmar, au nom tout aussi teutonique que celui de son contemporain parmi les écrivains, Widukind, parle du « Latium » avec ses « cités ausoniennes » et sa « reine latine », qui est la compagne de l'Allemand et où la nonne lettrée Hruoswitha, imitatrice de Térence, reconnaît que Rome « a été toujours le plus haut front de la *civitas* du monde entier[1] ».

L' « antipape » est emmené en captivité par Otto, qui se prépare au retour, — mesure grave que désavoue son chroniqueur Thietmar, qui sait que le Pape est « le supérieur de l'empereur devant le Christ et soumis au seul jugement de Dieu ». Mais, contre Léon VIII et son défenseur, le duc d'Alamanie, Burcard, se présentera de nouveau Adalbert, avec son frère Guy. Le « vassal » qui est le pontife mourra en 965, et sous la pression des Allemands une députation, médiocre, du clergé et du peuple s'en va demander, d'après la nouvelle constitution, à l'empereur le futur chef de l'Eglise[2].

On arrange alors à Rome un concile, présidé, d'après la norme carolingienne, par des délégués impériaux, mais l'élu, qui fut l'évêque de Narni, devenu Jean XIII (965-972), rencontra la même opposition de tous les « chefs des Romains », le « préfet de la ville » et un certain Rotfred à leur tête. Il est pressé, chassé et trouve au lieu d'un refuge la prison auprès des ducs lombards du Sud.

Otto dut faire donc son quatrième voyage d'Italie, décidé aux dernières mesures pour terroriser ces rebelles qui étaient les représentants d'une idée très légitime et bien vivante. Des évêques, comme celui de Plaisance, des

[1] Nos *Papi și Împărați*, p. 110. Cf. la « Vie de Bruno », par Ruotger.

[2] Pro instituendo quem vellet romano pontifice ; Continuation de Réginon.

comtes furent arrêtés en route. Le séjour de l'empereur à Rome fut marqué par la pendaison de douze chefs de la résistance.

Cette fois, il entend se soumettre l'Italie entière. Ce Sud byzantin, avec les princes de Bénévent, de Salerne, les patrices d'Amalfi, les évêques-ducs, comme celui de Naples, mérite d'être puni pour avoir soutenu la résistance romaine. Ces Pandolphe, ces Gisulphe, ces Landolphe représentent de fait les organisations locales des « Romanies ». Car l'appui de Byzance leur manque presque complètement : Romain Lécapène, subminé par ses propres fils, couronnés Césars, tombe, les écrasant sous sa chute ; la famille périra, de mort naturelle ou violente, dans des lieux d'exil, dans l'île de Proté, dernier asile du rude vieux soldat, dans la Mélitène, à Ténédos, à Samothrace, où coula le sang des jeunes Lécapénides, Etienne et Constantin, — le fils de Christophe, Michel, étant relégué dans un couvent. Constantin, nouveau Claude, resta occupé à ses compilations érudites, à la rédaction de ses manuels d'administration ou de diplomatie, destinés à parfaire l'organisation de l'empire laïque, sorti de l'iconoclasme. Ses fils mineurs n'avaient pas été en état de se maintenir dans l'ombre de leur effacement sans le concours de ces généraux qui les servaient en les remplaçant. Mais les plus grands jours victorieux d'un Nicéphore Phocas, chef d'un puissant parti de famille, qui déjà remportait sa victoire contre les Sarrasins de Crète et s'attaquait, avant la mort de Romain II (mars 963), sa propre proclamation par les soldats (14 août suivant) et son mariage avec l'impératrice veuve, à la Cilicie, — ces jours et ceux de l'Arménien Jean Tzimiskès étaient encore loin.

Phocas préparait son expédition contre les usurpateurs arabes en Chypre et en Syrie, lorsque les Allemands parurent en Italie méridionale pour faire de Pandolphe, inféodé avec les provinces, récemment conquises, de Spolète et de Camerino, son vassal. Au retour, Otto visita les

grandes ruines de Ravenne, où il fit rassembler, sous l'égide des grands souvenirs de Justinien, le concile qui rendit la ville et autres parties du patrimoine au Pape et fixa la situation hiérarchique des évêchés conquis sur les Slaves, Magdebourg, comme cathédrale, Havelberg, Brandebourg, Mersebourg, Zeitz, Misnie [1].

Restait la consécration de la dynastie. Dans ce but, Otto II fut appelé en Italie. Il y vint pour se réunir à Vérone avec son père et poursuivre vers Rome, où ils furent reçus avec une pompe extraordinaire. Pour le fils d'Adélaïde, si jeune, à demi Roman, on avait d'autres sentiments que pour le roi allemand, pour le « barbare ». Cette fois, ce fut le jour même de Noël qui servit au couronnement de l'enfant royal, associé ainsi à l'empire.

Depuis longtemps déjà des émissaires de l'empereur et du Pape en même temps s'étaient présentés à Constantinople pour éclaircir la nouvelle situation constitutionnelle. En ce moment, il n'y avait pas encore l'empêchement que créa l'envahissement de la province jadis byzantine du Sud italien. Lorsqu'Otto I[er] demanda par la bouche de Liutprand, évêque de Crémone, pour son fils la main de la fille de l'empereur. Nicéphore commença par protester contre cette usurpation.

Le refus amena la guerre contre la Pouille, la Calabre grecque, les royaux d'Allemagne assiégeant en 968 la ville absolument orientale de Bari, pleine de souvenirs du grand Basile. Byzance resta cependant intransigeante. Et elle trouvait un encouragement dans ses grands succès de rénovation militaire, de récupération en Orient, ainsi que dans sa domination maritime.

Lorsque l'évêque de Crémone se présenta à Constantinople en 968 [2], il trouva une ville tumultueuse, capable d'insulter, de menacer de mort l'empereur victorieux,

[1] Continuation de Réginon.

[2] Voy. Carl Däudlicher et Johann Jacob Müller, *Liudprand von Cremona und seine Quellen, Untersuchungen zur allgemeinen Geschichte der Jahre* 888-967, Leipzig, 1871.

qui, modeste de vêtements, empruntés à la vieille garde-robe impériale, mais fier d'âme, surtout lorsqu'il s'agissait de défendre les droits de son empire, ne se montrait guère effrayé de la nouvelle usurpation qui s'était improvisée en « Lombardie » au profit d'un simple roi de cette Alamanie sur laquelle il n'élevait, bien entendu, aucune prétention. Il s'était formé une puissante armée, garantie dans ses biens par des mesures agraires pareilles à celles de Basile ; il avait mis fin aux agitations des moines dans la capitale et les grandes villes, ces moines qui dernièrement s'étaient scandalisés du mariage de ce cinquantenaire avec une jeune princesse accusée par la voix publique d'avoir tué son mari, et leur avait indiqué le chemin vers ces solitudes agréables à Dieu, dont il avait donné, d'entente avec le bon ermite saint Athanase, le modèle dans le cénobium d'Athos. Les armes byzantines avaient pénétré en Syrie et en Mésopotamie, où les dynastes musulmans locaux lui résistaient seulement avec peine. Après de longs efforts, Tarse et Mamistra, les forts de frontière, perchés sur les rochers sauvages du Taurus, furent pris, en 965, et en même temps la grande île d'en face, Chypre, était occupée par les marins de la belle flotte impériale à laquelle ne pouvait s'opposer aucune force maritime des Musulmans. On vit de nouveau, comme sous Julien, les drapeaux ornés de la croix sous les murs des cités de l'Euphrate, Amida et Dara. C'était un peu plus que la descente d'Otto I^er^ en Italie méridionale, où il ne pouvait rencontrer que des défenses gênées, par des troupes méprisables.

La Bulgarie, en butte aux incursions des Petschénègues, paraissait mûre pour la conquête. Contre ces voisins, devenus d'autant plus incommodes qu'ils étaient affaiblis sous un règne de renonciation, caressé par la politesse byzantine, Nicéphore appela les Russes, croyant que cette espèce de Varègues sauvages, de Petschénègues chrétiens seraient tout aussi faciles à renvoyer dans leurs déserts que les autres auxiliaires fournis par la

steppe. Cette campagne de 967 réussit ; le chef russe Sviatoslav, aussitôt accouru, au gain plus qu'aux honneurs, prit, disent les plus anciennes annales russes, « quatre-vingts cités bulgares », s'initia aux rites des vaincus, portant comme eux les deux nattes tatares, il s'habitua à créer dans sa « droujina » scandinave des boïars, à la façon des Bulgares, et, lorsque l'empereur voulut payer ses services en or et en argent pour qu'il parte, il demanda et obtint, dit la même source, des armes, et resta [1].

Nicéphore ne voulait pas aller plus loin. Réduits à l'humilité, les « amis » chrétiens du Nord, contre lesquels il avait été forcé de faire marcher des païens, gardaient tout de même une frontière. Il n'y avait pas de ce côté l'intérêt religieux qui l'attirait en Asie, dans cette Asie où sa famille elle-même avait des possessions. Un changement de régime, la disparition de Saïf-ad-Daoulat et l'avènement de la nouvelle dynastie des Hamdanides aidèrent la poursuite de ses projets. Après avoir attaqué la côte syrienne, ce qui était facile pour une flotte comme la sienne, il fit marcher son armée contre Antioche, qui se rendit après le départ de l'empereur, en octobre 969. Ce fut un grand événement pour l'Occident aussi, et tel chroniqueur de France n'oublie pas de noter que « l'empereur Nicéphore, qui élevait les petits princes Basile et Constantin [2], envahit l'Etat des Sarrasins et,

[1] Version roumaine citée, pp. 41-42. M. Kadlec, dans la *Cambridge mediaeval history* (p. 206), paraît s'étonner que certains exploits, assez importants, en Asie ne soient pas mentionnés par la chronique russe ; c'est bien naturel, puisqu'elle n'a rien de contemporain. Les traités avec Byzance, bien qu'habilement rédigés, ne peuvent pas être authentiques à une époque où on n'avait pas de dépôts pour ces actes, qu'on inscrivait en Bulgarie sur des stèles, et où aucune source, byzantine et occidentale, ne reproduit le texte d'actes publics. La vraie chronique russe ne donnait pas sur les rapports avec Byzance plus que les deux faits présentés dans notre texte.

[2] La chronique russe, dans la version roumaine, ne connaît que ces empereurs.

conquérant Antioche et autres cités très fortes, les restitua aux chrétiens grecs » [1]. De fait, Antioche eut une garnison impériale, mais Alep, qui, bientôt après, se soumit, fut laissée à l'émir, dont la lignée devait être remplacée par d'autres familles locales, à condition de fournir le contingent militaire, de relever les églises et de prendre soin des caravanes [2], — car ces conquêtes avaient un but de commerce aussi, la grande voie vers l'Occident menant désormais à travers des territoires grecs.

Le triomphateur, rappelé, dit la même chronique occidentale, de Tripolis, qu'il avait assiégée, fut tué bientôt, de la façon la plus horrible, par un vieux camarade et ami qu'il avait fait César et qui était devenu l'amant de l'impératrice. On racontait en Occident qu'on l'avait frappé, comme jadis Léon, devant l'autel le jour de Pâques (de fait peu avant Noël) de cette année 969, glorieuse et tragique.

Le nouvel empereur, que la populace de Constantinople, fatiguée des guerres, avait salué comme restaurateur de la paix désirée, ne fit cependant que rivaliser, et non sans succès, avec cette mémoire de son prédécesseur, qui le persécutait. La première chose à faire c'était de mettre fin aux troubles de Bulgarie, où Sviatoslav, le Russe, entendait rester en maître, réunissant le Danube, dont retentissaient les chansons des marchands et des pirates kiéviens, avec ses établissements sur le Dniéper, avec les villes de commerce continental de la steppe. Les bandes de soldats à pied, très obéissants et d'une grande résistance, avancèrent, comme jadis celles de Siméon, jusqu'à Philippopolis. Il fallut que l'empereur Jean Tzimiskès envoyât sa flotte sur le Danube, qui n'avait jamais été bordé de cités bulgares, restant ouvert à cette pé-

[1] Niceforus imperator, Basilium, Constantinum parvulos educans Constantinopoli, Sarracenorum regnum invasit et, Antiochiam aliasque fortissimas civitates expugnans, christianis graecis restituit : Adhémar de Chabannes, p. 143.

[2] Brooks, loc. cit., pp. 146-147 (analyse du texte de ce traité avec l'émir d'Alep).

nétration romaine, et qu'il marchât lui-même [1], avec la belle armée dont il avait hérité, jusqu'à Silistrie : la ville se défendit longuement, et l'image de Sviatoslav combattant sur sa nacelle, les cheveux longs sous le casque d'or, la poitrine prise dans une cuirasse d'or, resta dans le souvenir des Grecs. Il conclut un traité, le 22 juillet 971, et, finissant cet épisode extraordinaire, se dirigea vers ses Etats ; une embuscade des Petschénègues dûment avertis le cueillit au passage [2]. Comme le nouveau Tzar Boris ne pouvait pas se défendre, ce nouveau « augustule » fut mené en captivité honorable, avec le titre de « maître de la milice » ; de son frère on fit un eunuque. La Bulgarie était de nouveau, après trois cents ans bien comptés, une province « romaine ».

En Asie on se défendait à Antioche, et on avançait du côté de Nisibis, d'Edesse, de Malatieh, la « croisade byzantine » se poursuivant. Mais Tzimiskès voulait plus que cela : le but le plus brillant pour toutes armes chrétiennes, Jérusalem. Parti d'Antioche, il alla soumettre Damas pour se tourner sur la Palestine. Il eut Nazareth et contempla les eaux de la Tibériade ; les anciennes cités phéniciennes reçurent, sauf Tripolis, ses troupes. De loin, la cité sémite brilla devant ses yeux émerveillés.

Ceux qui connaissaient son rôle dans le meurtre de Nicéphore purent croire que ses péchés seuls empêchèrent le complice des meurtriers de s'agenouiller dans l'église du Saint-Sépulcre. Il revint, couvert d'un prestige unique, en automne de cette année 975, pour mourir de fatigue en janvier suivant dans sa capitale.

Il y avait déjà deux ans qu'Otto avait fini lui-même ses jours [3]. Celui que ses flatteurs intitulaient « l'ornement de l'Italie et le sauveur de la Saxe », le « roi des

[1] Voy. notre article sur le « Danube d'Empire », dans les « Mélanges Schlumberger, Paris, 1924, pp. 13 et suiv.

[2] Léon le Diacre.

[3] Voy. R. Köpke-E. Dümmler, *Kaiser Otto der Grosse*, Leipzig, 1876.

nations » emportait dans son tombeau, à Magdebourg, sur les marches slaves, beaucoup moins de gloire que le petit Arménien, devenu libérateur des chrétiens de l'Orient, qui avait consenti, en 972, à donner la fille de Romain II, Théophano, au jeune héritier de cet autre empire.

La succession, confirmée par les évêques allemands, fut assez rudement disputée. Adélaïde s'était retirée chez les siens, à Lyon, à Vienne. Il y avait des amateurs même en Allemagne, où l'archevêque Bruno manifestait des réserves. Il y aura des guerres contre le duc de Bavière, Henri, qui avait trouvé des auxiliaires dans le prince bohême Boleslav et dans d'autres chefs slaves ; des conflits avec les Danois, toujours à l'affût contre cette royauté allemande qui avait planté, avec Hambourg, ses trois évêchés d'offensive à leurs portes [1]. Mais le principal concurrent était le Carolingien de France.

Il fallut d'abord céder la Lorraine au frère de Lothaire, Charles, qui portait un nom plein de promesses et de menaces. Ensuite, en 978, le roi lui-même se dirigea vers Aix-la-Chapelle, avec l'intention expresse de prendre l'empire pour lui [2].

Lothaire prit Aix-la-Chapelle et fit tourner vers la France l'aigle qui survolait l'ancienne Pfalz, le vieux palais de Charlemagne. Il avait accompli ainsi l'acte symbolique qu'il avait en vue et pouvait revenir. Otto II voulut prendre sa revanche. De son côté, il envahit le territoire de son rival et pilla Reims, Laon, Soissons, s'arrêtant devant Paris pour une nouvelle proie de trois jours. On chanta l'alléluia de victoire sur le Montmartre, comme l'avaient fait les Bulgares de Siméon devant les coupoles de Byzance [3]. Mais le roi de France infligea une défaite aux troupes qui se retiraient, et quelques mois encore il put retenir la Lorraine.

[1] Thietmar, III, ch. 4 ; *Annales Altahenses*, année 974.

[2] Chronique des évêques de Cambrai : « illum volens privare imperio ».

[3] Thietmar, III, ch. 6 ; Richer, III, p. 71.

C'était déjà, — on le sent par le ton enthousiasmé du témoin contemporain, — une guerre entre Français, parlant leur langue romane, et entre Allemands de cœur et de lèvres ; les nations commençaient à se reconnaître. Un esprit français anime déjà les pages de Richer, auquel Thietmar répond avec une fierté germanique. Mais, quant au fils d'Adélaïde, il était avant tout ce qu'avait été sa mère, un Roman d'Italie.

Aussi, dès 980, se consacre-t-il exclusivement à ces choses d'Italie. Le « patriote allemand » qui est Thietmar soupire au départ du jeune César, que sa femme aussi devait diriger vers ces régions ensoleillées où elle retrouvait son langage grec et ses mœurs orientales : « Et malheureusement nos pays ne l'ont jamais revu ». Slaves lutizes, Danois purent s'en prendre aux forteresses ecclésiastiques, Havelberg, Brandebourg, Hambourg, et rétablir les rites païens [1]. L'ombre du grand Otto ne suffisait pas à défendre son œuvre, et son fils était loin.

Ce fut une expédition chevaleresque, aventureuse, dans un genre que n'avait pas connu jusqu'alors les rois de la Germanie, qui dura à peine trois ans. Arabes et Grecs s'unirent contre l'intrus, malgré les prétentions byzantines que pouvait faire valoir sa femme, princesse du sang de Basile. Bari, Tarente furent occupées, mais près de Rossano et de Cortone se présenta l'armée de ses adversaires réunis. Il la battit et, à la fin du combat, croyait disperser une petite troupe de pillards, lorsque des montagnes descendirent sur lui des nuées de Sarrasins, cachés en embuscade. L'empereur solennel se sauva sur un vaisseau grec, qui le déposa dans ses possessions. On le croyait mort, et il fallut convoquer une diète générale à Vérone, pour qu'Otto se montrât à ses adhérents inquiétés [2]. Le jeune fils que lui avait donné Théophano,

[1] Avec Thietmar, III, ch. 14, la Vie de saint Adalbert par Bruno, et la chronique des Slaves par Helmold.

[2] Thietmar, III, ch. 14 : « Omnes nostri principes, comperta tam miserabili fama, conveniunt dolentes et eum sibi liceret videre... poscebant ». Cf. *ibid.*, ch. 12; Annales de Saint-Gall; chroniques du Mont-Cassin et de Loup le Protospataire, année 981.

le troisième Otto, élevé impérialement, y fut proclamé comme associé au trône. A Rome, il imposa pour Pape son propre archi-chancelier, qui fut Jean XIV. Et ce fut dans ce milieu romain, aimé par lui au-dessus de tout autre, qu'il succomba en décembre 983, aux mauvaises fièvres de la Campagne.

Ses restes mêmes ne furent pas rapportés en Allemagne. C'était une diète italienne qui avait assuré la succession à un enfant que personne ne connaissait. Adélaïde s'était retirée, occupée des œuvres de charité qu'elle concertait avec le pieux Mayeul [1], et elle devait être empêchée de jouer un rôle par sa bru, femme altière, qui n'avait voulu changer ni de mœurs, ni peut-être — elle ne fut jamais couronnée — de religion, restant une étrangère pour les Allemands surtout [2]. Gerbert, le courtisan convaincu du second Otto et de la *domna* Adélaïde, est contre l'innovation « grecque » qui a associé au trône l'enfant [3]. En Allemagne même, qui n'entend pas être encore plus délaissée qu'à l'époque du père, on prend les armes contre le fils et contre la princesse byzantine. Et la vieille Adélaïde pleurera le massacre qui se prépare en Italie aussi, où son neveu périra et beaucoup d'autres avec lui [4].

Il n'y eut pas seulement un mouvement des Slaves à la frontière et l'attaque en Lorraine du Carolingien, qui prit Verdun. Les princes allemands pensèrent à une autre solution dynastique que celle de garder un rejeton romanisé et byzantinisé de leur race. Le duc Henri de Bavière s'empara du jeune Otto comme d'un captif et rassembla une diète saxonne à Magdebourg, espérant se gagner la

[1] Voy. Syrus, *Vita S. Maioli* ; Raoul le Glabre, pp. 9 et suiv.

[2] D'après Odilo, cité par Bentzinger, ouvr. cité, p. 18, Théophano aurait dit : « Si integrum annum supervixero, non dominabitur Adelheida in toto mundo quod non possit circumdari palma una ».

[3] Lettres, p. 26, n° 20.

[4] « Quid faciam, Domine, vel dicam de illo seniore nostro ac nepote meo ? Peribunt in Italia, ut credo, multi cum eo, peribit, post illos, ut timeo, heu misere augustae indolis Oto ! Remanebo omni humani destitua solacio. Absit, o domine rex saeculorum, ut videam superstes tam lugubre dispendium ! » (Odilo.)

couronne. On lui donnait ouvertement le titre de roi [1], et il y avait des fidèles qui voulaient demander au roi légitime lui-même d'être déliés du serment.

Ce qui est particulièrement intéressant c'est l'attitude de ces chefs des Slaves libres, organisés, auxquels Otto I^er^, suivant les traces de Charles-le-Gros, créateur de rois, avait accordé une situation de royauté vassale ou de duché dépendant, surtout après la mort de son représentant sur ces frontières, le grand marquis Géro. D'abord le Tchèque de Prague, Boleslav, sans cesse mêlé aux affaires de l'Allemagne, puis tel chef des Obotrites, dont l'Etat ne pourra pas se maintenir, et enfin un prince nouveau, celui des Polanes. Mari d'une Bohême, Dombrovka, sœur de Boleslav lui-même, sous la protection duquel il vivait, Mieszko, qu'on a rattaché plus tard au fabuleux « paysan » Piast, avait déjà reçu le baptême, et son évêché de Posnanie, relié au Siège de Magdebourg, représentait dans cette nouvelle organisation chrétienne l'emprise de l'Allemagne othonienne [2]. Dans l'action, qui dut être solidaire, de ces trois princes, dont le chef était sans doute le roi de Bohême, il faut voir comme une tentative des Slaves hiérarchisés de créer une royauté germanique obligée à leur égard et prête à de nouvelles concessions [3]. Le Bavarois était, du reste, un voisin, et très mêlé à ce monde barbare, auquel s'ajoute le voévode, d'influence slave, des Magyars apaisés, qui porte même un nom slave, Voïk, Lupus, le futur roi et saint par la grâce de Rome pontificale. Sur l'Elbe, les invasions des Slaves menaçant Brandebourg ne cessaient pas [4].

[1] Tractans quomodo... regni eum fastigio sublevarent. Huic consilio maxima pars procerum hoc dolo consensit quod licentiam a... rege cui juraverat prius peteret... A suis publice rex appellatur ; Thietmar, IV, 1.

[2] Voy. aussi Grappin, *Histoire de la Pologne, des origines à 1922*, Paris, s. d., pp. 8-9.

[3] Huc (à Quedlinbourg) Miseco et Mistui et Bolizlovo duces cum ceteris ineffabilibus confluebant, auxilium sibi deinceps ut regi et domino cum juramentis affirmantes ; Thietmar, IV, ch. 2.

[4] *Ibid.*, ch. 8 et les Annales de Quedlinbourg.

L'ancienne terre « franque » du Rhin résista cependant, et il y avait les légitimistes du clergé, les évêques de Cologne, de Mayence, de Trèves pour représenter la cause du jeune Otto. Devant le danger Adélaïde se réunit à Théophano, et elles prirent la garde de l'enfant. Henri de Bavière cessa d'être « roi » pour devenir, dans le langage du chroniqueur, élevé à l'étude des lettres antiques, « père de la patrie » [1], et il s'humilia devant les *dominae*.

La royauté des vassaux slaves s'était ainsi évanouie. Comme Théophano mourut dès 990, c'est à la vieille Adélaïde, Romane et Italienne, qu'incombait la conduite des affaires, et elle tint énergiquement le gouvernail jusqu'en 999, alors qu'en Allemagne la régence était confiée à une autre femme, Mathilde, sœur d'Otto II, qui, étant abbesse à Quedlinbourg, en marche slave, y fit écrire les annales de ce règne.

On pouvait aller en Italie, abandonnant tous ceux qui s'étaient détachés depuis longtemps de cette âpre Allemagne des guerres et des révoltes (996).

L'empereur parut, après que le roi eût été rétabli dans son droit héréditaire. A Pavie, il fut reconnu par les puissants de cette terre bénie. A Ravenne, à la mort de Jean XV, et après toute la longue série de jouets des grands de Rome avec Benoît VI, Boniface VII, assassin de son prédécesseur et victime d'assassins, Donus, Benoît VII, Jean XIV, mort de faim, on lui demanda de désigner un nouveau Pape. La marche de Vérone et de Frioul, la patrie du vieux Bérenger, était confiée à un Otto de Franconie, ayant pour mère une fille du restaurateur de l'empire ; de son jeune fils, portant le nom du grand Bruno, on fit un chef de l'Eglise romaine, Grégoire V, qui s'empressa d'accomplir, le 21 mai 996, l'acte de couronnement impérial. L'aristocratie romaine avait un chef pour ses velléités d'autonomie, le patrice Crescenzio, « Nomen-

[1] Annales de Quedlinbourg, année 995.

tan », fils d'un homonyme, qui est lui-même le fils de Théodora ; il fut chassé, grâcié, mais finit par expulser lui-même ce pontife étranger [1], auquel il substitua un évêque de Calabre, Jean XVI, dont l'origine presque grecque avait pu jadis gagner l'appui de Théophane.

La Cour était revenue en Allemagne pour l'expédition personnelle du roi contre les Wendes ; elle s'empressa d'accourir (998). A Pavie s'était retiré, maniant l'anathème, l'Allemand Grégoire. La vengeance fut plus terrible qu'au temps du premier Otto. L'anti-Pape ne fut pas envoyé dans une prison honorable en Allemagne ; on le mutila. Crescenzio, considéré comme un simple brigand, fut décapité et son corps précipité des créneaux du Mausolée d'Adrien, puis pendu par les pieds [2]. Il est, criait l'empereur, « prince des Romains, celui qui rend les décrets impériaux et qui ordonne les pontifes [3] ».

Le dernier acte d'Adélaïde fut l'élévation au siège apostolique de ce précepteur impérial, Gerbert, qui, sauf une dernière période, pendant laquelle, retiré à Reims, après avoir perdu son abbaye, à Bobbio, il avait fléchi du côté de la France, — dans laquelle, en Auvergne rocheuse, il avait été né, — était resté l'adorateur des représentants de l'idée impériale et surtout de la *domna* Adélaïde. On paraissait vouloir montrer que cet empire n'avait de germanique que le hasard des origines de la dynastie, corrigées encore par la romanité de la vénérable impératrice, Française lorsqu'on lui avait interdit d'être Italienne.

Resté seul — sa tante d'Allemagne a aussi disparu, — Otto se sent empereur romain, chargé de représenter la seule Eglise [4]. Son titre plus solennel est : « moi,Othon ». (pas Otto), « Romain, Saxon et Italien, serviteur des

[1] Thietmar, IV, ch. 18, et Annales de Quedlinbourg.
[2] Annales de Quedlinbourg, Cf. Adhémar de Chabannes, p. 154 : « et pro eo planctus magnus factus est ».
[3] Raoul le Glabre, p. 12.
[4] *Ibid.* : « sanctam Dei ecclesiam... sibi jam soli conspiciens ».

Apôtres, par la grâce de Dieu, empereur Auguste des Romains [1]. Il réunit dans ses titres les Saxons à l'ampleur des anciennes intitulations. L'universalité de sa mission le domine. D'un côté, il visite les lieux sanctifiés par le séjour des pieux moines, de l'autre, il est hanté par les souvenirs des splendeurs carolingiennes et romaines. On le vit bien en cette année 1000, pendant laquelle les milliers de croyants attendaient la fin, depuis longtemps prédite, du monde. Il se rendit en Allemagne, pacifiée par les efforts de l'abbesse de Quendlinbourg, mais plutôt en pèlerin. Des sénateurs romains, — il voulait avoir sept « palatins », — le nouveau patrice de Rome, Azzo, un délégué du Pape étaient dans sa suite. Sa sœur Sophie, le « sénat » allemand, les ducs slaves se pressent autour du César, dont Thietmar juge la splendeur supérieure à tout ce qu'avait pu donner l'antiquité elle-même [2].

La mémoire de saint Adalbert, tombé sur la brèche, en prêchant aux Slaves encore sauvages [3], l'attirait. Accueilli par Boleslav de Pologne, qui s'inclina lui aussi devant le tombeau du martyre, il entra les pieds nus à Gnezno la polonaise et y établit un archevêque, dont l'autorité devait couvrir les terres des Polanes de Cracovie et celles des Silésiens de Breslau, ce qui signifiait fermer à la Pologne naissante toute perspective d'indépendance.

Puis il accourut à Aix-la-Chapelle, dont était partie la fortune de sa maison. Il pénétra dans la chapelle délaissée de Charlemagne, en petite compagnie intime et dévote ; on allait « voir Charles » [4]. Otto fit ouvrir la crypte et il resta saisi d'un frisson religieux lorsqu'il vit l'empe-

[1] Voy. Wilmans, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter der Herschaft König und Kaiser Otto's III (983-1002)*, Berlin, 1840.

[2] Cf. aussi Kleinclausz, *L'empire carolingien et la Papauté*, pp. 559-562.

[3] Raoul le Glabre connaît son rôle : parti de « Bethem », de la Bohême, de « Braga » (Prague), il prêche chez les Prussiens, les « gentes Bruscorum » (p. 10).

[4] « Intravimus ad Carolum », dit le comte qui l'accompagnait.

reur siégeant intact, couronne en tête, sceptre en main [1]. Il l' « adora à genoux », puis, ayant fait réparer d'or les parties qui s'étaient détachées de sa figure, il accourut en Italie, emportant une relique, pour y être le nouveau Charlemagne.

Il rencontra la grande désillusion qui le tua. Il n'avait voulu que Rome, et, dans les déchirements d'âme de sa tragédie, il le disait, parlant à « ses Romains », pour lesquels il avait laissé « sa patrie », « les siens », « son sang », ses Saxons et tous les Teutoniques » [2]. Mais Rome était rebelle, et le supplice de Crescenzio n'avait pas détruit la fière aristocratie, soutenue par tout un peuple, qui elle aussi rappelait les grands jours de l'empire, mais dans son propre sens. Un seigneur de la campagne, Grégoire de Tusculum, conduit la résistance. On ne voulait pas d'intrus, et tout le charme de l'éloquence du nouveau Pape, uni à sa provenance romane, n'eut pas de prise sur des volontés inébranlables. Si, à Bénévent et ailleurs, le Sud italien lui défend l'entrée dans ses murs, ce ne sont pas les Grecs de Basile, l'énergique fils du Porphyrogénète, successeur de Tzimiskès, mort, comme on le verra, au milieu de son triomphe, qui l'arrêtent. L'empire constantinopolitain est occupé à combattre un mouvement macédonien qui invoque le souvenir de l'impérialisme bulgare. Ce qui s'oppose ici, comme à Rome même, c'est la conscience populaire. Otto ne se doutait pas combien était forte cette énergie populaire, lorsque, dans les tortures de la petite vérole, il se préparait à Paterno pour une mort précoce, en janvier 1002. Les Romains lapi-

[1] In quandam cathedram ceu vivus residebat, coronam auream erat coronatus, sceptrum... tenebat in manibus ; *Chronicon Novaliciense*, III, ch. 32. Cf. l'interpolateur d'Adhémar de Chabannes, p. 153 : « sedens in aurea cathedra, infra arcuatam speluncam, infra basilicam Mariae, coronatus corona ex auro et gemmis, tenens sceptrum et ensem ex auro purissimo ».

[2] Vosne estis mei Romani ? Propter vos quidem meam patriam, propinquos quoque reliqui. Amore vestro meos Saxones et cunctos Theotiscos, sanguinem meum, projeci... Vos filios adoptavi ; Thietmar, IV, ch. 25, qui dit plus loin : « Roma... quam prae ceteris diligebat ac semper excolebat » (IV, ch. 30).

dèrent son cercueil en marche vers l'église du grand antécesseur, sur le Rhin lointain [1], et, jusqu'à Vérone, il y eut « sept jours de guerre » autour de la dépouille impériale [2].

Otto n'avait pas compris qu'une nouvelle ère commençait, cherchant à élaborer d'en bas d'autres formules d'organisation humaine.

[1] Voy. Romuald de Salerne, dans Muratori, VII, col. 164. Cf. la mention du même : « Romam capitanei patriciatus sibi tyrannidem vendicavere » (*ibid.*)

[2] Thietmar, IV, ch. 33.

CHAPITRE XIII

L'ordre nouveau : royautés nationales et cités indépendantes ; avènement des nations.

Au moment où Otto finissait sa vie courte et malheureuse, sans s'être marié [1], sans avoir laissé d'enfants, abandonnant l'empire sans maître et la royauté germanique sans héritier, la lignée carolingienne perdait le trône des Francs de France et sortait elle-même de la lice au profit de ces forces nouvelles qui s'étaient formées dans les masses de la société médiévale.

Lothaire était descendu dans cette Aquitaine qui avait accueilli avec sympathie son père ; le duc Guillaume, fils de Guillaume-tête-d'Etoupes, était mort, laissant un fils de son mariage avec une princesse de cette Champagne qui s'était formée de la réunion des Maisons de Blois, de Chartres et d'autres fiefs. Le puissant seigneur reconnut son roi. La royauté légitime pouvait se promettre, avec une Normandie fidèle, un Vermandois lié d'alliance par le mariage de la vieille reine, avec un duché de France réconcilié sous la conduite du jeune Hugues à la « chape », Capet (*Capito*), d'autres succès aussi et surtout un accroissement du prestige qui lui avait permis sans doute d'intervenir activement dans ce qui se passait en Allemagne autour du tombeau de Charlemagne. Mais Lothaire mourut, le 2 mars 986, pendant les querelles

[1] Sa mère avait demandé pour lui la princesse byzantine Hélène, qui se maria en Russie ; Thietmar, VII, ch. 52. Jean Philogathos, évêque de Plaisance, puis l'archevêque de Milan, Arnulphe, allèrent à Constantinople dans ce but ; Annales de Quedlinbourg, III, p. 997 ; Annales de Hildesheim, p. 91 ; Chroniques d'Arnulphe et de Landulphe de Milan, dans Muratori, VIII, col. 10, 35. Cf. Mystakidis, *Byzantinisch-deutsche Beziehungen zur Zeit der Othonen*, Stuttgart, 1891.

allemandes, d'une mort suspecte, et son fils Louis lui survécut d'un an seulement, ayant eu une fin semblable. « Son oncle », dit un chroniqueur, « Charles (de Lorraine) voulut prendre le pouvoir, mais il n'y réussit pas, car Dieu dans son jugement élut un meilleur » [1].

Ce meilleur ce fut le représentant de cette réalité contemporaine, depuis quelque temps écartée du trône par scrupule pour l'ordre hiérarchique, qui était la Maison de France ; elle dominait, au fond, cette chose qui s'était développée de soi-même, sans trop de vassaux sous les ordres du seigneur, venant de la « Romanie » des Eglises et des Syagrius, du Ve et du VIe siècle.

En considérant ce qui avait conduit à la royauté nouvelle de Hugues Capet, les gens du Xe siècle, comme Richer, ceux du XIe, comme Raoul le Glabre, se plaignaient, tout en gardant leur respect pour le grand Charles [2] et en condamnant l'attentat contre Charles le Stupide (« hebes »), dont les souffrances auraient été vengées par la terrible maladie dont mourut Héribert, de ce que le Saxon « avait attiré l'empire vers son pays, c'est-à-dire celui des Saxons » [3]. Un splendide empereur, digne du passé romain, mais tout de même presqu'un usurpateur, ayant dépassé ce qui lui aurait revenu de droit.

A la mort de l'enfant Louis, on veut un Français, pas même des Carolingiens par les femmes : Albert de Vermandois, fils d'une impératrice, Arnoul II de Flandre, qui descend de Judith, fille de Charles le Chauve et veuve d'un roi anglo-saxon [4]. Les antagonismes entre les

[1] Regnum pro eo accipere voluit nativus ejus Carolus, sed non potuit, quia Deus judicio meliorem elegit ; Adhémar de Chabannes, pp. 150-151.

[2] Karolus qui dictus est magnus, necnon et Ludovicus cognomento pius (Raoul, I, ch. 4).

[3] Otto, rex Saxonum, nunc imperator Romanorum, ad suum, id est Saxonum, inclinaverat regnum (*ibid.*, I, ch. 7). Cf. plus loin : « Prescriptorum igitur regum genere exinanito, sumpserunt imperium Romanorum reges Saxonum. »

[4] Lot, *Etudes sur le règne de Hugues Capet et la fin du Xe siècle* (dans la « Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes »), Paris 1903, p. 4, note 2 ; *Fidèles ou vassaux ?*, passim.

nations ont trop progressé pour vivre comme les lettrés, tel Gerbert, comme les Papes, lorsqu'ils ont la conscience de leur rôle, dans la vieille nation d'unité de l'Eglise. En France, on médit déjà sur le compte des Italiens, zélés imitateurs d'une civilisation qu'ils ne savent pas suffisamment faire fructifier [1]. Bientôt, on lira en français dans les conciles de France les lettres du Pape. Les leudes et les évêques qui élirent Hugues entendaient donc se donner un « roi de leur seule consanguinité » [2].

Mais il était difficile de maintenir cette entente qui faisait du fils même de la sœur d'Otto Ier un roi français pour les Français. Charles de Lorraine n'était pas de la trempe du Simple. Il s'agitait. L'hiérarchie épiscopale ne resta pas fidèle au nouveau roi : pour des motifs personnels, Arnoul, archevêque de Reims, se leva contre celui qui pouvait se considérer le successeur de Clovis. Il y eut un moment pénible, pendant lequel Hugues fut enfermé dans Paris, sa capitale à lui, qui ne pouvait pas devenir d'emblée celle du royaume, considéré encore comme un lambeau de la plus grande « Francia » [3]. On arriva à des discussions de droit, et le Pape, représentant de l'Eglise unique, trouva moyen d'intervenir pour décider entre les deux rois.

Ils furent donc convoqués à Rome, avec les évêques du royaume, pour un concile [4]. Hugues refusa ; il offrit de se rencontrer à Grenoble, où jadis les rois de France se seraient rencontrés avec les « apostoiles » de Rome [5]. Les

[1] Raoul, II, ch. 23 ; concernant un certain Vilgard, « studio artis grammaticae magis assiduus quam frequens, sicut italicus mos semper fuit, artes negligere ceteras, illam sectari ».

[2] In unius consanguinitatis viros utriusque regni contigit devenire monarchiam ; Raoul, II, ch. 1.

[3] Lot, *Hugues Capet*, pp. 8-9.

[4] Lettres de Gerbert, éd. Olléris, p. 243 ; éd. Julien Havet, pp. 174, 203 et suiv.

[5] Gratianopolis, ad quam romani pontifices Francorum regibus occurrere soliti fuerunt. Hoc, si vobis placet, iterare possibile est ; at, si nos et nostra invisere libet, summo cum honore descendentem de Alpibus excipiemus, morantem ac redeuntem debitis obsequiis prosequemur ; Lot, ouvr. cité, p. 86, note 2. Cf. aussi *ibid.*, pp. 89, 90-91, 96 et suiv., 115 ; cf. Helgand, dans dom Bouquet, X.

évêques ne se montrèrent pas plus obéissants. En 995, nouveau refus du roi de se rendre à un concile général, d'aller en terre d'Allemagne pour son procès. Le « Transrhénan » ne lui en impose donc plus. Hugues croit que ses évêques ne sont pas inférieurs à ceux de l'empereur. Un synode à Mouzon, en Lorraine, ne réussit pas. Gerbert, qui s'est mêlé de la querelle, est accusé pour son propre compte, plaide éloquemment sa cause, là, à Mouzon, même à Reims, pour arriver, ayant changé de casaque, au Siège pontifical par l' « Auguste » grec.

Pendant ces discordes, le fondateur de dynastie, qui a eu la précaution de s'associer son fils Robert, pour lequel il demande une princesse byzantine [1], — on se contentera de Suzanne, la fille âgée, veuve, de Bérenger II [2], — ne règne que très peu. Son influence est due à ses rapports de famille : sa femme Adélaïde est la fille de Guillaume IV d'Aquitaine, dit Fiérabrace. Avant tout, il est l'avoué de l'Eglise, de son Eglise gallicane ; comme l'impériale Adélaïde, il fréquente Saint-Mayeul. Sur lui aussi, comme sur Otto III, comme sur Eudes de Chartres, qui prend l'habit de moine, pèse l'attente de l'année fatale. Lorsqu'il mourut, de la vérole, comme l'empereur, le 24 octobre 996, il n'entrevoyait guère la splendeur future de sa dynastie ; il ne comprenait pas qu'à sa couronne modeste aboutissaient les efforts d'une nation en plein développement.

Son intitulation avait été égale à celle de l'empereur ; comme sa grande homonyme, la reine Adélaïde est pour l'inconstant et versatile Gerbert une « regina semper augusta » [3] ; le même prélat a considéré à un certain

[1] « Hugo, gratia Dei rex Francorum », écrit aux « empereurs orthodoxes », leur demandant pour son fils « filiam romani imperii », assurant qu'il peut faire bonne garde sur les frontières de l'Occident, contre le « Gaulois », de même que contre le « Germain » ; Lettres de Gerbert, éd. Havet, pp. 101-102, n° 111.

[2] Elle s'appelait d'abord Rozala. Ses sœurs épousèrent le comte Arnoul II de Flandre et le marquis italien Aléram ; voy. Pfister, *Etudes sur le règne de Robert-le-Pieux (996-1031)*, Paris 1885, p. 46.

[3] Lettres, éd. Havet, p. 163. Cf. *ibid.*, p. 16, n° 20.

moment Hugues comme le « vrai roi » [1]. Lui-même se présente comme « roi des Francs », pas de France, faisant voir aussi combien serait vaste son ambition [2].

Mais il ne peut pas laisser à Robert beaucoup plus que la bénédiction de l'Eglise gallicane, qui se sert de ces agents couronnés pour la défendre. Robert, homme simple et bon, excellent chantre au lutrin, voudra épouser la veuve du comte de Chartres pour agrandir son pouvoir médiocre [3]. Lorsque son oncle paternel, Henri, duc de Bourgogne, qui a résisté à Hugues [4], meurt en 1002, le roi essaie vainement de recueillir son héritage, qui revient au concurrent, fils de la femme du mort, Othe-Guillaume ; il arrive à peine à gagner la terre sinon le titre pour son fils [5]. En Aquitaine [6], le parent royal qui est le duc de cette « monarchie », Guillaume, pourra être appelé le Grand, et on lui offrira la couronne de l'Italie, la situation impériale, comme jadis aux rois de Provence et de Bourgogne [7]. Il y a aussi des ducs de Narbonne, avec Toulouse pour capitale, qui ne se soucient pas plus du successeur de Hugues que de son père, et des ducs de Gasgogne [8]. Le nouveau comte de Chartres, Eudes, aura les mêmes allures [9]. La Flandre, dont le comte Baudouin est le fils de Suzanne, — et il sera l'époux de la fille de Robert, — se maintient autonome, et la Bretagne, que réclame le comte de Rennes, est un autre pays. Des vicomtes d'Angers dominent le cours de la Loire, et l'Anjou a un dur maître dans Foulques, dit Nerra, fils de Geoffroi Grisegonnelle, qui se battra avec Eudes de

[1] *Ibid.*, p. 46, n° 48.

[2] *Ibid.*, pp. 101-102, p. 247, note 3. Son fils est le « clementissimus, gloriosus, serenissimus et semper augustus » ; Pfister, ouvr. cité, pp. XXV, XLV. Cf. Lot, *Hugues Capet.*

[3] *Ibid.*, p. 115.

[4] Adhémar de Chabannes, p. 151.

[5] Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, pp. 27 et suiv.

[6] Le marquisat et duché avait été fondé par Richard, frère du roi Boson.

[7] Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, pp. 70-71.

[8] *Ibid.*, pp. 102 et suiv. Cf. Adhémar de Chabannes, p. 162.

[9] Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, p. 143.

Blois pour la ville de saint Martin, Tours [1]. Sans mentionner aussi cette Normandie, ornée de villes nouvelles, de belles abbayes, comme celle de Saint-Michel-du-Mont et celle de Fécamp, qui se prépare à des conquêtes pour son propre compte. Parler de « douze grands Etats » [2] est peut-être trop par rapport au titre surtout de leurs chefs, mais il y a sans doute une douzaine de créations du nouvel esprit dans lequel entre, avec le territorialisme hérité, un peu des souvenirs et des tendances nationales.

Envers le Pape, Robert, qui a répudié contre la volonté du Saint-Siège sa femme Berthe pour épouser Constance d'Aquitaine, se montrera plus soumis que Hugues, et il fera son voyage de Rome pour se disculper. Mais ce qui est plus intéressant que cette humble obédience, due à des péchés d'ordre privé, ce sont ses rapports avec la royauté allemande ressuscitée, après la catastrophe italienne des Ottonides, dans sa vieille forme franque.

Le chef des fidèles qui conduisirent à Aix-la-Chapelle les restes d'Otto III, Henri de Bavière, se saisit des insignes royales et alla se faire couronner, malgré l'opposition du marquis de Misnie et du duc de Souabe, plus tard de ses propres Bavarois, par l'archevêque de Mayence. Il eut, comme ses prédécesseurs, une révolte des Slaves de l'Est, les Lintizes, à dompter, et de nouveau les Bohêmes se mirent en mouvement, sous le vieux Boleslav, qu'il fallut remplacer par un « duc » plus constant dans sa soumission, Iaromir.

C'était, pour la seconde fois, une organisation des Etats slaves, destinée à mettre un frein à l'expansion allemande. Cette « Slavie » catholique était liée ensemble par des relations de famille et elle tendait confusément vers une certaine unité hiérarchique. Mieszko de Pologne avait été le beau-frère du prince tchèque. Un Boleslas polonais, « le Grand », rêva d'être dominateur des deux pays, auxquels l'attachaient ses deux parents. Henri dut

[1] Adhémar de Chabannes, p. 156. Pour tous ces vassaux, voy. aussi Lot, *Hugues Capet*, pp. 188, 293-294, 299, 205.
[2] *Ibid.*, p. 235.

combattre contre ce puissant ennemi, et une seule campagne ne suffit pas pour le soumettre. En même temps que le Polonais dispute à la Bohême la Silésie, il cherche à arracher aux Allemands la Lusace. Ce sera seulement en 1013 que le roi germanique arrivera à lui faire demander d'être créé chevalier par la main même de celui qui se considérait, avec raison, son suzerain [1]. Il eut, bien entendu, pour s'être prêté à cette cérémonie, le « bénéfice » territorial qu'il ambitionnait. Ç'avait été, dès le commencement, une simple guerre de prestige. Le chevalier catholique des Slaves de l'Est se dirigea bientôt du côté de la Russie.

Les trois fils de Sviatoslav s'étaient partagé son héritage, comme les fils de Clovis les Gaules conquises par leur père. Vladimir, établi à Novgorod, dut s'enfuir au delà de la « Mer des Varègues », devant son frère Iaropolc ; il revint avec des Scandinaves, s'imposa comme époux de la princesse de Pscov, dont il tua le père, — les deux portent des noms varègues, — puis il fit tomber son frère sous les coups de ses propres fidèles. Il devint un puissant chef païen, qui prit à Mieszko Przemysl et autres cités de frontière. Mais, s'étant saisi de Cherson, il se laissa baptiser dans la « loi des Grecs », et la récompense du nouveau Basile, nommé d'après le jeune empereur, fut le mariage avec la princesse Anne, sœur de Théophano (988).

La Russie kiévienne entrait ainsi dans l'ordre politique chrétien. Mais de nouveau le partage brisa la « monarchie unique ». Sviatopolc, un des fils de Basile-Vladimir, tua deux de ses frères, et, étant entré en guerre avec le troisième, Iaroslav de Novgorod, s'enfuit chez Boleslas, son beau-père. La campagne par laquelle le Polonais rétablit son allié est mentionnée dans Thietmar aussi bien que dans la chronique russe. Mais Sviatopolc, de nouveau chassé, devait chercher encore une fois le chemin vers l'Ouest [2].

[1] Thietmar, VI, ch. 8 et suiv., 16, 19-20, 38, 46.

[2] D'après Thietmar (VI, ch. 55), il tua les Petschénègues, ses auxiliaires, qui s'étaient révoltés. Cf. *ibid.*, VII, ch. 52 ; VIII, ch. 16

Un nouvel Etat venait de surgir donc sur ces lisières de l'Est, plein d'une vitalité sensiblement supérieure à celle de la Bohême. Et il paraît que le Saint-Siège, sous Sylvestre II, entreprenant comme Pape, de même qu'il avait été remuant comme courtisan et littérateur officiel, était derrière ces ambitions.

Une chronique hongroise tardive prétend que le grand Polonais avait demandé au Saint-Siège la couronne royale, qui fut refusée. On la donna au Hongrois Vaïk, devenu par le baptême Etienne. Une Adélaïde polonaise, la sœur de Mieszko, portant le nom de l'impératrice vénérée, avait préparé à ce changement de religion le fils du duc, du voévode, Geyza, qui jusqu'alors avait résisté aux efforts des moines bavarois, envoyés par l'évêque de Passau, aussi bien qu'à ceux des missionnaires byzantins. Quand saint Adalbert, cet ancien moine du Mont Cassin, avait commencé sa prédication qui devait le mener dans le pays des Prussiens assoiffés de son sang, la mère polonaise de l'héritier magyar lui demanda la faveur de faire de son fils un chrétien [1]. Et, comme le duc Henri de Bavière, qui maria une de ses filles au doge de Venise, Pierre Orseolo, avait fait d'une seconde la femme du duc de Bohême, la troisième, Gisèle, épousa le nouveau chrétien. C'était, comme pour la Bulgarie, par l'œuvre des femmes et par celle des missionnaires, que le christianisme avançait.

Jusque là, il y a eu des Hongrois, avec leurs chefs de « tribu » et leur chef suprême, qui « règne » plus ou moins ; dès ce moment, il y aura une Hongrie.

Il manquait à Etienne, aussitôt attaqué par le parti païen, une armée autre que celle de ses camarades, encore incertains. Des nobles allemands accoururent et, faute de

[1] Sur Adalbert et sa prédication dans la « Polliana », dans la « Alba Ungria », dans l'Esclavonie, la « Waredonia » et la « Cracovie », voy. l'interpolateur d'Adhémar de Chabannes, pp. 152 et suiv. Otto III aurait été le parrain d'Etienne, lui donnant le droit de porter la sainte lance, « sicut ipsi imperatori mos est ». Geyza (« Gous ») aurait été baptisé lui-même.

mieux, c'est des mains d'un d'entre eux qu'il reçut l'investiture de cette chevalerie qui apparaît déjà comme un nouveau lien entre les membres de la classe dominante dans la chrétienté entière.

Car c'est bien une association internationale. Ceux qui en font partie la regardent comme un sacrement surajouté à ceux de l'Eglise. Entre celui qui atteint de son épée le cou du nouveau chevalier et celui-ci, il y a non seulement des engagements communs, mais des rapports comme ceux de parrain à filleul. Il serait difficile de découvrir d'où vient, à une époque où des préoccupations mystiques se mêlent aux souvenirs de l'antiquité, où les « pauvres » moines [1] de Cluny en Bourgogne, le doux Odon, Mayeul, le faiseur de miracles, Odilo, vrai « temple de l'Esprit Saint » [2], ne présentent pas leur code de vie pure aux seuls membres des communautés monacales, cette nouvelle forme des rapports entre les consciences humaines qui doivent désapprendre les trahisons et les actes de cruauté. Mais c'est sans doute une innovation d'une portée extraordinaire. L'Eglise retient par ses sacrements, l'empire impose par son prestige, la chevalerie, comme la nouvelle vie de cloître, dénuée de toute ambition terrestre, rapprochera les âmes.

Il y a donc, en Pologne, en Hongrie, non seulement des chefs d'Etat, mais des membres de la chevalerie chrétienne, à laquelle on se prépare par des épreuves, par des jeûnes et qu'on inaugure par des promesses solennelles. Mais, si le grand Boleslas, maître de la Bohême aussi, se contente du titre ducal, Etienne aura plus que cela, et ce ne sera pas lui qui l'aura demandé.

L'Eglise romaine n'entend pas que l'œuvre de christianisation soit conduite par ces simples moines, exposés, dans leur faiblesse, aux gestes cruels des païens qu'ils

[1] Pauperes pauperem Christum secuti sunt ; Adhémar de Chabannes, p. 148.

[2] *Ibid.*, p. 164.

poursuivent et incommodent de leurs prédications. Un homme de la taille de Gerbert voit plus loin et tente plus haut. Il pense à créer, comme jadis ses prédécesseurs l'avaient fait pour les Carolingiens, un chef de croisade perpétuelle, une dynastie attachée à cette œuvre de propagation religieuse, une série de rois portant la croix de conquête. C'est pourquoi Etienne, qui avait appelé aussi des clercs allemands et italiens pour organiser l'Eglise de ses Etats, obtint la couronne royale, dont il fut orné solennellement, le 15 août de l'an 1000, alors que le défenseur en titre de l'Eglise, Otto III, se considérait comme « seigneur de l'Eglise », empereur romain et poursuivait les buts de sa propre politique. Les campagnes aussitôt entreprises du côté de l'Est, — orthodoxe par les Roumains et les Slaves, païen par les Petschénègues, — montrèrent bien qu'Etienne, fidèle à sa mission, évolue vers la sainteté dont est auréolée sa mémoire.

Une autre royauté, de caractère purement national, essaya de se fonder en Italie. L'Ivrée de Bérenger II donna un nouveau roi roman dans la personne du marquis Hardouin, dont un rival allemand ne peut pas s'affirmer, alors que lui-même, qui avait sans doute des attaches de famille avec l'ancien rival d'Otto I[er], sut se gagner des adhérents qui ne l'abandonnèrent pas de sitôt [1].

Henri ne pouvait pas souffrir ce produit dernier de la révolte contre le troisième Otto. Si Hardouin arrivait à se faire couronner à Rome, la royauté allemande perdait tout son prestige. La France du roi Robert était un pays définitif, dans la Bourgogne de Rodolphe III il y avait bien une conscience locale, aussi une conscience romane, qui s'opposait à une cession à l'empire de la part de ce roi sans enfants, que tant de liens avaient relié aux Ottonides. Mais l'Italie devait être maîtrisée, sans quoi le nimbe impérial disparaissait et l'Allemagne n'avait plus d'autorité morale nécessaire pour l'œuvre entreprise à l'Est de ses frontières nationales.

[1] Thietmar, IV, ch. 34.

Présentant l'état du monde au commencement du second millénium chrétien, Raoul le Glabre montre « les deux rois très chrétiens, Henri, des Saxons, et Robert, des Francs », présidant ensemble la chrétienté occidentale [1]. Ils entretenaient des relations permanentes d'amitié, de « concorde » dans le vieux sens carolingien, qui étaient nécessaires pour Henri, occupé dans l'intérieur de ses Etats, aussi bien que pour Robert, qui eut pendant longtemps à combattre l'impatience de régner de son fils aîné, Hugues [2]. On les voit se rencontrer sur la Meuse, les mains chargées de présents [3]. Autour de ces deux principaux chefs de la catholicité se groupent Rodolphe de Bourgogne, Alphonse, « roi d'Espagne » [4], Guillaume, le « saint », « duc » de Navarre, combattant contre les Musulmans d'Espagne [5]. Le premier offrit à deux reprises, non seulement son héritage, mais la possession immédiate de ses Etats à Henri, qui était le fils de sa sœur Gisèle, — pauvre roi vivant de la pension que lui accordaient ses vassaux, qui décidaient même de l'élection des évêques [6]. Otte-Guillaume se rappelant qu'il est le fils du roi Adalbert avec une princesse de Bourgogne. Bâle fut occupée, mais la volonté de l'aristocratie bourguignonne conserva encore pendant quelque temps au royaume son indépendance.

[1] Regnantibus duobus christianissimis regibus, Henrico scilicet Saxonum rege, et Roberto, Francorum ; *ibid.*, III, ch. 1.

[2] Pfister, ouvr. cité.

[3] Raoul le Glabre, III, ch. 7.

[4] Adémar de Chabannes, p. 163.

[5] Raoul le Glabre, II, ch. 18 ; III, ch. 7 : « Sanctus, rex Navarriae Hispaniarum ». C'est, du reste, l'époque où les moines admettent le voyage de Gerbert à Cordoue, s'il s'agit de « sophia » (Adhémar de Chabannes, p. 154).

[6] Nomen tantum et coronam habet et episcopatus iis dat qui a principibus eliguntur ; ad suam vero utilitatem pauca tenens, et impensis antistitum vivit... Hi (episcopi) cunctis primatibus velut regi suo serviunt ; Thietmar, VII, ch. 21. Cf. *ibid.*, ch. 20 ; VIII, ch. 5 ; Hermann d'Augsbourg, à l'année 994 ; Alpert, *De diversitate temporum*, II, ch. 14 ; *Gesta episcoporum cameracensium* et les *Annales d'Einsiedeln*, plus Raoul le Glabre, III, ch. 2. Les témoignages sont mis ensemble dans Gustav Richter, *Zeittafeln*, p. 48, note. Souvent, cet excellent ouvrage nous a présenté la base documentaire pour notre récit.

Dans la Grande-Bretagne, un roi puissant s'est établi, le successeur d'Ethelred, un Danois de sang, Knud ou Canut, fils de Sven et d'une fille de Mieszko [1], qui sera parmi les plus fidèles auxiliaires et les plus riches patrons de l'Eglise romaine. Régnant aussi sur ses Danois, il fait disparaître, en si bon chrétien, le danger qui jusqu'ici menaçait au Nord cette royauté germanique, consacrée à la défense de la chrétienté dans ces parages. Mais, entre cette île et la vie politique du continent, les rapports sont encore faibles et rares. Pour tel chroniqueur français, qui connut assez le milieu européen, ce « rex Danamarchorum » [2] commence en païen endurci, et c'est seulement par l'influence de sa femme, veuve d'Ethelred, qui était fille de Richard le Normand, qu'il arrive à la connaissance de la vraie religion [3], pour l'imposer ensuite aux Danois de son royaume héréditaire.

C'est dans ces conjonctures politiques, toutes nouvelles pour la plupart, que Henri s'essaya vainement à cette conquête de l'Italie, dans laquelle, après avoir pâti de leur intrusion et de leurs violences, personne n'appelait plus les Allemands. Une avant-garde, commandée par le duc de Carinthie et comte de la ville fidèle de Vérone, est battue par Hardouin. Forçant le passage des Alpes, Henri lui-même descend à Pavie et s'y fait couronner roi des Lombards. Aussitôt, comme à Rome du temps d'Otto III, la population se lève contre les étrangers : le frère de la reine Cunigonde est tué ; on en est puni par l'incendie de la ville et du château. Dans ces conditions, le roi se borna à pénétrer jusqu'à Milan (1004) [4].

Pendant dix ans, l'Italie restera donc maîtresse de ses destinées. A Rome, le « Grec » Jean XVIII poursuivra son pontificat, pour faire place ensuite à Serge IV (1009-

[1] Thietmar, VII, ch. 27-28.
[2] Adémar de Chabannes, p. 163.
[3] *Ibid.*, pp. 177-178.
[4] Thietmar, IV, ch. 34 ; V, ch. 16 ; VII, ch. 4, 7 ; Adhémar de Chabannes, p. 160.

1012), et à un Benoît VIII, qui est Théophylacte, des comtes de Tusculum, frère d'un nouvel Albéric, « prince » comme l'ancien [1], ce qui montre que l'aristocratie romaine, un moment évincée, est revenue dans ses droits [2]. Tous ces pontifes dépendent du patrice Jean Crescenzio, fils de celui qu'Otto III avait si cruellement fait tuer. Et en Toscane se prépare, avec un nouveau marquis, cette forte organisation du comté qui, sous sa veuve et sous sa fille Mathilde, jouera un rôle si important dans la vie de la péninsule.

Mais ce que Henri avait rencontré de plus solide dans cette Italie, qui refusait à tout prix de le reconnaître, c'était la vie populaire qui, sous la forme de cités organisées en républiques, sous celle d'autres cités, simplement autonomes, sous celle des usurpateurs contre l'autorité de l'empereur byzantin, demande ses droits contre cette hiérarchie occidentale, de même que contre celle de l'Orient byzantin lui-même.

Car, après les révoltes et les guerres intérieures d'un Bardas Skléros et d'un Bardas Phocas, derniers représentants de la grande féodalité asiatique, candidats à l'empire, combattant dans les vallées de l'Asie Mineure (971-977, 989) [3], l'empereur Basile, cependant homme d'une rare énergie et d'une cruauté peu ordinaire, doit assister impuissant, non seulement aux nouvelles attaques arabes contre ses possessions de l'Occident, en Calabre, en Pouille, mais aussi à des révoltes, longtemps victorieuses, comme celle du catépan Mélos, de Bari, qui,

[1] Voy. nos *Relations entre l'Orient et l'Occident*, pp. 136-137.

[2] Romuald de Salerne donne des noms de Papes inconnus par ailleurs (Muratori, VII, c. 165).

[3] Un récit détaillé par M. Diehl, dans la *Cambridge mediaeval history*, pp. 84 et suiv. Il y eut aussi, vers la fin de ce règne, la révolte de Nicéphore, fils de Bardas Phocas, et portant le nom du glorieux empereur. Il réussit à se faire proclamer empereur pour être ensuite tué dans une rencontre obscure. Cf. aussi la suggestive communication de sir William Mitchell Ramsay, au Congrès d'études byzantines de Bucarest, *Bulletin de l'Académie Roumaine* pour 1925.

comme on le verra plus loin, appellera à son secours les Normands de France [1]. Il laisse aux « princes lombards » de Bénévent et de Capoue, comme Pandolphe II, à celui de Salerne, Guaimar, la mission difficile de se défendre contre les bandes, sans cesse renouvelées, des Arabes, se cherchant des mercenaires un peu partout [2].

Le souci principal de Basile sera pendant longtemps la nouvelle et grande révolte « bulgare » dans l'Ouest de la péninsule balcanique, cette révolte qui lui coupa la communication avec la Mer de l'Occident et qui menaçait, par la Thessalie, la riche ville de Thessalonique.

L'origine du mouvement est sans doute religieuse. Les colonisations impériales avaient rempli d'hérétiques manichéens les villes des Balcans, surtout Philippopolis. On ne connaissait pas le vrai fond d'une doctrine qui admettait, à côté de l'action de Dieu, celle, tout aussi « divine », du mauvais esprit, victorieux et créateur, par sa victoire même, d'un monde où le péché est inévitable, qui aurait considéré même la luxure comme une façon d'adoration, pareille à celle des carêmes, strictement observés, qui donnait aux médiateurs, surtout à la Vierge et à saint Paul — d'où leur nom de « pauliciens » — un rôle beaucoup plus important que dans l'orthodoxie, qui admettait comme sacrés des textes que l'Eglise ignorait ou anathémisait, comme la « Descente de la Vierge aux enfers », ou son « Epître », et qui, enfin, tout en considérant l'Ancien Testament comme venant du grand Mau-

[1] Gay, ouvr. cité, pp. 396 et suiv. (d'après les Annales du Mont Cassin, Léon d'Ostie, Guillaume de Jumièges, Ordéric Vital, Raoul le Glabre et Amat, l'historien des Normands). Cf. Delarc, *Les Normands en Italie*, Paris, 1883.

[2] Voy., dans l'ancienne bibliographie, Wenrich, *Rerum ab Arabibus in Italia insulisque gestarum commentarii*, Leipzig, 1845, et Aschbach, *Geschichte der Ommaijaden in Spanien*, Frankfurt a M., 1829-1830. Cf. Heinemann, *Geschichte der Normannen in Unteritalien und Sicilien bis zum Aussterben des normannischen Königshauses*, I, Leipsick, 1894. L'auteur allemand relève avec raison qu'après Otto III, avec la discorde générale « des princes », « die Bewohner Neapels, Gaetas, Amalfis, fühlten sich vornehmlich als Bürger ihrer Stadt und machten von diesem Gesichtspunkte alle Interessen des Lebens abhängig » (p. 21).

vais, recommandait à ses fidèles l'emploi des noms du Vieux Testament. En plus — et c'est ce qui intéressait surtout l'Etat — cette doctrine, qui fut nommée plus tard d'après le nom du prêtre « Bogomil » (« qui jouit de la grâce de Dieu »), abhorrait l'organisation officielle, lui substituait celle du « died » ou père, des « gosts », des apôtres ou « stroïniks » et des « anciens » de chaque « communauté », car il y avait, avec un souvenir d'indépendance locale, sous le rapport religieux aussi, un avant-goût de communisme dans cette organisation patriarcale. Les textes byzantins ne s'en occupent pas spécialement, de sorte qu'il faut recueillir ses traits dans les traditions et les écrits populaires des nations balcaniques, mais, lorsque le roi Robert, le lettré et le saint, prit des mesures contre les manichéens d'Orléans, parmi lesquels il y avait aussi des prêtres respectés, comme chez les Bulgares, il est question des charmes découverts par un paysan qui employait pour la communion la poussière des enfants morts, mais aussi du mépris pour la croix, du refus d'être baptisés, du zèle pour les abstinences, et en même temps de leurs fringales d'amour et surtout de ce culte du diable, pratiqué formellement par une ancienne secte syrienne, réunie à l'Islam, les Yézids : c'étaient aussi des fanatiques inconvertibles qui se laissaient en souriant lier au poteau lorsqu'ils devaient être brûlés [1].

Les manichéens ruraux de l'empire byzantin étaient massés surtout du côté de la Macédoine [2], où ils trouvaient leurs chefs dans des « seigneurs » de ces val-

[1] Adhémar de Chabannes, p. 185 : « Securi nihil ignem timebant et a flammis se inlesos exire promittebant, et ridentes in medio ignis ligati sunt. » Cf. *ibid.*, pp. 173, 194, 206, 210, et le témoignage de Robert le Glabre. Il y avait aussi un groupe à Toulouse. — Pour l'hérésie, voy. Hahn, *Geschichte der Ketzer im Mittelalter*, Stuttgart, 1845 ; Schmidt, *Histoire des Cathares*, Paris, 1849 ; Felice Tocco, *L'eresia nel medio evo*, Florence, 1884 ; Jordan A. Ilić, *Die Bogomilien in ihrer geschichtlichen Entwickelung*, Karlovci, 1924; Euthyme Zygabène, éd. Gieseler, Göttingue, 1842.

[2] On appelait *Albanenses* leurs correspondants d'Italie (Tocco, ouvr. cité, p. 75, note 1).

lées, les fils d'un Nicolas et d'une Rhipsime, au nom arménien, qui portent tous les quatre des noms inusités, pris dans la Bible : David, Moïse, Aaron et Samuel [1]. Dans leurs premiers conflits, un des frères fut tué par les routiers roumains, les autres membres de la famille périrent comme guerriers ou comme conspirateurs contre le plus énergique de la lignée, Samuel, qui resta seul à la tête de ses soldats de « guérilla ». Ils étaient pris dans les races de la montagne du Pinde, beaucoup d'Albanais et de Roumains ou « Vlaques » [2], quelques Slaves ayant vécu jusqu'ici dans leur autonomie locale sous l'égide de la Rome orientale. Maître de la région autour du lac d'Ochrida, du côté de Castoria, de Prespa, jusqu'à Skopi, à Vodéna, à Bitolia-Monastir, Samuel se cherche une légitimité qu'il ne pouvait trouver, lui, fils d'un simple boïar, un « comitopoule », — un « fils de comte » pour les Byzantins, — que, dans la série des « empereurs » bulgares. Les derniers descendants de Siméon furent attirés de son côté, mais l'un périt et l'autre bénéficia d'une simple charge honorifique. Abjurant l'hérésie primitive, le nouveau Tzar put être adopté par cette Eglise de Bulgarie que Basile voulait gréciser et qui souffrait douloureusement de son humiliation.

Il trouva bientôt, comme jadis, en Syrie, les Arabes, des adhérents dans les mécontents de la stricte administration, de la fiscalité excessive des Impériaux ; il eut donc aussi la Thessalie, où une concubine lui donna ce fils qui porta le triple nom de Gabriel, de Radomir et de Romain, comme pour correspondre au caractère mélangé de cet « Etat », et les siens purent piller à leur gré ; il patronna la première manifestation des « Esclavons » serbes du côté de l'Adriatique, par ce Voïslav, dit Etienne, qui avait occupé la Dioclée et qui, pour se garantir,

[1] Plus tard, Benjamin de Tudèle, voyageant dans ces régions, croit avoir affaire à des Israélites authentiques.

[2] Sur ceux de Dalmatie, disparus depuis ou mués en Morlaques de langue slave, voy. nos *Formes byzantines et réalités balcaniques*, Bucarest-Paris, 1920, p. 112, note 1.

épousa la fille du Tzar ; il envoya ses pillards jusqu'au nœud balcanique de la vieille Sardika et établit des garnisons dans les vieilles capitales bulgares des rivages du Pont. Les Petschénègues et leurs sujets roumains de la rive gauche du Danube, les nations de la « Patzinakia », se réunirent à des entreprises de proie, très fructueuses [1].

Mais tout cela n'avait aucune cohésion. Les Serbes, sous un nouveau chef, Vladimir, voulaient une autre existence politique, liée aux influences latines, catholiques, italiennes qui leur venaient de l'Occident ; ils proclamèrent comme chef ce Vladimir qui fut considéré comme un saint et un martyr [2], lorsque le fils d'Aaron qui s'appelait en même temps Vladislav et, en chrétienté grecque, Jean, le tua pour présider à la débâcle de toute l'entreprise (1018) [3]. On plaça à Constantinople les membres prisonniers de la lignée des « comitopoules », veuves et bâtards. Après avoir mérité le nom de « tueur des Bulgares » (Bulgaroctone), Basile se montra aussi excellent organisateur sur le territoire sanglant de la victoire.

Lorsque, sollicité par le parti même des Crescenzii, qu'avaient évincé les comtes de Tusculum, et par le Pape Benoît aussi, qui avait devant lui un concurrent soutenu par ces derniers, Grégoire, Henri se décida, à la fin de l'année 1013, au second de ses voyages italiens, il aurait rencontré les ambassadeurs du roi Hardouin, qui se déclarait content d'une simple situation de comte sur cette terre d'Italie qui l'avait voulu empereur. Mais le César d'Allemagne n'arriva pas à Rome sans avoir négocié d'abord avec les sénateurs romains, dont « six barbus », puis avec Benoît VIII, qui avait toute la cons-

[1] La guerre est décrite dans ses moindres détails par le chroniqueur byzantin Skylitzes, copié par Cédrène.

[2] Voy. *Formes byzantines et réalités balcaniques*, p. 80 et suiv.

[3] « Anno 1016 occisus est filius praedicti Bulgari Samuelis ab ejus consobrino, filio Aroni, et regnavit ipse » ; Lupus le Protospathaire.

cience de son rôle. Il dut promettre qu'il sera « fidèle de l'Eglise romaine et son défenseur », son « advocatus », pour être admis au couronnement, en 1014. Sa situation à l'égard de l'Eglise pontificale était donc la même que celle de Hugues, ou de Robert, à l'égard de l'Eglise gallicane. La conception des Ottonides d'avoir le Saint-Siège « vassal » avait disparu complètement. Il y eut, en outre, de nouveau des luttes dans les rues de Rome, Jean Crescenzio et son frère, « consul, duc et sénateur de tous les Romains », conduisant la résistance, et Hardouin put même se maintenir après le départ, très pressé, de l'empereur, pour finir seulement, des mois après, comme moine, ayant pris le froc, à ce qu'il paraît, sans aucune contrainte.

L'Italie, cette mauvaise Italie, que maudit le chroniqueur allemand, restait ainsi abandonnée à elle-même et à l'empereur byzantin qui avait fini sa guerre de vingt ans contre les Bulgares.

Basile continue à considérer Venise comme faisant partie de ses Etats, et un privilège de commerce vient d'en confirmer la situation privilégiée. Une femme de l'aristocratie byzantine, la sœur de Romain Argyre, a épousé le fils du doge, et on considérera cette alliance comme un grand honneur pour la République. La flotte vénitienne s'est présentée déjà pour défendre contre les Arabes les possessions italiennes de l'empereur.

Mais ce Midi de la péninsule cherche de sa propre initiative des moyens de défense contre le nouveau danger musulman. On s'efforce de mettre ensemble une armée apte à arrêter ces bandes. Mélo, qui organise la résistance, va jusqu'à arrêter des pèlerins qui viennent de Terre Sainte, un petit groupe de Normands.

C'est une époque où la race du Nord, celle enrichie de civilisation latine, ou bien les frères restés encore en Scandinavie, et que l'empire emploie comme soudoyers varègues à côté des Russes de Kiev, essaime de nouveau vers des patries à conquérir. Une nuée de Danois, venant

du Danemark, s'abat en 1018 sur l'Aquitaine, et on prie Dieu « par des litanies et des jeûnes » pour le salut de cette riche région. Lorsque des troupes de cavalerie se rassemblent, les « païens » les font tomber dans les fosses aménagées par surprise, et le duc lui-même leur échappe à peine [1]. Peu après, l'Irlande, le pays des douze cités, est envahie, avec l'intention, bien définie d'y prendre pied, mais un « roi » indigène réussit à les détruire [2]. Ceci se serait passé avant le baptême de Kanut. Un Roger le Normand descend en Espagne et sert la comtesse de Barcelone, dont il épouse la fille, contre les Sarrasins du roi « Muret » [3]. Peu après vient le tour des baptisés de France. Puis, sans demander la permission de leur duc, des chevaliers de cette Normandie accourent en Pouille avec un obscur chef, Rodolphe. Ce sont des pèlerins de Rome auxquels le Pape aurait donné l'impulsion ; le duc byzantin révolté est enchanté de pouvoir les accueillir. Ils combattent contre des troupes impériales, composées de Russes et d'autres « barbares » [4], et une partie des envahisseurs voit Constantinople en qualité de prisonniers. On les porte enchaînés par les rues de la capitale, et le pèlerinage de Terre Sainte reste pendant quelque temps interdit à ces Occidentaux qui peuvent se muer en ennemis.

Mélo, attaqué par un général comme Tornicius, ne pouvait pas cependant résister par les seules forces que lui fournissaient les villes dont il était le protecteur et le représentant. En même temps que le Pape lui-même — événement peu ordinaire, — il demanda le concours de l'empereur, dont la mission était d'endiguer les progrès de l'islamisme dans cette Italie qu'il considérait sienne. On le crée duc de Pouille au nom de cet autre

[1] Adhémar de Chabannes, p. 176.
[2] *Ibid.*, p. 177.
[3] *Ibid.*, p. 178.
[4] A l'expédition de 1027, qui prit Reggio, participèrent, d'après le protospathaire Lupus, « ingentes copiae Russorum, Wandalorum, Turcorum, Bulgarorum, Brunchorum, Polonorum, Macedonum aliarumque nationum ».

empire, qui, par ce geste, a osé défier celui d'Orient. Ceci ne suffit pas cependant : il faut le soutenir. Une troisième campagne italienne s'impose à Henri, et, cette fois au moins, il peut espérer trouver dans la péninsule des alliés.

Bien que Mélo fût mort avant ce retour, à Bamberg, Henri se décide à partir. Il prend avec lui le Pape et entre en Calabre, où les « Grecs » viennent de bâtir une Troie italienne, Troia, et où, si Landolphe de Bénévent est resté fidèle, Pandolphe s'est rallié à la cause du souverain légitime du pays. Ce seigneur est pris dans sa résidence de Capoue, après les fêtes de Noël, que l'empereur, d'après l'ancienne tradition, a passées à Rome. Salerne, Naples furent contraintes de se soumettre, et Troia capitula après un assez long siège [1]. C'était, avec l'établissement de certaines garnisons normandes, plus que n'était arrivé à réaliser aucun des Ottonides.

Mais Henri est bien un Allemand. Si on le retient un moment pour s'occuper dans un concile à Pavie de la réforme de l'Eglise, au sens des moines de Cluny, il se hâte de revenir dans sa maison germanique, où dans quelques mois la mort viendra le prendre, alors qu'elle se fera longtemps attendre dans le modeste palais de son associé le Capétien.

Le nouveau roi, Conrad (Chuonon, Conon), est imposé par les sœurs d'Otto III et par l'impératrice veuve, cette Cunigonde, qui jouerait volontiers le rôle d'une Adélaïde. Sa femme Gisèle prétendait une descendance carolingienne et elle dut soutenir aussi son ambition. Comme fils d'une princesse de Lorraine, Conrad a des rapports avec le monde roman et se présente avantageusement pour la succession du vieux roi Rodolphe.

[1] Annales de Bénévent, de Quedlinbourg et de S. Gall ; Chronique de Lupus et de Romuald de Salerne (Muratori, VII, ch. 167). Voy. Gay, ouvr. cité, pp. 421-422. Cf. le même, *Le monastère de Tremiti au XI^e siècle*, dans les « Mélanges de l'école française à Rome », XVII, 1897. Voy. aussi *ibid.*, XVIII, p. 399, et Chalandon, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, I, Paris, 1907.

Il ne veut pas l'Italie. De nouveau, les affaires de voisinage slave attirent toute l'attention du roi germanique. Il est certain que Boleslav de Pologne, qu'on appelait le Vaillant (Chrabry) [1], se fit appeler roi et même qu'il imita le geste de Louis le Pieux, qui avait cependant à ses côtés son impérial père, en posant lui-même, et à savoir un jour de Noël, celui de l'année 1024, la couronne royale sur sa tête [2]. Mais son fils Mieszko II (1025-1034) est forcé par Conrad d'abandonner ces prétentions et, chassé un moment par son frère Otto, qui s'était enfui en Russie, il dut se résigner à partager le pouvoir avec trois ducs installés par Conrad [3]. La Bohême, sous Brétislav et Udalric, regagne l'hégémonie depuis longtemps perdue, et le duc tchèque attaque, mené par la même idée de l'Etat slave unitaire, jusqu'à Strigonie (Esztergom, Gran), la capitale religieuse de ce royaume de Hongrie où parmi les discordes intérieures le premier roi vieillissait (Etienne ne mourut qu'en 1038) [4]. Quant à la Russie, où le « Vaillant » avait fait son entrée solennelle dans l'église de Sainte-Sophie à Kiev, accompagné de 300 Allemands, 500 Hongrois, 1.000 Petschénègues, révélant au monde germanique cette ville aux « quatre cents églises », ce pays de « Slaves fuyards de tout côté et surtout de Danois aux pieds légers » [5], elle est revenue à son orthodoxie byzantine, se préparant à une décadence prochaine.

[1] Dans une ancienne, mais excellente histoire de Pologne, dont je connais la traduction italienne (*Storia della Polonia dai primi tempi insino all' anno* 1846, Capolago, 1847). Hauréau l'appelle « le Charlemagne de la Pologne ».

[2] Wipo, *Vita Chuonradi*, ch. 9, et Annales de Quedlinbourg, année 1025 : « uncto etiam sibi imponi coronam temere sit usurpatus ».

[3] Wipo, ch. 29, et Annales de Hildesheim, année 1028.

[4] Etienne sera attaqué, du reste, à la suite d'une querelle avec les Bavarois, par Conrad lui-même, qui avancera jusqu'à la rivière de Raab.

[5] Thietmar, VIII, ch. 16. Cf. Liutprand, Chronique, sur les « Russii a qualitate corporis... Nos vero positione loci vocamus Nordmannos ». Il connaît l'expédition du roi « Inger » (Igor) à Constantinople avec plus de mille barques ; quinze vaisseaux byzantins, munis de « feux grégeois », les détruisent.

L'Italie s'était aussitôt empressée de manifester pour son indépendance. Des ambassadeurs allèrent offrir la couronne de Hardouin, tué par Gozzilo de Lorraine, et enterré à Tours [1], au roi de France, au duc d'Aquitaine [2]; plus tard on pensera à Eudes de Champagne ; les temps qui suivirent la déposition de Charles-le-Gros paraissent revenir. Il est vrai que l'archevêque de Milan, Héribert, est venu à Constance appeler au delà des monts le roi naturel de la péninsule, mais il suffit de le voir paraître pour comprendre que ce n'est pas aussi le désir du Saint-Siège, occupé par un ancien préfet de Rome, représentant de l'aristocratie, en éternelle opposition, contre les Allemands, et qui a pris ce nom de combat de Jean (Jean XIX). Aussi lorsque, après avoir désigné comme successeur son fils, Henri, le roi Conrad descend en Italie, pays dangereux, il a besoin d'inviter au couronnement un roi qu'il traîne, le vieux Rodolphe de Dijon, et un autre qu'il se gagnera mieux en faisant épouser sa fille par son héritier et en cédant à cette occasion le Slesvig, le puissant Kanut. Il évita Pavie, qui venait de brûler le palais des rois qu'on ne voulait pas voir revenir, prit, à ce qu'il paraît, à Milan, la couronne lombarde [3], se battit dans les rues avec les gens de Ravenne, visita même des places qui n'avaient jamais vu un maître germanique, Ivrée, Lucques. Mais, aussitôt après la cérémonie qui en fait un César et un Auguste, il y a des batailles dans l'intérieur de Rome aussi (mars 1027). Pour s'assurer des fiefs de l'Italie méridionale, il fallut implanter les Normands à Aversa, près de Capoue, toujours rebelle et dirigée du côté des Grecs. Les principautés de Capoue et de Salerne s'étaient détachées de l'ancien Etat complet de Bénévent. On ne savait pas que l'établissement de ce noyau de che-

[1] Raoul le Glabre, III, ch. 38.

[2] Jugum imperatorium a se excutere volentes, venerunt multi noliores eorum Pictavam urbem ad Wilhelmum ducem Aquitanorum, et eum super se regem constituere cupiebant ; Adhémar de Chabannes, p. 188. Il alla même s'informer en Italie, dans la compagnie du comte d'Angoulême (*ibid.*).

[3] Gustav Richter, ouvr. cité, p. 52, note.

valiers errants préparait le nouveau royaume d'une autre Italie.

Conrad pouvait se consoler par son succès en Bourgogne, où il put écarter, après son couronnement, comme successeur de Rodolphe (1033), les prétentions d'Eudes de Champagne. Des Italiens comme Héribert l'accompagnaient dans cette campagne.

Mais tous les efforts de l'empereur dans le sens de restauration de l'hiérarchie allaient être vains. Cette fois encore l'Italie donna le signal.

Les villes se formaient peu à peu en communautés indépendantes sous leurs anciens « juges », portant différents noms ; elles tenaient à leurs évêques, et Héribert, disgrâcié, arrêté, resta le vrai chef de ses Milanais. En même temps, les grands blocs de féodalité s'émiettaient. « Les petits », s'écrie le chroniqueur de Conrad, Wipo, « se sont levés partout contre les grands ». On appelait l'empereur pour « légiférer » dans ce sens, parce que, avec le progrès des idées de droit, si on ne voulait pas son administration, on désirait avoir ses décrets. Il se prononça sur le champ de Roncaglia, près de Milan, pour ces *milites,* les « gregarii milites », les « vavasseurs », qu'il confirma sur leurs terres, déclarées héréditaires [1]. Dans le Sud, où le chef des Normands devint, comme comte d'Aversa, un de ces « chevaliers » - vassaux, Conrad, que son fils accompagnait, représentait la même politique. C'était lâcher complètement les rênes. Ceux qu'on venait de lancer sauront agir.

Mais, avec cette « législation » — on en impose une autre en Bourgogne pour établir la paix, qui manque depuis longtemps — on est entré dans une autre ère. L'empire repose désormais sur un certain ordre intérieur en Allemagne ; il se croit capable d'en établir un autre en Bourgogne [2]. Les idées monarchiques, romaines, qui sor-

[1] Wipo, ch. 34 et suiv. ; *Mon. Germ. Hist., Leges,* II, p. 39.

[2] Cf. pour le règne de son fils la Chronique de Hermann le Boiteux : « nonnulla legitime dijudicavit ».

tent de l'école d'un Irnerius à Bologne, prédicateur du droit de Justinien et des légistes romains, paraissent lui donner le droit d'intervenir partout en maître qui donne la règle, qui fixe la norme, qui organise[1]. Cet élan, qui forme l'intérêt et la grandeur du nouveau règne, de Henri III, ne s'arrêtera, ne devra s'arrêter — non sans toute une tragédie de luttes intérieures — que lorsque son fils constatera chez lui aussi, à côté et par-dessus l'opposition, ancienne et naturelle, de la Saxe contre la Bavière, le relèvement des « petits », qui s'appellent ici des « ministeriales », et qui sont aidés dans leurs progrès par le monde des villes et même par ces paysans dont on usera pour la première fois dans ces discordes intérieures.

Henri III a succédé à son père, mort inopinément (1039), au retour d'une longue expédition italienne (1037-1039), sans aucune opposition. C'est un règne de paisible inauguration et le nouveau César veut que la paix règne dans ses Etats, l'ancienne paix romaine. Un édit ordonne que les souvenirs des dissensions soient oubliés, et, de son côté, il pardonne à ceux qui se sont rendus coupables de lèse-majesté[2]. Dès le commencement de ce règne, l'archevêque de Milan est grâcié et rétabli. On voit bien que ce n'est pas une mesure transitoire, d'opportunité, un caprice philanthropique, que c'est une théorie que le jeune maître a apprise, qui lui a été infiltrée et qu'il applique. Elle donne une physionomie à cette politique.

La même attitude est observée envers les voisins et les ennemis. Le duc Gozzilo de Lorraine vient de mourir. Il laisse deux fils pour les deux moitiés de son héritage, mais ils ne s'entendent pas. Henri intervient et décide. Comme l'un d'eux, Godefroi, fort de l'appui du nouveau roi de France, veut avoir le tout, le roi le fait juger par les

[1] Voy. dans les « Proverbia » de Wipo, son précepteur (*Mon. Germ. Hist.*, V, p. 140) : « Audiat rex quod praecipit lex. Legem servare, hoc est regnare ». Wipo demande aussi que, par un édit, on impose l'instruction aux fils des riches.

[2] Hermann et Annales d'Altaich, années 1045, 1046.

princes. Il résiste et combat. Au bout de ses efforts, il se présente devant son suzerain : Henri, l'ayant fait d'abord enfermer, lui pardonne en pleine séance royale à Aix-la-Chapelle. Baudouin de Flandre, son associé, jouira de la même faveur.

Du côté de la France, il n'y a rien à redouter. Les phénomènes importants, comme la trêve de Dieu, viennent ici des masses populaires, et ce sont les évêques qui formulent la « loi ». De plus, cette mesure qui impose le respect des jours pendant lesquels le Seigneur a souffert et remporté son triomphe, vient de l'Aquitaine et a un caractère plutôt régional ; jamais un concile ne l'a décrété, un de ces conciles devant lesquels le Capétien reste ce qu'il a été, dès le début : l'avocat de l'Eglise »[1]. Le roi, qui a une querelle avec Eudes, puis avec Henri et Thibaut de Blois, ne l'observera pas, car elle n'a pas été prise dans les formes légales[2]. Certaines ambitions du côté de la Lorraine n'amenèrent pas un conflit avec l' « Austrasien »[3].

Henri devra vérifier sa situation à l'égard des royaumes de création récente. Envers la Bohême, il est sans aucune considération : le duc doit venir s'humilier devant lui, régner en son nom. Ce n'est pas par vanité, par désir de conquête qu'il le fait, mais il lui faut de ce côté aussi l' « ordre ». En Pologne végète la tétrarchie soumise ; en Hongrie, Gisèle a fait succéder le fils du Vénitien Orseolo et d'une sœur d'Etienne, qui porte le nom de Saint-Pierre, dont vient la grâce de la couronne. Comme

[1] Voy. Aug. Fliche, *Le règne de Philippe Ier, roi de France (1060-1108)*, Paris, 1912 : « L'Eglise exerce une véritable tutelle sur le roi capétien. Non seulement elle le consacre, lui conférant par là une sorte de mission divine et providentielle, mais elle le choisit, elle l'élit » (p. 5). « De l'archevêque de Reims, au jour du sacre, le roi a reçu le droit de gouverner toute la France » (p. 94).

[2] Raoul le Glabre, IV, 14 et suiv. ; V, 15, 16, 19.

[3] Pour Raoul le Glabre toute trace du pouvoir impérial en dehors de la Germanie a disparu : « Potestas Romani Imperii, quae olim in orbe terrarum monarchas viguit, nunc per diversa terrarum innumeris regatur sceptris » (IV, ch. 3).

il y a des païens en Pologne même, il y en a d'autant plus dans cette Hongrie de conversion récente. Ils imposent un roi à leur guise, sinon fidèle à l'ancien culte, car il est l'époux de la sœur d'Etienne, au moins plein de tolérance à son égard, — Ava, que les Allemands appellent Ovo [1], et qui se fait appeler aussi Samuel, non sans un souvenir du manichéen d'Ochrida. L'intrus attaque la Bavière pour se venger de l'abri accordé par Henri à celui que l'empereur considère, de par la tradition, son vassal en Pannonie. Les Hongrois rencontrent l'opposition du marquis de frontière, puis une offensive royale, de pure croisade, porte les Allemands jusqu'à la résidence archi-épiscopale de Grau. Comme le pays « ne veut pas de Pierre », il établit un roi de son choix. Mais Aba réunit et provoque une nouvelle expédition, que n'empêchent pas les offres de paix du « rebelle » menacé : il demande la restitution d'une bande de territoire sur le Danube, jusqu'à Leitha, quatre cents talents d'argent et des vêtements de pourpre. Une troisième expédition amena, cependant, après des dangers surmontés, le combat sur la rivière de Raab.

Restituant Pierre, qui donne à son suzerain la « lance dorée », en signe de soumission, — Aba disparut assassiné, — Henri a un autre but que celui d'incorporer la Hongrie — et il l'a fait — dans le nouveau système constitutionnel. Il est le représentant d'un « droit » et ce « droit », il l'impose ; c'est la « loi de Bavière », les « décisions teutoniques » [2]. C'est pour le César à la romaine, pour l'empereur « juridique », beaucoup plus important que la prise de Presbourg-Bratislava, qu'il a fait fortifier, et que la colonisation commencée aux frontières. Il est vrai que le parti de l'indépendance hongroise aveu-

[1] La forme Aba ne correspond pas à celle-ci ; il y a, je crois, une influence de l'alphabet grec qui, jadis, avait pénétré en Hongrie (les Szekler de Transylvanie en conservent dans les coutumes populaires une corruption).

[2] Hermann, année 1044 : « Ungarios, potentes, lege baioarica donavit ; Annales d'Altaich : « concessit scita teutonica ».

glera ce prince latin, vassal des rois d'Allemagne, et donnera la couronne à un autre membre de la dynastie, cet André, dont le nom rappelle la prédication de l'apôtre en Russie, et qui, du reste, attaché à ce monde orthodoxe, épouse une princesse de Kiev, où il avait été élevé, et introduit des moines du rite grec dans des couvents d'une autre hiérarchie. La race kiévienne se fait, du reste, connaître aussi par d'autres alliances « latines ». Une princesse russe se marie en Pologne, et la fille d'Anne de Byzance, la nièce de Théophano, deviendra la femme de Henri de France. Ces Scandinaves de Kiev, mélangés de Slaves et frottés d'orthodoxie romaine de Byzance, s'étaient taillés déjà une large place dans l'histoire du monde.

A la réunion de Mersebourg, en 1046, on avait pu voir plus que cela même : devant leur ordonnateur et législateur, le duc Bratislav de Bohême, le duc Casimir de Pologne, une nouvelle création de Henri, et l'époux — lui aussi — d'une princesse de Russie, et un chef des Poméraniens, des Slaves de la « Mer » (Baltique). Le Magyar seul manquait, mais les prétentions de la royauté germanique n'en étaient pas diminuées.

C'est en ennemi du désordre, du désordre légal, plutôt que du désordre moral, auquel on était depuis longtemps habitué, que, dès 1046, ce président des nations « pacifiées » se mêle donc des choses d'Italie. Le Pape Benoît IX, resté toujours un laïque et un seigneur de la Campagne de Rome, est écarté par l'évêque de Sainte-Sabine, autre instrument de parti, qui devient Sylvestre III, se rattachant par ce nom à un savant prédécesseur. Les « capitaines » le soutenaient, un certain Gérard de Sasso à leur tête, dont bientôt le jeune pontife rétabli voulut épouser la fille. Il divorça cependant volontiers du Saint-Siège, mais pas avant se l'être fait payer[1] par

[1] « Non vacua manu », dit une source contemporaine.

quelqu'un qui, tout en devenant Grégoire VI, resta pour ceux qui le connaissaient et l'appréciaient Jean Gratien.

C'est ce que l'homme des « lois » ne peut pas tolérer. Cette Rome, dans laquelle on se bat du Latran à Saint-Pierre et à Sainte-Marie-Majeure [1], doit être pacifiée. D'abord un concile de Pavie confirme les conditions constitutionnelles déjà établies dans la péninsule [2]. Le roi prétend cependant un peu plus que son père : il veut que la simonie, qui entachait toutes les élections pontificales, cesse. L'esprit de Cluny a passé en lui, et on peut voir de quelle façon : sa première femme danoise étant morte, il a épousé Agnès, fille de Guillaume de Poitou, une « Romane », on peut dire maintenant : une Française, de la trempe d'Adélaïde. Raoul le Glabre parle avec élan de cet édit qui défend tout achat des dignités ecclésiastiques sous peine d'en être aussitôt dépouillé.

C'est la préparation nécessaire des mesures que Henri entend imposer à l'Eglise, de laquelle il ne demande pas le titre impérial. Grégoire VI est un prélat très estimable; lui-même forcé de payer l'indigne Benoît IX, qui est revenu à sa vie de simple seigneur romain, il appartient au couvent de Cluny, et son conseiller est un jeune moine italien qui en est comme hanté. Hildebrand. Cependant, à Plaisance, on le dépose ; Grégoire se soumet et va en exilé, accompagné de cet ami de ses malheurs, en Allemagne. A Sutri, dans un second concile, sont déposés les deux autres Papes. A Rome enfin est prise la décision définitive. Henri veut un homme dont il puisse être sûr : il choisit parmi ses Allemands à lui, considérés surtout au point de vue de la discipline dont il les a pénétrés. La veille de Noël 1046, l'évêque de Bamberg, Suidger, devient le Pape Clément II, nom qui rappelle une législation qu'on croyait authentique, étant celui de l'auteur présumé des « fausses clémentines ».

C'est des mains de cet honnête homme qu'Henri entend

[1] Otto de Freising, VI, 32.

[2] Bresslau, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Konrad II*, Leipzig, 1878-1884.

recevoir, lui-même et Agnès, la couronne impériale, le jour même de Noël. Mais il veut être aussi patrice, — non plus présider seulement, mais, dans cette autre qualité, gouverner. Il aurait voulu faire de l'Italie méridionale aussi un territoire de légalité et de discipline. Mais ici la complication des circonstances, résultées de longues luttes, l'en empêcha.

Il y a, dans ce monde lombardo-grec, plein d'autonomies locales, de nouveau des ambitions byzantines. L'empereur vient de nommer un gouverneur de l'Italie [1]. Le conquérant d'Edesse, Georges Maniakès, est envoyé en Italie, où il prend Messine et Syracuse (1038). Disgrâcié, puis rappelé par un nouveau régime, il reprend son œuvre, mais aussitôt il sera amené par des injures à sa révolte de 1043, à son embarquement pour Durazzo et cette Macédoine, où il devait mourir. On essaie donc, après avoir envoyé des Varègues, peut-être des Norvégiens et des Albanais [1], avec des soudoyers normands, les trois fils, restés célèbres, de Tancred d'Hauteville, Guillaume, Drogon, Humfroi, de commencer la conquête de Sicile. Ils entrent en rapports avec Argyros, le fils de Mélo, que l'empire est prêt à nommer « vestis » et patrice, puis avec Maniakès lui-même, qui a revêtu la pourpre impériale. Mécontents, les Normands s'attaquent à cette autorité « grecque » qu'on veut leur imposer sous la forme du duché d'Italie créé pour Argyre, qui revient de Constantinople. Il paraît que Guaimar de Salerne, auquel ce nouveau gouvernement ne plaisait pas plus qu'à ses voisins de Capoue et de Bénévent, les excitait. Dès 1041, ils s'installent dans Melfi, et, à côté du comte d'Aversa, dépendant de Henri, ils créent un comté de Pouille, vassal de Salerne. Mais Rainulphe d'Aversa tend la main aux siens, et une confédération se forma contre toutes les autorités : empereur grec, empereur germanique, Pape de Rome.

[1] Chronique de Lupus, année 1046.

[2] *Annales Barenses,* année 1042 (cf. Michel l'Attaliate, 18).

Pour le moment. Henri n'avait qu'une chose à faire : ne pouvant pas même soumettre Bénévent, où on coupa les brides de son cheval, il reconnut les deux chefs normands et leur protecteur [1].

Revenu en Allemagne, l'empereur apprend la mort de Clément II. Il lui substitue l'évêque de Brixen, Pappo (Damase II, encore un nom des anciens temps). Il n'a pas la vie plus longue. Un troisième Pape nommé sera l'évêque de Toul, Bruno, qui se fait appeler Léon IX.

Dans cet homme énergique Henri a trouvé l'exécuteur de ses intentions sous un double rapport : réformation de l'Eglise — Odilo de Cluny vient de mourir, — pacification de l'Italie méridionale.

Dans le premier but, le nouveau Pape devient un infatigable missionnaire. Il quitte Rome, se sentant un homme d'Eglise, et pas de cette ville où il n'a aucune accointance, et se rend à Reims pour gagner à ses idées l'hiérarchie des Gaules ; à Mayence, à côté de l'empereur, il présidera ensuite un concile de quarante évêques [2]. Ce ne sera pas son seul voyage à travers l'Allemagne et la France même.

Il revient à Rome pour excommunier les Normands, qui avaient envahi aussi Bénévent et s'offrent à lui comme vassaux. Cette offre, il la rejette. Avec des soldats allemands, Léon attaque les rebelles, mais, vaincu, retenu à Bénévent, il est contraint de lever l'excommunication. Car ces aventuriers sont de fidèles fils de son Eglise [3].

[1] Cf. Gay, ouvr. cité, p. 456 et suiv., et aussi Poupardin, *Etudes sur les institutions politiques et administratives des principautés lombardes de l'Italie méridionale*, Paris, 1907 ; Chalandon, *Etat politique de l'Italie méridionale à l'arrivée des Normands*, dans les « Mélanges de l'Ecole française de Rome », XXI, 1901 ; Capasso, *Monumenta ad neapolitani ducatus historiam pertinentia*, II, Naples, 1881 ; Calisse, *Il governo dei Bizantini in Italia*, Turin, 1885 ; De Blasiis, *La insurrezzione pugliese e la conquista normana*, Naples, 1869 ; Capasso, *Il pactum giurato dal duca Sergio di Napoletani*, dans l' « Archivio storico napoletano », IX (1884). Cf. *ibid.*, XII (sur Salerne).

[2] Hermann, années 1048 et suiv.

[3] Cf. Heinemann, ouvr. cité, p. 111 et suiv.

Le Pape, humilié, en meurt à son retour (avril 1054). Henri apprend cette nouvelle, hautement désagréable, à un moment où l'ordre chancelle dans ses propres Etats. Le duc de Bavière, déposé, trouve un asile chez André de Hongrie, et l'ancien ennemi hongrois reçoit aussi ce Conrad qui veut être roi d'Allemagne et se sert de ces occurrences pour avancer en Carinthie. En Flandre, on prépare d'autres ennuis au monarque allemand. Seules la Bohême, la Pologne ne lui donnent plus du travail. Quant à la France, Henri ira trouver, plus tard, le roi voisin pour s'entendre dire qu'il lui a pris des provinces contre tout droit et se voir offrir le jugement de Dieu par le duel.

Mais ce qui est plus grave, c'est que l'Italie entend faire sans lui en même temps sa réforme du clergé et son nouvel ordonnement politique. Béatrice de Toscane, veuve, entre en relation avec Godefroi de Lorraine, et le puissant seigneur lorrain descend en Italie pour épouser cette femme qui serait capable de remplir le rôle d'Adélaïde, car elle est de fait une reine. On pense, en Allemagne, que Godefroi pourrait être pris comme chef par les Normands [1].

En 1055, une dernière expédition italienne manque son but. Godefroi feint, devant le concile de cent-vingt évêques, de se soumettre, mais l'empereur n'aura que la satisfaction de lui arracher sa femme, qu'il emporte en Allemagne. C'est dans sa résidence de Goslar qu'Henri reçoit la visite de cet évêque d'Eichstädt, qu'il avait fait élire Pape sous le nom, archaïque aussi, de Victor II. Mais le nouveau pontife n'était pas encore reparti, le patriarche d'Aquilée, auquel l'empereur avait cédé les fonctions de patrice, était dans sa suite, lorsque le corps épuisé de Henri défaillit. Victor, ayant accompagné sa dépouille à Spire, put seulement présider, avec Agnès, l'installation, à Aix-la-Chapelle, d'un enfant de cinq ans qui devint

[1] Metuens Henricus ne Normannis infestantibus Italiam ducem se praeberet ; Lambert de Hersfeld.

Henri IV. Il ne soupçonnait guère, et Hildebrand, son patron, aussi, quel chapitre douloureux s'ouvrait ainsi, non seulement pour l'Eglise, mais pour les deux hiérarchies de la société médiévale.

L'épiscopat allemand, rebelle encore aux influences romaines de l'école de Cluny, s'est, dès le début, saisi de la personne de l'enfant empereur, alors que les grands se partageaient les duchés et les « comtes du palais » les revenus. Agnès n'avait pas pu résister à cet assaut de toutes les ambitions et de tous les appétits. Elle avait dû souffrir qu'en Italie, contre la constitution de son défunt mari, Godefroi de Lorraine, introduisant les mêmes tendances, nommât Pape, à la mort de Victor II, son propre frère, le cardinal Frédéric, jadis chargé d'une mission à Constantinople ; c'est un Etienne IX. On put attribuer à l'impérieux marquis l'intention de vouloir se gagner la couronne de l'Italie, d'entente avec les Normands, dont le chef, Robert Guiscard, l' « avisé » (cf. *wizard* en anglais), avait pris Capoue, puis Brindisi (1062), où s'installera son frère Roger.

Le seul changement intervenu dans cette situation fut le remplacement de l'impérieux tuteur qui avait été Adalbert de Brême, désireux de s'attribuer une situation patriarcale dans ce Nord de conquête germanique, et de l'archevêque de Cologne, héritier des traditions franques du Rhin, par les deux autres Rhénans, de Mayence et de Trèves. Trois ans après, les anciens conseillers revinrent et restèrent en fonction jusqu'à leur mort. L' « éducation » d'Henri IV se poursuivra dans ces circonstances ; il y avait tout ce qu'il fallait pour préparer un souverain de manières brusques, de tempérament changeant, violent et hypocrite en même temps.

Les premières actions de la majorité du jeune prince furent ses efforts de divorcer d'avec l'épouse romane qu'on lui avait donnée, Berthe, fille du « marquis d'Italie », de la Maison de Suse. Puis il voulut contraindre le

duc Otto de Bavière à un duel avec ses délateurs, qui l'accusaient de vouloir tuer son suzerain [1].

Jusque-là, les affaires d'Italie paraissaient l'intéresser très peu. Hildebrand put faire passer avant sa propre élection, en 1074, deux prélats italiens, librement élus, sur le trône pontifical : le Florentin qui prit le titre significatif et provocateur de Nicolas II, et le Milanais qui occupait, dans cette même Toscane de Béatrice et de sa fille Mathilde, le siège de Lucques, Alexandre II, encore un nom emprunté à la première série des Papes béatifiés. On élit le premier à Sienne, sous la protection du marquis lorrain et prince allemand, Godefroi, qui l'installe [2] ; le second, élu la nuit, est un client du même « prince de l'Italie » [3]. Hildebrand toléra même que, dans ses assemblées, où se préparait une nouvelle monarchie, celle des fidèles de Cluny, dont Léon, au cours de son voyage, avait passé la revue, imposant aux évêques le voyage triennal de Rome [4], on décrète, — « nous décrétons et établissons » — que les Papes seront désormais élus par les cardinaux, sans aucune participation du « peuple romain », de son aristocratie, des seigneurs de la Campagne. Le roi, qu'on déclarait avoir déjà désigné comme futur empereur, — Hildebrand, venant de France, avait passé par l'Allemagne, — n'aurait qu'un simple droit d'approbation, un droit honorifique, qui pourrait seulement être renouvelé en faveur de son successeur [5].

[1] Lambert de Hersfelds ; Bonitho, *Vita Henrici* (années 1069-1070).

[2] Voy. Dupréel, *Histoire critique de Godefroi le Barbu*, Bruxelles, 1904. Ce sera cependant Alexandre qui le séparera de Béatrice qu'il avait épousée en 1054 (*ibid.*, pp. 130-131). La mort le prit à Verdun, en décembre 1069.

[3] Annales d'Altaich.

[4] Nos *Papi şi Împăraţi*, p. 133 et suiv. Cf. Scheffer-Boichorst, *Die Neuordnung der Papstwahl durch Nicolaus II.*, Strasbourg, 1879. Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII.*, Leipzig, 1894.

[5] Decernimus atque statuimus ut, obeunte... pontifice, imprimis cardinales diligentissima simul consideratione tractent, salvo debito honore et reverentia filii nostri Henrici, qui inpraesentiarum rex

Les anciens maîtres de Rome cherchèrent à résister seuls contre cette nouvelle forme de centralisme universel. Accusés de simonie, accablés d'anathèmes, ces traditionnalistes ont essayé, contre Nicolas II, de la candidature d'un Romain, Jean de Velletri, qui entend continuer la tradition de Benoît IX, en prenant le nom de ce prédécesseur, de si mauvaise réputation, mais de si larges adhérences dans ce monde local. Le parti des comtes de Tusculum et celui des Crescenzii se sont donnés la main. Ils ne réussissent pas à s'imposer, et, lorsqu'Alexandre II sortit d'une élection contestée, ce fut le tour de l'empire d'essayer à lui seul un coup.

Cadalus, évêque de Parme, fut choisi par Agnès, reconnu par un synode bourguignon à Bâle, mais ne fut pas plus heureux que Benoît X. L'archevêque de Cologne alla juger le conflit, et un nouveau concile fut réuni à Mantoue (1064), sans autre résultat que de mettre face à face les deux partis prêts à s'égorger. Et, malgré cet échec, Henri, qui a essayé cependant de se soumettre l'Italie rebelle au centre et aux extrémités, en y envoyant tour à tour le duc de Carinthie et celui de Bavière, Otto, sans compter le gendre de celui-ci, Welf, fils du « marquis » italien Azzo, ne bouge pas pour venger ces insultes.

Agnès est pendant ce temps en Italie, où elle résida six ans. La fille de la princesse aquitaine se sent entre les siens, ainsi que pouvait le faire sa bru, l'Italienne Berthe, dont la mère s'appelait, non sans des rapports de famille avec l'ancienne impératrice, Adélaïde. Le nouvel abbé de Cluny, Hugues, préside à côté de la veuve d'Henri III à ces grands changements en cours d'exécution. L'idée que le Pape est le pontife suprême de l'Eglise entière[1], idée qui est mise en pratique par les mesures contre les simoniaques, les concubinaires parmi les évêques de tous les

habetur et futurus imperator, Deo concedente, speratur, sicut jam sibi... concessimus, et successori (ou : successoribus) illius, qui ab hac apostolica sede personaliter hoc jus impetraverit, ad consensum novae electionis accedat ; Jaffé, V, p. 41 et suiv.

[1] Solum Romanae Sedis pontificem universalis Ecclesiae primatem esse et apostolicum ; Jaffé, année 1043.

pays, à Reims, à Tours, à Compostelle, où il y a un abbé riche par les pèlerinages au tombeau de saint Jacques, à Canterbury, en Espagne, où un ordre canonique unitaire doit être établi, ne gêne guère celle qui a assisté aux efforts de son défunt époux d'organiser un ordre légal d'une autre origine et d'un autre caractère. C'est, du reste, le moment où, à Constantinople, avec laquelle le Saint-Siège vient d'avoir un autre conflit, avec force excommunications, un Patriarche lettré, Michel le Cérullaire, qui représente aussi le nouvel ordre monacal des couvents de l'Athos, favorisés par tous les empereurs, à partir de Nicéphore Phocas et de Basile, ose déclarer que la puissance du Patriarche n'est pas sujette à celle de l'empereur, mais qu'elle la dépasse, dans les propres domaines de ce dernier [1].

En Italie méridionale, une organisation politique se définit chaque jour, qui finira par une nouvelle royauté italienne, royauté « de l'Italie ». Robert et Roger, les Normands, sont de vrais chefs de croisade en Sicile. Alliés par des liens de famille à Guaimar, à Guisulphe [2], ils nouent des relations avec la Provence, dont le comte, Raymond, épouse la fille de Robert, une autre, qui manqua d'être reine de France, étant mariée dans la maison de Clermont [2].

Byzance elle-même, qui a conquis Brindisi et Tarente, qui se maintient à Bitonto, à Trani, à Otrante, donnera au fils du nouvel empereur, Michel Ducas, une princesse normande pour femme. Car la situation de l'empire était telle qu'elle exigeait jusqu'à un pareil sacrifice.

[1] Cf. aussi Will, *Acta et scripta quae de controversia Ecclesiae graecae et latinae saeculi XI extant*, Leipzig, 1861 ; Bréhier, *Le Schisme d'Occident*, Paris, 1899.

[2] Geoffroi Malaterra, I, 30; cf. *ibid.*, III, 22; IV, 8; surtout la chronique française d'Amat : « L'Ystoire de li Normant », par Aimé, moine du Mont Cassin, publiée par Champollion-Figeac, Paris, 1835. (Cf. F. Hirsch, *Amatus von Monte Cassino und seine Geschichte der Normanen*, dans les « Forschungen zur deutschen Geschichte », VIII, 2, 1868.)

[3] Nos *Papi și Împărați*, p. 133.

L'héritage du grand empire unitaire formé par Basile était difficile à porter. Ce ne sera pas, en tout cas, son associé au trône, Constantin, vieilli dans l'ombre, qui pourra continuer une telle politique. Après ses trois ans de règne, deux de ses filles, Zoé et Théodora, auront la succession qu'elles entendaient dans le sens de la politique de palais la plus légère et parfois même la plus criminelle. L'aînée fut trois fois mariée, de quarante-cinq ans jusqu'à soixante. Son choix tomba d'abord sur un noble constantinopolitain, auquel il fallut faire quitter une femme qu'il aimait, Romain Argyre. Disparaissant mystérieusement, par un meurtre sans doute, il fit place à l'amant de la quinquagénaire, un Paphlagonien, Michel, qui passa de sa boutique aux splendeurs du palais impérial. Dégoûté de son crime, il alla s'enfermer dans un couvent, sans qu'on se fût trop aperçu de sa retraite. Son neveu, Michel le Calaphate, fils d'un ouvrier employé à « calfater » les vaisseaux, entra en conflit avec Zoé pour que l'indignation du peuple, fidèle à la dynastie de Constantin, le poursuivît d'une haine qui ne s'assouvit que sur son cadavre. En 1042, alors qu'Henri III était devenu, au nom de la « loi », le vrai maître de ses Etats, la fière Zoé, qui s'était associée sa pauvre sœur timide, une chauve-souris de couvent [1], trouva facilement un mari dans le vieux courtisan Constantin Monomaque. Après la disparition de ce « prince consort » couronné, comme Zoé l'avait précédé dans la tombe, on gouverne au nom de la pauvre Théodora, qui refuse jusqu'au bout le ridicule d'un mariage, et ce fut sur les lèvres de la mourante qu'on recueillit le nom d'un vieillard, un nom belliqueux, Michel le Stratiotique (1056) [2].

Les généraux de la trempe de Maniakès s'impatien-

[1] Pour les Italiens du Sud, elle reste la « regina » (Lupus le Protospathaire).

[2] Pour Romuald, les empereurs du nom de Michel s'appelaient « catalectus », « etherarchus », « archontopathion » ; pp. 167-168. Aussi « Michael novicius » avant Isaac (*ibid.*, p. 169). Constantin Ducas est un « Diolizi » (*ibid.*).

taient devant ces poupées vieillotes, femmes et hommes, maniées par les eunuques, ou bien devant ces bas amants ou pupilles de vieilles princesses, dont le mérite ne peut pas être établi sur la base de quelques éloges flatteurs. Il n'y avait peut-être pas d'hommes politiques dans cet empire où ne s'élevaient pas d'autres conflits que les révoltes, destinées le plus souvent à finir dans le sang des exécutions, — mais, avec une frontière comme celle du XI^e^ siècle, il devait y avoir des soldats.

En effet, si la Bulgarie avait interrompu pour presque deux siècles son rôle, il y avait sur le Danube, d'un côté les progrès de la royauté hongroise, de l'autre les agitations stériles, mais incommodes, des Petschénègues, derrière lesquels se pressaient déjà leurs cousins, les Coumans. Et surtout l'Islam avait lancé sur la terre de « Roum » une nouvelle troupe d'assaut, les Turcs de Seldschouk.

La prise d'Edesse par Maniakès, cet acte de croisade, fut le dernier d'une offensive romaine d'Orient commencée par les grands empereurs de la seconde moitié du siècle précédent. Agissant sur leur propre compte, sans aucun ordre et sans aucun profit des califes, les Touraniens, sous les descendants de ce Seldschouk presque fabuleux, Mikhaïl, Israïl, Koutoulmich (Koutalmich), se butèrent dès avant la moitié du XI^e^ siècle à ces Arméniens du roi Gadschik, à ces Géorgiens et Ibériens du patrice Liparite, que l'empire s'était associés dans son action avant tout chrétienne. Une région florissante, grâce à un important commerce entre l'intérieur de l'Asie et les côtes de la Méditerranée, celle du Vaspourakhan, d'un côté, où il y eut un chef du nom biblique de Sénachérib, celle de l'Arménie montagneuse, avec Ani, pleine d'églises d'un type particulier, sous la coupole recouvrant les proportions harmonieuses du carré de pierres, avec Arzen ou Erz, fut cruellement dévastée. Bientôt, le fils de Seldschouk, Togroul (ou Toughril), simple beg, pourra affirmer à Bagdad même, où il devint, sous le nouveau nom de Roukneddin, gendre et tuteur du calife,

sa victoire, et, s'il n'y avait pas eu sa descente sur la Mésopotamie, qu'il réunit à la Perse, on l'aurait vu dans cette Asie Mineure et cette Syrie, où son fils Israïl, devenu Alp-Arslan, un « cœur de lion » (littéralement : « lion courageux »), et Izzeddine, et son petit-fils, déjà un Chah de Perse, et pas plus un simple prince du désert, allaient faire avancer leurs bandes jusqu'à Cyzique (vers 1080), jusqu'à Jérusalem et Damas [1].

C'était, avec le titre de « chef des croyants » pour son chef, un vrai empire, béni pour chacun de ses chefs, qui avaient aussitôt embrassé la loi du Prophète, par les chefs de l'Islam, et l'Université de Nichapour rivalisa vers 1060 avec celle de Saint-Pierre et des Manganes à Constantinople, sous la direction d'un Vizir éclairé comme Nizam-al-Moulk, et un Ghazali peut être comparé à la merveille byzantine de cette époque qui fut le maître courtisan des filles de Constantin VIII, Michel Psellos.

Maniakès venait de périr misérablement, lui qui aurait pu sauver, en général, cet empire qu'il avait été contraint d'envahir en rebelle. Un autre chef, d'origine asiatique, comme Tzimiskès, Tornikios, ne réussit pas dans une levée de drapeaux en Thrace. Le « Monomaque » put goûter encore un de ces fatals triomphes qu'il ne méritait guère. Un des deux frères Comnène, riches propriétaires en Asie Mineure, Isaac, appuyé par des collègues d'un prestige comme celui de Katakalon Kékauménos [2], fut plus heureux. Dédaignant les offres de l'empereur, qui lui offrait humblement sa succession légale et paisible, il s'installa à Constantinople.

Mais le parti des courtisans, le monde des eunuques, tolère difficilement cette « usurpation » d'un général qui n'arrive pas même à remporter ces victoires éclatantes qui ont valu à un Romain Lécapène, à un Nicéphore Pho-

[1] Voy. notre *Geschichte des Osmanischen Reichs*, I ; Arnold, dans la « Cambridge mediaeval history », p. 277, et Loewe, *ibid.*, p. 302 et suiv.

[2] Voy. M. Bănescu, dans le *Bulletin de l'Académie Roumaine*, année 1925.

cas, à un Jean Tzimiskès la durée relativement paisible de leurs règnes. De plus, si les Comnènes représentent, comme les Phocas et les Skléros, la grande propriété, maintenue malgré tous les efforts d'une série d'empereurs partisans des « pauvres », restituteurs des biens, même légitimement acquis, aux paysans, il y a à Constantinople, avec une certaine recrudescence des très anciens souvenirs républicains, une aristocratie de capitale, nourrie de fonctions et accablée d'honneurs, avec son Sénat et un prince du Sénat [1], qui jouit d'une remarquable influence. C'est dans ce milieu que s'est élevé le prestige des Ducas, et le chef de la famille, Constantin, est installé sur le trône.

Sa veuve, Eudocie, tutrice des héritiers d'une dynastie qui ne vivra pas, doit s'appuyer sur le bras d'un soldat, et elle choisit Romain Digénis, portant un surnom qui sera plus tard celui même du héros chevalier dans la chanson épique populaire, Digénis Akritas. C'est un homme capable de combattre pour cet empire moins branlant qu'il ne le paraît et surtout destiné à survivre à toutes les défaites. Il va chercher les Turcs, envahisseurs de ces contrées montagneuses, sous le Caucase, où, depuis Basile II, qui fut mêlé aux choses d'Ibérie, dont le nom résonne à cette occasion dans le monde occidental, Byzance a des relations nombreuses et importantes. La défaite de Manzikert, par laquelle, comme jadis l'empereur Valérien, il resta prisonnier, chez ces Turcs qui, de fait, ne sont à ce moment que les nouveaux Persans, maîtres de Hamadan, d'Ispahan et de Nichapour et dominateurs de Bagdad, mit fin à cette carrière. Aveuglé par des adversaires qui se valent de son désastre, l'empereur associé périra misérablement, après avoir donné par son nom de Romain des espérances à ceux qui se rappelaient l'énergique Lécapène.

Le jeune Michel Ducas prenait de cette façon cruelle

[1] Sur la conservation du Sénat, voy. la communication de M. Diehl au Congrès d'études byzantines de Bucarest, dans *Byzantion*, I, p. 201 et suiv.

possession de l'empire qu'il ne pouvait pas défendre, car Alp-Arslan, assassiné un peu plus tard par un rebelle, et son fils Malek-Chah, conseillé par le grand Vizir de son père, purent étendre leur domination sur Antioche, sur le littoral de la Méditerranée qu'avaient conquis déjà les empereurs de croisade du x^e^ siècle et sur l'Asie Mineure elle-même, où fut envoyé, un peu sur son propre compte, Soliman, fils de Koutoulmich, un Turc de l'ancienne façon. La Perse nouvelle avait de cette façon des frontières dont les Sassanides n'avaient pas même rêvé, et elle considérait ce Turkestan, berceau de la dynastie, comme une inépuisable contrée de païennie que ces monarques aux doubles et triples noms, pris à toutes les civilisations sujettes, rappelaient à l'ordre par leurs soldats.

L'année même de Mantzikert est celle où, par la perte de Bari, disparaît la domination des Byzantins en Italie. Partout, avec les Normands qui tiennent la campagne et se logent dans des châteaux à leur façon, les villes vivent librement, avec leurs aristocraties de protospathaires, de spatharocandidates, auxquels se mêlent les gastalds lombards et les « juges » populaires ; des murs les entourent [1] ; une milice habituée à combattre les défend ; l'autorité d'un évêque consacre leur autonomie [2]. Telle d'entre elles, Amalfi, appuyée sur son roc, pour dominer aux alentours tout un petit groupe de bourgs et d'îles, dont Capri, a des relations de commerce très importantes sur la côte balcanique de la Mer Adriatique, et son duc, son « doge », est une des personnalités les plus en vue du monde italien.

Mais, avec ces villes, avec tous les restes des dominations brisées, avec les moyens que lui donnaient l'élan normand, les relations latines, l'hiérarchie grecque et la civilisation arabe de la Sicile conquise, ce duc de Pouille

[1] Voy. notre *Orient et Occident.*

[2] Voy. nos *Points de vue sur l'histoire du commerce de l'Orient au moyen âge,* Paris 1924.

cherchera à s'approprier, en héritier légitime d'un empire qui parait s'effondrer, le plus possible de la terre byzantine en face, qui n'a pas de maître réel.

Il peut d'autant plus espérer un établissement dans ces régions que Constantinople et l'Asie Mineure sont envahies depuis quelque temps, après l'emploi des Varègues de Russie et des Norvégiens errants, par des Normands parlant, comme ceux d'Aversa et de Salerne, de Capoue et de Palerme, le français et faisant, comme eux, fonction de « chevaliers » en quête de fiefs mérités par leur vaillance. Un Oursel de Bailleul, un Hervé et d'autres encore sont dirigés contre les Turcs pour qu'ils arrivent bientôt à faire la même chose qu'en Normandie ou dans la Pouille : ils trouvent une « roche » quelconque et y prennent racine, défiant l'empereur auquel ils ont prêté serment aussi bien que ces chefs turcs qui, eux-mêmes, à l'ancienne façon persane [1], pratiquent la « chevalerie » glorieuse et rémunératrice. Les « Francs », les recrues régulières prises dans les rangs de la nation, — comme dans ceux des Turcs aussi, les « Turcopoules », — les « Francopoules », sont un élément habituel de la vie byzantine, qui en est pénétrée comme l'avait été l'ancienne Rome par l'énergie et l'initiative des guerriers germaniques.

Dans son Allemagne, Henri IV bâtit lui aussi des châteaux [2], et, pour nourrir les « ministeriales » de son armée, il attaque sans scrupule les biens des couvents jusqu'à celui, vénérable, de Corvey. Il devient suspect à tout le monde, lui qui soupçonne tout le monde. Un esprit de révolte se répand, des intellectuels lisant l'his-

[1] Voy. notre article dans les « Mélanges Lot », Paris, 1925.

[1] Lambert de Hersfeld, année 1073 : Montes omnes colliculosque Saxoniae et Thuringiae castellis munitissimis extruxit praesidiumque imposuit. Quibus... permisit ut ex proximis villis et agris... praedas agerent et ad ipsa castella munienda circumquaque manentes cogerent.

toire romaine aux bourgeois qui attaquent, comme à Worms, les évêques, aux paysans, qui, pour la première fois après la révolte des « stallingas » au IXe siècle, prennent parti pour les uns ou pour les autres. Des prétentions au trône s'élèvent : Rodolphe de Souabe avait épousé la fille d'Henri III et, bien que sa femme soit déjà morte, il croit qu'une certaine légitimité en dore son ambition. Il y a même des gens plus hardis, comme l'archevêque de Cologne, qui pensent — ici encore — à ces Normands auxquels paraît échu le règne du monde. Il choisit le « boster », le bâtard Guillaume de Normandie, qui est devenu depuis quelques années, sous le drapeau du pape, qui le considère comme son vassal, à l'égal des rois de croisade en Espagne, successeur des rois anglo-saxons de la Grande-Bretagne.

La conquête de ce royaume insulaire est un exploit n'ayant cependant rien des débuts modestes qui distinguent les autres entreprises normandes. C'est le duc français qui agit et conquiert, mais d'après les pratiques de la chevalerie nouvelle. Ce royaume anglo-saxon, de prétentions impériales à la façon d'Orient, auquel s'est ajouté tout ce que peut donner l'énergie rude des Danois, est devenu une partie négligée de cet empire du Nord, que vient de créer, après s'être fait baptiser, Kanut, chassant en Russie, puis tuant dans une bataille le roi de Norvège Olaf et imposant son autorité aux Suédois. Le grand roi n'a pas de successeurs, et, en Angleterre, considérée un peu comme terre d'occupation, si la royauté anglo-saxonne n'est revenue que pour quelques années par le fils d'Ethelred évincé, Edmund, Emma cherche, après la mort de son mari, à ramener les jours heureux d'un Edouard sous le gouvernement de sa postérité légitime. Mais les Anglo-Saxons eux-mêmes, qui n'aiment pas trop cette « romane », cette princesse française de Normandie, préfèrent les Danois de la dynastie de Kanut. Ils se rangent sous le sceptre de Harold et de Hard-Kanut. Puis, comme

cette lignée vient de perdre le Danemark lui-même, soumis par Magnus, fils du Norvégien Olaf, Edouard le Confesseur, espèce de Louis le Pieux, préoccupé uniquement des choses de religion, bénéficie des efforts persistants de sa mère Emma qui, de fait, est depuis longtemps, sous ses deux maris, sous ses fils, le vrai monarque du pays. Dans le puissant comte Godwin, son beau-père, un majordome et un « faiseur de rois », ce demi-Normand, qui se considère lui aussi comme un « advocatus Ecclesiae », trouve un appui qui n'est guère désintéressé. Emule de Henri III à l'époque où « le droit » est demandé et acclamé partout, Edouard légifère en chef patriarcal des siens. Mais, de plus en plus, les Normands français l'entourent. Si, à la mort sans héritiers, — sauf un petit-fils d'Edmond, Edgar, presqu'oublié, — de ce gardien des bonnes coutumes, le comte Godwin impose son fils Harald, les Normands se sentent blessés ; ils jugent qu'on veut leur prendre une chose qui leur appartient. Déjà le bâtard Guillaume a paru. A Londres, en hâte, il a arraché au roi élevé à la normande une promesse d'héritage ; des serments même ont été prêtés. Aussi, lorsque Guillaume se présente en héritier, avec l'assentiment du fils d'Anne de Russie, lui-même un peu Normand de sang, Philippe, et celui de ses voisins flamands et bretons, c'est un plaideur belliqueux qui vient demander le « jugement de Dieu » par les armes. Elles lui sont favorables dans la bataille de Hastings (14 octobre 1066), dans laquelle Harald trouve une fin prématurée [1]. Mais, le lendemain de la victoire, ce n'est pas en héritier des Anglo-Saxons qu'il procède, mais bien en chef de chevaliers, qui partage entre les siens le butin d'une bataille : l'Angleterre elle-même avec tout ce qu'elle peut offrir à ses nouveaux maîtres. Lorsqu'il mourra, vainqueur, puis suzerain du roi d'Ecosse, il se fera enterrer en Normandie, dans ce couvent de Fécamp, don fait à Dieu par ses antécesseurs.

[1] Voy. le grand ouvrage de Freeman, *The history of the Norman conquest of England*, 6 vol., Oxford, 1867-1879.

C'est une royauté obéie, d'une discipline d'armée qui campe. Toute autre est la situation d'Henri IV à l'égard de cette Allemagne qu'il s'est mis en tête de régulariser, de « monarchiser ». Saxons et Thuringiens, le « peuple », par les ducs, avec le concours des princes slaves ou magyars, se préparent à lui tomber dessus ; on veut être « libres », les chroniqueurs contemporains, tout pleins d'idéologie eux-mêmes, le disent.

L'empire n'a plus de place sur cette terre de discorde. Il est à Rome, dans la forte main de Grégoire VII. Averti de ce qui se passe en Allemagne, le Pape tranche en ami d'Henri III, en tuteur désigné de son fils, auquel il parle en lui recommandant de se ranger, d'éviter le scandale, de ne pas se tacher du péché simoniaque, de suivre les exemples des « saints rois » [1]. Il prétend même que c'est lui qui a « élu » ce roi [2]. Une mission solennelle, avec le cardinal d'Ostie et trois évêques, est venue pour cette semonce : elle entend juger entre le monarque et ses sujets en pleine révolte.

Henri croit pouvoir les dompter, mais, sauf ses soudoyers, peu nombreux, peu de combattants se rassemblent sous ses drapeaux [3]. Il fallut se soumettre à l'esprit du temps, et les paysans mirent du zèle à démolir ses bâtisses de pierre, à la Harzbourg et ailleurs. C'est une vraie jacquerie furieuse : on démolit les églises, on brise les cloches, on profane les reliques ; les restes du frère, du fils d'Henri, sont dispersés parmi les ruines [4]. Des choses qu'on n'avait jamais vues. Tous les ennemis du roi se coaliseront donc avec lui contre cette anarchie qui ne respecte aucune autorité et aucun prestige.

Une puissante armée attaque donc, en 1075, la Saxe, dont les princes font cause commune avec les bandes, et la victoire de l'Unstrutt fut complète. Le duc de Bohême

[1] Jaffé. Les passages dans nos *Papi și Împărați.* Cf Gay, *Les Papes du* XI[e] *siècle et la chrétienté*, Paris 1926.

[2] Ex quo ipsum in regem elegimus ; *ibid.*, année 1073.

[3] Donec miles frequentior conveniret (Lambert).

[4] *De bello saxonico.*

avait combattu à côté de celui de Bavière pour cette restauration du pouvoir royal.

Mais, aussitôt, l'autre ennemi, le grand, que le vainqueur passager attendait depuis longtemps, se dresse devant lui. Le Pape impose le célibat à tous les membres du clergé, qui ne doivent plus appartenir à une famille et à ses servitudes, et en même temps il leur défend l'adhérence aux pouvoirs laïques ; tout prince qui s'arrogera autorité et droit sur l'Eglise sera excommunié [1]. Comme Henri persévère dans l'œuvre d'iniquité, on s'attaque d'abord à ses conseillers, puis on le somme de se présenter en Cour de Rome.

S'opposer à l'Eglise est pour l'époque une impossibilité, mais il est possible de considérer comme usurpateur un Pape qui s'est fait élire dans les conditions, contraires à toute une tradition, que Grégoire s'est fixées lui-même. Le roi sait que le Pape vient de subir à Rome les insultes du « peuple », soulevé par le rebelle Cencio, que les Normands ne soutiendront pas celui qui veut être leur suzerain. Aussi la réponse d'Henri, d'une extraordinaire violence, invitant, dans un ton de sauvage passion, le Pape à descendre les degrés du trône pontifical, est-elle adressée au nom d'un roi légitime, « par la grâce de Dieu », à un faux Pape. Alors, l'anathème promise foudroie l'attentateur.

Elle consacre toute l'opposition de ce monde d'évêques et de seigneurs qui n'avaient pas entendu en combattant l'anarchie se donner un maître, et surtout un maître capable partout de refaire les châteaux et d'organiser une armée. Rodolphe, le beau-frère et concurrent de Henri, le duc de Bavière, Welf, fils d'Azzo l'Italien, le marquis d'Italie Berthold se réunissent aux chefs du clergé pour demander au roi que sa cause soit élucidée

[1] Si quis imperatorum, regum, ducum, marchionum, comitum vel quilibet saecularium potestatum aut personarum investituram episcopatuum vel alicujus ecclesiasticae dignitatis dare praesumpserit, ejusdem sententiae vinculo se adstrictum esse sciat.

dans une diète ; autrement on le déposera, et le nom de Tribur, avec le souvenir de Charles-le-Gros, réapparaît.

Henri se propose alors de désarmer le Pape en s'humiliant devant lui, de sauver le roi en dégradant l'homme. Il espère aussi réveiller en Italie même, par sa présence, les sympathies des Lombards, dont certains chefs, comme le marquis Obert [1], l'appellent, pour sa Maison et pour l'Empire ; il compte sur tous les mécontentements suscités par une politique pontificale dure aux évêques italiens comme aux autres.

Il y a un trait de sage politique dans ce voyage de résipiscence. Grégoire, soutenu par Mathilde, était, à travers la Toscane, en chemin vers la France, vers *sa France*, par les liens de Cluny, lorsque, dans les conditions requises par le dur cérémonial archaïque, le pénitent royal se présenta, accompagné de cinq évêques, au cœur de l'hiver, devant le château de Canossa (1077).

On ne lui épargna, bien entendu, dans ce nid de moines farouches et d'Italiens autonomistes, aucun des gestes, aucune des paroles de cette âpre épreuve. Henri refusa seulement d'imiter Grégoire lui-même en se purifiant par serment des accusations portées contre lui. Mais, le jour après l'absolution qui laissait le dernier mot sur la situation royale d'Henri à une future diète allemande, déjà mise en vue par les princes, le pénitent était non seulement le chef du parti impérial qui subsistait encore dans cette Italie peu sympathique au Pape impérialiste lui-même et pour lui, mais aussi celui d'une nombreuse armée [2].

Bien qu'il eût promis de faire dans une année sa paix avec les rebelles d'Allemagne, Henri ne voulut reconnaître aucune diète germanique au-dessus de son pouvoir, déjà restauré. S'attardant en Italie, il se laissait

[1] Chronique de Berthold. Voy. nos *Papi și Împărați*, p. 142 et suiv.

[2] Lambert de Hersfeld, année 1076 : « intra paucos dies infinitae multitudinis ad eum congregatus est exercitus ». Le Pape lui-même le reconnaît avec douleur. Mais voy. Gay, ouvr. cité, p. 261.

visiter et gagner par les délégués des évêques lombards, qui arrêtèrent deux des principaux partisans de Grégoire, et même par ceux de Cencio ; il tenta même un couronnement impérial, qui lui aurait été de grand secours.

Tout cela remit sur le tapis, pour le Pape, la situation du pécheur relaps. Aussi les légats du Saint-Siège étaient-ils présents à cette assemblée de Forchheim qui déposa un roi « tyrannique », reconnut que l'ère des dynasties cesse en Allemagne [1] et donna la couronne au duc Rodolphe. Trois ducs s'étaient coalisés contre le roi, qui était soutenu, aux deux bouts de ses Etats, par la Bourgogne et la Bohême.

Grégoire fut, pendant quelque temps, légalement, l'arbitre attendant la réunion du grand concile allemand qui seul pourrait décider entre les deux rois. Henri ne pouvait pas admettre cet interrègne présidé par son ennemi. Il continua à exercer les fonctions impériales sur le territoire, la plus grande partie de l'Allemagne, qui le reconnaissait. C'était violer l'engagement de Canossa que le Pape n'avait garde d'oublier. Il le rappela au roi désobéissant en l'excommuniant et en invitant le clergé fidèle à remplir les fonctions de domination universelle qui lui revenaient de droit. La bulle pontificale fut lue à la diète de Goslar.

Henri fit alors appel devant le concile qui annuellement se rassemblait à Rome ; il obtint une enquête. Mais Rodolphe était plus pressé ; il força une bataille dans laquelle, le 7 août 1078, soutenu par des Lorrains, des Français, des Hongrois, il remporta la victoire. Le légat Bernard retardait cependant de tout son pouvoir une décision définitive qui ne devait venir que du Saint-Siège.

[1] Ut regia facultas nulli per hereditatem, sicut ante fuit consuetudo, cederet, sed filius regis, etiam si valde dignus esset, potius per electionem spontaneam quam per successionis lineam rex preveniret ; si vero non esset dignus regis filius, vel si nollet eum populus quem regem facere vellet, haberet in potestate populus (Lambert de Hersfeld).

Mais, de nouveau, le Souabe se jeta sur son adversaire et, de nouveau vainqueur, en février 1080, il fut aussitôt reconnu comme chef du « royaume des Teutons » par le Pape, qui croyait la carrière d'Henri terminée.

Son rival lui opposa alors un anti-Pape, élu à Brixen, l'Allemand Wipert, archevêque de Ravenne, qui voulut rappeler la meilleure époque de l'influence germanique en Italie, en s'appelant Clément III. Comme Rodolphe, attaqué à son tour, fut vaincu, mutilé et tué dans la bataille de l'Elster, en octobre [1], la situation de Grégoire lui-même devenait grave, bien que le parti en Souabe se trouvât bientôt un nouveau roi, Hermann, fils du comte de Luxembourg. Le Pape alla se réconcilier avec le Normand Robert, qui devint, conservant, même provisoirement [2], Amalfi, Salerne, la marche de Fermo, en partie, « duc de Pouille, de Calabre et de Sicile par la grâce de Dieu et de saint Pierre » [3]. Bari fut soumise et Palerme arrachée aux Arabes dès le mois de janvier 1072. C'était le moment où, Michel Ducas étant renversé par Nicéphore le « jardinier », le Botaniate, un exilé paraissait à la Cour de ce Robert, qui prétendait reconnaître en lui son parent par alliance [4] et préparait sa flotte pour attaquer Corfou et Durazzo (1081-1082), en vue d'un rétablissement de l' « empereur légitime ». En même temps, le roi d'Allemagne offrait à Robert la marche disputée et un mariage entre son fils Conrad et le fils du duc, si ce dernier se borne à ignorer le conflit italien qui e dessinait.

La descente d'Henri en Italie fut donc, au cours de l'année 1081, toute autre que celle du suppliant de Canossa. Sans rencontrer d'opposition, au contraire

[1] Chronique de Bruno et de Bernold.

[2] « De illa autem terra quam injuste tenes », dit le Pape lui-même, « nunc te patienter sustineo ».

[3] Guillaume s'était gagné ses attaches en France en épousant la fille du comte d'Evreux (Heinemann, ouvr. cité, p. 203). Cf. *ibid.*, pp. 377 et suiv.

[4] Heinemann, ouvr. cité, p. 392.

accueilli avec sympathie par les ennemis lombards de la centralisation romaine, il pénétrera à Rome, qui se défendit quatre ans. Enfin il y installa, sans aucun enthousiasme de la population, Clément III, bientôt chassé par les habitants. Malgré l'excommunication lancée par Grégoire, qui avait réuni un concile, fréquenté par beaucoup de Français, l'empereur trouva deux évêques pour le sacrer. Et, après cette consécration douteuse, s'étant enfermé au Latran avec son Pape, — Saint-Pierre et le château de Saint-Ange étant tenus par les Grégoriens, — il recevait en hâte, comme une formalité nécessaire et gênante, la couronne des Césars (31 mars 1084) [1].

Pendant ce temps, l'attention de Robert, le vrai maître, avec la comtesse Mathilde, de son Italie, a été retenue par les choses de Byzance.

Il est évident que le « Botaniate » n'est populaire ni dans l'armée ni parmi les latifundiaires ; de fait son règne ne repose sur rien. Les Ducas, conduits par Jean le moine, frère de Michel, ont pour candidat au trône le fils de celui-ci, Constantin. Les Comnènes considèrent un peu comme des usurpateurs les successeurs de hasard d'Isaac. Celui-ci, puis Alexis, le fils d'un frère de l'empereur, présentent leurs prétentions. Le mariage d'Alexis avec une Ducas a renforcé sa situation [2]. Lorsque l'empereur, qui l'a employé contre les rebelles comme Bryennios et Basilakès, l'envoie à Andrinople rassembler des troupes, il prend les armes, feignant d'agir pour le jeune Ducas. Il y a alors à Constantinople tout ce qu'il faut pour lui ménager une entrée par la « porte des Bulgares » (1081), et il dispose de soudoyers occidentaux, comme l'Allemand Arno, capables de massacrer ses enne-

[1] Cf. *Historische Zetschrift*, XIX, p. 44 et suiv., et Scheffer-Boichorst, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichte*, XIII, p. 118 et suiv.

[2] Cf. Heinemann, ouvr. cité, p. 393 et suiv., et Sathas, *Bibliotheca graeca medii aevi*, V, pp. 385-392.

mis, se faisant payer par le pillage des couvents [1]. Cette fois, c'est une vraie dynastie qui s'installe, une dynastie de militaires, bientôt même de chevaliers à la façon de l'Occident.

Le Normand n'est pas là pour permettre ce qu'il considère lui-même comme une usurpation. Il règle d'abord les affaires romaines. Son apparition suffit pour que les occupants de la cité impériale, empereur excommunié et anti-Pape, délogent (mai 1084). La ville se rend et sera affreusement pillée, mise en flammes pour la punir de sa résistance. Puis, comme les affaires d'Orient réclament une action plus importante, les Normands se retirent, emportant Grégoire dans leurs bagages, avec des promesses de rétablissement qui doivent bien tarder. Celui qui a déchaîné une si violente tempête sur le monde entier mourra donc en exilé, des paroles de plainte sur ses lèvres. Puis Robert recommence la guerre contre Byzance, et, lorsqu'à sa flotte de dromons, qui a déjà combattu à Bari contre les forces navales de l'empereur, on oppose les vaisseaux des Vénitiens, il les disperse en 1085. Il s'installe dans les Iles Ioniennes, décidé à une guerre qui lui donnera la péninsule balcanique. Durazzo est prise, la Macédoine envahie, Avlona, Canina, les places de l'intérieur, comme Castoria, occupées par cette petite armée de 1.300 chevaliers [2], réclamée aussi par des discordes intérieures et des soucis romains [3]. Sans sa mort, de peste, dans l'île de Céphalonie [4], peut-être le Siège constantinopolitain aurait-il eu un autre occupant que le jeune Comnène.

En bref, presque tous les acteurs de cette tragédie disparaissent. Le successeur de Grégoire, Victor III, un Cas-

[1] Romuald de Salerne, pp. 173-174.

[2] Goffredo Malaterra, *Historia sicula*, III, p. 24 et suiv. — Un fils de Michel Ducas, eunuque, était enfermé à Taormina (*ibid.*, ch. 24).

[3] A Rome, ou aurait eu 4.000 chevaliers.

[4] Voy. Schwartz, *Die Feldzüge Robert Guiscards gegen das byzantinische Reich*, Fulda, 1853. — Sa seconde femme, Sigelgaita, sœur de Guisulphe, rapporta le corps de Robert.

sinois imposé par les Normands, passe à peine à travers les passions exaspérées ; le roi Hermann, menacé lui-même par des concurrents, s'éteint obscurément en Lorraine, étant enterré à Metz (1088). Wipert traînera pendant quelques années une vie sans espoir. L'Italie appartient à Roger, le nouveau duc normand, et à Mathilde, qui a épousé le jeune Welf, fils du duc allemand de provenance italienne. Henri regagne autant d'autorité qu'il lui faut pour végéter quatre ans en Italie et n'être pas oublié en Allemagne. Le règne byzantin d'Alexis commence au milieu de graves difficultés. Mais la couronne impériale des deux chrétientés peut appartenir à qui en veut ; le monde n'est ni aux autorités anciennes, ni aux vieilles races d'hégémonie : il est conquis par l'esprit populaire et par la force nationale française.

CHAPITRE XIV

Mouvements populaires de croisade. Essor des communes italiennes.

Ceux qui combattaient contre le « tyran » Henri n'étaient plus seulement des nobles et des évêques ; c'était déjà un « populus ». Ce « peuple » dominait dans les villes libres de l'Italie, c'était lui, les moines sortis de son sein en tête, qui avait proclamé la « trêve » de Dieu : à côté des chevaliers, dégagés de leurs attaches de vassalité, travaillant individuellement, pour des buts de hasard, c'était lui qui faisait de plus en plus l'histoire du temps.

Il eut aussi, en marge des querelles d'hiérarchie, des disputes territoriales, des concurrences de grands fiefs, sa guerre à lui, qui n'avait aucun idéal terrestre à servir, qui était un service rendu à la divinité elle-même, — la croisade.

L'apparition des Musulmans en Espagne et leur poussée vers les Pyrénées, où, du reste, tel prince chrétien marie sa fille à l'un de leurs émirs, leurs incursions en Sicile et en Italie méridionale, la piraterie sans trêve que déchaînèrent leurs nids d'Afrique et de Crète, la menace sur les villes italiennes du littoral et la profanation de Rome elle-même l'avaient déchaînée. Çà et là, elle travaille toujours, pour la *reconquista* espagnole, pour la revanche de l'empire grec et des principautés du Sud de l'Italie pour la possession des îles du bassin occidental de la Méditerranée.

Cette croisade occidentale, à côté de laquelle Byzance place du VIII[e] jusqu'au XI[e] siècle la sienne, a d'abord un caractère local, un but politique. Alors que Mayeul pas-

sait quelque temps dans la captivité des Sarrasins de Fraxinet, qui respectaient le saint homme [1], on apprenait en terre du roi de France des nouvelles de l'épopée espagnole : combats de Guillaume, duc de Navarre, ayant aussi des moines sous ses drapeaux, contre les Sarrasins d'Afrique et autres [2]. Plus tard, on s'intéressait aux victoires et à la catastrophe finale de cet Hermengand, comte d'Urgel, en Catalogne, au commencement du XI^e^ siècle, tombé en martyr, dont la tête, liée en or, était portée par son roi dans les guerres comme un talisman de succès [3]. Les efforts des Navarrais se réunissaient à ceux des gens de Léon et de Castille. En 1020, des Maures de Grenade attaquèrent Narbonne, et, étant vaincus, ces païens, « qui ne parlaient pas le sarrasin, mais aboyaient comme des petits chiens », furent vendus sur le marché d'esclaves [3].

Les pèlerinages, de plus en plus nombreux, avant et après l'émotionnant « An mille », entretenaient ce courant. Le comte Guillaume d'Angoulême avait accoutumé de visiter Rome tous les ans et, en cas d'empêchement, au moins Saint-Jacques de Compostelle [4]. Les chroniqueurs notent les noms de ceux, évêques, princes et personnages d'une moindre importance qui ont fait le saint voyage [5]. C'est un devoir et, souvent, c'est un vœu ou bien une expiation. On parlait de ceux qui étaient morts dans la cité des apôtres, parfois de ceux qui avaient fini heureusement leurs jours à Jérusalem [6]. Les voyageurs, les ambassadeurs, les marchands qui allaient en Grèce pouvaient rapporter facilement des nouvelles sur l'état des Lieux Saints [7]. Le duc de Normandie, Robert, qui conduit toute une petite armée de pèlerins, meurt à Nicée, et son

[1] Raoul le Glabre, I, ch. 9 ; II, ch. 18. Cf. Boissonnade, *Du nouveau sur la chanson de Roland*, Paris, 1923.

[2] Adhémar de Chabannes, p. 161.

[3] *Ibid.*, p. 175.

[4] *Ibid.*, p. 163.

[5] *Ibid.*, pp. 168-169, 171, 207. Cf. notre *Brève histoire des croisades*, Paris, 1924, ch. I.

[6] Adhémar de Chabannes, p. 168.

[7] Un évêque de Würzburg mourut en Achaïe.

successeur, Richard, envoyait des subsides à Jérusalem ; des moines de Sinaï venaient chaque an recueillir des aumônes [1]. Tout le monde, dit le chroniqueur Raoul, même les femmes, est saisi d'une vraie frénésie du pèlerinage : c'est un devoir, mais aussi un acte de convenance que d'aller en Terre Sainte.

Une persécution passagère de l'émir de Jérusalem, qui aurait torturé et tué le Patriarche et « détruit » même l'église du Saint-Sépulcre (1010), fut ressentie douloureusement. On parlait des terribles punitions qui atteignirent les coupables, attaqués par les Arabes, de la fin de l'émir noyé dans la Mer, les entrailles remplacées par du plomb. Une lumière subite aurait arrêté à Bethléem les profanations, et devant leur insulte le mont Sinaï s'enflamma, les remplissant d'effroi. Les Juifs, accusés d'avoir irrité contre les chrétiens les autres infidèles, maîtres de la Terre Sainte, furent poursuivis aussi bien en France qu'en Allemagne [2]. Des « signes » se montraient çà et là : on parlait des feux apparus en Pouille [3].

De fait, depuis des dizaines d'années, tout ce qu'on apprenait sur Jérusalem et les Lieux Saints était profondément affligeant. Des moines ambulants grossissaient, du reste, les incidents de la brutalité turque à l'égard des chrétiens de ces régions. On en parlait dans les réunions et, comme en Espagne la croisade battait son plein, — Grégoire VII l'encouragea en invitant tous les chrétiens à lui venir en aide, — comme elle recueillait des succès, comme les Pisans, membres d'une république commerçante et guerrière, en pleine prospérité, pouvaient envoyer à l'empereur des couronnes prises dans un butin arabe, comme les Baléares venaient d'être délivrées de la domination des « Infidèles », l'idée put germer qu'une délivrance des Lieux de la Passion ne serait pas impossible. Les Grecs avaient bien remporté des victoires de ce côté et les Italiens du Sud avaient eu parmi

[1] Raoul le Glabre, I, ch. 19.
[2] Adhémar de Chabannes, pp. 169-170, 205-206.
[3] Lupus le Protospathaire, année 1095.

eux, pendant des années, un homme qui avait combattu les profanateurs et leur avait pris Edesse.

Mais ce que l'Orient avait fait par des armées organisées sous la conduite d'un empereur chaussé de pourpre, cet Occident « démocratique » entendait le faire par le « peuple » s'offrant en sacrifice pour que la croix fût de nouveau plantée à Jérusalem. On a avec raison réduit à des proportions strictement historiques cet hermite Pierre, que les Grecs appelèrent Koukoupétros (cf. Koukouzélos, nom d'un musicien) et auquel on attribuait jadis le rôle décisif d'avoir enflammé les cœurs pour l'œuvre de délivrance de la terre du Seigneur. Si sa personnalité a été plus modeste qu'on ne le croyait, on peut conserver la légende, pourvu qu'on la considère comme symbole de toute une agitation propagée au milieu des masses par ces clercs de grand chemin qui, il ne faut pas l'oublier, organisaient et conduisaient les pèlerinages, trouvant ainsi un public pour leurs récits et leurs exhortations. Cette éloquence simple et rude, sans doute en vulgaire ou dans un latin international ou inter-roman qui lui ressemblait, prépara pendant longtemps un mouvement qui procéda aussi du mauvais état économique pendant la seconde moitié du XI^e^ siècle, d'un côté, et, de l'autre, de cette effervescence de la chevalerie naissante qui avait fait d'abord essaimer les Normands et qui devait se saisir bientôt des autres nations, et surtout des Français de toutes les provinces.

Comme organisation intérieure, la France n'a pas évolué sous les deux successeurs de Robert : Henri, qui porte le nom du roi germanique associé, et Philippe, dont le nom ambitieux rappelle la descendance prétendue de Philippe de Macédoine par la race du Macédonien Basile[1]. Le Sud est un autre pays, dans lequel l'Aquitaine déchoit, mais la Provence des comtes de Toulouse s'élève. Au

[1] Durieu, dans les « Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions », année 1924.

Nord-Est, ces comtes de Meaux et de Troyes, qu'on appelle comtes de Vermandois, cèdent le pas aux comtes de Flandre, qui ont disputé Valenciennes aux Allemands, et aux comtes de Tours et de Chartres, qui deviendront dans le langage courant des comtes de Champagne. Si la Normandie s'est détachée de la vie du royaume, mais pas aussi du lien féodal envers le roi de Paris, — et les ducs, devenus rois d'Angleterre, sont restés de « bons Français », — la Bretagne se conserve dans son isolement, avec son « popellus », son « petit peuple » d'autre langue et d'autres coutumes. L'Anjou paraît la surveiller. Il y a des comtes un peu partout, eux aussi, souvent, « par la grâce de Dieu », à Poitiers, à Nevers, à Châlons, à Sens, à Auxerre, partout où il y a l'évêque avec le diocèse et le souvenir persistant d'une ancienne province. Le roi lui-même est comte de Paris et d'Orléans, de Dreux et de Senlis, en attendant plus que cela.

Tous, les plus grands comme les plus petits, ont des attaches étroites avec l'Eglise. Même après la réforme de Cluny, qui ne combat les laïcs qu'en Italie et en Allemagne, ils ont charge d'églises et de couvents, et s'intitulent abbés de telle ou telle maison religieuse [1]. Ils sont pénétrés, pour ainsi dire, de religion et prêts à entreprendre des actions pour le service de l'Eglise [2].

Personne n'avait pensé à prêcher la croisade à l'empereur ou aux chefs du monde germanique, et les chroniqueurs s'excusent par le conflit avec la Papauté de ce que les leurs n'ont pas participé à un mouvement dont ils ne comprenaient pas même le sens et se moquaient devant l'appel des masses mises en branle [3]. On ne parla pas même au roi de France qui, ayant épousé une prin-

[1] Voy. notre *Istoria poporului frances*, p. 161 et suiv., d'après les titres donnés par Giry, dans son *Manuel de diplomatique*.

[2] Fliche, *Le règne de Philippe Ier, roi de France (1060-1108)*, Paris, 1912 ; Prou, *Recueil des actes de Philippe Ier*, Paris, 1908.

[3] Chronique d'Ekkehard I, x : « Inde est quod omnis paene populus theutonicus..., perfectionis hujus causam ignorantes, per terram suam transeuntes tot legiones equitum, tot turmas peditum totque catervas ruricolarum, feminarum ac parvulorum, quasi inaudita stultitia delirantes subsanabant ».

cesse du Danemark et voulant s'en défaire, avait encouru les plus sévères censures du Saint-Siège.

Le Pape lui-même eut-il vraiment l'initiative qu'on lui attribue ?

Le successeur de Victor III était un des principaux conseillers de Grégoire VII, mais le cardinal Eudes d'Ostie, un élève de Cluny, Français d'origine, n'eut aucune participation à l'instinct d'indépendance italienne qu'on ne peut pas dénier à son grand prédécesseur. Il donnera à Pise un archevêque de sa nation, au nom mérovingien de Dagobert. S'étant entendu avec le duc normand Roger, époux d'une princesse de France, Adèle, fille du comte de Flandre, Urbain II entend régir en maître l'Espagne, où, après le partage des Etats du grand Sanche de Navarre, roi de croisade † 1034), la Castille est habituée à suivre les ordres du Saint-Siège et l'Aragon, un nouveau royaume, paye tribut à Rome pour être reconnu.

Les royautés ibériques sont menacées par l'apparition d'un nouveau danger musulman, l'invasion des réformateurs marocains de l'Islam qui sont les Almoravides. Ils viennent imposer la paix aux « rois » de Séville, de Tolède, de Valence, de Grenade, qui se sont partagés, en 1031, le pays musulman, lequel, après l'abdication du dernier Omméiade de Cordoue, Hachem, est en danger d'être tour à tour détruit par la revanche chrétienne descendant des hautes terres : Tolède est prise, Saragosse assiégée. La légende du Cid Campéador s'est formée au cours de ces combats, mais elle ne suffit pas à défendre un pays attaqué par des bandes aguerries et fanatiques. En 1086, le roi Alphonse VI est battu à Zallaca ; le vainqueur, l'émir Youssouf, reviendra pour mener en captivité tel prince musulman et faire les premiers pas pour une réorganisation de l'Espagne musulmane ; il va jusqu'à Saragosse (1093), un peu avant la mort du roi d'Aragon, Sanche, qui périt en fonction de croisade devant Huesca (1094).

Dans les Baléares, de nouveau les chefs des « Infidè-

les » commandent. On s'en console en Occident, apprenant la prise de Valence. Des croisés français se dirigent vers la principale place où se livre le duel séculaire entre la Croix et l'Islam : comme Constance, fille du duc Robert de Bourgogne, a épousé un roi de Castille et de Léon, et que sa fille, née en Bourgogne, revient par son mariage en France, il n'est pas étonnant que des croisés qui accourent en Espagne se détache la figure de cet Henri de Bourgogne, qui fondera un nouvel Etat chrétien, celui du Portugal.

Henri ne fait que continuer toute une série d'aventures françaises en terre d'Espagne au cours du XI[e] siècle, des Normands, des Aquitains, des Gascons, des évêques, comme celui de Toulouse, des ducs d'Aquitaine, comme Guy-Geoffroi, de Bourgogne, comme Otto-Borel, avec ses frères, des sires de Lusignan, d'une maison destinée à une brillante carrière de croisade [1].

Voici des choses dont il faut tenir compte pour comprendre d'où vient le courant qui emportera les masses vers la Terre Sainte [2]. Urbain II, chassé de Rome par la population, puis revenu, tient un concile à Plaisance en mars 1095. Il a vu le départ d'Henri, fils aîné de l'empereur excommunié, contre lequel s'unissent Milan, Crémone, Lodi, et cette même Plaisance ; il a conclu une alliance avec un autre fils de son ennemi, Conrad, qui, ayant épousé la fille de Roger, Mathilde, est traité en ami et couronné comme roi lombard, en 1093. Ce Nord italien, pacifié, est ouvert au vrai pontife. Dans cette grande assemblée triomphale, qui aurait compté « 4.000 clercs et plus de 30.000 laïques », on s'occupe des plaintes de Praxédès, dernière femme d'Henri IV, contre son mari, de celles des évêques insubordonnés, comme l'ar-

[1] F. Boissonnade, ouvr. cité.

[2] D'après les Annales de Caffaro, qui reproduisent une légende, Godefroi de Bouillon, pèlerin en Egypte, s'entend au Puy avec Raymond de Provence. Il est question d'un Conseil de douze, de visions, et, enfin, de l'intervention auprès du Pape. Cf. aussi, sur le rôle d'Urbain, la « Vie de Mathilde », par Donizo.

chevêque de Lyon. Le concile a été convoqué pour les affaires de l'empire et de l'Italie, pour la continuation de l'œuvre de réforme. On y parle, à ce qu'il paraît, aussi du devoir de tout puissant du monde de respecter le dernier des clercs [1].

Puis Urbain reçut l'hommage de Conrad, qu'il adopta formellement comme fils de l'Eglise, et il se dirigea vers la France pour y tenir un second et brillant concile à Clermont d'Auvergne [2]. On s'y occupa surtout du mariage royal, et le coupable fut excommunié. C'est là qu'aurait retenti la voix du Pape appelant toute la chrétienté à l'œuvre de croisade. Si on en parla, il est extrêmement probable que le grand discours d'exhortation fut rédigé un peu plus tard pour relever le prestige du Saint-Siège.

Du reste, rien ne montre un intérêt spécial du Pape pour cette initiative. D'Arles à Tours, puis à Bordeaux, à Toulouse, à Carcassonne, à Nîmes, partout, présidant des conciles locaux, il poursuit sa politique, qui ne se confond pas avec ces phénomènes de masse. Puis Mathilde, qui a divorcé de Welf, lui ouvre le chemin de Rome, où le synode d'avril 1099 représente le point culminant de cette politique.

Mais, depuis des années déjà, la chrétienté française s'était mise en branle. On ne fit, en 1095, que suivre un mouvement déjà imprimé, et qui avait donné comme résultat la création de nouveaux Etats : celui d'au delà du détroit, qui consentait, par scrupule de légitimité, à porter le nom de « royaume des Anglais », et celui du Sud italien, un royaume pour toute la péninsule. Seulement, cette fois, il y eut pour la première fois le « peuple » qui partit, comme le « peuple » avait mené en Saxe et Thuringe contre les châteaux d'Henri IV toute une guerre d'enthousiasme destructeur.

[1] Landulphe de S. Paolo, chroniqueur milanais (Muratori, V, c. 497).

[2] Voy. Bréhier, *L'Eglise et l'Orient au moyen âge : les Croisades*. Paris, 1907.

Les noms de Gautier Sans-Avoir, un surnom qui promettait, celui de Gotteschalk, ensuite celui de Pierre l'Ermite, sont restés attachés au long voyage d'inconscience, à l'aventure mystique et désordonnée des milliers qui se dirigèrent vers « Jérusalem » sans avoir — et il faut bien le noter — aucune direction et aucun chef de la part du Pape, qui devait patronner bientôt l'œuvre. Rien ne montre mieux l'état d'anarchie dans lequel se trouvait l'Allemagne, déchirée aussi par la lutte entre le vieil empereur excommunié et son fils Conrad, que le libre passage donné à ce flux de gens en grande partie désarmés qui devaient piller pour se nourrir. Selon une plus ancienne coutume, on employa le prétexte de leur présence et même le moyen de leur concours pour massacrer des Juifs dans les cités rhénanes. En Hongrie, Henri s'était mêlé après la défaite de Salomon, gendre d'Henri III, et de son adversaire Béla, allié lui aussi à des familles allemandes, pour faire descendre son beau-frère jusqu'à la condition d'un « regulus », de très soumise vassalité, que Grégoire VII devait comprendre dans ses anathèmes. Contre ce roi subordonné à l'étranger s'était levé le roi du Pape, qui se fit appeler, au lieu de Geisa, Magnus, puis un second saint de la nation, son frère, protant le nom slave de Vladislav, Laszlo (1077-1095). Celui qui avait demandé la béatification du christianisateur de la Hongrie devait respecter, même chez ces paysans, mendiants et brigands, le signe de la croix militante. Son successeur, un prince cultivé, Coloman, hérita de ces sentiments. Mais la population elle-même se chargea de détruire les premiers croisés.

Il en était autrement de l'empire. Il est absolument faux que, malgré ses rapports avec le comte de Flandre, le bon soldat, disons même : le preu chevalier, — car c'est ainsi que le présente sa fille Anne, dans son épopée en prose, l' « Alexiade », — Alexis le Comnène eût adressé aux Occidentaux un cri de désespoir ; il ne faut pas même faire l'honneur d'une critique à la lettre par laquelle il aurait voulu attirer ces auxiliaires en leur

offrant l'or et les femmes de Constantinople. Il y avait bien, sous Malek-Chah, un grand roi de Perse, le danger musulman, mais en Asie Mineure, ce danger était représenté seulement par des « princes », des émirs, d'assez faible envergure. De plus, le « défenseur des croyants » venait de mourir, et il fallut une lutte intérieure, très difficile, pour assurer le trône à son fils Barkiarouk : on se battait entre Turcs dans ce « Roum » asiatique, où Grecs et Francs de l'empereur avaient repris l'offensive en attaquant Nicée, récemment perdue, en envoyant une flotte contre l'émir de la Mer, Tzachas, de Smyrne, et en prenant Chio. Soliman, fils de Koutoulmich, qui était, pour ainsi dire, le satrape du nouveau « roi de Perse », n'était, du reste, guère effrayant pour les gens de Byzance : les Ducas l'avaient même appelé au secours lors de l'usurpation de Nicéphore[1]. Les mémoires de Nicéphore Bryennios montrent bien quelle était la vie qu'on y menait : forteresses des Impériaux, nids des Normands agissant à leur façon, Turcs rôdant sans trop impressionner dans la campagne, paysans cherchant à s'adapter aux circonstances, car leurs protecteurs, les latifundiaires, ne résidaient pas sur leurs biens, — Alexis et son frère Isaac virent avec émotion les ruines de la demeure ancestrale en terre d'Asie, — et surtout des villes suivant les anciennes normes de gouvernement sous le basileus ou ayant des privilèges de la part du chef turc qu'elles avaient dû accepter. Une société organisée depuis de longs siècles, et qui était, manifestement, en train de se refaire.

L'apparition des premiers croisés dut bouleverser et indigner. Ils ne pouvaient servir à rien et représentaient pour les provinces de l'empire une lourde charge et même un danger. La milice des provinces de frontière les dispersa. Aussi s'entendit-on bientôt avec le Koukoupétros, considéré comme un individu gênant et presque ridicule, pour les faire passer en Asie, où leurs os blan-

[1] Chronique de Bryennios.

chirent bientôt dans la plaine où ils étaient tombés presque sans résistance, victimes de la cavalerie turque.

Les « comtes » vinrent ensuite. Il y avait, du côté des Français, parmi lesquels il faut compter aussi ceux qui étaient liés au duc-roi de Rouen, le frère même du roi Philippe, Hugues, que les Byzantins présentent comme un homme hautain et querelleur, le comte Robert de Normandie et son beau-frère, Etienne de Blois, représentant de la Champagne, et le comte de Toulouse, maître de la Provence, qui disposait d'une flotte et avait fait le voyage par mer : Raymond, tout plein des souvenirs récents de la croisade espagnole. Si l'Allemagne n'avait pas envoyé des Allemands, le lorrain Godefroi de Bouillon, accouru avec ses frères : Eustache de Boulogne et Baudoin, pouvait symboliser cette féodalité rhénane, de langue française, orientée vers les deux royaumes, mais fondatrice des cloîtres français [1] ; car c'est à lui qu'on attribuait le coup de maître qui avait jeté Rodolphe de Souabe, mutilé, sur le champ de sa dernière bataille.

Envers ces hôtes inattendus, l'empire ne pouvait avoir qu'une seule attitude, qui fut aussi celle de Coloman, dont la prudence demanda aussi des otages. Recommander à ses officiers de leur donner l'approvisionnement, contre argent, ou même gratuitement, et ordonner à ses Petschénègues et autres troupes de cavalerie légère de faire bonne garde autour de leur camp. Puis, lorsqu'ils seront arrivés à Constantinople, leur demander, s'ils veulent combattre en terre impériale et y faire les conquêtes qu'on pouvait attendre de leur courage bien connu, l'hommage, à la façon de leurs pays, ce qui les aurait rattachés à l'empereur.

Hugues de France (de Vermandois), Etienne de Blois, même ce Provençal, ce Flamand, qui étaient de vrais chefs d'Etats, admirent plus facilement ces conditions, bien naturelles. Le duc de Lorraine, qui vivait dans un

[1] Dupréel, ouvr. cité, p. 131. Godefroi le Barbu fonda le prieuré de Bouillon.

monde moins dominé par l'esprit hiérarchique, représenté dans sa forme la plus parfaite par les « Romains » d'Orient, hésita longuement ; il fallut le pousser à cet acte qui lui paraissait impliquer un trop lourd engagement, sinon, pour ce vassal germanique, un changement de dépendance.

Il y eut cependant des croisés qui acquiescèrent aussitôt à la prétention byzantine : les Normands.

Dès le début de son règne, Alexis, non reconnu par les héritiers de Guiscard, avait dû poursuivre avec le fils bâtard du duc, Bohémond [1], la lutte pour la possession du littoral illyrien et des Iles Ioniennes. Le siège de Durazzo avait envenimé encore les vieilles haines, et, après des efforts opiniâtres, le prince normand, auquel était échu Tarente, comme un point de départ vers l'Orient des plus belles aventures, et qui s'était rendu maître de tout l'ancien royaume de Samuel, ayant été battu à Larisse, en vieille terre de révolte, avait dû abandonner l'entreprise. Il revenait, après la mort de son père, repentant, offrant à son ancien adversaire ses services dévoués, se croyant honoré même d'obtenir une dignité de l'empire, qui lui fut refusée. Tancred de Lecce, neveu de Bohémond, suivait la même direction, des « fourbes ».

Après de vrais combats avec les défenseurs de Constinople, l'armée, à laquelle, malgré l'envoi du légat pontifical, un Français encore, l'évêque même de Puy en Auvergne, Adhémar, — en souvenir du concile de Clermont [2], — manquait un chef reconnu, se dirigea sur Nicée, but désigné probablement par Alexis, qu'on a vu s'essayer lui-même à la conquête de cette « capitale » du fils de Soliman-le-Conquérant, l'émir Kildsch-Arslan. Des forces byzantines collaborèrent, et la ville fut rendue à son maître l'empereur : on ne laissa entrer, par mesure de précaution, les Francs que par groupes de dix pour

[1] Heinemann admet un mariage entre Robert et la mère de Bohémond, Alberade de Buonalbergo (ouvr. cité, p. 186).

[2] Voy. l'étude de M. Bréhier sur le prélat.

satisfaire leur désir de voir les églises [1]. Une tentative des Turcs d'enrayer ces progrès fut brisée à Dorylée, où, dans un combat de chevaliers, ceux de l'Occident, beaucoup plus nombreux, remportèrent une victoire complète. De son côté, Jean Ducas prenait Smyrne.

Mais tout cela forme seulement des incidents du « grand voyage ». C'est Jérusalem qu'on voulait atteindre, et le plus tôt possible. Comme, dans les gorges du Taurus, une autre « chevalerie », à la façon des Persans, celle des princes arméniens, s'était établie, à Adana, Mamistra, Pilerga, Gaban, Sis, il fallut s'entendre avec le fils de Roupen (Ruben), qui portait le nom impérial de Constantin. Descendant ainsi, non sans avoir beaucoup perdu en route, à Antioche, les croisés se trouvèrent devant une très grande ville, toujours houleuse, qui avait échangé seulement depuis peu la souveraineté « romaine » pour celle des musulmans de Syrie. Il fallut un long siège, des miracles de valeur et un peu de trahison pour s'en rendre maître, et aussitôt Bohémond s'y installa, prêt à négocier, du reste, avec l'empire. A Edesse, la conquête de Maniakès et la possession de l'Arménien Thoros, s'était niché, en ami d'abord, puis, après un assassinat dans lequel il dut être initié, en successeur de ce prince, le bouillant Achille de cette Iliade, Tancred, celui qui se présentait comme le guerrier « auquel avait été soumise toute la Bulgarie jusqu'au Vardar [2] ». Comme ces « vassaux » ne suivaient pas le plan qu'on leur avait fixé, Alexis avait dû bientôt les abandonner à leur propre étoile.

Antioche dépendait de l'atabek, du « vicaire » de la Mésopotamie, et on vit bientôt accourir les cavaliers turcs de ce dernier. Les conquérants se trouvèrent eux-mêmes assiégés dans leur conquête. Le coup de foudre qui éloigna Sénachérib des murs de Jérusalem parut se renou-

[1] Anne Comnène, XI, II.

[2] « Cujus imperio tota usque Bardal Bulgaria paruit » ; Raoul de Cadom, c. 113. Cf. le récit anonyme republié par M. Bréhier dans la « Collection de textes », Paris, 1925.

veler lorsque Kerboghâ abandonna précipitamment une revanche presque garantie.

Pendant ce temps, Etienne de Blois errait en Cilicie, Robert de Normandie introduisait des Anglais à Laodicée. Les Provençaux, réputés comme peu guerriers et habiles à tromper leurs camarades, contribuaient assez peu au succès de l'œuvre commune [1]. L'avance de l'empereur byyzantin par Cotyaeum de Lycie ne fut pas poursuivie [2].

Après avoir affronté les Turcs d'Anatolie et ceux de Mésopotamie, les croisés se butèrent maintenant à la province égyptienne de Jérusalem, soumise au « roi de Memphis ». La résistance des possesseurs, du reste à peine installés eux-mêmes, de la ville sainte, fut moins énergique qu'on ne l'aurait attendu. Le 15 juillet 1098, on put entrer, dans un délire d'enthousiasme fanatique, mais aussi avec une furieuse passion de massacre, dans l'église du Saint-Sépulcre, souillée du sang de ses défenseurs, qui l'avaient respectée dans leur déroute [3]. On admirait les prétendus restes d'un passé sacré : le prétoire de Caïphe, le gibet de Judas, la Porte d'Or, celle d'où fut jeté Jacob, la place où fut lapidé Etienne, puis la Tour de David, Gethsémani et le Cédron, le tombeau de Marie, les pyramides de Josaphat et de Jacob, Siloé, le puits de Jacob.

On n'avait pas eu un Agamemnon ; on devait le créer. Il paraît bien que ce fut le légat, enclin à favoriser parmi tous ces princes celui qui pouvait être plus utile dans sa guerre contre l'empereur, qui assura à Godefroy, jusqu'ici parfaitement indifférent à l'idée de conquêtes, la situation d' « *advocatus* du Saint-Sépulcre », la seule que pouvait admettre l'Eglise. Mais les quelques centaines de chevaliers restés auprès de lui ne se contentè-

[1] Raoul de Cadom. Il présente Bohémond le courageux et le doux Tancred comme les vrais chefs ; le premier est considéré par l' « orientalis populus » comme le « principum princeps ».

[2] *Ibid.*

[3] Anne Comnène prétend qu'on s'en prit aussi aux Juifs.

rent pas d'avoir un « homme du Pape » à leur tête ; ils voulurent et eurent un vrai roi, avec des vassaux qui ne lui prêtèrent, du reste, jamais l'hommage dans toutes les formes. Urbain II, qui avait gagné ainsi dans la seule lutte qui l'intéressait vraiment, celle contre la « monarchie » allemande, un nouvel apport, plein du plus haut prestige, se résigna.

Pour avoir un Etat capable de se défendre, il fallait autre chose que la poussée hardie de Tancred vers le désert de l'Est. Une tentative sur Ascalon ne réussit pas [1], mais, après la mort de Raymond, qui s'était épuisé à cette œuvre, son fils Bertrand se rendit maître du beau port de Tripolis, qu'avait assiégé jadis Nicéphore Phocas. Bien entendu, et malgré les excellents rapports de ces Provençaux avec les commandants de la flotte byzantine, on ne rendit pas la ville, sur le sceau de laquelle le titre du comte fut accouplé à celui de « civitas », — le comte et la cité comme en France, — à l'empereur Alexis.

Mais, pour consolider tout cela, il fallait plus que l'opiniâtreté normande de ce Bohémond, tantôt prisonnier des Turcs, tantôt nouvel ennemi d'Alexis à Durazzo, tantôt mendiant de croisade dans cet Occident dont il rapporta sa femme, une fille de roi français, et que l'audace, toujours renouvelée, du « héros » Tancred, plus même que la douceur du premier roi et la sage énergie de son frère et successeur Baudoin, qui avait résolument écarté de Jérusalem les prétentions normandes, plus, enfin, que l'action des nouveaux évêques installés en hâte un peu partout. Il fallait un intérêt permanent, d'ordre économique. Et ce furent les villes italiennes, aussitôt empressées de secourir et de gagner, qui le donnèrent.

Amalfi, qui avait joué un rôle important à Jérusalem,

[1] Nondum christiani plus quam CCC milites habedant et tot de peditibus qui Hierosolymam, Joppem, Ramulam et castrum Caphae custodirent, nullumque portum praeter Joppem ; Sicard de Crémone, p. 588.

où elle avait fondé le premier asile de pèlerins, devant l'Eglise même du Saint-Sépulcre, où elle avait par privilège leur église de Sainte-Marie des Latins [1], était définitivement déchue : l'apparition des Normands, qui l'attaquaient en 1096, année de croisade, avec les troupes sarrasines [2], lui avait été fatale ; avec un maître présent la petite cité du Sud italien n'avait pas les mêmes possibilités de développement qu'avec l'empereur lointain, qui, de plus, ouvrait des perspectives de commerce, maintenant trop souvent fermées par les conflits entre les ducs de Pouille et les empereurs. Les Amalphitains ne combattirent pour la croix qu'en défendant Salerne, en 1113, contre une offensive sarrasine [3]. Venise vivait dans la dépendance des Byzantins et elle avait participé, dans ces eaux italiennes, à leur défaite, sinon aussi à leur humiliation. Elle avait réussi ensuite à arracher à la puissance maritime rivale Durazzo, où elle installa aussitôt sa colonie, et elle empêchait Raguse de jouer le rôle que, d'entente avec les Normands, cette ville slave de vernis italien avait ambitionné.

Gênes, gouvernée par des « consules de communi », et par des « juges des plaids » (*consules de placitis causarum*), intervint en Orient, d'après l'invitation que lui auraient adressée, formellement, les croisés pendant les luttes pour Antioche, voire même les habitants, que les Génois connaissaient par de plus anciennes relations de commerce. Le Pape lui-même les avait invités dans sa circulaire en faveur de la croisade. Quelques centaines de pèlerins génois entrèrent donc dans la ville à peine

[1] Quum mercatores christiani venirent ad eam (Hierosolymam) et aurum pro tributo in porta persolverent, sed non haberent nisi cum gentibus, ubi caput reclinerent... Quod (monasterium) usque hodie S. Maria de Latina vocatur ; Sicard de Crémone, pp. 586-587. Cf. Pansa, *Istoria dell' antica repubblica d'Amalfi*, Naples, 1724 cf. G. Federici, *Degli antichi duchi o consoli o ipati della città di Gaeta*, Naples, 1791.

[2] Romuald de Salerne, p. 177. Cf. pour l'emploi de cette infanterie, *ibid.*, pp. 185, 189.

[3] *Chronicon Cavense*, p. 925.

délivrée, chantant le *Kyrie eleison* des pieux pèlerins. Une grande expédition, comprenant vingt-six galères et quatre vaisseaux de pèlerins, leur donna Laodicée, gardée cependant par les Grecs, et le second roi de Jérusalem accorda un privilège leur permettant de s'établir à Jérusalem, à Jaffa, devenue le port du royaume, et, en plus, « un tiers de Babylone », si elle venait à être conquise. Tancred, vicaire de Bohémond, à Antioche, se les associa, et ils devinrent les alliés permanents de Baudoin pour la prise de Césarée et d'Azot, de Gibelet la petite et d'Akkon ou Acre (Ptolémaïs), dont ils eurent le tiers. La charte de donation en leur faveur fut écrite en lettres d'or sur la tribune même de l'église du Sépulcre. Ils prenaient en même temps des souvenirs qu'on jugeait importants, comme « les colonnes du palais de Judas Machabée ». D'un autre côté, c'est par eux que les Provençaux réussirent à se soumettre Tripolis (1109) [1]. C'étaient, en un mot, les nouveaux Phéniciens, et leur Odyssée commençait après l'Iliade des barons.

Alors que l'archevêque de Milan partait en Terre Sainte pour combattre les Turcs de Danichmend, à côté du comte de Poitiers [2], le Saint-Siège envoyait, après la mort du légat, un Patriarche de Jérusalem, qui fut le Français Daimbert de Pise. Dans cette Toscane de la « comtesse », pleine de souvenirs romains, d'aspirations « latines », une forte république venait de se former dans cette ville qui, pendant longtemps, avait soutenu les attaques maritimes des Sarrasins. Ils avaient collaboré à l'attaque de la flotte byzantine contre Palerme (1063) [3]. Ce sont, de fait, les seuls croisés de métier. Pillés par les Sarrasins en 1005, par les Maures d'Espagne en 1012, on les voit, dès 1035, après avoir, dans la compagnie des Génois et sous le drapeau rouge de

[1] *De liberatione civitatum Orientis* et Annales de Caffaro, les deux dans l'édition de Muratori.

[2] Raoul de Caen.

[3] Gaufrède Malaterra, ch. 34.

Saint-Pierre, chassé trois fois les pirates de Sardaigne, prendre Bône et Carthage ; leur *stolus* (le nom est emprunté aux Byzantins) est redouté par les Infidèles. Comme le roi de Tunis a coutume d'envoyer ses « golafres » sur les côtes de la chrétienté, ils l'attaquent, prennent à deux reprises la ville d' « Aufrique » (Méhédia), sa capitale, et l'offrent au duc Roger (1075, 1088) [1].

Leur expédition en Orient ne ménagera guère les Grecs, qu'ils considèrent comme des ennemis, et c'est pourquoi ils commencèrent en 1099 par prendre Corfou, Zante, Leucade, Céphalonie, par attaquer même Chypre, pour combattre à Laodicée et à Dschébel et faire une entrée solennelle à Jérusalem (1100) [2], en attendant d'autres croisades espagnoles dans la compagnie des seigneurs de Narbonne, de Montpellier, de Baux, sous la conduite d'un archevêque et d'un légat papal, dans les Baléares, dans l'île de Sardaigne. Ils agissent au commencement avec le concours des Génois, qu'ils rejettent ensuite, et ils arriveront à entrer en guerre (1119) avec cette république, devenue une rivale. En Terre Sainte, ils se considèrent des initiateurs et des chefs, *caput et causa* [3].

La côte de Syrie se remplit donc de comptoirs et de colonies, de « fondaques » ou « foundoucs », avec leurs églises, leurs « loges » de consul, leurs auberges et leurs cabarets ; ce que les Vénitiens avaient commencé à faire à Constantinople, à Durazzo, se poursuivait par leurs concurrents dans ces régions de l'Asie où Byzance n'avait pas au moins le drapeau, que théoriquement elle n'entendait guère abandonner.

[1] Malaterra, III, ch. 7, 17 ; IV, ch. 3. Prise de « Dalmatia » et « Sibilia » en Afrique, *Breves Annales Pisani*, dans Muratori ; Bréviaire de l'histoire de Pise, *ibid.* Cf. nos *Points de vue sur l'histoire du commerce au moyen âge*, Paris, 1924.

[2] Byzance envoya des vaisseaux portant en poupe « des têtes de lion vomissant des flammes », sous la conduite d'un Landulphe, dont le nom montre une origine italienne (Anne Comnène, XI, IX). Des mesures pareilles furent prises contre les Génois (*ibid.*, ch. XI).

[3] Bréviaire cité. Dès 1136, des Génois sont entrés, à Bougie, à Gerbe, dans le domaine des Pisans (Caffaro).

Tout cela dépassait de beaucoup l'importance des choses qui se passaient dans l'Allemagne anarchisée, où, malgré les efforts d'Henri IV, un courant de mysticisme maladif poussait vers les monastères certains des chefs d'une aristocratie épuisée. Incapable d'empêcher la succession des Papes français, élus d'après les normes de Grégoire VII, — Régnier, qui se fit appeler, d'après la même mode archaïsante, Pascal II, avait remplacé Urbain, — le vieil empereur, trahi par sa femme, réfugiée à Kiev, par ses fils, vivant chez un vassal fidèle, en Bohême, pensa, tout en demandant l'absolution pontificale, au voyage de Jérusalem [1]. Le jeune Henri avait dépouillé son père de toutes ses possessions et s'était même saisi, par une fraude, de sa personne. En 1106, on vit le prince, jadis si orgueilleux, se dépouiller en pleine diète de tous les insignes de la royauté, qu'il remit au fils rebelle, pour se rétracter ensuite et demander le concours des Lorrains, des Rhénans [2]. Il mourut en pénitent à Liège, cette même année, et pendant longtemps, dans une île de la Meuse, puis à Spire même, ses os ne trouvaient pas de sépulture en terre bénie.

A l'heure de cette pauvre fin obscure, on avait appris en Occident, dont, sans cesse, partaient les pèlerins armés, la prise de Tortose, de Jaffa, les victoires du roi Baudoin contre les Infidèles, les succès du côté de Tibériade, puis la mort en martyr de la foi de Hugues le Français [3]. Bohémond rassemblait en France toute une armée qu'il devait employer de fait contre Byzance, assiégeant jusqu'en 1108 Durazzo [4].

Les grands faits de l'histoire étaient maintenant de ce côté-là, où les masses agissaient, créant un monde de synthèse nouvelle.

[1] Ekkehard d'Aura, année 1103 : « Henricus imperator... filio suo Henrico regi rerum summam dimissurum seque Sepulchrum Domini visitaturum... publice praedicari fecit... »

[2] Chronique d'Ekkehard. Gustav Richter a rassemblé (ouvr. cité, p. 70, note) les témoignages contemporains sur les vertus d'Henri IV.

[3] Sicard : Hugo Magnus qui Tiberiadi praesidebat.

[4] *Ibid.*

Le jeune roi Henri, resté seul, changera aussitôt de politique, à l'égard du Saint-Siège, aussi bien que de ses voisins [1]. Pascal se montra strict exécuteur du programme de Grégoire et d'Urbain. Invité à une diète qui aurait discuté le conflit à Augsbourg, en terre germanique, il refusa dédaigneusement et, après une entrevue avec les chefs des Normands dans le Sud italien, et une autre avec Mathilde, dont les troupes avaient été actives dans les derniers temps, il traversa le Nord de la péninsule pour s'imposer aux évêques, — car, timidement, après Wipert-Clément, le schisme pontifical persiste, — pour aller ensuite faire, comme Urbain II, la visite de France, qu'il traverse triomphalement de Lyon à Auxerre.

Pendant ce temps, Henri entend établir son autorité en Allemagne et dans son propre voisinage. Dans les rois qui se sont improvisés sur ses frontières, il ne voit que des *reguli*, des vassaux.

En Pologne, Boleslas II, adversaire de Vratislav de Bohême, mais allié de Béla de Hongrie, en même temps qu'il occupait, à deux reprises, Kiev pour son parent Iziaslav et pénétrait jusqu'à Przemysl, s'était fait donner, dès 1076, la couronne sans l'inféodation de la part du Pape Grégoire, en pleine lutte avec Henri IV.

Cette même année, un légat sacrait dans Zvonimir (— —1089) un nouveau roi pour les Croates. De même dans la Russie lointaine, des envoyés byzantins viendront, sous le règne de Vladimir, dit Monomaque, apporter cette couronne qui impliquait un rapport de parité avec les monarques légitimes, avec les « autocrates » de l'époque. En Bohême, dès 1086, à un moment difficile pour Henri IV, l'envoyé germanique, l'évêque de Trèves, était venu couronner solennellement le duc et sa femme. On entendit à Prague, ce jour mémorable du 15 juin, l'exclamation impériale : « Longue vie, santé et victoire à Vratislav, roi des Bohêmes et des Polonais », —

[1] Voy. Steindorf, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Heinrich III.*, Leipzig, 1874.

des Polonais aussi, — « magnanime, paisible, couronné par Dieu ». Déracinant les dernières superstitions qui rappellent le paganisme, le fils homonyme du nouveau roi commença une série de campagnes contre la Pologne, qu'il considérait rebelle à son autorité. Les nobles, le clergé offensé par le meurtre de l'évêque de Cracovie, — le roi polonais dut s'enfuir en Hongrie, et il mourut tout aussi obscurément que Henri IV, à Villach, — accueillent favorablement cet autre roi slave et catholique. La croisade laisse indifférent le nouveau roi : il n'y eut que quelques Juifs de battus.

Mais les successeurs de Vrastislav et de Boleslas eurent une attitude beaucoup plus soumise à l'égard de la royauté allemande. Un prince bohême, Borzivoï, épouse la sœur du nouveau marquis d'Autriche, Léopold, et le nouveau roi, Svatopluc, se reconnaît vassal d'Henri V ; le roi polonais Vladislav Ier porte aussi le nom germanique de Hermann (1086). Un de ses successeurs, qui se partagent le pays, le duc Zbigniev, attaqué par des concurrents à la couronne, négociera avec Henri sur les concessions à faire pour obtenir le concours des Allemands. L'énergique Boleslas III, frère de Zbigniev et son ennemi victorieux, qui avait commencé l'annexion de la Poméranie, sauva cette situation par une victoire l'année même où se déclencha l'offensive germanique contre l'Italie [1].

Henri V voulait « associer au royaume germanique cette vaste Italie [2] ». Des lettrés (*litterati*), des jurisconsultes, à une époque où le roi de Hongrie, Coloman, était honoré du titre de « libraire », l'accompagnaient pour renouveler la tradition d'un Henri III. La comtesse Mathilde s'empressa d'apaiser le suzerain qui descendait des Alpes, à Parme. Henri ne négligea pas de montrer la valeur de son armée aux villes libres de la Toscane, où il fonctionna comme arbitre entre Pise et Lucques. Rome, où domine l'influence d'une autre grande famille, celle

[1] Voy. surtout la Chronique de Cosme de Prague.

[2] Latas Italiae provincias in societatem regni germanici fraterna pace et justitiis ac legibus antiquis componeret ; Ekkehard.

de Pierleone, l'accueille favorablement, acclamant « Henri que Saint Pierre a fait empereur ». C'est la « désignation » reçue avec humilité. Dans un concile, le Pape annonce qu'il est prêt à reconnaître, lui, qui se réserve seulement le droit de l'investiture ecclésiastique, la possession de l'empire sur tout ce qui est propriété ou revenu d'ordre matériel.

Cette déclaration provoqua dans l'assemblée de ceux qui n'entendaient pas se laisser dépouiller, des protestations violentes, qui se transmuèrent en scandale et en révolte formelle dans les rues. On se battit de nouveau avec les Romains, mais, en partant, Henri eut soin de prendre avec lui le Pape.

En avril, une réconciliation fut ménagée entre les représentants de droits si différents et inconciliables. L'évêque, l'abbé seront donnés par le maître laïque, pour que la consécration s'ensuive. C'est sur la base de ces conditions que la couronne impériale fut posée, le 13 avril 1111, sur la tête d'Henri, « en grand apparat avec peu de gloire » [1]. Quelques mois se passèrent à peine, et, si on ne toucha pas à cette couronne, dont la collation était énergiquement désapprouvée, l'assemblée du Latran proclamait, le 18 mars 1112, l'intégrité du dogme concernant les investitures, tel que l'avait fixé Grégoire et maintenu ses premiers successeurs [2]. Le « privilège », le faux « privilège » accordé à l'empereur était solennellement cassé. L'archevêque de Vienne parla même d'excommunication contre l'envahisseur.

Henri devait revenir, mais presqu'en vaincu. Les Rhénans, les Saxons, sous leur nouveau duc, Lothaire de Supplinbourg, s'étaient soulevés contre une autorité qu'ils jugeaient déjà tyrannique. On demandait l'excommunication contre celui qui s'avisait, après la tragédie de son père, d'être un dur maître.

[1] Cf. Ekkehard, avec le « Code d'Udalric ».
[2] Jaffé, à cette date.

Henri, déjà excommunié par un légat revenu de Hongrie, était venu en 1116 prendre possession de l'héritage de la grande Mathilde [1]. Il fut accueilli par la déclaration d'un concile général que le Pape, qui demandait humblement pardon, avait erré en lui accordant des droits qui reviennent à l'Eglise seule. Un tumulte romain contraignit Pascal à se retirer dans les environs, et Henri put faire une entrée pompeuse et amener le couronnement de sa femme ; mais au retour du Pape l'ancienne situation se rétablit.

Il y eut même, à la mort de Pascal, en 1118, une phase nuait la tradition du grand pontife. Gélase, un Français, ayant été élu d'après la norme grégorienne, l'empereur qui était dans ses biens du côté de Parme lui opposa, aussi avec le concours du chef de la noblesse romaine, Cencio Frangipani, ennemi de Pierleone, un Espagnol, Maurice de Braga, surnommé à Rome Burdin, qui prit le nom de Grégoire VIII, comme si c'était lui qui continuait la tradition du grand pontife. Gélase, un Français, se retira, d'abord chez le prince normand Guillaume, puis dans sa patrie, et il mourut dans une cellule du vénérable monastère de Cluny.

Le premier qui avait excommunié Henri, le Français Guy, archevêque de Vienne, fils du comte Guillaume de Bourgogne, et beau-frère du comte de Genève, fut élu alors comme Calixte II, par les cardinaux « et une centaine de clercs et de laïcs de Rome [2] ». Vainqueur de « Burdin », il alla en France, affirmer à Toulouse, en 1119, le point de vue désormais traditionnel dans la question des investitures [3]. L'abbé de cette maison crut devoir intervenir, pour mettre fin au scandale, qui apparaissait encore plus hideux devant les succès de la croisade, conduite, après la mort du roi Baudoin I^er^, par le

[1] Sur la mort de la comtesse, voy. Sicard de Crémone, p. 594 (1115).

[2] Ekkehard d'Aura.

[3] Des évêques anglais participent à son second concile, rassemblé à Rome.

second Baudoin (du Bourg), qui prit Sidon et Tyr, la « maritime » de la Terre Sainte.

Henri admit une diète devant laquelle il viendrait se défendre et s'avança jusqu'à Strasbourg, pour apprendre que, dans le concile de Mouzon, l'anathème avait été de nouveau lancé contre lui. Après avoir fait ses dévotions à Saint-Denis, nécropole des rois de France, et visité leur résidence, Paris, après avoir noué des rapports avec le « Français » d'Angleterre, après avoir enfin visité Cluny, le Pape fit son entrée solennelle à Rome, en mai 1120.

En Italie méridionale, où Roger était mort en 1101, et sa veuve, une nouvelle Adélasia, s'était rendue à Jérusalem pour épouser le roi du Saint-Sépulcre, Calixte confirma le duc Guillaume, le prince de Capoue « et autres comtes et barons de ces contrées », parmi lesquels le comte Roger de Sicile, établissant « partout dans cette province la paix et la cessation d'armes au nom de Dieu [1] ».

Devant ce triomphe, accompagné de la déclaration que « le Saint-Siège ne désire ni la gloire du royaume, ni celle de l'empire », Henri capitula. A Wurzbourg, en 1121, il s'engagea envers les siens, par amour pour la paix, qui y fut décrétée, de ne rien faire par lui-même sans « consulter son sénat » [2]. De son côté, le Pape fit inviter son adversaire au nouveau concile de Mayence. A Worms, en 1122, il s'engagea, devant la plus brillante des assemblées, à laisser au Pape, avec les « régales » italiennes, l' « investiture par l'anneau et la crosse », après l'élection libre. Calixte, lui ayant rendu la communion, lui reconnaissait seulement le droit de présence à l'élection pour la seule Allemagne et l'attribution des régales par le sceptre. Les prélats étrangers le recevront seulement six mois après leur consécration [3].

[1] Romuald de Salerne, c. 183-184.

[2] *Mon. Germ. Hist., Leges,* II, p. 74 ; universas quaestiones non suimet arbitrio..., sed juxta senatus consultum concludi per omnia in omnibus concessit.

[3] *Ibid.,* pp. 74 et suiv., 182 et suiv. ; Jaffé, V, pp. 518 et suiv.

Deux conciles tenus par le Pape scellèrent de la part de l'Eglise cette décision. L'ennemi du Saint-Siège, définitivement réconcilié, put donc mourir l'âme apaisée en mai 1125, fermant par sa disparition tout un grand chapitre de l'histoire du moyen âge.

Pape et empereur avaient pu déjà sentir que le pouvoir avait passé à d'autres.

Et, d'abord, la Sicile.

Le duc Guillaume, successeur de Robert, disparut, très jeune, dès 1126, et Roger, qui avait déjà, à titre de gage, la Calabre et, par achat, la partie de la Sicile qui avait appartenu à l'autre, tenait entre ses mains toutes les possessions italiennes que s'étaient gagnées ses ancêtres normands. Il fut oint prince de Capoue à Salerne pour être promu ensuite, à Reggio, duc[1]. Bientôt de plus grandes perspectives s'ouvrirent à son ambition. Lambert d'Ostie ayant été élu Pape (Honorius II), par la coalition des Frangipani et des Pierleone, un peu contre les ayants droit qui étaient les cardinaux, il résista aux instances du nouveau pontife de transiger sur sa proie et n'hésita pas à lui opposer la force dans la rencontre de Bénévent. Honorius dut bien accepter ce duc créé par sa propre volonté. Le Pape suivant allait faire un pas de plus, et le dernier.

Après la mort de Honorius, comme un Trastévérin avait été élu pour être Innocent II, le parti des Pierleone, suivant les traditions d'Albéric, fit de son propre chef un souverain pontife, Anaclet II, qui se gagna des partisans par un vrai sac des églises. Innocent est contraint de chercher, sur un vaisseau, le chemin de cette France qui console et soutient. Resté seul à Rome, au gré des passions populaires changeantes, qui sont arrivées à dominer aussitôt après que les empereurs eussent cessé leur rôle, Anaclet pense, naturellement, au Normand. En

[1] Romuald de Salerne, c. 183-184. Cf. Foulques de Bénévent ; Alexandre de Telesino, dans Muratori, V, I, ch. 8 ; II, ch. 1.

1130, un cardinal est envoyé à Palerme, et le roi se couronne de ses propres mains, sans oublier que Noël est le jour consacré pour ces cérémonies.

Il « se fait appeler dans toute sa terre roi d'Italie » [1]. Mais ses projets ne s'arrêtent pas là. Il a une mission latine à remplir et croit qu'un héritage grec en dehors de sa province byzantine pourrait lui revenir.

Cette mission occidentale regarde l'Italie et la Mer Adriatique. Maître d'une province depuis longtemps habituée à être directement et strictement gouvernée, Roger a une base que n'ont jamais réussi à se former les empereurs. S'il y aura — en 1132 déjà, on constate une opposition armée contre l'usurpateur, — en 1160, une grande révolte de ces barons, dans lesquels vit encore le particularisme tracassier des vassaux lombards, si le second roi est assiégé dans le palais, après le meurtre de son amiral, officier de façon sarrasine, le mouvement sera étouffé dans le sang par le duc Guillaume (dès 1156), qui s'est mérité aussi le nom de « Mauvais ». Cette terre de Pouille et de Calabre, cette île de Sicile, n'en sont pas à la première des répressions impitoyables. Il y a sous la main des Sarrasins contre les traîtres. Un enfant de douze ans pourra régner ensuite.

Mais ce n'est pas seulement des fidèles, tous directement liés à leur chef, que se sont gagnés ces aventuriers heureux, devenus des monarques respectés et craints. Toute une civilisation imprégnée de restes helléniques, traversée d'influences arabes particulièrement fécondes, leur est échue. La description que donne un des écrivains du royaume, qui compte ou comptera parmi ses chroniqueurs et ses poètes un Romuald de Salerne, un Geoffroi Malaterra, un Guillaume de Pouille, le chantre du vieux

[1] Qui faciebat se vocari in tota terra sua regem Italiae ; Muratori, VI, p. 110 ; VII, pp. 868-869. Le titre complet est « rex Siciliae, ducatus Apuliae et principatus Capuae » (en 1136) ; Chalandon, *Domination normande*, II, 1907, p. 91. Cf. K. A. Kehr, *Urkunden der normanisch-sicilischen Könige*, Innsbruck, 1902, et notre *Orient et Occident au moyen-âge*.

Guiscard, est splendide. Il y a à Palerme tout un « quartier de marbre » pour le bazar, un « quartier des Amalfitains », une place des « Sarrasins », des galeries couvertes qui mènent à la tour des Pisans, un monastère de Saint-Jean et une église de Sainte-Agathe, près de la porte du même nom ; un palais de l'archevêque et un palais royal, dont la chapelle, restée intacte avec ses colonnes de marbre et ses mosaïques, est une des merveilles du monde. De splendides jardins portent en même temps les fruits et les fleurs de trois récoltes. On voit partout des aqueducs, des machines arabes à arroser les bosquets et les prés. Dans les fabriques, on fait du travail à la façon des Gaules, mais aussi, avec des ouvriers qui viennent du monde sarrasin, — comme on le voit par les vêtements royaux conservés aujourd'hui dans la Chambre du Trésor, à Vienne, — des tissus précieux byzantins, conservant leurs noms grecs. Et une multitude énorme est employée au labeur, au commerce, au service des plaisirs, jusqu'à ces femmes sarrasines qui, pendant trois jours, pleurent à la façon de l'Orient, en haillons, par groupes, au son des tambours, hurlant, les cheveux épars, la mort de leur bon maître et seigneur, le roi à demi arabe, Guillaume [1]. On se serait cru dans un fond du Maroc à la mort d'un émir. Les pétitions étaient présentées, comme en Orient, au bout de perches [2].

[1] Per totum autem hoc triduum mulieres nobilesque matronae, maxime Saracenae, quibus ex morte regis dolor non fictus obvenerat, saccis opertae, passis crinibus et die noctuque turmatim incedentes, ancillarum praeeunte multitudine, totam civitatem ululatu complebant, ad pulsata tympana cantu flebili respondentes; Hugues Falcand, p. 303.

[2] Voy. *Formes byzantines et réalités balcaniques*, p. 126 et suiv. Cf. Erich Caspar, *Roger II* (1101-1154) *und die Gründung der romanisch-sicilischen Monarchie*, Innsbruck, 1904 ; Heinemann, ouvr. cité ; L. Brandileone, *Il diritto romano nelle legi normanne e sueve nel regno di Sicilia*, Turin, 1884 ; *Le assise dei rè di Sicilia*, Caserte, 1882 ; G. Battaglia, *Diplomi inediti relativi all' ordinamento della proprietà fondiaria in Sicilia sotto i Normanni i gli Suevi* (« Doc. per servire alla storia di Sicilia », s. I, *Diplomatica*, XVI, Palerme, 1893) ; Heinemann, *Normannische Herzogs- und Königsurkunden*, Tubingue, 1899 ; Siracusa, *Il regno di Guglielmo I*, Palerme, 1885 ; la Lumia, *Storia della Sicilia sotto Guglielmo II il Buono*, Florence, 1867.

Par rapport à l'Orient byzantin, ce « ῥῆξ en Christ Dieu », ce « roi d'Italie », ce « défenseur des chrétiens », ce « couronné par Dieu », ce « despote », entouré d'une Cour (κόρτη, κραταία κόρτη) calquée sur celle de Constantinople, avec des logothètes et des κριταί, qui bâtit ses couvents grecs et nomme des métropolites du rite oriental, qui juge d'après un code où les normes de Basile ont leur part, disposant des σεκρετικοί, des tourmarques, des catépans, des stratèges [1], est un concurrent, un concurrent redouté.

En comparaison avec cette monarchie brillante, au chef couvert de pourpre, d'or, de pierres précieuses, vivant au milieu du luxe le plus resplendissant de l'Asie et de l'Afrique, au milieu d'esclaves, d'ennuques, de concubines, — comme Roger I^er^ lui-même, — gardé par des Infidèles et des prétoriens portant des arcs [2], combien devait paraître modeste, mesquin, arriéré le train de vie d'un roi de France ! Les revenus de Philippe, qui cependant avait cherché déjà à se dégager un peu [3], et de son fils Louis VI, se bornaient au produit des domaines royaux, mêlés à ceux de tels vassaux récalcitrants, comme ce seigneur de Corbeil, qui avait cru qu'il pouvait être lui-même chef du royaume, le roi ne pouvant pas aller jusqu'à Dreux sans entrer sur leur territoire. Sans compter les villes qui, comme Paris même, comme Bourges, Blois, Chartres, Limoges, ont elles aussi leur juridiction, leurs fonctionnaires et leur milice [4], s'encombrant très peu du porteur de la couronne tant qu'il n'est pas là et capable d'agir, par hasard, avec ses soldats et ses amis, qui forment parfois une armée de tout au plus 700 guerriers [5]. Ici, l'évêque local a le plus souvent une plus grande influence que le roi lointain.

[1] Chalandon, *Domination normande*, pp. 633-671.

[2] Sagittari curiae, Hugues Falcand, p. 339. A summitatibus harundinum ; *ibid.*, p. 324.

[3] Fliche, ouvr. cité.

[4] Bourgin, *La commune de Soissons et le groupe communal soissonnais* (fascicule 167 de la « Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes), Paris, 1908.

[5] Suger, *Vita Ludovici, passim* : « carnotensis, blesensis et dunensis exercitus », « communitatis patriae parochiarum ».

Il est vrai que ce prince conserve tous les droits que lui accorde une tradition plusieurs fois séculaire, qui remonte jusqu'à Charlemagne et aux successeurs mérovingiens de Clovis. Il a pour lui un instinct national, qui proclame les Français supérieurs aux Anglais [1], et la France la « terrarum domina ». En cas d'attaque de la part d'un prince étranger, le Capétien est sûr d'avoir auprès de lui les feudataires autrement les plus fiers : on le vit bien en 1124, lorsqu'Henri IV, excommunié dans un concile tenu en France, fit mine de vouloir marcher sur Paris, comme tel de ses prédécesseurs : à l'appel du roi, qui va prendre les reliques de Saint-Denis et l'oriflamme dans l'abbaye nécropole, tout le monde se met en mouvement dans les frontières de l'ancienne Gaule, et l'envahisseur recule [2]. Et, même en dehors de ces circonstances extraordinaires, qui démontrent l'unité se cachant sous des formes variées et variables, ce roi qui a gagné le Vermandois pour son frère, qui voit disparaître dès 1125 une partie de la Maison de Champagne [3], l'autre passant à la Maison anglaise de Blois, ne perd pas l'occasion d'affirmer que la Normandie même, le ducamen, tient à son royaume [4]. Le comte de Flandre regarde plutôt du côté de l'Allemagne, et il a marié sa fille à un nouveau Kanut du Danemark. Guerrier courageux, bien que réduit à travailler dans des conditions assez inférieures, le roi guette partout son gain, et le saisit [5]. Avec les communes, il s'entend et emploie même leurs milices [6] ; avec les grands seigneurs, il transige, il écrase les petits qui font le métier de brigands.

[1] Suger, *passim*.

[2] Suger.

[3] Louis VI porte aussi le nom de Thibaud, familier dans cette maison ; Achille Luchaire, *Louis VI le Gros, annales de sa vie et de son règne* (1801-1137), Paris. Cf. d'Arbois de Jubainville, *Hist. des comtes de Champagne*, Paris, 1859-1869.

[4] Normandia quae de regno meo est ; Lot, *Fidèles ou vassaux ?*, p. 201. Cf. Suger : « Northmania quae est pars Galliae » (p. 1232 de l'édition Migne).

[5] Luchaire, ouvr. cité, pp. LXXXIV, LXXXIX.

[6] *Ibid.*, pp. CXLII-CXCIII.

Il est cependant loin d'avoir le rôle européen que s'est gagné en peu de temps son vassal qui porte en Angleterre une autre couronne royale. Après l'énergique défense du Bâtard contre l'invasion du roi du Danemark et contre la révolte de son propre fils Robert, le futur croisé, qui le blesse, Guillaume le Roux, qui, cependant, a été élevé par l'Italien Lanfranc, est une espèce de Nemrod : enivré par la beauté des forêts royales pleines de gibier, auquel l'Anglais ne doit pas toucher sous peine de mort, il disparaît dans les bois, tué par un homme ou par une bête féroce. Mais déjà son frère Henri, qui s'est en quelque sorte assimilé — sa femme est la fille de Malcolm d'Ecosse, — est un « Beau Clerc », comme le Hongrois Coloman, comme les conseillers d'Henri V, comme ses propres amis, parmi lesquels l'archevêque Anselme de Canterbury, qui vient de l'abbaye, célèbre, du Bec, en Normandie. Réunissant, l'épée à la main, la Normandie à son royaume insulaire, il revient dans le sein de la nation dont il a la langue et les mœurs et qui lui donnera, à lui aussi, la sépulture. Il est déjà un haut et puissant seigneur, dont l'amitié est recherchée ; lorsqu'Henri V obtint sa fille Mathilde en mariage, une femme qui sera jusqu'à la fin de ses jours, elle et son entourage, fière de ce titre d'impératrice, les noces de cette fillette furent particulièrement splendides : il y eut dans l'assistance cinq archevêques, vingt évêques et non moins de cinq ducs, dont celui, royal, de Bohême remplit les fonctions d'échanson[1]. Elle sera, ne pouvant être la mère d'un empereur, l'héritière de son royal père, et, s'étant remariée dès 1129 à Geoffroy d'Anjou, le chevalier « au genêt », le *Plantagenet*, elle fera souche de rois dans son propre pays.

C'est encore une France, la troisième, moins brillante que la seconde, qui est à Palerme[2], mais elle reste infé-

[1] Ekkehard d'Aura, année 1114.

[2] Roger II avait épousé, après Elvire de Castille, Sybille de Bourgogne et Béatrice de Réthel, alors que la fille de Thibaut de Champagne avait été la femme du duc Roger (Chalandon, ouvr. cité, II, pp. 91, 105-106).

rieure par le prestige des armes à la quatrième qui est en Terre Sainte, devenue pays royal des Francs.

En 1125, le roi Baudoin II, captif chez les Turcs, regagne sa liberté et il conduit de nouveau ses vassaux, les chevaliers de rencontre, les pèlerins, désireux de se distinguer, les ordres de chevalerie monacale établis bientôt à l'Hôpital de Saint-Jean (Hospitaliers), à celui de Sainte-Marie des Allemands (Teutons), au temple de Salomon (Templiers), contre les chevaliers musulmans de la Syrie. En 1126, il essaiera même de se saisir de Damas ; il attaquera, avec le nouveau comte de Tripolis, Raphanéa. Comme le jeune Bohémond arrive, avide de prouesses, le roi en fait son gendre, et l'œuvre sainte continue à coups de lance et d'épée pour la plus grande gloire du Seigneur. Le Normand surtout est un maître en tueries, qui n'épargne personne [1].

Comme Baudoin meurt, laissant seulement trois filles, la couronne de Jérusalem appartiendra à Foulques d'Anjou, un Français de France, qui épousera une de ces princesses portant le nom oriental de Mélissende. Ses fils, Baudouin et Aimery, règneront, et leurs triomphes, leurs douleurs trouveront toujours un écho en Occident français.

Ce sont des princes absolument indépendants. La Papauté n'essaie pas de les dominer et néglige de leur fournir du secours. L'empereur byzantin élève bien des prétentions sur ces terres qui ont été siennes. Alexis a conclu avec Bohémond le premier traité fixant à un croisé un fief au frontières précises et le comprenant avec un titre d'empire, celui de sébaste, dans l'hiérarchie romaine d'Orient [2]. Des privlèges furent accordées aux Pisans trois ans plus tard. En Asie Mineure, les nouvelles incursions turques rencontrèrent une résistance byzantine bien organisée, et Alexis remporta même à Philomélion une victoire en rase campagne. Son fils, Jean (après 1118),

[1] Habitatores, licet se multo redimere volentes, occidit ; Sicard de Crémone, année 1126.

[2] Notre *Brève histoire des Croisades.*

poursuivit encore plus énergiquement cette croisade grecque. Il combattit, aussitôt après son avènement, contre les fils de Kilidsch-Arslan, qui, n'ayant pas pu regagner Nicée, avait établi à Ikonion, son Konieh, la résidence du sultanat. Il se mêla aux querelles des princes musulmans et envoya ses troupes en Cilicie arménienne, gouvernée par ce Léon le Roupénide qu'il pouvait considérer un usurpateur. Comme il s'était présenté devant Antioche en maître qui veut rentrer chez lui, l'héritier de Bohémond II, Raymond de Poitiers, dut signer un traité qui le chargeait d'une nouvelle mission guerrière du côté d'Alep, d'Emèse, de Hamah, lui laissant son duché seulement d'une façon provisoire. Après un assez long laps de temps, les habitants d'Antioche virent de nouveau l'empereur distribuant la justice entre leurs murs (1137).

Mais l'expédition commune du côté de la Mésopotamie échoua. Après avoir assiégé Néocésarée, Jean revint à Constantinople, en 1141. Etant sorti de nouveau pour prendre Edesse, plus de cent ans après la conquête de Maniakès, la mort le surprit sous les murs de cette Antioche qu'il voulait rendre sienne.

Mais cet empereur de « reconquête » contre les Latins était, sous beaucoup de rapports, lui-même des leurs. Il était, plus qu'Alexis, celui-ci déjà un amateur de combats singuliers, un peu chevalier à la façon des Francs, et, s'il combattit longuement en Orient, pour son droit, il regarda, de même que son père, du côté de l'Occident pour son prestige, et aussi, disons-le, pour son plaisir.

Ne se sentant pas d'une autre essence que les Occidentaux, à côté desquels il avait combattu dans sa jeunesse, et parmi lesquels il comptait des amis, Alexis, considérant que la rupture avec Rome n'avait rien de définitif, et qu'on peut encore réunir d'un seul geste impérial les deux Eglises, avait rêvé de devenir lui-même ou son fils empereur d'Occident aussi. Sa correspondance avec le Pape nous a été conservée [1].

[1] Chalandon, *Essai sur le règne d'Alexis Ier, Comnène (1081-1118)*, Paris, 1900.

Encore plus étroits furent les rapports de Jean Comnène avec ce monde d'Occident. Son attention fut dirigée de ce côté d'abord par la rébellion, par la première rébellion, de ses fidèles sujets de Venise.

Il est clair que, depuis le début des croisades, l'empire, qui s'était formé une flotte, la seule flotte orientale, regardait avec déplaisir, même avec une méfiance justifiée, toute apparition de vaisseaux de guerre appartenant à ces républiques dont une seule, la ville de l'archevêque, Pise, avait pu être contrainte à signer un traité formel. Venise était peu mêlée à la croisade ; elle se rendait bien compte des intérêts et des sentiments de l'empereur, son maître théorique, mais il est vrai que, depuis presqu'un siècle, sans participer non plus à la vie politique, troublée, du continent italien et regardant surtout du côté de cette Dalmatie où les joupanies slaves s'étaient groupées en royaume et ce royaume était lentement envahi par le roi de Hongrie, la ville s'occidentalisait. Il n'y avait plus de titres byzantins ajoutés à celui du doge; on ne constate que rarement des voyages à la « capitale » ; on ne s'appelle plus de noms grecs ; ce sont, au contraire, ceux de l'Allemagne qui dominent. Une voie de commerce très active venant de cette Allemagne et vivifiant toute la marche de Carinthie et de Vérone, elle-même en décadence sous le rapport politique, contribuait à cette transformation intérieure [1].

Il paraît que les Comnènes pensèrent à un commerce byzantin nouveau, par les propres moyens de l'empire, « national », dirions-nous. Venise apparaissait de plus en plus extérieure, malgré ses démonstrations intéressées. Jean refusa donc de confirmer ces privilèges qui avaient été rigoureusement observés par Alexis. La République répondit par un vrai acte de piraterie, imitant en tout celui des Pisans quelques années auparavant. En 1122, tout en cédant à l'invitation des Francs de Terre

[1] Voy. notre ouvrage *Points de vue sur le commerce de l'Orient au moyen-âge.*

Sainte, de leur fournir des secours, le doge essaya un coup contre les Iles Ioniennes, — Corfou résista, mais Céphalonie fut occupée plus tard, — et, au retour de Syrie, où ils collaborèrent à la prise de Tyr, les vaisseaux vénitiens pillèrent Rhodes et Chio, puis les autres grandes îles, à peine garanties contre les inimitiés des Turcs, Samos, Lesbos, Andros, Modon [1]. L'élan nouveau des Vénitiens, jusqu'ici « défenseurs de la Romanie », était si hardi qu'ils offrirent au doge de le proclamer roi de cette Phénicie [2].

En poursuivant la conquête de l'Archipel ionien à un moment de faiblesse de la puissance normande, Venise avait pensé aussi, avec raison, à ce que pouvait lui réserver pour l'avenir cette domination normande dirigée vers la royauté italienne et la maîtrise de l'Adriatique. D'autant plus qu'il y avait visiblement une alliance entre les successeurs du grand Robert Guiscard et ceux de Saint-Etienne, le roi apostolique de Hongrie.

Cette Hongrie, à mission permanente de croisade catholique, avait déjà envahi la Croatie des Tomislav et Doutschislav, « rois » des Croates et des Dalmates, sous Créchimir ; le roi Démètre Svonimir avait épousé la fille de Béla I^er^, et à sa mort ses territoires revinrent au royaume, qui descendait ainsi, lentement mais sûrement, vers la Mer italienne. Après une révolte slave sans succès, les soldats du roi entrèrent dès 1103 dans les villes de Dalmatie, sous les yeux des Vénitiens, qui n'avaient connu jusqu'ici, sur ce littoral et dans les îles voisines, que des

[1] Chalandon, *Jean II Comnène (1118-1143)* et *Manuel I^er^ Comnène (1143-1180)*, Paris, 1912. Cf. aussi Schaube, *Handelsgeschichte der romanischen Völker*, Munich-Berlin 1906. C'est en relation avec cette campagne que fut détruite la Biograde slave. Voy. la Chronique d'Altinum : Belgradum vero pro eo quod ejus cives duci et exercitui temptaverant resistere, rebus ac bonis omnibus denudaverunt sicut hodie cuique fas est inspicere, et Ungaros omnes in fortitudine sua inde ejecerunt (p. 155).

[2] Cumque gaudium magnum super his fieret christianis, ita quod et ducem libentissime vellent in regem promovare, et ipse eorum contradiceret voluntati ; Chronique d'Altinum, loc. cit.

chefs, assez incohérents, d'une population de pirates en somme facile à maîtriser. Alors que les vieilles cités illyro-romanes de Zara et de Traù, de Salone et de Spalato, avec les ruines du « palais » de Dioclétien, étaient ainsi occupées, le monde serbe de la Dioclée voisine, continuant ces chefs « serbes » qui, sous le premier Etat bulgare, avaient résisté aux païens de Preslav et même à leurs successeurs chrétiens, Pierre, Zacharie, Tschaslav [1], se mettait aussi en mouvement pour défendre aux Vénitiens leur établissement politique sur cette côte que Byzance avait pendant longtemps délaissée. Tels ce Voïslav, ce Michel ou Michaïlas [2], époux d'une princesse byzantine et père d'un Nicéphore, d'un Théodore et ensuite ce Bodin, dit, en chrétienté : Constantin, et Pierre pour les Bulgares, qui fut tour à tour chef serbe et « Tzar » bulgare, pour que les Byzantins l'exilent en Asie [3].

A Constantinople, on avait dû s'occuper bientôt de ces joupans diocléens, sans leur accorder une trop grande importance. Ce n'étaient pour l'empereur que des « patrices », des « éparques », comme ceux de la Croatie voisine [4]. Mais il en était autrement pour Rome distributrice de couronnes pendant sa guerre de suprématie contre l'empire germanique. Il y en eut une pour ce monde de Chlm, des « collines », qui avait jusque-là vécu en « duché » et en « joupanats ». Après le roi Michel de Grégoire VII, Bodin fut pour l'antipape Guibert un « très glorieux roi des Esclavons ». Epoux de l'Italienne Jacinthe, qui était la fille même de l'influent Argyros de Bari, il appartient par tout un côté de son existence aventureuse, qui le mena, cet homme à deux couronnes, dans le fief franc d'Antioche, au monde occidental. Son corps

[1] Voy. Stanoïevitsch, *Istoria srpskoga naroda*, Belgrade, 1924, pp. 21-23.

[2] On rencontre des noms comme celui du vieux Lioudévit.

[3] Nos *Formes byzantines et réalités balcaniques*, p. 115.

[4] Thomas de Salone, éd. Rački, 1894, et ailleurs. Cf. nos *Formes byzantines et réalités balcaniques*, p. 82 et suiv. Les princes de Zéta, successeurs de Bodin, menèrent, du reste, une existence assez obscure.

fut déposé dans l'église-nécropole latine des SS. Serge et Bacchus. L'archevêché d'Antivari fut comme un centre de cristallisation pour cette Esclavonie des Papes, de caractère politique « latin », d'infiltration économique et culturale italienne. Rois de Dioclée, comme Vladimir et Georges [1], pris par les Byzantins, princes de Zachlumie gravitaient dans l'orbite de l'Occident.

La Hongrie s'empressa, de son côté, de se saisir de la royauté des Slaves du Sud. C'est le sens du couronnement à Biograde, dans la « ville blanche », de l'Adriatique, dont parle avec orgueil un de ces rois à double couronne [2]. Les Vénitiens pourront bien détruire cette nouvelle capitale d'opposition à leurs intérêts, à cette date de 1125 [3] ; le royaume slave des Hongrois n'en resta pas moins. Et c'est à Biograde qu'avait débarqué cette fille de Roger de Sicile, Pusilla, qui devint la femme de Coloman, le « libraire » latin.

Il est vrai cependant que l'élan vénitien de 1122-1125, qui atteignit aussi l'empire byzantin, amena la soumission de la Dalmatie entière au doge. Le roi Etienne II ne réussit pas à défendre des possessions encore mal consolidées. Un traité formel abandonna à la République le littoral balcanique de la Mer et l'archipel voisin. On avait oublié seulement que l'empire grec n'avait jamais renoncé à cette côte occidentale de ses possessions européennes.

Avec les Vénitiens, aussi bien qu'avec les Hongrois, usurpateurs les uns comme les autres, les Comnène, tout pleins de grands projets, avaient donc des sujets de revendications. Si un privilège renouvelé mit fin au conflit avec les premiers, la situation de Byzance à l'égard des autres était plus difficile. Renonçant pour longtemps aux tendances d'expansion vers l'Occident, ces

[1] *Presbyter Diocleas* ; cf. Jireček, *Geschichte der Serben*, I, et le résumé dans nos *Formes byzantines et réalités balcaniques*, pp. 115-117.

[2] Smiciklas, *Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae*, II, Agram, 1904, p. 9.

[3] Muratori, XII, p. 272.

Arpadiens paraissaient vouloir refaire pour leur propre compte, en tant que missionnaires armés du catholicisme, l'organisation de l'Orient. Une Russie occidentale s'était formée par les partages du côté de Przemysl et de Halitsch, la future Galicie ; son chef était à la fin du XI[e] siècle Volodar, portant le nom transformé à la magyare du grand Vladimir. Un mariage russe fut conclu entre Coloman, veuf de Pusilla, et la princesse russe Predslava, fille de ce Vladimir le Monomaque, auquel Alexis Comnène avait envoyé une couronne [1], et le fils qui naquit de cette alliance terminée par un divorce, fils baptisé du nom bulgare de Boris [2], fut élevé chez les parents de sa mère ; il épousa la fille du Polonais Boleslav III et se lia d'amitié avec Sobeslav, chef de la Bohême († 1140) [3]. Plus tard, une princesse de Kiev, Euphrosyne, sera la femme du roi Geysa II (1141-1161). Etienne II était allé seulement, à la tête de ses troupes, jusqu'à Przemysl ; Geyza voudra établir à Kiev son beau-frère.

Alexis avait fait épouser à son fils Jean la princesse magyare Piroska, rebaptisée Irène. Le mari d'Irène se croyait des devoirs à l'égard des parents de sa femme, et, lorsqu'Etienne fit aveugler, à la façon de Byzance, son frère qui portait le vieux nom païen d'Almos [4], il accorda un asile au malheureux prince qu'il considérait comme un pion de sa politique. Boris, fils de Coloman, devait rencontrer plus tard le même accueil, étant aussitôt marié avec une princesse impériale.

Pour la cause du premier réfugié arpadien, il y eut une longue guerre entre Etienne et Jean, du côté du duché

[1] Chronique russe.

[2] Il y eut aussi à Tver un « cnèze » du nom de Boris.

[3] Un duc morave, rattaché à la Bohême, épousa, d'après Cosme de Prague, une princesse russe, « belle comme Hélène ». Otto, cousin du roi Vladislav, avait vécu en Russie (Cosme de Prague et Vincent de Prague). Le duc de Bohême reviendra de la croisade par la Russie (*ibid.*).

[4] Le nom a passé chez les Roumains : l'Alimoș de la chanson épique.

byzantin de Branitschévo et du côté de la citadelle de Charam, dans le Banat (le Caran ou Căvăran des Roumains). Pendant ces conflits, l'influence magyare pénétra dans les Balcans, et des chefs serbes, de la famille des Némania, commençant par ce « Loup », ce Vlkan, établi, dit-on, par Bodin lui-même, portèrent des noms empruntés à la Hongrie, Ouroche (d'Ur, en hongrois : seigneur). Béloche (un prétendant réfugié en Hongrie) et Etienne ; ils surgiront sur la hauteur de Ras (Novi-Bazar), avec leur orthodoxie constantinopolitaine, — la fille d'Ouroche, mariée en Hongrie, s'appelle Hélène, — préparant une nouvelle destinée à ces régions [1].

Avec ses succès et ses reculs, avec ses relations tissées de tout côté, avec son espoir tenace de pouvoir se gagner Rome et l'héritage de Justinien, l'Etat des Comnène, qui se prépare pour la grande offensive récupératrice sous le fils de Jean et d'Irène la Hongroise, élevé en Occidental et mis en contact journalier avec les Francs de Syrie, fait une tout autre figure que l' « empire d'Occident », la royauté des Ottoniens, refaite après la mort du dernier empereur de la grande Maison de Bavière pour ce chevalier de fortune, ce rebelle irréconciliable qui était Lothaire de Supplinbourg, duc de Saxe [2], élu sous l'impulsion d'un cardinal, d'une façon nouvelle et bizarre, pareille à celle, par double scrutin, qui était employée dans les élections de Venise [3]. Le comte de Flandre avait été aussi parmi les candidats [4]. Le successeur d'Henri IV et d'Henri V est donc créé pour le Saint-Siège, et il commence par renoncer à la participation, admise à Worms, aux élections ecclésiastiques, par abandonner l'hommage des membres du clergé qui avaient participé à son élection. Honorius II le défend contre ses concurrents, les

[1] Des alliances de famille avec la Moravie et avec les Russes de Kiev (Chalandon, dans la *Cambridge Mediaeval History*, p. 350).

[2] Voy. la « Narratio de electione Lotharii ».

[3] Voy. Bernhardi, *Lothar von Supplinburg et Konrad III*, dans les « Jahrbücher der deutschen Geschichte », Leipzig, 1879, 1883.

[4] Otto de Freising, VII, 17.

neveux du dernier roi, ces bons chevaliers du château de Hohenstaufen, en Souabe, qui sont les frères Frédéric et Conrad, en lançant l'excommunication contre les ennemis de la paix.

Malgré le mariage de sa fille avec le puissant duc de Bavière, le nouveau roi ne peut pas cependant maîtriser l'anarchie germanique. On se bat en champ ouvert, entre le parti de Lothaire et celui des Hohenstaufen. Conrad, l'aîné, est élu roi, dès la fin de l'année 1127, et il s'empresse de descendre en Italie pour se faire sacrer à Monza, comme roi des Lombards, par l'archevêque de Milan (juin 1128) [1]. Il y passera presque deux ans sans pouvoir s'installer d'une façon plus solide. De son côté, Lothaire, simple roi d'Allemagne, courtise ce Pape errant qui joue en France un grand rôle d'ordonnateur de la chrétienté, réunissant au concile de Reims les représentants de « cinq royaumes », alors qu'en Italie Anaclet, son adversaire, n'a que l'appui, cependant bien efficace, du Normand Roger, qu'il a fait roi. Innocent accorde un concours au Saxon, et, au concile germanique de Liège, l'humble roi siège à côté du fier pontife, dont il tient le cheval par la bride [2], pour que, bientôt après, à la suite de querelles danoises pour le trône, Lothaire lui-même puisse voir devant lui le roi Magnus, couronné, portant le glaive en procession devant celui qu'il reconnaît être son suzerain.

Innocent, qui est accompagné par des vaisseaux de Pise et de Gênes, est revenu en Italie, rassemblant à Plaisance les représentants des différentes provinces ecclésiastiques de la péninsule. Le roi est accouru pour se présenter devant ce monde italien qui ne pense guère à lui. Un millier de chevaliers forment ce qu'il appelle une armée, et qu'on peut regarder comme une simple suite.

[1] Bresslau, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Konrad II.*, Leipzig, 1879-1884.

[2] Suger.

On se moque de ce médiocre attirail. Evitant les villes, qui ne le reconnaissent pas, il tient à côté du Pape une réunion « impériale » à Roncaglia, où d'autres avaient parlé jadis avec une autre autorité. Evincé devant Bologne, il est couronné de grâce par Innocent, que soutient le préfet de la ville et le Trastévère, en juin 1133 au Latran, car Anaclet est le maître de Saint-Pierre. L'héritage de Mathilde lui est donné en fief, comme le dit l'inscription apposée au Latran [1]. Son départ est pareil à une fuite, et à une fuite harcelée.

Le Pape lui-même, si hautain dans la splendeur de ses conciles, ne s'appartient pas. Il est l'exécuteur des rancunes de Pise contre Roger, — Byzance poursuit de sa haine l'ennemi héréditaire, — et l'autre empereur lui-même sera bientôt appelé, plutôt comme un élément de prestige, à la rescousse [2].

La guerre contre Roger est le grand événement de l'époque. C'est pour pouvoir l'entreprendre que la paix se rétablit, aussi par les efforts du Pape, en Allemagne. Les deux Hohenstaufen viennent de se soumettre très humblement et rois et ducs accourent pour entourer et accompagner l'empereur.

Cette fois, Lothaire a bien une armée, et des plus brillantes. Ce duc de Bohême, de nouveau vassal, qui, en 1129, a envoyé ses soldats en Hongrie pour combattre les « Grecs » du Comnène [3], demandant bientôt après que la sœur de la reine Hélène, la Serbe Marie, épouse son duc de Znaïm en Moravie, de même qu'un duc de Pologne a soutenu Boris contre Béla II, ne participe pas personnellement à la campagne, mais fournit son contingent. C'est par les soins de Lothaire que la Pologne, où finira bientôt, en 1134, après une longue série de guerres et de conflits avec son frère rebelle, le roi Bo-

[1] Rex venit ante foras, jurans prius urbis honores. Post homo fit Papae, sumit, quo dante, coronam ; Otto de Freising, III, ch. x.

[2] Voy. H. v. Kap-Herr, *Die abendländische Politik Kaiser Manuels*, Strasbourg, 1881.

[3] Cosme de Prague.

leslas, a adopté à l'égard de cette Bohême la « paix de dix ans ». Le roi de Hongrie n'est plus l'allié de Conrad, auquel il avait donné sa fille [1]. De ce côté, il n'y a rien à craindre. Les chefs de la féodalité allemande se présentent donc tous dans le cortège impérial, à côté des évêques. Mais ce n'est qu'un cortège et, quant à eux-mêmes, ils ne sont plus que les chefs d'une brillante chevalerie. Et cette chevalerie vient en Italie pour faire montre de leur personne, de leur splendeur et de leur vaillance. Ce qui les intéresse n'est pas le but de l'expédition, d'autant moins son chef suprême ; ils viennent se distraire, sachant bien qu'en Italie, on ne risque pas trop.

Après les premières difficultés vaincues, on se « soumet » au César de parade. Milan emploie même son passage pour sa vengeance contre Crémone et Pavie, puis contre certains seigneurs voisins. Vérone, Bologne, villes jadis rebelles, finissent par s'apprivoiser. Mais, au lieu de pousser aussitôt sur Rome, Lothaire va à Ravenne, où l'attendent les Vénitiens, avec lesquels il soumet Ancône, qui avait sans doute un pacte avec « Rottker », le mauvais Normand. Puis, laissant au Bavarois Henri la charge de la Toscane, où il y a un comte vassal, Guy, à établir contre un rebelle [2], il passe en Pouille, où Henri soumet le Mont Cassin, Capoue, Bénévent, pendant que Lothaire lui-même, pour faire plaisir à l'allié byzantin, s'emploie au siège de Bari. Il réussit, avec l'aide des bourgeois mêmes, à prendre le château, faisant exécuter les chefs de la résistance et les Sarrasins de la garde. Le tour d'Amalfi vint. Roger, le « tyran à demi païen » [3] se serait offert en vassal, aux plus dures conditions. Mais bientôt son humilité ne sera plus nécessaire.

Déjà, l' « armée » protestait contre « le Pape et les cardinaux ». Elle en avait assez d'une guerre qui ne ressemblait plus à la promenade habituelle. Il fallut dès lors

[1] *Ibid.*
[2] Muratori, VI, p. 170.
[3] Annaliste Saxon, année 1137 : « semi-paganus tyrannus ».

rebrousser chemin. Si on se tourne du côté d'Amalfi, puis de Salerne et de Naples, assiégées, c'est que les républiques rivales, Pise et son alliée Gênes, ne voulaient plus avoir comme concurrents, dans ces eaux et dans tout l'Orient, ces Amalfitains fidèles aux Grecs, ces Normands ennemis des mêmes Grecs, mais pour leur propre gain. Partout l'action des bourgeois italiens fut énergique et impitoyable. Quant à l'empereur, il s'était pris de querelle avec le Pape pour la suzeraineté de ce royaume qu'ils pouvaient croire définitivement conquis, bien que Roger, établi solidement en Sicile, attendît son heure. On se concerta pour rendre doublement vassal le duc Rainulphe d'Aliphe, de la lignée des conquérants, qui, avec Robert de Capoue, devait se partager le pays [1].

Au retour, abandonné par les siens, Lothaire tomba malade dans les défilés des Alpes. On le ramena mort dans son pays, sous la garde du Bavarois, maître aussi de la Saxe, qui, soutenu même par l'impératrice Richenza, espérait la succession. Derrière lui, après quelques légers efforts et la mort de Rainulphe, bientôt déterré et traîné la corde au cou, Roger reprenait possession de ses Etats.

La croisade contre le rebelle de l'Eglise avait échoué ; Innocent n'eut devant lui que la solution de reconnaître le roi d'Anaclet, et il le fit dès juillet 1139, admettant, en échange pour un maigre tribut, la succession du fils aîné de Roger dans le duché et du second dans la principauté de Capoue. Il y a autre chose à faire pour Innocent, débarrassé de son concurrent : les Romains, que Lothaire avait sagement évités, s'agitent de nouveau et, cette fois nourris de leurs grands souvenirs, ils se proclament, le lendemain de la guerre des républiques italiennes, « en commune » du « sénat et du peuple romain ».

Cette campagne, qui devait détruire Roger, contribua essentiellement à le consacrer. Sous lui-même et sous son successeur Guillaume, ce fut en vain que la coalition

[1] Annaliste Saxon et Foulques.

entre les deux empires fut reprise. Le « royaume » était, dans sa prospérité croissante, l'objet d'une estime générale. Pour Edrisi, c'est le « grand roi », presqu'un des chefs de l'Islam. Conquérant de Tripoli d'Afrique, de l'île intermédiaire de Gerbe, il possède la Sicile, « une partie du siècle », et peut être considéré comme « le plus fortuné des princes ». C'est « l'illustre, sage, excellent et puissant monarque Roger, fils de Tancrède », représentant « l'élite des princes francs » [1].

Le retour de l'offensive allemande était impossible. Par l'élection, nouvelle, de Conrad, le roi des chevaliers, avait été brisée cette union entre la Bavière et la Saxe, sous l'énergique duc Henri, qui aurait préparé à la race allemande un autre avenir. Pendant que l'œuvre positive se poursuivait dans la Warmie lointaine, pays de païennie, aux mœurs cruelles, où des colons étaient attirés pour bâtir des villes nouvelles, dont Lübeck, appelée à un si grand avenir [2], Conrad eut devant lui, en dehors d'Henri, dépossédé au profit d'Albert l'Ours en Saxe, de Léopold d'Autriche en Bavière, le frère de son concurrent, Welf, qui le remplaça dans cette tâche de revanche.

Le descendant d'Azzo, mort centenaire, des anciens représentants de la féodalité italienne, nommé tuteur de l'enfant Henri, son neveu, suscita de tous côtés des ennemis au nouveau roi. Geisa de Hongrie l'appuya, et Roger ne manqua pas de lui servir une pension de mille marks d'argent par an [3]. Un peu plus tard, une expédition malheureuse en Pologne, pour soutenir le roi Boleslas, un des quatre frères qui s'étaient partagés l'héritage de leur père, une autre, désastreuse, des Bavarois, qui avaient commencé par attaquer, au nom du prétendant Boris, Presbourg, en Hongrie (1146), amoindrirent encore plus le prestige de l'empire.

Le règne de Manuel Comnène venait de commencer

[1] Trad. par P.-A. Jaubert, t. II (1840), p. 74 et suiv.
[2] Helmold, I.
[3] *Historia Welfi*, p. 26.

lorsque, du fond des masses de l'Occident, surgit une nouvelle poussée, irrésistible, vers la croisade.

Ce n'était pas seulement l'événement tragique de la prise d'Edesse, à la fin de l'année 1144, par Imad-Eddin Zenki, « prince de la Syrie, d'Alep et de la Mésopotamie, vassal du Sultan des Perses », qui l'avait provoquée. Depuis longtemps, les nouveaux moines réformateurs qui avaient atteint leur but dans l'organisation de l'Eglise, allaient plus loin dans leur ambition. Cluny déchoit, mais c'est de sa forte racine qu'ont poussé d'autres formations, animées du même esprit de combat, qui domineront l'esprit de l'époque.

Un noble allemand du côté de Limbourg, dans la région de deux langues, où s'étend de plus en plus l'influence de l'art français, roman et « gothique », et de la civilisation française, Norbert, chanoine de Xanten et courtisan d'Henri V, est attiré par la France voisine et obtient d'un vassal de la couronne le terrain sur lequel il bâtit son abbaye de Prémontré, qui est le berceau d'un nouvel Ordre, des moines blancs, recueillis bientôt dans les couches les plus hautes de la société contemporaine. Plus tard, évêque de Magdebourg, il entendit continuer du côté des Slaves wendes l'apostolat de saint Adalbert dans ces régions de l'Est germanique. L'Ordre reste surtout français, comme ceux, contemporains, des Chartreux et des moines de Grammont.

Plus douce que la règle de Prémontré fut celle de Cîteaux. Dans le monastère des cisterciens de Clairvaux, un homme se gagna un prestige tout à fait supérieur, saint Bernard [1]. Vivant à une époque où, ainsi qu'on le verra plus loin, de grands esprits, comme Pierre Lombard, Rosselin, la Porée, Anselme de Laon, Yves de Chartres et tant d'autres ornent l'Université de Paris, où Abélard, dénoncé au concile, contraint de s'enfuir, réunit autour de lui une nuée de disciples, avides de l'entendre dépasser dans son essor aussi bien la théologie traditionnelle

[1] Hüffer, *Der Heilige Bernard von Clairvaux*, Münster, 1886.

que la querelle de mots entre les réalistes, de faits mystiques, et les nominalistes, de fait réalistes [1], Bernard, ennemi de ce penseur, qui lui paraît un sophiste, a tous leurs moyens de pensée et d'expression, sans se manifester comme un représentant original de la philosophie, théologique ou aristotélienne, de cette époque ; mais il est avant tout un prédicateur, un animateur, un initiateur et chef de mouvement. On est habitué de son temps à se soumettre à l'Eglise, aussi, et peut-être, plutôt à une autre Eglise que celle du Siège de Rome. Le comte Théobald de Champagne est un saint, préoccupé uniquement de la douleur humaine ; Henri, fils de Louis VI, revêt le froc du moine. Aussi la parole de Bernard, d'une dure autorité, est-elle partout écoutée, soit qu'il s'agisse de la discipline des âmes ou des réconciliations politiques, comme celle de Roger et de ses parents. Elle est parfois décisive. Le nombre et la situation de ses élèves s'accroît sans cesse.

Innocent II appartient à une autre époque. Deux Italiens, l'un de Toscane, l'autre de Bologne, Célestin II et Lucius II, passent assez rapidement, très gênés, devant cette usurpation sicilienne qu'ils n'osent pas attaquer. Mais le troisième successeur d'Innocent, un clerc de Pise, s'appelait Bernard et avait été l'abbé du monastère réformé de Sainte-Anastasie. Cet Eugène III a des relations étroites avec le saint français, et, en conflit avec le Sénat de Rome, il se cherche un abri à Farfa, un des grands centres de la rénovation monacale. Les deux Frangipani, Odo et Cencio, le fils de Pierleone, le neveu d'Anaclet II, Jourdain, patrice de Rome, les moines du Latran ne le reconnaissent pas. Il s'en va en France, où le roi est l'époux de la fille du mystique comte de Champagne. De nouveau, on voit un pontife traverser d'une ville à l'autre ce pays dont il se sent inspiré sans lui avoir appartenu [2]. Mais il ne parle pas de croisade.

[1] Voy. Hauréau, *Histoire de la philosophie scolastique*, Paris, 1872-1880.

[2] Romuald de Salerne, c. 129 ; Otto de Freising, VII, 31, 34.

Cette croisade viendra d'elle-même, en France, où le faible Louis VII a remplacé son père, de même que, dans l'Allemagne de Conrad, conseillé et exhorté par le même chef international de l'Eglise qui ne règne pas.

Avec un mandat spécial du Pape, qui répand partout ses bulles promettant des faveurs exceptionnelles à ceux qui participeront à l'œuvre sainte, Bernard prêche, ainsi que l'aurait fait jadis Urbain, dans une assemblée française, à Vézelay, le jour de Pâques de l'année 1146. Le roi prend la croix et avec lui le fils de Théobald de Blois, Henri, élevé dans les sentiments nécessaires pour une pareille décision, et celui de Flandre. Des chevaliers, en assez grand nombre, suivirent cet exemple, à une époque où le château et son défenseur habituel, celui qui le quittait souvent pour ses entreprises aventureuses, était, ici comme ailleurs, sinon plus qu'ailleurs, la grande réalité.

En Allemagne s'était trouvé un simple agitateur contre les Juifs, le « prophète Rodolphe » [1], qui traversait les contrées rhénanes, prêchant la mort de ces autres infidèles. Bernard dut accourir. Ce fut un spectacle peu ordinaire que celui de ce moine français parlant dans son latin des Gaules devant l'assemblée encore brillante des prélats et des barons du royaume voisin. Ici encore il y avait une chevalerie à gagner, et Conrad lui-même n'était que son chef couronné.

Mais ce fut en février suivant, à Ratisbonne, que la nouvelle croisade recruta le plus grand nombre d'adhérents : l'évêque local, celui de Freisingue, le chroniqueur Otto, admirateur de Bernard et élève de l'Université parisienne, celui de Pettau, et, parmi les nobles, en dehors de Welf, déjà croisé depuis longtemps, Henri de Bavière. Les éléments de désordre, qui ne trouvaient jusqu'ici d'occupation que dans la guerre civile, s'unirent à ceux d'aventure et à un nombre restreint de vrais fanatiques de la cause sacrée.

Seuls, les Saxons déclarèrent vouloir se consacrer à la

[1] Annales de Saint-Jacques de Liège.

croisade locale qui se continuait sous leurs frontières [1]. Ils combattirent vaillamment contre ces Infidèles, commandés par un « roi » slave d'une certaine notoriété, Niclot, et c'est dans ces campagnes, du côté de Schwerin, que se gagna d'abord sa réputation de chevalier hardi ce Henri de Bavière, encore adolescent, qui devait être pendant longtemps l'ennemi redouté de la Maison « usurpatrice » de Hohenstaufen.

Le roi Conrad était en réalité beaucoup moins accompagné que ces chefs saxons aidés par deux des frères qui dominaient en Pologne et même par des Ruthènes de la Russie occidentale pénétrée de germanisme et d'influences latines. Toléré en Hongrie, dont le roi ne fit pas mine de vouloir accompagner les pèlerins armés, il fut très bien accueilli par l'empereur Manuel, encore au début de son règne, qui avait épousé, du vivant de son père, Berthe de Sulzbach, la propre sœur de l'impératrice Gertrude. Une concorde fraternelle paraissait s'être établie entre trois des chefs de l'hiérarchie chrétienne : « le frère » Manuel dirigeait « le frère » Conrad, et on attendait « le frère » Louis. Mais aucun d'entre eux ne demandait une collaboration que, du reste, personne ne pensait à lui offrir.

Aussi, le résultat des deux expéditions fut déplorable. Conrad prit le chemin de Nicée pour essayer ensuite une attaque sur Ikonion, la résidence de l'émir d'Asie Mineure. Harcelé sans cesse et incapable de s'approvisionner dans une région où les Byzantins ne dominaient pas, et jusqu'où n'arrivaient pas les barons de Terre Sainte, il dut revenir, à la recherche des vivres, sur le littoral de cette Asie Mineure. Son « armée » se détachait par lambeaux. Louis, qui n'avait pas eu, lui non plus, à se plaindre de Manuel, trouva son voisin dans une assez piètre position sans pouvoir l'aider. Une maladie vint sauver le roi d'Allemagne : il revint à Constantinople où

[1] *Annales Herbipolenses* et Otto de Freising ; *Wibaldi epistolae*, lettre 78, dans Jaffé, I, pp. 152 et suiv.

on le retint, dit-il, « comme de force », jusqu'à sa guérison [1].

Si Conrad se déclare jusqu'au bout content de l'accueil de son parent, le roi Louis, arrivé à Laodicée, avec les cavaliers turcs toujours à ses trousses, crut s'apercevoir que c'est l'empereur qui les laisse passer sur ses terres [2]. Lui aussi, il dut aller respirer du côté de la mer, à Attalie. Il se rendit ensuite par mer à Antioche, puis revint à Tyr, pendant que Conrad, sur des vaisseaux byzantins, abordait à Acre pour faire son pèlerinage à Jérusalem. Les trois rois de Jérusalem, de France et d'Allemagne s'entendirent ensuite pour essayer à leur tour de cette conquête de Damas que, depuis longtemps, s'étaient promise les chrétiens. Une victoire commune en juillet 1148 ne leur servit à rien. Ils revinrent, s'accusant réciproquement de ce manque de foi qui avait été reproché jusqu'ici au Comnène. Il était question d'une autre entreprise sur Ascalon, mais on n'arriva pas à se mettre ensemble. Découragés et fatigués, Conrad et Louis se décidèrent à partir, et le Hohenstaufen suivit la décision avant la fin de l'année, enchanté de trouver à Constantinople encore une fois tous les avantages d'un pieux voyageur [3].

Le jeu de chevaliers était fini, mais beaucoup de ceux qui l'avaient voulu ne revinrent plus, étant morts, non seulement des flèches turques, mais de faim et de froid dans les gorges sauvages du Taurus. Pour les deux rois il y avait cependant un autre point de vue que celui de la beauté morale ou des avantages de l'entreprise.

C'était encore la menace normande, et, avec elle, les

[1] Quatenus a medicis suis citius curaremus, quasi vi in Constantinopolin in palatium suum reduxit ; lettre de Conrad à l'abbé Wibald, Jaffé, loc. cit.

[2] Cotidiana bella Turcorum, qui permissione imperatoris in terram suam militiam Christi persequi venerant ; lettre de Louis à Suger.

[3] Chroniques byzantines de Nicétas et de Cédrène ; lettres citées des deux rois ; Otto de Freising.

intérêts des républiques italiennes qui dominaient la situation et en détaillaient les tournants.

Manuel avait voulu commencer son œuvre de récupération par la Sicile. Il refusa de reconnaître cette royauté de chancellerie grecque, se prodiguant, dans le style même des diplômes impériaux, des titres qui ne convenaient qu'à la personne unique du basileus. Les conditions de la rupture définitive, depuis longtemps préparée, nous restèrent inconnues. Mais, dès avant le départ des croisés, en 1146, Roger avait attaqué les Iles Ioniennes. Cette fois, il ne s'arrêta pas à la conquête, facile, de Corfou et de Céphalonie, mais poussa plus loin et ses soldats pillèrent dans l'île de Nègrepont [1] ; des bandes pénétrèrent jusqu'à Athènes et à Thèbes et revinrent rapportant parmi les captifs ces femmes grecques, habiles à travailler la soie, dont les produits d'art sont présentés par Hugues Falcand dans sa description de Palerme. Les vaisseaux royaux, commandés par l'amiral de Mayo, cent soixante galères et vingt-quatre dromons, avancèrent jusqu'à Constantinople, portant 4.000 soldats [2], pour proclamer les titres de Roger, « seigneur de Sicile, de Pouille, de Capoue et de Calabre, et des cités voisines ». Il fallut le succès du Cap Malée pour rendre aux Byzantins Corfou [3].

La bonne réception faite par Manuel à Conrad s'explique par le traité qui fut conclu entre les deux princes, l'Allemand s'engageant, sauf le cas où il perdrait l'empire, à prendre part à la guerre de destruction qu'on doit faire au « tyran » italien [4]. Au contraire, les Français, indignés de l'attitude de l'empereur, telle qu'ils pouvaient l'interpréter, poussaient leur roi à aider Roger à conquérir la capitale byzantine [5].

[1] Nicétas Choniate.

[2] Bréviaire de l'histoire de Pise, c. 172.

[3] Voy. aussi la Chronique d'Altinum, pp. 155-157.

[4] Lettre de Conrad à sa belle-sœur, Berthe-Irène, dans les Lettres de Wibert.

[5] Odo de Diogilo : Tunc fuere qui regi consulerent retrocedere et terram opulentissimam cum castellis et urbibus caperet et interim

Mais Welf était là pour empêcher une expédition de Conrad, qui, débarqué à Pola, se rendit, par Aquilée, dans ses Etats, où ses deux fils résistaient difficilement au « Lion » [1]. En février, le roi étant malade, son « très doux fils » était durement battu par celui qui croyait représenter en même temps la légitimité de succession et, pour ainsi dire, l'intérêt national. Conrad ne désirait rien mieux que d'observer le pacte. Il écrivit aux Pisans, acharnés à la destruction d'un rival redouté de leur commerce, que bientôt il descendra « royalement » dans cette Italie qui représentait maintenant pour lui un simple enjeu d'une politique ne dépendant pas de lui seul [2]. Ce n'est qu'après la victoire sur Roger qu'il entendait prendre la couronne de l'empire.

Mais la mort le prit au milieu de ses projets et il se trouva parmi les ennemis des Normands qui soupçonnèrent les médecins des Italiens d'avoir pressé cette fin [3].

Il avait désigné lui-même, n'ayant qu'un fils en bas âge, comme successeur son neveu Frédéric, qui l'avait accompagné dans la croisade. Le jeune chevalier, dont les notions sur le pouvoir suprême avaient pu évoluer dans son contact récent avec le monde de l'Orient, se fit couronner, sans opposition, à Aix-la-Chapelle. Il nourrissait, lui, qui avait commencé par faire fonction d'arbitre entre deux concurrents au trône danois et par recevoir l'hommage de celui qu'il avait choisi, l'intention de soumettre aussi cette Hongrie qui n'avait pas participé à l'expédition de Conrad et qu'il croyait être secrètement alliée à Roger. Dans ce but, il avait déjà créé le futur fief de son royaume auquel devait appartenir la côte, délivrée — mais pas pour la rendre à Venise — de l'Adriatique :

regi Rogeiro... scriberet et ejus adjutus navigio ipsam Constantinopolin expugnaret.

[1] Philippson, *Geschichte Heinrich des Löwen*, Leipzig, 1867.

[2] Lettres de Wibert, n° 344, p. 477.

[3] Otto de Freising, I, ch. 63. Cf. Siragusa, *Il regno di Guglielmo I in Sicilia*, Palerme, 1885-1886; Tafel, *Komnenen und Normannen*, Stuttgart, 1870.

le duc Conrad, s'intitulait de « Méranie » (Méran), c'est-à-dire du littoral de la mer. On dut tarder, se contentant d'avoir créé de nouveau un bloc de résistance à la frontière orientale du monde germanique en réunissant dans la personne d'Henri le Lion la Bavière à la Saxe.

La descente de Frédéric en Italie ne tient pas à un désir exagéré de porter la couronne des Césars ; les quelques milliers de chevaliers qui l'accompagnent ne forment pas l'armée qui pourrait imposer respect aux puissances, anciennes ou nouvelles, qui se partageaient la péninsule. Mais celui auquel on avait destiné une princesse byzantine — il finira cependant par épouser la Française Berthe de Bourgogne — se croyait aussi lié par le pacte conclu avec Manuel, et de plus la Papauté faisait appel à ses forces pour regagner Rome.

Dès 1139, une popularité d'un caractère extraordinaire s'était levée dans la ville de plus en plus dominée par ses grands souvenirs. Un élève d'Abélard, Arnoldo di Brescia, prêchait la doctrine du « sénat et du peuple romain » avec une éloquence toute particulière. Le Pape l'excommunia, sans que les Romains en fussent trop impressionnés. En 1152, il prit la résolution de rendre la ville, pardessus les prétentions des puissants, à la foule elle-même, à la nouvelle « plèbe ». Installant un sénat de cent membres et deux consuls, — et on parlait de son intention de choisir un empereur dans le groupe, — il faisait mine de soutenir, dans leur querelle avec Roger, aussi bien le Pape que l'empereur, qu'il intitulait à la façon ancienne « très haut et glorieux *dominus* de l'*urbs* et de l'*orbis*, roi romain par la grâce de Dieu, perpétuel Auguste », successeur de Constantin et de Justinien. En tout cas, il n'admit pas le clergé mêlé aux affaires du siècle [1].

A une époque où Pise lève la tête plus haut que les restes de la féodalité toscane, qui n'a plus, dans Guido Guerra, auprès duquel fonctionne le marquis Ulric

[1] « Libertatem tantopere affectant... ut consulum potius quam imperatorum regantur arbitrio », dit un contemporain.

d'Attems, un comte-monarque à sa tête, où Lucques, Florence, Sienne prennent leur essor, où Gênes dispose de la Corse et de la Sardaigne, — sans parler de Venise complètement émancipée, — il y a dans l'acte romain une influence, raffinée par des souvenirs d'antiquité, pris au Paris des étudiants libres, aux théories qui discutent la théologie, du mouvement qui entraîne toutes les villes de l'Italie. Otto de Freising, ce fils d'un duc d'Autriche, aparenté aux plus grandes familles allemandes, cet oncle du nouvel empereur, rêvant même d'une « inféodation » comme président de toutes les villes toscanes [1], reste étonné et indigné devant ce monde nouveau, de « liberté et de consuls annuels » dans lequel les trois « ordres », capitaines, vavasseurs et plèbe, sont étroitement solidaires et participent également au pouvoir, les nobles voisins étant agrégés aux citoyens, et chaque marchand, chaque homme de métier remplissant les fonctions guerrières réservées ailleurs aux chevaliers [2]. Milan, placée entre des cités d'une moindre importance, mais en plein développement, comme Lodi, Crême, Crémone, Tortone, Côme, Novare, les domine et les tyrannise; la vieille Pavie des rois lombards ne s'est pas relevée de ses ruines; on raconte les gestes de victoire des Milanais, et, à côté des chroniqueurs, Landulphe l'ancien, Landulphe de S. Paolo, maître d'école et secrétaire des consuls, il y a aussi le poète. L'empereur est un souvenir, même un souvenir gênant et, lorsqu'il s'est agi de couronner le prétendant allemand Conrad, l'archevêque ne manqua pas de demander l'avis des bourgeois, ce roi ultramontain ne devant être dans leur opinion, comme dans celle du tribun romain, que le président des libertés italiennes. Plus à l'Est, dans le voisi-

[1] Vie d'Eugène III, dans les *Mon. Germ. Hist.*, XX, et Vie du même par Boson, dans la collection de Watterich, II.

[2] Vixque... aliquis nobilis... inveniri queat qui civitatis suae non sequatur imperium... Inferioris conditionis juvenes vel quoslibet contemptibilium etiam mechanicarum artium opifices, quos ceterae gentes ab honestioribus et liberioribus studiis tanquam pestem propellunt, ad militiae cingulum... vel dignitatum gradus assumere non dedignantur ; *ibid.*

nage immédiat de Venise libre, là où, quelques dizaines d'années auparavant, il y avait l'autorité redoutée du marquis de Carinthie et de Vérone, un dur prince allemand, Vérone et Vicence forment un groupe de cités vivant à leur guise, alors que Padoue et Trévise en forment un autre. Le mouvais esprit tente les bourgeois d'Asti, rebelles à un évêque, ceux de Chieri en Piémont, qui résistent au marquis de Montferrat. Des idées républicaines hantent même, entre leurs basiliques byzantines, les gens de Ravenne, qui avaient accueilli avec soumission l'empereur Lothaire [1], que cependant Landulphe traite tout simplement de « barbare » quant à la langue.

Eugène III est mort, attendant la restitution de Rome. Après l'insignifiant Romain Anastase IV, un Anglais lui succède, Adrien IV, qui a fait ses études à Arles : il renouvelle les instances auprès de Frédéric, qu'il considère, du reste, comme un vassal, auquel il a donné le pouvoir [2], comme un « *advocatus* de l'Eglise ». En novembre, ces vœux sont exaucés : le roi germanique siège à Roncaglia, où il se montre à cette Italie, guère disposée à accepter des prétentions qu'elle a le droit de juger périmées.

Comme ces villes, dans leur concurrence, se haïssaient mortellement, comme celle qui a été vaincue est détruite et ses habitants distribués dans des bourgs, en leur interdisant de se réunir à nouveau, l'arbitre royal est assailli et accablé de plaintes et de demandes d'intervention. On lui demande de faire la police de cette anarchie.

Il l'essaie : Asti, Chieri sont punies, c'est-à-dire ruinées, maisons et églises ensemble, à la façon milanaise, qu'il entend cependant, appuyé sur les principes du droit romain, condamner. Le même sort atteignit Tortone : le roi « met au ban » d'un empire qu'il ne possède cependant pas, et exécute. Il se considère donc déjà comme

[1] Voy. nos *Papi şi Împăraţi*, p. 180 et suiv.
[2] Contulimus, imposuimus.

souverain de cette Italie dans laquelle il n'a pas été couronné. Et, avec raison, Milan proteste contre l'innovation insolente : elle ne donnera le passage qu'au roi lombard ayant pris la couronne à Monza.

Puisqu'on lui pose cette condition, ce révolutionnaire se fera couronner lui-même, mais ailleurs, dans cette Pavie qui l'appelle et l'acclame, sous les voûtes de cette église de Saint-Michel, qui n'a jamais couvert un acte pareil (17 avril). En chemin, Frédéric intime aux Pisans de se tenir prêts pour l'attaque contre la Sicile, — car le but de l'expédition reste celui-ci : le roi, par sa propre volonté, n'est qu'un instrument du Byzantin, qui, du reste, après la soumission de Spolète, le lui rappelle par les ambassadeurs, un Paléologue et un Ducas, apparus à Ancône, dont Manuel entend faire la base de son action conquérante.

A Rome, Arnoldo lui demande, par une ambassade solennelle de « lettrés », employant des formules cicéroniennes, touchantes dans leur ambition anachronique et naïve, de prêter serment au peuple, de lui payer un don de « joyeux avènement » ; le Pape exige qu'il lui tienne la « stranga » du cheval [1]. Le César refuse cet « hérétique » [2], qu'il fera, sans façon, brûler sur un échafaud, tandis que les Romains se battent dans les rues pour leur droit. Devant le Pape, entouré de l'aristocratie rétablie dans ses droits, il fera fonction de vassal : à genoux, recevant le glaive, le sceptre, la couronne (juin).

Arrivée en terre normande, cette faible « armée » de chevaliers n'est d'aucune utilité aux Byzantins, qui prennent Bari pour la perdre aussitôt. Le roi Guillaume reste, malgré l'opposition de l'ancien prince de Capoue et de quelques barons, maître de ses Etats, consacré bientôt par le triple drapeau que lui confie le Pape en échange

[1] « Hospes eras, civem feci, advena fuisti ex transalpinis partibus, principem constitui... Quod meum jure fuit, tibi dedi. » Cf. aussi Geoffroi de Viterbe, qui représente le point de vue romain.

[2] De sacramento altaris, baptismo parvulorum non sane dicitur sensisse ; Vie d'Eugène III.

de trois châteaux et d'un tribut, et par la couronne mise sur sa tête à Bénévent. Entre temps, l'empereur occidental s'en revient par Vérone, réduit à disputer, avec l'aide des gens de cette ville, son passage aux chevaliers brigands de ces contrées. Welf, le frère du « Lion », réconcilié, reste en Italie pour essayer de dominer la Toscane, partagée entre les domaines des républiques en pleine expansion.

Le retour en Allemagne procure à Frédéric des succès de beaucoup supérieurs à ceux de son équipée italienne. Il ose juger et condamner à un châtiment ignominieux le Palatin, il réconcilie, pour un partage en Bavière, Henri le Lion et son propre oncle homonyme. Et, surtout par son mariage avec Béatrice, il obtient des droits en Bourgogne au delà du Jura, du côté de Bâle, de Montbéliard, et même dans l'ancien royaume d'Arles, où les archevêques de Lyon, de Vienne et d'Arles, les évêques de Valence et d'Avignon, s'offrent à lui prêter serment.

Une expédition heureuse contre la Pologne mène les chevaliers du royaume bien au delà de l'Oder, allant chercher le roi Boleslas IV, qui avait chassé un de ses frères, vassal de la royauté allemande. Ce fut encore un de ces terribles raids destructeurs qui étaient pour le « terroriseur » de ses ennemis et voisins un système. Les bandes dévastatrices dépassèrent Poznan. Des Bohêmes, avides de venger de vieilles rancunes, accompagnaient l'ennemi de la Pologne. Frédéric put être satisfait dans son orgueil de guerrier, voyant devant lui le « duc » humilié, qui demandait grâce, se rachetant par de grandes sommes d'argent et promettant de se réunir au Tchèque pour la future campagne d'Italie [1].

A Besançon, en terre française, le jeune empereur, qu'on surnommait Barbe Rousse, parut en représentant de la chevalerie de tous les pays ; des ambassadeurs de l'Europe catholique, même d'Espagne, étaient à ses côtés.

[1] Lettre de Frédéric, dans Jaffé, I, p. 601 et suiv.

Des plaintes ayant été portées, pour des excès contre un évêque, par les envoyés spéciaux du Pape Adrien, qui affirmait une fois de plus ses droits de suzerain, il y aurait eu dans la noblesse présente un mouvement d'indignation. En tout cas, aussitôt, le roi s'empressa de déclarer solennellement qu'il tient son royaume, dans lequel il a été élu par les « princes », et son empire de Dieu seul [1]. Aux théoriciens de la république à la façon de Rome, il opposait sa théorie de l'empire romain.

Mais il n'y avait pas, en Italie, la seule opposition principale du Pape, qui, tout en adoucissant plus tard les termes, — *beneficium* ne serait qu'une « bonne action » et « conférer », « donner » (*imponere*), — resta inébranlable jusqu'à la fin ou bien la résistance des Milanais, rebâtissant et détruisant à leur gré. Des délégués de Manuel étaient venus s'établir à Ancône ; ils négociaient avec Ravenne. Sans doute l'appui de Venise leur était acquis. Le logothète byzantin commençait à être considéré comme le représentant du *vrai* empereur [2].

D'autant plus que l'Occident retentissait, par les récits des nombreux pèlerins et des croisés voyageant sur leur propre compte, des exploits accomplis par Manuel en Terre Sainte. Déjà, avant la double croisade de Conrad et de Louis, une première campagne d'Asie avait mené l'empereur d'Orient du côté des Etats francs de Syrie, et Raymond d'Antioche avait dû se rendre à Constantinople et faire l'hommage. Peu après, les Turcs de Masoud, errant en Asie Mineure, furent domptés et leur capitale même d'Iconium attaquée, avec l'offre, pour le prince vaincu, d'un duel réparateur ; sa fille avait épousé du reste un Comnène vagabond au milieu des Infidèles. Une seconde expédition amena la conclusion d'une paix

[1] Cumque per electionem principum a solo Deo regnum et imperium nostrum sit..., quicumque nos imperialem coronam pro beneficio a domino Papa suscepisse dixerit..., mendacii senserit ; Ragewin, III, ch. 8.

[2] Buoncompagni, Description du siège d'Ancône, éd. Muratori, VI, et Ragewin, III, 18 et suiv.

durable. En 1157, Antioche était entre les mains de la princesse, veuve Constance, que l'empereur pensa à marier avec le Normand banni, Roger de Sorrento, lui-même veuf de Marie, sœur de l'empereur. Elle épousa un jeune chevalier, Renaud de Châtillon, qui s'entendit avec l'Arménien de Cilicie, Thoros, pour attaquer et conquérir, un moment, l'île de Chypre, un duché byzantin. La principauté était menacée en même temps par le chef des Musulmans de Syrie, Noureddin-Mahmoud, maître de Damas, qui venait de vaincre le roi de Jérusalem, Baudoin, de tuer Raymond, comte de Tripolis, dont la tête fut exposée sur les murs de Bagdad, et de conquérir Ascalon sur les Egyptiens en pleine anarchie [1].

Les relations de l'empire avec le Sultan d'Asie Mineure, Masoud, étaient assez bonnes en ce moment. Un rétablissement de droits dans ces régions paraissait donc plus possible que jamais. Avec une forte armée, dès 1158, Manuel soumit Toros, vit devant lui Renaud de Châtillon en pénitent, et le roi de Jérusalem fit humblement, lui qui avait déjà hissé le drapeau impérial sur les places encore libres de la Syrie, son devoir de vassal devant le maître légitime qui revenait.

Le jour de Pâques de l'année 1159, on vit donc de nouveau, à Antioche, un empereur triomphant, que suivaient bien respectueusement les deux chefs du monde franc dans ces régions, le prince et le roi, celui-ci portant son costume de cérémonie. La justice fut rendue par le basileus, et, le jour suivant, le chevalier qui était en lui rompait des lances dans le tournoi. Il se sentait tellement « franc » lui-même, ce suzerain de Renaud et de Baudoin, les dépassant dans ces exercices à la mode, qu'il voulut épouser bientôt la princesse Mélissende de Tripoli, pour être marié ensuite à la princesse Marie d'Antioche, fille de Raymond et de Constance, un jour de Noël, dans l'église même de Sainte-Sophie à Constantinople. Le roi

[1] Voy. Röhricht, *Geschichte des Königreichs Jerusalem (1100-1291)*, Innsbruck, 1898, et notre *Brève histoire des Croisades*, p. 98 et suiv.

Baudoin avait, du reste, depuis peu, à ses côtés la fille d'Isaac Comnène, Théodora. Si l'expédition projetée contre Alep, contre l'île de Rhodes même, n'eut pas lieu, c'est que des offres acceptables avaient été faites à l'empereur de la part de ces princes musulmans, auxquels aussi il venait d'imposer par son prestige et sa vaillance.

Pour empêcher la main-mise byzantine sur l'Italie, Frédéric envoya son chancelier Rainaud et le nouveau palatin Otto, qui eurent des succès en Lombardie et contraignirent les agents de Manuel à partir. La voie était ouverte pour ce voyage de l'empereur lui-même, qui le considérera comme une vraie installation en Italie, comme un gouvernement qui, à la romaine, avec sa fiscalité et ses fonctionnaires, avec sa résidence, à Milan aussi, venait s'organiser et régnera de fait.

Le long conflit avec les Normands se poursuivra par d'autres, et ce sera seulement le fils de Frédéric, qui, vers la fin de la carrière du vieux roi, en profitera. Le Pape lui-même vient de couronner celui qu'il a considéré longtemps comme un rebelle. Il n'a aucun ennemi à Rome, qu'il considère comme sa capitale bien soumise. Il n'y a que les conflits entre les villes lombardes qui puissent représenter une incitation au nouveau « voyage italien ». Cette fois, Frédéric, accompagné du duc d'Autriche, du nouveau duc de Carinthie, de Berthold de Zähringen, avec des Bourguignons et des Lorrains, du fils du feu roi Conrad, ayant encore à ses côtés son propre frère du même nom, le roi de Bohême et un contingent d'archers hongrois, entend travailler pour lui-même.

C'est une tentative, et une tentative hardie, menée d'une main ferme, de ressusciter une hiérarchie bien morte. Les Milanais, qui avaient pensé même à une indépendance totale, se choisissant un « regulus », ne sont pas admis à présenter leurs humbles excuses ; le Bohémien a conquis Brescia, rebelle aussi ; Frédéric met le siège devant Milan (juillet), qui doit bien se soumettre, à condition que, dorénavant, ses consuls, élus par le peu-

ple, seront confirmés par l'empereur, auquel ils paient un tribut et doivent bâtir un palais. On voit ces fiers bourgeois défiler devant le maître, nu-pieds, tenant le glaive sur leurs cous subjugués ; le drapeau de l'empire s'est levé sur leurs murs (7-8 septembre).

L'envahisseur, couronné légalement à Monza, croit la partie gagnée. Des légistes italiens, les élèves d'Irnerio de Bologne, l'entourent et le conseillent. Ils lui montrent la façon dont on joue l'empereur romain, le César. Ils lui inspirent cette législation de la plaine de Roncaglia, qui comprend, avec la décision de vouloir gouverner [1], d'ordonner tout par ses décrets, la réclamation de toutes les régales, énumérées ponctuellement, jusqu'au cens personnel qui sera levé sur quiconque n'en est pas dûment exempté, l'innovation de pouvoir nommer dans chaque ville « les consuls et autres magistrats », le peuple gardant seulement le droit, purement théorique, de « donner son assentiment », la défense de partager les grands fiefs et l'interdiction des guerres intérieures. On voulait rappeler à la vie le système de Justinien, moins les garnisons, car bientôt le grand législateur n'aura plus d'armée, ce brillant essaim de chevaliers de plusieurs nations se dispersant dans toutes les directions.

Milan s'en est aperçue ; la ville ne veut pas de ces potestats de l'étrangers, qu'on cherche à établir. Elle est de nouveau en pleine révolte. Frédéric doit demander que sa femme, son ami, le duc Henri, l'évêque d'Augsbourg, lui envoie sans délai des renforts. Son vicaire de Toscane, Welf, qui a occupé Spolète et s'est attaqué à la Sardaigne, lui amène des troupes italiennes prises dans ce marquisat qu'il s'est évertué à redresser. Mais toutes ces forces, auxquelles se réunissent des milices de cité, prises à Crémone et à Pavie, suffisent à peine à investir Crême, qui résiste longuement. De son côté, Adrien a protesté contre le collecteur des impôts pour le fisc sur

[1] Nos tamen, regium nomen habentes, desideramus potius legitimum tenere imperium... quam imperandi officium in superbiam dominationemque convertere ; Ragewin, IV, ch. 3.

ses domaines romains, contre l'envoi d'ambassadeurs sans l'en avertir, contre l'hommage demandé aux évêques d'Italie et enfin contre l'envahissement de Spolète, de la Sardaigne et de la Corse, possessions du Siège pontifical [1].

Le Pape mourut en défendant, à côté des villes italiennes révoltées et même du roi de Sicile, avec lequel avait été conclu un traité secret, ses droits (septembre 1159). Frédéric voulait, alors, avoir comme simple suppôt le cardinal Octavien, que le peuple de Rome, gagné de la façon habituelle, acclama comme Victor IV, auquel Frédéric fera l'hommage de l'étrier, mais déjà le chancelier de l'Eglise, Roland, a été dûment élu. Alexandre III sera un Pape de combat ; le simulacre d'empire, aussi prétentieux que vide, se brisera à la fin devant sa résistance.

Pour le moment, cependant, Frédéric, établi en Lombardie, règne et gouverne. Rappelant l'exemple d'un Théodose, d'un Justinien, d'un Charlemagne, il s'attribue le droit de convoquer des conciles généraux, de citer les deux concurrents à la dignité pontificale. Ces lettres de convocation ne vont pas seulement en Hongrie, mais aussi en France, en Angleterre, en Espagne [2]. Après la capitulation de Crême, un concile de cinquante évêques, à Pavie (février 1160), reconnaît Victor et rejette « celui qui a été élu par conspiration et conjuration contre l'Eglise de Dieu et l'empire, et qui est attaché au Sicilien Guillaume [3] ». Un autre, à Lodi, refaite, maintiendra cette décision contre celui qui, de son côté, avait lancé l'excommunication contre le protecteur de l'anti-pape et tous ses associés.

Pour punir Milan, Frédéric devra faire un second appel à ses fidèles, qui, conformément à la constitution de Ron-

[1] Ragewin, IV, 30.

[2] Voy. aussi la Vie d'Alexandre, dans le recueil de Watterich, II.

[3] Ragewin, IV, 35 et suiv., 49 et suiv. Cf. sur la « secta caeciliana », Annales de Stade, dans le *Mon. Germ. Hist.*, XVI, p. 344, et les *Leges*, II, p. 120.

caglia, avaient le devoir absolu d'accourir sous ses drapeaux. Encore une fois on vit en Italie les archers magyars, les Bohémiens ; il y eut aussi un contingent de Catalans, envoyé par le comte de Barcelone.

Avec les quelques milliers de guerriers recueillis ainsi, il s'installe aux quartiers de Lodi et commence l'assaut contre la ville opiniâtrement résistante. Pendant deux hivers, le roi de l'Allemagne abandonnée à elle-même se livre à ce jeu de petite guerre contre les milices bourgeoises et « rurales » d'une seule ville, et plus d'une fois c'est lui qui est le vaincu ; seul son prestige royal l'empêche d'être fait prisonnier au cours de ses médiocres randonnées. Mais, lorsque la cité qui n'avait plus aucun ami fit enfin sa soumission, toute la pompe des réminiscences romaines fut employée pour rehausser le succès si durement acquis : les trompettes sonnèrent sur le *carroccio* au drapeau blanc orné de la croix rouge [1] pour « les obsèques de la fierté milanaise ». Les croix de pénitence que portait la multitude suppliante s'inclinèrent profondément devant la personne du vainqueur, qui s'intitulait empereur sans avoir jusqu'ici reçu cette couronne romaine, qu'il déclarait priser moins que l'élection germanique dont il tenait son pouvoir. Un consul parla pour demander grâce, et les assistants pleuraient. « Puis, les murs, les fossés et les tours furent démolis, et la cité resta de plus en plus abandonnée à la ruine et au désert » : les Milanais devinrent eux-mêmes des paysans vivant dans des bourgs, comme ils l'avaient fait pour leurs vaincus. Il y en eut qui préféraient aller s'établir en Levant de croisade, devenant des « Sarrasins » [2].

Il ne fallut plus de combats pour amener la soumission de quelques cités alliées de Milan. Des podestats

[1] Nicétas Choniate parle (V, 3) d'un étendard porté sur un chariot à bœufs dans l'armée hongroise.

[2] Annales de Cologne ; Morena, dans Muratori, VI, p. 101 ; Buoncompagno, *ibid.*, p. 934 ; le notaire Burcard, *ibid.*, pp. 915-918 ; *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 132 ; *Annales Mediolanenses*, dans les *Mon. Germ. Hist.*, XVIII, p. 374 ; *Annales Pisani, ibid.*, XIX, p. 248-249.

furent installés partout, et la Lombardie entière travailla à combler les fossés. A Turin, se soumirent les villes subalpines. Revenu à Pavie, Frédéric tint séance impériale, un vrai « lit de justice », paraissant couronné à côté de l'impératrice. Les villes de Toscane se soumirent à son vicaire, et les places du Patrimoine de Saint-Pierre furent occupées.

Mais ces succès n'avaient qu'une valeur très médiocre, et surtout passagère. Le roi de Sicile restait en dehors de ce que le chroniqueur de son royaume appelle « la servitude teutonique » [1]. L'opposition vénitienne se prononce la première fois, gagnant Vérone, Padoue, Vicence contre le Palatin établi sur le lac de Garda et contre les exacteurs éhontés des revenus impériaux [2]. Et, quant au Pape dépouillé, il y avait une France pour le recevoir, ainsi qu'elle avait reçu ses prédécesseurs persécutés par la même puissance allemande. Deux ans pour ce résultat, avec les restes d'une armée qui s'effrite sans cesse pour devoir être de nouveau refaite, c'était ce qu'il fallait pour montrer combien était vaine la puissance qui se recouvrait pour en imposer des plus brillants oripeaux du passé. On le vit bien par l'apparition nouvelle de Frédéric sans troupes, pour des fonctions de justice, en 1163 [3].

Tout autre était le résultat de l'œuvre de restauration entreprise en Orient par le Comnène.

Pendant qu'avec les Turcs d'Asie Mineure, où Kilidsch-Arslan devait combattre contre ses deux frères, les relations restaient pacifiques, appuyées sur un traité formel conclu avec le Sultan, et que le monde franc, soutenu par l'argent et même par les soldats de Byzance, gravitait dans l'orbite de Byzance, la Cilicie restant confiée à un prince de la famille impériale, une offensive fut diri-

[1] Romuald de Salerne, p. 224.

[2] Morena ; Annales de Lodi et de Milan.

[3] Continuation des « Annales Sanblasienses », p. 17 : « sine instructu bellico... negotia imperii judicialiter exercuit ».

gée contre ces formations royales d'Europe qui croyaient pouvoir vivre en dehors de l'influence de cet empire restauré.

Manuel entretenait à sa Cour deux prétendants à la Couronne de Hongrie, Etienne et Ladislas, frères du roi Geiza II, et un troisième, Béla, frère d'Etienne III, devenu par un mariage byzantin le despote Alexios, remplaça Ladislas mort. Prendre en main leur cause pouvait être à chaque moment le prétexte d'une juste guerre. Mais le but de ces deux campagnes devait être bien plus grand que celui d'établir, à la mort de Béla l'Aveugle, et contre le fils de ce roi, Etienne III (1161-1172), un de ces prétendants.

Ces rois de Hongrie, contre lesquels l'empire avait créé un fort duché de frontière, allant de Branitschévo, jadis détruite par les Hongrois, et souvent attaquée, jusqu'en 1156, à Belgrade, dont le nom de « Belgrade la grecque » chez les Allemands de l'ère moderne rappelle les origines politiques, commençaient à s'installer comme maîtres dans les Balcans. Evincés en 1125 par les Vénitiens de la Dalmatie, dont ils portaient le titre royal, ils s'étaient tournés du côté de cette vallée de la Bosna, qui devait être le berceau d'un troisième Etat serbe, s'intitulant dès 1135 « rois de Rama », en même temps que de Croatie et de Dalmatie ; un duc de Bosnie fut créé dans la personne d'un prince royal. Une princesse serbe, Hélène, était la mère de Geiza II, et la régence fut prise en Hongrie par son frère Biélosch (de Béla).

Manuel demanda la Dalmatie hongroise pour son protégé et parent, pour son héritier présomptif, car il n'avait pas encore de fils, Béla-Alexios [1], qui aurait gouverné en officier de l'empire. Il voulait non seulement Semlin-Zeugma, la cité hongroise, en face de sa Belgrade, mais aussi tout le territoire de l'ancienne Syrmie, et, malgré

[1] Déjà Geiza Ier avait épousé Synadène, parente de Nicéphore Botaniate.

une énergique résistance, soutenue, aussi par la Bohême alliée, Etienne III dut céder.

Cette partie de l'œuvre de récupération était terminée dès 1164. Deux ans plus tard, les officiers byzantins, à la tête de soudoyers sarrasins, correspondant à ceux du Normand d'Italie, étaient solidement installés dans ces villes de l'Adriatique qui, dans le programme impérial, devait redevenir une mer grecque. Une contre-offensive hongroise contre Zara n'eut qu'un résultat passager, car la grande victoire des Impériaux, en juillet 1167, sur la Save, rétablit la domination de Manuel sur le littoral.

Venise dut se sentir menacée, et il y eut déjà des froissements entre la vieille cité vassale, qui s'appuyait maintenant aussi sur une conscience territoriale italienne, et le patron impérial. Mais Manuel, qui, dès 1166, avait ses troupes à Ancône aussi et qui, sans doute, s'était rattaché d'une certaine façon Ravenne aussi, n'était pas homme à reculer.

Plus d'une fois, des attaques byzantines furent dirigées contre l'Etat d'Etienne III, qui, pour se sauver, épousa à Vienne, en la présence du Hohenstaufen, une princesse autrichienne [1]. Il y en eut même qui prirent un chemin tout à fait nouveau. Le Danube était resté ouvert aux flottes impériales, et il est probable que ces formations princières roumaines, d'un Tatos, d'un Chalis, d'un Sestlav, qui s'étaient en quelque sorte consolidées, à Silistrie, la grande ville dont Edrisi présente la prospérité commerciale, et dans l'ancienne Scythie Mineure, étaient retombées dans l'obédience d'un chef que les Roumains des deux rives danubiennes ont toujours considéré comme leur empereur (*impărat*). Par-dessus ces cités soumises, Léon Batatzès, aidé par ces mêmes Roumains, essaya en 1165 une entreprise à travers les forêts et les marécages de la rive gauche, où il n'y avait que des paysans roumains, « vlaques », et leurs « juges », et, par

[1] Les offres de son frère Etienne IV avaient été refusées en 1160 par Frédéric ; Annales de Cologne, à cette date.

ces régions nouvelles, où il reprenait le rôle de Constantin, de Justinien et de Maurice, il tendit la main aux princes russes de Halitsch, de la Russie Rouge, devenus des clients de la Hongrie.

La Serbie rascienne devait choisir entre cette Hongrie, avec laquelle elle avait des liens dynastiques, et Byzance, qui la tenait par la situation géographique, et au moins autant par la communauté de la religion grecque. Il y eut dans cette Rascie du premier Ouroch (1123) des combats entre le grand joupan Tichomir et Biéloch, le frère d'Hélène. Un Dessa fut imposé par Manuel en 1162, mais toutes ces immixtions, dont le résultat momentané fut la dévastation d'un pays à moitié sauvage encore, n'empêchera pas l'avènement des Némanides, dont le fondateur commence son règne, remplaçant Tichomir, dès 1168, comme une vraie dynastie, s'étendant bientôt aussi sur cette « Maritime », cette « Primorié » des Serbes catholiques.

Lorsque, après la mort d'Etienne III, l'ancien despote byzantin, dont les fiançailles avec Marie, fille de Manuel, avaient été rompues, mais qui avait épousé la sœur de l'impératrice, Constance d'Antioche, occupa le trône de la Hongrie sans avoir de concurrent, car Etienne IV était mort, l'empire eut de l'autre côté de la Save, sinon une province clientélaire, au moins un Etat ami.

Pendant ce temps, Frédéric, que Manuel considérait comme un parent de petite famille et comme un simple atout de sa politique, tardant à offrir au fils de ce César latin le mariage byzantin, qu'il avait proposé au Normand, autrement important pour ses intérêts, Frédéric, dis-je, faisait en Allemagne la même politique de main forte qu'en Lombardie, « détruisant » Cologne pour avoir tué son archevêque, et empêchant par la terreur de nouvelles discordes intérieures.

En Italie, à la mort de son anti-Pape, les siens, l'archevêque Rainaud de Cologne à leur tête, avaient installé

un Rhénan, prétendu parent du roi de France, Guy de Crême, qui se fit appeler Pascal III, à Lucques d'abord. Mais, pendant ce temps, Alexandre III célébrait ses triomphes en France, attendant les réceptions solennelles du Normand, du vrai roi italien [1].

La politique du roi de France, Louis VII, avait été sans cesse opposée à celle des Hohenstaufen. Les relations avec les Normands, qui avaient accueilli solennellement au retour de la croisade ce prince de même langue, étaient restées amicales. Comme le trône d'Angleterre avait été occupé par Henri, fils de l' « impératrice » et du comte d'Anjou, comme le nouveau roi (dès 1154), avait épousé la femme divorcée de Louis, Aliénor d'Aquitaine, devenant ainsi maître de la Guyenne française, il y eut le premier conflit armé entre ces deux chefs d'un même monde féodal et d'une même nation, qui s'ignorait encore. Henri, qui se vengea par des annexions contre l'Ecosse du roi Malcolm, pour ne l'avoir pas soutenu dans cette brève campagne sans résultat, s'annonçait comme un puissant et ambitieux monarque : l'esprit « césariste » de l'époque paraissait l'avoir touché, de même que son contemporain d'Allemagne. Mais, pour le moment, la querelle n'avait pas été poursuivie, et le roi de France restait libre de se présenter comme principal appui de la papauté légitime persécutée par un anti-Pape et par un excommunié.

Des vaisseaux normands conduisirent en 1163 Alexandre III en Provence et, avec la permission formelle du roi, un concile fut rassemblé à Montpellier, puis à Tours: l'assistance comprenait non moins de dix-sept cardinaux, cent quatorze évêques, et quatre cent quatorze abbés ; la discussion sur le nombre de ceux qui soutenaient Alexandre était fermée par la grandeur de cette manifestation. Le Pape, rejetant les offres de Frédéric de faire décider

[1] Voy. H. Reuter, *Geschichte Alexanders des dritten*, Leipzig, 1860-1864 ; N. Ribbeck, *Friedrich I. und die römische Kurie in den Jahren*, 1157-1159, Leipzig, 1881.

le schisme par une commission d'évêque, s'installe à Lens : il y reçoit Henri d'Angleterre, qui se tient, opiniâtrement, debout devant le pontife et prononce sa sentence dans le procès entre le suzerain et le vassal, qu'il considère comme deux princes chrétiens devant s'aimer et se soutenir. Le roi Louis, soumis aux décisions de l'Eglise, est décoré à Paris même du « lys d'or ». A la prétention du Hohenstaufen de réunir dans sa Bourgogne de Dijon les rois de toute la chrétienté occidentale : France, Angleterre, Hongrie, Danemark, Suède, le Pape répond par une interdiction formelle de cette réunion, et il est obéi. Le concile tenu par Frédéric à Besançon n'eut presque aucun succès. L'Eglise d'Orient, les moines de Citeaux se groupent autour du pontife légitime, qui reçoit les ambassadeurs solennels de Manuel, en train de former sa province d'Italie, sur l'autre rive de l'Adriatique.

Le retour en Italie fut un triomphe. Des vaisseaux de Sicile garantirent Alexandre contre une surprise des Pisans. Débarquant dans les Etats du roi ami, il fut reçu chaleureusement à Messine, à Salerne, à Gaète. Un autre voyage par mer le porta à Ostie, et Rome l'accueillit, les sénateurs en tête, comme le maître longtemps désiré et attendu.

Frédéric devait relever le défi. Il prit soin de se ménager des alliances. Sûr des Pisans, il promit aux Génois la possession de la Sardaigne et des Baléares, et bientôt il conclut une alliance de famille avec le roi d'Angleterre, épousant en secondes noces sa fille Mathilde[1]. Pour donner aussi un autre caractère que celui de législateur et de juge à son apparition italienne, il fit, comme Otto III, exhumer les restes de Charlemagne et adora l' « ancêtre ».

Mais, en fait de soldats, n'ayant que Welf, quelques

[1] Helmold.

évêques fidèles, comme celui de Salzbourg, celui de Mayence, celui de Cologne, il avait dû payer des mercenaires comme les Brabançons. Ce qui l'attendait en Italie, où l'or byzantin circulait, alléchant, c'était Milan, bientôt entièrement rétablie, à la tête d'une « societas Lombardorum », d'une ligue comme celles qu'on formait pour le commerce, puis l' « association » de la Marche de Vérone, unie à la puissance vénitienne et même au patriarche d'Aquilée, et enfin la marche byzantine d'Ancône.

Frédéric évita tout acte d'inimitié contre ceux qui ne s'étaient pas encore déclarés ouvertement contre lui. Ce qu'il veut d'abord, c'est se débarrasser des autres Impériaux et s'installer à Rome même.

Il échoua devant Ancône, dont les habitants préféraient le régime de l'Orient, qui peut leur accorder des facilités de commerce. Rome résista énergiquement à l'archevêque de Cologne. Trahi par le Sénat, bien que soutenu par l'aristocratie romaine, le Pape quitta enfin, en habit de pèlerin, sa résidence, se dirigeant vers les terres du roi de Sicile. Rome brûla en août 1167, avec l'église même de Saint-Pierre, et le succès de son « empereur », couronné enfin dans cette basilique, fut entaché d'un malheur public et d'un affreux sacrilège.

Le retour fut digne de cette triste festivité : harcelé par les Lombards, qui ferment les portes de leurs cités, avec une armée que décime la peste, emportant Welf et le fidèle lieutenant italien Renaud, le César aux abois se faufile en Allemagne. Et aussitôt, un sébaste grec, Jourdain, offre aux villes italiennes une alliance basée sur la liberté et féconde en privilèges, ainsi qu'au Pape l'Union des Eglises, la possession réelle d'Italie.

Si Alexandre trouva que l'affaire « est très haute et fort compliquée », il ne répondit pas néanmoins par un refus. Les républiques italiennes non plus. Et, par rapport à Rome, Odo des Frangipani était gagné par le mariage avec une nièce de l'empereur, ce mariage se faisant

avec des évêques grecs, en la présence même du souverain pontife [1], qui, en querelle avec les Romains, bientôt électeurs d'un nouvel anti-Pape, le cardinal d'Albano, Calixte III, se retire à Anagni.

Seuls, les marquis subalpins tenaient avec la cause impériale, représentée par le marquis d'Ancône, par les consuls toscans et par le préfet de Rome.

Revenu furtivement en Allemagne, « confus et démoralisé » [2], Frédéric rendit responsables les siens pour la défection italienne [3]. Il y trouva cependant quelque chose de plus menaçant pour sa puissance que les querelles passagères des princes : Henri le Lion avait poursuivi, pendant que son suzerain courait après de brillants et vains fantômes en Italie, une grande œuvre de réalités : maître de Lübeck, il y attira des marchand du Nord entier, la « Russie » y comprise ; l'Etat obotrite de Niclot fut transformé dans une nouvelle marche saxonne, celle de Schwerin ; le Mecklembourg, nouvelle organisation de frontière, reçut, de même que le Brandebourg de son voisin [4], des colons venus de Flandre [5], pays en plein mou-

[1] Annales de Ceccano. Une autre nièce devint dès 1148 la femme d'Henri d'Autriche.

[2] « Confusus et dejectus », dit la Chronique d'Altinum, p. 162.

[3] Dicens tumultum Saxoniae dedisse Longobardis materiam defectionis ; Helmold, ch. 11.

[4] Helmold, I, ch. 88 : « Ad ultimum, deficientibus sensim Sclavis, misit (Adelbertus marchio) Trajectum et ad loca Rheno contigua, insuper ad... Holandros, Seelandros, Flandros et adduxit ex eis populum multum nimis et habitare eos fecit in urbibus et oppidis Sclavorum. Et confortatus est vehementer ad introitum advenarum episcopatus brandenburgensis, necnon, havelbergensis... Sed et australe litus Albiae ipso tempore coeperunt incolere Hollandrenses advenae, ab urbe Soltwedele omnem terram palustrem atque campestrem... Sclavi usquequaque protriti atque propulsi sunt et venerunt adducti de finibus Oceani populi fortes et innumerabiles, et obtinuerunt terminos Sclavorum et aedificaverunt civitates et ecclesias et increverunt divitiis super omnem aestimationem.

[5] Mikilinburg dedit Heinrico cuidam nobili de Scathen, qui etiam de Flandria adduxit multitudinem populorum et collocavit eos Mikilinburg ; Helmod, 1, ch. 87.

vement d'émigration qui, à plusieurs reprises, donna au roi Geiza II des habitants d'une civilisation économique supérieure, dans la Transylvanie, à peine entamée par la fondation de quelques bourgs à la façon carolingienne. La mort du marquis de Brandebourg, Albert l'Ours, en 1170, devait faire d'Henri encore plus « prince des princes » dans cette région d'expansion allemande, créant à la race une nouvelle patrie.

L'empereur lui-même entrevit de quel côté était l'avenir. Il eut un éclair de sens pratique lorsque, achetant l'héritage, plus ou moins tenable, du vieux Welf (la Sardaigne comprise) [1], il prit soin d'assurer des terres à son fils. Mais bientôt le charme fatal de l'Italie le reprit.

Malgré les négociations avec Manuel pour le mariage de son fils enfant avec la fille du « basileus », Frédéric ne pouvait pas admettre l'établissement des Byzantins sur cette côte italienne de l'Adriatique qu'il croyait devoir lui revenir. Venise, dont le quartier florissant à Constantinople excitait l'envie des autres républiques, qui avaient déjà, en 1169-1170, des traités formels avec l'empire, leur ouvrant des facilités de commerce jusqu'ici réservées aux anciens clients des lagunes, qui étaient des membres de l'empire, osa tenir tête au fier Comnène. L'ambitieuse République avait eu le regret de voir ce suzerain révéré de loin s'établir devant ses portes. Ayant Zara, elle-même avait voulu encore plus : le fils du doge, Léonard, devenu comte d'Apsaros, épousa la fille du Serbe Dessa [2], et un autre fils du même, créé comte d'Arbe, était l'époux de la fille même du roi magyar Ladislas.

Manuel n'hésita pas à ordonner l'arrestation des rebelles, au nombre de dix mille, et la confiscation de leurs biens. Une formidable expédition vénitienne suivit, employant les forces de la Dalmatie, de Raguse, où fut dé-

[1] Sur le « roi » sarde choisi par les « juges » et les établissements des Pisans à Torre, voy. les Annales génoises d'Oberto.

[2] Ducis Dessae filiam, qui potentior fuit in tota Ungaria ; Chronique d'Altinum, p. 159.

truite la tour appartenant à l'empereur. L'île de Négrepont et celle de Chio furent attaquées ; on pensait à Lesbos, à Lemnos. Mais les vents furent défavorables et la peste éclata au milieu de l'équipage harassé. On attribua au doge les erreurs de la campagne. Contraint à partir aussitôt, il fut assailli à Venise par la populace armée de couteaux, qui lui jetait des pierres, et tué à San-Zaccaria. Son successeur, le vieux Dandolo, s'empressa de conclure la paix et d'établir un régime de traités avec les Musulmans d'Egypte aussi, qui permirent au commerce de la République de reprendre son essor [1].

Pendant cette tentative malheureuse, les Ragusains n'avaient pas été les seuls à soutenir les « Grecs ». S'il fallut que Pise reprît ses relations avec l'empire, regagnant le présent des perpères et des vêtements d'honneur [2], si Gênes refusa des offres faites par l'amiral Kontestéphanos et une somme de 56.000 perpères [3], Ancône leur restait obstinément dévouée ; elle tenait aux « Grecs » par tous ses intérêts, qui s'étendaient alors jusqu'à Alexandrie d'Egypte : on ne faisait les comptes qu'en besants de l'empereur. C'est en vain que l'archevêque de Mayence, dont les Italiens admiraient le manteau bleu et le casque d'or, vint assiéger, avec la flotte de Venise, ces fauteurs du concurrent byzantin qui résistèrent avec la dernière énergie. La ville put être sauvée, et Manuel fut généreux de monnaie d'or, de vêtements précieux, d'objets d'art, à l'égard de celui qui avait amené la délivrance ; on parlait à Ancône du brillant monde d' « archontes » et d' « archontisses » qui avait entouré, d'une façon si flatteuse, leur défenseur [4].

En 1172, en pleine diète, l'empereur lui-même se décida à intervenir en Italie, sous prétexte de vouloir écarter

[1] Chronique d'Altinum, pp. 164-169.
[2] Brève histoire de Pise, année 1172.
[3] Oberto, p. 333.
[4] Buoncompagno, *Liber de obsidione Anconae*, et Romuald, pp. 213-214.

« Roland » et mettre fin au schisme. Les Romains l'avaient assuré de leur concours, et les Pisans, auxquels il avait jadis promis Syracuse et qui avaient combattu contre les Génois pour la possession de la Sardaigne, se déclarèrent pour cette nouvelle expédition, dont ils attendaient des avantages. Les marquis subalpins — mais pas aussi le comte de Savoie — restaient à sa disposition [1] ; cependant, dans toute la Lombardie, il n'y avait que Pavie et Côme qui voulussent lui ouvrir leurs portes.

Il fallait terroriser encore. Les rebelles lombards du Pape, leur protecteur. Le siège de ce symbole de la avaient bâti une ville appelée Alessandria d'après le nom résistance commença en 1174, et aussitôt les Milanais et les Véronais, avec leurs clients, se réunirent pour affronter l'envahisseur. Il paraissait trop fort, et on simula des dispositions de paix, puis, lorsque l'armée germanique, composée en partie des mêmes Brabançons, de quelques Bohémiens, fut en grande partie licenciée, on lui posa des conditions qui amenèrent la reprise des hostilités. De nouvelles négociations aussi avec le Pape furent interrompues, mais Frédéric put à peine continuer son simulacre de siège devant la ville à laquelle il ne pouvait pas pardonner. Il voulut tomber aux genoux d'Henri le Lion, qui résista à toutes ses implorations, demandant la vieille résidence de Goslar et, au fond, rêvant lui-même de la couronne. Les maigres contingents que lui amenèrent ses quelques fidèles ne l'empêchèrent pas d'être durement battu par les milices de Lombardie, à Legnano, le 29 mai 1176. « Beaucoup d'Allemands furent pris et beaucoup tués, un grand nombre aussi noyés dans le Tessin [2]. » On chercha l'empereur lui-même parmi les morts [3].

La paix s'imposait, définitive, mais celle que voulaient les ennemis de l'anachronique César. Celle qui aurait laissé

[1] Voy. Gabotto, *Storia dell' Italia occidentale nel medio evo*, Pinerolo, 1911.

[2] Ser Raul, dans Muratori, VI, p. 1192, et Romuald, p. 255.

[3] Romuald et les Annales de Magdebourg, *Mon. Germ. Hist.*, XVI, p. 194.

toute liberté à l'Eglise, qui aurait abandonné les villes lombardes victorieuses à leur propre volonté, surtout celle qui aurait garanti enfin la tranquillité à ce royaume de Sicile, cible de toutes les attaques germaniques depuis bien un demi-siècle, et qui avait résisté aussi aux plus véhéments des mouvements populaires dirigés d'abord contre l'amiral de Mayo, assassiné, puis contre les Français, dont faisait partie le chancelier, contre la reine espagnole et son entourage, bref contre les Francs ennemis des Grecs et empressés, disait-on, d'usurper leurs possessions [1].

Frédéric trouva un front solidaire, qu'il n'arriva pas à rompre. Le Normand ne voulait pas s'entendre séparément, même en échange du mariage avec la fille de l'empereur ; le Pape demandait que les Lombards et même les habitants de la marche de Verone et de la Romagne [2] se trouvassent parmi les parties contractantes. Alexandre III, enfin reconnu par son adversaire impérial, arriva sur des vaisseaux siciliens à Venise, qui avait su attirer vers sa splendeur croissante le prestige de ces négociations d'une portée unique [3]. Il fut accueilli, en mars 1177, avec une pompe extraordinaire, comme le vrai triomphateur, alors qu'il n'était que le symbole d'une résistance dont les bases étaient plus profondes et plus solides (11 mai). Après d'assez longues discussions, qui fixèrent la trêve de six ans pour les Lombards, de quinze pour la Sicile, en échange pour un provisorat impérial de quinze ans en Toscane, l'empereur admis seulement dans l'île de Chiogga, on arriva à s'entendre sur des points qui comprenaient tout que qu'avaient désiré les alliés. On reconnaissait aux rois germaniques le seul droit du *fodrum* en échange pour les régales et le subside, le contingent traditionnel à l'occasion de ce « voyage de Rome » qui restait une simple formalité.

[1] Falcando, p. 303 et suiv.

[2] Crémone et Tortone s'étaient entendues séparément.

[3] A Zara il avait été reçu solennellement, des chants en slavon s'élevant dans l'église de Sainte-Anastasie.

Aussitôt, Alexandre leva l'excommunication qui pesait sur le vaincu, et le César put être amené sur les vaisseaux du doge, presqu'en prisonnier, le 24 juillet. Le lendemain, devant l'église de Saint-Marc, où l'attendait le Pape, il s'agenouilla sur un lambeau de pourpre et toucha des lèvres les pieds, puis les genoux du pontife, qui l'embrassa comme fils pénitent de l'Eglise. En suite de quoi l'empereur tint l'étrier de celui qui, « vieux prêtre désarmé », se félicitait « d'avoir pu résister à la fureur teutonique et briser sans guerre la puissance de l'empereur » [1].

Quelques jours après, il dut assister aux séances d'un concile qui lançait les foudres du Saint-Siège contre le Pape qu'il avait fait lui-même, et contre ceux qui avaient consenti à rester ses adhérents. Ensuite, après un discours d'Alexandre, célébrant l'importance de l'acte, Frédéric parla en allemand, exposant son cas de conscience et désapprouvant toute sa politique à l'égard du Saint-Siège [2]. Après avoir passé deux mois à Venise, au milieu des plaisirs, le vaincu — car il l'était, et complètement — se dirigea vers l'Allemagne pour « punir » le duc Henri, qu'il considérait comme principal auteur de sa catastrophe. De son côté, le Pape, auquel le Sénat romain avait offert les régales et leur ville, fit son entrée solennelle à Rome, au commencement de l'année suivante [3].

Dans cette faillite de ses grands projets d'empire romain gouvernant de fait l'Italie, Frédéric entendait au moins conserver les formes splendides de sa puissance déchue. Aussi le vit-on convoquer une diète à Constance, le 29 juin 1183, pour y proclamer la paix qu'il faisait semblant d'octroyer dans sa magnanimité impériale à

[1] Romuald, p. 220 : Senex presbyter et inermis furori theutonico potuit repugnare et suo bello imperatoris potentiam potuit delimitare.

[2] *De pace veneta*, dans les *Mon. Germ. Hist.*, XIX, p. 462 ; *Leges*, II, p. 151.

[3] Un nouvel Innocent avait été créé antipape par les ennemis d'Alexandre, mais il ne fit que végéter obscurément jusqu'en 1190 (Annales de Ceccano, loc. cit., pp. 874-875).

ceux qui l'avaient brisé. Les Lombards conservaient, d'après ces prescriptions, leurs consuls, leurs murs, leurs « sociétés », où il y avait des évêques-comtes ; ce seront eux qui confirmeront les consuls ; les autres auront besoin de l'approbation impériale, renouvelée tous les cinq ans. Les villes pourront interdire le séjour du César dans leur enceinte.

Mais, l'année suivante, des discussions s'élevèrent avec Lucius III, le successeur d'Alexandre, mort presque le lendemain de son triomphe, sur la possession de l'héritage de la comtesse Mathilde. L'Allemand Walter fut installé en Toscane et la main-mise germanique s'étendit sur Spolète, puis aussi sur Narni, Viterbe et Pérouse. On n'arriva à s'entendre ni avec ce Pape, ni avec son successeur, qui prit le grand nom d'Urbain, sans que cependant le conflit avec la Papauté, qui portait aussi sur d'autres points, dégénérât.

Le roi normand Guillaume n'avait pas d'héritier. Le projet fut formé de faire épouser sa sœur, Constance, déjà d'un certain âge, à Henri, le fils aîné de l'empereur. On s'entendit dès 1184, et Frédéric tenta de faire couronner comme empereur par le pape lui-même le jeune prince. Il fut refusé, mais ne renonça pas à son dessein. Après un voyage en Lombardie et en Toscane, le vieil empereur fit couronner à Milan, par les évêques fidèles, le Patriarche d'Aquilée à leur tête, son fils, déjà roi de Bourgogne, couronné à Vienne, et sa bru (27 janvier 1186).

Il était d'autant plus enclin à prendre ces mesures d'avenir que la concurrence byzantine avait cessé.

Libre du côté des Hongrois et des Serbes, et n'ayant pour le moment rien à craindre du côté de l'Italie, Manuel avait repris, en suzerain des royaumes francs de Terre Sainte, la lutte de croisade d'un Phocas et d'un Tzimiskès [1]. Le nouveau roi de Jérusalem, Amaury, devenu le

[1] Les Annales de Cologne l'accusent d'avoir demandé après 1161, date de la trêve pour cinq ans avec la Hongrie, le concours de « la Turquie », de « Babyloine » et de « la Perse », contre les « Francs » qui veulent attaquer aussi les Musulmans.

parent de l'empereur par son mariage avec une Comnène, ne fut pas soutenu seulement contre les Arabes de Syrie, mais on s'entendit en toute forme pour une offensive générale des chrétiens contre l'Egypte.

Pendant que les jeunes princes d'Antioche et de Tripolis, soutenus par les Arméniens et le commandant grec de Cilicie, gardaient la frontière syrienne, le roi, qui avait un tribut à réclamer des Egyptiens, entreprit des incursions du côté du Sud-Ouest, qui le menèrent jusqu'au Caire. Les querelles entre les Turcomans de Syrie et les mamelouks égyptiens contribuèrent grandement à ces succès qui durent avoir un grand écho en Occident. Pendant qu'un Chirkouh et un Chaver combattaient pour la possession de la terre des Pharaons, à l'ombre du calife impuissant, les Francs purent prendre sur eux la défense de la capitale de ce dernier, — plus tard, Alexandrie elle-même fut assiégée, et, pendant que les croisés, admis à l'intérieur, y faisaient leurs dévotions, la croix du Saint-Sépulcre flottait sur une des tours de la grande ville de commerce, — acte plus important pour la chrétienté que les succès de Frédéric Barberousse sur les cités lombardes. Et, dans l'historien du royaume de Jérusalem, Guillaume de Tyr, cette croisade perpétuelle avait un prôneur qui dépassait en ambition et en talents les maigres chroniques des querelles germano-italiennes.

Un traité fut conclu avec Manuel pour consolider cette situation, en 1168, alors que Barberousse se trouvait en guerre devant le Pape. De nouveau les drapeaux de croisade se dirigèrent vers la « Babyloine » égyptienne ; sans une nouvelle intervention de l'émir syrien Nour-ed-din, qui envoya l'expérient Chirkouh, Amaury se serait déjà installé en maître dans ce qu'il considérait comme une conquête définitive.

Dans ses illusions que devait bientôt dissiper l'apparition du successeur de Chirkouh, mort le lendemain de la revanche — Saladin, — le roi s'adressa aux Occidentaux pour demander une nouvelle croisade.

Ses supplications, présentées par des ambassadeurs solennels, ne s'adressèrent pas cependant seulement aux

républiques italiennes, trop enclines à exploiter la situation gagnée par leur concours. Pise combattait, du reste, les Sarrasins dans ces parages et sur la côte africaine, attaquant Bougie (1166), ce qui ne l'empêcha pas de participer à l'action d'Alexandrie, pour en retirer, il est vrai, de nouveaux privilèges de la part du Soudan [1]. Gênes, qui se querellait à Constantinople avec cette rivale, en 1162, et allait jusqu'à une longue guerre maritime, s'occupait surtout des choses d'Espagne, où elle attaquait, avec le comte de Barcelone, avec Guillaume de Montpellier et les Templiers anglais, Almeria.

Ceux dont on espérait l'accroissement de la situation du royaume franc d'Orient étaient, à côté de l'empereur qu'on désirait libre désormais de ses soucis italiens, les rois français, de France, d'Angleterre et de Sicile, plus les principaux vassaux français, de Flandre et de Champagne. Mais Henri II combat contre son ancien courtisan, devenu par sa grâce archevêque du royaume, pour les privilèges de l'Eglise, et, avec Louis VII, il a à régler la situation féodale de ses fils auxquels il partage la partie française de ses possessions, qui comprennent maintenant la Bretagne aussi, échue à Geoffroi, père d'un Arthur, au nom de légende celte.

Quant à l'empereur, il s'efforce de détruire, en poursuivant Henri le Lion d'un château à l'autre, jusqu'à ce qu'il le fît tomber à genoux devant lui, en 1172, cette nouvelle Allemagne, dont les lambeaux — Thuringe d'un côté, Bavière de l'autre, Styrie pour un troisième et nouveau duc — furent distribués à des partisans, sous les yeux de Knud, roi du Danemark, empressé de profiter des circonstances.

Enfin, la Papauté s'emploie de nouveau à purifier et à réglementer l'Eglise, qu'elle est arrivée à dominer seule.

La croisade sera donc faite sous les aigles de Byzance seule. La flotte impériale se présenta sur les côtes de la Syrie pour accompagner bientôt l'effort des chevaliers

[1] Brève chronique de Pise, à cette date.

sur Damiette. Mais tout était si peu préparé, les collaborateurs s'entendaient si mal, qu'après deux mois, il fallut ordonner la retraite. Gaza fut perdue. Un voyage d'Amaury à Constantinople suivit, acte d'hommage d'un caractère tout nouveau et très impressionnant. L'aspect brillant de la réception fut payé par un acte hommagial solennel.

La mort d'Amaury, en 1174, qui correspond à celle de Nour-ed-din lui-même, mit fin cependant à ces tentatives vaines. L'offensive projetée pour 1177 s'arrêta : le comte de Flandre, qui se trouvait sur les lieux, n'en voulut pas. Pendant que végétait à Jérusalem un pauvre roi lépreux, le troisième Baudouin, l'Asie Mineure réclame la présence et les efforts de Manuel.

Dès 1175, on se battait de nouveau pour Dorylée, pour la Nouvelle Césarée, pour la capitale turque d'Ikonion-Konieh. A Myrioképhalon, l'empereur se laissait vaincre en 1177, par la légère cavalerie de Kilidsch-Arslan. Il ne perdit presque rien, mais le chevalier ressentit vivement l'outrage fait à sa glorieuse vieillesse.

De nouveau les choses de l'Occident gagnaient un attrait pour lui. Le Montferrat, que désespéraient les abus des officiers impériaux de Frédéric, fut gagné par le mariage de la fille de Frédéric, Marie, à un des fils du marquis Guillaume, Renier. Au roi de France Byzance adressa des offres d'alliance, et, en 1178, Gênes faisait la réception de la princesse Agnès, qui allait épouser à Constantinople le jeune Alexis, fils lui-même d'une princesse franque [1].

Le 24 septembre 1183, celui qui avait rêvé de pouvoir réunir les deux couronnes de l'empire, unique dans son essence mourait, et sa disparition fut accompagnée de sincères et profonds regrets chez ces Occidentaux avec lesquels, plus que n'importe quel de ses prédécesseurs, il avait eu, non seulement, des rapports, mais aussi des

[1] Ottobono Scriba, c. 355.

points de ressemblance. La mort du « très heureux empereur, par la volonté divine », dit un Génois, « fit encourir à toute la chrétienté la plus grande ruine et le plus fort détriment [1] ».

La princesse d'Antioche, installée comme régente, ne pouvait pas maîtriser un monde de hardis intrigants, dont chacun pensait à écarter l'enfant impérial. Renier de Montferrat était à la tête des mécontents. Le vieux favori de la veuve de Manuel, un Comnène lui aussi, était antipathique à cette populace de la capitale, pauvre, ignorante, hantée de visions prophétiques et de superstitions ridicules, qui nourrissait des sentiments de profonde haine contre les Latins enrichis à ses dépens et blessants pour la vanité grecque ; surtout contre les fiers Vénitiens auxquels, pour la seconde fois, Manuel avait dû interdire la présence dans ses villes. Un parent de Manuel, son cousin, Andronic, avait mené une vie de débauches et d'aventures par laquelle il n'était pas arrivé à compromettre sa réputation d'homme intelligent et énergique. Il avait trahi tour à tour avec les Hongrois et avec les Turcs, il avait enlevé la sœur de l'impératrice et la reine de Jérusalem, il avait erré chez les Musulmans d'Asie et chez les orthodoxes russes de Halitsch, pour échouer comme gouverneur de Sinope, attendant mieux. Il y eut donc d'abord, sous l'incitation des deux fils et de la fille d'Andronic, des combats dans les rues de Constantinople, un siège à Sainte-Sophie, où s'étaient réfugiés les conspirateurs contre l'ami de la régente : la fille même et le gendre de l'empereur. Puis le rusé compère parut lui-même, portant le bonnet noir et les robes de couleur de l'Ibérie, patelin, parlant religion et citant les épîtres de saint Paul, promettant l'ordre et la paix. Il se rendit maître de la flotte et devint l'idole de la foule. Il lui fut facile d'écarter par un meurtre le favori, de faire assassiner l'impératrice, de se saisir du jeune

[1] Beatissimus imperator..., sicut divinae placuit majestati (proch dolor)..., unde christianitas universa ruinam maximam et detrimentum incurrit ; *ibid.*, c. 355.

Alexis, qui, bien entendu, disparut pour toujours, étouffé par les caresses dont l'accablait son nouveau tuteur. Celui-ci osa célébrer un mariage avec la petite princesse de France. Et enfin, pendant qu'il faisait aveugler un des Anges et décapiter un Cantacuzène, ses Paphlagoniens, à demi-sauvages, se mirent à massacrer les Latins abhorrés. Couronné empereur, Andronic les avait laissé faire.

Il s'agissait d'une revanche. Ce ne fut pas l'empereur, ni aucune des républiques dont les citoyens avaient largement saigné qui s'en chargea, mais bien, sous le très jeune roi Guillaume, les Siciliens.

Dès 1175, le roi Guillaume, qui avait participé, quatre ans auparavant, à la croisade occidentale en attaquant Majorque [1], s'était manifesté en Orient, envoyant à Alexandrie une flotte imposante de cent cinquante galères et deux cent cinquante dromons, portant mille soldats de croisade [2]. C'était une force navale permanente qui fut donc prête à l'œuvre de revanche contre les Byzantins. Aussitôt, les vaisseaux du Normand se dirigèrent contre Durazzo, qui fut occupée, — et une armée de terre envahit la Macédoine. Puis Thessalonique fut prise et cruellement pillée. De nouveau, on vit les étendards royaux devant Constantinople elle-même, pendant que les troupes normandes avançaient vers la capitale. Un faux prince Alexis se trouvait entre les mains de Guillaume, qui prétendait lui rendre le pouvoir. Les évêques grecs de Sicile croyaient même que leur roi pense à prendre la couronne impériale arrachée à l'usurpateur, et ils protestèrent solennellement.

Mais déjà Andronic n'occupait plus le trône qu'il s'était gagné par ses crimes. S'étant attaqué à un autre membre de la famille des Anges, Isaac, et celui-ci s'étant réfugié à Sainte-Sophie, le Patriarche fit du proscrit un empereur. Le tyran fut promené, sanglant de ses mem-

[1] Ottobono Scriba.
[2] Brève chronique de Pise.

bres mutilés, à travers les rues de Constantinople sur le dos d'un chameau ; on se fatigua de le torturer et il fut tué. Son successeur ouvrit son règne par la victoire de Mosynopolis sur l'avance, désordonnée par trop de confiance, des Normands.

Mais Isaac n'était qu'un empereur de parti. Des prétendants se levèrent aussitôt contre lui, un Alexis Branas, un Théodose Mangaphas, dont, il est vrai, l'usurpation fut brève. Aux Turcs, qui avaient recommencé leurs raids, il paya un tribut d'argent et de belles étoffes de Thèbes. Au roi de Hongrie, il demanda une alliance de famille, et la princesse Marguerite vint s'asseoir sur ce vieux trône de Byzance.

Pour célébrer ces noces, on fit un appel extraordinaire aux contribuables des provinces. Or, parmi les qualités d'Andronic, avait été une bonne administration financière et la protection toute spéciale accordée aux pauvres. Et aussitôt dans ces régions « valaques » de la Thessalie qu'avaient à peine quittées les soldats du roi Guillaume, non sans avoir laissé des germes de révolte soigneusement entretenus sans cesse depuis, les bergers roumains se soulevèrent sous la conduite des frères Pierre, Asan et Jean (Ioniță) : de rudes guerriers, s'entendant au métier de guérilleros. Bientôt, comme à l'époque de Samuel, non seulement ces régions du côté de l'Adriatique, mais tout ce qui avait constitué l'ancien Tzarat de Bulgarie, dans lequel la conscience du passé n'était pas morte, fut en pleine révolte, et on vit les bandes avides de pillage infester les routes de la péninsule et menacer châteaux des défilés et villes fortes.

A Constantinople des intrigues nouvelles travaillaient à provoquer les tragédies dynastiques et à déclancher de nouveau l'anarchie. Alexis, frère d'Isaac, croyait que la couronne aurait pu mieux orner sa propre tête. Il n'hésita pas à se saisir de son frère, qui fut plus ou moins aveuglé.

Et de nouveau les exécutions se succédèrent, d'après

la coutume barbare introduite par Andronic. Dégoûtés de ce centralisme incapable, avide et cruel, les nobles de provinces devenaient des seigneurs dans leurs contrées et dans les villes voisines, s'arrogeant d'un bout à l'autre de l'empire une autorité plénière.

Déjà l'Occident, calculant des chances nouvelles de succès, s'était mis en branle pour reprendre l'œuvre de croisade, abandonnée par ces « Grecs », et pour tirer, certainement, toutes les conséquences de la victoire qu'il escomptait. Bien qu'il n'y eût aucune nouvelle expédition après celle des rois Conrad et Louis, l'idée de la guerre sainte était encore vivante, nourrie d'un côté par la lutte incessante contre la piraterie arabe et contre les principautés « sarrasines » et, d'un autre côté, par les pèlerinages armés, auxquels prenait une part de plus en plus importante le monde germanique, plein de remords et d'appréhension.

Les Maures d'Espagne avaient dû abandonner les Baléares, sauf Majorque, attaquée en 1171 par la flotte normande [1], et plus d'une fois Pise avait jeté des troupes de croisade bourgeoise sur la côte d'Afrique, qui lui était connue dès le siècle précédent. Mais, en ce qui concerne la Terre Sainte, les intérêts de commerce étaient trop grands pour qu'on pût se décider à une rupture. Pendant que des chevaliers de Terre Sainte combattaient Saladin, le grand chevalier de l'Orient, Gênes lui envoyait en 1177 une ambassade pour en obtenir la paix [2].

Pendant ce temps, les pèlerins se mettaient en mouvement, attirés autant par l'offensive récente contre l'Egypte et les espérances qu'elle avait pu susciter, que par le devoir de secourir la Terre Sainte. On répandait la légende de Saladin, l'ennemi juré des chrétiens de l'Europe, et on parlait de ce « fils de cordonnier », esclave de

[1] Ottobono Scriba. — En 1188, la République conclut avec le roi de Majorque une trêve de vingt ans ; *ibid.*

[2] Obert, à cette année.

Nour-ed-din, qu'il finira par empoisonner, prenant aussi la femme de son maître, pour tuer ensuite le calife lui-même, le « patriarche de Babyloine », et régner ainsi sur « l'Ethiopie, l'Egypte, Damas, Baldac, — c'est-à-dire Mecque, où est enseveli aussi Mohammed le dieu des païens, qui a été mangé par les cochons [1] ».

A une époque où les abbés de Cîteaux, de Clairvaux avaient recommencé la propagande de croisade, allant demander à l'empereur Frédéric la réconciliation des fidèles en vue de l'œuvre sainte [2], il n'est pas étonnant que des chevaliers d'importance ou de réputation se dirigent de nouveau vers la Terre Sainte. Le comte de Blois y vint pour épouser une fille du roi Amaury ; Guillaume de Montferrat, d'une famille de plus en plus établie en Orient chrétien, pour devenir, — avec la main de la princesse Sibylle, qui, bientôt veuve, épousera Guy de Lusignan ou « de Limoges », — comte de Jaffa et d'Ascalon ; Philippe de Flandre pour être désigné comme roi ; le comte de Champagne pour remplir un simple vœu [3].

Au milieu de ces succès contre les Slaves et autres païens, Henri le Lion fit lui aussi un « voyage », un des « voyages » les plus retentissants de cette époque, visitant Antioche, Tyr, Tarse et le sultan même d'Anatolie. C'était le moment où contre Manuel des rapports d'amitié s'étaient établis entre l'empire et ce jeune Turcoman, avide de prouesses, qui, imprégné de l'esprit de la Perse chevaleresque, des croisés même qu'il combattait comme guerrier, mais épargnait comme vaincus et prisonniers, commençait une grande carrière de conquérant. Il aurait parlé au duc, qu'il combla de présents précieux [4], de relations de sa famille avec telle princesse d'Autriche captive,

[1] Albert de Stade, à la date de 1186.

[2] Annales de Cologne, à la date de 1168.

[3] Notre *Brève histoire des Croisades*, pp. 113-114.

[4] 800 chevaux, dont trente aux freins d'argent et aux selles ornées d'ivoire, huit tentes, six chameaux, deux léopards ; Arnold de Lübeck. Cf. notre contribution aux « Mélanges Lot », Paris, 1925.

et on lui attribuait des propositions de mariage faites à Frédéric pour son héritier [1].

On ne croyait pas si proche le danger pour le royaume de Godefroy de Bouillon et pour la ville même de Jérusalem. Mais, après la mort, en 1173, du fils du roi Amaury, le quatrième Baudouin, la discorde s'ajouta à la faiblesse. Dès ce moment, les tuteurs du jeune roi avaient demandé aussi l'appui de l'empereur, qui avait même des accointances secrètes avec Saladin. Bientôt, on allait envoyer les clefs de Jérusalem au nouveau roi de France, fils et successeur de Louis VII, Philippe Auguste, et celles de la Tour de David au preu chevalier qui remplaça Henri II en Angleterre, Richard, dont la poésie provençale — et il en était un des représentants — fit le « Cœur-de-Lion ».

Saladin venait de prendre Damas et, malgré des échecs auxquels participèrent aussi les Francs de Terre Sainte, il put recueillir bientôt, jusqu'en 1183, tout l'héritage de Nour-ed-din. Pour lui couper le chemin vers cette Jérusalem qu'il considérait, lui aussi, comme une ville sainte, se croyant obligé de la reconquérir pour sa foi — la mosquée blanche d'Aksa le hantait, dit-on, — il n'y avait qu'un roi aveugle, une reine-mère d'une réputation décriée, un patriarche concubinaire, un prince d'Antioche divorcé pour devenir le mari d'une « sorcière » et quelques chevaliers dont les ordres étaient adonnés aux intrigues, plus une population totalement corrompue par l'argent et les mauvaises mœurs des pèlerins. Ce n'était pas la légéreté de Guy ni le manque de courage du mari de l'autre sœur du roi, Isabelle, le connétable Honfroy de Toron, qui auraient pu organiser une vraie résistance.

Le fils du marquis de Montferrat et de Sibylle avait été sacré bien avant la mort du roi malade ; il lui succéda, comme Baudouin V, en 1185, pour agoniser [2]. Sa mère,

[1] Notre *Brève histoire des Croisades*, pp. 114-115.

[2] Des renseignements sur les choses de Jérusalem sont donnés aussi dans Arnold de Lübeck.

sa grand'mère négligèrent de demander, ainsi qu'on l'avait promis, un nouveau souverain aux puissants francs de l'Occident. Les Templiers et quelques éléments d'aventure firent presqu'en cachette couronner devant le tombeau du fondateur de ce royaume en décadence Sibylle, qui elle-même fit roi son mari, depuis longtemps amateur de cette couronne (juillet 1186).

Cependant le Poitevin fut obéi. Son beau-frère ne releva pas l'atteinte portée à ses propres droits. On se réconcilia toute la féodalité de Terre Sainte, comte de Tripolis, prince d'Antioche, chevaliers et brigands, pour les lancer inconsidéremment contre Saladin. Après une longue chevauchée à travers les sables, pour délivrer une dame assiégée par les Infidèles, cette belle armée se trouva, un jour de juillet 1187, accablant de chaleur, devant la rapide cavalerie de Saladin. Cette bataille de Hattin fut fatale aux derniers défenseurs de Jérusalem : parmi les prisonniers, avec le roi lui-même, son frère, son beau-frère, avec l'initiateur de l'expédition, avec le Grand-Maître des Templiers, il y avait le marquis de Montferrat, grand-père de Baudouin V, venu pour appuyer l'enfant royal.

Jérusalem fut aussitôt assiégée ; mais, malgré les efforts de Balian de Naplouse, époux d'une des reines veuves, on ne pouvait pas compter sur une longue résistance ; les indigènes, grecs et syriens, en avaient assez de cette vie de perpétuelles tragédies. Ils voulaient la capitulation, et il fallut bien s'y résigner. D'autant plus que Saladin offrait les conditions les plus honorables, rançonnant les guerriers à un taux acceptable, épargnant les femmes et les enfants, laissant libres sans paiement les pauvres et permettant au patriarche, qui avait sollicité en vain le secours des Occidentaux, de prendre les ornements de ses églises, mais non sans quelques scènes de profanation qui devaient montrer aux habitants orientaux que le règne de la croix latine était bien fini [1].

[1] Guillaume de Tyr et Ernoul.

La perte de Jérusalem eut le plus grand retentissement en Occident, où arrivaient les appels désespérés d'un autre fils du marquis de Montferrat, Conrad, qui, après la perte de Tripolis, défendait dans la forte cité de Tyr plutôt un prestige qu'une réalité de domination. Si on avait pu accuser le Normand d'avoir empêché un pèlerinage [1], l'empereur et les deux rois de langue française ne pouvaient pas se soustraire à un impérieux et urgent devoir.

C'était une croisade qu'avait demandée le patriarche de Jérusalem et les chefs des Ordres de Terre Sainte dans leur dernière mission ; on sollicitait une croisade dans la diète allemande, qui pressait Frédéric, croisé à Mayence, de partir. En France, les souvenirs de la grande croisade avaient résisté à l'échec de la seconde et en Angleterre les fils de Henri II, Jean-sans-Terre [2] lui-même, avaient déclaré vouloir contribuer à la restauration du royaume des pèlerins. Mais tel était l'état de tout ce monde chrétien d'Orient, Latins et Grecs ensemble, qu'une simple expédition libératrice ne pouvait pas suffire. On avait soutenu jusque là, tant bien que mal ; il s'agissait maintenant de construire à nouveau.

Et pas seulement par les chevaliers, maîtres des royaumes occidentaux par-dessus les couronnes, un peu ternies, des rois, et pour les chevaliers. L'essor des villes d'Italie était déjà assez grand pour qu'on pût espérer autre chose que des comptoirs dont le sort dépendait des caprices d'une féodalité changeante et incalculable. La main-mise sur l'Orient devait nécessairement suivre à la pénétration qu'avait créée le royaume de Terre-Sainte et qui avait complètement transformé Byzance elle-même, mêlée si intimement sous les Comnènes à ces vicissitudes.

On ne s'en aperçut pas dès le commencement de cette

[1] Il aurait séquestré les vaisseaux ; Annales de Cologne, année 1186.

[2] Il y avait un « sans Terre » en Allemagne aussi après la distribution des possessions de Frédéric, de son vivant, le prince Otto.

nouvelle agitation guerrière, mais le vrai caractère du mouvement ne devait pas tarder à se préciser de lui-même.

Le Pape Urbain III serait mort de douleur pour ne pas avoir réussi à sauver la ville qu'Urbain II avait contribué à délivrer. Son successeur, Grégoire VIII, au nom significatif pour l'idée de croisade aussi, devait employer tous ses efforts à mettre ensemble une expédition qui aurait dû, dans sa pensée, réunir sous le même drapeau toutes les forces coalisées de l'Europe catholique. Déjà des croisés affluaient sous les drapeaux du roi de Jérusalem, libéré par le bon chevalier Saladin, qui lui-même prenait plaisir à ces luttes sans terme, mais pleines d'éclat. Les Génois aidèrent pendant tout un hiver la défense de Tyr [1], et, malgré le conflit pour la Sardaigne, Pise fournit aussi sa part, l'archevêque Ubaldo, nommé légat dès 1186, étant parti par Messine, maintenant en pays ami, vers cette lointaine Tyr [2]. Venise seule, révolutionnée par l'insuccès de la guerre contre Manuel et conduite, sous le nouveau doge Jean Dandolo, par l'aristocratie du Grand Conseil en formation, de plus liée à Byzance par un nouveau privilège, en 1187, attendait son heure, prochaine.

A la diète de Nurenberg, Frédéric avait reçu, non seulement des ambassadeurs serbes et byzantins, mais aussi les envoyés du sultan d'Asie-Mineure et ceux de Saladin, nombreux et chargés de présents [3]. Il rompit avec le vieil ami contre l'empereur grec qu'était le Seldschoukide et refusa l'offre de l'émir turcoman qui, en échange pour la cession des dernières places occupées encore par les chrétiens en Orient de croisade, promettait seulement la franchise des pèlerinages. Dans une troisième diète, à Ratisbonne, en avril 1189, le jour même de S. Georges, le chevalier chrétien, la décision de partir sans retard fut

[1] Obert, à cette date.
[2] Brève histoire de Pise.
[3] Annales de Cologne.

prise, aussi pour devancer les rois rivaux, les *reguli* de l'Occident, dont l'un, Philippe Auguste, sollicité par le duc de Bourgogne, traitait avec Gênes pour le passage, l'autre, Richard, avait au bout de ses possessions françaises le port qui avait servi déjà, cent ans auparavant, à Raymond de Provence, Marseille.

Ratisbonne étant sise sur le Danube, l'armée de Frédéric, une agglomération de pèlerins, beaucoup d'évêques, un comte de Hollande, un grand nombre de chevaliers d'aventure, les fils de l'empereur, sauf Henri, resté pour garder la paix allemande, en tête, descendit vers cette Hongrie, où, si la fille de Frédéric, mariée au roi Béla III, était morte, le jeune Frédéric était l'époux d'une princesse arpadienne [1]. Le roi libéra à cette occasion son frère qui était captif depuis quinze ans [2]. L'accueil fut amical, une discipline assez stricte étant maintenue dans cette cohue formée au hasard. Il en fut autrement dans le pays d'Isaac, qui avait des relations secrètes avec le monde musulman, espérant voir revenir en Syrie les lointains jours de la domination ou de l'influence byzantine. Du côté des croisés, on se plaignait de rencontrer des « brigands sans foi » [3], qui étaient pour la plupart des bandes slaves et roumaines dans la grande forêt de Nich ; du côté des « Grecs », on critiquait la marche désordonnée de ces pillards qui s'en prirent à Philippopolis, à Andrinople elle-même, à Démotica, l'empereur négociant avec les Serbes révoltés un mariage avec la fille du duc de Méranie et échangeant des émissaires avec ces pâtres valaques, dont le chef s'intitulait Kalopétros comme les empereurs et demandait qu'on lui reconnaisse la qualité « royale » [4]. Comme le roi Béla retira son contingent, il faut bien admettre que le « basileus » n'était pas tout à fait dans le tort.

[1] Cf. les Annales de Marbach.

[2] Arnold de Lübeck, qui donne une exposition contemporaine de ces événements.

[3] *Narratio brevis*, reproduite dans Gustav Richter, ouvr. cité, pp. 120-121, note.

[4] Ansbert.

Pour le passage, il fallait tout de même s'entendre avec Isaac, qui ne demandait rien autre chose qu'un partage raisonnable des terres à conquérir — on parlait d'une bonne « moitié ». Pour ne pas s'engager, Frédéric demanda en vain le concours des bourgeois italiens, mais Pise, la seule qui répondit affirmativement, ne s'offrait que pour la conquête de Constantinople elle-même [1], — idée qui surgit pour la première fois à cette date de 1189 et qui mûrira rapidement.

Ce furent, après un accord, immanquable, les vaisseaux impériaux, au nombre de trois, qui transportèrent l'armée en Asie-Mineure. Il faut reconnaître que jamais on n'avait vu dans ces régions une force chrétienne plus remarquable. Aussi le sultan Koutbeddin, qui avait commencé par demander qu'on lui payât le trajet à travers ses possessions [2], ne put-il opposer qu'une résistance facilement brisée. Les croisés allemands pénétrèrent jusqu'à Ikonion-Konieh, « place grande comme Cologne », qui fut conquise, mais sans vouloir pénétrer jusque dans la ville murée [3]. Mais il était évident qu'on n'entendait pas occuper pour cet empereur byzantin, considéré au fond comme un ennemi, qui avait fait refuser aux croisés l'entrée en groupes nombreux à Philadelphie ; on ne voulait que s'ouvrir, de gré ou de force, un chemin et, quant à la vraie croisade, celle de Syrie, il y avait encore dans le camp ces envoyés du « Soudan », retenus quelque temps par Isaac, avec lesquels on négociait sur le sort de la Terre Sainte. Déjà des ambassadeurs de l'Arménien Léon II se présentaient pour préparer le passage par les gorges du Taurus, lorsqu'un accident mit fin aux grandes espérances réveillées par la croisade impériale :

[1] La Chronique de Ser Raul parle aussi de l'intention qu'aurait eue Frédéric lui-même de prendre Constantinople (« cum libenter vellet ad expugnandum Constantinopolim »). — Nicétas Choniate considère cette idée comme un vain racontar de moine grec.

[2] Frédéric aurait même négocié avec lui sur le prix (Arnold de Lübeck), offrant un « manolata » (d'or et d'airain) à la place du vrai besant qu'on lui demandait.

[3] Nicétas Choniate.

s'étant baigné, en plein juin, dans les eaux de Sélef, l'empereur en fut retiré mort (1190).

Le duc de Souabe, fils de Frédéric et principal vainqueur dans les conflits avec la « multitude innombrable » des Turcs, en partie des Turcomans du désert [1], prit la conduite de l'armée qui, du reste, après la disparition du chef, se partageait en bandes de pèlerins armés et de chercheurs d'aventure. On déposa à Tarse le cœur de l'inlassable guerrier et on porta jusqu'à Antioche, jusqu'à Tyr ses ossements. Le duc lui-même, s'étant confondu avec la masse énorme et chaotique des assiégeants d'Acre, y finit bientôt ses jours. Ce fut aussi le sort du landgrave de Thuringe.

Le tour était venu aux deux rois, de France et d'Angleterre.

Dès leurs premiers mouvements, on put s'apercevoir que, si l'un d'entre eux, — Richard,— considérait ce voyage comme une succession de brillantes aventures, les deux mettaient la croisade en rapport avec les liens et les intérêts de la politique générale européenne.

Ils passèrent, sans y être obligés, par les Etats du roi normand et durent y conclure, non seulement des arrangements réciproques, mais aussi chacun un pacte avec Guillaume II, qui entretenait aussi des relations avec un contre-empereur byzantin établi dans l'île de Chypre, Isaac Comnène, prince légitime à l'égard de la nouvelle dynastie, usurpatrice. Le mariage de Constance avec Henri d'Allemagne, pris par la querelle avec Henri-le-Lion, qui était revenu avec son fils d'Angleterre, — et elle savait bien ce qu'elle faisait en lui donnant asile, — paraissait préoccuper très peu le roi sans enfants. On pouvait trouver aussi d'autres solutions à la question, ouverte, de sa succession. D'autant plus que Jeanne

[1] Les « Turcomani de Berza », « agrestes Turchi qui nullo detinentur imperio et nulla loca possident, sed morantur in agris » de Ser Raul. On se laissait conduire par des émirs qui offraient, en échange pour de l'argent, la garantie de leur propre tête.

d'Angleterre, sœur de Richard, était reine des Deux Siciles ; Richard paraissait vouloir affermir sa situation en se fiançant sur cette terre de Sicile à Bérangère de Navarre, proche parente de la mère même de Guillaume. Peut-être aussi nourrissait-on de nouveaux projets normands sur Byzance.

Ce fut seulement au printemps de l'année 1190 que parurent à Acre les premiers représentants armés de ces deux royautés de croisade. Aussitôt après le débarquement des deux rois (avril et juin 1191), dont Richard s'attarda en Sicile, attendant probablement le résultat du conflit entre les barons siciliens et leur nouveau maître allemand (Guillaume était mort le 18 novembre 1189), — des questions de dépendance féodale se présentèrent entre ces suzerains et les vassaux en Terre Sainte. Le Poitevin Guy de Lusignan devait naturellement faire l'hommage au fils d'Aliénor d'Aquitaine. Alors, Conrad de Montferrat, déjà fiancé à Constantinople, où il avait joué un très grand rôle, à Théodora, parente de l'empereur et à qui on avait fait épouser la princesse Isabelle, elle-même divorcée, se tourna du côté de Philippe.

Le siège d'Acre continua avec le concours des nouveaux venus, qui ne représentaient cependant, avec tout leur prestige, qu'un apport médiocre. C'était une guerre qui ne manquait pas d'agrément, et entre les deux camps il y avait des visites, des échanges de présents, et d'influence aussi. Le port syrien était devenu la place où se rencontraient et fraternisaient presque les deux chevaleries. Les vraies discordes existaient seulement entre les deux grands chefs étrangers, entre Richard, envahissant et plein d'arrogance, et tel traînard de la croisade allemande, comme le duc Léopold d'Autriche, sans souligner de nouveau l'antagonisme entre les deux partis qui se disputaient une couronne tragique.

Ce spectacle de tournois sanglants et de joutes à conséquences devait cependant finir par la fatigue qui saisit les uns comme les autres. Les chrétiens ne s'obstinèrent plus à réclamer la restitution, intégrale, du royau-

me de Jérusalem, celle de la vraie croix et des prisonniers. La sainte relique seule fut restituée et 200.000 pièces d'or rachetèrent l'armée « sarrasine » qui se retirait. Le 12 juillet, les étendards des deux rois furent hissés sur les tours de la puissante citadelle. Philippe, ayant accompli, selon son opinion, l'œuvre pour laquelle il avait quitté ses Etats, partit aussitôt, laissant le pouvoir à Guy, auquel devait succéder son rival.

Le point de vue anglais avait vaincu. On avait décidé aussi que, en cas de vacance, ce sera le roi d'Angleterre qui désignera le nouveau roi. Richard entendait faire encore plus : il voulait une rencontre à lui seul, en rase compagne, avec le chevalier de l'Islam, et il l'eut à Arsur. Il pensait aussi à la conquête de la côte, à une entrée triomphale à Jérusalem. Mais la résistance de Saladin était trop forte pour que Richard pût garder ces illusions. Insaisissable, il retenait ce pays qui s'était groupé sous son impulsion. Des négociations s'ouvrirent, amicales, courtoises. On parlait de la possibilité d'un fief anglais de Terre Sainte pour le frère de Saladin, du mariage de ce prince avec la sœur de Richard, restée veuve du roi de Sicile.

Le « Cœur de Lion » ne pouvait pas cependant maîtriser les éléments perpétuellement discordants du royaume de Jérusalem et de la triple croisade. Avant et après la mort de Conrad, tué par un émissaire des « assassins » musulmans du Liban, les chevaliers de Terre Sainte se faisaient presque la guerre. Les Génois étaient aux prises avec les Pisans. Lorsque Conrad, qui s'était réconcilié avec Richard, disparut, Guy fut évincé, et il dut se trouver une place en Chypre, achetée au roi d'Angleterre, qui s'en croyait propriétaire légitime. Hugues de Bourgogne n'arriva pas à obtenir ce royaume de Jérusalem qu'il réclamait au nom des croisés de France, mais ce fut un autre Français, troisième mari d'Isabelle, Henri de Champagne, qui l'eut. Le prince d'Antioche avait pensé aussi à la succession. L'empereur byzantin faisait des avances au Soudan. Richard, qui conduisait les négo-

ciations des Francs avec ce prince, dut rabattre de ses premières prétentions ; il fut heureux de voir admettre par Saladin, en août 1192, dans une trève pour trois ans et quarante jours [1], la possession du roi Henri sur Tyr, Acre, Césarée et Arsouf, Jaffa et les villes voisines, sur Ascalon, qui ne sera pas fortifiée pendant trois ans. Refusant de paraître en pèlerin, comme les autres, dans cette église du Saint Sépulcre, où de nouveau des prêtres latins célébraient la messe, il s'embarqua en octobre pour subir des insultes pires que cet insuccès final.

Pendant son absence, Henri, roi d'Allemagne, époux de Constance, s'était installé dans son royaume des deux Siciles, disputé par Tancred de Lecce, parent bâtard de Guillaume, qui, reconnu par le Pape, se fit couronner à Palerme et retint prisonnière à Salerne Constance, sa tante.

Clément III, qui se présentait comme initiateur et régisseur de cette grande croisade générale, comprenant aussi les exploits des Frisons, des Flamands, qui travaillaient en Afrique, mourut au moment même où les « ministériels » du nouveau souverain passaient les Alpes. Un vieillard de quatre-vingt cinq ans lui avait succédé, Célestin III, et il n'avait aucun appui pour une résistance qui n'était pas, du reste, dans ses intentions. Sans rien réclamer pour son Eglise et pour les alliés du Saint Siège, il couronna à Rome, en avril, de la couronne impériale Henri et Constance, délivrée par ordre du pontife. Il avait fallu céder aux Romains Tusculum pour obtenir qu'ils tolérassent la cérémonie.

Mais, malgré l'appui des Génois, le Hohenstaufen n'arriva pas à se saisir de Naples, sous les murs de laquelle il laissa deux de ses compagnons, l'archevêque de Cologne et le duc de Bohême. Revenu dans ses Etats, il y trouva la révolte du fils, revenu de Naples à Marseille, de Marseille en Saxe, de Henri le Lion et tout un mouve-

[1] Arnold de Lübeck.

ment qui tendait à orienter l'Empire vers le Rhin d'influence française. Berthold de Zähringen, le « Bourguignon », se souleva aussi et on voulut faire roi d'Allemagne, avec le concours du duc de Limbourg, celui de Louvain, en terre romane ; l'archevêque de Reims sacrait, contre la volonté de l'empereur, un évêque de Liège, qui fut aussitôt assassiné par les « fidèles » de Henri.

On ne paraissait attendre que l'arrivée de Richard pour une action plus énergique. Le croisé anglais s'arrêta de nouveau en Sicile, où il s'unit avec le roi Tancred, qui paraissait solidement établi dans son héritage. Le roi d'Angleterre, qu'on accusait de « n'avoir pas montré d'estime pour la nation allemande » [1], ayant fait écarter des murs d'Acre la bannière de ce duc d'Autriche qui représentait la croisade impériale, descendit sur les côtes de « Bulgarie » pour se rendre incognito à Venise. Le seigneur de Görz, Meinhard, le suivit et un « ministériel » de Salzbourg le contraignit à passer sur les terres du duc qu'il avait offensé. Pris dans sa cachette près de Vienne, Richard fut enfermé, pour cette rancune, au château de Dürrenstein. Puis, dans une diète d'empire, à Spire, en 1193, il dut présenter sa défense et promettre la somme du rachat, jusqu'au paiement de laquelle on lui assigna un autre abri forcé. Il reste cependant absolument douteux qu'on eût pensé à lui demander avant son départ, au commencement de l'année suivante, de faire l'hommage de vassalité [2].

Peu de jours après la délivrance de Richard, Tancred mourait, ouvrant ainsi à son rival la possibilité d'une nouvelle expédition italienne. Elle fut d'une violence et d'une cruauté exceptionnelles. Quiconque refusait de se soumettre, soutenant les prétentions de la veuve de Tancred et de son fils, était considéré comme un rebelle qu'il

[1] Annales de Cologne.
[2] Surtout les Annales de Marbach.

faut mutiler, pendre, empaler, brûler, traîner à la queue des chevaux ou décapiter. L'amiral du royaume, Margaritone, le comte Richard furent aveuglés ; en Sicile, on plantait des clous dans le crâne d'un autre partisan de la royauté nationale. Parmi les prisonniers, il y avait la reine Sibylle, veuve de Tancred, sa fille, une fille d'Isaac, mariée à l'héritier. Le trésor fut pillé et transporté au château de Trifels, qu'avait à peine quitté Richard [1].

C'est dans ces conditions que la couronne du glorieux Roger fut posée sur la tête de ce dur tyran et qu'il eut la joie de voir baptiser du nom de Frédéric, mais aussi de Roger, le fils que lui donna Constance [2].

Se croyant complètement rassuré de ce côté, il annonça dans une assemblée solennelle, à Bari, en 1195, la reprise de la croisade impériale qu'il jugeait seulement interrompue par la mort de son père. De nouvelles épreuves l'attendaient que devait finir une mort précoce avant l'établissement de cette monarchie universelle, dont, dans l'opinion de ses contemporains, d'Orient et d'Occident, il rêvait [3].

Le rêve était cependant — on le voit bien par le territoire réclamé, de Durazzo à Thessalonique [4], et par la part qu'il prit à la chute d'Isaac [5] — celui de cette

[1] Annales allemandes, celles du Mont-Cassin, d'Ottobono, de Ceccano ; Chronique de Richard de S. Germano, Muratori, VII, c. 971, 974.

[2] Cf. Bloch, *Forschungen zur Politik Kaiser Heinrichs VI in den Jahren* 1191-1194, Berlin, 1892.

[3] Cf. Otto de S. Blasien : « Nam bello intestino fraternaque discordia pro regno exhaustam Graeciam considerans eamque romano imperio subicere desiderans, qui id modo fieret sagaci mente tractabat » (ch. 43) ; le même : « ad obtinendam Graeciam imperiumque constantinopolitanum intendit animum ». Voy. Nicétas Choniatès : ὡς εἰ κυρίων κύριος καθεισθήκει καὶ βασιλεὺς ἀναδέδεικται βασιλέων. Le même : κύριος ἔσεῖται τῶν κύκλῳ δυναστειῶν, τοὺς Ἀντονίους καὶ Αὐγούστους Καίσαρας τῷ διανοητικῷ φανταζόμενος. Alexis paya le lourd prix de rachat de l'*alamanikon*.

[4] Nicétas Choniate.

[5] Otto de S. Blasien : « Ipseque (Alexius) imperium cum urbe constantinopolitana nactus, militiam Teutonicorum, ad se vocatam, in gratiam Caesaris liberaliter habuit ».

royauté normande qu'il était arrivé à représenter et qui sur cette terre, que rougiront de nouveau en 1196 les meurtres de justice et les châtiments de revanche, prenait peu à peu l'âme du prince allemand, lui prêtant ses traditions et lui infiltrant son idéal. Cette dernière survivance du passé voulait faire un nouvel effort pour le triomphe de l'hiérarchie.

En 1196, avant son second voyage en Italie, l'empereur avait proposé aux princes de l'empire, qui se montraient disposés, presque sans exception, à l'accompagner en Palestine [1], de consentir à ce que l'Allemagne devienne un Etat de monarchie héréditaire, comme la France ou d'autres royaumes [2].

Il demanda même qu'ils attestent en toute forme, en apposant leurs sceaux, l'approbation donnée à cette réforme. Encore une fois, c'était l'esprit normand qui pénétrait, avec tout ce qu'il comprenait de romanisme et de vieille tradition byzantine. Celui qui bientôt, le lendemain des plus barbares exécutions, devait prendre soin de l'administration régulière, directe, absolue de son Etat des Deux-Siciles [3] s'était habitué assez vite à penser de cette façon.

Ces attitudes ne déplaisaient pas seulement aux princes de l'Allemagne, qui se rassemblèrent pour demander que les anciennes coutumes d'élection soient maintenues, faisant semblant de ne pas pas vouloir accepter cet enfant que leur envoyait la vieille Normande de Sicile. Constance elle-même regardait avec effroi le bouleversement tragique que provoquait la volonté inquiète de ce débile et farouche César. En 1196, elle avait incliné à faire élire un roi ou au moins un tuteur pour son fils, et

[1] Cum ultra mare ire debeam », lit-on dans son testament (Tœche, *Kaiser Heinrich VI.*, Leipzig, 1867, p. 271).

[2] Ad eandem curiam imperator novum et inauditum decretum romano regno voluit cum principibus confirmare, ut in romanum regnum, sicut in Franciae vel ceteris regnis, jure hereditario reges sibi succederent ; Annales de Marbach, à cette année.

[3] Continuation des Annales de S. Blasien : « Judices regionibus, jura civitatibus, leges potestatum dignitatibus constituens ».

elle dut assister, en guise de punition, aux atroces scènes de représailles qui suivirent, une couronne de fer chauffée au rouge ayant été placée sur la tête du malheureux. On ne soupçonna pas l'impératrice lorsqu'aussitôt après, le 28 septembre, une mort presque subite enleva, le lendemain d'une chasse, Henri, au moment où une grande partie des croisés allemands faisaient déjà voile pour la Terre Sainte, où les attendait un roi de Chypre, le frère de Guy de Lusignan, Amaury, et un roi de l'Arménie montagneuse, de la « Montanea », reconnus et couronnés par ce César qui s'arrogeait les droits de l'Eglise [1].

Il était impossible de maintenir la royauté allemande du jeune Roger-Frédéric. Constance considérait, du reste, la mort de son mari comme une rupture avec l'ambition des Hohenstaufen, comme un retour aux traditions, vieilles de plusieurs générations, de son pays, de sa nation à elle. Elle prend son fils et le retient en Sicile, où Henri est enseveli comme roi normand, à côté de ses prédécesseurs. Pendant ce temps, les barons, les villes chassent le sénéchal Marquard, « marquis d'Ancône, duc de Ravenne, procureur du royaume de Sicile, sénéchal de la Cour impériale [2] », de même qu'à Spolète, dans la Marche, on donne la chasse aux « barbares » exécrés. Le duc Philippe, auquel son frère avait donné la Souabe, le mariant avec la fille d'Isaac l'Ange, Irène-Marie, et qui était venu le rencontrer en Italie, dut quitter aussitôt son sol brûlant.

Revenu en Allemagne, il trouva un parti qui entendait reprendre au fils de Henri le titre qui lui avait été reconnu. Pour le remplacer, on pensa de nouveau au candidat des Rhénans, Berthold de Zähringen, pour s'arrêter, après son refus et celui de Bernard de Saxe, à la personne d'un prince de la famille du vieux Lion, qui

[1] Annales de Marbach et de Cologne ; *Chronicon Urspergense ;* chronique anglaise de Roger de Hoveden.

[2] *Mon. Germ. Hist., Leges,* II, p. 202.

venait de mourir, Otto, fils d'une Anglaise, né en Normandie, élevé à la façon française en Angleterre par le roi Richard, qu'il cherche à imiter, et présentement comte de Poitou. Alors que les partisans des Hohenstaufen nomment (mars 1198) Philippe tuteur de Frédéric, puis « défenseur de l'empire », pour l'élever presqu'aussitôt à la royauté et le mener à Mayence où il devait être couronné [1], les autres, le duc de Brabant et le comte de Flandre à leur tête, proclament et consacrent à Aix-la-Chapelle le roi Otto (juin). Le « lionceau » placé sur le trône d'Henri VI était la revanche du « Cœur de Lion » pour sa prison, sa rançon et son humiliation. Comme la guerre avait repris entre les rois de France et d'Angleterre, Philippe Auguste conclut un traité avec son homonyme allemand, soutenu aussi par le duc de Bohême, Ottocar, auquel avait été reconnue la situation royale longuement disputée à sa dynastie [2].

Le pape Célestin venait de mourir, et dans l'ardent Italien qui lui succéda, Innocent III, un ennemi irréductible avait surgi contre la race des envahisseurs des régales du Saint-Siège, contre ceux qui avaient cherché à confisquer ce royaume des Deux Siciles, fief de l'Eglise. Le nouveau pontife s'installe aussitôt dans toutes les possessions pendant longtemps retenues par les vicaires et les sénéchaux germaniques. Dans le doux Philippe il voit l'ancien administrateur des biens de Mathilde, le complice de son frère dans la politique de crimes contre les défenseurs des libertés italiennes. Tuteur de Frédéric, en vertu du testament de Constance, qui s'éteignit dès 1198, il ne pense pas à voir en lui un héritier de Frédéric Barberousse ; comme Otto cède tout ce qu'on lui demande [3], c'est lui qui sera le roi reconnu par l'Eglise, l'autre deve-

[1] Cf., avec les chroniques plusieurs fois mentionnées, les déclarations de Philippe lui-même dans les *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 210 et suiv.

[2] *Ibid.*, p. 202 et suiv.

[3] *Ibid.*, pp. 205-206.

nant bientôt, malgré ses gestes de soumission, presqu'un excommunié.

Mais, lorsque Philippe se soumit à une seconde élection et reçut de nouveau la couronne, cette fois à Aix-la-Chapelle même, lorsque le roi de Bohême, devenu un ennemi pour voir son titre confirmé par le Pape fut contraint de s'humilier, lorsque les Rhénans et le duc de Brabant lui-même se rallièrent au fils cadet de Frédéric, l'Allemagne paraissait avoir de nouveau un chef, bien qu'il dût se tenir dans les strictes limites de sa royauté germanique, très satisfait d'être en quelque sorte oublié par le Pape. Sa situation était cependant assez modeste pour qu'un candidat évincé à la main d'une de ses filles, Otto de Witelsbach, pût pénétrer chez lui et le blesser mortellement (1208). Bon gardien de la trêve imposée par une des dernières diètes, Otto allait régner en vassal de l'Eglise, de cette Eglise qui avait aussi la garde du royaume normand, mais qui d'elle-même, malgré l'imposante personnalité d'Innocent, ne pouvait pas redevenir un facteur d'initiative pour la chrétienté.

CHAPITRE XV

Moines, chevaliers et bourgeois, rois nationaux comme remplaçants des hiérarchies.

L'impulsion devait venir d'ailleurs : des chevaliers qui essaimaient partout, travaillant pour leur propre compte, des bourgeois qui se présentent désormais en créateurs d'Etats, des masses populaires qui, se manifestant de nouveau, cherchent à changer le caractère de l'Eglise.

L'apparition de Dominique l'Espagnol, créateur d'un nouvel Ordre de moines, dont l'activité « prédicatrice » est destinée à extirper les dernières racines de l'hérésie pour les convertir de gré ou de force, n'a rien d'extraordinaire. Cette apparition rentre dans ce que l'Espagne des trois royaumes donnait au monde chrétien à cette époque.

Beaucoup plus inattendue et très caractéristique pour le nouvel esprit est la personnalité et l'œuvre de saint François, un intrus, assez tard béatifié, dans les rangs d'une organisation ecclésiastique fortement disciplinée.

Les chroniques de l'époque, dont quelques-unes sont fortement imprégnées de l'esprit romain appliqué à l'Empire et cherchent dans l'antiquité, non seulement des noms, des origines, mais aussi une doctrine, présentent aussi très souvent un reflet des idées mystiques que les malheurs avaient suscitées dans l'âme des nations affligées. Comme aussi dans la Byzance des derniers Comnènes, on croit aux présages, aux signes ; on s'intéresse aux légendes qui parlent d'œuvres sataniques,

d'animaux miraculeux, de visions apocalyptiques. Des simples paraissaient en Gascogne et ailleurs, et on prêtait foi à leur verbiage inspiré.

Marchand toscan ayant voyagé en Orient, pendant que le royaume de Jérusalem répandait sciemment ses histoires merveilleuses, François se prit d'un amour sans bornes pour toute la création, pour celle qui ne peut pas parler, pour celle à laquelle le mouvement n'a pas été donné, jusqu'aux étoiles consolatrices et au bon « seigneur » qui est le soleil. La légende le présente parlant aux oiseaux, faisant fléchir la fureur des bêtes de proie avec lesquelles il s'entend et dont il recueille les promesses dûment garanties. Alors que la violence trouble la terre et que la tyrannie la régit, que les puissants réunissent les enseignements les plus cruels de tous les pays pour s'imposer aux désobéissants et terroriser les incertains, il se sent un «*mésel* » du Christ et le dit dans le langage de sa Toscane, qui gagne dans sa bouche le plus doux des accents, *il poverello di Cristo*. Nu-pieds, tête découverte, grossiers vêtements de voyage perpétuel retenus par une corde, les siens l'entourent, le suivent et l'imitent. Ceux qui savent raconter et chanter, ceux qui s'entendent à peindre trouvent une inspiration jusque là inconnue dans cette doctrine qui n'en est pas une, car, si elle est écrite dans les « fioretti » de l'apôtre des pauvres, elle ne sera jamais ni réduite en théorie, ni prêchée en chaire. Une poésie toute fraîche envahit l'humanité, et des milliers d'âmes fleurissent sous la magique influence de son humilité profonde.

Sans connaître François et les « frères mineurs » ses élèves, dans toute la chrétienté il y a un mouvement de ceux qui jusqu'ici avaient été négligés et méprisés. Ils sentent que leur tour est venu de parler, et ainsi, après les exhortations papales et les leçons de saint Bernard, la parole sincèrement chaleureuse d'un curé de village en France, Foulques de Neuilly, thaumaturge populaire, qui fait voir les aveugles et marcher les perclus, mettra en branle une nouvelle croisade.

On a bien besoin de cet afflux de pèlerins, car les derniers restes du royaume de Jérusalem s'effritent, malgré l'arrivée de pèlerins plus ou moins armés, malgré le bon gouvernement du roi Henri, réconcilié à la nouvelle dynastie de Chypre, malgré la formation en Arménie d'un royaume latin de religion, de tendances, et même d'alliances dynastiques, et, surtout, malgré la mort de Saladin et le partage de ses possessions.

L'apport des croisés allemands, parmi lesquels Otto de Brandebourg, Hermann de Thuringe, le duc de Brabant et le comte de Limbourg [1] et la plupart des évêques d'Allemagne, sous la conduite du chevalier Conrad, qui portait les couronnes de Chypre et d'Arménie, était assez maigre : ils s'occupaient plus de leur propre dévergondage, installant leurs chevaux dans les églises et détruisant les restes d'une grandeur finie, que de la guerre contre les Infidèles. Cependant, encouragé par ces renforts, le nouveau roi de Jérusalem, — après la mort de Henri, dès 1197, — Amaury de Chypre, commença une offensive qui lui donna Beyrouth, pendant qu'à Antioche étaient réunies Gibelet et Laodicée. Puis, à la nouvelle de la mort du César allemand, Conrad s'empressa de recueillir quelques reliques en souvenir de ses bonnes intentions et de faire voile vers sa patrie.

La croisade prêchée par Foulques devait avoir pour chef le représentant de cette Maison de Champagne qui avait un héritage à recueillir en Orient, le comte Thibaut. A sa mort, en 1201, celui qui brigua cet honneur, fut le frère du roi Conrad, Boniface de Montferrat, qui pensait probablement à un mariage avec la princesse Marie, fille de son frère. Lui confier l'expédition, c'était aussi intéresser les deux empires, étant données, d'un côté, les fréquentes relations de cette Maison subalpine avec les Hohenstaufen et, de l'autre, le double lien de famille avec les Comnènes. Si, à côté de Bourguignons, de la lignée de Hugues, mort en pèlerin, et de Lorrains, comme le

[1] Arnold de Lübeck ; Annales de Marbach.

comte de Bar, il y avait dans l'armée du « passage » le comte de Flandre Baudouin, c'est que sa famille aussi avait tout récemment participé à la défense de la Terre Sainte.

On s'entendit avec Venise pour le transport, et, en échange pour une somme très importante, cette ville, qui avait armé une flotte pour défendre Isaac contre l'attaque d'Henri VI, héritier des anciens rivaux normands dans l'Adriatique, s'engagea à transporter 45.000 chevaliers, plus 9.000 écuyers et 20.000 sergeants, des chiffres formidables pour l'époque [2], au but, qui devait être l'Egypte. En cas d'impuissance de payer, l'armée aurait aidé le doge, qui prit part personnellement à l'expédition, à reprendre Zara sur les Hongrois du roi André II [3].

Cette participation du vieux doge aveugle est tout à fait significative [4]. Depuis l'expédition contre Manuel, entreprise unique, le chef de l'Etat vénitien n'avait pas quitté ses possessions. Le faire pour Zara paraîtrait un trop grand sacrifice, étant donné son âge et ses infirmités, les difficultés constitutionnelles aussi, surgies dans les derniers temps. Du reste, il ne devait pas quitter la flotte après le succès de cette entreprise. Il faut bien admettre que, dès le début, invités par le fils d'Isaac, qui était abrité chez sa sœur, la femme du roi germanique, les Vénitiens avaient en vue une intervention à Constantinople [5].

Dès Zara on avait le jeune Alexis dans les rangs de

[1] Théodora, la sœur d'Isaac, mariée à Conrad, avait été d'abord proposée à Boniface (Nicétas Choniate).

[2] Henri VI aurait rassemblé, d'après Arnold de Lübeck, 60.000 hommes. Nicétas ne compte, sur les cent dix vaisseaux vénitiens, que mille chevaliers et trente mille gens de pied.

[3] Sa femme était Gertrude d'Andechs, sœur du marquis d'Istrie.

[4] Voy. aussi Schmeidler, *Der Dux und das commune Venetiarum (1141-1229)*, (« Historische Studien », t. 35), Berlin, 1902.

[5] On accusait même Venise d'avoir provoqué la « déviation » de la croisade pour épargner, dans l'intérêt de son commerce, le Soudan.

l'armée. A Durazzo, il était descendu pour se faire proclamer empereur par les habitants. Ce ne fut cependant qu'après être arrivé, sans se trop presser, à Corfou, qu'un nouveau traité fut conclu par lequel l'empereur associé promettait, en son nom et en celui de son père, si on les rétablissait, une somme importante, dépassant, certainement, ses moyens, des provisions pour la croisade, à laquelle il fournira un contingent de 10.000 chevaliers pour un an, s'engageant de plus à entretenir en Terre Sainte libérée 500 autres d'une façon permanente. On pouvait croire que posséder pour la première fois une base dans la capitale de l'empire byzantin, ne plus avoir le souci du chemin et de l'approvisionnement était un très grand succès pour la cause sainte.

Lorsque l'armée apprit, au printemps de l'année 1203, la nouvelle besogne qu'on lui assignait, elle ne résista pas à l'appât des richesses, devenues fabuleuses, de cette « Nouvelle Rome », haïe et enviée. Les compagnons de Henri le Lion avaient tout récemment parlé du luxe déployé à l'occasion du passage de leur maître, des tentes de lin et de pourpre couvertes d'or, des maisons ornées de mosaïques et de gemmes, des portes d'argent, de la profusion des étoffes précieuses [1]. On lutta donc vaillamment pour installer un prince devenu un camarade et dont on escomptait la libéralité. La ville, mal défendue, dut capituler, et Isaac, aveuglé, réoccupa, le 18 juillet, son trône, ayant à côté de lui le fils qui l'avait délivré et restitué.

On s'incommodait très peu des ordres du Pape, qui avait désapprouvé avec la dernière énergie l'acte de brigandage accompli à Zara contre un roi annonçant sa propre croisade [2]. On ne tenait nullement compte des interdictions et des exhortations du légat, qui accompagnait les pèlerins sans pouvoir les dominer. Le Saint

[1] Arnold de Lübeck.

[2] Oberto, en Génois, ennemi des Vénitiens, critiquant la « déviation », que désapprouvait aussi le comte de S. Pol et d'autres, parle du pillage toléré à Zara.

Siège, hostile aux Byzantins, avait à leur égard une toute autre politique que celle qui entendait se borner seulement à écarter un usurpateur pour en revenir à un autre schismatique. Reprenant l'idée de la domination universelle, abandonnée par la royauté germanique, il avait fait à l'égard des Valaques révoltés, pour Jean, intitulé Joannice, ce que Frédéric Ier avait eu des scrupules de faire pour Pierre ; sans vouloir porter atteinte à la théorie de l'Empire et se rappelant l'action de Nicolas Ier, en Bulgarie, à peine convertie, il reconnut un « roi des Bulgares », et parce que ce roi entendait être aussi, et surtout, basileus des Romains, la chancellerie pontificale ajouta le nom des Valaques romans, roumains.

Le grand-joupan de Serbie, assez important pour pouvoir demander et obtenir la princesse byzantine Eudoxie, qu'il maltraita, obtint aussi une couronne de la part du Pape, auquel, du reste, ni lui, ni son frère Vlkan, n'entendaient guère, malgré leurs offres initiales, rester liés sous le rapport religieux. On s'occupait de convertir aussi les patarènes de la Bosnie, en flattant le Ban Coulin [1]. Si un Empire latin devait couronner cette pénétration, complétée par l'Etat de croisade dans l'île de Chypre, c'eut été la Hongrie apostolique, capable de le défendre, qui en aurait profité.

Pendant qu'Alexis IV faisait en Thrace des exploits de jeune chevalier, les Vénitiens entendaient être payés, et les croisés ne trouvaient pas les moyens de poursuivre leur expédition, à laquelle ils étaient bien décidés, la comtesse de Flandre attendant à Acre son mari.

Jadis, à Constantinople, on avait eu une compréhension admirative pour la croisade de Frédéric, et le chroniqueur grec de l'époque, Nicétas Choniate, s'exprime dans ces termes sur la bravoure des croisés et le sacrifice que représentait leur action : « Brûlant d'un zèle plus ardent que nul autre prince chrétien pour la gloire

[1] Migne, *Patrologia latina*, CCXV, p. 236 et suiv. Cf. notre *Brève histoire des croisades*, p. 145 et suiv.

du Sauveur, Frédéric a méprisé le royaume de ses ancêtres et a renoncé à son palais et à son repos pour souffrir toute sorte d'incommodités avec les pauvres de la Palestine et pour délivrer le saint tombeau, qui est une source de vie. Il n'a point été étonné de la longueur, ni de la difficulté des chemins, ni des pièges que la malice de divers peuples lui a tendus. Il n'a point appréhendé de manquer des secours les plus nécessaires à la conservation de la vie, de n'avoir point d'eau ou de n'en avoir que de bourbeuse, de n'avoir point de pain, ou de n'en avoir que de bis et quelquefois que de gâté ou de suspect. Il n'a point été retenu par les larmes, ni par les embrassements de ses enfants. Il s'est exposé, à l'imitation du grand Paul, non seulement à être lié, mais à mourir [1] ».

Mais, cette fois, on avait depuis des mois devant la brillante capitale, à laquelle on n'avait pas encore touché, une armée d'une discipline douteuse, que les empereurs ne voulaient ni payer ni employer, si elle y avait consenti, à des exploits nouveaux. De plus en plus, les réclamations devenaient fortes, et le pillage des environs de Constantinople commençait nécessairement. Dans ce conflit, le règne d'Isaac et d'Alexis IV devait sombrer, et les conséquences n'apparaissaient que d'une façon très visible. Comme la populace avait dévasté le quartier des Pisans, un traité formel fut conclu dès le mois d'août entre les deux nations italiennes dans un but qui n'était que trop compréhensible [2]. Un incendie provoqué par les Flamands, qui avaient attaqué la synagogue des Juifs, avait consumé des quartiers entiers jusqu'à Sainte-Sophie, et cet incident envenima encore plus les relations entre les Grecs et les Latins. Du côté des Byzantins, on essaya à plusieurs reprises de brûler la flotte des croisés.

En janvier 1204, la multitude demanda un empereur qui règne et délivre, et on s'arrêta sur un jeune homme sans prestige, Nicolas Kannabos. Alors le protovestiaire

[1] Traduction de Cousin.

[2] Nicétas Choniate. Cf. aussi les Annales de Cologne.

Alexis Doucas « aux gros sourcils », Mourtzouphlos, fit arrêter le jeune Alexis, qui avait demandé le concours du marquis de Montferrat, et, écartant son concurrent, se fit proclamer empereur.

Le doge était disposé à négocier avec le nouveau maître de Byzance, un soldat énergique, mais déjà les Flamands étaient aux prises avec les défenseurs de la ville. On s'entendit, en mars, entre barons francs et bourgeois italiens, pour la conquête de l'Empire et le partage régulier, d'après les normes précises de la comptabilité vénitienne, supputant par « quarts », par « quartiers » et « tiers ». Un collège, comme à Venise, choisira l'empereur, comme s'il s'agissait d'un doge ; quant à l'Eglise, elle appartiendra à ces Vénitiens contre lesquels le Saint Siège lançait cependant ses semonces.

Le 13 avril, après des combats sans grande importance, les croisés entraient dans Constantinople en flammes. Alexis V s'était enfui, mais ayant été poursuivi et pris, on le jeta du haut d'une tour. Sur les ruines de l'Empire, Théodore Laskaris, gendre de l'empereur Alexis IV, et Théodore Doucas se disputaient une couronne qui appartenait déjà aux vainqueurs, occupés au plus barbare et au plus destructeur des pillages ; ils y étaient aidés par la lie de la population elle-même, qui enviait les riches et les puissants. On s'emparait des objets d'art et des reliques.

Dans l'église des Saints Apôtres, avec les tombeaux des vieux empereurs, l'élection de leur successeur latin eut lieu le 9 mai. Ce ne fut pas Boniface, auquel on offrit seulement la couronne « normande » de Thessalonique et qui épousera la veuve d'Isaac, car ce subalpin était un Italien ayant des intérêts trop rapprochés de ceux des Vénitiens ; mais bien Baudouin de Flandre. Or celui-ci sera considéré avec une antipathie croissante, et on suscita contre lui Joannice, qui, arrivant avec ses Valaques et des Coumans d'outre-Danube, s'en saisit pour le laisser mourir en prison. Boniface fut accueilli en Thessalie séparatiste, sauf dans la « Grande Valachie », comme un

quasi-Byzantin, habitué aux mœurs grecques et apparenté aux dynasties de Byzance. Les villes qui avaient résisté à l'usurpateur Léon Sgouros, époux d'Eudoxie, divorcée du Serbe Etienne et veuve de Mourtzouphlos, se donnèrent volontiers à cet homme sage qui promettait un régime de protection et de tolérance. Les Italiens du « marquis », les Lombards, allèrent jusqu'à Athènes et à Nègrepont. Le prétendant grec ne garda que Corinthe et Nauplie, Sparte étant tenue par Léon Kamarétos, et Alexis IV préféra chercher un refuge chez le roi, c'est-à-dire, au fond, le basileus de Thessalonique.

Dans la Morée seule, des Français s'établirent, recueillant l'hommage des villes, Villehardouin et Guillaume de Champlitte. L'Epitre abrita Michel Doucas, fils du sébastocrator Jean, soutenu par les Albanais et bientôt sans doute aidé par les gens de Naples. Dans les îles, proie des pirates génois et grecs, — un Henri de Malte avait pris Crète, — Venise introduisait patiemment ses officiers. Henri, le nouvel empereur latin de Constantinople, sans se risquer contre le Bulgare pour une revanche douteuse, essayait d'empêcher l'établissement durable dans l'Asie Mineure de Théodore Mangaphas à Philadelphie, des Comnènes à Trébizonde, le vieux gouvernement d'Andronic, et surtout celui de Théodore Laskaris à Nicée.

L'Empire n'était pas une réalité. La vraie couronne d'Orient se trouvait sur la tête de l'inlassable Valaque, qui prenait une à une les villes de la Thrace et de la Macédoine et fut sur le point de conquérir Thessalonique, sous les murs de laquelle un des siens tua le Kalojoaninès devenu par ses cruautés contre les Grecs un Skylojoannès, un « Jean le chien ». Le Saint Siège lui-même, malgré l'union apparente des Eglises, ne voulait pas trop de cette création fragile, surtout lorsqu'il vit que jamais les subsides attendus ne viendront de ces Césars misé-reux. Mais les chevaliers et les bourgeois avaient fait une œuvre durable qui se maintiendra.

[1] Villehardouin ; Gerland, *Gesch. des lateinischen Kaiserreiches*, Hombourg, 1905 ; notre *Gesch. des osmanichen Reiches*.

Ils ne se laissèrent gagner ni par le prestige, ni par les souffrances de la Terre Sainte, dont on avait tant parlé. La femme de Baudouin mourut à Acre, impératrice, sans avoir revu son mari. En avril 1205, le roi Amaury, qui n'avait réussi à gagner autre chose que Nazareth, finissait ses jours, laissant deux filles, dont l'une était déjà reine d'Arménie, et un fils, Hugues, en bas âge, qui ne fut couronné que pour l'île de Chypre. D'après l'ancienne réglementation, longtemps oubliée, on s'adressa, non pas au Pape, devenu suzerain de l'Aragon et de l'empereur qu'il avait fait en 1209 à Rome dans la personne d'Otto, mais bien au roi de France, qui désigna un simple chevalier, Jean de Brienne.

Car il n'y avait alors en Occident que deux forces : l'une, dernière représentante de l'hiérarchie unitaire et auréolée d'un haut prestige religieux, celle du Saint Siège, tuteur des Normands de Sicile et héritier de l'empire en Italie ; l'autre, issue des nouvelles réalités de l'époque, populaire d'origine et de caractère, celle de la royauté des Capétiens.

La mort du roi Richard avait laissé l'Angleterre entre les mains d'un prince faible et faux, Jean-sans-Terre, croisé lui-même à son heure, mais sans avoir donné de suite à son vœu. Son frère aîné, Geoffroy, avait laissé un fils portant le vieux nom celte d'Arthur, qui rappelait les faits compris dans tout un cycle de la légende poétique bretonne inauguré par un Français de dépendance anglaise, Robert de Boron. Il était, du reste, l'héritier de la Bretagne, opiniâtre jusqu'alors dans son particularisme, ce jeune prince auquel aurait dû revenir aussi le Maine, l'Anjou, le Poitou, les provinces des Plantagenets. Le père, qu'une source contemporaine qualifie de « premier parmi les nobles de France », reposait à Paris, dans l'église même de Notre-Dame ; le fils avait vu le jour à Nantes. Aussi y a-t-il autour de la jeunesse d'Arthur tout un mouvement de sympathie dans cette France qui avait reçu dans son sein les restes de Henri II lui-

même, mort à Chinon, et de son fils aîné, Henri, l'époux de Marguerite de France, fille de Louis VII.

Du reste, le royaume de France n'a été en rien entamé par l'établissement du duc de Normandie en Angleterre. L'unité de civilisation française s'est étendue seulement au delà du détroit, où c'est en français qu'écrit toute une série de poètes pendant le règne d'Henri II et de ses fils. A côté d'un « Bestiaire » et d'autres travaux d'imitation, on y rédige, à la Cour de ces rois qui parlent le français et se sentent rattachés à tout ce qui représente la France, le « Brut » de Wace, le « Roman du Rou », glorification de l'établissement des Normands en France, le « Roman de Troie », œuvre patiente d'un Benoît de Sainte-More, des chroniques versifiées, le roman de Tristan, des souvenirs de l'antiquité classique et, ainsi qu'il a été dit, les premiers chants du cycle d'Arthur.

Les rapports féodaux restent intacts pendant le règne de Henri II, qui achète de tout côté sur cette terre française qu'il paraît préférer à tout autre. Il s'assure par l'hommage le concours de Raymond de Saint-Gilles, il offre de l'argent au comte de Maurienne, qui est réduit à vendre Chambéry et autres possessions ; il veut acquérir les fiefs possédés par le comte de la Marche, il demande au comte de Flandre, qu'il s'est gagné par un nouvel appel fait à un trésor toujours plein, un contingent de cinq cents soldats pour un peu plus d'un mois par an. Les mariages de ses filles lui ont créé des liens politiques très précieux, non seulement en Allemagne, mais aussi en Espagne et en Sicile. A peine le puissant monarque pense-t-il à un lot en Irlande pour son fils Jean.

L'Angleterre, pays riche en argent et en chevaliers, intéresse ces descendants des Normands de Rouen et des Angevins seulement sous ce rapport.

Aussi ne doit-on pas s'étonner de voir que le jeune Henri, rebelle contre son père, est disposé à donner au roi de France, s'il veut bien le soutenir, une partie de l'Angleterre elle-même, à savoir : l'ancien royaume de

Kent, avec le port de Rochester, le comte de Boulogne, descendant de la dynastie lorraine, devant avoir un certain nombre de fiefs.

Il y a plus de France, pour ainsi dire, dans celui qu'on veut bien considérer comme un Anglais et dans ses fils et héritiers que dans Philippe Auguste qui s'est formé sous la tutelle de Henri. Le roi de France n'a pas des intentions d'arrondir son territoire par des annexions. Content de ce qu'il avait acquis par son mariage avec la nièce du comte de Flandre, Isabelle de Hainaut, il part pour la croisade en « frère », en bon « frère » français de Richard. La guerre contre ce dernier est un passe-temps de chevalerie provoqué par le poète couronné. Il en est autrement lorsque Jean fait disparaître cet Arthur dont le roi de France pensait à faire son gendre.

La conscience morale de l'époque demande une sanction. Philippe, comme suzerain, appuyé sur les coutumes mêmes que vient de recueillir Geoffroy, doit la prononcer. Il appelle à son tribunal, où des légistes formés dans les principes du droit romain l'entourent déjà, comme, un demi-siècle auparavant, Barberousse, le vassal accusé d'un horrible crime. C'était l'époque où non seulement les rois germaniques proclamaient à Roncaglia le code formel des obligations féodales, mais on les mettait par écrit en Chypre et à Jérusalem. Pour des motifs personnels, l'intimé refuse de se présenter. Selon le texte exprès des coutumes, il perd les provinces qui relèvent de la couronne française : la Normandie d'abord, l'héritage des Plantagenets ensuite (1203-1204) [1].

C'était le moment où les chevaliers de France et les bourgeois de Venise prenaient Constantinople. On s'intéressait assez peu aux choses d'Angleterre. Le conflit entre les deux rois d'Allemagne paraissait un incident plus important des querelles du temps. Deux ans après

[1] Voy. Luchaire, *Philippe-Auguste*, Paris, 1881, et Cartellieri, *Philipp II. August von Frankreich*, Leipzig, 1899-1900 ; *Revue historique*, année 1924.

cette saisie féodale, Jean accueillit Otto chassé par son rival et trouva le moyen de soutenir la détresse de ce protégé, qui hérita bientôt de la situation de son rival assassiné [1].

[1] Winkelmann, *Kaiser Otto IV.* ; le même, *Philipp von Schwaben und Otto IV.*, Leipzig, 1873-1878 ; cf. Abel, *König Philipp der Hohenstaufe*, Berlin, 1852.

CHAPITRE XVI

Un César : Frédéric II.

Le principal événement fut l'entrée en Italie d'Otto, devenu le fiancé de Béatrix, fille de son prédécesseur, en 1209. Sans avoir rencontré de résistance, il avança jusqu'à Viterbe, où l'accueillit Innocent, qui n'avait rien à discuter, puisque dès le début tout lui avait été promis. Il fut couronné à Rome, au milieu du mécontentement de la population, le 4 octobre, et, aussitôt après, les ambitions italiennes des Hohenstaufen le conquirent.

Attaquant la Pouille, quelques mois après cette cérémonie, l'empereur, qui avait envahi peu à peu le patrimoine cédé au Pape, écoutait les suggestions des Pisans, qui poursuivaient leur rêve d'expansion en Italie méridionale. Il y avait aussi d'autres intrigues locales qui voulaient se servir de son élan de chevalier. La résistance qu'on lui opposa fut faible ; il put s'installer dans le palais de Capoue. Naples lui fit hommage ; Aversa fut assiégée [1]. Arrivé à une situation qu'il jugeait définitive, il pensait imposer sa médiation à Gênes en conflit avec Pise. Incité par Jean-sans-Terre et par le comte de Flandre, il parlait déjà de sa prochaine intervention en France. L'esprit de Henri VI paraissait l'animer.

Innocent, trompé, dépouillé et défié, répondit, dès le mois de novembre 1210, par l'excommunication, bien méritée, contre ce « bénéficiaire » rebelle. Il ne s'arrêta pas là : Otto devait perdre aussi sa couronne germani-

[1] Annales de Cologne ; Chronique génoise, dans Muratori, VI, c. 400 ; cf. *ibid.*, c. 930.

que. Peu à peu, le roi de Bohême, les ducs de Bavière, de Thuringe et d'Autriche, les évêques du Rhin furent gagnés à cette idée.

Le futur roi devait être le jeune pupille de l'Eglise, Frédéric. On l'élut en 1211.

Allait-il quitter le pays de sa naissance, de son éducation, de son bonheur, ce prince auquel son royaume était chaleureusement dévoué pour tout ce que représentait sa jeunesse et son énergie naissante ? Sa femme, une princesse espagnole, mariée d'abord au roi de Hongrie, et certains de ses amis italiens cherchent à l'arrêter. L'Allemagne devait être abandonnée à ses discordes ; dans ce monde de civilisation supérieure il y aurait bien autre chose à accomplir : toute une antiquité à faire revivre dans les lois, les coutumes, les arts [1].

Otto est revenu dans son pays, avide de vengeance. Il donne la Bohême au fils du duc, il envahit la Thuringe. Mais déjà Frédéric, évitant les embûches des Pisans, a débarqué à Ostie. A Rome, il se présente en homme lige de l'Eglise, qui veut prêter serment de fidélité. Des vassaux génois sont là pour le mener dans la ville de ces ennemis jurés des Pisans et de quiconque les soutient. Tous les seigneurs du Nord italien se sont détachés d'Otto et accueillent avec joie celui qui vient au nom de l'Eglise contre l'excommunié. Il y a des tournois en son honneur. Milan seule, qui mène un combat acharné contre les autres villes lombardes, voudrait couper le chemin au roi de Sicile, cette Milan qui est devenue la plus fidèle allié de la royauté germanique.

C'est un Normand, disposant d'une vraie armée ; le légat du Pape l'accompagne et le soutient. Otto ne peut lui opposer que quelques centaines de chevaliers qu'on a bien voulu lui donner. Aussi l' « enfant » est-il élu à Francfort, couronné à Mayence (mai 1213). A Vaucouleurs, il va trouver Louis, le fils du roi de France, avec lequel est conclu un traité formel contre « l'empereur

[1] *Chronicon Urspergense.*

déchu » et contre Jean d'Angleterre [1]. Se posant en héritier du roi Philippe dont la fille épousée par Otto était morte quatre jours après son mariage, il donna une sépulture honorable à ce prédécesseur oublié. Mais en juillet 1213, l'heureux vainqueur, confirmant les concessions faites au Pape par le vaincu, instituait Innocent « protecteur et bienfaiteur » et reconnaissait solennellement les « immenses et innombrables bénéfices » qu'il en avait reçus [2]. Les possessions du Saint Siège étaient rendues et on admettait l'appel en Cour de Rome pour le clergé allemand. Les signatures des princes allemands ajoutaient une garantie particulière à cet acte solennel.

La situation de Frédéric n'était pas soutenue seulement par la volonté du pontife, auquel il avait tout cédé, devenant pour son adversaire « le roi des prêtres » [3]. Au roi du Danemark, il allait abandonner tous les territoires conquis par ce prince dans la Nordalbingie [4]. Et surtout le roi de France était l'appui de cette nouvelle royauté allemande, qu'il opposait à celle qui venait de la volonté des rois d'Angleterre. Otto avait raison de considérer Philippe « coupable de toutes ses souffrances » [5]. Car, derrière ces brillantes apparences et ces grands noms d'empereur et de Pape, il y avait les réalités modernes qui, lentement, d'elles-mêmes, par l'effort inconscient des peuples, qui ne sont pas encore des nations, s'étaient formées : royauté française d'Angleterre, royauté française de France, deux couronnes pour la même expansion de race.

[1] *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 223. Cf. Sicard, Muratori, VII, c. 613.

[2] Habentes prae oculis immensa et innumera beneficia vestra..., protector et benefactor noster, d. Innocentius... per cujus beneficium, operam et tutelam aliti sumus, protecti pariter et promoti, *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 224.

[3] Richard de S. Germano, dans Muratori, VII, c. 989.

[4] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, I, p. 346.

[5] Quem plurimum habebat culpabilem de omni suo labore : *Chronicon Urspergense*, année 1214.

Aussi essaya-t-on d'une coalition pour détruire cette puissance de Philippe-Auguste. L'impulsion ne vint pas de l'Angleterre, où végétait la royauté de Jean-sans-Terre, ni de ces voisins du roi de France qui déjà sentaient le désavantage de l'avoir près d'eux : comte Ferrand de Flandre, du reste un Espagnol par ses origines et possédant le comté par mariage (il avait épousé Jeanne, fille de l'empereur Baudouin) [1], duc de Brabant, comte de Boulogne. C'était Otto qui défendait désespérément sa couronne. Pendant que Jean essayait timidement une invasion dans le Poitou dont l'empereur avait été comte, il se mit à la tête de la puissante armée qui envahit du côté de Tournay le territoire français. Elle fut complètement battue à Bouvines, le 27 juillet 1214 et les seigneurs français retenus en prison pendant de longues années. La conséquence immédiate de cette victoire de Philippe fut, non seulement l'entrée de Frédéric sans opposition sur les terres du duc de Brabant, qui demanda grâce, mais les préparatifs pour un second couronnement, par le légat pontifical, de l'empereur.

Ce fut une solennité particulièrement impressionnante que celle qui se développa à Aix-la-Chapelle, presqu'à l'anniversaire de la bataille perdue par Otto, qui bientôt allait se chercher dans ses châteaux saxons un abri pour y agoniser (1218) [2]. « Le lundi, après la messe, l'empereur »— de fait seulement un « roi des Romains », titre pris par Frédéric Barberousse, dont le couronnement impérial avait dû si longtemps tarder, et accepté par le Saint Siège, — « l'empereur fit déposer le corps de saint Charlemagne, que son grand-père, l'empereur Frédéric, avait fait exhumer, dans un sarcophage particulièrement brillant, fabriqué d'or et d'argent par les bourgeois d'Aix-la-Chapelle ; puis il prit un marteau, défit son manteau, monta avec l'artisan sur les planches et, devant tous, avec le concours de celui-ci, fixa d'une main forte

[1] La fille de Ferrand fut mariée au roi du Danemark (Chronique génoise de Barthélemy).

[2] Son testament dans les *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 121.

et sûre les clous sur le cercueil [1] ». La cérémonie suivit, brillante, et le roi, oint par le légat, fit aussitôt le vœu de croisade.

Il s'agissait de cette nouvelle expédition de délivrance que le Pape proclama solennellement au Latran, dans un concile de soixante-dix évêques et quatre cents autres membres, dont les Patriarches de Jérusalem et de Constantinople, les représentants des Eglises patriarcales d'Antioche, occupée par les Roupénides d'Arménie, et même d'Alexandrie [2]. Frédéric établissait la date du 1er juin 1217 pour le départ.

Mais, occupé à combattre les derniers adhérents de son rival — en Italie les Milanais le soutinrent jusqu'au bout [3] — il était cependant bien décidé à ne pas quitter ses possessions sans avoir posé sur sa tête la couronne impériale. Le Pape, de on côté, tardait à accomplir cet acte dont il parlait depuis longtemps. Il lui fallait pour ce couronnement une nouvelle garantie, et, dès le 1er juillet de l'année suivante, il l'eut. De Strasbourg, le « roi des Romains » assurait dans un nouveau diplôme qu'il n'entend pas réunir cette couronne des Césars à celle du royaume italien qu'il détient. Aussitôt créé empereur, il abandonnera à son fils Henri l'héritage de sa mère [4], et de fait, dès cette année 1216, l'enfant prit, sans avoir été couronné, le titre royal de Sicile.

Mais Innocent, devenu aussi protecteur de l'Angleterre, mourut dès le 16 juillet de cette année 1216, laissant la responsabilité du couronnement impérial à son successeur, le cardinal Cincio, devenu Honorius III. Un grand pontife, mais aussi un grand Italien. Sous les formes dont il pouvait user, on sent dans son action concer-

[1] Annales de Reiner.

[2] *Ibid.*

[3] Cependant c'était de Henri VI qu'ils tenaient la bulle d'or leur donnant Crémone et leur « associant » Pavie et les possessions du marquis de Montferrat (1191). Voy. *Chron. cremonense*, dans Muratori, VII, c. 696 ; Sicard, *ibid.*, c. 625-626, 638-640.

[4] *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 228 ; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, I, p. 469.

nant l'Italie la tendance, non seulement de créer, mais d'organiser un Etat. Sera-ce celui du Saint Siège lui-même, et travaillerait-il pour ceux qui l'occuperont après lui ? On peut le soupçonner si on considère combien il favorisait, ce Toscan de grande famille, ce rejeton des comtes libres de Segni, l'établissement sur les terres reprises à l'Empire de son propre frère, le comte Richard. Dans la Papauté aussi, à cette époque de transformation, des choses nouvelles se dessinaient, sans qu'Honorius III eût été en état de les tenir au courant des changements de l'époque.

Cette croisade elle-même, qui devait être la réédition de celle de Frédéric Barberousse, mais avec la présence tutélaire d'un légat, se fit sans que le second Frédéric, couronné seulement le 13 décembre 1220, dans une Rome apaisée, y eût pris part. Une seule couronne chrétienne y brillait : celle du roi de Hongrie André II, missionnaire perpétuel de croisade. On n'eut ni le roi de Géorgie, dont le pays réapparait de cette façon dans le mouvement général de l'histoire, ni le « prêtre Jean » de l'Abyssinie. Mais le contingent le plus important, celui qui décida du but, de la marche et du résultat, appartenait aux classes populaires.

Il y avait eu d'abord comme un réveil de la poussée fanatique qui avait inauguré et caractérisé la première croisade. Un enfant d'Allemagne conduisit en 1212 à travers les chemins de l'Europe des milliers de « croisés » de son âge, qu'il fallut bien embarquer à Gênes, mais qui devinrent la proie des corsaires de la Méditerranée : un touchant et lamentable spectacle dans lequel l'opinion du temps vit le plus dur reproche pour les princes indifférents à la cause du Christ.

Cependant on abandonna complètement l'empire de Constantinople, dont le titulaire après la mort de Henri (1216), Pierre d'Auxerre ou de Courtenay, époux de la princesse Yolande, fut aperçu au couronnement de l'empereur, pour être pris ensuite, au retour, devant Durazzo, dont il voulait s'emparer, par des Grecs d'Epire, et le légat

Colonna avec lui. On raconta les exploits de Guillaume de Hollande et du comte de Wied, aidant les chevaliers de l'« Epée » devant Lisbonne, mais sans qu'on se dérangeât pour continuer leurs succès (1217).

Alors que la croisade des princes, roi de Hongrie, roi de Chypre, Hugues, et duc d'Autriche, ne réussit, en 1217, qu'à se saisir du Mont Thabor, dont on pouvait contempler le douloureux spectacle de la ville sainte captive, les républiques italiennes, se distinguant de l'anarchie des cités lombardes en perpétuelle effervescence pour des misérables guerres civiles [1], proposèrent un projet plus vaste : la reprise de Damiette, attaquée jadis par l'empereur Manuel.

Avec le même duc d'Autriche, avec un roi de Norvège et un comte de Poméranie, avec des représentants du monde français, comme Guillaume de Nevers et l'évêque de Beauvais, on devait fonder quelque chose en dehors de ce royaume de Jérusalem dont les successeurs du frère de Saladin offraient la restitution partielle avec le bois de la Sainte Croix, en échange d'un tribut. On acceptait à peine la présence du roi de Jérusalem, qui, sa première femme morte, s'était allié à ces Roupénides en continuel progrès : il quitta, du reste, l'armée pour aller discuter la succession du roi Léon. Le légat Pélage, de son côté, entendait commander aux Italiens qui avaient fourni les vaisseaux, Génois et Vénitiens ensemble.

La prise de Damiette, le 5 novembre 1219, fut un événement d'une importance peu ordinaire. Mais, avec le manque d'harmonie entre les éléments, si divers, de l'expédition, on ne pouvait en retirer aucun profit. La lignée de Saladin, tout en prodiguant les offres de paix, en somme très favorables, s'organisait pour une défense acharnée. C'étaient de bons chevaliers, compatissants à l'égard des misères de ceux qui venaient arracher leur héritage et d'une loyauté parfaite que les chrétiens ne connaissaient pas toujours. Les croisés finirent par être

[1] Voy, nos *Papi şi Împăraţi*, pp. 233-234.

rudement battus. L'inondation du Nil s'ajouta à leur mauvaise chance. Ils n'eurent que, avec une trêve de huit ans, le bois de la Croix. Mais, lorsqu'il s'agit de partir, de nouvelles disputes surgirent (1221).

Envoyé avec l'avant-garde de la croisade impériale, le chancelier de Sicile demanda qu'on n'observe pas la trêve, car « le roi couronné », pour lequel on avait fait des réserves, et qui était Frédéric, s'annonçait par l'arrivée de la flotte. Le nouveau duc de Bavière, membre de la croisade, était aussi de cet avis, alors que les Ordres de chevalerie demandaient la dissolution de cette expédition qui ne les regardait pas directement. On se battit entre chrétiens. Mais on finit par comprendre qu'il faut partir: la flotte sicilienne embarqua donc Jean de Brienne et son Patriarche, plus le Grand-Maître des Hospitaliers pour les faire servir au prestige de l'Assemblée qui devait proclamer de nouveau, en 1223, la croisade. Mais cette fois comme une émanation des droits de l'empereur lui-même, chef suprême du monde chrétien et héritier, par son mariage avec la fillette du roi Jean, maltraitée jusqu'à la mort, de la couronne de Jérusalem.

Car, depuis la mort du Pape Innocent, la nouvelle personnalité de Frédéric II, enfin empereur, s'était prononcée : c'était un César, entendant gouverner l'*orbis* chrétien qui lui était échu par droit d'héritage et non par concession du Saint Siège.

Son Allemagne paternelle l'intéressait médiocrement. Elle-même ne pense pas trop à son empereur. Elle ne lui consacre rien dans sa littérature naissante, qui a traduit la Chanson de Roland (1130), le roman d'Alexandre (d'après Aubry de Besançon), les romans du cycle d'Arthur, la légende d'Enée (1184) et le « Roman du Renard ». Au moment où Frédéric commence à régner impérialement, la poésie lyrique d'un Walther von der Vogelweide, douce âme d'échos franciscains, reproduit la chanson de Provence, mais, en fait d'épopée, un anonyme s'exalte à raconter dans un long poème les faits de sang

du vieux roi Etzel (Attila) et les exploits des descendants de « Nibel », les Nibelungues, dont certaines parties montrent même un contemporain, à la fin du siècle.

L'empereur commença par réaliser dans ses Etats italiens la monarchie moderne. Et, pour mieux comprendre l'importance de cette œuvre d'initiative hardie, il faut se rapporter à cette consécration des coutumes du moyen-âge qui fut la Grande Charte du roi Jean d'Angleterre.

Le lendemain de Bouvines, les barons d'Angleterre, prenant, pour ainsi dire, connaissance du résultat de la bataille qui détachait de la couronne du Conquérant les possessions françaises sauf la Guyenne, réclamèrent en armes au roi vaincu une confirmation des anciennes chartes de « libertés » qui garantissaient leurs droits. Leur mouvement fait partie de la tendance générale qu'a cette époque de codifier les coutumes, de les réunir en système, de donner des « assises » définitives au monde confus du moyen-âge. Le 19 juin 1215, pressé par l'insurrection et incapable de se défendre momentanément, le roi, — héritier de cet Henri II qui, envahissant l'Eglise de ses Etats, avait rencontré l'opposition de son ancien intime, devenu archevêque de Canterbury, Thomas Becket, dont il fit un martyr et un saint, — promet de respecter les privilèges ecclésiastiques. Envers les « tenants en chef » des fiefs distribués par le créateur de la dynastie normande, il s'engage à s'en tenir aux subsides assurés par la coutume, ayant le devoir, pour des cas extraordinaires, de consulter formellement ses vassaux, de fixer un siège à sa Cour de justice et de respecter le jugement des pairs ; les villes useront elles-mêmes de ce droit. C'étaient, comme on le voit, de simples mesures contre la corruption et l'arbitraire et aucunement un pacte d'une importance exceptionnelle, inaugurant, non pas des « libertés » médiévales, mais la liberté moderne, telle que nous la concevons et l'aimons.

Une mesure pareille, « constitutionnelle », fut celle

qu'André II, contre lequel s'étaient levés les ennemis de la reine allemande assassinée, Berthe de Méran, et de son entourage étranger, — un frère de Berthe étant archevêque de Kalocsa, comte de Bacs et de Bodrog, Voévode de Transylvanie, la fille du roi l'épouse d'un prince de Hesse, les Hospitaliers et les Templiers des hôtes volontiers accueillis en Croatie et en Dalmatie, les Teutoniques dans cette même Transylvanie — dut prendre pour son royaume de Hongrie, au retour de la croisade, en 1222. Mais ici il s'agissait de *créer*, à la façon de l'Occident, à l'encontre des traditions qui appartenaient à une organisation arpadienne bien différente. Les « servientes », les *sergeants*, plus les « comites parochiales », les administrateurs des « paroisses » ou les *ispans* (du slave *pan*, seigneur), demandent qu'ils ne soient obligés à payer autre chose que la dîme et leurs dons gratuits, les *liberi denarii*, que le roi ne s'installe pas, au cours de ses voyages, sur leurs domaines, qu'il s'interdise les confiscations, qu'il ne fasse pas sortir contre leur gré ses nobles des frontières du royaume, que la charge de la guerre repose sur les gardiens des châteaux, à la façon carolingienne, les *iobagyones* ; le roi aura une résidence déterminée pour prendre ses jugements, et il ne rendra pas une communauté entière responsable pour un seul de ses membres. La Hongrie doit rester enfin le patrimoine des Hongrois[1], et à savoir des nobles, car les « hôtes », les *hospites*, Saxons et « Latins », de Raguse ou bien italiens, n'auront des fonctions que si ces privilégiés veulent bien les tolérer, et les Ismaélites, Philistins ou Jayyzes, une vieille population turque, en seront écartés. A un moment où le roi établissait dans le pays de la Bârsa transylvaine, du côté des « montagnes neigeuses » de la Valachie, les Chevaliers Teutons, espérant pouvoir les dominer pour être ensuite réduit à expulser leurs tendances d'autonomie qui devaient mener à la création d'un Etat de croisade, ces précautions

[1] Reproduction phototypique du document, dans Helmolt, *Weltgeschichte*, IV.

devaient s'imposer aux descendants des compagnons de la conquête.

Dans un cas et dans l'autre, dans celui, aussi, de la royauté de Jérusalem et de celle de Chypre, qui, par l'admirable codification des Assises, se fixaient de la façon la plus précise des obligations à l'égard des chevaliers et des simples sujets syriens, arméniens ou grecs, moins dans le cas des « règles » qui régissaient les Hospitaliers et les Teutoniques, en quête de territoires nouveaux, ce sont les principes de la féodalité dont découlent les institutions. Il en fut autrement des normes établies par Frédéric II dans son pays de base, dans celui qu'il connaissait plus et qu'il aimait mieux.

Conseillé, dans le sens d'Henri VI, par ce Pier delle Vigne, fils d'un « juge », Angelo, et qui avait fait des études à Bologne, le roi normand, qui se fait représenter en César sur ses monnaies et élève des arcs de triomphe d'après les modèles de l'antiquité, commence dès 1220 à rédiger un code de la plus haute importance dont les premières « assises » sont publiées dans l'assemblée de Capoue [1]. Pour pouvoir, dit-il, rendre compte à Dieu de la façon dont il fait son devoir de monarque, il lui faut « des principes destinés à dompter l'arbitraire des malfaiteurs, à décider du droit de vie et de mort, à fixer à chacun son sort et sa situation », à « faire disparaître l'iniquité » par le droit souverain, connu par tous et par tous observé.

[1] Richard de S. Gall : « Se Capuam conferens et regens ibi curiam generalem pro bono statu regni sui ascisias promulgavit quae sub viginti capitulis continentur. » Cf. Huillard Bréholles, ouvr. cité, II, p. 101 : « omnia volumus sub jure lucescere et cuncta sub regimine nostro in statu justitiae reformare ». En 1221, même Chronique de Richard : « Messane regens, curiam generalem, quasdam ibi statuit ascisias observandas ». En 1222 : « Imperator sua statuta per regnum dirigit, qualiter in singulis civitatibus, castellis et villis singula mercimonia vendi debebant ». En 1231 : « mense augusti... constitutiones imperiales Melphiae publicantur ». En 1232 : « constitutiones imperiales, quae augustales vocantur, publicatae sunt ». Cf. Huillard-Bréholles, ouvr. cité, IV, pp. 1 et suiv. ; Winkelmann, *Acta imperii inedita saeculi* XIII, Innsbruck, 1880.

Il n'y aura qu'une seule justice dans ce pays organisé comme les provinces byzantines sous le rapport d'un système fiscal s'appuyant sur les dîmes, de plusieurs catégories, et sous celui de l'hiérarchie des dignités aux titres grecs. Tout procès de crimes, de questions de propriété, de dettes et même tout débat concernant les fiefs sera soumis au seul tribunal royal dont les normes de justice sont définitives et égales. Le clergé ne peut se prononcer que sur des questions de neutralité et de famille ; il ne tiendra des propriétés que par la volonté et le consentement du souverain.

Quant à la féodalité, en lui reconnaissant l'hérédité, on lui donne un caractère de permanence, qui, sous une autorité forte, est une garantie pour l'Etat. Mais ces féodaux dont la situation est ainsi réglée seront soumis en appel au jugement des tribunaux royaux, défense étant faite de se faire justice en combat singulier ; ils ne pourront pas faire l'échange de leurs terres sans la permission du monarque, qui en a la garde en cas de minorité et qui s'occupe des mariages pour empêcher des déchéances. Avec interdiction formelle, comme en Angleterre, de conserver les châteaux, alors que le roi fortifie les siens à Naples, à Gaëte, à Aversa et à Foggia, ils ont tous le devoir de suivre le drapeau du roi.

Enfin, les villes perdent leurs magistrats élus, leurs consuls de commerce, leurs juges, leurs syndics. Le bailli royal, de tradition française, reste seul pour les gouverner et pour juger les causes fiscales et autres. Mais les bourgeois pourront députer, comme en Angleterre les communes, des représentants dans ces conseils royaux qui sont presqu'aussi influents que les Parlements insulaires. Et c'est surtout pour les fils de ces bourgeois que fut fondée en 1224 l'Université de Naples.

Avec tout ce que ces ordonnements mettaient entre les mains du roi, avec la milice fidèle, dévouée jusqu'au fanatisme, de ses Sarrasins, dont la religion est non seulement tolérée, mais respectée, Frédéric pouvait poursuivre ce qu'il considérait comme mission de sa vie, la domi-

nation universelle, et pas d'autorité, mais bien de gouvernement.

Il entend conserver au moins pour la durée de sa vie cette Sicile dont il vient d'assurer ainsi la paix et la prospérité [1]. En Allemagne, l'archevêque Engelbert devra élever le jeune roi Henri, élu dès 1220 et bientôt marié à Marguerite d'Autriche, et il le fera dans un sens qui prépare la régularisation du chaos encore existant : il paiera de sa vie, traversé de trente-huit blessures, sa forte administration ; en attendant, de larges concessions sont faites à la féodalité ecclésiastique [2].

Le Pape, dont le successeur cherchera à donner dans les décrétales un code, en cinq livres, de l'Etat pontifical, tolère toutes ces violations ouvertes des promesses et des engagements antérieurs. Honorius III ne pense qu'à la croisade, et c'est dans ce seul but qu'il discute avec son chef, encore immobile, à Veroli, en 1222, à Ferentino en 1223, à S. Germano en 1225 [3]. Les moines franciscains se répandant partout pour la prêcher, Jean de Brienne, qui vient d'épouser la princesse Bérangère de Léon, le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, Hermann de Salza, et jusqu'au faux empereur de Constantinople, Baudouin, font un dernier appel chaleureux à toutes les classes et catégories de la chrétienté.

Mais Frédéric a encore une mission à accomplir. Il est sûr de son royaume sicilien ; en Allemagne, le vieux duc Louis de Bavière succède à Engelbert pour soutenir un règne de main forte. Reste l'agitation perpétuelle de ces Lombards, mauvais sujets et mauvais voisins. L'empereur se propose de briser leur opiniâtreté, de les faire, par le prestige ou par la force, entrer dans son système [4].

Il avait annoncé pour l'année 1226 une diète à Cré-

[1] Sub spe obtinendi a Vestra Paternitate ipsius regni in vita nostra dominium ; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, I, p. 742.

[2] Les passages dans Gustav Richter, ouvr. cité, p. 140, note.

[3] *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 255 ; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, II, p. 501.

[4] Cf. Vanni, *Pisa, i Longobardi e la Sardegna*, Melfi, 1898; Cotterill, *Medieval Italy, during a thousand years (303-1313)*, Londres, 1915 ; Chone, *Die Handelsbeziehungen Kaiser Friedrichs II.*, Berlin, 1902.

mone. Comme il prévoit la résistance, le roi Henri est appelé à collaborer. Les Lombards, Milan à leur tête, s'opposent à son passage : pendant six semaines les Véronais retinrent les envahisseurs à Trente. Toutes les cités, jusqu'ici en discorde, se sont entendues pour revendiquer la liberté : Milan elle-même, Crémone, Lodi, Alessandria, Plaisance, Vérone. Il faut qu'Henri quitte cette terre dangereuse, et l'empereur s'en retourne chez lui.

Il doit demander l'appui de l'autorité pontificale et parler aux rebelles, par la bouche des gens de Terre Sainte, l'archevêque de Tyr, le Grand-Maître des Teutons, du devoir de croisade pour les apaiser. Les bourgeois promettent enfin, avec l'observation de la paix entre eux, un faible contingent de quatre cents chevaliers pour l'expédition [1].

Un nouveau Pape, d'une dureté exceptionnelle, d'une inébranlable résolution, s'installe en 1227 à la place d'Honorius, Grégoire IX, qui prenait le nom du grand Hildebrand, bien décidé à mettre fin à ces irrésolutions impériales concernant la croisade qui recouvraient son action d'expansion dominatrice. Les pèlerins affluaient de tout côté vers Brindisi, fixée comme place d'embarquement, sur les grands vaisseaux de fabrication nouvelle, qu'avait rassemblés l'empereur. Le comte d'Acerra, le landgrave de Thuringe se présentèrent. Mais une maladie emporta beaucoup de croisés, même français et anglais. A Otrante, Frédéric fit parler de sa propre maladie et demanda un nouveau répit pour son départ.

Il paraissait bien sincère. Le Patriarche de Jérusalem, le duc de Limbourg étaient partis déjà avec l'avant-garde. Grégoire, un vieil ennemi, répondit en lançant, sans aucun avertissement préalable, sans aucune discussion, l'excommunication majeure (septembre) [2]. Il alla plus loin : tout ce qui avait été décidé concernant la croisade, contremandée, fut cassé.

[1] Richard de S. Gall.

[2] Le témoignage des chroniques contemporaines est unanime. Cf. Huillard-Bréholles, ouvr. cité, III, p. 23.

C'était une action italienne contre cette royauté abâtardie d'Allemagne. Grégoire s'était entendu avec les Milanais, qui de nouveau levèrent les étendards. Ils empêchèrent la diète annoncée pour 1228 à Rome. Mais Frédéric avait ses alliés à Rome, qui chassèrent le Pape. Et, pendant qu'il envoyait en Terre Sainte son maréchal Richard Filangieri, avec cinq cents chevaliers, il confiait au duc de Spolète l'administration de tous les territoires repris à l'Eglise, qui nulle part ne put résister.

Puis il s'embarqua à Otrante (juin), pour se diriger avec non moins de quarante galères, sans aucun secours des républiques italiennes, en vrai empereur qui emploie ses propres moyens, vers l'Orient de Croisade. Il paraissait, ayant contraint Jean de Brienne à une abdication, comme roi de Jérusalem venant prendre possession de ses Etats, que le Sultan d'Egypte, en guerre avec son parent de Damas, lui avait offerts.

Il s'arrêta d'abord en Chypre pour y affirmer, contre le régent Jean d'Ybelin et le mari de la reine veuve, un prince d'Antioche, son autorité. Il se fit céder Beyrouth, choisi pour le débarquement, car ceux qui tenaient Acre et Tyr et les Français de Sidon ne voulaient pas l'accepter. Cependant il put entrer dans les deux premières cités et, parmi les Ordres de Terre Sainte, les Templiers eurent, au moins à son arrivée, le courage de l'accueillir. Mais, voyant plus tard le caractère germanique de l'entreprise, ils quittèrent la cause de cet ennemi de l'Eglise [1].

Le Soudan, réconcilié avec les siens, avait cependant retiré sa promesse. Frédéric le menaça par la fortification de Jaffa, qui pouvait devenir le point de départ d'une nouvelle expédition maritime contre l'Egypte. Les dures années de la présence des Francs à Damiette n'étaient pas oubliées. Par le traité du 11 février 1219, l'empereur obtenait Jérusalem, avec Bethléem, Ramleh et

[1] Annales de Marbach : « Aegre ferentibus Hospitalariis et Templariis quod non eorum consilio sed magis Alemanorum consiliis et auxiliis in omnibus uteretur. » Il y avait aussi deux évêques anglais en Terre Sainte.

Nazareth et, en dépit de l'interdit, mettait la couronne de Godefroy de Bouillon sur sa tête maudite (mars). « Depuis le temps d'Héracle et de Conrad », dit une chronique de Sicile, « aucun autre empereur n'était entré dans la ville sainte » [1]. Revenu par Acre, qui lui fit un accueil glacial, il s'embarqua le 1er mai, laissant Jean d'Ybelin, flanqué d'un Allemand, comme régent, et en Chypre, il maria le roi Henri à une princesse de Montferrat, parente de ce Démètre, fils du roi Boniface, qui, exilé, était venu le trouver pendant son premier séjour dans l'île [2].

Pour briser l'œuvre de celui qu'il considérait comme un usurpateur, le Pape avait employé toutes les armes se trouvant à sa disposition. A la croisade de l'excommunié pour Jérusalem, il avait opposé la croisade contre lui. Le roi de Jérusalem, auquel avait été concédé le territoire entre Viterbe et Montefiascone [3] et attribuée la tutelle de Baudoin, empereur de Constantinople, puis deux anciens légats de croisade, Pélage et Jean Colonna, enfin les frères mineurs avaient été mis à la tête de la réaction en faveur de l'Eglise. Les terres de Frédéric avaient été envahies et dûment occupées sauf Capoue. Il suffit cependant de l'apparition du César normand pour que tous ces vainqueurs des siens lâchassent pied devant sa présence impériale.

Ayant repris ce qu'il croyait lui appartenir, Frédéric s'offrit à négocier, acceptant même un arbitrage. Les médiateurs, parmi lesquels le duc Léopold d'Autriche, le Grand-Maître Hermann, le patriarche d'Aquilée, qui mourut à la tâche, s'employèrent si bien que dès le mois d'août de l'année 1230, à San-Germano, la formule de transaction avait été trouvée.

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, I, p. 901 ; cf. *ibid.*, III, p. 90 = *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 272 (aussi, II, p. 261 = Huillard-Bréholles, IV, p. 93).

[2] Le despote d'Epire avait réussi à l'évincer. Voy. aussi les *Gestes des Chiprois*, éd. Gaston Reynaud, et la version italienne d'Amadi, éd. René de Mas Latrie (dans les « Documents inédits »).

[3] Richard de S. Germano, c. 1001.

Frédéric reconnaissait impossible la monarchie universelle et la monarchie absolue dont la passion l'avait poursuivi. Il rendait au Pape le duché de Spolète et la marche d'Ancône et exemptait son clergé du jugement des laïcs, leur promettant même la liberté d'impôts. Se rapprochant étroitement de Grégoire, avec lequel il passa quelques jours à Anagni, ainsi que le Grand-Maître des Teutoniques, récemment établis par le duc de Cujavie en Prusse contre les païens, il le gagna pour toujours. Le charme de cette nature exceptionnellement douée devait agir aussi sur l'âme de l'homme âpre qui l'avait si longuement haï. Mais cette réconciliation ne le garantissait guère du côté des Lombards.

A travers les actes de la nouvelle lutte contre les deux grandes autorités vieillies du moyen-âge la vie de cité continuait son développement rapide. Si Venise, maîtresse de Crète, après avoir évincé le comte de Malte — un prince des pirates — et les Génois, ses successeurs, était occupée à établir son empire en Orient, les villes de Lombardie, étroitement unies de nouveau par-dessus leurs rivalités et leurs discordes, étaient bien décidées à ne plus admettre aucune intervention militaire allemande, à laquelle resteront fermés les défilés des Alpes et, de l'autre côté, à réduire le plus possible l'influence en Italie de l'empereur normand.

Leur exemple devenait contagieux. L'Allemagne en fut gagnée. Les villes reçurent tous les déserteurs du service rural ; elles soumirent à leur juridiction les villages voisins qui leur payaient des droits. Elles cherchaient à se confédérer aussi. On pouvait attendre dès lors une vie constitutionnelle et économique que l'Allemagne n'avait jamais eue.

La réaction vint aussitôt, violente, implacable. Le roi Henri commença le premier en 1231, interdisant dans la diète de Worms, en bloc, ces innovations qu'il était arrivé à considérer comme des abus. Les princes reçurent toute espèce de privilèges, étant constitués comme « seigneurs de leurs terres » (*domini terrae*) et l'appui natu-

rel de la royauté. Pour les seules mesures nouvelles ils devaient se consulter avec « les meilleurs et les plus grands du pays » [1]. Qulques mois plus tard, à Ravenne, Frédéric restituait aux évêques l'administration des villes libres, interdisait toute « confraternité ou ligue » (*societas*), défendait les monnaies de cité et retirait les droits accordés jusque là [2]. Les mesures prises par Henri étaient entièrement approuvées.

Mais la Ligue lombarde n'avait ni désiré, ni préparé la paix. N'ayant pas les moyens nécessaires pour affronter le « tyran », elle s'adressa à son fils Henri, qui, depuis longtemps, montrait des dispositions inquiétantes. Dès 1234, il se soulevait contre son père, et aussitôt son maréchal alla en Italie conclure un pacte avec les Milanais et leurs alliés.

La réponse de Frédéric, occupé dans le dernier temps à compléter l'œuvre de réorganisation dans le royaume des Deux-Siciles, auquel il donna un code maritime, et même à garantir, par la garnison établie à Viterbe, le pénible séjour du Pape à Rome, ne se laissa pas attendre. Prenant avec lui ce fils Conrad, né de la fille du roi Jean et Roman du côté de sa mère, qu'Henri l'Allemand jalousait, il alla droit à Aquilée et, évitant le choc avec les villes de l'Italie septentrionale, il vint chercher le fils qui l'avait insulté et provoqué.

Sa seule présence suffit pour disperser les adhérents du malheureux jeune roi. Conrad épousa la fille d'Otto de Bavière, dont le père était mort assassiné par « un envoyé du Vieux de la Montagne » (du Liban), non sans que des soupçons atteignissent l'empereur, « ami » de ce chef de fanatiques musulmans. Henri se réfugia dans ce château de Trifels, qui avait retenu Richard d'Angleterre captif ; il s'humilia devant son père, mais l'intervention d'Hermann de Salza ne lui gagna pas le pardon. Détenu plus tard en Sicile, à Martorana, il fut enterré dans cette ville

[1] *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, p. 279-283 ; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, III, pp. 445, 460.

[2] *Mon. Germ. Hist., Leges*, II, 286 ; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, IV, p. 285.

de Cosenza sur laquelle flottait le souvenir d'Alaric (1242).

Le roi de France, Louis VIII (depuis 1223), celui que les barons d'Angleterre avaient appelé contre Jean-sans-Terre, parjure, avait soutenu Jean de Brienne. C'était son père qui avait désigné Jean pour la couronne de Jérusalem ; il paraît même avoir espéré pour lui un établissement en Italie, car l'évêque de Beauvais avait été envoyé en conseiller pendant la guerre d'Italie, qui fit de ce prélat un légat de Spolète conquise contre Frédéric [1]. D'un autre côté, le nouveau roi d'Angleterre, Henri III, avait entamé les possessions des Plantagenets dans le Limousin et le Périgord. Louis avait bien besoin de l'appui du Pape, car c'est sous le drapeau aux clefs de Saint Pierre dirigé contre le patarénisme des gens du Sud, des « Albigeois », que, du côté d'un Amaury, comte de Montfort, délégué spécial de l'Eglise pour extirper l'hérésie, il avait commencé la conquête de cette belle France méridionale, faiblement défendue par les princes de la famille de Toulouse, sans alliés. Excommunié par un concile d'évêques français, rassemblé à Paris, le comte perd en faveur du roi une grande partie du Languedoc, et seule la mort de Louis, dont la femme, une princesse de Castille, Blanche, lui avait facilité les annexions du côté de Beaucaire et de Carcassonne, empêcha la disparition complète de la puissance politique provençale. Le traité de Paris (1229), en donnant à l'Eglise, comme partie du butin, le Comté Venaissin, prévoit le mariage de la fille de Raymond VII avec un des deux fils de Louis VII ; elle épouse Alphonse, frère du roi-enfant Louis IX, et celui-ci aura pour femme Marguerite de Provence, fille du dernier comte, Raymond Bérenger († 1245) ; Charles, autre frère de Louis IX, épousera la sœur de Marguerite et héritera de la Provence. Le Midi retient ainsi l'attention de la royauté française. Même après la réconciliation de Frédéric avec Grégoire, les relations de la France avec l'empereur étaient restées froides, malgré le traité conclu à Pordenone, en 1232.

L'Anglais Henri est tout aussi Français que n'importe

[1] Bernard, c. 846.

quel de ses prédécesseurs normands. Sa mère ayant été une princesse de la Marche, il est élevé avec des compagnons poitevins, et, son heure de régner étant venue, il suit les conseils d'un Pierre de Roches, d'un Robert de Bourg ; les gens de Cahors envahissent de leurs spéculations le royaume. Son frère Richard vit en Poitou, en Saintonge comme n'importe quel autre seigneur français. L'influence française est plus puissante que jamais en cette Angleterre qui avait manqué d'être réunie à la couronne française par le prince Louis, dûment élu par les barons. Et, tout à la fois, les possessions anglaises en France, confisquées au Nord et à l'Ouest, se refont au Sud, et auraient eu même une autre solidarité si la croisade des Dominicains et ses conséquences n'avaient pas donné à la Maison de France la plus grande et plus belle partie de ce Midi.

La politique depuis longtemps suivie par Frédéric II peut donc changer, laissant de côté le roi de France et se rapprochant de celui d'Angleterre, tout en restant en contact, lui, l'héritier des chevaliers français de la Maison d'Hauteville, avec le monde de la chevalerie française dont il se distingue par son astuce de méridional quasi-byzantin.

Aussi, à Worms même, le lendemain de la victoire facile sur son fils Henri, l'empereur épouse-t-il la princesse Isabelle d'Angleterre, fille de Jean-sans-Terre, son ancien ennemi. Une brillante festivité, à laquelle assistèrent « quatre rois, onze ducs et trente comtes et marquis, sans compter les prélats » [1]. Le Pape avait recommandé ce mariage, au moment même où la féodalité française avait obtenu de la régente, Blanche de Castille, la restriction des jugements du clergé dans les affaires laïques et les mesures d'excommunication. Les Maisons de Toulouse et de Provence se rapprochèrent par des visites d'hommage au César trônant en diète d'Empire.

C'est le moment culminant de la carrière de Frédéric.

[1] Roger de Wendower. Cf. Chronique de Cologne.

De nouveau, se sentant assuré, il légifère. A Mayence, dans une très brillante diète, les guerres civiles sont défendues ; pour tout conflit, sauf ceux entre les grands princes, on s'adressera à un dignitaire de l'empire, au « justitiaire », qui sera toujours là pour accueillir les plaintes, et il jugera d'après un droit fixé une fois pour toutes et appuyé sur les coutumes du pays. Un notaire mettra par écrit et conservera, comme dans le royaume des Deux-Siciles, les sentences [1]. Des exemples convaincants furent donnés contre ceux qui avaient osé combattre en dépit des prescriptions impériales : il y eut des exécutions capitales.

En grande solennité, on proclame enfin contre les Lombards une guerre d'Empire, bien différente de ce qui avait été tenté jusqu'ici par les simples offensives venues du Midi italien. Malgré les objurgations du Pape, l'empereur était décidé à soumettre, ainsi qu'il le dit lui-même, ce Nord italien à sa domination directe et absolue : « Nous ne croyons pas », écrit-il à l'évêque de Como, « avoir été dirigés d'une façon miraculeuse par la providence du Sauveur à la possession du royaume de Jérusalem, du royaume de Sicile et du tout-puissant principat de l'Allemagne, dont les nations se conservent toutes dans la dévotion de notre nom, que pour ramener ce centre de l'Italie, entouré de tout côté de nos forces, à l'obéissance de Notre Sérénité et à l'unité de l'Empire [2]. » Jamais cette grande idée n'avait été exprimée d'une façon plus pieusement catégorique.

[1] *Mon. Germ. Hist., Leges,* II, p. 313; Huillard-Bréholles, ouvr. cité, IV, p. 740. Cf. L. Brandileone, *Il diritto romano nelle leggi normanne et sueve del regno di Sicilia,* Turin, 1884 ; Winkelmann, *Gesch. Kaiser Friedrichs II. und seiner Reiche,* I, Reval, 1865.

[2] Nec enim ob aliud credimus, quod providentia Salvatoris sic... mirifice dirigit gressus nostros, dum ab orientali zona regnum hierosolymitanum... ac deinde regnum Siciliae... et praepotens Germaniae principatus,,,, pacatis undique populis, sub devotione nostri nominis perseverat nisi ut illud Italiae medium quod nostris undique viribus circumdatur, ad nostrae serenitatis obsequia et imperii redeat unitatem ; *Mon. Germ. Hist., Leges,* II, p. 320. Cf. Huillard-Bréholles, ouvr. cité, IV, p. 873.

Mais l'armée du César irrité n'était pas beaucoup plus nombreuse que celles qu'avait amenées en Italie son grand-père, Frédéric I^er^ : à peine un millier de chevaliers. Comme tout le monde était contre lui, villes et barons, sauf, en théorie, Crémone et Bergame, Parme, Reggio et Modène, il dut se borner à un léger succès contre Vicence, qui brûla.

Frédéric ne s'en montra pas démoralisé. On pouvait bien recommencer. Revenu au delà des Alpes, il attaque l'Autriche, dont le duc, Frédéric, était jugé comme coupable envers sa majesté. Ses provinces, Autriche, Styrie, Carinthie, ne furent pas cependant attribuées, comme d'habitude, à d'autres princes, fidèles, mais bien réunies à l'Empire par un lien direct; Vienne devint une capitale impériale, et c'est ici qu'il fit accepter le principe nouveau que le fils de l'empereur, — il s'agissait en ce cas de l'enfant Conrad, — doit être toujours prêt à prendre le pouvoir à la mort de son père pour empêcher les dangers des interrègnes [1].

Troublé dans la possession de Rome elle-même par la race des seigneurs locaux qui réapparaît, les Frangepani, les Cenci [2], Grégoire s'était tenu dans l'expectative. Mais, après avoir réglé la situation en Autriche, l'empereur se prépare à revenir. Avant la fin de l'année 1237, après avoir paru à Spire, il descend du côté de Padoue et de Trévise, où il impose son autorité. Des perspectives de pacification, aidées par le Saint-Siège, s'ouvraient aussi plus loin, mais il y avait encore un ennemi, caché jusque lors, Venise.

Délivrée de ses préoccupations en Orient, où elle retenait son « quart et demi » pendant que le régent Jean de Brienne, en bon chevalier, résistait aux attaques de l'empereur de Nicée, Théodore Doucas, dit Batatzès, la République avait repris sa politique de Terre Ferme. Pas plus

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, pp. 29, 56.
[2] Richard de S. Germano, c. 1037-1038.

que le Pape elle ne pouvait admettre l'Italie d'Empire, unifiée, et le chemin choisi par Frédéric lui paraissait contenir une menace directe. A Plaisance, le podestat était un Vénitien, Renier Zeno, et il reçut du doge des instructions formelles de pousser à la résistance. La personnalité hardie d'Eccelino de Romane et de son frère Albert, qui s'étaient enracinés à Vérone et offraient de soumettre à l'empereur toutes ces cités et leurs districts — c'est le premier tyran qui paraît, — mettait les Vénitiens encore plus en garde. La résistance continua donc, mais elle ne put pas sauver Mantoue, ni le comte de San-Bonifacio. Pavie, Tortone, Bergame se déclarèrent pour la cause impériale. Des Sarrasins de Ravenne, menant un terrifiant éléphant, accouraient au secours de leur roi. A Cortenuova, les Italiens furent complètement battus ; Milan perdit son *carroccio*, et le fils du doge Tiepolo, Pierre, pris dans la mêlée, fut pendu [1].

Frédéric s'obstina à ne pas vouloir négocier avec les rebelles, qu'il déclarait d'anciens patarènes, des hérétiques. Avec le puissant contingent venu sous le commandement nominal de son fils Conrad, il recommença, en juin 1238, la campagne, choisissant cette fois comme but de son attaque Brescia. Il avait avec lui des chevaliers du Midi français, d'Angleterre, d'Espagne, des Grecs envoyés par l'empereur de Nicée, et on voyait dans son camp des chameaux et des dromadaires.

Tout cet appareil n'empêcha pas la faillite de l'entreprise. L'empereur put nommer roi de Sardaigne son fils naturel Enzio, un bien jeune homme et un poète, qui épousa Adalasia, la dernière héritière des « juges » de l'île ; il avait déjà reçu l'hommage de certaines cités nouvelles de la Toscane, dont Florence, qui commençait son essor, mais, sous l'égide du Pape, l'Italie s'organisait. L'octogénaire pontife réussit à faire ce miracle : amener dans la ligue Gênes réconciliée à Venise. Croyant la partie

[1] Lettre de Frédéric à Richard d'Angleterre, dans la Chronique de Mathieu de Paris.

définitivement perdue pour ce prince obstiné à rester sur une terre qui ne voulait pas de lui, il ne se borna pas à l'excommunier de nouveau, le 24 mars 1239, il *le déposa* [1].

A ce moment où une nouvelle croisade française, avec Hugues de Bourgogne, les comtes de Bar et de Forez, et surtout sous Thibaut de Champagne [2], ne parvenait pas à empêcher la reprise de Jérusalem par les gens d'Egypte, une grande tragédie de l'histoire commençait pour ne s'arrêter qu'à la destruction complète de cette « race de serpents » qu'étaient maintenant pour l'Eglise les Hohenstaufen.

La réponse de Frédéric, douloureusement indignée, fut un appel désespéré aux princes, aux prélats, à l'opinion publique de l'époque. Elle est tellement vivante qu'elle réveille encore un puissant écho dans les âmes. Dénonçant son adversaire comme le simple allié politique des « rebelles lombards », il déclare que « dans l'ordre temporel Dieu seul est au-dessus de lui », que, dans celui des choses mêmes de l'esprit, il a un rôle — lui, le persécuteur cruel et injuste de toute hérésie, livrée à un Conrad de Marburg et aux dénonciateurs dominicains, — celui d'« avocat de l'Eglise, établi pour prêcher l'Evangile ». En dehors des conceptions de l'hiérarchie universelle, le Normand se sent aussi roi, de cette royauté moderne, solidaire dans la conquête du pouvoir absolu, et il avertit les princes du monde entier, n'oubliant pas non plus les « peuples », que c'est de leur propre cause qu'il s'agit. Plus tard, il affirmera qu'il « n'a aucune querelle avec notre mère, la Sainte Eglise romaine, se bornant à défendre le droit de son Empire contre l'attaque de l'évêque de Rome ». Et cet évêque, il a la sagesse nécessaire pour ne pas lui retirer l'obédience, pour ne pas essayer de lui opposer, par cette Rome où domine son fidèle Cencio, un anti-pape. Des citations bibliques continuent à être

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, II, p. 290.

[2] Thibaut, mêlé encore un moment aux querelles musulmanes, ne retourne dans son pays qu'en 1241.

entremêlées à l'action polémique pour témoigner qu'il n'est pas l'hérétique, le blasphémateur, l'ami des Musulmans et le sceptique envers tous les dogmes [1]. Acceptant au commencement un concile général convoqué par les cardinaux, l'excommunié cherche à garder ses relations dans tout ce monde de monarques et de prélats qu'il veut ainsi intéresser à sa cause.

Une grande partie de l'Allemagne, qui a déjà trop senti le maître, saisit l'occasion pour détruire sa puissance. Le duc d'Autriche revient pour assiéger Vienne ; le roi de Bohême est à la tête du mouvement ; la Bavière se réunit aux ennemis de l'empereur, puis aussi le Brandebourg, la Thuringe, la Misnie. Pendant que la prédication contre l'ennemi de l'Eglise commence, violente, on essaie de rassembler quelque part une diète pour élire le « jeune roi de Dacie » [2], le fils de ce Waldemar, jadis prisonnier du comte de Schwerin, qui était arrivé, un peu aux dépens des intérêts germaniques, à regagner ses possessions. Comme ce prince, Abel, refuse, on pense à un nouvel Otto de Brunswick, qui, cependant, répond « qu'il n'a pas le désir de mourir comme son oncle », et même à Robert, frère de Louis IX [3] : ce n'est pas la première fois qu'un Capétien pense à la possibilité d'être « roi des Romains ». Le Pape a recommandé cette dernière candidature.

On s'arrêta dans cette action, des scrupules qu'on pour-

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, p. 295. Réponse du Pape, *ibid.*, p. 327 : il aurait déclaré « imposteurs », au même titre, Jésus, Moïse et Mahomet, les deux derniers étant « morts en gloire », et traité de folie la croyance à la virginité de la Mère de Dieu. L'empereur oppose un démenti ; *ibid.*, p. 348.

[2] Rapport d'Albert Beheim, le chef de la propagande contre Frédéric, en Allemagne, dans Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, p. 344.

[3] Chronique d'Albéric, dans les *Mon. Germ. Hist., Scriptores*, XXIII, p. 949 : « Duce etiam Ottone de Brunswic similiter recusante ac dicente quod nollet mori simili morte qua patruus suus Otto imperator fuit mortuus, tandem res ista de mandato Papae delata fuerat ad d. Robertum fratrem regis Franciae ». Plus tard on voulut choisir le duc même d'Autriche et le fils d'une sainte, Elisabeth de Misnie, Hermann de Thuringe (*ibid.*, p. 1034). Cf. les Annales d'Albéric, Mathieu de Paris et la lettre de Louis IX, dans Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, p. 1086.

rait déjà nommer patriotiques s'ajoutant aux considérations purement personnelles. Les princes allemands déclarent que leur mission est seulement celle de consacrer l'empereur élu. Mais, en Italie, il y a bien ce sens de l'indépendance d'une nation déjà caractérisée. Non seulement les Lombards tiennent ensemble, avec les gens de la Marche de Vérone et ceux de la Romagne, mais tous ces usurpateurs dont Frédéric avait fait des podestats, espérant dominer les villes par leur cruauté sans bornes, se soulèvent contre lui : avec Azzo d'Este, qui n'en est pas à sa première rebellion, avec Richard de San-Bonifacio, encore un vieil ennemi, Albéric de Romano, le Véronais, et les détenteurs du pouvoir au nom de l'Empire à Ravenne, à Feltre, à Belluno. Venise travaille à maintenir ce bloc d'opposition italienne et n'hésite pas à occuper Ravenne, puis Ferrare, et à envoyer une flotte dans les eaux de la Pouille, pendant que non seulement Pise, mais Gênes aussi, restent fidèles à l'empereur. Appuyé sur Ancône et sur Bénévent, Frédéric peut se saisir de Spolète et de Faenza, ainsi que d'autres places dans le patrimoine de Saint-Pierre. Enzio, le roi de Gallura, de Sardaigne, conduit les opérations contre cette nouvelle et formidable ligue ; un Italien, celui-ci, que l'Italie admire tout en combattant en lui le mauvais sang des Hohenstaufen, la race abandonnée au diable.

Le Pape recourut au concile, qui fut convoqué pour l'année 1240. Frédéric refusa les lettres de passage, et, lorsque des prélats de France, d'Angleterre, d'Espagne arrivèrent à Gênes, qui avait changé de politique, pour se diriger vers Ostie, ils trouvèrent la flotte pisane, qui voulut les arrêter. Il y eut quelques noyés ; le reste furent pris et retenus au nom de l'empereur, qui considéra cette action comme une victoire et s'en félicita, faisant des jeux de mots sur les *legati*, qui sont maintenant *ligati*, « liés »[1]. Comme des envoyés lombards se trouvaient sur la flotte appartenant à une ville rebelle, il jugeait que

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, p. 1125.

cette capture était de bonne prise. Grégoire IX mourut sous l'impression de cette humiliation, mais déjà on entendait la voix de ce roi de France, jusqu'ici opposé à la prédication de cette « croisade » dans ses Etats, qui réclamait, au nom de « l'honneur français » et d'un « pays qui n'est pas assez faible pour être déchiré par les éperons de l'empereur ».

Un grand mouvement se produisit alors dans les esprits par les nouvelles d'Orient.

La croisade, la vraie croisade, se mourait. Jérusalem, envahie, sans recevoir encore de garnison musulmane, restait bien le but des pèlerinages armés, dont quelques-uns, comme celui du comte de Champagne, Thibaut, qui était aussi roi de Navarre, et de Richard de Cornouailles, équivalaient à de véritables expéditions de revanche. Les descendants de Saladin promirent au prince anglais plus que n'avait pu obtenir Frédéric lui-même, mais le représentant de l'empereur continuait sa lutte contre Jean d'Ybelin, soutenu par les défenseurs d'Acre. Les Ordres religieux se combattaient avec acharnement.

La tentative de proclamer roi le jeune Conrad, fils de Frédéric et héritier, par sa mère, de la Terre Sainte, avec la reine-veuve de Chypre pour régente, échoua. Cependant, les circonstances étaient telles dans le monde musulman que, par une concession du Sultan de Damas, on put obtenir dans Jérusalem délivrée le quartier du Temple, que s'étaient réservé les Infidèles, avec cette mosquée d'Aksa, pour laquelle Saladin avait commencé sa guerre sainte.

Mais on n'avait pas aussi l'acquiescement du Soudan d'Egypte, et, comme celui-ci ne possédait plus le moyen de repousser lui seul cette offensive chrétienne, il s'adressa aux Turcs sauvages du Khovaresm, qui, après s'être saisis de Tibériade, entrèrent, le 23 août 1244, à Jérusalem pour la détruire, en attendant la vague égyptienne qui emporta avec Ascalon la plus grande partie des restes du royaume.

Ces Khovarésmiens eux-mêmes avaient été mis en mouvement par la formidable invasion tartare.

Influencés par la civilisation politique impérialiste de l'Empire du Milieu, les Touraniens, de l'Asie Centrale, s'étaient groupés, dans des circonstances dont parle la légende seule, pour former un Empire de la steppe, sous un de ces chefs qui commence comme brigand de grande route pour devenir « roi des rois » : Dschinguiz, un futur Khan. Le Turkestan, la « patrie turque », fut soumis, par des méthodes implacables, allant jusqu'aux pyramides de têtes enmurées, et administrée d'après le système de la plus parfaite comptabilité fiscale. Cette fois, la race turque ne se cachait plus sous les plis du vêtement vénéré des caliphes ; à son tour, elle fondait l' « Empire laïque ».

Bientôt l'Europe les eut chez elle, dans cette continuation vers l'Ouest de la steppe asiatique, où les Russes de Kiev avaient créé de faibles principautés de colonisation correspondant à l'avance germanique au delà de l'Elbe, phénomène presque tout aussi important pour l'avenir du monde que cette expansion du Brandebourg, de la Misnie, de la Nordalbingie. Si les nouvelles concernant la prise de ces nouvelles formations arrivèrent tard et furent confuses, il en sera autrement lorsque les bandes, d'une parfaite discipline de meurtre et de pillage, arriveront devant cette sainte Kiev byzantine, dont on ne parlait pas trop dans les derniers temps, mais qui gardait ses relations avec la Pologne, la Bohême et la Hongrie. Plus récemment, un prince arpadien, Coloman, s'y était installé, sacré par l'archevêque de Cracovie, Vincent Kadlubek, et il avait épousé la sœur du roi de Pologne, Leszko le Blanc. Chassé par Mstislav de Novgorod, au nom de l'idée orthodoxe, Coloman, quelque temps prisonnier, était revenu après la mort de son rival, mais seulement pour régner, à Halitsch, en Russie Rouge occidentale, pendant les trois années qui lui restaient à vivre, laissant ce trône petit-russien à un Daniel, fils de Romain de Kiev, bientôt mari de la fille du roi Béla, et dans lequel l'Eglise romaine verra un roi disposé à l'union.

A Kiev, l'apparition de la Horde, commandée par Batou, fils de Dschinguiz, provoqua la panique et la confusion.

Le cnèze Michel aurait tué les envoyés du Khan pour s'enfuir ensuite, terrifié, en Hongrie. Un prince de Smolensk s'installa à sa place, pour être bientôt chassé par un héritier légitime. Mais le Voévode qui défendait la ville pleine du trésor de ses églises n'était guère capable de résister à l'attaque de ces bataillons de fer, et le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas, Kiev fut atrocement saccagée, ses habitants étant massacrés ou menés en esclavage [1].

Le tour de la Pologne vint ensuite, trop divisée pour pouvoir résister. Partout les Tatars, après avoir rassemblé leur proie, laissaient derrière eux des princes chrétiens qui avaient consenti à vivre sous l'égide de l'empereur païen et à lui payer le tribut. Entrant en Hongrie, ils brisèrent dans une seule bataille la défense du royaume ; le roi Béla s'enfuit en Autriche, puis vers la côte de l'Adriatique, et les envahisseurs, partagés en plusieurs armées, recueillirent tout ce que pouvait leur donner un territoire florissant ; ils confièrent l'administration du pays conquis à des cnèzes, comme en Transylvanie, ou à d'autres chefs locaux. La Silésie eut le même sort, et l'armée, mise ensemble par le prince Henri, fut détruite à Liegnitz. Les Tatars, qui, du reste, s'étaient associés des milliers de « mauvais chrétiens », appartenant aux classes ou aux populations opprimées et miséreuses [2], parurent aussi en terre allemande.

Il n'y avait pas de moyen de s'entendre avec les nouveaux barbares, dont le chef s'intitulait « le Khan océanique du grand peuple tout entier », et qui sommait « le grand Pape », dont les envoyés sont considérés comme accourant pour demander grâce, à venir, avec « les rois », pour prendre l' « yassak », l'ordre. « Dans la force de Dieu », écrira-t-il, « depuis le soleil levant jusqu'à son Occident, tous les territoires nous ont été octroyés [3]. »

[1] Huillard-Bréholles, ouvr. cité, V, p. 1148. Cf. Mathieu de Paris,
[2] Mathieu de Paris mentionne les Cumans.
[3] Pelliot, *Les Mongols et la Papauté*, dans la « Revue de l'Orient

On ne s'attendait pas à la retraite de ces terribles ennemis, rappelés en Asie par des querelles dynastiques. Cependant la grandeur du danger ne suffit pas à apaiser les querelles. Frédéric, s'étant soumis la plus grande partie de la Romagne, pensait à entrer dans Rome, gouvernée par un sénateur frappant sa monnaie romaine ; le cardinal Jean Colonna, représentant de l'aristocratie de la ville impériale, était prêt à l'accueillir, lorsqu'intervint la mort du Pape nonagénaire (21 août 1241).

Mais Frédéric était trop faible lui-même pour intervenir dans l'élection qui donna un Pape de quelques jours, après lequel vint un interrègne de deux ans. Il voulait encore une fois pacifier par son prestige personnel cette Allemagne où le lieutenant même du royaume, Siegfried, archevêque de Mayence, intriguait contre la couronne du jeune Conrad, préparant l'élection du marquis de Thuringe. Il réussit, et à son retour en Italie, où il avança jusqu'à sa ville de Capoue, il se trouva devant ce nouveau Pape qui, jusqu'ici, avait été de ses amis, Sinibald des Fieschi, un Génois, et le nouveau nom d'Innocent IV signifiait tout un programme, dont Frédéric ne soupçonnait pas le sens.

Le César s'offrit à négocier avec l'Eglise. Ses propositions comprenaient surtout la restitution du patrimoine, mais à condition de le reprendre en fief. Quant aux Lombards, il se montrait intransigeant, mais pas assez pour ne pas admettre un arbitrage. Le comte de Toulouse vint à Rome, où Innocent avait fait son entrée solennelle, comme médiateur, et les principaux légistes du royaume normand, Pier delle Vigne et Thaddée de Suessa, étaient arrivés à fixer les conditions d'un traité sur lequel Frédéric prêta serment. L'empereur latin de Constantinople, réfugié en Occident, s'était employé aussi à la pacification,

chrétien », III (XXIII), 1922-1923, pp. 3-30. Cf. d'Avezac, *Relation des Mongols ou Tartares, par le frère Jean de Plan de Carpin*, dans le « Recueil de Voyages », IV (1839) ; *Quellen und Erörterungen zur bayrischen und deutschen Geschichte*, I, Munich 1886 ; *Annales Schefftlarienses*, p. 373 et suiv.

qu'on croyait imminente. Mais Innocent se déroba à cette paix qu'il considérait comme contraire à ses grands projets de domination mondiale et, faisant semblant de vouloir rencontrer l'adversaire du St-Siège, il se rendit à Civita Vecchia, où l'attendaient des vaisseaux de Gênes qui le menèrent en sécurité à Lyon, ville d'Empire (juin 1244).

Tout ce que put faire Frédéric fut de convoquer à Vérone une diète, en présence de l'empereur latin et du duc d'Autriche qui voulait se faire créer roi, et de dénoncer l'acte d'inimitié non justifiée d'Innocent. Du reste, il ne rejetait plus guère l'idée de concile, dont l'importance dépassait le sens même de cette querelle entre les chefs hiérarchiques de la chrétienté, concile que le Pape avait voulu rassembler dans une ville à l'abri de toute surprise et protégée contre toute influence de son adversaire.

La chrétienté avait rarement vu une assemblée aussi imposante. Les comtes de Toulouse et de Provence se trouvaient à côté de l'empereur Baudouin ; parmi les cent quarante évêques [1] il y avait les patriarches de Constantinople, d'Antioche et d'Aquilée. Mais les princes allemands manquaient complètement, et l'Italie n'avait pu être représentée. En somme, c'était un concile des Français de France et des Français de Terre Sainte, qui, avec l'approbation cachée de la royauté française, se rassemblait dans cette église lyonnaise le 24 juin 1245.

En ce moment, l'empire de Nicée réunissait toute la grécité désireuse de reprendre la situation perdue en Europe. Jean de Brienne était mort sur la brèche dès 1237. Depuis longtemps, après la disparition dans une embuscade du roi Boniface de Thessalonique, il n'y avait plus de grand fief latin en Thessalie. Dans les Balcans et en Thrace, la révolte bulgare avait réussi à former un vrai Etat de contre-façon byzantine, s'étendant de Durazzo à la Mer Noire. D'origine valaque, mais allié aux Cumans et époux d'une princesse hongroise, Jean Assan,

[1] Otto de S. Blasien en compte 500 avec 60 abbés et mille autres prélats.

neveu de Joannice, régna impérialement. Théodore d'Epire, battu à Klokotnitza et retenu en captivité, avait dû abandonner toute la Macédoine et la « Valachie » voisine. L'usurpation impériale, à Thessalonique, de Manuel, frère de Théodore, ne constituait aucun danger ; Théodore, qui avait marié sa fille au Bulgare, revint dans sa capitale, avec son fils, Jean, qu'il fit reconnaître comme son héritier. Une fille de Jean Assan fut la femme du second empereur de Nicée, Jean Doucas Batatzès, qui n'avait encore en Europe que Lampsaque et le promontoire de Gallipolis, cernant Constantinople, la proie qu'il convoitait. De fait, il y avait ici un empereur, mais, malgré l'aigle byzantine sur les drapeaux des Latins prisonniers de Constantinople, il était dans le palais de Trnovo, dans les gorges de l'Hémus. Jean Assan venait à peine de mourir, en 1241, et on ne pouvait pas soupçonner la rapide déchéance de son Etat, sous des successeurs incapables.

Mais, lorsque le patriarche de Constantinople présenta sa requête à Lyon, Innocent l'écarta avec impatience, de même que toute autre question courante pour arriver à son conflit avec Frédéric [1]. Au nom de son maître, Thaddée de Suessa offrit, non seulement de « restituer ce qu'il avait pris à l'Eglise », mais aussi des actions de recouvrement en Orient : rétablissement effectif de l'Empire latin [2], croisade contre les Sarrasins [3], mais aussi contre les Turcs du Khovaresm et ces nouveaux et puissants ennemis, les Tatars. Innocent déclara être convaincu que, derrière ces offres, il n'y a que l'hypocrisie habituelle : qui pourrait se porter garant d'un si grand pécheur ? Le discours qu'il fit dans la première

[1] On aurait baptisé des Tatars (Otto de S. Blasien). Il y en avait qui craignaient que Frédéric, désespéré, n'appelle à son secours les Tatars de Russie (Mathieu de Paris).

[2] Mathieu de Paris et Huillard-Bréholles, ouvr. cité, VI.

[3] Une lettre du Soudan au Pape, en 1246, dans Albert de Stade, Roger de Wendower mentionne l'ambassade envoyée par le même à Frédéric en 1228.

séance solennelle n'avait en vue que le parjure. Le Pape était pris d'une telle fureur contre Frédéric qu'il déclara vouloir partir aussitôt que l'empereur se présenterait personnellement pour se justifier ; il menaça le patriarche d'Aquilée, qui opposait le caractère double de l'Eglise, pontificale et impériale en même temps, de lui retirer l'anneau. L'intervention du clergé français et anglais, des rois mêmes des deux grands pays de l'Occident, fut négligée. Toutes les accusations portées contre l'ennemi du Saint-Siège, jusqu'aux plus ridicules et insensées, comme l'entretien de bayadères musulmanes dans son palais, furent insérées dans le texte de l'excommunication, avec peine de déposition, prononcée le 17 juillet 1245.

Frédéric apprit en Italie la mesure prise contre lui. Il ne pouvait que se préparer pour un dernier et terrible combat. Cette fois aussi sa prudence le garda cependant des mesures qui, déchirant l'unité de l'Eglise, avaient perdu ses prédécesseurs. Il renonça aussi à ce voyage de justification à Lyon, à la suite des observations de Louis IX, qui craignait des actes de violence. En Allemagne, on venait de créer un nouveau roi dans la personne du marquis de Thuringe, Henri Raspo, palatin et parent du roi de Bohême (mai 1246), mais il n'était soutenu que par le rebelle archevêque de Mayence et quelques évêques. « Le roi des curés » put chasser des environs de Francfort le jeune Conrad, qui devait épouser la fille du duc, fidèle, de Bavière. Mais une mort prématurée mit fin à ce règne d'usurpation. Le comte Guillaume de Hollande, neveu du duc de Brabant, qui succéda à Hermann, arriva, en 1248, à se saisir de Cologne et d'Aix-la-Chapelle, sans pouvoir s'établir dans d'autres régions de l'Allemagne, où Conrad, délivré par une autre mort opportune de la menace du duc d'Autriche, se maintenait.

La situation étant plus difficile en Italie, malgré le double appui du comte de Savoie et d'Ezzelino de Romano. Frédéric perd Asti, Alexandrie, Vercelli ; le marquis de Montferrat et le chef de la Maison des Malaspini se déclarent pour le Pape. On arriva à lui prendre Parme

et, lorsque Frédéric éleva sa cité de Vittoria pour en poursuivre le siège, ses ennemis réussissent à la brûler ; la couronne impériale disparaît dans les flammes. La Romagne tombe entre les mains des bandes de croisés fanatiques, excités et payés par le Pape. Thaddée avait été trouvé sur le champ de bataille les mains coupées, et Frédéric, soupçonnant la foi de son autre auxiliaire parmi les légistes, Pier delle Vigne, lui fit arracher les yeux. Enfin, dans une rencontre, à Fossalta, avec les gens de Bologne, Enzio fut pris pour ne jamais sortir de son cachot.

L'empereur, dont les affaires avaient tout dernièrement recommencé à prospérer, surtout par la victoire remportée sur les bourgeois de Parme, se préparait à un nouvel assaut, lorsqu'une maladie inopinée mit fin à ses jours, à Fiorentino, dans ses possessions normandes (13 décembre 1250).

Mais cette Normandie italienne, devenue la monarchie de l'Italie, n'était pas morte avec lui, alors que le Pape, regardé avec méfiance par toute puissance séculière, même en France, dont il avait commencé à se plaindre, s'était épuisé dans son furieux et injuste effort. Son autorité ne flottera qu'un moment au-dessus de la concurrence acharnée des territoires déjà organisés sous les maîtres qui s'annoncent.

CHAPITRE XVII

Époque des concentrations territoriales.

Ce que Frédéric n'avait pas voulu, ou seulement pu entreprendre, la nouvelle croisade du « roi couronné » fut l'œuvre du roi de France, et elle était en plein développement au moment où l'excommunié rendait l'âme dans les tortures physiques et morales que décrivent les historiens de ses adversaires.

Pour entreprendre cette expédition dont on parlait dès 1245, et que l'empereur aurait été disposé à soutenir, collaborant même avec le roi voisin, il fallait un prestige tout nouveau, malgré les concessions que, victorieux, ce dernier croira devoir faire à son voisin d'Angleterre, — autre chose que l'esprit d'aventure, de mépris pour la mort, qui distinguent le chevalier classique.

Pendant que les couronnes espagnoles se réunissent et se séparent au hasard des successions, un puissant courant d'intérêts dirige dès le commencement de ce XIII^e^ siècle ces dynasties vers celle des Capétiens. La Maison de Barcelone, établie en Aragon dès 1137, avec le simple titre de « princes ou dominateurs » de ce pays, était arrivée à s'imposer, contre les rivaux que furent les Baux et les comtes de Toulouse, dans le Midi de la France ; l'antipape Victor reconnut le droit sur Arles et Forcalquier d'un autre Raymond-Bérenger, le Saint, neveu du premier [1]. Alphonse de Provence pourra s'établir en Cata-

[1] Valls-Taberner et Soldevila, *Histoire de Catelunya*, Barcelone 1922, pp. 135-137.

logne et dans cette principanté aragonaise, que la croisade contre les Almoravides a exhaussée, avant la fin du XII[e] siècle [1]. Il devait épouser à un certain moment la fille de l'empereur Manuel [2]. L'héritage d'Alphonse fut partagé entre ses fils : la Provence resta d'un côté, le bloc catalan-aragonais de l'autre.

Un nouveau roi Pierre fut, avec ses voisins espagnols, de Castille et de Navarre, victorieux dans la bataille de Naves de Tolosa, en 1212, contre le « Miramolin », c'est-à-dire l' « émir Al-Mouméni », le « prince des croyants » de la série, de réformateurs et conquérants, des Almohades. Il avait à ses côtés un légat du Pape, mais, en même temps que des auxiliaires génois, des chevaliers de France et de Bourgogne et l'abbé même des Cisterciens, l'archevêque de Narbonne. C'est aussi une croisade française [3].

Mari de la fille de la princesse byzantine, Pierre joue un grand rôle royal, s'appuyant sur une alliance avec les seigneurs du Midi français. Couronné à Rome par Innocent III, il entretient les meilleurs rapports avec Frédéric II, qui, on l'a vu, devient l'époux de sa sœur, et lui-même avait cherché un mariage avec l'héritière du royaume de Jérusalem [4]. Lorsque la croisade dominicaine, servie par Simon de Montfort et soutenue par la royauté française, se jeta sur les hérétiques et les excommunia de Béziers et de Carcassonne, l'Aragonais ne put s'empêcher d'intervenir : il fut tué le 12 septembre 1213, dans la bataille de Muret [5]. Le « catholique » était mort en chevalier combattant une « croisade » odieuse.

Le Midi devint bientôt la propriété de la couronne française, et Louis IX et ses frères en héritèrent sans aucune contestation, en vertu des droits de leurs femmes.

[1] *Ibid.*, p. 163.

[2] *Ibid.*, p. 166. La princesse épousa un seigneur de Montpellier, et ses successeurs régnèrent en Aragon (*ibid.*).

[3] Ogerio Pane emploie le terme de « croxati ».

[4] Valls-Taberner et Soldevila, ouvr. cité, p. 170.

[5] Luchaire, *Innocent III*, II, Paris, 1907 ; Dieulafoy, dans les « Mémoires de l'Académie des Inscriptions », XXXVI, 1901.

Evincés de cette région qui leur avait appartenu si longtemps, les princes de la Maison de Barcelone se consacrèrent d'autant plus énergiquement à l'œuvre de croisade.

Les Génois, d'actifs pirates opposés à ceux de l'Afrique musulmane, s'étaient, pour ainsi dire, spécialisés dans les attaques contre Tunis et Bougie, dans les guerres autour de Ceuta, où paraissaient en 1234 des croisés menaçants pour les intérêts de commerce de la république [1]. Les Baléares n'étaient plus un but pour leur expansion, et, depuis longtemps, Pise avait laissé la Sardaigne entre les mains des « juges » de Gallura. C'était le tour de la Catalogne à intervenir, sous le drapeau de croisade. Après un long siège, le roi Jacques entrait dans sa ville de Majorque, en décembre 1229 ; la conquête des deux autres îles suivit, jusqu'en 1235. Mais, lorsque Iviça fut soumise, le même prince était déjà maître de Peniscola et d'autres cités maures sur le continent, et, malgré les secours donnés par le roi du Tunis, Valencia fut prise aussi, en septembre 1238.

La Navarre s'ouvrait à lui en vertu d'un traité d'héritage mutuel, par la mort du roi Sancho le Fort. Jacques, préoccupé de sa croisade, laissa s'y installer le prince français Thibaut, qui, lui aussi, gagné par la croisade, devait partir bientôt pour la Terre Sainte. La Castille d'Alphonse restait seule, contre les traditions de sa dynastie, indifférente à cette avance chrétienne ; elle soutint même contre « le Conquérant », les Maures attaqués [2]. Le roi d'Aragon conquit cependant Murcie pour ce voisin, qui était son gendre.

Un traité formel devait reconnaître plus tard la situation gagnée par la France dans le Midi pour en arriver au mariage de la fille du croisé catalan avec l'héritier de celui qui en France avait pris le drapeau de croisade. Les deux Maisons se rencontreront bientôt en concurrent pour l'héritage de Frédéric II, mais pour le moment Jac-

[1] Ogerio Pane. Il y avait aussi des conflits entre « Sarrasins » et « Berbères » (*Barbari*).

[2] Valls-Taberner et Soldevila, ouvr. cité, p. 179.

ques ne pouvait qu'accompagner de ses sympathies le départ pour la Terre Sainte du roi Louis, en attendant sa propre action dans ces parages.

Fils d'une princesse de Castille et pendant longtemps sujet à son influence impérieuse, attaché à la dynastie de sa mère, car il fit épouser à son fils Louise Bérengère, fille d'Alphonse X (sa fille, qui s'appelle du nom espagnol d'Isabelle, sera la femme du roi de Navarre, de la Maison de Champagne), Louis reprend plutôt la croisade de ces rois ibériques, mais il la transporte sur les traces de Philippe-Auguste, mort en léguant une somme importante pour la délivrance de la Terre Sainte, l'*outremer*.

Pour la première fois, un roi de France partait vers les Lieux Saints avec une armée de soudoyers, auxquels s'ajoutaient seulement certains dignitaires d'une Cour très médiocre et des amis personnels. Louis n'avait pas demandé dans les formes habituelles le concours d'une chevalerie qui elle-même n'était guère disposée à un nouvel effort ; la croisade ne fut pas même prêchée : on ne fit aucun appel aux masses ; et la part de l'Eglise, retenue par sa farouche querelle contre l'empereur, fut minime. Il y a dans cette nouvelle forme de l'expédition sainte un signe des temps : la royauté agit d'elle-même sans solliciter des concours qu'elle ne pourrait ni diriger, ni — surtout — dominer.

Le roi n'avait pas non plus des alliés pour cette croisade qui n'était donc pas nationale. Les offres des Ordres de Chevaliers, celles du misérable empereur de Constantinople, du prince d'Antioche, résistant encore dans quelques forteresses menacées, du roi d'Arménie, qui organisait un vrai Etat, de plus en plus français de langue et de mœurs, mais peu disposé à sortir de ses frontières, ne vinrent qu'après l'apparition sur la côte d'Asie d'une armée autrement disciplinée que tout ce qui l'avait précédée. Si on pensait à un concours des Mongols, païens, mais disposés à créer un « royaume de David », c'était sous l'influence des frères mineurs et prê-

cheurs, qui, déjà dès 1246 : un Jean du Plan Carpin, un Guiscard de Crémone, un Ascelin, un Simon de Saint-Quentin, un André de Longjumeau, plus tard un Ruysbroeck, se dirigeaient, dans la Perse lointaine, vers les tentes du fils d'Ogodaï, le Khan [1].

L'embarquement eut lieu en terre française, à Aigues-Mortes, et, au retour, Louis refusera de descendre ailleurs, bien que le port de Hyères, appartenant à son frère de Provence, eût été plus à sa convenance. On avait craint, du côté des Génois, qui avaient fourni les vaisseaux, attendant la contribution, payée, des Italiens de Syrie, que sous cette croisade discrète ne se cachât un projet d'attaque contre Frédéric II. Un légat du Pape, Robert, avait été placé à côté du chef de l'expédition.

Dès le début, la direction avait été fixée : l'Egypte, Damiette, dont le souvenir était resté vivant dans la mémoire des Français qui avaient participé à sa conquête. Ils auraient pu raconter aussi les misères qui accompagnèrent la marche sur le Caire que cependant avaient fait jadis avec succès les chevaliers du roi de Jérusalem. Louis refusa toute offre du Soudan, qui aurait parlé encore une fois de la cession de Jérusalem et de Tibériade, plus Ascalon, qu'il venait à peine de prendre. De Damiette, facilement prise, on partit vers la fabuleuse « Babyloine », le jeune frère du roi en tête, ce Robert, époux d'une princesse de Brabant et dont on avait voulu faire un roi germanique.

Il y eut de nouveau l'imprévoyance qui devait mener au désastre. Le Soudan était mort, mais ses esclaves cau-

[1] Ed. de Jean de Plan Carpin (de Pian del Carpino), par Giorgio Pullé (*Historia Mogolorum*), Florence, 1913 (« Studi italiani di filologia indo-iranica », IX) ; De Backer, *L'Extrême-Orient au moyen âge*, Paris, 1877 ; Yule, *Cathay and the way thither*, Londres, 1915 ; Vincent de Beauvais, *Speculum historiale*. Cf. tout récemment A.-A. Michieli, *L'opera e la figura di Marco Polo*, dans les « Atti della r. deputazione veneto-tridentina di storia patria, anno 1922-23 », Venise 1924 ; puis, *Recueil de voyages et de mémoires de la Société de Géographie de Paris*, IV ; Rochkill, *The journey of W. of Rubruk*, éd. de la Hakluyt Society, Londres 1900.

casiens, les renégats qu'on appelait des Mamelouks, et qui se préparaient à la conquête du pays, étaient là pour défendre leur proie future. Robert d'Artois périt dans les marécages du Nil. Le roi lui-même, cerné, dut capituler.

L'esprit chevaleresque de Saladin vivait cependant encore parmi les siens. Louis fut retenu dans une captivité honorable, en attendant la rançon, importante. Il ne se croyait pas diminué, accueillant avec résignation sa part de souffrances pour le Christ, et, pour les vainqueurs, déchirés de querelles, il restait un grand prince des Francs qui pourrait revenir et dont il fallait donc s'assurer l'amitié. La trêve de dix ans qu'il conclut avec les nouveaux maîtres de l'héritage du grand émir prévoyait la reconnaissance aux chrétiens d'un territoire qui comprenait Nazareth, Jaffa, Tyr et Sidon, Césarée et quelques places de moindre importance. Les captifs devaient être délivrés.

Reçu avec un respect tout particulier à Acre, le roi s'occupa pendant assez longtemps de l'exécution ponctuelle de ces clauses. Il refusa de s'unir à l'émir syrien contre les usurpateurs égyptiens, même au prix de la cession, aléatoire, de la Ville Sainte. Il ne rompit la trêve que devant le manque de foi des Mamelouks à l'égard des prisonniers, mais il se borna à faire travailler aux fortifications d'Acre, de Jaffa, de Césarée, de Chaïffa, œuvre importante que d'autres avant lui auraient cru devoir entreprendre. La guerre, habituelle, entre Damas et le Caire, lui amena d'elle-même de plus grandes concessions. Si les défenseurs de la Terre Sainte, dont ce jeune prince d'Antioche, petit-fils du comte de Saint-Pol, lequel s'était fait créer chevalier par Louis, manquèrent au rendez-vous de Gaza, les royaux défendirent Sidon contre une tentative des Egyptiens, délivrés de l'inimitié syrienne. Déjà de nouvelles incursions turcomanes s'annonçaient et, quant au Khan des Mongols, il n'entendait qu'une base d'entente, la soumission absolue à sa toute-puissance. L'île de Chypre seule, avec son roi

Hugues II, restait comme Etat bien établi dans ces régions latines d'Orient. Le 24 avril 1252, le roi croisé, qui n'avait pas voulu étendre jusqu'à Jérusalem esclave son pèlerinage, suivant sous ce rapport l'exemple du fier « Cœur de Lion », mettait voile pour revenir.

Au retour, Louis retrouva cette guerre entre l'Eglise et les Hohenstaufen qui retenait aussi les forces de la chevalerie européenne. Frédéric II était mort entouré des sympathies d'une large partie des féodaux et des villes de France : Hugues de Bourgogne, Mathieu de Lorraine, Jean de Châlons, Thibaut de Bar avaient combattu sous ses drapeaux ; Avignon, Arles lui étaient restés fidèles jusqu'au bout. Mais, avec la disparition de l'empereur, il n'y avait comme programme de la lutte qu'une action locale d'Innocent IV pour la consolidation de sa conquête italienne.

Il avait apparu, le lendemain de la mort de son rival, en roi de l'Italie, accueilli triomphalement à Gênes, à Alessandria, dans le marquisat de Montferrat, dans les possessions de Thomas de Savoie, qu'on avait gagné en lui faisant épouser une nièce du Pape. Dans les villes lombardes, délivrées de leur irréconciliable ennemi, ce fut comme une folie : à Parme, à Milan, on se pressait autour de lui jusqu'à l'étouffer. Même accueil à Ferrare, à Bologne. Comme la ville de Rome était à la disposition des factieux, qui appellent comme sénateur pour trois ans une espèce d'Ezzelino, Brancaleone de Bologne, la résidence fut prise à Pérouse, où se présentèrent des ambassades de félicitation, dont une de la part de « l'empereur des Grecs » lui-même.

Pendant ce temps, le prince de Tarente, Manfred, le bâtard de Frédéric avec une femme de la noblesse sicilienne, défendait comme bailli de son frère Conrad, roi d'Allemagne et des deux Siciles en même temps, les possessions héréditaires de leur père, sans pouvoir empêcher l'établissement des pontificaux à Capoue, à Naples même.

Conrad fut appelé donc pour une œuvre de récupération.

Conduit par l'énergique Ezzelino, il passe par Vérone, Crémone, Mantoue, en dépit de la ligue italienne, aussitôt constituée [1]. Sans essayer de se frayer un passage par l'Italie centrale, dûment occupée par ses ennemis, il prend les vaisseaux que lui offre Venise, peu disposée à accepter cette royauté pontificale, et débarque en Pouille. Il commence le siège de Naples, qui durera de 1251 à 1253. Déposé en Allemagne dès 1252, au profit de Guillaume de Hollande, puis du frère du roi d'Angleterre, Richard, l'ancien croisé, le fils d'Isabelle de Brienne néglige cette Allemagne pour s'en tenir à l'héritage normand, base de la puissance de sa Maison.

Il aurait réussi à se l'assurer. En Sicile, son vicaire, Pierre Ruffo, résiste énergiquement à toutes les intrigues; Naples s'est enfin soumise. La concurrence du roi d'Arles, Henri, son frère du mariage de Frédéric avec la princesse d'Angleterre, disparaît par la mort de ce prince, qu'on crut avoir été empoisonné. Sur la côte balkanique, Conrad trouve un appui dans Batatzès, qui a épousé la sœur de Manfred, Anne. Comme le Nicéen avait évincé les Epirotes : Jean, qui cherche un appui dans le monde latin, et Démètre, puis ce Michel, dont l'héritier, Nicéphore, avait épousé la fille de Batatzès, comme les nouveaux Tzars bulgares, Caliman (du nom hongrois de Coloman), Michel et Constantin, n'étaient guère de taille à se mesurer avec ce dur guerrier, l'Allemand avait des amis à Durazzo, à Larissa et dans toute la partie continentale du monde grec.

Mais une mort prématurée mit fin, en mai 1253, à un règne qui s'annonçait glorieux. Aussitôt Innocent, qui étend ses rapports jusqu'au « roi des Tatars », se jette sur la proie : avec des mercenaires de toutes les contrées

[1] Pippino, dans Muratori, IX, c. 677-678 ; Vie de Ricciardo de S. Bonifacio, *ibid.*, VIII, c. 132-133 ; Nicolas de Jamsilla, *ibid.*, c. 506 ; Sabbas Malaspina, *ibid.*, c. 797-798.

italiennes, il attaque de nouveau Capoue et Naples. Manfred, qui cherche à s'opposer, en son nom plutôt qu'en celui de l'enfant laissé par Conrad en Allemagne, le Corradino des Italiens, est battu à Foggia. Mais le Pape ne finit pas l'année de ce dernier triomphe : il mourut à Naples, dans la maison même qui avait appartenu à Pier delle Vigne [1].

Manfred s'est décidé à être roi, sans pourtant se faire couronner. Il offre au nouveau Pape, encore un comte de Segni et un neveu de Grégoire IX, une paix, qui est acceptée à condition qu'il reconnaisse le droit de propriété de l'Eglise sur le royaume entier, en échange pour certains fiefs, dont le comté d'Andria. Alexandre IV lui opposera le jeune Edmond d'Angleterre, auquel est promis tout l'héritage italien des Hohenstaufen, sauf Bénévent, mais seulement à titre de vassalité. On n'avait pas oublié de faire jurer à ce roi, investi formellement de l'anneau dans la capitale de son père, de ne jamais oser tendre la main à l'Empire.

Le vrai roi sicilien résiste ; il consent à laisser au Pape la seule Terre de Labour. Vainqueur contre les croisés rassemblés au nom du Pape, il feint d'apprendre la mort de Corradin et se fait couronner solennellement à Palerme, le 11 août 1258 [2]. Son mariage avec Hélène d'Epire, en 1259, lui donne encore une adhérence dans les Balcans ; sa fille Constance épousera un peu plus tard le nouveau roi d'Aragon, Pierre. Les troupes siciliennes attaquent avec confiance les provinces du patrimoine, la Romagne, le duché de Spolète, la marche d'Ancône, et même, sous Obert Pallavicini, qui, voulant prendre Parme et Mantoue, perd Crémone et Plaisance, la Société des Lombards, qui remportera, sous la conduite d'Este, la victoire de Padoue (1256). Alexandre, qui avait espéré un triomphe comme celui de son homonyme sur Frédéric Barberousse, meurt dès 1261, ayant sous les yeux la con-

[1] Muratori, XIX, c. 777.
[2] Ricordano Malespini, *ibid.*, c. 964, 974 ; cf. *ibid.*, c. 825.

solidation, qui paraît définitive, de la royauté italienne sous un prince que le sang de sa mère relie encore plus étroitement à l'Italie. La captivité et les tortures qui mirent fin à la carrière d'Ezzelino de Romano étaient une faible consolation pour son ambition blessée à mort. Au cours de cette année 1261 cependant un grand événement vient de s'accomplir, bien qu'avec une dépense de forces minime : il y a de nouveau un empire grec à Constantinople.

Pendant que la croisade continue faiblement en Orient, où les chrétiens durent conclure en 1255 une nouvelle trève de dix ans avec le Sultan de Damas, qui ne consentit pas à leur reconnaître la possession de Jaffa, et que se préparait, pour des droits dans la ville menacée d'Acre, la grande guerre entre les républiques italiennes pour la domination des mers orientales, le roi de Castille a repris le rôle, depuis longtemps abandonné par sa dynastie, de combattant contre les Maures, auxquels il arrache, en 1254, tout un groupe de places fortes. Trois ans plus tard, ce législateur de son pays — Louis IX accomplissant la même fonction dans le pays de droit romain du Langedoc — aura des ambitions impériales et, contre Richard, couronné à Aix-la-Chapelle par les Rhénans, il sera l'empereur titulaire de la majorité des princes allemands, sans jamais se présenter pour le couronnement (1257). La guerre sainte lui procure, dans la péninsule ibérique, de nouveaux succès. Elle continuera jusqu'en 1267, l'Aragon s'y étant bientôt mêlé.

Les autres royaumes d'Occident, représentants classiques de la croisade, passaient par des crises intérieures.

Dès 1213, des représentants des comtés avaient été appelés par le roi d'Angleterre pour participer, à côté des barons et des membres du clergé, au vote des subsides : pour la première fois, en dehors du droit féodal, on admet la représentation des territoires comme tels et une élection qui confère des droits n'appartenant pas à

l'élu pour sa personne. C'était déjà quelque chose en dehors du nouveau droit normand, — une élaboration *anglaise*.

Mais Henri III n'est pas un Anglais. Sa mère est Aliénor de Provence. Elle a fait de son frère un archevêque de Canterbury ; ses fils du second mariage avec Hugues de la Marche, Guy, Jean, Guillaume de Valencé, entourent leur demi-frère, dont le tuteur est Pierre des Roches. Les « Cahoursins », les gens de Cahors, sont, à côté des Lombards, nombreux, des gens de Toscane [1], les banquiers de l'Angleterre, et les maires de Londres s'appellent Jean de Gisors, Alain de la Souche. Les possesseurs du Midi français, Périgord, Limousin, Saintonge, Angoumois, envoient leurs cadets de famille en terre anglaise.

C'est de ce Midi français que vient le protestataire et le réformateur. Un membre de la famille de Montfort, qui a détruit l'hérésie, s'est installé en Angleterre, comme comte de Leicester. C'est lui qui organise un tumulte des barons et qui impose en 1253 les « provisions d'Oxford », instituant un Parlement de membres du Conseil royal et de délégués de l'insurrection, élus d'après des normes comme celles de Venise. Après cette assemblée de vingt-quatre réformateurs, il y aura un Parlement périodique, comprenant quatre chevaliers de chaque comté, chargés de redresser les abus ; le shériff lui-même sortira d'une élection des chevaliers qui y habitent. Devant l'assemblée seront responsables les principaux dignitaires du royaume. Elle siégera chaque année, en février, juin ou octobre.

L'esprit des communes d'Italie déteint sur la vie anglaise. C'est aussi celui de l'Espagne où le roi d'Aragon ne peut pas partir en croisade sans le vote des trois « bras », des trois Etats de son royaume, conformément aux prescriptions d' « usages » codifiés dès la seconde

[1] Voy. Brodnitz, *Englische Wirtschaftsgeschichte*, Jena, 1918.

moitié du XI[e] siècle. Une première réunion de ce genre se tient en 1228 [1].

Mais Henri croyait pouvoir passer par-dessus ces concessions momentanées. Il trouva devant lui de nouveau Simon de Montfort et ses barons, prêts à combattre « le tyran », ainsi que faisaient à la même époque ceux de Lombardie et du Piémont à l'égard des successeurs de Frédéric II. Pour avoir un appui en France, le roi reconnaît le partage fait par Philippe-Auguste, de ses possessions continentales, content de regagner formellement par le traité d'Abbeville (mars 1259), après un court conflit (batailles de Saintes et de Taillebourg), les autres. Mais ceci n'empêcha pas Louis de donner raison, malgré la désapprobation du Pape, aux révoltés (arbitrage d'Amiens, 1264). Dans une bataille en rase campagne, à Lewes, Henri est vaincu et devient, avec son fils, le prisonnier du comte de Leicester, qui lui impose, dans les mêmes conditions de réglementation précise, un Conseil de neuf. Ce sera seulement à la suite d'un nouveau combat, à Evesham (1265), que la royauté, qui a admis tacitement les changements constitutionnels, échappera au moins à une tutelle dégradante.

Des choses importantes se préparaient en Orient dès avant la mort d'Alexandre IV, pendant que l'Occident passait par cette vraie crise de soulèvements et de révolutions.

Il y a d'abord la fondation du plus grand empire du monde, celui des Mongols.

Après le terrible raid en Europe, les descendants de Dschinguiz se rabattent sur la Perse, qu'ils nettoient de Turcomans, remplaçant par leur monarchie de dure discipline l'anarchie des bandes errantes. C'est pour l'Asie centrale la création de la puissance territoriale aux dépens de l'agitation des chevaliers, aussi de ceux de Syrie, à la

[1] Valls-Taberner et Soldevila, ouvr. cité, p. 186.

façon de Noureddin et de Saladin. L'action contre la survivance du califat viendra ensuite, parallèle à celle de l'offensive des derniers Hohenstaufen, nourris d'idées romaines et d'esprit roman, contre les énormes prétentions de la Papauté en décadence [1].

La Chine du Nord, souvent rebelle, avait été définitivement conquise dès 1234, la Corée à bref délai ; la Perse s'était soumise bientôt après, cette Perse qui, sous les Ilkhans mongols, commencera une nouvelle période de sa longue histoire, tout en conservant les éléments essentiels du passé chevaleresque et civilisé. Poursuivant le dernier Khan turc, Dschélaleddin, revenu de Delhi, les guerriers tatars étaient arrivés en Géorgie et en Arménie ; déjà la Mésopotamie leur appartenait.

Lorsque la « guerre sainte » fut proclamée à Bagdad contre ces terribles païens, ces adorateurs des idoles ne pouvaient avoir aucun scrupule à l'égard de la cité impériale de l'Islam et de son chef. Gouyouk, fils d'Ogodaï, élu par une de ces assemblées en armes, de ces « kouriltaï », par lesquels était régi de fait cet immense Empire en pleine expansion, devait prendre sur lui cette tâche d'impitoyable vengeance. Mais ce fut seulement sous son successeur Mangou (dès 1251) que commença l'avance sur Bagdad.

Les Mongols commencèrent par détruire ce sombre nid de conjurateurs qui, par ses exploits infâmes, a rendu célèbre le nom des Assassins. Leur dernier chef, Roukneddin, capitula, fut amené en captivité et massacré. Houlagou, le commandant général des Mongols, se présenta devant la vénérable capitale que pouvait si peu défendre le doux calife Moustassim. Elle fut prise d'assaut le 15 février 1258 pour qu'un affreux massacre se déchaînât dans ses rues pleines de fuyards terrifiés. On a beaucoup exagéré cette tuerie, qui, cependant, paraît avoir dépassé toute action pareille de la part de ces des-

[1] Voy. en général Howorth, *History of the Mogols*, Londres, 1876-1888

tructeurs d'hommes. Quelques lettrés et juristes se sauvèrent au Caire, où ils transportèrent sous une dernière série d'Abbassides, régentés par leurs esclaves mamelouks, le centre légal et cultural de l'Islam.

En Syrie, le vainqueur se présenta en ennemi de la Sounna, de la tradition, en représentant du puritanisme chiite de la Perse. La résistance d'Alep et de Damas fut aussitôt brisée ; la première de ces villes ayant combattu énergiquement, fut simplement rasée, comme, malgré sa capitulation, aussi Antioche[1].

Rappelé par la mort de son maître, Houlagou envoya Ketboghâ contre cette Syrie. Il y trouva l'alliance des chrétiens avec les Mamelouks, et la bataille d'Aïn-Dschalout mit fin à son entreprise et à sa vie (1260). Bibars était un des chefs de cette offensive heureuse, et il ouvrait ainsi une grande carrière de guerrier, qui sera bientôt, après l'assassinat de Koutouz, celle d'un puissant monarque. D'autant plus que, sous le long règne du Khan Koubilaï († 1294), l'attention des Tatars fut retenue par les vicissitudes de la Chine, où, à « Kambalek », on avait transporté la résidence d'un grand Etat bouddhiste, plongé de plus en plus dans des traditions qui étaient celles d'une autre race et d'un autre développement historique.

Les Seldschoukides du Roum avaient échappé à l'avalanche payant humblement le tribut : c'étaient encore d'assez bons soldats aux allures chevaleresques, capables de donner parfois du travail aux « provinciaux » grecs de Nicée. Cette « Rhomaïs » — on commence à employer ce terme — reçut elle-même une répercussion de l'invasion mongole. Mais ce qui lui fit gagner du terrain et arriver sur le seuil de Sainte-Sophie, dont avaient rêvé les deux générations de l'exil, ce fut la grande querelle entre les Vénitiens et les Génois. Il faut bien dire que la récupération de Constantinople par les Grecs n'en fut, malgré sa grande signification et son écho dans le monde de la latinité occidentale, qu'un des incidents.

[1] Loewe, dans la « Cambridge Medieval History », IV, p. 643.

Après la mort de l'empereur Théodore de Nicée, qui employait des troupes franques contre les Turcs cachés dans les montagnes de l'Asie Mineure, alors qu'en Europe il était le maître jusqu'à Durazzo, son fils Jean fut confié à la garde de Michel Paléologue, parent de la famille régnante et un des principaux dignitaires de l'Etat, bien qu'il eût passé lui-même chez les Turcs une période de disgrâce. A bref délai, il se fit nommer mégaduc et despote, pour arriver enfin à être associé à l'empire.

Manfred crut le moment propice pour pousser vers Constantinople son parent, le despote d'Epire Michel, auquel il envoya un subside d'Allemands. Le nouveau prétendant à la possession de la ville impériale s'associa aussi le prince d'Achaïe, Guillaume de Villehardouin, son autre gendre, latin. Des chefs valaques de l'Epire et de la Thessalie, comme Taronas, étaient parmi les alliés. Il est évident que ces anciennes provinces de l'Empire préféraient à l'Asiatique ce représentant du monde à demi latin qui s'était formé sur la côte occidentale des Balcans. Mais, dans la bataille de Pélagonia, en 1259, la victoire échut au général nicéen, Alexis Stratégopoulos, qui prit vivant le prince français d'Achaïe, réduit ainsi à payer sa liberté et le titre de Grand-Domestique par l'abandon de l'ancienne Sparte, de Malvoisie et du district sauvage du Magne, laissant en discussion Nauplie et Argos. Nicéphore, fils du despote, reprit l'offensive et se saisit lui-même du commandant nicéen, qui fut envoyé en Sicile. On vit bientôt les officiers de Manfred lui-même dans les places d'Albanie, et on pourrait soupçonner son incitation dans le dessein de l'impératrice bulgare, fille de Théodore Laskaris, d'attaquer l'usurpateur.

Mais le Paléologue était déjà empereur. Il se fit sacrer en toute forme le 1er janvier 1259. Sans faire mine de vouloir attaquer Constantinople, qui lui députa des Grecs pour le féliciter, lui-même continuant à tenir des Francs dans son armée, il envoya son frère Jean en Occident, et bientôt toute la Macédoine et le rivage de la Mer, avec

Durazzo et Kanina, fut entre ses mains, de même que Trikala, et même Patras [1]. Mais, l'année prochaine, il s'en prit aux possessions du jeune Baudouin et se saisit de Sélymbrie ; bientôt il n'y eut entre les mains des Latins qu'un seul fort en dehors des murailles. Cependant les habitants de cette campagne constantinopolitaine, bien que Grecs, ne se passionnaient guère, jouissant d'une autonomie plénière, pour la cause presque nationale de la récupération. Une attaque sur le quartier de Galata ne réussit pas [2].

L'empire de Constantinople était devenu l'empire dans Constantinople, mais Venise avait conservé tout son lot du partage de 1204. Elle l'administrait directement par cette aristocratie dont le pouvoir dépassait depuis quelques dizaines d'années de beaucoup celui d'un doge presque nominal, attendant cette *Serrata del Maggior Consiglio,* ce barrage opposé à toute élévation des familles populaires, qui confia tout le pouvoir à deux cent dix lignées. Ou bien des îles, comme Andros et Santorin, des places comme Lampsaque, des domaines entiers comme celui de l'Archipel étaient cédés à tel des membres de cette aristocratie, et même à titre héréditaire. De son côté, Gênes, dont les relations avec l'Afrique étaient depuis quelque temps rendues plus difficiles et moins fructueuses par le réveil de la croisade ibérique, était exclue de tout autre commerce que celui de la Syrie et d'Alexandrie d'Egypte. Venise, qui n'avait pas été la première à venir au secours des croisés, s'y mêlait cependant d'une façon de plus en plus active.

Pour un quartier d'Acre le conflit éclata quelques années après le départ de Louis IX, ayant d'abord un caractère local. Mais en 1258 les deux flottes se rencontrèrent en ennemies dans le voisinage de cette côte syrienne : les Génois furent battus et, en conséquence, exclus d'Acre.

[1] Pachymère, livre II.
[2] *Ibid.*

Ils s'en vengèrent en se rangeant, dans le conflit qui avait déjà éclaté pour Constantinople, du côté nicéen. Le traité de Nymphéon, en Asie Mineure, leur promettait l'héritage des Vénitiens à Constantinople même, dans la Mer Noire, à peine touchée par ces derniers, à Thessalonique, dans les grandes îles de Chios et de Lesbos, en Eubée et en Crète [1].

Mais la capitale des Comnènes devait tomber comme par miracle, sans intervention de ces nouveaux alliés. Les vaisseaux de garde des Vénitiens étaient partis pour une entreprise dans les environs, l'empereur et ses chevaliers latins étaient sortis pour une partie de chasse. Il ne fallut pas même faire appel aux sentiments de cette population de Constantinople, qui, n'étant pas incommodée dans son orthodoxie et profitant du commerce italien, n'avait esquissé pendant plus d'un demi-siècle une seule révolte contre une domination de pure surface, à la façon de la féodalité occidentale, et qui était, de plus, dégagée de ces soucis de guerre qui rendaient pesantes les charges fiscales. Alexis Stratégopoulos, le Bélisaire du médiocre Justinien d'usurpation, entra dans la ville, sinon sans coup férir — car il y eut quelques Francs tués par surprise, — mais aussi sans être acclamé. Le restaurateur de la légitimité byzantine était entouré de Turcs et, pour éviter une attaque des Latins revenus en hâte, il avait mis le feu à la ville [2]. Enfin, pour se faire reconnaître par les Mongols, il leur députa, le lendemain d'un couronnement plus que médiocre, l'abbé du Pantocrator, avec « une chapelle parée de magnifiques rideaux, embellie d'images de saints et de la croix, et enrichie de quan-

[1] Voy. Manfroni, *Le relazioni trà Genova, l'impero bizantino e i Turchi*, dans les « Atti della Società ligure di storia patria », XXVIII (1902). Pour les relations antérieures, un traité en 1155, préparé dès 1143, réduisant les impôts antérieurs (pp. 556-557 ; cf. pp. 597-598). On demandait en 1157 l' « embolo » et les échelles promises à Constantinople, où en 1162 il y avait au moins 300 Génois (*ibid.*, p. 604). Cf. aussi Imperiale, *Caffaro e i suoi tempi*, Torino, 1894, dans l' « Arch. stor. lombardo », XXI, II.

[2] Pachymère.

tité de vases propres à la célébration des sacrés mystères[1] », offrant au païen, ami cependant des nestoriens de ses Etats, une fille naturelle du Paléologue pour l'héritier tatar[2].

Michel Paléologue, qui disposait d'une flotte capable de lui rendre Naxos, Paros et Nègrepont et d'attaquer les possessions du prince d'Achaïe, se garda bien de commencer son règne par des persécutions et des représailles. Il garda, des Latins, ceux qui voulurent le servir. Mariant les sœurs de son pupille impérial non couronné, s'il en donna l'une à un seigneur bulgare des Balcans, il fait épouser les deux autres par Mahieu de Valincourt, chevalier de Morée, et par un comte de Vintimille, du territoire de Gênes. Il fit mine d'être amoureux de l'impératrice veuve, sœur de Manfred, et finit par la renvoyer honorablement dans sa patrie, d'autant plus qu'il craignait de voir ce puissant prince soutenir les intérêts de Baudoin, qui avait cherché un asile dans ses Etats, prêt, du reste, à tout vendre.

Dès le début, une très humble ambassade alla présenter au Pape des promissions qui regardaient certainement l'union des Eglises. Le patriarche de Michel l'avait excommunié, à cause des violences commises contre le fils de l'empereur Jean, qu'il avait fait aveugler, et les paysans d'Asie Mineure combattaient pour un imposteur qui prétendait être cet héritier légitime. Et le vrai ennemi de l'empereur était le despote d'Epire, que Michel épargna, se le conciliant par le mariage d'un de ses fils avec une Paléologue, et surtout ce Tzar bulgare, lié à l'ancienne dynastie, auquel il prit Philippopolis, Sténimachon et Mésembrie.

Mais le Saint-Siège avait d'autres soucis que d'essayer l'œuvre vaine d'une restauration à Constantinople. Il procédait à la destruction de Manfred. Le prince anglais sur

[1] *Ibid.*
[2] Offerte à Houlagou, elle épousa Abaga.

lequel le Pape avait jeté les yeux ne pouvait être d'aucune utilité. Mais dans la Provence, qui disposait d'une flotte, il y avait un frère de Louis IX, un dur homme de guerre, aux froides décisions inébranlables, qui pouvait beaucoup mieux remplir un rôle qu'on jugeait devoir rester celui d'un simple instrument des vengeances pontificales. Le nouveau Pape, qui avait remplacé Alexandre IV, un Français de Troyes, jadis patriarche de Jérusalem, n'avait été un Urbain que de nom, car il ne mit pas la main à l'œuvre de croisade. Mais il demanda à Charles d'Anjou de descendre en Italie pour s'imposer comme sénateur de Rome. Si le comte ne s'empressa pas d'accourir, il y eut au moins un sénateur provençal [1].

Le successeur d'Urbain, après une nouvelle vacance prolongée, fut, non seulement un Français, d'origine toulousaine, et un ancien évêque du Puy, — avec les souvenirs du légat Adhémar, — promu au siège archiépiscopal de Narbonne, mais un conseiller de Louis IX, alors qu'il était parmi les laïcs. Clément IV décida Charles à faire le voyage d'Italie. Avec 500 chevaliers et un nombre double d'archers, accompagné d'un prince de Savoie, le frère du roi de France apparut, venant par mer, à Rome, où son accueil fut extraordinaire. Ayant conclu un traité qui en faisait le vassal de la Papauté pour le royaume des Deux-Siciles, avec une renonciation formelle au patrimoine de Saint-Pierre, à la souveraineté sur les Lombards, même à cette place provisoire de sénateur romain, aussitôt après son établissement à Naples, il fut créé roi, la couronne pouvant passer à son frère Alphonse, à son fils, ou même à un des fils de Louis de France, s'arrêtant à cette seconde génération.

L'armée de conquête devait lui arriver par terre, à travers les possessions de la Maison de Savoie et de celles de Montferrat. Composée de « croisés », comme Guy de Montfort, le comte de Soissons, l'évêque d'Auxerre, de

[1] Nicolas de Jamsilla, Muratori, VIII, c. 593 et suiv. ; Moine de Padoue, *ibid.*, c. 724-725 ; Annales génoises de Pignolo.

Français de toutes les provinces, du Brabant, des Flandres, dont le comte était cependant venu à Gênes contre Charles [1], de Picardie, du Midi, et amenant la Provençale de sang qui était la femme de son chef, elle était à Rome dès les fêtes de Noël. Le 6 janvier 1266, quatre cardinaux couronnaient le roi. Mais ce n'est qu'une année plus tard qu'il se trouvait, en février 1267, devant les forces de Manfred : Sarrasins de Frédéric II, quelques Allemands fidèles, un groupe de Catalans, des bandes de Lombards et de Toscans et l'armée sicilienne elle-même, d'une fidélité douteuse, à Bénévent. Le 26, le Hohenstaufen, que l'Allemagne n'avait pas voulu soutenir, était écrasé et tué. On le trouva le lendemain parmi les morts. Sa femme, la Grecque d'Epire, fut retenue en captivité avec sa tante et ses enfants. Le Pape eut le trône d'or, de faste byzantin, du vaincu [2].

Aussitôt, s'étant fait nommer « pacificateur » de l'Italie, Charles procédait à l'occupation de la péninsule, envoyant des garnisons dans les villes de la Toscane et provoquant la révolte de la Lombardie entière contre Uberto Pallavicini [3]. Il pouvait être sûr de retenir l'héritage de la comtesse Mathilde, où il installa un vicaire de la race de Guy de Montfort, mais, quant à la Lombardie, elle appartenait désormais aux tyrans [4].

Ezzelino, qui avait épousé une fille naturelle de Frédéric, était mort dans les tortures ; son frère, de Trévise, Albéric, venait d'être déchiré en place publique, avec ses six fils, alors qu'aux femmes de la famille maudite on coupa le nez et les seins, avant de livrer aux flammes les excommuniées [5]. L'aîné avait pris soin de tuer

[1] Muratori, VI, c. 535 ; VIII, c. 1124. Il se réconcilia à Charles en épousant sa fille (*ibid.*, c. 1128).

[2] Nicolas de Jamsilla, Sabbas Malespina et Ricordano Malespini, loc. cit. Cf. la lettre de Charles au Pape, Muratori, X, c. 822-823.

[3] Moine de Padoue, loc. cit., c. 727.

[4] Cf. Salzer, *Ueber die Anfänge der Signorie in Ober-Italien*, Berlin 1900 ; Bonardi, *Le origini delle commune di Padova*, Padova, 1898 ; Hartmann, *Das italienische Königreich*, Gotha, 1897.

[5] Moine de Padoue ; Chronique de Nicolas Senerego.

un autre frère, un neveu, son beau-père et ses beaux-frères [1]. De ce vaste Etat comprenant Vicence, Vérone, Trévise, Padoue, Brescia et aspirant à enclore Milan dans ses frontières, il ne restait que des lambeaux. Mais d'autres, les della Torre, les Visconti à Milan, les della Scala à Vérone, les Carrara à Padoue, remplaceront ces « chiens » damnés par l'Eglise, avec d'autres *masnadieri*, sacrifiant à leur haine tout ce qui pouvait menacer un pouvoir usurpé tour à tour par ceux qui se faisaient appeler des noms de Guelphes, amis de l'Eglise, et de Gibellins, amis du César, mais qui ne songeaient au fond qu'à leurs propres intérêts de domination [2].

Mais il y a encore en Allemagne un jeune homme qui porte le titre de « roi de Jérusalem et de Sicile » [3]. Comme Charles d'Anjou avait été pour Manfred : Carlotto, on l'appelle à la Cour de Naples : Corradino. On l'invite en Italie, à Vérone, à Pavie, à Rome, où gouverne comme sénateur un prince de Castille, Henri, beau-frère du prince anglais Edmond et du marquis de Montferrat et ancien défenseur du roi de Tunis; surtout c'est Pise, en guerre avec Lucques et ennemie mortelle de Gênes, qui veut renverser le roi donné à l'Italie par cette rivale. Avec le duc de Bavière, son oncle, qui le quittera bientôt, avec un adolescent de son âge, Frédéric d'Autriche, le jeune Conrad traverse la Lombardie, la Toscane, s'arrêtant pour des réceptions et des fêtes, et jouit des mêmes acclamations romaines qui avaient accueilli son ennemi. Les vingt-deux galères des Pisans ont déjà gagné la bataille de Messine, lorsque les deux princes étourdis se laissent prendre, le 23 août 1265, au guet-apens de Tagliacezzo, après un combat victorieux. Trahi par celui auprès duquel, se dirigeant vers Pise, il avait cherché un asile, Corradin fut traité en rebelle, d'après les lois romaines édictées par son grand-père impérial ; il fut condamné à mort et exécuté avec son camarade d'aventures et de malheur.

[1] Antoine Godo, dans Muratori, VII, c. 89-90.
[2] Nos *Papi și Împărați*, pp. 257-259.
[3] Sa protestation contre le Pape, dans Muratori, X, c. 824-828.

Conrad d'Antioche, un parent, eut les yeux arrachés [1], et le sénateur de Rome subit la condamnation d'une captivité à vie. Il y avait à Naples un César, avec la résolution d'un Tibère [2].

La Terre Sainte entrait à ce moment sous la domination de Bibars, qui, ayant rompu la trêve, se saisit facilement de Césarée, de Chaïfa, d'Arsouf, puis de Safed, de Ramleh, de Jaffa, et, après trois ans de cette « petite guerre », d'une cité à l'autre, d'Antioche elle-même (29 mai 1268). Il n'y avait plus de roi couronné de Jérusalem, et Hugues III de Chypre ne put obtenir, cette même année, que la restitution de Chaïfa, la reconnaissance pour Tripoli du prince d'Antioche, dépossédé de sa base. Ayant écarté les prétentions de ses rivaux, dont un de Brienne, Hugues fut couronné à Tyr, en 1269. Les faibles contingents amenés par Edouard d'Angleterre, par le comte de Nevers, ou envoyés par le roi d'Aragon, n'avaient aucune importance.

Le roi de France avait repris sa mission de croisade. Mais le nouveau roi des Deux-Siciles avait ses intérêts ailleurs. Il y eut une nouvelle déviation de l'expédition qui, entreprise en 1270, se dirigea vers Tunis, avec l'espoir, vain, de trouver dans ce vassal de la Sicile un allié contre le Soudan mamelouk de l'Egypte. Le saint roi y mourut sur un lit de cendres, au milieu d'une armée décimée par la peste, et l'Italie ne vit que le triste convoi de ses restes, accompagnés par Charles, par le nouveau roi Philippe, et par cet Henri, fils du roi des Romains Richard, qui sera sacrifié aux intérêts de l'Angevin [3].

C'est le moment où, dans l'âme de Charles d'Anjou, éclot l'idée, héritée de Frédéric II et de Manfred, de l'empire universel.

[1] Voy. E. Kuehne, *Zur Geschichte des Fürstenthums Antiochia, I. Unter normannischen Herschaft (1098-1130)*, Progr. Berlin, 1897.

[2] Cf. Jacques de Voragine, Muratori, IX, c. 50 ; Malespini ; Chronique de Reggio, Muratori, VIII, c. 1158 ; Carlo Ferreto de Vicence, *ibid.*, IX ; Chronique de Cava, *ibid*, VII, c. 929.

[3] Annales d'Obert Stancono.

En vain le nouveau Pape, un Visconti, de Plaisance, qui revenait de Terre Sainte, Grégoire X — le nom est une menace, — redemande ses provinces. Pise elle-même, avec Sienne, est gagnée par la diplomatie habile du roi ; le Pape doit abandonner Florence, où il avait élu domicile, avec Baudoin, l'empereur errant de Constantinople. Fort des droits qu'il s'était gagné par un traité formel, Charles s'intitule roi d'Albanie et installe, au milieu de cette nation hardie, neuve pour l'histoire, ses représentants. Il y eut un fief angevin, sur cette côte, avec Kanina et la Belgrade albanaise, ou Bérat [1]. Un mariage entre le fils du roi Philippe et Isabelle de Villehardouin prépare une prise de possession en Morée ; à la mort de Philippe, son père retient la veuve pour se servir de ses prétentions à l'héritage des princes d'Achaïe. Se considérant comme roi de Jérusalem, il fait épouser à Baudoin sa fille Béatrice (1274), puis se gagne les droits du gendre à la conronne latine de Constantinople. Après la mort de Philippe, fils de Baudoin, le roi de Naples peut porter le titre impérial de Constantinople.

Il n'y a que l'Allemagne qui lui échappe, cette Allemagne où, en janvier 1256, était mort, d'une fin obscure, dans une embuscade des Frisons, ce Guillaume de Hollande, soutenu jadis par la Bavière, la Saxe, le Brandebourg, qui, simple « roi d'eau », avait invité Charles à un combat singulier « dans la plaine d'Asche, près de Maëstricht » [2]. Avec son roi castillan, couronné à Aix-la-Chapelle, mais toujours absent, avec son roi anglais, de nulle importance, ses princes et ses prélats ont essayé de créer une monarchie indigène qui soit à leur disposition et ne se mêle jamais aux affaires de l'Italie, fatale. Une tentative des villes du Rhin de transporter outre-monts les ligues italiennes, en décrétant (1253-1254) une trève de dix ans, avec un système de commerce et un « capitaine » pour la défense, ne dura pas plus qu'une confédération

[1] Voy. Pachymère.
[2] Albert de Stade.

des évêques de la même région avec le Palatin, le duc de Bavière, le comte de Thuringe et un assez grand nombre de princes [1]. On se rend compte qu'il faut un roi, et on le cherche, au fond d'un château de Souabe, dans la personne de Rodolphe de Habsbourg (29 septembre 1273).

Pour le moment, le pauvre seigneur souabe, dont on ne soupçonnait ni la hardiesse, ni l'habileté, car autrement l'archevêque de Mayence n'aurait pas posé cette candidature, se bornait à une certaine influence sur les villes suisses qui avaient fait partie du royaume de Bourgogne.

Mais, pour empêcher la création d'un nouvel Empire, le Pape lui-même s'était mis en mouvement, et ce n'est pas par un simple hasard qu'il choisit Lyon comme place de réunion d'un nouveau concile destiné à régler les affaires de la chrétienté.

La brillante Assemblée tint ses séances du 7 mai au 4 août 1274. Charles n'y avait pas beaucoup d'amis. Les Lombards s'étaient unis avec Asti, avec le marquis de Montferrat, avec Gênes même, pour endiguer ce pouvoir qui menaçait de tout engloutir ; le roi de Castille, celui d'Aragon, étaient disposés à soutenir cette ligue de défense [2]. Les Grecs se montraient prêts à accepter l'Union, dont ils allèrent jusqu'à signer en toute forme l'acte constitutif. Rodolphe l'Allemand s'offrait à rendre la Toscane et la Sicile, à renoncer à toute situation romaine, à conduire une croisade, au nom du Pape, qui partirait de Milan [3]. A Sainte-Sophie, on entendit les prières en grec et en latin, et Grégoire fut proclamé chef des Eglises réunies [4].

C'était écarter pour le moment le danger sicilien, car le

[1] Annales d'Altaïch.

[2] Oberto Stancono, Muratori, VI, c. 563-564 ; cf. *ibid.*, c. 595.

[3] Ricordano Malespini, c. 1019.

[4] Viller, *La question de l'union des Eglises entre Grecs et Latins depuis le concile de Lyon jusqu'à celui de Florence*, « Revue d'histoire ecclésiastique », XXIII, 1922.

Saint-Siège refusa de considérer l'ambition de Charles d'Anjou comme représentant les intérêts de l'Eglise romaine ; mais c'était aussi se détacher de cette communauté orthodoxe dont faisaient partie aussi bien les Bulgares et les Serbes que la grécité et le monde syrien des Patriarcats non-unis de Jérusalem, d'Antioche, d'Alexandrie, sans compter les sentiments populaires, de haine contre les Latins, qui subsistaient dans les possessions mêmes du Paléologue.

La Serbie s'était développée vers l'indépendance sous les Némanides. Des relations avec l'Occident avaient favorisé ce mouvement ; Anne Dandolo épousa un des princes de cette famille au commencement du XIII^e^ siècle. Effacés quelque temps par l'établissement de ce despotat, de cet empire des Doucas, qui prirent la couronne des mains du patriarche d'Ochrida, les Serbes résistèrent cependant dans leurs recoins montagneux. Ils y réussirent aussi, après l'effondrement de cette monarchie, et ceci malgré la pénétration hongroise, du Nord, qui, après l'invasion tatare et la reconstitution du royaume, ne se contente pas d'entamer la Bosnie et d'y installer ses Bans, mais réussit à créer pour un exilé russe, Rostislav de Halitsch, un nouveau Banat de Macso, ou de la Matschva, et convoite la domination sur toute la péninsule des Balcans échappant à la domination des Tatars établis sur les rives du Danube sous un puissant chef, Nogaï. Un des fils du roi Etienne Ouroch (1242-1276) épousa une princesse de Hongrie, qui vint filer, prétendent les Byzantins moqueurs, à sa Cour patriarcale ; un projet de mariage entre le second fils et une princesse byzantine ne réussit pas, bien que des ambassadeurs du Paléologue eussent mené la princesse jusqu'à la lisière des possessions de son futur beau-père. Malgré une alliance avec la famille de Baudoin de Constantinople[1] et un double lien de famille avec le doge Tiepolo, de Venise, la Serbie rascienne était protégée contre toute pactisation avec le latinisme enva-

[1] Miller, dans la « Cambridge Medieval History ».

hissant par le souvenir de ce fils de Némania, Sabbas, archevêque du pays et fondateur au Mont Athos, créateur d'une atmosphère religieuse autour de cette famille qui se targuait de descendre de Constantin-le-Grand lui-même [1].

Le Constantin bulgare, qui s'appelait d'abord Tich, Tochos pour les Grecs — Michel Paléologue lui-même, rappelant le nom qu'on lui avait donné dans sa première enfance, aimait à être intitulé Constantin, — avait perdu la femme qui l'incitait contre l'usurpateur de Byzance. Aussitôt celui-ci lui fit épouser sa propre fille, promettant comme dot Anchialos et Mésembrie, pour que bientôt il ajoutât à ces possessions Sozopolis. Pendant que le despote de ce littoral de la Mer Noire, Mytzès, un Slave grécisé, mourait, et que son fils Jean était retenu dans une province lointaine, Marie réclamait, au nom de son fils, auquel elle avait donné le nom de Michel, cette « Maritime ».

A côté du Tzar légitime cependant s'élevèrent tour à tour des usurpations. Ainsi celle d'un Sventislav, dit Jacques, auquel avait été mariée une des filles de Jean Batatzès [2]. Puis un berger à visions se leva dans les Balcans, probablement un Valaque que les siens avaient surnommé : Cucurbătă (« citrouille »), et les Grecs : Lachanas. Enfin, du côté de Vidine le Couman Tertérii, avec un autre Sventislav, son fils. Tous étaient de fait sous les ordres de Nogaï, auquel l'empereur avait donné pour femme une bâtarde, Euphrosyne, qui arriva, pleine de cadeaux de pourpre et de perles, que la barbarie du nouveau gendre méprisa souverainement.

Marie attira à Trnovo, sa capitale, l'empereur Sventislav, qu'elle commença par adopter pour le faire ensuite rapidement disparaître. Le berger, entre les mains duquel elle était tombée, après la mort de son mari perclus, dût l'épouser. Son fils et son nouvel époux allèrent porter leur querelle devant le Tatar, qui fit poignarder le second. Puis elle-même, enceinte, avec sa famille, fut emmenée

[1] Voy. *Studi bizantini*, Rome 1924.
[2] Pachymère.

par ses Byzantins, qui avaient fait du fils de Mytzès un nouveau Jean Assan, dans une captivité honorable, et le Couman commençait un règne qui s'appuyait surtout sur des protecteurs d'outre-Danube.

Avant son désastre, Marie avait négocié avec les patriarches d'Asie pour les inciter au combat contre l'empereur qui s'était humilié devant les Latins. Elle disparue, l'union persista, avec la sincérité qu'on peut lui supposer, sous un patriarche qui consentit à représenter le nouveau régime de l'Eglise au milieu des querelles suscitées par des moines irréductibles, comme ceux de la citadelle du Mont Athos.

Si, du côté des Grecs, surgissait une résistance à l'Empire angevin, orné de trois couronnes latines, il y en avait une quatrième qui devait s'opposer à toute infiltration balcanique de ces successeurs des Normands : celle de la Hongrie restaurée, sous les derniers Arpadiens.

André II, le croisé, avait brigué la couronne de Constantinople, qui lui échappa de très près ; il avait espéré gagner pour un de ses fils l'Arménie maritime. Sa troisième femme avait été une Aldobrandini, d'Este. Le successeur d'André, Béla IV (1235-1270), représenta, contre la monarchie orthodoxe des Bulgares, les tendances catholiques dans le Sud-Est de l'Europe. La guerre contre Ninoslav, le chef des patarènes de Bosnie, a un caractère de croisade, et le prince Etienne, duc d'Esclavonie, apparaissait comme le chef du mouvement politique qui devait ramener, avec l'aide des Hospitaliers de Scardona, la race serbe à l'Eglise romaine. Une des filles de Béla épousa le Russe Daniel, roi de Halitsch, l'autre, Agnès, qui, comme veuve, s'intitulait « dame de Bosnie et de Macso », transmettant ses droits à son fils, à demi-slave et balcanique, encore une Béla, fut la femme d'un autre Russe, ce Rostislav, Ban de Macso. C'était un chapitre nouveau de ce latinisme fourni par la couronne de Saint-Etienne.

Sventislav avait, de même que le gendre serbe, Dragou-

tine, une mission pareille. Béla s'était marié à une Coumane et son fils, Etienne, qui détenait des droits aussi, du côté de sa mère, cette Elisabeth, sur les pays de la rive gauche du Danube, devenu « duc de Transylvanie et des Coumans », en attendant l'héritage de son père, partit de la nouvelle fondation de Severin sur le Danube roumain pour arriver à Plevna et même à Trnovo. Des insuccès, dont il sera question ailleurs, du côté du Nord-Ouest, du monde germanique, faisaient encore mieux ressortir cette œuvre dans l'Orient « schismatique » de l'Europe.

Grégoire X était mort dès le commencement de l'année 1276, sans avoir résidé à Rome. L'élection de ses successeurs dépendait de l'antagonisme, de plus en plus prononcé, entre les partisans de Charles d'Anjou et ceux du roi rival d'Aragon, qui avait à défendre le rôle, chaque jour plus grand, de ses Catalans, maîtres à Majorque et dans les Baléares, dans la Méditerranée occidentale. Un des trois nouveaux pontifes, qui passèrent très rapidement sur le Siège de Saint-Pierre, est un Bourguignon, le second un Italien de la lignée des Fieschi, soutenu par le roi de Naples, et le troisième un prélat ibérique. Un quatrième, de la famille romaine des Orsini, Nicolas III (1277), cherche à gagner Charles par des propositions de mariage entre sa souche, qu'il veut installer en Lombardie, aussi bien qu'en Toscane, et celle de l'Angevin, pour se déclarer ensuite contre lui, en lui arrachant le vicariat pontifical et la domination sur la Toscane et en se réservant les fonctions de sénateur de Rome [1]. A Gênes depuis longtemps on se bat entre Guelfes et Gibelins, entre Fieschi et Grimaldi ; la ville s'est cependant rangée parmi les ennemis du roi.

En 1279, Charles avait préparé une grande expédition contre Constantinople : cent galères et cinq cents autres vaisseaux étaient à sa disposition, mais le Pape trouva, dit-on, le moyen d'empêcher cette attaque contre un

[1] Ricordano Malespini.

prince qui ne cessait de protester de sa soumission [1]. Il fallut un nouveau Pape, élu sous la pression directe de l'Angevin, en février 1281, Martin IV, pour changer la situation. Malgré la présence d'un légat du roi des Romains à Pise, son adversaire reprit tout ce qu'il avait perdu, avec la situation de sénateur à Rome. Et, comme Michel Paléologue ne donnait pas satisfaction entière au Pape, une rupture du Grec avec le Saint-Siège paraissait favoriser ses intérêts en Orient.

Il y aurait eu l'argent byzantin, à côté des intrigues aragonaises et du mécontentement, bien naturel, d'une population, jusqu'ici épargnée et choyée, contre le dur régime fiscal des Angevins, dans la révolte qui éclata en Sicile, à la fin du mois de mars 1282. Les Français, haïs pour des péchés charnels aux dépens des indigènes, sont assaillis et tués. Et, après ces sanglantes « vêpres siciliennes », le fils du croisé aragonais, Jacques, mort après des défaites chrétiennes en Andalousie, Pierre, apparaît dans l'île, la réclamant au nom de sa femme, fille du roi Manfred, et posant aux défenseurs du régime angevin un terme pour partir.

Il représente une monarchie appuyée depuis le commencement de ce siècle sur les barons, qui avaient imposé à Jacques Ier (1213-1276), emprisonné, malgré les légistes, les *letrados* qui le servent et sa législation « romaine » de 1247, malgré l'appui accordé aux villes et la création de « ministeriales » aragonais comme en Allemagne, un conseil, ainsi que ce représentant des ordres, des « cortes » qui est auprès de lui le *justicia*, juge des actions mêmes de la royauté, — « un parlement dans une seule personne », espèce de « moufti », à la façon de Maures. Le nouveau roi Pierre III (dès 1276) est contraint d'accepter la juridiction du « justicia » dans les affaires politiques, et en plus on lui impose, avec le redressement des abus, les armes à la main, la décision des « cortes » sur la paix et la guerre, la convocation annuelle des Etats à Saragosse, l'abandon au même « justicia » du droit de

[1] *Ibid.*, c. 1024.

vie et de mort, le jugement par les pairs. Alphonse III (1285-1291), réduit par le refus des impôts, se verra interdire le droit de nommer ses dignitaires, de négocier avec l'étranger, et la légitimité de la révolution contre un roi qui viole la loi est solennellement proclamée ; le souverain qui prononcerait de lui-même la mort ou l'emprisonnement perd la couronne et la dynastie elle-même en est déchue.

En vain, le vieux conquérant angevin descend-il lui-même dans l'île qui ne veut plus de lui. L'Aragonais, qui sait flatter les mécontents, sera couronné à Palerme, dès le 10 octobre 1282, et malgré les menaces et même l'excommunication d'un Pape asservi aux intérêts angevins [1]. Ni la proposition de vider la querelle dans une rencontre en champ clos, près de Bordeaux, ni les menaces de Charles de Valois, qui a épousé la fille du roi de Naples, n'arrivent à lui faire lâcher prise. Charles étant mort à la tâche, son fils, Charles le Boiteux, mari d'une princesse de Hongrie, fut pris dans un combat devant Naples, dont seule il sera roi, comme vassal du Pape (1284). Battu aussi sur mer, en 1287, dans un combat où furent pris Guy de Montfort et le fils du comte de Flandre, il fut content de regagner au moins la Calabre, et, après Jayme d'Aragon (1286), qui céda ses droits à l'Eglise, le nouveau roi, Frédéric III, établi contre la volonté de son frère aussi, s'installe définitivement à Palerme, en échange d'un tribut annuel au Pape ; il apaise, au moins d'apparence, le conflit avec la Maison d'Anjou en épousant Blanche, fille du Boiteux, alors que Robert, fils de ce dernier, devenait le mari de Yolande, fille du roi Pierre [2].

L'idée de la monarchie dans le sens du moyen-âge, même appuyée sur un territoire gouverné directement, à la romaine, s'évanouit en Italie.

[1] *Ibid.* Cf. Chronique de Reggio, dans Muratori, VII, c. 1151 ; Pippino, *ibid.*, IX, c. 689 et suiv. ; *ibid.*, X, c. 834-838, 965 et suiv.; Ferreto de Vicence ; *ibid.*, IX, c. 811 ; Chronique de Parme, *ibid.*, c. 811.

[2] Nicolas Speciale, *ibid.*, X, c. 985-986

Elle aura le même sort dans l'Europe centrale, où la royauté de Bohême cherche à se l'approprier.

Le roi Przemysl a renouvelé les liens de sa dynastie avec la Hongrie voisine en épousant une sœur d'André II, Constance. Son fils, Venceslas, est le gendre de Philippe de Souabe, et Vladislav de Bohême épouse Gertrude, fille du duc Henri d'Autriche. Ce dernier gagne à la mort de son beau-père ce duché d'Autriche et de Styrie et, à la mort du duc polonais Miesko, il ajoute à ses possessions le duché silésien d'Oppeln. Le prince Przemysl-Ottocar porte, dès 1251, le titre de duc d'Autriche et réside à Vienne ; époux de Marguerite, fille de Léopold l'Autrichien, il est d'autant plus accepté par les sujets d'une dynastie qui s'éteint. Ce nom même d'Ottocar rappelle la dynastie des ducs de Styrie que la Bohême agrandie aura à défendre contre les prétentions des Arpadiens, qui, eux aussi, se sentent attirés par ce qui paraît être une liquidation de la royauté germanique. Le Brandebourg, où règne un nouveau neveu de ce puissant monarque, gravite dans l'orbite du nouveau royaume, reconnu par l'Empire et par l'Eglise en même temps. Un nouveau mariage rattache Przemysl-Ottocar aussi à la famille des Bans de Macso. Il a des visées du côté de Salzbourg, et la Carinthie, la Carniole, l'Istrie viendront bientôt à lui. Poursuivant l'expansion chrétienne que les Allemands, les Danois avaient déjà poussée jusqu'à Riga et à Reval, dans les contrées estoniennes et livoniennes, et que les Chevaliers Teutons servent, contre les païens de Prusse, il pousse jusqu'à cette « ville royale » de Kralovec, qui deviendra pour ses maîtres germaniques une Königsberg.

Béla IV veut arrêter les progrès menaçants de cette puissance voisine. Le duc d'Autriche, Frédéric, était tombé, en 1246, dans un combat contre les Hongrois, qui avaient vu avec regret leur échapper cette « marche d'Orient » du germanisme ; les quelques districts styriens reconnus à Etienne, fils de Béla, qui prend le titre de duc de cette contrée, ne suffisent pas à l'avidité de l'Arpadien, mêlé cependant si intimement aux affaires

de l'Orient. Dans la guerre qui s'annonçait entre les deux royautés de frontière, Béla pouvait amener toutes les populations vassales ou soumises à sa couronne, parmi lesquelles les Ruthènes de Halitsch, avec le roi Daniel, les Polonais des ducs Boleslas de Cracovie, Lasko de Lentschitz [1], les Serbes, qui trahirent, — et Etienne Ouroch dut s'associer ensuite son fils Dragoutïne, — les Roumains, les Coumans. A Kroissenbrunn, il fut complètement battu, le 12-13 juillet 1260. Le roi de Bohême y gagna la Styrie, et le mariage du futur roi magyar Etienne avec Cunégonde de Brandebourg parut réconcilier les deux dynasties, dont celle de Hongrie ne sera plus un empêchement pour les grands projets de Przemysl-Ottocar.

Le mariage du vainqueur lui-même avec la fille de Rostislav, le Ruthène allié aux Arpadiens, fut célébré à Presbourg. Et, lorsque l'enfant de ce couple fut baptisé par l'évêque de Bamberg, « étant présents les nobles de la Bohême, de la Moravie et de l'Autriche », on pouvait croire que celui qui avait refusé le sceptre de l'Empire traditionnel était sur le point d'en créer, sur une base moderne, celle de la « Slavie », un autre.

Combien paraissait modeste en regard de cette grandeur croissante la puissance de ce Rodolphe de Habsbourg, qui avait été jadis un des officiers de la Cour de Bohême ! Mais il avait pour appuyer une soif peu ordinaire de territoires, d'argent, de domination, le mécontentement de ceux que le Tchèque voulait soumettre à la discipline légale d'un Frédéric et d'un Manfred, et l'appui du Pape.

Rodolphe osait parler cependant de son prochain « voyage romain », alors que son fils « volait les troupeaux des gens de Zurich » [2]. Il considérait comme territoire d'Empire les provinces que s'était gagnées celui qu'il traitait comme un simple vassal. Il n'hésita pas à les redemander. Comme jadis Philippe-Auguste à l'égard

[1] Lettre au Pape, dans la Chronique d'Ottocar.

[2] Annales de Cologne. Cf. Chronique d'Ottocar et Annales de Bâle.

de Jean-sans-Terre et d'après la même conception strictement juridique, il l'appelle deux fois devant son tribunal. Sa base de droit était dans la déclaration de 1262, faite par le roi Richard, que l'Autriche et la Styrie, « pays devenus libres, sont tombés juridiquement entre les mains de l'Empire », et il avait dû promettre à son élection que ces « biens d'Empire » seront reconquis sous sa direction, ainsi que le lui rappelait une diète. Ottocar fut sommé par les princes auxquels appartenait cet Empire de lâcher la proie.

Le roi céda. En 1276, il reçoit les territoires autrichiens en fief du roi des Romains ; il reconnaît aussi la dépendance de sa Bohême, de sa Moravie héréditaires ; il paiera un tribut. Pour s'assurer du côté de Rodolphe, il conclut avec lui un pacte de mariage entre leurs enfants, Rodolphe le jeune devant épouser la fille du roi de Bohême.

Mais les princes de l'Empire, les grands seigneurs voisins, les sujets mêmes d'Ottocar, veulent sa chute. La querelle reprend, et un arbitrage pour la Basse-Autriche ne l'arrête que quelque temps. En août 1278, le souverain slave se trouve devant une armée de croisade, dans laquelle se rencontrent le duc de Bavière, le Palatin, les principaux évêques de l'Allemagne, avec des contingents de Hongrie. Le cri de guerre est « Christus, Roma ». Trahi, Ottocar disparaît dans la mêlée [1].

Mais telle est la nécessité d'une vie territoriale que le jeune prince Venceslas, élevé sous la tutelle du marquis de Brandebourg, relève facilement le royaume de ce formidable coup. Malgré l'envahissement de ses Etats par des Allemands de toutes les classes, il poursuivra une politique pour ainsi dire nationale : le duc Casimir d'Oppeln reconnaîtra sa suzeraineté ; la Poméranie lui restera. En Pologne même, le trône est disputé par un prince de Poznan qui s'appelle Przemysl et, devant la restauration entreprise par Lesko le Noir, de Cracovie, San-

[1] Annales de Prague ; Pipino, dans Muratori, IX, c. 720-722.

domir et Sieradz, et son frère de Cujavie, Vladislav le Nain, Lokietek, Venceslas pourra s'intituler « duc de Cracovie et de Sandomir », se faisant couronner, comme époux d'Elisabeth de Poznan, à Gnezno, comme roi de Pologne. Quand Rodolphe meurt, le 15 juillet 1291, le Tchèque dispute la couronne de roi des Romains au fils du roi défunt, Albert, à Adolphe de Nassau, au duc de Bavière et au comte de Carinthie. Adolphe étant élu et se cherchant une base territoriale en Misnie, en Thuringe, Venceslas se réunit contre lui à Albert, au Brandebourg, à la Saxe, pour le déposer. Lorsque la mort d'Adolphe, à la bataille de Hasenbühel, laissa, en juillet 1298, le trône germanique libre, Albert eut bien la couronne, mais, dès 1301, la Hongrie s'offrait, par la disparition des Arpadiens dans la personne d'André le Vénitien, au roi de Bohême.

CHAPITRE XVIII

Vies populaires et nationales jusqu'à la moitié du XIV[e] siècle.

Le grand rêve de Frédéric II, les efforts surannés de l'Eglise d'Occident, d'autant plus riche en prétentions que les bases de son action faiblissaient, ne purent pas empêcher l'établissement d'une autorité royale légale, appuyée sur des principes de droit romain, dans des Etats fondés sur des territoires naturels et ayant comme habitants des hommes appartenant généralement à la même race.

Ce grand phénomène de l'histoire universelle portait atteinte à un développement plus varié et plus riche, beaucoup plus original, de l'humanité : celui du régime des villes et des associations libres qui avaient formé pendant plus d'un siècle l'intérêt principal de cette histoire médiévale.

Car ce n'est pas le roi, disons mieux : le monarque, qui a créé la civilisation du moyen-âge, complètement épanouie au XIII[e] siècle, mais bien les foules non organisées des pèlerinages, des mouvements de croisade, des aventures, ou bien les masses organisées de la cité, de la vie « en commune » (*in communi*), qu'on appelle ordinairement : la commune.

Jusque vers la fin du XI[e] siècle ce qu'on a fait de littérature et d'art est très peu. Pour la première, c'est, d'abord, une continuation de l'antiquité romaine, très vivante dans les premiers monastères de lettrés, fondés par le premier courant, irlandais, par le second,

ayant des attaches avec l'Irlande, celui des Anglo-Saxons, des Francs ensuite ; une Cour comme celle de Charlemagne offre un abri passager à cette activité, par l'Académie du-Palais, dans laquelle le roi-empereur et ses auxiliaires, ses amis s'affublaient de noms tirés de la Bible ou des œuvres de la poésie ancienne. Les commentaires théologiques occupent les meilleurs esprits dans des œuvres qui ne durent jamais dépasser le cercle, très restreint, des initiés. On fait de l'histoire par les fastes de l'Eglise comme dans le grand ouvrage de Grégoire de Tours, avec ses rois en fonction de l'Eglise qui les domine de ses miracles et de ses anathèmes, par les Annales, qui furent d'abord, dès les Mérovingiens, officielles, par les Vies des Saints, qui sont le produit le plus spontané de ces âmes comprimées et asphyxiées. Plus loin et plus haut il n'y a que les imitations, les découpures et les adaptations, comme cette Vie de Charlemagne, par Eginhard, qu'on peut suivre du doigt dans la biographie d'Auguste par Suétone. En fait de poésie, il n'y en a pas plus qu'à Byzance et de la même espèce, une continuation profane de la littérature liturgique.

L'élément contemporain, celui de la réalité personnelle, manque presque complètement. Ces psychologies vagues ne sont que la reproduction d'un type immuable dont on désirerait au moins des variantes. Les scènes plus vivantes, les tableaux pris sur le vif, ne se rencontrent que dans ce monde populaire qui est la Rome des papes : c'est dans les pages du *Liber pontificalis* seul, — sauf des passages de la hagiographie, inspirées elles aussi par les passions du moment, — qu'on peut voir ce qu'était de fait un parti, une lutte, une victoire et une vengeance. Des figures humaines surgissent ainsi qui ne se ressemblent pas, et on a conservé sur leurs vêtements la poussière sanglante des conflits.

Il y a cependant une exception : dans cette mystérieuse Angleterre, qui contient tant d'éléments insondables et inconciliables, de l'influence grecque à un naturalisme sentimental qui paraît tout à fait moderne. Dans Bède,

l'auteur d'une Histoire ecclésiastique selon le sens de Grégoire de Tours, et de quelques opuscules, il n'y a pas seulement le zèle religieux ou l'impiété des rois anglo-saxons, les efforts des missionnaires, les vicissitudes des nouvelles Eglises. Il y a aussi la note de cette terre-là, de la race qui l'habite ; avec sa langue, sa poésie, son âme. Certaines pages de cet écrivain béatifié valent plus que tout le chaos de luttes stériles, d'invasions, de crimes qui forment les pages de la chronique anglo-saxonne, de ce monument littéraire, lui-même étonnamment original par l'emploi, au lieu d'un latin plus ou moins momifié, du patois même que parlaient ces rudes guerriers d'un Otto et d'un Penda, d'un Alfred et d'un Aethelred. Avec les poétiques légendes sur l'établissement du christianisme, — celle du sens de la vie représenté dans la pensée du païen par l'oiseau venant de l'obscurité à travers la lumière de la demeure humaine pour se perdre de nouveau dans l'obscurité, — avec les récits mouvementés et pleins de couleur des accidents de l'histoire politique, on a des descriptions de la nature locale, puis l'invocation du printemps annoncé par le chant du coucou, « l'oiseau le plus aimé », les rigueurs de l'hiver septentrional et le charme du foyer, et des protestations de patriotisme, d'amour pour le parler populaire qui anticipent de quelques siècles.

Sous l'influence de l'Espagne arabe, qui dispose du trésor philosophique de l'antiquité, traduit dans cette langue d'un développement merveilleusement rapide, les études supérieures se réveillent d'abord en France au x^e^ siècle avec un Gerbert, auquel on attribue un séjour d'études au delà des Pyrénées. Richer, un contemporain, trouve déjà du plaisir à raconter, il s'étend sur les descriptions et les narrations, il invente des discours. On se prête des ouvrages classiques, même des œuvres de science. En Allemagne, par le progrès des couvents de lettrés, on arrive à la nouvelle historiographie des Ottoniens, à un Thietmar, à un Widukind, à un Ruotger, qui sont des biographes royaux plus libres, bien que moins bien pré-

parés en fait de style que le vieil Eginhard. Hroswitha, qui se mêle aussi d'histoire et archaïse, d'après une mode qui est devenue générale dans le milieu germanique, s'inspire de Térence pour des comédies qui, bien entendu, ne seront pas représentées, car on ne les comprendrait pas. On néglige une naissante poésie en allemand qui s'essaie rudement à chanter la carrière humaine du Christ. Et le monde italo-germanique, qui entoure les rois de l'Italie et les Césars de l'Allemagne adoptés par Rome, donnera l'intéressante personnalité de ce Liudprand de Crémone, excellent observateur, critique acerbe, comme on peut le voir par les aspects de Byzance qu'il donne, flatteur émérite, affirmant sans gêne une personnalité curieuse de tout, prête à se mêler dans n'importe quelle affaire et à bavarder sur n'importe quel sujet, sans doute une apparition nouvelle au moyen âge. Il cite en « philosophe », en *philosophus vir* qu'il se sent être, Cicéron, Virgile, Horace et les comiques romains, prétend connaître les stoïciens et les péripatéticiens, mêle du grec à son latin, donne des titres savants à ses ouvrages, mais reste avant tout un homme très vivant de son époque [1].

Il dépasse les écrivains du Sud italien, ces moines du Mont Cassin, cet Erchempert, ces annalistes de Capoue et de Salerne, qui sont cependant bien vivants. On ne peut pas même lui comparer les maigres continuateurs de couvent qui poursuivent l'œuvre historique de Byzance au VI^e^ et au VII^e^ siècle. Il est du reste initié aux études qu'on fait dans cette nouvelle Rome, où on enseigne « la rhétorique de Démosthène, les syllogismes d'Aristote, les études des arts » [2].

Pour le XI^e^ siècle les écrits historiques en Allemagne n'atteignent pas cette hauteur, bien que l'étude, l'admiration de l'antiquité romaine continue. Le biographe de

[1] Il emploie aussi des sources contemporaines, et on le voit citer le « liber qui de origine Hungarorum inscribitur ».

[2] Eo quod a pueritia Byzantium Demosthenis rhetoricam, Aristotelisque syllogismos didicerit... Relictis artium studiis ; *Historia.* Il s'agit du Bulgare Siméon.

Conrad II, Wipo, l'anonyme qui a écrit la vie de Henri IV, Bruno, qui raconte la lutte des Saxons contre leur roi, Lambert de Hersfeld, autre témoin de cette guerre, Bernold et même le premier auteur germanique qui se risque à écrire une histoire universelle, le moine Ekkehard d'Aura, n'ont ni personnalité, ni horizon. En dehors de Donizo, biographe de la comtesse Mathilde et médiocre écrivain, il n'y a que le récit de l'établissement des Normands par un religieux du Mont Cassin, cet Aimé dont l'œuvre fut traduite, plus tard, en français. Il faut attendre que la domination normande se consolide, en duché, en royaume, pour avoir des expositions plus larges et mieux stylisées. En France, un Raoul le Glabre ne se distingue pas trop de son contemporain Réginon, des moines qui entremêlent des paragraphes d'histoire de l'Eglise, des fragments de chronique de couvent au récit faiblement nourri des grands événements se passant dans la chrétienté qu'ils considèrent encore comme un corps unique sous la diversité des rois, légitimes et autres.

L'art, qui avait commencé à Rome et dans les grandes villes d'Italie par une simplification et une déviation idyllique, sentimentale de celui de l'antiquité, est bientôt, sur les territoires d'occupation barbare, en pleine déchéance.

L'époque de Charlemagne imite en réduisant et en vulgarisant : Cour d'Aix-la-Chapelle formée en hâte avec des matériaux pris un peu partout pour un rude ensemble disparate, pauvres petites églises en brique, sans ornements, aux ~~voits~~ de poutres, quelques couvents d'une construction hâtive et négligée. De combien est dépassé ce triste luxe de pacotille par l'Orient asiatique et byzantin, qui, du reste, se prolonge en Italie par les splendides monuments de Ravenne, de Sicile, de l'Italie méridionale, avec son architecture de pierre, de marbre, de porphyre, avec ses ornements de bronze ! Ces belles choses les marchands d'Italie, encore pauvres et peu cultivés, les admirent dans leurs voyages, sans croire qu'ils pourraient les imiter. Les joyaux des Mérovingiens, des rois wisigoths

de l'Espagne ne sont qu'une imitation des travaux exécutés par les Grecs du Pont-Euxin pour les rois scythes de l'intérieur. Sauf l'Irlande, dans les miniatures de laquelle se donne libre carrière un art particulier, d'une inspiration désordonnée, mais hautement intéressante par sa hardiesse, les manuscrits ornementés portent aussi le sceau de cet Orient, qui envoie en même temps tapis, étoffes de soie et de brocart, boîtes en ivoire, ustensiles et petits objets de luxe. Les mosaïques de l'Occident ne sont que de simples copies de celles qui ornent les églises et les palais de l'Orient byzantin. Les nombreuses églises qui s'élèvent en Italie et surtout à Rome, dès le IX^e^ siècle, n'apportent rien de nouveau, leur splendeur étant le simple réflexe de ces réalisations étrangères.

Après la prospérité des villes italiennes, cette imitation se pratique avec des matériaux supérieurs, auxquels peuvent s'ajouter des pièces transportées de ces régions orientales, sur une plus large échelle. Dès 1063, Venise procède au renouvellement de sa basilique de Saint-Marc, d'après le type des Saints Apôtres de Constantinople, employant, sans regarder aux dépenses, ce que les carrières de l'Italie et du monde byzantin pouvaient donner de plus précieux. A Amalfi, à Pise, à Gênes, on veut marquer un développement économique en pleine croissance par des monuments qui correspondent à son importance. Des considérations de prestige dominent ; on veut faire mieux, plus grand, plus beau que le voisin ou le concurrent. Et les grands centres byzantins, les ports de l'Empire offrent des modèles de tout genre à ceux qui, jusque-là, s'étaient contentés de plus modestes édifices du culte. Les invasions normandes, hongroises, sarrasines, ayant cessé, on avait, maintenant, des garanties de durée qui n'existaient pas auparavant. Les croisades, la formation des fondaques de Syrie, d'Egypte, dans des régions où les musulmans n'avaient guère détruit les monuments du passé païen et chrétien, qu'ils cherchèrent plutôt à reproduire d'après les besoins de leur propre culte, favorisèrent encore plus cette forte initiation à une civilisation artis-

tique supérieure. Le nouveau style de l'église en pierre, recouverte de plusieurs voûtes partielles, puis d'une seule, et grande, recouvrant tout l'édifice, église qui repose sur l'ancienne crypte, sur son tombeau et son puits d'ablutions rituelles, s'impose. Et il passera de cette Italie, rénovatrice de la vie de cité, aux villes de l'Occident français, allemand, où des chartes royales et seigneuriales scellèrent une liberté de vie « en commun » acquise, contre deniers comptants ou les armes à la main, dès la moitié de ce XI^e^ siècle, et surtout après le commencement des croisades.

L'importance de la ville libre pourra être jugée d'après l'étendue, la solidité, l'ornementation de la cathédrale de son évêque. De fortes tours, clochers et postes d'observation, points de ralliement pour la commune des « cives », des bourgeois, s'élèvent au-dessus de l'édifice trapu. Pour le parer d'un vêtement d'art, autour des portes d'entrée surtout, on représentera un résumé de l'histoire sainte, adapté au patron de l'église; les restes de sculpture antique, qui se trouvent un peu partout, donneront le modèle. Aussi cette ornementation sera-t-elle plus fréquente et plus riche dans le Midi français, où les sarcophages anciens, les arcs de triomphe des empereurs avaient résisté à toutes les vicissitudes des époques troublées. Avec les chapiteaux, parfois d'un travail compliqué et capricieux, c'est tout ce que l'art donne à l'édifice qui symbolise la liberté et l'unité du groupe de citoyens ; la peinture à fresque existe à peine.

Dans l'Allemagne des premiers Hohenstaufen, si souvent abandonnée par ses rois, on ne procède à de nouvelles constructions que pour l'Eglise. Pas pour l'Eglise épiscopale, qui a passé par une dure époque de lutte, mais pour celle des moines, surtout du nouveau courant parti de Hirsau, avec ses cinq absides et ses quatre tours couronnant la construction. En France, au contraire, l'essor national se montre aussi dans la rapidité avec laquelle l'architecture, la sculpture romaine passent de la Provence dans l'Auvergne, dans la Bourgogne, dans

les provinces appartenant au roi d'Angleterre, dans les régions de la Loire, pour arriver à la Normandie du duc-roi et de là dans son île.

Le XII^e^ siècle donne à l'Italie une forte secousse de vitalité et tous ses malheurs, toutes les exécutions ordonnées par la revanche impériale, toute la destruction résultée des luttes intérieures entre les partis et les familles ne pourront pas porter atteinte à cet élan, qui envahit tous les domaines.

L'Allemagne produira au XII^e^ siècle l'œuvre historique remarquable de ce duc d'Autriche, par sa naissance, qui est Otto, évêque de Freising, défenseur convaincu des droits romains de l'empereur sur l'Italie. Son histoire est d'une belle ordonnance, et on voit bien qu'en interprétant les idées de gouvernement de l'antiquité, il cherche à lui emprunter le souci du style. Mais, si on veut un esprit nouveau, qui ne soit pas emprunté aux traductions classiques, il faut s'adresser ailleurs. Pendant que la société germanique ne donne, en plus, que des annales, d'une rédaction sommaire parfois et toujours inégale, comme celles de Cologne, d'Altaich, de Hildesheim, comme l'Annaliste Saxon et Ekkehard d'Aura, l'Italie, réveillée à une vie intellectuelle, peut opposer quelque chose de mieux à cette historiographie d'outre-monts.

Mais, c'est dans les chroniqueurs des villes lombardes, les premières expositions historiques consacrées à la politique et à la vie intérieure d'une cité et animées par l'esprit de combat entre les hiérarchies envahissantes, qu'il faut retrouver l'histoire des longues tentatives de Frédéric Barberousse pour être de fait un empereur romain. Pendant que dans ces annales allemandes citées plus haut, on ne trouve que des faits isolés, concernant toute la vie contemporaine, sans aucun relief et sans aucune tendance, car les grandes luttes intérieures se sont assoupies, ici vibre une conscience puissante des intérêts locaux et même un instinct remarquable des besoins de vie d'une nation entière. Pour comprendre l'énergie, la ténacité, la vraie fureur que mettront les

communes d'Italie, initiatrices et modèles pour toutes les autres, à défendre leur liberté contre les empiètements d'une violence étrangère et d'une doctrine anarchique, il faut s'adresser à Landulphe de S. Paolo, à Landulphe le jeune, dont l'un s'intitule « secrétaire, maître d'école et rédacteur des lettres des consuls » [1], à Otto Morena, pour avoir la notion des incidents de cette guerre, d'une si grande importance pour le développement du moyen âge : c'est là qu'on assiste aux efforts fanatiques pour sauver un régime dans lequel étaient les germes les plus actifs de l'avenir ; l'ardeur des défis, la colère des attaques, la douleur des humiliations, qui ne seront pas sans lendemain, c'est dans ces pages de sentiment, de fierté, qu'il faut chercher. Crémone a son chroniqueur; le diacre Laurent décrit dans un poème la conquête de Majorque par les croisés de Pise ; un moine écrira l'histoire de Padoue. Les annales de Pise restent étrangères à ces haines, s'occupant à mettre seulement en relief l'activité inlassable des premiers navigateurs de cette Toscane, en train de s'organiser en ville. Si le « patriotisme » milanais s'exprime dans ces histoires, depuis longtemps un citoyen de Côme a chanté en vers d'épopée la résistance de sa ville contre ces âpres gens de Milan. Le même esprit, d'un frais élan plein de confiance, donne une vie intense aux écrits d'un Caffaro et d'un Oberto Pane, sur les premiers temps de Gênes combattante et colonisatrice. Venise seule n'a pour commémorer ses gestes glorieux que les fragments confondus dans l'informe compitales d'Altinum. Rome elle-même, qui est de plus en plus une cité, d'elle-même et pour elle-même, et non pas le seul siège de la Papauté, n'a plus de « Livre des Pontifes », et c'est dans les annales de Ceccano, dans Geoffroi de Viterbe, un vrai historien, qu'il faut chercher, non seulement son histoire, mais son point de vue : c'est dans la première que l'hégémonie allemande sera qualifiée de « joug très lourd des Teu-

[1] « Scriba, puerorum, eruditor... et consulum epistolarum dictator » (Muratori, V, c. 486).

tons » [1]. Quant au Midi italien, organisé par la forte et dure, mais profitable discipline normande, l'époque où un protospathaire Lupus notait patiemment les incidents contemporains, s'arrêtant avec attention à ceux de l'Orient byzantin, a passé. Si Romuald de Salerne donne un grand ouvrage, calqué sur les historiographes de Byzance, il y aura dans Hugues Falcandus une ampleur dans la description qui annonce une vraie renaissance littéraire, c'est l'esprit d'Occident, le nouvel esprit occidental qui le fait sortir des médiocres traditions du passé. Geoffroi Malaterra est un écrivain de large envergure, dans l'œuvre duquel se reflète toute l'histoire de son époque, et la royauté des Deux-Siciles a déjà un poète des exploits accomplis par le vieux Guiscard, ce Guillaume, ferré en fait de lectures classiques, qui s'intitule à la romaine Apulus.

Parlant avec orgueil de la puissance militaire, de l'ordre intérieur, de la richesse et du faste artistique de cette Cour royale créée pour l'Italie et par elle, en face de Byzance, un modèle et une rivale, et de ces « Teutons », de simples usurpateurs barbares, ces écrivains ne restent pas indifférents au grand drame qui se joue en Italie. Romuald présente Alexandre III comme le vieux prêtre sans armes qui a pu résister à la fureur « teutonique et affaiblir par la guerre la puissance de l'empereur » [2], et il regrette que l'envie des adversaires de Milan amène à un moment la rechute de toutes les cités lombardes dans la « servitude des Teutons » [3].

Un art surgit, qui, bien qu'emprunté dans ses principes à celui de la France méridionale, d'Arles et de Provence, prend dans ces villes de liberté et d'offensive un caractère tout particulier, alors que, dans le Midi italien,

[1] « Theutonicorum jugum gravissimum » ; Muratori, VII, c. 887.

[2] Senex presbyter et inermis furori theutonico potuit repugnare et suo bello imperatoris potentiam potuit debilitare ; c. 220.

[3] Sicque factum est quod Lombardi, qui inter alias nationes libertatis singularitate gaudebant, pro Mediolani invidia cum Mediolano partes corruerunt et se Theutonicorum servituti subdiderunt ; c. 224.

des réminiscences byzantines, des influences arabes continuent à créer une forme composite dans le genre de la splendide basilique de marbre polychrome et de porphyre, à Venise. Chez les Lombards et leurs voisins les Toscans, on voit, à une époque où Rome ne construit plus, sous les Papes non-résidents, se bornant à refaire, à ajouter dans un style plutôt classique, des églises romanes puissantes et riches. A Saint-Ambroise, à San-Lazzaro de Milan, on travaille, exhaussant la tour qui sert à signaler l'approche de l'ennemi, à veiller sur la campagne environnante, cette tour lombarde qui reste comme le symbole des durs efforts pour conserver la « république » des citoyens. A Pavie, à Parme, à Plaisance, à Côme, à Bergame, à Crémone, à Modène, s'élèvent de nouvelles bâtisses à la façade parfois de marbre blanc et noir, aux longues raies de fines colonnes, au fronton triangulaire, au milieu duquel fleurit la triomphante rosace, ornementée parfois par des disques d'émail multicolore. Le système passe dans le patrimoine de Saint-Pierre, à Spolète, en Toscane. Pise commence en blanc et noir l'édifice, d'une grande beauté simple et sereine, de son dôme basilical ; des artistes se forment comme Guidotto de Lucques, et bientôt toutes ces villes toscanes seront prises dans un grand mouvement de construction correspondant à une prospérité que les guerres italiennes touchent à peine.

Pendant ce temps, disposant de moyens encore plus riches, les rois ordonneront l'érection de splendides monuments dans lesquels il y a des souvenirs de temple grec, des colonnes à la façon antique, si nombreuses que le cloître de Monreale en compte deux cent seize, des marbres de couleur variée et des mosaïques comme à Byzance, des arcades lombardes, sur la ligne supérieure des façades, des clochers comme dans le Nord italien, des portails, des fenêtres comme dans le Midi français ; puis des lignes hardies, capricieuses viennent de l'art arabe, qui n'ajoute que la fougue des arcs brisés, le fourmillement des colonnes, avec la bizarrerie de ses arabesques, aux traditions architecturales de Byzance.

La France transmet son histoire par la biographie de Suger, l'abbé de Saint-Denis, le régent pendant l'absence de Louis VII, œuvre calquée d'après les traditions de la hagiographie. Philippe-Auguste trouvera même un poète pour célébrer ses annexions. Cette France a dans un certain nombre de cités vivant « en commune » de belles églises romanes. Le couvent a adopté le même type, mais, sous l'impulsion du mouvement de Cluny, puis de celui de Citeaux, les moines, ne disposant pas des mêmes moyens que les communautés urbaines, cherchent à simplifier, cédant aussi à des scrupules de religion réformée, dirigée vers le christianisme primitif, apostolique. Pas de sculptures, des tours réduites, des matériaux simples, mais tout autour de l'édifice des chapelles serviront aux prières, d'un caractère plus intime, des nombreux moines, d'une fervente piété.

Dans ces réformes qui atteignent l'art aussi, il y a non seulement une tendance populaire, mais une manifestation de l'initiative des masses. Et ces masses ont créé aussitôt après la première croisade et sous son influence la première littérature spontanée, en langue vulgaire, d'après une métrique qui n'est pas prise dans les livres, du moyen-âge.

Les « gestes de Dieu par les Francs » ont donné naissance à la « chanson de geste ». Les campagnes contre les Infidèles en Espagne l'ont préparée ; elle s'est trouvée toute formée au bout du grand succès que fut la fondation des Etats de Terre Sainte. Le sentiment dominant est celui de la guerre pour la croix, mais, au lieu de retenir les héros de la réalité contemporaine que la perspective historique n'a pas encore exhaussés, au lieu de procéder comme les croisés de Castille et d'Aragon, qui mettent en vers les exploits d'un de leurs chefs non couronnés, Rodrigue Diaz de Bivar, le « Cid », le « seigneur » dans la langue des vaincus, donnant ainsi au moyen-âge une de ses plus belles œuvres de poésie, on nanes de vieux preux, comme Garin et autres « Lohe-

magne. Ainsi fut composée la Chanson de Roland, en relation avec un lointain souvenir d'héroïsme personnel dans les guerres carolingiennes pour la possession du versant méridional des Pyrénées [1]. On a réussi à découvrir dans l'œuvre d'un trouvère qu'on a cru pouvoir même désigner, le reflet indubitable d'une vie historique qui est bien celle du XII^e siècle commençant, et pas d'une époque plus ancienne. Comme à côté de cette France, restée fidèle au souvenir du grand empereur, il y a une Lorraine qui a voulu s'isoler et qui est restée un territoire de caractère politique particulier, participant aussi aux vicissitudes de la royauté germanique, des légendes rhénanes de vieux preux, comme Garin et autres « Loherains », jusqu'à Godefroy de Bouillon, devenu le « chevalier au cygne », donnent un autre sujet à un cycle d'épopées d'un caractère plus récent. Et le troisième groupe français, — sans compter la Provence, le Midi, qui, sujet à des suggestions arabes, écrit dans sa langue sonore des chants d'amour et de bataille et met son esprit querelleur dans la discussion passionnée des « tençons », — celui des provinces réunies à l'Angleterre et à l'esprit de cette Angleterre elle-même, toute pleine de réminiscences celtiques, donnera à la poésie du moyen-âge le cycle des légendes sur Artus le chevalier et sur le vieux mage breton qui est Merlin.

Le XIII^e siècle, avec ce qu'il contient de réalisme envahissant, ne présentera qu'une faible continuation de cette grande éclosion de chants épiques. Une « manière » s'est formée, et des trouvères, soutenus par le goût du temps, par l'ennui des châteaux et la longueur des pèlerinages, l'exploitent. Mais ce qui s'impose maintenant, c'est le simple récit des faits d'une nouvelle politique, de césarisme dominateur, en lutte avec les communes, en Italie, dans le langage, sans ornements, de tout le monde.

[1] Voy. Boissonnade, *Du nouveau sur la Chanson de Roland*, Poitiers, 1923.

La chronique latine se meurt en Allemagne. Un Otto de Sankt-Blasien, un Abert de Stade, les maigres Annales de Renier, celles de Skt. Peter, de Cologne, de S. Jacques, de Liège, de Marbach ou de Herbipolis ne représentent que des sources d'une valeur inférieure. La grande figure de Frédéric II, digne d'une biographie à la façon romaine, n'apparaît guère dans le simple récit d'un Bernard le Trésorier. Il y a plus de vie dans les chroniques des nouvelles royautés : celle de la Bohême par Côme et Vincent de Prague, celle de Pologne, celle de Hongrie par le « notaire anonyme du roi Béla » et par Simon de Kéza. Il y aura une chronique purement autrichienne, celle d'Ottokar. Le territoire de conquête germanique qui se forme au Nord a ses chroniqueurs dans Arnold de Lübeck et dans Helmold.

C'est encore à l'Italie qu'il faut s'adresser pour avoir les actes du drame qui se joue entre les deux grandes forces fatiguées du premier moyen-âge, l'Empire et l'Eglise. Les villes qui combattent avec acharnement contre la nouvelle phase du césarisme continuent à avoir leurs sources spéciales : un Antonio Godo, un Anonyme de Vérone et un autre de Parme, un Orlandino de Padoue, un Richard de S. Germano, un Albertino Mussato, un Ricordano Malaspina. Le Sud normand a toute une série de chroniqueurs pour la fin tragique des Hohenstaufen : Nicolas de Jamsilla, Sabbas Malaspina, la chronique de Cava ; Gênes donne, pour la connaissance de ce nouveau siècle, la suite de ses Annales par Pignolo, par Oberto Stancono ; Ricobald écrit à Ferrare, un inconnu à Reggio. Des biographes surgissent, s'orientant d'après les sources antiques : celui d'Innocent IV, celui du tyran Ezzelino, celui de Richard de S. Bonifacio.

Dans cette Italie commence déjà à éclore une littérature en langue vulgaire. Les Provençaux ont des imitateurs en Piémont, pays qui employa pendant quelque temps le provençal comme langue de la poésie ; dans le Midi, Frédéric II lui-même figure parmi les premiers poètes en « italien ». Mais ce sera en français que Martin

de Canale écrira sa chronique de Venise, invoquant le motif que cette langue est d'un usage plus répandu.

La France est la grande créatrice à cette époque, dans le domaine de l'art aussi bien que dans celui de la littérature, de la nouvelle littérature en prose, destinée à être lue et pas seulement à être communiquée par voie orale.

Des architectes français, dont l'initiative transformatrice, révolutionnaire, dépassait de beaucoup les habitudes d'esprit, traditionnelles, des constructeurs italiens, plus timides, pensèrent à faire reposer la lourde voûte en pierre des églises romanes, non plus sur les murs, presque fermés à la lumière, mais bien sur les points d'appui extérieurs, sur les contreforts. De ce fait, l'édifice put s'élever démesurément, donnant une impression de mystique majesté, inconnue jusqu'alors. La voûte, avec ses travées finement dessinées, se perdait en hauteur. Les parois, dégagées de leur poids, pouvaient désormais s'échancrer en grandes fenêtres dont l'espace vide était rempli par des vitraux, complétant l'exposition de l'histoire sainte, et les fragments de verre colorié jetaient sous les rayons changeants du soleil des teintes multicolores, sans cesse variées, dans l'intérieur de l'édifice. La sculpture pouvait raffiner indéfiniment son travail, planter ses statues de saints, ses figures allégoriques, ses monstres et ses fleurons dans des centaines de niches accrochées sur toute la largeur des façades et des murs latéraux. Une seule et puissante vie, intimement solidaire, pleine d'une âme fière et délicate, animait la formidable bâtisse, qui donnait une impression de légèreté élégante, d'essor sans attaches.

On ne saura jamais le nom de celui qui le premier fit de cette idée simple le point de départ d'une des formes les plus supérieures qu'eût découvertes l'art. Y a-t-il eu dans cette tendance double, vers l'élévation et vers la variété, vers le caprice, jusqu'aux formes en apparence les plus irréalisables, une influence de cet art arabe, qui varie d'un territoire à l'autre, qui, plus tassé, plus lourd

sous sa belle coupole byzantine, en Syrie, en Perse, en Asie Mineure, en Egypte, devient en Espagne cet enchevêtrement indéchiffrable de colonnes, de stalactites, de découpures de la pierre, qui fait la beauté déconcertante des mosquées de Cordoue et de Tolède, de l'Alcazar ? Il n'y a rien d'impossible. Les maîtres arabes avaient, en tout cas, montré les premiers qu'on peut garder le souci de la solidité la plus inébranlable en donnant l'illusion d'une frêle création aérienne, d'un provisoire charmant, d'une passagère idéalité. Ils avaient donné l'exemple des entorses qu'on peut donner sans danger aux anciens préceptes de la construction classique, sévère, claire et trapue.

L'hymne de prière composée à la divinité s'élève sur les grandes places des villes du centre, bientôt aussi du Nord français, entre les limites de ce cœur du territoire du royaume qu'on appelle l'Ile de France : à Mâcon, à Sens, à Senlis, l'église « gothique » est encore très simple et le modèle, capable de toutes les variations, des improvisations les plus savantes, reste solidement assis, mais bientôt elle a le courage de brusquer les proportions pour donner les immenses châsses sculptées de Chartres et de Reims, d'Amiens, de Beauvais. Les églises romanes subissent, comme à Saint-Denis, des remaniements qui les mettent au courant du grand changement. Aussitôt la Normandie (à Rouen, à Caen), la Flandre (à Cambrai, à Valenciennes) se mettent à rivaliser avec le territoire royal. En Terre Sainte, on procédera au renouvellement de l'église du Saint-Sépulcre. L'Angleterre suivra par ses cathédrales épiscopales à York, à Salisbury et à Wells. L'Allemagne sera prise par les contrées du Rhin, avec le « moustier » de Strasbourg, avec celui de Cologne, travaillant la pierre encore plus ardemment. Les types de Laon, d'Amiens, de Pontigny circuleront dans les pays germaniques, alors que dans des régions plus lointaines on procédera à des simplifications, jusqu'à l'église — halle, aux bas-côtés à la hauteur de la nef, aux murs massifs sans arc-boutants. Le courant passera dans le

Nord, de même qu'en Bohême, en Pologne, en Hongrie, en Transylvanie. Les édifices de Chartres et de Bourges influenceront l'Espagne ; l'église de Rouen sera copiée à Cintra, au Portugal. En Italie, jusqu'à la Lombardie et jusqu'à Cosenza et Barletta, dans les possessions de Frédéric II, la mode passera, mais sans le même élan, à cause de la médiocrité des architectes de la péninsule ; les grandes constructions florentines de Santa-Croce, de Santa-Maria Novella, du « Dôme » ou de Santa-Maria del Fiore, conserveront les lignes fixées au siècle précédent dans l'architecture toscane. Dans le royaume de Frédéric II la sculpture cherche cependant à se détacher, et on a les arcs de triomphe, les statues qui annoncent un autre âge, celui où l'art de cité cédera la place à l'art destiné à rehausser le prestige des monarchies. Du reste l'empereur est le premier à créer le type des nouveaux palais, comme celui de Capo di Monte, antérieur aux bâtisses vénitiennes et aux châteaux, aux bastilles de la royauté française.

L'Université française réunissait devant ses professeurs toutes les « langues » de l'Europe ; elle représentait l'Internationale des discussions scolastiques, des interprétations philosophiques appliquées à la théologie codifiée par Thomas d'Aquin. Le rationalisme était en lutte avec le mysticisme des anciens docteurs, comme l'Erigène, l'Irlandais Scotus. Le nominalisme livrait combat au réalisme, et on se partageait entre disciples d'Aristote et admirateurs de Platon. Une partie des docteurs du XII[e] siècle sont des Français du même centre territorial qui a donné l'art français de l'église gothique : Abailard est de Paris, Hugues de S. Victor, Eudes de Soissons, Yves de Chartres, Anselme de Laon, Guillaume de Champeaux, Albéric de Reims, Raoul de Laon, que commémore avec reconnaissance leur ancien étudiant Otto de Freising[1], montrent dans leur nom leur origine ; il y a un Hilaire

[1] *Historia*, ch. 47 et suiv.

de Poitiers. Les étrangers comme Pierre le Lombard s'assimilent aussitôt. Par-dessus la différence du langage dialectique et des formules de métaphysique, de la terminologie abstraite et du système de construction des « vérités » à discuter, il y a, pour la pensée humaine, absolument le même élan, dispersé dans toutes les directions, mais poursuivant la même montée vers l'empyrée que dans les églises gothiques.

Le Dante partit de cet enseignement et surtout du courant qu'il avait déterminé. Ses constructions logiques sont bien d'origine française. L'abus de l'esprit mathématique, de la manière abstraite, de l'échafaudage des formules a sa patrie dans cette université, influencée par une philosophie antique dont elle ne saisissait pas le sens le plus intime, ignorant la vie dont elle était partie. Dans cette œuvre d'éternelle admiration qui est la « Divine Comédie », dont le titre rappelle les représentations de théâtre dans l'église, coutumières surtout en France, il dessine des cercles et fixe des divisions et des rangs qui viennent évidemment de la scolastique. Son Virgile, guide aux enfers, est un magicien qui a connu maître Merlin.

Mais dans les visions de son Enfer, de son Purgatoire, de son Paradis, il y a des choses qui viennent bien de Florence, des choses de dévouement et de haine, des choses violentes de parti qui sont bien italiennes, de ce XIII[e] siècle de perpétuels déchirements, de rancunes inassouvies et de cruelles représailles. Le bourgeois de Florence, du clan des Alighieri, du camp des Gibelins, torture et tue au moins dans ses vers, d'une texture si concise et d'un si profond écho, ses adversaires, ses ennemis à lui, à travers les temps. Sans ce sentiment débordant, il ne donnerait pas tant de vie aux figures qui passent, crispées ou souriantes, sous les reflets rouges de l'Enfer et sous le sourire pâle des étoiles du Paradis.

Son envolée sublime, son rêve de l'autre monde ont une autre origine. C'est le franciscanisme mystique qui a conquis cette âme. La « Vie nouvelle » en est encore plus

imprégnée que la « Comédie ». Le « poveretto » a créé cet état psychologique de sentimentalité naïve qui accompagne chaque souvenir et chaque impression ; c'est sa camaraderie avec tout ce qui meurt et avec les choses immobiles et muettes qui inspire au grand évocateur les plus belles de ces comparaisons, de ces renvois à d'autres domaines de la création qui font le principal charme du poème immortel. Il y a « du peuple » dans ce qui est le mérite essentiel de l'œuvre qui a donné à l'Italie une seule langue littéraire et au monde l'expression la plus parfaite de la synthèse médiévale fixée vers 1300.

Avant saint François, il y a la même attitude dans la littérature en prose de la France, dans les premières traductions des Ecritures, dans la Vie de saint Alexis dont l'horizon géographique est bien celui d'après la première croisade. Si, lorsque les chevaliers de France se présentent devant l'incomparable cité de « Constantinople », Geoffroy de Villehardouin ne rend que la poussée du guerrier vers la conquête qu'il espère, les faits d'armes, l'intéressant exclusivement, de même que son continuateur, qui présente la guerre contre « Blacs » et « Bougres », Henri de Valenciennes, il en est autrement du second grand chroniqueur français du XIII^e^ siècle, le sire de Joinville. Il y a une influence de cette humilité franciscaine dans le geste même du saint roi, heureux de subir la prison, de mourir à Tunis sur un lit de cendres. Et son biographe, son « hagiographe », a, à son égard, la même attitude que, plus tard, les peintres inspirés qui retraceront sur les murs de l'église d'Assise, patrie de saint François, les miracles de celui qui avait abaissé son âme sur toutes les misères et toutes les fatalités.

CHAPITRE XIX

Etablissement de la hiérarchie territoriale au commencement du XIV[e] siècle.

Charles d'Anjou s'était empressé de mettre en exécution le traité qu'il avait conclu pour l'héritage de Jérusalem avec la princesse Marie d'Antioche, en envoyant son bailli par une flotte à Acre ; les Hospitaliers, les barons de Terre Sainte se détachèrent du roi de Chypre, Hugues III, qui s'était établi dans son île. Pressé par les Mongols d'Abagha, le nouveau Soudan égyptien, qui avait perdu Alep, admit la possession du chrétien à Antioche même, à Apamée, à Laodicée, et ce fut après cette entente avec les Francs que la bataille d'Emèse, de Hims, le débarrassa de ses terribles ennemis. Encouragé par ce succès, il reprit cependant la dernière de ces villes, puis Tripoli et d'autres places, ramenant à sa sujétion le roi d'Arménie.

Le secours demandé en Occident et accordé par le Pape, qui prêche la croisade, par le nouveau roi de Naples et surtout par Venise, qui donne une vingtaine de galères, ne fit que conjurer la catastrophe. Une forte attaque du Soudan se déclencha contre cette ville d'Acre, à laquelle se réduisait — et à quelques autres places — le « royaume de Jérusalem ». Le roi Hugues accourut seulement pour assister au désastre. Après une résistance acharnée, les Musulmans se saisirent du port encore florissant. Il fallut abandonner Tyr et Sidon ; Beyrouth fut trahie ; Tortose et Chaïfa furent facilement prises. Le Saint-Siège ne perdit pas cependant l'espoir de regagner ces territoires

qui, plus d'une fois, avaient passé d'une main à l'autre. il s'obstina à inviter les princes chrétiens, occupés à trouver une assiette territoriale définitive, à l'œuvre sainte. Le grand projet comprenait les deux rois de France, guère disposés à suivre la croix, celui d'Angleterre, qui oublia complètement son vœu de croisé, et même l'empereur de Byzance, qui aurait consenti à marcher sous la conduite d'un César d'Occident, alors que celui-ci avait les préoccupations pratiques et praticables de Rodolphe de Habsbourg. Avec Haythoum, le moine arménien, avec Pierre Dubois, avec d'autres encore, les projets de croisade se façonnaient dans les premières années du XIVe siècle tous d'une construction parfaite, mais tous irréalisables [1]. Les Hospitaliers s'entendirent avec un bailleur de fonds florentin et avec un pirate pour s'installer en pays byzantin, à Rhodes, dès 1309, de même que, des années auparavant, les Teutoniques s'étaient définitivement détachés de la croisade en créant leur Etat de Prusse, en pleine prospérité. Quant aux Templiers, le roi de France fera brûler en place de Paris, après un célèbre procès d'hérésie et de mœurs relâchées, leur grand-maître, Jacque de Molay.

L'empire latin de Constantinople avait passé à un prince français, Charles de Valois, mari de la sœur de l'empereur Baudoin, Catherine de Courtenay, et on pensait à lui dans toutes les improvisations optimistes, qui n'oubliaient pas non plus le Khan des Mongols et ses ambassadeurs. Il trouva un auxiliaire dans un de ces chevaliers d'aventure qui devenaient libres par la cessation des guerres d'Occident sous l'autorité des monarchies en plein développement. Thibaud de Chépoy n'expulsa pas cependant les Paléologue du Bosphore, où ils résistaient, en perpétuelle négociations avec le Pape, auquel ils déclaraient avoir « uni » de fait leur Eglise, guère disposée, du

[1] Voir Delaville-le-Roulx, *La France en Orient au XIVe siècle*, Paris, 1886, et notre *Philippe de Mézières et la croisade au XIVe siècle*, Paris, 1896. Cf. le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe Sud-Orientale », 1921, p. 260 et suiv.

reste, avec ses patriarches en révolte, à suivre ces directions impériales. Le fils d'un autre mariage de l'impératrice Catherine, Philippe de Tarente, ne fut pas plus heureux dans la poursuite de cette chimère. S'il y aura des croisades dans les eaux de Byzance, comme celle dirigée en 1344 contre Smyrne, elle sera en relation avec l'expansion génoise, étendue aussi sur la grande île de Chio et cherchant à s'ajouter Ténédos, en face des ruines de Troie.

Et les chevaliers de l'Occident, de la Catalogne en première ligne, viendront en Orient, comme ceux du XI^e^ siècle pour autre chose que pour la guerre sainte : ils se gagneront, comme le hardi Roger de Flor, des titres et des possessions byzantines, espérant se saisir de l'Empire comme d'une proie et le traiter en conséquence. Vainqueurs du dernier duc français d'Athènes, Gauthier de Brienne, qui fut tué dans la bataille du Céphise, les Catalans ne se gêneront pas pour en prendre la place et, se constituant, à la façon des marchands de Barcelone, en compagnie, — c'est la première des compagnies guerrières, — ils s'installèrent à Athènes, à Thèbes, les nids des seigneurs français du XIII^e^ siècle, et y menèrent une existence mouvementée, avec beaucoup plus de persistance, mais avec moins de prestige chevaleresque, que leurs prédécesseurs bénis et soutenus par l'Eglise. L'époque des grandes buveries, des amours et des tournois avait passé ; sous ces durs maîtres, associés volontiers aux indigènes grecs, commençait un régime de « modernité » intéressée qui ne se distinguait que par la langue qu'on parlait, sur cette vieille terre de grands souvenirs, du régime que les Vénitiens et les Génois, occupés à s'entre-déchirer, menaient dans leurs colonies d'Orient [1].

Mais, en face de toutes ces déchéances et de tous ces cataclysmes, il y avait une des grandes forces actives du

[1] Voir les nombreux travaux de M. Rubio i Lluch, dans l' « Annuaire des études catalanes », de Barcelone, et Miller, *The Latins in the Levant* (résumé dans la « Cambridge Mediaeval History »).

moyen-âge qui paraissait résister encore à l'usure de ces longs combats pour la domination mondiale.

Les Papes de la fin du siècle précédent avaient invité le roi germanique Rodolphe, considéré comme l'empereur de droit, à faire sa descente en Italie, et le petit seigneur souabe, peu accoutumé aux grandes pompes romaines, avait déjà pris des mesures pour entreprendre ce coûteux et risqué voyage. Le nouveau pontife, un Italien de la famille des Gaetani, Boniface VIII, qui succéda, la veille de Noël de l'année 1296, au pauvre hermite de Calabre entré à Rome en humble adepte de saint François, sur dos d'âne, ne pressa guère ni le vieux roi, ni son successeur Adolphe de Nassau (dès 1291), qu'il considéra, jusqu'à sa mort sur le champ de bataille, comme un fils soumis de l'Eglise. Albert d'Autriche, installé en vertu de sa seule victoire, fut accueilli avec inimitié, et, si, en avril 1305, Boniface consentit à le reconnaître, il lui imposait d'admettre, de son côté, la théorie que l'Empire dépend de la Papauté et que son détenteur a le devoir de défendre le pontife. Occupé à ses guerres de récupération contre la Bohême, contre la Bavière, contre les Rhénans, le nouveau roi, qui devait mourir assassiné dès le 1er mai 1308, ne fit pas de difficultés sur ce point d'idéologie.

Il en fut autrement du roi de France, qui avait besoin, dans son conflit avec son voisin anglais, Edouard Ier, de tout l'argent du royaume, même de celui qui, sous formes d'annates et casuels du Saint-Siège, allait à Rome. Philippe-le-Bel, conseillé par ses bourgeois, Enguerrand de Marigny, Pierre Flotte, gens préoccupés de choses réelles qu'on peut additionner et supputer, n'avait pas le sens des grandeurs flétries et des autorités en train de s'évanouir.

Il y avait, du reste, tout un ancien mouvement, en Occident, contre cette papauté avide de l'argent des royaumes de France, d'Angleterre, d'Espagne, et, au temps d'Innocent IV, alors que Mathieu de Paris combat ces prétentions du trésor pontifical à l'égard des Anglais, les chanoines de Lyon menaçaient de jeter dans le Rhône

les étrangers qui bénéficiaient de prébendes sur cette terre.

Sans tenir compte de cet état d'esprit et de la personnalité d'un roi toujours disposé à aller jusqu'au bout de ce qu'il considérait comme son droit et surtout de ce qu'il sentait être son intérêt, le Pape exprima, dès le début de la querelle, dans ses bulles *Clericis laïcos* et *Ineffabilis*, en 1296 et 1297, la même théorie qui consacrait la royauté du second des Habsbourg.

Le lendemain d'un splendide jubilé, en 1300, toute une « armée générale défilant chaque jour dans les rues de Rome envahie » [1], Boniface se crut cependant assez fort pour reprendre avec le Français, dont certains rêveurs pensaient faire le futur empereur des croisades, le duel qui avait mené à la destruction des Hohenstaufen. Philippe ayant fait saisir l'évêque de Pamiers, légat du Saint-Siège, son adversaire lançait une nouvelle bulle, *Ausculta, Fili*, qui déclarait ouvertement que « toute créature humaine est sujette du pontife de Rome » [2]. L'acte pontifical fut simplement brûlé en France et, pour se gagner un appui, le Pape fit approuver dans un concile, assez faiblement visité, la doctrine comprise dans la bulle *Unam sanctam* : l'épée de S. Pierre primait sur celle confiée aux rois.

Philippe avait déjà lui aussi senti la nécessité d'être soutenu. Aussitôt après l' « Ausculta, fili » les légistes recoururent à un moyen qui consacrait l'importance croissante des gens des communes. Il y avait quelque souvenir ancien, mais aussi une visible imitation des nouvelles coutumes anglaises, dans cette convocation des états généraux du royaume, clergé, noblesse et bourgeoisie ensemble, avec la même mission, cette fois vraiment nationale, qui, consultés sur la question discutée à coup de déclarations, se prononcèrent pour la politique du

[1] Voy. la belle description naïve de la Chronique de Parme ; Muratori, IX, c. 842.

[2] Porro subesse romano pontifici omnem humanam creaturam declaramus, dicimus et definimus.

roi, interdisant au Pape, en tant qu'étranger aussi, le droit de se valoir des ressources de la France (avril 1302). Si le nombre des bourgeois ne fut pas important, il y avait trente-six seigneurs, dont les ducs de Bretagne et de Bourgogne, et même ces dominateurs des régions orientées jusqu'ici vers l'Empire : Lorraine, Hainaut, Luxembourg. Il y eut aussi l'adhésion de l'Université, à laquelle, dès 1220, la royauté avait voulu ajouter l'étude du droit. D'un bout à l'autre du territoire français, on avait fait venir pour la première fois, comme une affirmation d'unité, les représentants des trois ordres. Deux fois encore la décision du roi fut approuvée dans des « assemblées nationales », dont la troisième, en juin 1303, réunit 700 personnes. La soustraction d'obédience, en attendant un concile général contre le Pape « hérétique », fut ainsi proclamée, deux ans seulement après les enivrantes solennités du jubilé pontifical.

Guillaume de Nogaret, un des conseillers de la couronne, alla notifier cette décision au Pape et l'inviter à se retirer comme indûment élu à la place d'un pontife forcé à se retirer et, bien entendu, les ennemis de ce dur maître accompagnèrent le messager du roi de France. Les Colonna, que Boniface avait frappés de ses sanctions, détruisant le berceau de leur famille, étaient à la tête de cette menaçante suite, et ils n'épargnèrent pas les insultes, qu'on a tout de même exagérées, à l'orgueilleux octogénaire. Persécuté aussi par une autre grande famille romaine, les Orsini, qui lui défendaient l'entrée du palais de Latran, le Pape ne survivra pas à ses humiliations [1].

Avec sa mort, l'affaire, poussée trop avant, est abandonnée. Charles II de Naples se charge de donner à son parent de Paris un pontife plus accommodant ; il assiste avec ses fils, Robert et Philippe, à l'élection d'un dominicain lombard, Benoît XI, qui ne se considère pas engagé par l'action de son prédécesseur. Un concile s'en occupa

[1] Cf. Ricobald de Ferrare, Muratori, IX, c. 144 ; Ferreto de Vicence, *ibid.*, c. 1005 et suiv. ; Annales de Colmar, dans les *Mon. Germ. Historica.*

à nouveau, lorsqu'il fallut donner un successeur à Benoît en 1300. Les Orsini essayèrent pendant neuf mois de faire élire un Pape anti-français, mais la commission installée pour amener une décision s'arrêta sur la personne d'un Français de naissance, Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux, qui fut proclamé : Clément V, le 25 juin 1305. Il passa de Bordeaux, où il négociait la paix entre la France et l'Angleterre pour la Guyenne, à Poitiers, mais, au lieu de faire le voyage de Rome, ainsi qu'on l'invitait, il préféra accepter des Angevins de Provence et de ses vassaux de Naples cet asile d'Avignon qui se trouvait, du reste, près de Carpentras, donné au Saint-Siège par la couronne dès 1274, sur le territoire du comté venaissin, destiné à être acquis par l'Eglise.

Pour la papauté, sujette dans sa capitale romaine à toutes les insultes et à toutes les violences, contrainte à se chercher un abri à Fiesole, à Anagni, à confier tout le patrimoine à Charles de Valois, qui avait été fait « marquis de la Marche d'Ancône, seigneur de la vallée de Spolète, comte de la Romagne, maître du patrimoine et conservateur de la paix toscane », à Florence, en 1300, pendant les fêtes du jubilé [1], ce n'était pas une déchéance.

D'autres Papes aussi avaient cherché en territoire royal français ou en terre française une garantie, et les deux plus importants conciles de l'Occident au XIII^e^ siècle avaient été tenus à Lyon, soumise seulement de nom à l'Empire. D'Avignon, on put entretenir pendant trois quarts de siècle, avec une parfaite liberté, plus grande en tout cas que sous le premier des rois de Naples à Rome même, des relations avec la chrétienté entière.

De très riches revenus, qui continuèrent à affluer, permirent à ces Papes d'Avignon, qui furent tous des Français, de former une capitale qui, beaucoup plus que la cité des empereurs, reflétait la puissance du Saint-Siège : c'était, avec leur immense palais, décoré de belles fres-

[1] Ricobald de Ferrare, dans Muratori, IX, c. 144, 154 ; Chronique de Parme, c. 842-843.

ques, avec son église de Notre-Dame-des-Doms, avec ses formidables murs, capables de résister à toute attaque, avec sa stricte organisation administrative et tout ce monde attiré par le gain des visiteurs et des pèlerins, autre chose que Rome déchue, à la disposition de deux lignées qui se haïssaient, Colonna et Orsini, et n'ayant de son « peuple romain » que des bandes faméliques, prêtes à soutenir, sans aucun reste de l'ancienne idéologie républicaine, que cherchera en vain à réveiller un Cola di Rienzo, toutes les ambitions et toutes les intrigues. On peut dire que jamais les Papes n'avaient été plus puissants que dans cet « exil », dans cette « captivité ». L'Etat qu'ils avaient été incapables de se former dans de larges proportions en Italie, où resteront cependant leurs vicaires, ils l'ont, plus restreint, mais bien assuré, sur ces bords fleuris du Rhône, en contact avec la grande mer du Sud.

Mais, pour la race française, dont l'expansion attaquait et occupait tous les terrains, c'était un grand succès.

Pour sa race, pour sa chevalerie, pour sa bourgeoisie, pour sa civilisation, et pas pour sa royauté seule, s'ouvraient maintenant, au bout d'un magnifique développement, tous les horizons. Elle ne tarda pas à profiter de cette situation exceptionnelle.

Après le partage des territoires royaux entre les fils de Louis IX, établis à Nevers, à Alençon, à Clermont, la France de la couronne s'était refaite pour ne plus être jamais fragmentée au hasard des héritages, dès le règne de Philippe-le-Hardi (1270-1285) ; à la mort d'Alphonse de Poitiers, tout l'héritage des comtes de Toulouse est revenu aux rois de Paris. Un traité avec l'archevêque de Lyon (1272) amène l'établissement de la domination royale dans cette ville en 1310-1313. L'Allemagne divisée ne peut plus retenir les pays de Bourgogne ; Philippe épouse Jeanne, fille de Mathilde, comtesse de Bourgogne, et fait épouser à son fils, Louis, une autre princesse de cette

Maison. La France se complète, un peu d'elle-même, sans que la royauté poursuive un plan politique, comme ceux de l'époque moderne : il n'y a que la Provence des Angevins et les possessions du roi d'Angleterre qui en restent détachées ; momentanément aussi cette Flandre pour laquelle Philippe-le-Bel perdra la bataille de Courtrai en 1302, mais pas contre une Maison féodale affaiblie, car les vainqueurs seront les milices des villes, que le roi vaincra deux ans plus tard à Mons-en-Puelle. Lorsqu'une contestation se produisit de la part de Charles d'Anjou sur la possession du comté de Toulouse, le roi procéda, d'après la coutume déjà établie, par procès et sentence, prononcée dans son Parlement de Paris (1283). C'est encore par un jugement que la Guyenne avait été réunie aux provinces royales. Les comtes de Flandre, de la Maison de Dampierre, Guy, Jean, sont retenus en « chartre » légale, et les villes de Lille, Douai, Béthune, sont annexées comme « gage » équivalant au prix de rachat, à la rançon, de ces seigneurs.

Mais, malgré cette œuvre lente et sûre, toute naturelle, sans avidité et sans ambition, de la part de ceux qui accomplissent une nécessité de l'histoire, la vitalité française ne pouvait, pas plus qu'à l'époque de la première croisade, être retenue dans les frontières du royaume, de ce royaume fort et respecté, et en devenir pour ainsi dire « territorialisée ». De tous côtés elle s'échappait pour conquérir de nouveaux terrains.

Philippe était déjà maître de la Navarre par un mariage avec l'héritière de ses rois, Jeanne. Une intervention dans la péninsule ibérique lui était toujours possible, et il ne pouvait pas oublier que son parent, Charles de Valois, avait été destiné un moment par son père, qui avait obtenu l'adhésion du Pape, à ceindre la couronne d'Aragon ; le sang des rois de Castille coulait dans les veines de l'arrière-petit-fils de la reine Blanche, l'Espagnole.

Le propagateur de croisade Pierre Dubois avait

demandé pour le roi de sa nation la couronne impériale. Albert d'Autriche avait épousé, du reste, une princesse française. Lorsque, se buttant à l'union, confirmée par serment, des paysans de Schwitz et des cantons « suisses » voisins, qui défendaient leur autonomie, il fut tué à Sempach (mai 1308), on fit du côté des Français des instances pour amener l'élection de ce même Charles de Valois sur la tête duquel flottaient toutes les couronnes sans qu'il pût en faire descendre une seule.

Déjà un Angevin de Naples, Charles Martel, fils de Charles II et d'une princesse magyare, Marie, avait posé sa candidature au trône de Hongrie au moment où, par la mort du « Couman » Ladislas, tué par ses camarades barbares, à l'âge de vingt-neuf ans, dans des régions au delà de la Theiss, la succession des Arpadiens était en quelque sorte ouverte (1290). Ayant à combattre les prétentions d'André le Vénitien, fils d'André II avec Tommasina Morosini, mais né après la mort de son père et élevé en noble de Venise, sans compter la candidature d'Albert de Habsbourg, il fut rapidement évincé. Rodolphe, n'ayant pas réussi à imposer son fils, pensa sérieusement à partager la Hongrie, dont la partie occidentale était depuis peu presqu'autonome sous la lignée germanique des Güssingen, avec la Bohême, qui, plus d'une fois, s'était saisie des comtés du Nord, avec Presbourg et Tyrnau ; il fit épouser au jeune roi sa fille, espérant établir de cette façon l'influence des Habsbourg sur un Etat en décadence, dont se détachait en ce moment, pour aller à la Serbie d'Ouroch II Miloutine, la marche de la Matschva, alors que la Transylvanie des Saxons et du voévode Laurent essayait de s'organiser sur des bases propres, s'appuyant sur la Valachie voisine, en train de former à Argeș une « principauté », de fait un « règne » (*Domnie*), de « tout le pays roumain ». Charles Martel était mort sans avoir vu la Hongrie, mais sa mère, Marie la Hongroise, entendait faire valoir les droits de son petit-fils Charobert. Pour se défendre contre ce concurrent, André II, qui épousa la fille d'Albert d'Autriche, admit la « féo-

dalisation » de la Société hongroise, avec la « recommandation », la hiérarchie des terres, l'érection des châteaux autonomes comme en Occident. Mais le Napolitain trouva des amis à son débarquement en Dalmatie, et ils le firent couronner à Zagreb (Agram). Quelques mois plus tard, André mourait et, de nouveau couronné à Agram, son rival commençait une guerre sérieuse contre d'autres aspirants à l'héritage des Arpadiens en ligne masculine.

En Bohême, le roi Venceslas reprenait le projet de réunir les deux Etats. Fils lui-même de la princesse hongroise Cunégonde, descendante de Béla IV, il envoya en Hongrie son fils homonyme, qui prit le nom de Ladislas V ; les deux princes se présentèrent à Bude, mais, peu après, le nouveau Ladislas dut se retirer dans sa patrie tchèque, où il mourut bientôt après avoir été quelque temps (jusqu'en 1300) l'héritier de son père à Prague. Plus sérieuse fut l'action du duc de Bavière, Otto, qui réussit à se faire consacrer dans la ville archiépiscopale d'Albe-Royale (Székes-Fehérvár), en 1305. Il pénétra même jusque dans cette Transylvanie organisée séparément, où le voévode Ladislas Apor, puissante personnalité, le retint en prison, s'appropriant la couronne de saint Etienne.

Soutenu par le Pape, accompagné par un légat, qui s'installa à Bude, pendant que le roi, destiné à être plusieurs fois couronné, s'attardait en Dalmatie jusqu'en 1310, l'Angevin eut donc gain de cause, bien qu'il rencontrât une longue opposition de la part des villes saxonnes de cette même Transylvanie et que, après s'être imposé à ses rebelles (1325), il essuyât dans la Valachie voisine, gouvernée par le jeune prince Basarab, la douloureuse défaite de Posada, dans les gorges des Carpathes, près de Câmpulung (1330). Le roi de création apostolique, — le Polonais Lokiétek avait été reconnu dans cette seule qualité en 1320, — dut s'arranger avec les détenteurs de la Hongrie Supérieure, avec la reine veuve d'André III, demander l'appui des Hospitaliers établis dans le Mara-

moros, créer des marches de défense, comme à Arad, reconnaître des comtes slaves dans la Croatie et la Dalmatie, s'installer à Temesvar pour surveiller d'un côté les Roumains, ses vainqueurs, de l'autre la Serbie en plein développement. Il répandit ses chartes de liberté aux villes, favorisées déjà par les derniers rois de la dynastie éteinte, et donna un nouvel élan, contre les grands barons, à la petite noblesse de toute origine. Un nouvel Etat se formait ainsi, point lié au passé de l'ancienne invasion et entendant se servir de cette chevalerie d'aventure, de ces vassaux directs de la couronne, formés par « bannières » (*banderia*), de cette bourgeoisie étrangère, surtout allemande, pour suivre un but purement dynastique, qui se confondit plus tard avec la vision vaine de l'Empire catholique de Constantinople.

Dans les Balcans, si les Catalans avaient remplacé à Athènes et à Thèbes les descendants abandonnés des croisés de France, cette même Maison d'Anjou était représentée, au commencement de ce XIV^e^ siècle, par le prince de Tarente, aimé par les Albanais, par ce prince d'Achaïe, fils du roi de Naples, qui s'était allié à Nicéphore, le despote d'Epire. La reine de Serbie était une princesse de Hongrie, mais aussi la sœur de Marie de Sicile, donc la tante de Charobert ; le frère du roi avait épousé, du reste, une fille d'Etienne II de Hongrie. Les deux avaient des rapports avec Charles de Valois, qui poursuivait son rêve impérial en Hongrie. Aussi un prédicateur anonyme de croisade, bien informé sur les choses d'Orient, propose-t-il à Charobert de réunir ses efforts à ceux du prince français d'une famille plusieurs fois alliée à celle des Arpadiens pour établir sur le Bosphore une nouvelle dynastie, soutenue par la chevalerie de France [1].

[1] Charles de Valois lui-même descendait d'André II par la reine de France, Isabelle, cousine d'Etienne V. Du reste, Andronic, fils de « l'efféminé » Michel Paléologue, avait épousé la sœur de Marie de Naples et de la reine de Serbie. Voy. Górka, dans le *Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe Sud-Orientale*, année 1921, pp. 59 et suiv.

Enfin, en Pologne, où Wladislas Lokiétek porte devant le Siège de Rome un procès avec les Teutoniques pour la possession de la Poméranie, le mariage de la fille du roi, Elisabeth, avec Charobert, représente aussi l'union des deux royautés catholiques, d'esprit chevaleresque, ayant chacune d'elles, aussi de la part du Pape, la mission de croisade : contre les schismatiques, serbes, bulgares, roumains, pour les Angevins, contre le fort Etat païen des Lithuaniens de Keinstut, d'Olgerd, de Gédymin, pour les Piastes polonais.

La royauté tchèque, vacante après la mort de Venceslas et de son fils mineur en 1306, fut briguée en même temps par le prince Henri de Carinthie, fils de la princesse Anne de Bohême, par Rodolphe, fils d'Albert d'Autriche, et par le descendant d'Agnès de Bohême, Jean d'Autriche, qui sera le meurtrier du roi Albert. Rodolphe réussit à s'imposer, mais finit bientôt ses jours, de mort violente lui aussi, en 1307.

Bientôt il y aura en même temps la succession de la couronne de Bohême et de celle de l'Allemagne à régler, et, dans les deux cas, c'est la race française qui conquiert la place.

Les électeurs allemands de 1308, à Francfort, écartant Frédéric d'Autriche et le duc de Bavière, donnèrent le pouvoir suprême à un seigneur, le propre frère de l'archevêque de Trèves, qu'ils croyaient ne pas pouvoir renouveler dans leur pays les bouleversements dont s'étaient rendus coupables les Habsbourg. Le seigneur de Luxembourg, qui avait pris part à l'assemblée française dirigée contre le pape Boniface, appartenait à un pays où on parlait le français ; lui-même s'exprimait dans cette langue qui lui était maternelle, étant le fils de Blanche d'Avesnes ; il avait, de plus, épousé une princesse de Brabant, devenant ainsi le parent du comte de Savoie. Elevé en France, il était le vassal de Philippe-le-Bel, dont il vénérait l'aïeul, Saint-Louis. Des chevaliers de langue française l'accompagnèrent dans toutes les aventures auxquelles cette élection devait ouvrir le che-

min. Il aura avec lui, à côté du Bavarois et d'un prince d'Autriche, les comtes de Flandre et de Namur, le dauphin de Vienne, le comte de Savoie et le prince d'Achaïe, le comte de Forez, l'archevêque de Liège et celui de Genève [1], il leur distribuera des fiefs italiens. Et c'est le pape français qui l'invite, qui le séduit et le pousse, dans son propre intérêt, à descendre en Italie pour y remplir la fonction de vassal du Saint-Siège, pour travailler à la victoire de la cause guelfe.

Un autre héritage attend bientôt sa Maison. En Bohême, Rodolphe d'Autriche mourut dès 1307 et Henri de Carinthie le suivit en 1310. Henri, dont l'intention était d'y installer son frère qui devait mourir au delà des Alpes, put y faire élire son fils Jean, qui épousa Elisabeth, fille de Venceslas II.

Mais l'Italie des tyrans, dans laquelle commandent Guido della Torre, les della Scala, les Carrara, et tant d'autres, ne veut pas de l'empereur nouveau. Il n'y a pas la résistance ouverte, énergique des anciennes coalitions de cités, mais seulement l'intrigue basse, aux aguets. C'est seulement à Crémone qu'Henri doit donner un sévère exemple. Milan lui tend la couronne, le 6 janvier 1311. Un Allemand est installé comme vicaire de la Lombardie. Le César pénétrera jusqu'à Rome, où ses partisans, les Colonna en tête, réussiront, après un combat qui coûta la vie à l'évêque de Liège, à le faire sacrer (29 juin 1312). Il se dirigera enfin vers Florence, dont il paraissait vouloir faire sa résidence italienne.

Cette carrière de brillant chevalier français fut brisée cependant par la formation politique française plus ancienne qui n'avait jamais quitté l'idée de dominer effectivement toute la péninsule : celle des Angevins de Naples, auxquels Henri opposera en vain son alliance, de

[1] Albertino Mussato, Ferretto de Vicence, Jean de Cermenate. Cf. Friedensburg, *Das Leben Kaiser Heinrichs VII.*, Leipzig 1882, et nos *Papi şi Împăraţi*, pp. 278 et suiv.

pure forme, avec la Maison d'Aragon, dominatrice de la Sicile [1], et avec les républiques de Gênes et de Pise.

Robert, fils et successeur de Charles II, couronné à Avignon, a des adhérents à Rome ; les Orsini, à Ravenne, à Rimini, à Urbino ; les villes de Lombardie et du Piémont, d'Alessandria et d'Asti à Pavie, à Padoue, à Reggio, se rangent de son côté. Il a le vicariat de la Toscane, qu'il a visitée en 1310. Le drapeau de la croisade est entre ses mains [2]. Les Guelphes l'acclament comme chef aussitôt que Henri est considéré comme le prince naturel de leurs adversaires les Gibelins ; le pape, qui invite les deux partis à évacuer Rome, ne soutient pas un vassal par trop actif. La condamnation capitale prononcée par l'empereur contre l'ennemi de l'Empire n'inquiète ni ce prince ambitieux, ni ses fauteurs. Au moment où une flotte se préparait à conduire Henri dans le pays de son ennemi, l'anthrax mit fin aux jours de cet imitateur malheureux de Barberousse (24 août 1313). Ses os ne revinrent jamais dans son pays : ils reposent dans le Campo Santo de Pise.

Venise ne s'était pas mêlée de ces conflits. Depuis la prise d'Acre, une seule pensée conduisait le gouvernement de la République : la défense, contre Gênes, de la situation acquise dans les mers du Levant. Battue à Lajazzo, elle avait attaqué sa rivale, qui avait fait démolir le palais vénitien à Constantinople au son des instruments et en envoya les pierres à Gênes [3], dans la belle colonie de Péra, combattant en même temps contre le Paléologue, partisan des Génois. Ceux-ci s'en vengèrent par la victoire de Curzola.

Le tyran milanais Matteo Visconti avait ménagé la

[1] Il était question d'un mariage entre sa fille Béatrice et Pierre, fils du roi de Sicile. Des Catalans sont au service du Pape (à Ferrare) ; Albertino Mussato. Un fils du roi Alphonse, un gendre de S. Louis, don Fernand de Castille, combattait en Toscane contre Robert ; *ibid.* Il était parent du marquis de Montferrat (*ibid.*).

[2] Villani.

[3] Annales de Gênes.

paix en 1299, à la veille des changements que le nouveau siècle devait amener en Italie. Une conséquence de cette difficulté fut la tentative faite en 1311 « pour aider l'Etat de Venise au nom de l'Eglise romaine » [1], par un Badoer, par Baiamonte Tiepolo et des membres de la famille Querino : le premier fut décapité, les autres exilés.

Aussitôt après la disparition de Henri VII, le Pape Clément (avril 1314) reconnut le roi Robert, fortement soutenu par son parent Philippe-le-Bel [2], comme son vicaire en Italie ; il déclara en même temps que pendant l'interrègne le pouvoir impérial se réunit de lui-même à l'autorité pontificale. L'Angevin, soutenu, après une vacance pontificale de deux ans, par le nouveau pontife, un client de la dynastie, Jacques d'Euse, qui se fait appeler Jean XXII, aide le Saint-Siège à recouvrer, dès 1327, Bologne, Rimini, Urbino. Dès l'année précédente, son fils, Charles de Calabre, gendre de Charles de Valois [3], fait son entrée comme défenseur de la paix à Florence, et, sauf Pise, toute cette Toscane, appartenant légalement au patrimoine de S. Pierre, l'accepte. Il s'est réconcilié avec Gênes qu'il visite [4].

L'expansion française rencontre, par un antagonisme naturel bien défini, l'opposition des princes allemands. En 1314 (novembre), un parti fait couronner à Aix-la-Chapelle Louis de Wittelsbach, duc de Bavière ; un autre élève au trône Frédéric d'Autriche, qui est, du reste, proche parent du Bavarois. La guerre civile dure jusqu'à la captivité de l'Autrichien à Mühldorf, en septembre 1322.

Pendant ce temps, l'Italie appartiendrait exclusivement au roi Robert, malgré l'opposition sicilienne, s'il n'y avait

[1] « Quidam nobiles veneti voluerant nomine Romanae Ecclesiae succurrere statum Venetiarum ; Continuation de Roland de Padoue.

[2] Ambassade d'Enguerrand de Marigny ; Muratori, XVI, 3.

[3] Il avait épousé en premières noces (1316) Catherine, fille d'Albert d'Autriche ; Muratori, VIII, c. 396.

[4] *Ibid.*, X, c. 864.

pas les efforts que se donne Matteo Visconti de recréer sous la forme d'une tyrannie, mais à côté de l'empereur qui est pour lui le Bavarois, l'Italie du Nord. Il arrive à posséder Pavie, Alessandria, Côme, Novare, Plaisance, Tortone, Bergame et s'attaque à Gênes même, que les Guelfes soumettent à l'autorité du Napolitain. Malgré l'excommunication qui atteint ce voisin menaçant du patrimoine, cet ennemi acharné du vicariat royal pour l'Eglise que représente Robert, il maintient énergiquement les villes lombardes, sauf Brescia, qui, pour échapper à Cangrande della Scala, a ouvert ses portes au roi. Il est arrivé même à imposer une dynastie, car à sa mort, l'année même où Louis gagne la victoire définitive, il peut laisser ce sceptre de fer à son fils Galéas, capable de vaincre lui aussi toutes les résistances : dépouillé de Plaisance, chassé par ses adversaires de Milan même, il est replacé par un protecteur et règne sans couronne. Ses frères, Marc, Lucchino, Cangrande della Scala, les tyrans de Mantoue et de Ferrare, celui de Lucques, Castruccio Castracani, contre lequel se défendent Pise et Florence, avec le secours du fils de Robert, font partie d'une forte coalition gibeline.

Le Saint-Siège (dès 1316), avec ou sans la suggestion d'un concurrent à l'Empire (diète de Bar-sur-Aube, en 1320) [1] : Charles IV, roi de France, le troisième fils de Philippe-le-Bel (après Philippe-le-Long, qui avait succédé, pour avoir invoqué une prétendue « loi salique » défendant la succession des femmes, à son aîné Louis X le Hutin), se tourne maintenant, et avec toute son énergie, contre le vainqueur de Mühldorf. Son élection est annulée. Mais l'empereur a avec lui, non seulement le puissant appui du roi de Bohême, mais aussi celui de la diète germanique, convoquée à Ratisbonne; avec l'Université de Bologne, celle de Paris déclare que son expropriation est illégale, et surtout il gagne l'appui de cette opinion

[1] Philippe avait brigué lui-même auprès du Pape la couronne d'Italie (Mathias de Neuenburg).

publique qui, dès le commencement du siècle, dans les projets de croisade, a demandé la réforme de l'Eglise, contre la Papauté, par le concile général, pour revenir aux bonnes mœurs et à la pauvreté d'autrefois ; de nouvelles formations monacales, dirigées contre le luxe et l'avidité des pontifes, comme les « petits frères », dérivés des Mineurs, combattent, à côté des docteurs dominicains et augustins et des Chevaliers Teutons, pour Louis. Le proscrit de l'Eglise installe son fils dans la marche de Brandebourg, où vient de s'éteindre la lignée du fondateur, les Ascaniens, et il obtint du roi de Bohême l'échange, que, du reste, le pays rejette, de ce pays contre le Palatinat rhénan, voisin du Luxembourg [1].

En 1327, contre Robert, dont le vicariat a été renouvelé par le pape, Louis descend en Italie, avec une petite bande de chevaliers, parmi lesquels Henri de Carinthie [2]. A Milan, « Jacques de Cahors » est déposé ; on brûlera son effigie ; Nicolas de Corvara deviendra bientôt le pape Nicolas IV. L'empereur soumet Pise, dont il fait don à la reine, en attendant que Castruccio s'y infiltre, épargne Florence, ayant devant les yeux le triste exemple de Henri VII, et, malgré un manque de loyauté de la part des Visconti, qui entendent travailler pour eux-mêmes, il se dirige sur Rome.

La ville était déjà animée par un esprit ennemi au pape. Elle reçoit Louis comme elle ne l'avait jamais fait pour un César plus puissant que le pauvre chef de six cents chevaliers, qui prend sa résidence au Capitole, d'après le désir exprimé par ces « citoyens » délivrés par lui des Colonna et des Orsini. C'est le « peuple de Rome » qui couronne, le 27 janvier 1328, son empereur à lui, malgré la menace des Génois dont la flotte a paru à Ostie.

[1] Le titre du Palatinat est porté jusqu'à sa mort en 1312 par Otto de Bavière. Le « roi de Hongrie ». Henri de Carinthie, qui paraît en 1324, à Padoue, s'intitule encore « roi de Bohême ».

[2] Karl Müller, *Kampf Ludwig des Baiern mit der römischen Curie*, Tubingue, 1879-1880 ; Gesdorph, *Römerzug Ludwig des Baiern*, Königsberg, 1885 ; Altmann, *Der Römerzug Ludwig des Baiern*, Berlin, 1886.

Le Bavarois, soutenu par les moines mendiants dans son propre pays, est en Italie le simple instrument d'un grand mouvement populaire, qui s'inspire des conceptions romaines de la république. A un moment de l'histoire où Philippe-le-Bel meurt le lendemain d'une dernière convocation des Etats-Généraux, où ses fils ne font que distribuer des privilèges à toutes les classes, comme les Angevins en Hongrie, et où Louis X déclare qu' « il ne doit y avoir que des hommes libres dans le royaume de France », Rome entend ressusciter le « sénat et le peuple romain ». Elle s'élit un Pape, auquel elle impose de résider à côté de l'empereur lui-même, avec une permission de vacances annuelles qui ne dépassera pas trois mois, et pour une distance qui pourrait aller jusqu'à deux jours : le pontife qui ne répondrait pas, obéissant, à une troisième sommation, sera considéré comme démissionné. La chronique en langue vulgaire, qui, écrite à Florence, s'intéresse à chaque phénomène italien, celle de Villani, parle de tout un régime républicain, sous la domination de Sciarra Colonna, avec les sénateurs, avec les quatre *popolani* élus par quartier, avec cinquante-deux autres représentants du même peuple, avec les « hommes bons », délégués par les mêmes subdivisions de la ville. Il y a des consuls, des défenseurs, des tribuns. C'est le peuple qui « élit le sacré collège pour procéder au couronnement légal du César » [1].

Ce sont des manifestations caractéristiques, mais sans durée. Robert provoque des mouvements dans cette Rome de liberté. Sans oser attaquer ce brillant chevalier aventureux, qui a recueilli pour quelques mois les suffrages populaires de l'Italie, il travaille patiemment à lui faire perdre le terrain. Le seul succès de Louis est une passagère occupation de Lucques, livrée à la soldatesque germanique; après la mort, en 1329, du terrible Castruccio, devenu maître de Pise, de Pistoie, de la Lunigiana, de la rivière de Gênes, de trois cents châteaux, vrai « roi de la

[1] Cf. aussi Muratori, X, c. 900 et suiv.

Toscane », on commence à se lasser de sa douce insuffisance. A Rome, qui poursuit d'insultes le départ de l'étranger, provoqué publiquement en combat singulier par Etienne Colonna, on déterre les corps des Allemands morts, pour les jeter au Tibre ; à Pise, on chasse les soudoyers du César ; dans les villes du Nord, où Azzo a remplacé le second Visconti, les Gonzague s'installent à Mantoue ; les Scala de Vérone s'étendent, contre les Carrara, sur Padoue et Trévise. Chacun agit selon ses moyens et s'assure des possessions que l'Eglise ne peut pas leur disputer, bien qu'elle s'obstine à les leur refuser.

L'expédition allemande en Italie, qui s'était ralliée cependant beaucoup de « latins », finissait de cette façon. Il y aura bientôt après, pour manifester l'énergie capricieuse de cette même chevalerie, qui dépasse de plus en plus la hiérarchie, une expédition italienne des Français.

Leur chef est le roi de Bohême Jean. Il a donné à Charles IV sa sœur Marie, une autre, Béatrice, à L'Angevin de Hongrie, qui, lui-même, a fait épouser à sa sœur le dauphin de Vienne ; la fille du roi, Bonne, deviendra la femme de Jean, fils du nouveau roi de France (dès 1328), Philippe de Valois, Blanche de Valois devenant la femme du fils du Bohémien, Charles. Une seconde femme de Jean sera Béatrice de Bourbon. Jean a combattu à Cassel avec Philippe contre les bourgeois de Flandre, et le roi de France l'a nommé en récompense son lieutenant de Gascogne. Charles combattra lui aussi, dès 1339, pour la France et comptait partir de Montauban pour une croisade contre les Maures de Grenade. Le roi Jean apparaîtra en Italie au nom de l'Eglise, de l'Empire et du roi de France, pour être, de concert avec eux, et d'après leur volonté, roi de Lombardie[1] (1330). Il s'intitule lui-même « prince de la paix, fils de l'Eglise, vicaire impérial ».

[1] Annales de Parme.

Il a avec lui, dans cette brillante équipée, avec le comte de Carinthie, aussi le comte de Savoie, apparenté à Azzo Visconti, puis le marquis de Montferrat, le nouveau seigneur de Mantoue. Les villes, de Brescia et de Parme à Lucques, l'acclament, d'autant plus qu'elles tiennent moins à le retenir. On voyait en lui le « pacificateur », et, aux cris de « paix », les enfants jetaient des fleurs au « bon chevalier ». Après son départ, Charles de Bohême reste pour assister à un mouvement contre l'intrus, qui, partant des intrigues de Robert, gagne Milan et presque toutes les tyrannies du Nord, Florence aussi. Il fallut l'apparition d'une nouvelle et puissante armée, exclusivement composée de Français, avec le comte d'Eu, celui de Sancerre, l'évêque de Beauvais, pour imposer respect à ces adversaires, mais sans aucun résultat durable.

Charles reviendra plus tard, en 1337, lorsque Azzo, uni avec Venise et Florence, avec les villes du patrimoine, brisa la puissance de l'héritier de Cangrande, Mastino, maître de Vérone et de Padoue en même temps. Il sera reçu triomphalement à Aquilée, pourra faire son entrée à Venise et contribuera à rendre aux Carrara Padoue. En 1340, il ne pénétrera pas plus loin que le Tyrol.

Ce pays, l'héritage de Marguerite à grande bouche, Maultasche, avait été réuni aux possessions de la Maison de Luxembourg par le mariage de cette princesse avec Jean-Henri, fils du roi Jean. Mais, ayant divorcé de ce premier mari, Marguerite apportera ses possessions au fils, établi dans la marche de Brandebourg, de l'empereur. Celui-ci dispose aussi, par son mariage avec Marguerite de Hollande, de toutes les provinces du Bas-Rhin hollandais et frison. Ayant hérité des apanages bavarois de ses parents, il retient l'Allemagne dans son obéissance. Dans la diète de Rense, en 1338, après la résignation de l'anti-pape qui vient mourir, contrit, à Avignon, il fait déclarer que « quiconque a été élevé sur le trône impérial par la majorité des électeurs et d'une façon légitime doit être considéré dès ce moment comme vrai et légi-

time empereur et roi », — en même temps, sans aucune forme de couronnement, sans voyage italien, — « en dehors de tout consentement et de toute approbation de Pape ».

Le successeur de Jean XXII et de Benoît XII (1334-1343), Pierre Roger, qui s'intitule Clément VI, oppose à ces prétentions d'un empire se créant et subsistant par lui-même, un contre-empereur. Ce sera ce Charles de Bohême, marquis de Moravie. Avec son propre père, occupé à des raids en Pologne, à des croisades lithuaniennes, il est élu et soutenu par Rodolphe de Saxe, par les électeurs ecclésiastiques de Cologne et de Trèves ; Rodolphe d'Autriche s'est fait payer son adhésion par la cession du Tyrol, et le Palatin a été gagné par le mariage de sa fille avec le nouveau chef nominal de l'Allemagne, qui, de nouveau élu, après la mort par accident de Louis (11 octobre 1347), se fait couronner à Aix-la-Chapelle. Ce ne sera qu'en 1355 que les Visconti le feront couronner à Milan, pour qu'il puisse arriver à l'honneur du couronnement romain [1].

Mais le prince français, élevé à Paris et relié par des liens nombreux à la couronne de France, suit maintenant sa propre carrière. Et, quant à la couronne de Philippe-le-Bel, elle est le jeu de cette chevalerie entreprenante qui substitue bientôt, jusqu'à un nouveau mouvement des masses, son anarchie flottante aux hiérarchies établies.

[1] Chronique de Vérone, Muratori, VII, c. 655 ; Werunsky, *Geschichte Kaiser Karls IV. und seiner Zeit*, Innsbruck, 1882-1892.

CHAPITRE XX

Essor de la chevalerie française : cent ans de guerre européenne.

Les projets de croisade n'étaient pas morts à l'époque où Pilippe VI commença à régner en France. Les papes d'Avignon furent tous de chaleureux propagandistes de la guerre sainte, invitant les chrétiens d'Occident à aller au secours de l'Arménie, en butte à une nouvelle attaque des Infidèles. Etre roi de France équivalait, à cette époque, à la charge morale de capitaine-général du « passage ». Toute une génération se formait au souvenir des exhortations du Picard Pierre l'Ermite, des exploits du Lorrain Godefroy de Bouillon.

L'incitation à ces campagnes de récupération venait, du reste, de l'apparition d'un nouvel élément musulman, qui menaçait de plus près, et presque sur son territoire même, la chrétienté grecque et latine : les Turcs Osmanlis.

Sur les ruines de la province seldschoukide d'Asie Mineure, qui finit dans des conflits obscurs avec « l'Empire » grec de Nicée, s'établirent sans grand bruit ces émirs turcs que ne rencontre sur son chemin aucune des croisades de la dernière époque dirigée, par mer, directement, vers la Syrie et l'Egypte. Il y eut donc, après une domination impériale unitaire, un état de morcellement, terminé par l'établissement de principautés indépendantes et interdépendantes, sans guerres entre elles, ressemblant assez bien à ces seigneuries latines qui pullulèrent en terre byzantine, après la catastrophe du glo-

rieux Etat des Comnène. Chaque grande ville hellénique ou hellénistique devint ainsi une capitale de groupement turc, chaque port de commerce eut à l'intérieur, le long de la rivière qui s'y versait, un rayon de domination. Ainsi se formèrent les émirats de Karaman, le « Grand-Caraman » des chrétiens occidentaux, de Kermian, de Magnésie ou Manissa, d'Aïdin, avec Smyrne, de Mentéché, de Saroukhan, de Karasi, de Tekké, de Satalieh, de Smyrne, sous Oumour, de Brousse, sous Othman. La population des capitales restait, bien entendu, étrangère, grecque en grande partie, comme auparavant, mais, à côté, dans les villages des laboureurs, dans les campements des bergers touraniens transhumants, il y avait les éléments d'une armée ; quant à la flotte, les riverains continuaient sous le turban une piraterie qui datait des temps de Pompée et des Isauriens. Les îles, à peine gouvernées par les Paléologue, étaient en butte à leurs attaques.

Il y eut un temps, au commencement du XIV^e^ siècle, quand l'Empire byzantin rétabli à Constantinople craignit de perdre ses dernières possessions d'Asie Mineure, d'avoir échangé pour une maigre Thrace dévastée, pour Salonique arrachée à Irène, veuve du despote d'Epire, et quelques places du Péloponèse, cette domination anatolienne qui était infiniment plus précieuse. Des mesures furent prises dans la grande province d'Asie pour conserver les restes de la domination impériale ; il y eut une nouvelle ceinture de forteresses, un camp permanent à Tralles, l'envoi de troupes crétoises habituées aux guérillas avec ces maraudeurs, bergers et routiers. Mais l'ancien danger turque ne ressuscitait pas par ces bandes : c'étaient au fond des querelles entre voisins : on vit à Constantinople, en hâte, honorer le sultan Azeddin qui, du reste, peu constant dans ses amitiés, provoqua une attaque bulgare à Enos ; un de ses fils devint, gagné lui aussi par la religion chrétienne, Mélek-Constantin. Des dignitaires byzantins d'origne turque conservaient leurs

anciens noms barbares. Il y avait beaucoup d'Asie, et de toute sorte, étalée, sans grâce, dans cette restauration impériale.

Lorsque la poussée de ces désagréables barbares était plus forte, on recourait, sinon aux Tatars, qui avaient leur empire, à leurs sujets chrétiens, les pâtres roumains du Danube, dont le style officiel, archaïsant, faisait des Alains, des « Alaques » (Valaques), à une époque où, depuis longtemps, tout lien avait disparu avec la peuplade caucasienne de ce nom. Mais ces durs guerriers, voyageant avec leurs familles dans des chars comme ceux des anciens Sarmates, n'avaient guère les qualités nécessaires pour pouvoir prévenir ou poursuivre la cavalerie volante des Turcs. On s'adressa aux Catalans, de plus en plus mêlés aux choses d'Orient, et on eut pour auxiliaires des chefs comme Ferran Jayme, comme Bérenger, Remfort, Guy, et surtout comme Roger de Flor, le César, le parent impérial. Ayant vaincu les ennemis désignés à leur ardeur méridionale, ils s'obstinèrent à rester comme jadis les Russes de Sviatoslav. Ils remplacèrent les anciens Francs, de race normande, à l'époque des Comnène. On dut les accepter en maîtres à Cyzique, qui fut détruite, à Gallipolis, dans l'île de Chio. D'adversaires des Turcs, ils devenaient leurs complices et leurs associés dans des entreprises de chevalerie pillarde. Sans l'établissement de ces Almogavares dans le duché d'Athènes, on aurait vu les rôdeurs dans les environs de Constantinople en tenter le siège.

Après la disparition des « Alains » et des Catalans, les Turcs ottomans, les sujets d'Othman, fils d'Ertogroul, et de son fils, Ourkan, purent poursuivre tranquillement leur œuvre, prenant, après Brousse (1326), Nicée, l'ancienne capitale des Seldschoukides (1329), et plus tard Nicomédie (1337). Le reste, isolé, perdait ainsi toute valeur. Mais, malgré les liens qui rattachaient les Paléologues au monde latin de l'Occident, Michel, fils d'Andronic II, ayant épousé la fille même de l'empereur Bau-

doin [1], il n'y eut, du côté de la chevalerie française, qui avait pensé à soutenir les prétentions de Charles de Valois, aucun mouvement en faveur d'un Empire aux offres et aux assurances duquel on ne se fiait pas.

Une intervention en Orient grec et turc était possible seulement lorsque les progrès des musulmans intéressaient l'expansion des villes italiennes dans le Levant et surtout celle de Gênes, beaucoup plus active dans ces parages de Péra, en face de Constantinople, à Caffa, sur la côte septentrionale de la Mer Noire, en domaine tatar, dans l'ancienne « Gazarie » (pays des Khazares) ou Gothie.

Des citoyens de Gênes, les Zaccaria, s'étaient établis, pour l'exploitation de l'alun, à Phocée. Des intérêts de commerce avaient été créés à Smyrne. On pensait à la conquête de Chio, à celle de Ténédos ensuite. Les Turcs ottomans ne gênaient pas par leur avance aux dépens de l'Empire, ami, des Paléologues ; il en était autrement pour les gens d'Aïdin, des navigateurs et des pirates insolents. La question de cette action malfaisante des corsaires dans le bassin oriental de la Méditerranée se posa donc pour la République dès environ 1330.

Mais, pour les combattre, il fallait d'autres guerriers que l'équipage des galères de Gênes. Avec un idéal de croisade dans n'importe quelle direction, on pouvait mettre en mouvement, pour une effervescence passagère, mais nerveuse, tous ces chevaliers désœuvrés pour lesquels on ne pouvait pas organiser chaque année une poussée contre Grenade ou un voyage à Rome en faveur de tel camarade couronné, comme Jean et Charles de Bohême.

En 1334, une ligue de croisade avait été conclue, comprenant tous les héritiers de la mission chrétienne contre

[1] Le fils d'Yolande de Montferrat et d'Andronic II règnera en Italie dans l'héritage de sa mère, demandant l'appui de l'Eglise (Omont, dans la « Bibliothèque de l'Ecole des Chartes », LXVII, année 1906, p. 587) ; son frère Démètre restera aussi en Italie. Andronic III épouse Irène de Brunswick.

les Infidèles. Mais dès cette même année, Edouard III, roi d'Angleterre, fils d'Isabelle et petit-fils de Philippe-le-Bel, se présentait en candidat au trône de France, occupé par Philippe de Valois avec moins de droit, et il se cherchait des alliés dans le monde germanique, dans les villes de Flandre en pleine prospérité, avides d'indépendance, et, à Avignon même, auprès de Benoît XII.

Pendant une trentaine d'années, il n'y avait eu pour le royaume anglais qu'une seule question, celle d'Ecosse. Edouard Ier avait commencé, oubliant son vœu de croisade, la lutte vaine pour la possession du royaume voisin. Donc pour une œuvre de concentration, d'unité pareille à celle que dès Philippe-Auguste les rois de France, qui, sous les fils de Philippe-le-Bel, s'étaient saisis momentanément aussi de la Navarre, avec l'héritage français de la Maison de Champagne, accomplissaient en France.

On arriva, dès le début, grâce à la querelle entre Jean Balliol et Robert Bruce, à imposer à l'Etat indépendant, formé et soutenu par la réunion des clans, une reconnaissance de suzeraineté (1291). Installé comme vassal, le roi Jean se cherchera cependant un appui chez le roi de France, pendant le conflit de 1292 pour l'Aquitaine. Quelques années plus tard, les Ecossais ayant été vaincus, Edouard se saisit de leur roi, qu'il enferma à Londres, et retint la couronne. Pour leur faire soutenir cette guerre, la Couronne fit à ses vassaux et à ses villes d'Angleterre, dès 1295, certaines concessions : c'est seulement sous ce règne que les privilèges accordés par Henri III, sous la pression de la révolte victorieuse, au Parlement, deviennent une réalité ; presque chaque année il y a une réunion des trois Etats du royaume, avec une très forte participation des bourgeois. Lorsque, plus tard, Edouard II chercha à revenir au système des favoris, qui avait compromis son grand-père, les barons firent tomber, après un procès en toute forme, la tête de Pierre de Gaveston. Mais ce sont plutôt des Etats-Généraux extra-

ordinaires lorsqu'il s'agit de prendre une décision politique, importante, comme en 1327, date à laquelle Edouard II fut solennellement déposé par le Parlement [1].

Mais, en même temps, le vainqueur des Ecossais, un peu gêné par le résultat de sa victoire même, l'envahisseur du territoire encore libre des Gallois (Wales), entend être un vrai monarque et donner à son royaume un système analogue à celui que la France, par ses « enquesteurs » royaux, par ses grands et petits « plaids » ou jours, dans lesquels on juge d'après les « établissements », qui sont des « coutumes », mais aussi des « édits » [2], pareils à ceux que la France possède dès le règne de Louis IX. Il a auprès de lui des « légistes » nationaux comme ce Robert Brunell, qui continue la tradition du grand codificateur qui avait été Robert de Bracton, mais aussi des Italiens propagateurs du droit romain d'après la doctrine de Bologne, comme Francesco Accursio. Il appelle presque tous les procès devant le tribunal (dès 1274-1278), ainsi que l'avait fait le roi de France par ses mesures concernant les « asseurements » et, avant lui, Frédéric II, que tous imitent de fait. Les immunités, abusives souvent, sont contrôlées et strictement définies. Toute action de droit qui peut arracher à la couronne un « tenant en chef » est interdite. Créer des vassaux est interdit, mais on favorise l'exploitation rationnelle des terres, et une nouvelle ère économique commence ainsi pour l'Angleterre.

Elle se rattache étroitement au développement des Flamands. Et les Flamands eux-mêmes, reliés par les intérêts à Londres et aux Cinq Ports, qui appartiennent plutôt au système continental de commerce, doivent leur essor à toute une vie commerciale qui, après l'expansion germanique sur les bords de la Baltique, a éclos dans les

[1] Cf. Brodnitz, ouvr. cité, et sir Courtenay Ilbert, *Parliament, his history, constitution and practice*, Londres, s. a.

[2] « Le roi » — est-il dit dans la Coutume du Beauvoisis — « peut faire tel établissement comme il lui plaît pour le commun profit. »

anciens et dans les nouveaux ports de cette mer dirigée vers la Scandinavie et les plaines russes. Lubeck, Brême, Hambourg, Wisby, dans son île, sont les alliés naturels de Bruges, de Gand, et en même temps elles ramènent dans le courant de l'histoire générale ces royaumes du Nord dont le développement est resté pendant longtemps absolument isolé. Les institutions qu'on appelle hanséatiques se relient à l'activité des villes de Flandres et d'Angleterre, ces dernières s'associant les nobles, comme l'ont fait les villes lombardes depuis deux siècles. Et, le long du Rhin, les cités, modelées à la façon de l'Italie par les continuels échanges, profitent de la décadence de l'Empire, de l'impuissance même des princes, bientôt hiérarchisés par la Bulle d'or de Charles IV, pour suivre cette même direction : au moment où l'empereur sans biographe est réduit à tenter lui-même l'histoire de son règne, les chroniqueurs de cités, en langue vulgaire, apparaissent en Allemagne.

Il faut se rendre compte de tous ces changements profonds, du lien que créent entre l'Angleterre et la Flandre les haines anglaises pour comprendre les origines de la guerre entre les deux royaumes, de si anciens et si intimes rapports, qui dura, sous différentes formes, presqu'un siècle, conduisant à une autre époque de l'histoire.

Déjà Edouard I[er] avait voulu faire épouser à son fils la fille de Guy de Dampierre, l'héritière des Flandres. Si la politique de Philippe-le-Bel unit à Edouard II la femme de mœurs terribles que fut Isabelle de France, la compagne du troisième Edouard fut Isabelle de Hainaut. Contre Edouard II, l'Ecosse a énergiquement maintenu son indépendance. Il faudra, dans l'avance fatale de la puissance de l'Angleterre, consolidée par le premier Edouard, se tourner d'un autre côté. Isabelle avait pu disposer, à un certain moment, pour punir ses ennemis anglais, de toute une armée de chevaliers français, le comte de Hainaut en tête. Il n'y a pas de frontière natio-

nale entre ces deux pays, employant la même langue, cultivant la même littérature, ayant des institutions qui évoluent presque dans le même sens. A une époque où le Luxembourg se réunit à la Bohême, l'Autriche à la Suisse, la Bavière au Brandebourg, l'idée d'une réunion plus naturelle se présente d'elle-même. Louis VIII fut sur le point d'être roi d'Angleterre, en attendant la succession de la couronne française, un siècle auparavant, par le seul fait qu'il avait été appelé par les barons révoltés contre Jean-sans-Terre ; pourquoi le fils d'Isabelle de France n'aurait-il pas l'héritage de son grand-père Philippe-le-Bel, quoi qu'en dise la prétendue « loi salique », qui n'écarte, du reste, de la succession que la femme se présentant elle-même et pas aussi sa descendance masculine ?

Des alliés l'attendent de l'autre côté du détroit : Jean de Montfort, frère et héritier du duc de Bretagne, dont les droits sont contestés par Charles de Blois, neveu, par sa mère, du roi de France, Robert d'Artois, en querelle avec sa parente, la comtesse de Brabant, soutenue par le même roi, Charles le Mauvais, roi de Navarre, comte de Champagne, de Brie, d'Angoulême, qui se rappelle trop que sa mère est la fille et devait être l'héritière de Louis le Hutin. Si la France a une chevalerie prête à donner dans tout conflit pour son propre plaisir à elle, une armée anglaise s'est formée tout récemment, comprenant les gens des communes aussi, pareils à ceux des Flandres, et même des paysans qui, depuis un siècle combattent à côté des chevaliers et auxquels l'achat continuel de terres libres crée une situation de liberté.

En 1337, Edouard III, qui a oublié le serment de vassalité prêté à Philippe quelques années auparavant, se considère et s'intitule roi de France ; le duc de Brabant sera son vicaire pour la Flandre. Des troupes anglaises débarquent, essayant de se saisir de Cambrai. Une guerre lente à laquelle le roi de France ne peut opposer que la partie de la chevalerie française qui préfère sa bannière à celle

du fils d'Isabelle. Son adversaire a une flotte, contre laquelle Philippe, soutenu aussi, personnellement, par le comte de Savoie, mais nullement par l'Angevin Robert, ne peut envoyer que ces quelques vaisseaux génois qui se font battre à l'Ecluse (Sluys), en juin 1340, ce qui amène bientôt la conclusion d'une trêve. Car Edouard lui-même n'a pas de forces lui permettant une marche sur Paris.

Le grand événement en Occident fut plutôt, pour cette année 1340, la victoire remportée, au Rio-Salado, contre les Maures de Grenade, soutenus par les Marocains, par Alphonse XI de Castille. Le long siège d'Algésiras par ces croisés d'Espagne, Castillans, même Portugais, ne reste pas sans écho. La croisade était encore bien vivante, et ses défenseurs considéraient la guerre qui avait éclaté en Occident entre les chefs naturels du futur « passage » comme un crime contre les intérêts de cette chrétienté, qui, même en carence d'Empire, était encore, avec les projets de concile général et de réformes, la principale réalité pour les hommes de ce temps.

Sans enthousiasme, sans participation étrangère, cette guerre reprend en 1342. Edouard III avait en personne tâté le terrain du côté de Rennes et de Nantes ; mais il n'a pas à faire avec le roi de France, bien que Robert d'Artois, qui y mourra, l'accompagne ; il apparaît seulement pour imposer le duc de Bretagne, Jean. La défaite navale de 1340 n'a atteint, du reste, nullement le prestige de cette chevalerie française, la première du monde, qui continue à essaimer de tout côté.

Elle accompagne Gautier de Brienne, descendant du roi de Jérusalem, du vicaire impérial de Constantinople, qui, lui-même, duc d'Athènes, battu dans son héritage (1331) par les Catalans, prend Florence en vrai monarque, inexorable contre ses ennemis. Un Français, le fils de Catherine de Valois, s'intitulait l'empereur Robert de Constantinople et il avait la possession effective d'une partie de la principauté d'Achaïe, qui avait passé, par le

mariage forcé de la veuve de Louis de Bourgogne, à Jean de Gravina [1]. Son frère, Philippe de Tarente, maintiendra les droits de la famille, qui s'alliera avec les Lusignan de Chypre, dont l'un porte le titre de prince de Galilée. Si Robert de Naples disparaît en 1343, laissant pour héritière une enfant de dix-sept ans, Jeanne, ce qui brise tout l'élan de domination italienne de cette forte lignée des Angevins, en Hongrie a commencé déjà son règne Louis de Hongrie, fils de Charobert, et ce sera un grand roi, un prince de croisade, un chevalier français sur les marches de l'Orient, suivant en même temps les traditions des Arpadiens en Dalmatie et essayant, pour venger son frère assassiné, André, mari de Jeanne, la conquête de Naples et même, par l'apparition de sa mère, acclamée à Rome, la résurrection du rêve de l'Italie unifiée sous cette dynastie française. Dès le début de son règne, il prend part à la guerre de son oncle, le Polonais Casimir, contre Jean de Bohême qui a pénétré jusque dans Cracovie, et il commence, du côté des Carpathes, une guerre contre les Infidèles.

En même temps, en 1344, l'énergique pape français qui est Clément VI, protecteur de cette Arménie de Léon et de Constantin, qui est, dès le XIII[e] siècle, dans ses établissements à la façon de la Terre Sainte, dans sa langue de Cour, dans sa littérature nationale même, de trouvères, un pays français, en attendant un roi de la famille de Lusignan [2], Guy, arrive à mettre ensemble une expédition croisée contre Oumour de Smyrne. Les Génois de Chio, les Zaccaria, les Vénitiens du Négrepont et du duché de l'Archipel contribuèrent au succès de l'entreprise, à laquelle participe l'Ordre français de Rhodes, les Hospitaliers, auxquels fut confiée cette éphémère conquête. De nouveau des légendes pénétrèrent en Occident sur les chevaliers miraculeux paraissant au milieu de la bataille

[1] Miller, dans la *Cambridge Medieval History*, IV, p. 449 et suiv.
[2] Voy. notre article *Latins et Grecs d'Orient et l'établissement des Turcs en Europe*, dans la *Byzantinische Zeitschrift*, XV, p. 173 et suiv.

pour assurer la victoire aux croyants. C'est aussi le moment où la découverte des Canaries, des « Iles Fortunées », par des aventuriers d'Espagne, ouvre des perspectives encore plus brillantes à l'esprit de l'initiative effrénée, qui de plus en plus saisit, pour un dernier et splendide reflet, le monde médiéval.

A Constantinople même, où, après un long conflit avec son père, vient de mourir Andronic III (1341), la régence pour son fils, Jean V, est confiée à l'impératrice veuve, Anne de Savoie, et les Italiens auront un rôle décisif dans le conflit qui éclatera entre les « latinophrones » autour de la régente et les byzantinisants qui soutiennent Jean Cantacuzène, d'abord régent, puis usurpateur sous le nom de Jean VI. Andronic II avait épousé Anne de Hongrie et Irène de Montferrat. Déjà une Espagnole avait été la femme de l'empereur Andronic III. Une Arménienne de mœurs latines était entrée dans la famille impériale. Une Paléologue avait été mariée dans la Maison de Montferrat. Les princesses allemandes ne manquaient pas non plus à Constantinople. L'Empire latin de Constantinople n'est plus nécessaire, parce que, sous un demi-latin, il est dans Constantinople elle-même.

Avec le quasi-Français Charles IV, qui fera de sa capitale de Prague, avec des maîtres de France, architectes et peintres, mêlés à quelques Allemands, une ville française et imitera l'Université de Paris dans son école supérieure de Bohême, cette même chevalerie, qui ne connaît pas de limite à son expansion, mais aussi aucune autorité au-dessus d'elle-même, aucun but supérieur à ses caprices, occupe le trône germanique. Se préparant à une œuvre impériale qui comprend aussi bien Arles, Lyon que Rome, Charles donnera une nouvelle forme à cette manifestation de vitalité envahissante.

Ces attaches sont bientôt visibles, par une solidarité militaire. En été de l'année 1346 Edouard ne cherche pas à trancher son débat avec Philippe de Valois par un

grand effort militaire. Il s'est borné à ravager le pays royal jusque dans les environs de la capitale. Surpris à son retour, il doit livrer bataille en Picardie, à Crécy (26 août). A côté de Philippe, il n'y a que des chevaliers et deux anciens amis et alliés, les princes de Luxembourg, le vieux roi aveugle et son fils, le roi à peine élu des Romains, qui se sent encore attaché à la dynastie française. Ce fut un désastre : Jean y trouva sa mort. Peu de temps après, Édouard restant en France, la reine, de son côté, bat les Ecossais à Nevil's Cross.

En 1347, la guerre de Bretagne, obscure, est terminée au profit des Anglais : Jean de Montfort s'installe en vassal de son roi de France ; l'autre, Philippe, ne fera rien pour l'en déloger. Mais Edouard s'arrête là : du côté de la France royale, il ne fait rien autre chose que s'assurer pour sa flotte de la possession de Calais, si naturellement liée au mouvement des ports anglais qu'elle restera réunie à la couronne d'Angleterre pendant deux cents ans.

L'intervention du pape amène de nouveau la conclusion d'une trêve, sans que le motif indiqué pour commencer cette guerre eût disparu. Il y a deux rois de France, dont l'un ne peut pas déloger l'autre, et celui-ci n'a pas le moyen de faire quitter au premier ses prétentions. Des Etats-Généraux ont été tenus séparément pour les deux moitiés du royaume, à Paris et à Toulouse, mais le seul but est de faire accepter par les différents ordres la nouvelle charge fiscale permanente, de la gabelle, qui s'ajoute aux aides féodales. Il n'y a pas le moindre signe qu'on eût conçu ce qui se passait comme une guerre de défense nationale ; on n'observe pas même cet instinct qui dans le haut moyen-âge réunissait les feudataires pour affronter une invasion germanique. Celui qui a donné l'histoire plus circonstanciée que précise de ces événements, Froissart, sera Français de langue, mais en fait de direction politique, relié aussi bien à son pays d'origine qu'au royaume voisin, où il a une charge auprès de la reine.

Pendant qu'une partie de ces chevaliers inlassables se fait tuer ainsi en Picardie, d'autres accompagnent en Orient le dauphin du Viennois, Humbert, qui s'est défait de ses Etats au profit du roi de France et qui s'en va chercher en Orient, à Chio ou ailleurs, de nouvelles possessions. Son insuccès, fatal, car les Génois maintiennent leur hégémonie dans ces eaux, ne servira pas à empêcher d'autres entreprises semblables. Le roi de Majorque a vendu lui aussi au roi battu à Crécy, sans que son prestige en soit diminué, la seigneurie de Montpellier, et il promet à l'Eglise de mettre en branle une nouvelle expédition orientale.

L'attention se dirige aussi vers les choses d'Italie. Le roi Philippe transmet sans aucun empêchement le pouvoir à son fils Jean V, guère disposé à chercher dans des luttes avec son rival anglais un jugement de Dieu sur la légitimité de sa domination. Le nouveau roi jouira de six ans de paix. Pendant ce temps, Louis de Hongrie livre bataille, dans deux campagnes, à ses ennemis italiens, aux détenteurs de ce qu'il considère comme son héritage ; il s'attaque à la Dalmatie, où Zara est rebelle contre Venise, et bientôt il a la satisfaction de voir les Vénitiens aux prises non seulement avec les Génois, mais aussi avec les Catalans en plein essor.

Le commerce de la Mer Noire, la rivalité entre Caffa la génoise et la vénitienne Tana, aux embouchures du Don, amena le conflit longtemps attendu et préparé. Sous les murs de Péra, les Vénitiens furent complètement battus, et Jean Cantacuzène, établi à Constantinople, qui aurait bien désiré se défaire de la tutelle des Génois, assiste à leur victoire. L'année suivante, cependant, en août 1353, ce fut Nicolas Pisani qui défit, à la hauteur de Cagliari, la flotte du victorieux Paganino Doria.

Gênes cherche alors un appui auprès du puissant vainqueur qui dominait Milan et toute l'Italie septentrionale, l'archevêque Jean Visconti, qui offrit une médiation inutile. La revanche génoise pénètre jusqu'au fond des lagunes, mais Doria fut ensuite poursuivi par les galères

de Pisani jusqu'à l'île de Sapienza, où une surprise heureuse de son adversaire amena la défaite de ceux qui croyaient déjà avoir gagné la partie (novembre 1350). Quelques mois plus tard, Cantacuzène, l'ennemi des Génois, était remplacé à Constantinople par son ancien pupille, Jean V, et il cherchait un dernier et sûr asile, que ne devait jamais quitter l'impérial moine Joseph, dans la communauté de l'Athos, propice aux prières et aux souvenirs : de ses fils, l'un, Mathieu, préfère combattre contre la fatalité qui atteignit sa Maison, l'autre végète discrètement dans son fief de Morée. Le sort devait favoriser encore plus le Paléologue, médiocre, mais patient. Dès 1352, Louis de Hongrie avait abandonné ses projets italiens, mais, revenu dans son royaume, il dut constater l'impossibilité de poursuivre ses projets en Orient. La Bulgarie restait, il est vrai, ouverte à une invasion. Georges II Tertérii avait pénétré jusqu'à Philippopolis, mais son successeur Voïslav mourut comme despote byzantin. Le nouveau Tzar, de la lignée des Sichmanides de Vidin, pouvait être plus dangereux, mais en 1330 il était complètement vaincu par son voisin serbe, dont la puissance devenait également menaçante pour Venise, pour la Hongrie, pour Byzance, paraissant annoncer, au moment où la France monarchique, ouverte aux revendications des Etats, qui entendent vendre leur concours, perd en grande partie l'héritage, une nouvelle et forte monarchie d'Orient.

Depuis longtemps, les Serbes en plein développement avaient des rapports étroits avec cette Bulgarie décadente. Les Sichmanides descendaient de la fille d'un despote serbe, et le vainqueur de Velboujd (Constantia, Kustendil) en 1330, Etienne Detschanski avait été le parent du vaincu, Michel ayant épousé d'abord la princesse serbe, Anne. Aussi pouvait-il se considérer chef naturel des Slaves balcaniques. Comme, d'un autre côté, plusieurs mariages avaient introduit des princesses byzan-

tines dans la Maison des Sichmanides (Etienne III avait épousé la princesse Simonide), comme l'ancienne vie patriarcale à cette Cour serbe avait été remplacée par toute une hiérarchie de fonctionnaires et de dignitaires, comme la pourpre et la couronne ornaient maintenant la dynastie de Rascie, le fils d'Etienne III Detschanski, Etienne Douchane, dont la mère était une Bulgare de la principauté du Pont-Euxin et la femme une sœur du nouveau Tzar de Bulgarie, Hélène, Detschanski pouvait se présenter comme l'héritier de la puissance romaine elle-même.

Si les Impériaux employèrent la défaite des Bulgares pour reprendre momentanément contre le jeune Tzar Alexandre, neveu de Michel [1], Philippopolis et les villes qui appartenaient à l'héritage maternel de Douchane, Anchialos, Mésembrie, Douchane, qui avait aussitôt écarté son père, put se rendre facilement maître des nids macédoniens d'Edessa, de Berrhoé, de Mélénic. Avant d'avoir pris Salonique, ce possesseur du rivage slave de l'Adriatique, qui faisait frapper des monnaies à inscription latine pour les villes de l'ancienne Dioclée, et qui avait sollicité de Venise la faveur d'être inscrit parmi ses citoyens, se mêlant de la longue querelle entre Jean V et Jean VI, ce législateur à sa façon en arrive à s'intituler empereur pour les siens, aussi bien que pour les Rhomées grecs, pour les Romains. Un patriarche, à Petsch, s'érige en face de celui de Constantinople. Offrant sa fille à un fils d'Ourkhan, lui-même époux, sur ses vieux jours, d'une fille de Cantacuzène et ayant pour bru la fille de Jean V, il étendait déjà la main sur la couronne réelle de Constantinople, lorsque la mort le prit à Diavoli (le 20 décembre 1355) : il laissait un héritage étendu et glorieux à être disputé entre son fils Ouroche et son frère Siméon, sans compter les autres.

Le moment était favorable pour une intervention en Orient, au service de cette propagande latine que rêvait

[1] Son fils Michel épouse Marie, fille d'Andronic II.

alors un saint d'origine française, l'évêque de Patti et de Lipari, ensuite patriarche latin de Constantinople et légat de croisade, Pierre Thomas. Mais ce qui préoccupait le plus la Papauté d'Avignon, c'était l'état du patrimoine italien, auquel Jean Visconti et ses terribles frères venaient d'arracher Bologne et contre lequel se levait la doctrine et la popularité d'un nouvel Arnaud de Brescia, Cola de Rienzi, qui, il est vrai, bientôt réconcilié avec l'Eglise, se fit massacrer par ses partisans [1]. L'empereur était très heureux de se voir tolérer un voyage romain en 1354, et il déclarait bien humblement renoncer à toutes les prétentions italiennes de ses antécesseurs ; il est pressé de revenir pour proclamer les principes constitutionnels de la Bulle d'or. Venise, menacée par un soulèvement des classes populaires, qui avaient trouvé un chef dans le doge lui-même Marino Faliero, procède impitoyablement à l'exécution du coupable entre les deux colonnes de la place de Saint-Marc, et Gênes, malgré ses victoires, était entrée dans le courant qui menait vers les tyrans les vieilles libertés italiennes.

Dès 1356, la Castille entre en guerre, et pour longtemps, avec l'Aragon. Et enfin, si Edouard III paraît lassé de cette guerre contre la France qui lui impose tant de concessions à ses sujets, réunis fréquemment en Parlements, son fils, Edouard, dit le « Prince Noir », paraît vouloir se tailler des possessions en France : près de Poitiers, en septembre 1356, il brise complètement, avec les bandes de toute nation dont il a fait une armée cohérente, la résistance du « bon » chevalier qu'est le roi Jean, devenu prisonnier du vainqueur. Il signera, le 8 mai 1360, cette paix de Brétigny, qui cédait aux Anglais non seulement Calais, Boulogne, Guines, mais aussi la Guyenne, depuis longtemps réclamée, le Poitou, où s'était livré la bataille, le Quercy, le Rouergue, le Périgord, l'Agenois, l'Angoumois, la Saintonge.

[1] Sa vie en italien paraît tout aussi bien que la Chronique de Florence, par Dino Compagni, si individualiste à une époque de pensée « typique », être un faux.

Avec cette convention, le premier caractère de la guerre est écarté. Il n'y a plus le conflit entre deux membres de la même dynastie, se disputant la possession du même Etat. La royauté anglaise laisse tomber pour longtemps ses prétentions à la couronne de France, qui fera partie seulement de la titulature de chancellerie. De son côté, on revient à cette politique de territoires, à cette doctrine de réalisme qui a été pendant longtemps la ligne de conduite des rois de France même.

Avec un roi prisonnier et un dauphin sans autorité et sans expérience, mal jugé au début d'après son apparence malingre et son manque évident de toute espèce de talents, il n'est pas étonnant de voir que les communes, les classes rurales se sentent saisies par un mouvement qui les pousse aux violences, aux revendications passionnées. Paris appartient pendant des mois au prévôt des marchands, Etienne Marcel, à l'évêque de Laon, Robert le Coq, aux agents de Charles le Navarrais, qui croit l'heure déjà venue pour prendre un héritage qui est selon lui la couronne. Des Etats-Généraux ont demandé dès 1355 des réformes fiscales avec un Comité de contrôle ; ceux de 1357, qui se sont convoqués d'eux-mêmes, font mine de gouverner ; il faudra les renvoyer à Compiègne pour que leur zèle s'apaise. Il y aura des conseillers tués sous les yeux d'un jeune prince sans pouvoir. Des bandes de paysans, les Jacques, brûlent les châteaux, et, à côté, les grandes compagnies, qui se louent au plus offrant, vivent au dépens d'un pays sans défense.

Pendant ce temps, l'avance turque se poursuivait. De simples soudoyers appartenant à la bande d'Oumour, qui fit même, comme adhérent de Jean VI, son apparition en Europe, ou à celle d'Othman, dont le fils Khalil fut reçu en gendre impérial, avec tous les honneurs du protocole, ils étaient devenus les hôtes permanents dans leur camp en terre byzantine. La colonie de Gallipoli représentait l'établissement de toute une peuplade. Ceci rentrait, du reste, depuis des siècles dans le système de l'Empire, habitué à amalgamer pour détruire ou pour pacifier. Fré-

déric II l'avait employé lui aussi à l'égard de ses fidèles sarrasins de Lucera, qui cependant n'étaient pas l'avant-garde de tout un exode, comme ce fut le cas pour les Ottomans. On vit bien le résultat de cette admission imprudente lorsqu'après le tremblement de terre de 1354, les gens d'Ourkhan pénétrèrent à l'intérieur de Gallipolis démantelée. Sous la conduite du nouvel émir Mourad, les Turcs, que Jean V ne pouvait pas tenir en laisse, s'étendirent sur des places tout aussi importantes, comme Démotika, Tzouroulon, leur Tschorlou, et Koum-Bourgas. Les grands chemins de commerce vers l'Orient et vers le Nord, vers l'Adriatique, où la mort de Douchane leur offrait la possibilité de pénétrer facilement au milieu des petites querelles de vallées, et vers le Danube, où le Tzarat d'Alexandre se brisa, bientôt après sa disparition (1365), en principauté impériale de Vidin sous Sratschimir, en « empire » de Trnovo, sous Sichman, et en domination de Dobrotitsch, chef de grande compagnie balcanique, dans la Scythie Mineure, jusqu'à Varna, ces régents slaves étaient dominés par les hardis routiers d'Asie. Bientôt, les Ottomans purent s'établir à Andrinople, devenue leur principale capitale et le centre de leurs entreprises.

Il y avait ainsi dans les Balcans une nouvelle chevalerie, à côté de celle des Français, des Catalans, des Serbes mêmes influencés par la façon de vivre des Occidentaux. Mais des fiefs étaient attribués aux spahis, qui étaient les possesseurs de timars militaires, comme les anciennes attributions de territoires aux défenseurs de Byzance ; les turcopoules avaient des correspondants dans les fils de chrétiens, amenés à l'Islam, qui formaient l'infanterie sûre, inébranlable, des janissaires, prêts à mourir pour leur « père » l'émir. Les « bannerets » turcs des sandschaks gouvernaient de vraies provinces. Cependant, à travers cette anarchie chevaleresque, il y avait une monarchie qui se préparait, voire même un Empire, *un autre* Empire.

De ce côté s'ouvrait un large champ de croisade pour les entreprises de la chevalerie occidentale que la paix de Brétigny et le traité de 1365, réglant la situation de la Bretagne et des fiefs navarrais, avaient laissée libre pour d'autres aventures que celles sous les drapeaux, rivaux, du Prince Noir et de Jean-le-Bon. Car de fait ce sera pendant une dizaine d'années la croisade avec ses espoirs, ses efforts et ses désillusions qui dominera les esprits et imprimera son caractère à la vie de l'Occident.

Le royaume de Chypre s'était fortement consolidé par un double apport qui montre quels sont à cette époque les facteurs déterminants de l'histoire. D'un côté, les chevaliers affluent sous les étendards de récupération chrétienne des rois de la lignée entreprenante des Lusignan, qui n'ont jamais abandonné leurs droits à la couronne de Jérusalem. Ils vivent d'après les normes fixées dans les Assises, restant cependant, non pas dans des châteaux leur appartenant en propre, mais à Nicosie-Leucosie, autour de la personne royale, prêts à se jeter sur la proie musulmane qu'on leur indiquera ; ils ont des fiefs dans ce beau pays sur lequel flotte la plus douce légende divine de l'antiquité, mais dépendant tous au même degré d'un souverain qui est capitaine général de croisade, avec ou sans la désignation et le concours du pape. D'autre part, la situation de l'île, à proximité des côtes de l'Asie, en face de la baie de Satalie, propice à la navigation, attire des marchands de tous les pays, des Vénitiens, des Catalans, mais surtout des Génois, se servant tous des indigènes grecs comme médiateurs dans les ports de Cérines et de Limassol, mais surtout dans la magnifique cité maritime de Famagouste, l'Amochostos des Grecs, dont la grande prospérité dépasse bientôt l'importance qu'avait eue Acre devenue musulmane.

Un essor conquérant de ce camp permanent chrétien, de cette fondation latine en face de la Terre Sainte perdue, mais non sans espoir, qui s'allie de lui-même à l'activité des Hospitaliers de Rhodes, d'une formidable

fortification, sans cesse agrandie et consolidée, de ces chevaliers qui étaient de fait plutôt des pirates, mais pouvaient devenir à chaque moment l'armature d'une croisade, était immanquable. La propagande d'un Pierre Thomas, du cadet picard, infatigable à susciter le mouvement libérateur pour Jérusalem, Philippe de Mézières, presse le déclenchement de la guerre sainte des Lusignan. Elle commence déjà contre les émirs de l'Anatolie, sous un prince plutôt paisible, Hugues IV. Son fils, Pierre, époux d'Eléonore d'Aragon, fera de la récupération l'idéal même de sa vie agitée [1].

Lorsque les Arméniens, qui ont acclamé comme leur chef Guy de Lusignan, se montrent incapables de défendre leurs derniers nids de rochers, le jeune roi de Chypre se présente comme leur protecteur et il pose cette troisième couronne latine sur sa tête d'enthousiaste et de rêveur. Un débarquement à Gorigos, l'ancienne Korykos grecque, le Courq des chevaliers, devait inaugurer, en 1359, toute une œuvre de délivrance. Dans Satalie, conquise sur un émir en 1361, la chrétienté occidentale pouvait voir un point de départ pour la reprise de cette Anatolie où les Ottomans, maîtres d'Angora aussi, avaient déjà commencé, sans avoir encore des vaisseaux à eux, l'œuvre de concentration musulmane. Les Grecs aussi pouvaient s'enflammer pour cette guerre de revanche lorsque les chevaliers de Chypre parurent à Myrrhe, la ville du bon Saint-Nicolas.

L'Occident jouissait d'une paix parfaite, le roi Jean étant revenu d'Angleterre sans que son prestige eût souffert d'une captivité qui n'était pas sans « déduits » et consolations, pour distribuer des provinces à ses fils, devenus duc d'Anjou, de Berri, de Bourgogne, lorsque le conquérant de Satalie parut à Avignon pour prendre sur lui, possesseur d'un territoire dûment organisé, cette tâche que n'osait pas s'attribuer un empereur, couronné à Milan, à Rome, bientôt à Arles aussi, mais qui n'avait

[1] Notre *Philippe de Mézières et la croisade au XVI^e siècle*, Paris, 1896.

que le prestige de son nom. Pierre Ier arriva à imposer la croix de Jérusalem à Jean qui, revenu à Londres comme prisonnier à la place de son fils, le duc d'Anjou, ne pensait guère que sa querelle avec son voisin d'Angleterre pourrait jamais reprendre : si sa mort, arrivée peu après en captivité, n'avait pas coupé court à ces projets, peut-être aurait-on vu en Orient des exploits plus importants que ceux qui pouvaient être accomplis par ce ramassis de chevaliers accourus aussitôt sous le commandement du vaillant roi lointain, créé capitaine général du « passage ».

Pierre passa à travers l'Allemagne pour inviter ce roi de Hongrie qui avait hérité lui-même de la mission de croisade et qui soutenait dans le pays roumain de Valachie, formé sur des bases territoriales et nationales à Argeș, dans cette vallée des Carpathes où on a découvert les restes des anciens princes vêtus de pourpre et recouverts d'or, aussi bien que du côté de Vidin, les efforts de l'Eglise catholique, franciscaine et dominicaine ensemble, dans l'œuvre de latinisation. Le roi de Chypre visita la royauté polonaise de Casimir-le-Grand, combattant, avec son neveu, cet Angevin Louis, contre la « païennie » des Lithuaniens et des Tatars, et créateur par l'établissement d'Allemands, d'Arméniens à Cracovie, vieil héritage polonais, et à Léopol (Lwów, Lemberg), pris aux princes russes en décadence, d'une nouvelle voie de commerce, royauté qui était elle aussi de création apostolique et en fonction de croisade. Cracovie, toute italienne à cette époque où s'élèvent les tours de ces églises appartenant aux nouveaux ordres propagandistes, reçut solennellement en même temps Louis et Pierre, unis par les mêmes préoccupations, que cependant chacun devait suivre de son côté, dans son rayon à lui, sans cette action générale de croisade dont rêvaient les initiateurs du mouvement.

Ce fut probablement en France que fut suggérée au roi de Chypre l'idée, absolument erronée, d'abandonner sa base de Satalie pour renouveler l'aventure d'André de Hongrie et de Saint-Louis en Egypte. On lui avait dit

qu'un coup énergique porté contre le principal port du Soudan mamelouk, guère disposé à renouveler les gestes de Saladin et de Bibars, pourrait amener la cession de la ville sainte. De fait, Alexandrie fut prise en octobre 1365, mais les forces dont disposait, en dehors de ses propres vassaux, le roi conquérant n'étaient guère disposées à soutenir, le lendemain d'un immense pillage, les risques d'un siège. Et puis, il y avait les républiques italiennes qui, se rendant compte des difficultés de l'entreprise, préférèrent attendre le retour de l'ordre normal par les Sarrasins. La ville fut abandonnée, et, lorsque Pierre, que devaient tuer ses propres barons, harassés par son envie de conquêtes et sa soif de gloire, — Guillaume de Machaut chante ses équipées, — se tourna vers la Syrie, vers Beyrouth, vers Tripoli même, qui vit les étendards de la croix, vers Tortose, Laodicée ou la Liche et Jaffa, l'heure des succès profitables et sérieux avait passé. La domination chypriote en Syrie fut aussi éphémère que l'influence de Louis, l'autre capitaine de croisade, en Valachie, où fut écrasé un voévode de Transylvanie, en Moldavie, où, après l'oppression des Tatars, le fils de son lieutenant Dragoș, Sasul, fut écarté par un autre « chevalier » roumain du Maramoros, Bogdan, qui entendait être à Baïa, sur la Moldova (dont Moldavie), prince indépendant, à côté de celui d'Argeș, puis en Bulgarie, où un Banat de Vidin, envahi, au nom d'une autre idée religieuse, par le prince de Valachie, l'orthodoxe Vladislas ou Vlaicu, successeur de Nicolas Alexandre et petit-fils de Basarab le libérateur, ne vécut que quelques mois.

L'œuvre même de défense contre les Turcs qui aurait pu gagner au roi de Hongrie les contingents occidentaux qu'était allé lui demander humblement le Paléologue, à Bude même, fut prise sur son compte par un autre chef de la chevalerie occidentale, en mal d'aventure, le comte Amédée de Savoie.

Parent de ces princes de Piémont, de la même lignée, qui n'avaient pas seulement acquis le titre de princes d'Achaïe, mais qui pensaient même pouvoir descendre

sur cette terre grecque où dominait au milieu des Catalans le bailli français Pierre de Saint-Exupéry, et en même temps voisin de cette Cour de Montferrat où on caressait encore les rêves byzantins, et de cet autre marquisat subalpin, de Saluces, où le jeune marquis Thomas imitera le *Roman de la Rose* dans son *Chevalier Errant*, Amédée VI, appelé couramment le comte Vert à cause de la couleur qu'il affectionnait dans les joutes, était le cousin d'Anne de Savoie, impératrice de Constantinople. Sans avoir eu de contact avec Pierre de Chypre, il reçut facilement la suggestion d'aller en proche-Orient délivrer son parent Jean V du double danger des Turcs de Gallipolis et d'Andrinople et des Bulgares établis à Mésembrie et Anchialos. Parti de son Chambéry, en 1366, il réussit, par des combats que magnifie la « Chronique de Savoie », à atteindre ce double but. L'empereur, retenu à son retour par la perfidie bulgare, avide à le rançonner, fut délivré à sa sommation. Mais, après le départ, en 1367, de ce prince qui s'attardait volontiers dans un monde des charmes, tout retourna dans l'ordre naturel.

Le Pape était cependant lui-même un zélateur de la croisade, faisant de son Avignon le centre des efforts pour la délivrance des Lieux-Saints. Ce Pierre Grimoard, Urbain V, est lui-même comme un chevalier mué en moine. Ayant suivi des yeux les coups d'épée du « bon » roi de Chypre auquel il servit des subsides de son riche trésor, car on était habile à recueillir les revenus de la chrétienté en discorde, et non sans avoir un peu patronné aussi l'immixtion du Savoyard contre les Infidèles et les Bulgares schismatiques, il eut l'idée de lancer à leur tour les Catalans. De fait, l'archevêque de Thèbes ayant été créé patriarche de Constantinople, le Saint-Siège incita à prendre part au combat contre les Turcs ottomans eux-mêmes, parus déjà dans ces parages de l'Occident balcanique appartenant en grande partie aux Latins, Roger de Lluria, vicaire d'Athènes et maréchal, dernier maréchal de la compagnie catalane. L'interdit dont avaient été atteints jadis ces sujets du roi d'Aragon fut levé et la paix impo-

sée aux Napolitains et aux Siciliens, aux Maisons d'Anjou et d'Aragon, par le mariage de Frédéric III de Sicile avec Antoinette de Baux. C'est à Thèbes que devait se réunir en 1372 un Congrès destiné à briser l'avance des Turcs. Déjà, depuis 1369, Jean V, dont certains « chevaliers », comme Jean Lascaris Kalophéros, avaient combattu sous le roi de Chypre [1], s'était présenté lui-même à Avignon pour déclarer sous signature qu'il entend maintenir les prescriptions du Congrès de Lyon sur l'Union des Eglises.

Mais, pendant cette effervescence, qui devait rester vaine, les Ottomans avaient frappé, dès l'automne de 1371, un grand coup. Malgré le déchirement de l'héritage impérial, du Danube au fond de la Thessalie, qu'avait laissé Douchane, héritage dont Ouroch, époux d'une princesse valaque, comme jadis le Bulgare Alexandre, et Siméon, signant de pourpre, continuaient à porter la charge plus que l'honneur, les princes serbes s'étaient entendus pour résister à l'envahissement de leurs rivaux musulmans. Mais l'armée qui alla chercher sur les bords de la Maritza les janissaires et les spahis du Vizir Lala-Chahine, revenu à Gallipolis, n'étaient commandées que par un usurpateur, le roi Voucachine, et un second prince auquel, comme à d'autres voisins aussi, tel Voïslav de Bulgarie, ou le seigneur de Kustendil, Byzance avait donné, avec les aigles impériaux sur les cothurnes, le titre honorifique de despote, de parent de l'empereur, Ougliécha. Ils furent totalement battus, et la place de la bataille, le village de Tschrmen, s'appelle dans la tradition turque Sirf-Sindougui, « la déroute des Serbes ».

Les képhalia, les chefs turcs, pouvaient pénétrer en Albanie, dans les pays des chefs de clans, plus ou moins slavisés ou italianisés, des Thopia (Thobie), des Doucachine, législateurs, des Zénébissi, et dans la Zenta, où les Balcha, d'origine valaque, de langue serbe, de religion grecque, mais d'attaches latines, établis à Budua, à Anti-

[1] Marie de Bourbon, veuve de Hugues de Chypre, s'intitulait, de même que Philippe de Tarente, de l'héritage de Constantinople.

vari, à Dulcigno, successeurs de Douchane sur cette côte, essayèrent vainement de leur résister sur les bords rocailleux de la Voïoussa. De cette façon, le problème ottoman rentrait dans le cercle de vision de Venise, qui avait la Dalmatie en grande partie, les îles qui bornent le littoral, et le groupe ionien, maintenant en Morée Coron et Modon, se préparant à la conquête de Navarin (Zonchio) et d'Argos, contre les Acciaiuoli de Florence, nichés dans le *ducame* d'Athènes.

Mais Venise chercha pendant longtemps à entretenir de bons rapports avec le Sultan Mourad, auquel elle prodiguait les compliments, l'intitulant « ami » de la République. Elle cherchait plutôt à dépouiller cet empereur byzantin, auquel il avait été question de prendre Constantinople elle-même par un coup de main. Jean V, qui fit mine d'offrir en 1377 ses Etats au roi de France, Charles V [1], fut forcé de céder à ces ennemis permanents de la restauration grecque l'île de Ténédos, porte d'observation en face de sa capitale. Aussitôt Gênes voulut installer en même temps un nouvel empereur, Andronic, fils de l'ancien héritier du trône, Michel, et un nouveau chef des Ottomans dans la personne du prince Saoudschi. Elle y réussit un moment, mais bientôt le vieil empereur regagna le pouvoir.

Il put assister au duel acharné entre les deux grandes Républiques, pour la possession de l'île, mais aussi pour l'hégémonie dans le Levant, pour la possession du port de Famagouste aussi, le roi Pierre II étant retenu prisonnier par les Génois. Victor Pisani remporte la victoire d'Antium, pour être battu ensuite dans les eaux de l'Istrie par Lucien Doria. Les Génois se saisirent de la grande île de Chioggia et firent mine d'attaquer Venise, que les Carrara pressaient du côté de la terre ferme. Pisani, arrêté et emprisonné, fut chargé de risquer un dernier assaut pour la délivrance de sa patrie menacée. Il fut bientôt l'assiégeant de l'ennemi, pris dans le chaos des lagunes.

[1] Νέος Ἑλληνομνήμων, année 1913, p. 248 et suiv.

Une bataille devant Chioggia amena, en juin 1380, la capitulation des vaisseaux génois.

L'Occident des chevaliers était occupé à des tueries qui ne se rattachaient plus même à des problèmes politiques. Ainsi les grandes compagnies, dont l'avidité et la turbulence décidaient de la guerre et de la paix, se mirent au service du bâtard castillan Henri de Transtamare, qui, dès 1366, attaqua son frère Pierre-le-Cruel. L'année suivante, sur cette terre d'Espagne, ceux qui sont aux prises au nom des « frères ennemis » sont les chefs de la guerre de France : le Prince Noir, d'un côté, et, de l'autre, Bertrand Du Guesclin, qui fut pris par l'héritier anglais. Délivré, le futur connétable, dont la farouche énergie soutenait les intérêts du paisible Charles V, trônant au milieu des légistes qui propageaient les principes d'impérialisme intérieur, d'un « Songe du Verger » et des lettrés, qui, comme Raoul de Presle et Nicole Oresme, traduisaient en bon français naïf et charmant les auteurs anciens, d'Aristote à Valère-Maxime, amena en 1368 la mort du roi de Castille dans la bataille de Montiel.

Ce sont ces légistes qui suggèrent au roi Charles d'abandonner la politique de tournois menant aux captivités romantiques et aux attitudes de martyre de la parfaite royauté pour reprendre la tradition de Philippe-Auguste, le vainqueur par forme de procès. Le Prince Noir, en tant que gouverneur d'Aquitaine, est cité devant le tribunal du roi et condamné. Fort de l'alliance avec les Castillans de Henri, qui envoient leur flotte pour vaincre à La Rochelle, Charles V fait commencer la guerre en son nom et se saisit de la Saintonge et de l'Angoumois. On laisse passer du Sud au Nord l'armée anglaise du duc de Lancastre, qui revient d'Espagne ; il y a combattu le roi allié des Français, contre lequel se sont dirigés aussi ces Portugais que Henri ira, en 1373, attaquer jusque dans Lisbonne. Le duc sera bientôt, après la mort de ce prince, concurrent à la couronne de Castille.

Mais, quelque temps après, les chefs de ce monde che-

valeresque, ceux qui ont donné les grands coups d'épée, de même que ceux qui ont déchaîné les passions et anarchisé, pour ainsi dire, le monde, disparaissent presque dans le même coup de filet. Le Prince Noir, depuis longtemps malade, meurt le premier, suivi aussitôt par son père : un jeune homme pressé dans ses résolutions, hautain et lâche, prendra place sur le trône d'Angleterre, Richard II, qui aura certains des travers de son homonyme, mais pas aussi sa belle bravoure insouciante du danger.

L'empereur finit, en 1338, sa carrière agitée, laissant un héritier pour chacune de ses provinces : Wenceslas, au nom traditionnel tchèque, pour la Bohême, Jean (Jobst) pour la Silésie, pour le Brandebourg Sigismond. Charles V s'en ira à son tour en 1380, s'éteignant en vieux Charlemagne, pleuré par les lettrés et les sages conseillers : son fils n'aura des instincts chevaleresques du grand-père que la fièvre des plaisirs, la passion des dépenses, l'insanité congénitale, qui le mène aux ténèbres de la folie. Jeanne de Naples, qui a épousé en dernières noces Otton de Brunswick et dont l'affection va de Charles de Durazzo à Louis d'Anjou, pour en faire ses successeurs, meurt assassinée par ordre de Charles. Le grand roi de Hongrie, qui avait hérité de la Pologne, pour en confier le gouvernement à sa mère, la dure Elisabeth, laisse après lui deux filles, dont l'une épouse Sigismond et l'autre, fiancée à un prince d'Autriche, dont elle veut, devra prendre, de par la volonté de la noblesse polonaise, le païen de Lithuanie, Jagellon, un prince de figure fine et d'âme noble, qui, après son baptême, devenu Vladislav, en mémoire de Lokiétek (1387), sera une des grandes personnalités de la fin de ce XIV^e^ siècle. La mort du duc de Bourgogne fera d'un des fils de Jean-le-Bon, Philippe, le maître des Pays-Bas et, en quasi-souverain rhénan, l'adversaire naturel de cette couronne de France dont il avait tutélé les intérêts.

Enfin, en Orient balcanique, après un nouveau conflt avec les Serbes, à Plotschnik, le Sultan Mourad est tué et,

en expiation, on ordonne la mort du « comte » Lazare, « roi » pour ceux de sa nation serbe, qui le reconnaissent, et le fils du sultan assassiné, Bajazet (Baïézid), qui ne s'appelle pas sans raison « la Foudre », sera un âpre guerrier et un dur maître pour tout son voisinage chrétien : les Valaques du nouveau prince Mircea, vainqueur sur lui à Rovine, mais chassé ensuite en Transylvanie, un menaçant ennemi principal, et les Serbes du despote Etienne, fils de Lazare. Mais, dès 1369, dans le fond de l'Asie musulmane, surgit un nouveau chef des Turcomans, qui ne se sont pas usés au contact des séductions du Roum, le boiteux Timour, Timour-Lenk, bientôt khan, empereur, comme le vieux Dschinguiz, par la grâce de sa terrible épée.

Des changements plus importants que ceux des personnalités dominantes se dessinent bientôt.

CHAPITRE XXI

Fin des hiérarchies médiévales. Un demi-siècle de mouvements révolutionnaires. Etablissement définitif de l'ordre monarchique.

Par les défaites répétées de la chevalerie française, par la « sage » indifférence de Charles V pour les actions d'éclat qui avaient surtout passionné son père, le « bon », par la minorité de Charles VI, incapable de dessiner une politique et de manifester un tempérament, aussi bien que par la catastrophe momentanée de la royauté angevine à Naples, Louis d'Anjou et son fils restant toujours de simples prétendants, l'hégémonie française en Europe est en train de disparaître. Mais ce n'est pas la seule atteinte qui lui est portée pendant ces années de rapide transformation, à résultats durables.

L'Angleterre n'avait pas commencé par se poser comme Etat et comme nation, en rivale, en ennemie du royaume de France et du peuple français. C'était, comme nous l'avons dit, une querelle entre deux branches de la même dynastie, une épreuve entre deux armées, dont la composition, du reste, était assez variable, des Génois, des Castillans, des contingents de Bohême s'y mêlant, et enfin un échange de défis entre deux compagnies de la même chevalerie. Mais, peu à peu, les milices des villes anglaises et même certains éléments des communes françaises, au moins par les sièges des villes, s'y mêlant, on arrive à un vrai antagonisme, fortifiant cette jalousie réciproque qu'on observe déjà dans les chroniqueurs du XIII^e^ siècle. On se sentira dans un des camps nettement et énergiquement Anglais, même lorsqu'on s'évertuera de nouveau à se saisir de la couronne de France. Les Par-

lements, de convocation désormais régulière, ayant non seulement le devoir de voter le « budget », mais aussi le droit de présenter des pétitions de redressement et de réforme, avec les textes mêmes des actes qui devront porter remède, seront le premier organe politique qui passera du français, officiel depuis plus d'un demi-siècle, à côté du latin, à la langue vulgaire, en train de devenir une langue nationale. Si l'ancienne littérature anglo-saxonne de la chronique des premiers rois « anglais », des chansons de Bède, des ouvrages du roi Alfred avait été abandonnée, surtout après la conquête, qui avait détruit les fondements de ce passé des dynasties barbares, elle se réveille comme littérature anglaise, après la longue période des poètes de Cour en français, à l'époque d'Edouard III. Geoffroy Chaucer s'essaye gauchement à raconter dans ce langage longtemps méprisé, et pour le monde même des chevaliers, qui parlent depuis longtemps leur langue, des récits dans le genre des conteurs français d'une époque plus reculée.

L'Italie échappe aussi à la domination intellectuelle de la France. Pendant des siècles, elle a écouté les chansons de geste de la France et les a transposés dans ses nombreux dialectes, dont aucun ne peut devenir une langue littéraire définitive et unique. Elle a chanté en provençal dans les châteaux de la région subalpine, où tous ces comtes de Savoie, princes d'Achaïe, marquis de Montferrat et de Saluces, sont des seigneurs français, l'un d'entre eux, ce Thomas de Saluces, rivalisant au commencement du XV^e^ siècle encore avec les auteurs d'allégories et de prédications morales de cette France. Martin de Canale a écrit en français l'histoire de Venise et les récits de Marco-Polo, voyageur au « Cathay » des Mongols, seront aussitôt transposés en français ; c'est directement dans cette langue que Brunetto Latini rédige son « Trésor ».

Mais, si déjà sous Frédéric II, dans son royaume italien, on a commencé à dire, sous l'inspiration d'une poésie populaire qui doit être extrêmement ancienne, venant

elle-même des productions de la classe éclairée, créatrice des rythmes, des *strambotti* dans le doux dialecte du Sud, aux formes fondues, si, pendant les querelles entre Papes, on mettait en chanson à Rome les hontes de deux conflits, c'est seulement au XIV^e^ siècle que, plus ou moins sous l'influence du grand poème florentin, considéré souvent plutôt comme matière à interprétation, l'influence de la lyrique d'amour de Provence, d'un côté, et, de l'autre, celle des mêmes conteurs d' « histoires » en prose, aventureuses et grivoises, suscite l'œuvre de deux Italiens dont pourtant aucun n'a la conscience de représenter la première phase d'une révolution littéraire dans le sens national. Car François Pétrarque est un hôte d'Avignon, avant de passer à Venise, qui l'emploie dans des missions et jouit du don de sa belle bibliothèque de manuscrits anciens ; il est un secrétaire pontifical ; son point d'honneur est de donner dans un style latin, pur comme celui des classiques, les pages harmonieuses de ses « Lettres », les chants de son « Afrique », consacrée aux lauriers de Scipion. Boccace, c'est le marchand de Florence, lui-même féru d'antiquité latine et préoccupé de chanter les vicissitudes de Thésée, qui, comme Chaucer, vient charmer, à la façon de l'Orient, où éclosent les contes dans le chaos des caravansérails, un auditoire de mêmes occupations ; c'est pour eux qu'il écrit plutôt que pour les dames qui commencent à se détacher avec leur finesse d'allures du milieu florentin, de drapiers et autres gens de métier vivant sous un régime où les « prieurs » eux-mêmes sont de l'étoffe d'un Etienne Marcel. Les prétendues chroniques de Florence et de Rome, par Dino Campagni et le biographe anonyme de Cola de Rienzi portent, à notre avis, — nous l'avons déjà suggéré, — trop le cachet du faussaire pour être mis en compte, mais c'est bien encore un pendant de ce milieu tout spécial de Florence, ouverte avec curiosité à toutes les nouvelles et à toutes les légendes, que l' « histoire universelle », car c'en est une, dans la note du peuple, de la place publique, de la « Bourse », des trois Villani, qui se succèdent avec

la même bonhomie de marchands, mais aussi avec le même sens, général dans les villes italiennes de l'époque, pour les foules, les tournois, les « mômeries » et les mascarades que décrit en France Froissart. On sent dans ces pages aussi une société vivace et mouvementée autour de ces belles églises dont l'une, grâce à Brunelleschi, a réussi à transplanter en Italie le superbe dôme de l'Orient, églises pour lesquelles travaillent des sculpteurs de la maîtrise toute nouvelle, orientée vers les modèles antiques de Gioberti, et des peintres suivant le mouvement oriental, vers l'originalité des attitudes, vers la hardiesse des tons, comme Cimabue, Duccio et le grand Giotto, l'enlumineur à la façon des manuscrits [1].

Mais l'énergie politique italienne est au nord, dans la Lombardie des Visconti, où surgit la grande personnalité de Jean Galéas, comte de Vertus en Champagne, dont la fille, Valentine, épousera le frère de Charles VI, Louis d'Orléans ; ils se tournent contre les della Scala, contre les Carrara, bientôt détruits, avec leur hardi chef, Francesco Novello, contre les Gonzague de Mantoue, et ils auront l'aide de Venise, en train d'organiser à Padoue, Vicence et Vérone, sa « Terre Ferme ».

Dans les royaumes espagnols, la littérature nationale est de très ancienne origine et a laissé de grands et beaux monuments, dans la poésie du Cid, aussi bien que dans les premières œuvres d'histoire et de moralités royales. La péninsule, — avec ses quatre royaumes, dont l'un, celui de Portugal, était la création de la Maison française de Bourgogne, un second, celui d'Aragon, était lié par la Catalogne aux lignées féodales du Midi provençal et restait uni à la Cerdagne et au Roussillon, et un autre, celui de Navarre, enjambait, du côté de la France, les Pyrénées et avait passé de la dynastie de Champagne à celle d'Evreux, — avait eu une phase d'orientation fran-

[1] Il y aurait toute une étude nouvelle à faire sur ce point de l'influence des miniatures sur le renouveau de la peinture, en Orient aussi bien qu'en Occident.

çaise. L'antagonisme en Italie contre les Angevins, la rivalité entre Naples et Palerme, la lutte en Orient entre les de la Roche, les d'Enghien et entre la Compagnie catalane d'Athènes et de Thèbes contribuèrent sans doute à imposer une direction plus nettement nationale aux Aragonais, maîres maintenant du royaume de Majorque, dont le roi, évincé, avait demandé le concours de la France, et dominateurs dans le bassin occidental de la Méditerranée. L'élan de cette royauté, qui détient la côte catalane et les îles voisines, se continuera pour arriver à de grands résultats au xv^e^ siècle, où son influence s'étend jusqu'à ces rivages balcaniques habitués à recevoir les impulsions et les commandements de la Sicile. Et, en Castille même, les princes d'Angleterre qui espèrent la couronne du pays jouent un rôle de plus en plus grand et, au moment où, sur une importante question d'obédience au Saint-Siège, les royautés européennes se partagent entre deux camps, les Castillans aussi seront, malgré les alliances avec la dynastie des Capétiens, de l'autre côté.

Charles IV, roi d'Arles, en même temps que de Bohême, suzerain de Lyon, qu'il visite, et protecteur lui aussi des Papes d'Avignon, a eu l'ambition de créer une nouvelle Allemagne. En établissant le nombre et le rôle des électeurs, il prétend en fixer les limites, mais en même temps il reconnaît ces princes comme n'ayant avec l'Empire qu'un seul lien, celui qui est constitué par ce droit d'élire, par les fonctions qu'ils doivent remplir au couronnement d'un chef, qui, ne pouvant pas être un suzerain, à la façon française, si familière à l'organisateur de cette nouvelle vie allemande, est seulement une espèce de président. La forme impériale comprenait aussi les deux autres couronnes, d'Italie et d'Arles, qui sont latines, et s'appuyait sur ce territoire héréditaire des Luxembourg, la Bohême, elle-même, reconnue comme membre de l'Empire, malgré sa forte organisation nationale. Sujet aux idées courantes de la réforme générale, l'ordonnateur des élections à Francfort, des sacres d'Aix-la-Chapelle, des premières diètes à Nuremberg, entend contribuer à cette

paix que demande énergiquement la nouvelle conscience du monde.

C'est un système complet, qui ferme aux étrangers l'accès dans l'Europe centrale germanique, la reliant étroitement à cette Bohême où vivotera le nouvel empereur, sédentaire et ivrogne, ayant la lourdeur de sa mère, Wenceslas, plus tard aussi, à la Hongrie avec des prétentions durables du côté de la Pologne, et, dans une nouvelle phase, à l'Autriche. L'Empire s'en va décidément vers l'Est, où de nouvelles vitalités s'éveillent en marge du danger turc, comme celle des Roumains, qui, sous le « capitaine » de Louis de Hongrie, Dragoș, puis sous ce chevalier du même Maramoros, mais décidé à se maintenir indépendant, Bogdan, viennent de fonder, entre 1340 et 1360, une nouvelle « Roumanie » dans la vallée de la Moldova (pays roumain de la Moldavie), bientôt arrivée à Moncastro, près de l'embouchure du Dniester, comme la Valachie avait dès 1360-1380 les bouches du Danube.

Une réaction de l'Ouest rhénan se produira, autour du Palatinat et en relation avec les intérêts italiens, pendant la dernière année de ce siècle, mais elle n'aura pas de chance, finissant en pauvre nouvelle équipée d'une chevalerie déchue. Avec cette réforme, on peut dire que l'Empire, comme élément international d'unité, au-dessus des territoires et étranger aux combinaisons féodales aussi bien qu'aux considérations de réalité politique, a vécu.

Mais la plus grande atteinte portée à la véritable hiérarchie médiévale, battue en brèche par toute une longue œuvre de propagande, qui est partie de France par le « Songe du Vergier », par les traités de Philippe de Mézières, par les idées de Pierre d'Ailly, bientôt cardinal, par les exhortations d'un prince de la dynastie de Luxembourg, le cardinal Pierre, aussi de l'Université par son chancelier Jean Gerson, par un Nicolas de Clémangis, sans parler des manifestations populaires dont il faut préciser séparément le sens, c'est le schisme de l'Eglise occidentale, la guerre civile des Papes.

Dès Urbain V, cependant si Français, si méridional, de cette France on commence à regarder du côté de Rome. Il y avait dans cette tendance un effet de l'anarchie qui entourait Avignon, sans la menacer encore, de ces perpétuels pèlerinages pillards des bandes d'un Hawkwood, l'Acuto des Italiens, et d'autres chevaliers malandrins. Le Saint-Siège avait essayé plus d'une fois l'œuvre de pacification définitive sans y réussir. La France, qui devait être un appui, devenait dès lors un empêchement, par l'impossibilité des relations tout à fait libres dans les régions de la chrétienté catholique, et elle pouvait être, avec les surprises qu'elle réservait, un danger. La Papauté ne pouvait pas abandonner la Maison de France, mais elle n'entendait pas s'aliéner l'Angleterre. Puis, et, peut-être, surtout, il y avait la question du « patrimoine ».

Après avoir essayé du vicariat de Robert de Naples, de la« pacification » par son fils, Urbain avait créé un vrai dictateur de ses provinces italiennes, revêtu de tous les pouvoirs et capable de créer une vraie monarchie, malgré les aspirations démagogiques des Romains sous leur « tribun » qui fut Cola. Un Espagnol, vrai chef de « grandes Compagnies », cuirassé et à cheval, le cardinal Albornoz, de la trempe des Visconti et des autres tyrans qui se partageaient l'Italie septentrionale et centrale, soutint pendant des années le drapeau de l'Eglise. Le Pape peut donc se risquer dans ces districts pontificaux qui n'avaient pas, depuis trois quarts de siècle, vu leur maître légitime. Le successeur d'Urbain, Grégoire XI (Pierre de Beaufort), vit de près les événements de l'Italie, où il se rendit pour finir ses jours à Rome même.

Cette mort fut un événement décisif pour l'histoire de la Papauté. Ce qu'on avait voulu empêcher par le séjour à Avignon, où il n'y avait pas de « peuple », mais seulement des officiers pontificaux, se passa tout naturellement. Avec le sentiment d'opposition à la France qui gagnait le terrain, la foule romaine assiégea le conclave, réclamant un pape italien. L'archevêque de Bari, la ville de saint Nicolas, dans le royaume des Angevins, qui

avaient aussi leur politique à l'égard du Saint-Siège, si longtemps retenu sous leurs commandements, devint, par la volonté de seize cardinaux, Urbain VI, nom qui permettait, du reste, la continuation des traditions avignonaises (9 avril). Il s'annonça en réalisateur des réformes universellement demandées. Aussi, un autre groupe de cardinaux se rassembla-t-il pour élire un Français, le comte Robert de Genève, qui, s'appelant Clément VI, annonçait le retour à Avignon.

La chrétienté dut se partager entre les deux papes. L'Empire n'avait pas créé Urbain ; et, comme il était cependant sur la carte de la Bulle d'Or, l'Allemagne se l'appropria, suivie par ses royaumes sous-germaniques et par l'Angleterre. Les pays latins préférèrent Clément [1], qui, ayant besoin d'un appui en Italie même, créait, en avril 1379, une nouvelle tentative de « vicariat » ; en se réservant lui-même Rome et sa campagne, la Maritime avec Ostie, la Toscane entière avec, bien entendu, les droits de suzeraineté sur le royaume de Naples, il fondait un nouveau royaume angevin, pour le duc-roi Louis, héritier *in spe* de la couronne napolitaine elle-même, avec Spolète, Bologne, Ferrare, avec Pérouse, avec Ravenne et Ancône, — l'Adria.

L'idée du concile général s'imposait avec toutes ses conséquences qui effrayaient les esprits prévoyants. Mais, malgré tous les empêchements qu'on lui opposera, — et le plus grand fut l'inexistence, absolue, irrémédiable, de l'empereur, qui avait charge d'intervenir immédiatement [2], — elle devait bien se réaliser, plus tôt ou plus tard, et surtout lorsqu'on vit que, à la mort d'Urbain VI,

[1] Sans compter les masses indécises. Le chroniqueur Philippe de Lignano (Muratori, IX, c. 266) : « ab isto Urbano VI usque ad Martinum V nescitur quis fuerit Papa ».

[2] Wenceslas avait eu une entrevue avec Charles VI en 1379, et les deux princes festoyèrent ensemble sans penser aux graves devoirs qui leur incombaient. L'impression produite par les hôtes venus de l'Empire est rendue par Froissart dans ces termes : « Les Allemands de nature sont rudes et de gros engins, si ce n'est au prendre à leur profit, mais à ce sont-ils assez experts et habiles. »

en 1389, les partisans du pape romain n'acceptent pas Clément VII, mais font élire à Rome, en 1389, Pierre des Tomacelli qui, pour défier la France, s'intitule Boniface IX. Car le mouvement de réforme, et pas dans ce domaine seul, gagnait sans cesse en ampleur.

Par suite de la mauvaise administration de ses oncles, en discorde entre eux, et chacun poursuivant, aux dépens des intérêts du royaume, ceux de leurs apanages qu'ils cherchent à organiser en Etats, le jeune roi de France voit surgir contre lui ces mouvements populaires qui avaient ensanglanté les débuts du règne de son père. Il y avait eu déjà sous le vieux roi, qui conservait le Parlement permanent, les mouvements des communes contre la mauvaise administration, comme celui de Nîmes. Dès 1382, sous Charles VI, éclate la révolte de Rouen, celle du Languedoc (les Tuchins), celle de Paris (les Maillotins), la « Narelle », explosions de colère bourgeoise, sans vrai chef et sans autre programme que celui de redressement des abus, mais non sans une certaine solidarité : « quand cheulz de Paris ourent nouvelles », dit Froissart, « que cheulz de Rouen s'estoient revellés, ils en ourent grand joye pour ce qu'ils avoient commenchié. » « Et leur estoit li diables entrés en la teste pour tout ochire », surtout les chevaliers : « on peut bien croire et imaginer que toute gentillesse et noblece euist esté morte et perdüe en France et tant bien ens ès autres païs ; ne li Jaquerie ne fu onques si grande ne si oisible que elle euist esté » : « l'orguilleux ribaudaille, plein de gent bonbant, la teste enflée », conduite, entre autres, par un avocat du Parlement de Paris, Jean le Mercier, disposait de gens armés et couverts de cuirasses.

Le roi n'en a cure ; il s'en va soutenir, contre les villes flamandes que Jacques d'Artevelt a soulevées, le comte Louis de Male, beau-père de Philippe de Bourgogne, et il gagne la bataille de Roosebecke, en 1382, pour la célébrer par des exécutions comme celle de Jean le Mercier, sur le sort duquel pleurent « les bourgeois », et par des

mesures de répression, aussi à Sens, à Châlons, à Troyes, à Orléans et jusqu'à Rouen et Amiens, et par des divertissements inédits. Dans un bal costumé, le roi allait briller lui-même avec ses jeunes courtisans dont quelques-uns flambèrent, et l'opinion parisienne, rapportée par Froissart, trouve qu'il devrait « se retraire des jeunes huiseures, car trop en faisoit et avoit fait, lesquelles ne appartenoient point à faire à un roi de France ».

La politique de Charles VI, si on peut la nommer ainsi, reste au service de son oncle de Bourgogne, qui peut-être rêve d'une couronne de la vieille Lorraine, dont il aura bientôt la plupart des provinces. Il s'essaie sans y réussir contre le duc de Gueldre, en 1388. Son insuccès le fait revenir sur la décision qui dépouillait Paris, désormais sans chaînes à ses portes, de la prévôté qui rappelait Etienne Marcel et de l'échevinage même. Mais aussitôt, allant contrôler dans le Midi le gouvernement d'un autre de ses oncles, le duc de Berri, le roi étale la même légèreté, malgré le mariage qu'il vient de conclure avec Isabeau, fille du duc de Bavière : ce qui lui importe le plus, ce sont : « les dames et les damoiselles », qui, à Avignon même, séjour de Pétrarque, sortent à sa rencontre.

Les perspectives d'avenir paraissent cependant encore souriantes pour la dynastie elle-même et pour les progrès de la chevalerie française. Le frère du roi a gagné par son mariage avec Valentine Visconti des droits sur la splendide seigneurie de Milan, en pleine expansion. A Naples, le roi Charles s'est laissé entraîner à disputer l'héritage de la Hongrie au Luxembourgeois Sigismond, époux de la princesse Marie, fille de Louis I^er^, contre lequel se dresse aussi le Lithuanien de Pologne, auquel on a donné comme femme la sœur de Marie, Hedwige. Pendant son absence, et après son assassinat, la reine prend souci de l'administration du royaume, au nom du mari, puis en celui de son fils mineur, Ladislas, auquel, du reste, elle entend conserver cette couronne de Hongrie. Malgré l'apparition dans ce dernier royaume, dès 1387,

de l'entreprenant Sigismond, qui élargissait ainsi la base sur laquelle il devait plus tard rêver de poser en chef de la catholicité et en régent de l'Eglise troublée, l'enfant de Naples put retenir cette Dalmatie que Venise, occupée à sa guerre contre François de Carrare, ne pouvait lui disputer ; en Bosnie voisine Tvrtco, beau-père du roi Louis, qui s'intitulait dès 1375 roi par la grâce de Dieu de Serbie, de Bosnie et de la Maritime, lui disputait cependant, ayant déjà le littoral sauf Zara, cette province de Dalmatie et, après la mort du comte-knèze Lazare, en 1389, il pouvait se considérer comme le vrai chef de la race serbe, au moins dans ces régions du Nord ; sa mort en 1391 devait cependant profiter à Sigismond et pas au jeune rival de ce prince. Pendant ces efforts pour un but impossible à atteindre, le second Louis d'Anjou, successeur d'un père mort à Bari, dans son « héritage », faisait son entrée à Naples, et on croyait en France qu'il pouvait durer. Mais la folie qui atteignit le roi de France, effrayé par un froissement d'armes dans la forêt du Mans, rejeta le royaume dans le chaos des compétitions pour le pouvoir (1392) [1].

Partout en ce moment, avant et après 1390, des mouvements se produisent, indiquant que c'est d'en bas que vient maintenant l'autorité. Deux couronnes sont données déjà par les Etats. En Portugal, le chef de l'opposition contre les prétentions de la Castille, Jean, Grand-Maître de l'Ordre d'Avis, est élu en toute forme souverain et ses fidèles lui gagnent cette victoire d'Aljubarota (1388) qui consolide son pouvoir. Dans le Nord scandinave, où le roi danois, Waldemar, un croisé d'Avignon, a brisé la liberté des villes de la Hanse, sa fille, Marguerite, qui a succédé à son propre fils, né du mariage avec Olaf ou Olaüs de Norvège († 1387) [2], est élue reine de Norvège

[1] Voy. la *Revue Historique* de 1925.

[2] Hakon lui-même était fils du roi Magnus et d'une princesse de Namur ; son frère, portant le nom étranger de Henri, lui dispute le trône à la tête des paysans.

par les trois Ordres d'un royaume qui, bien que n'ayant que des assemblées de district (*landting*), et pas aussi un *riksting*, sera de plus en plus entre les mains de ces Ordres qui décident du trône, et la Suède, pays ayant son « justicia » dans la personne du « lagmann », « bouche de la loi », élu par l'assemblée populaire, le « mot », révoltée contre son roi allemand, Albert de Mecklembourg, qui a succédé au dernier monarque indigène du sang des Folkungs (dès 1251, après la lignée de Saint Eric le législateur), appelle, en 1388, par une décision des Etats, la reine des deux autres pays scandinaves, qui aura à combattre longtemps son adversaire. C'est par la volonté des trois nations que fut conclue en 1397 cette union de Calmar, qui ne signifie guère l'établissement d'une monarchie absolue, car chaque pays conserve ses coutumes et continue à être régi par les décisions des Etats. Au Danemark, enfin, la situation constitutionnelle, fixée par le roi Christophe II, en 1320, reconnaît les privilèges du clergé, accorde l'appel des sentences royales au Parlement, qui, par les « hommes expérients du royaume », complète les lois anciennes, le droit d'*habeas corpus*, comme chez les Anglais, avec jugement et sentences en public ; les nobles peuvent avoir des châteaux, et on ne demandera pas d'emprunt aux villes ; comme en Aragon, le roi ne peut pas déclarer la guerre ni conclure la paix sans consulter ses sujets. Les paysans peuvent élire les officiers royaux, et, par une décision du Parlement de Wibourg, auquel participent les bourgeois, l'hérédité du trône est formellement annulée, chaque roi devant sortir de l'élection des Ordres. Elu après une vacance de huit ans, Valdémar a consacré le régime des Parlements annuels.

Deux autres dépositions se préparent. L'incapacité et le dévergondage du roi de Bohême amènent, en 1393, une révolte des nobles du pays, qui avaient accepté sans murmures la forte domination de son père, auquel ils devaient tant. Wenceslas passera des années dans une « chartre » honorable, et de fait le pouvoir restera entre

les mains de ses barons. En Angleterre, depuis longtemps déjà, Richard II est en conflit avec les combattants de la guerre de France, et seul le prestige de son père, le Prince Noir, l'a garanti contre un soulèvement. Le roi qui ne peut pas donner la gloire à ses camarades de chevalerie est atteint d'un discrédit qui profite à son oncle de Lancastre, dont les exploits en Castille, dont l'expédition française ont rehaussé la réputation de soldat.

En Angleterre, la prédication d'un « docteur », comme ceux de l'Université de Paris, Jean Wycliffe, contre la hiérarchie pontificale et contre les abus du clergé, sa défense du droit qu'avaient les fidèles à entendre la parole divine dans leur propre langue amène des conséquences inattendues. S'il y a une influence de l'Université dans les troubles de Paris, plus grand fut le rôle du prédicateur de la réforme anglaise dans les séditions qui éclatèrent après 1390 à Londres et dans les environs. On commençait, surtout sous l'influence de l'agitateur des masses, John Ball, à penser au temps où « Adam bêchait et Eve filait », et il n'y avait pas de gentilshommes, ces chevaliers abhorrés en France, d'après le témoignage de Froissart ; on se montait contre l'usure, car le « temps est à Dieu », contre le luxe, contre les arts mécaniques mêmes qui le servent. A côté de ces « lollards » fanatiques, poursuivis par l'idée de la réforme intégrale, les paysans, de plus en plus avides de terres, se lèvent sous la conduite d'un artisan, Wat Tyler, demandant la libération totale des serfs. Les marchands de Londres, gênés par la concurrence étrangère, par les monopoles, regardaient avec sympathie l'agitation des masses rurales, la disparition des droits seigneuriaux, la diminution du prix de rachat des terres. Le duc de Lancastre était là pour encourager le mouvement, alors que les évêques donnaient raison à Wycliffe. Richard accepte ce programme sans avoir consulté le Parlement, mais, dès le lendemain, les châteaux étaient brûlés, les forêts réservées étaient envahies, on ne respectait plus les pêcheries des seigneurs.

Lorsque, de nouveau, Wat Tyler se présente menaçant devant le roi réformateur, révolutionnaire par son acceptation, il fut abattu. Mais le mouvement reprit, après que la classe dépossédée eût pris ses mesures pour se conserver les restes de servage qu'on avait épargnés. Cette réaction atteignit la personne même d'un monarque qui ne tenait pas compte de la situation créée aux Ordres privilégiés par les chartres. Henri, le fils du duc de Lancastre, s'empressa d'attiser, en vue de s'approprier a couronne que son père avait cherchée dans d'autres parages, ce mécontentement de ceux qui décidaient encore. Le lendemain même de cette trève avec la France, difficilement obtenue par les partisans d'un nouvel ordre dans l'Eglise et dans la société, — Richard épousa une princesse française, et on se remettait à faire des projets de « passage général », — les barons d'Angleterre prenaient les armes contre leur roi ; en 1397, Richard remporta la victoire et les têtes les plus hautes ne furent pas épargnées par sa colère. Deux ans après, au cours d'une expédition royale en Irlande, un nouveau soulèvement se produit; cependant, le roi est, cette fois, abandonné, jeté en prison, où il disparaîtra comme dans une tragédie byzantine ; il a pu entendre la proclamation, par décision du Parlement, — qui s'est rappelé la déchéance légale d'Edouard II, — d'Henri IV, roi d'Angleterre et de France (1399).

C'est presque le moment où les villes d'Allemagne pensent à se coaliser, comme dans le Brandebourg. Et une espèce de fureur communiste, de zèle itinérant saisit les classes populaires. Les fraticelli traversent l'Allemagne exagérant la simplicité de la règle de saint François ; les religieux de Saint-Damien paraissent ; on demande la réforme des Cisterciens et des Bénédictins [1]. Si la guerre faite au Pape par des docteurs comme Guillaume d'Occam reste incompréhensible au peuple, des écrits comme ceux de Thomas de Kempis, de Dietrich de Niem, seront plus à la portée des gens moins cultivés, et la popularité

[1] Voy. notre *Thomas III, marquis de Saluces*, Paris, 1893.

que se gagne l'écrit anonyme de « l'Imitation de Christ », présentant l'âme du fidèle devant le Christ qui s'abaisse vers elle pour la comprendre et la consoler, montre bien dans quelle voie s'est engagée l'humanité à cette fin du Moyen Age. Dans les Pays-Bas, Gérard de Groot fonde l'ordre des « frères de la vie commune » ; des bandes de flagellants s'en vont d'un pays à l'autre, hommes et femmes ensemble, chantant leurs hymnes et se mettant le corps en sang pour que, par leurs prières et leurs souffrances, Dieu fasse enfin grâce au monde troublé et torturé, accordant la paix longtemps désirée.

L'inquiétude gagnait ailleurs qu'en Angleterre les masses paysannes, et les montagnards de Schwyz, et leurs confédérés par serment, les « Eidgenossen », adversaires heureux de l' « empereur » Albert, pressés par le chef des possessions autrichiennes de l'Orient, le duc Léopold, l'avaient écrasé, en 1386, à Sempach.

Devant le nouvel état de choses qui se préparait, devant l'apparition encore confuse de la nouvelle société, la chevalerie essaya, en dehors des cadres usés de la guerre entre la France et l'Angleterre, des manifestations de croisade, qui, en lui donnant une occupation, flattaient son instinct de gloire, sa soif d'aventures.

Le but était maintenant différent, et les villes italiennes, Venise, préoccupée de ses guerres italiennes, Gênes, déchirée par la querelle pour le bonnet ducal entre les deux clans des Adorni et des Fregosi à ce point qu'elle demande le régime d'un gouverneur français, n'avaient plus d'intérêts essentiels à défendre en Orient, où le nouvel empereur Manuel végétait, en vassal soumis du Sultan, sans rien abandonner de la vieille morgue byzantine, alors que devenaient de plus en plus inquiétants les bruits d'une grande transformation intérieure au fond de l'Asie, où apparaissait le nouvel empereur conquérant. Le duc de Bourbon se rendit en Afrique, rappelant sous les murs de la riche cité de Méhédia, qu'il réussit à piller plutôt en pirate, le souvenir sacré de Louis IX. Appelé

par le roi de Hongrie, le comte d'Eu mène en Orient danubien une armée de brillants chevaliers pour arrêter les progrès du jeune « chevalier » musulman, du « tschélébi » turc Bajazet. Bientôt, contre le même, toutes les bannières se réuniront dans une formidable expédition.

Non seulement les plus brillants des chevaliers de France prirent part à cette campagne, destinée à briser la puissance des Osmanlis en Europe, Jean-sans-Peur, fils du duc de Bourgogne, à leur tête, mais aussi des Allemands, comme ce burgrave de Nuremberg, Frédéric de Hohenzollern, qui devait être bientôt, en vertu d'une convention de prêt et de gage, maître de la Marche du Brandebourg que les descendants de Charles IV ne pouvaient plus conserver. On arriva devant Nicopolis, à grand fracas, avec les meilleures espérances de victoire. Les princes slaves des Balcans n'étaient pas là, car Trnovo, la capitale bulgare, venait de succomber, dès 1393, et la Serbie, gouvernée par le fils du roi Lazare, Etienne, despote par la grâce de Manuel, était entrée, de même que le héros légendaire de sa race, Marc Kraliévitsch, le « fitz-roy », seul rejeton du roi Voucachine, dans les rangs des clients du Sultan ; Marc avait été même trouvé, avec un autre prince serbe, sur le champ de bataille de Rovine, en Basse-Valachie olténienne, où les troupes du Sultan avaient été battues par Mircea, prince de Valachie [1]. Ce dernier, remplacé par un ami des Turcs, Vlad, avait conclu à Braşov-Kronstadt, en Transylvanie, un traité avec Sigismond et, avec ses fidèles, il voulait servir de guide à cette brillante chevalerie étrangère. On passa par-dessus les conseils de la prudence. Ayant attaqué, avec un élan admirable et fatal, la haie des janissaires de Bajazet, les croisés, abandonnés par la retraite hongroise [2], furent serrés entre cette infan-

[1] Son nom rappelle celui de Mrkcha (de Marc), de Kanina et de Valona, prince gréco-bulgare, Comnène et Assanès en même temps. La mère de Mircéa s'appelait Kallinikia (son nom de nonne).

[2] Voy. le *Livre des faits de Boucicault*, dans le « Panthéon littéraire » de Buchon.

terie, d'une parfaite discipline, et les ailes repliées des spahis, et écrasée ou réduite en captivité. On expédia à coups de hache les prisonniers, sauf les princes, réservés pour une riche rançon. Le roi de Hongrie avait suivi le cours du Danube pour rapparaître en Dalmatie, à l'autre bout de ses possessions. C'était une tentative qu'il ne fallait plus reprendre, bien que l'échec de cette tragédie, s'il fit écrire à Philippe de Mézières une « épître lamentable et consolatoire », prouvant la nécessité d'un Ordre de croisade, qui serait un vrai corps de janissaires chrétiens, laissât à beaucoup de chevaliers restés chez eux seulement le sentiment de regret de ne pas s'être décidés, eux aussi, à combattre sur ces marches de Hongrie, à avoir la « connoissance et accointance » de ce « grand roi mécréant » que Froissart croyait être encore le vieux Mourad, l' « Amourat-Bacquin ». Il n'est donc pas étonnant que Boucicault, devenu gouverneur de Gênes, eût trouvé parmi les chevaliers français les éléments nécessaires pour accourir en 1400, par mer, au secours de Manuel, menacé aussi par son neveu Jean VII, qu'il se gagna en l'associant au trône. Pendant toute une année, il renouvela dans les régions du Bosphore les exploits que jadis avait accomplis Pierre de Chypre sur les côtes de Syrie, faisant une petite guerre, soutenue par les Italiens de Gênes et de Venise, dans ces eaux où Bajazet n'avait pas encore une flotte.

Les Hospitaliers, qui avaient acheté la Morée au despote de Misithra, sans pouvoir l'occuper, en profitaient pour s'établir à Halicarnasse-Boudroun. Au bout de ces entreprises qui furent célébrées dans une chronique due au « loyal serviteur » du héros de croisade, Manuel fut embarqué sur les vaisseaux de ses auxiliaires pour accomplir, pendant deux ans, à Venise, où il engagea ses derniers bijoux, à Paris, à Londres, où il fut l'objet d'une respectueuse curiosité, un voyage qui pouvait lui faire voir que, si jamais on lui enverra des représentants de cette chevalerie, ce ne sera pas en première ligne pour sa cause à lui, mais pour leur passe-temps à eux. Il revint

pour trouver à Constantinople les vaisseaux de Jean de Châteaumorand, le lieutenant de Boucicaut, qui partaient, et les Turcs de Bajazet qui se présentaient pour assiéger la capitale byzantine.

La porte était néanmoins fermée à ces entreprises. On n'osa pas même la rouvrir au moment où les forces de Timour le Turcoman s'abattaient en tempête du désert sur la chevalerie « mécréante » de Bajazet.

Dès 1380, il avait commencé sa carrière, stylée d'après celle des grands conquérants de sa race au XIII^e^ siècle. Il se rendit d'abord, d'un côté, maître de la Perse, de l'autre, suzerain de l'Inde (1398) ; il parut à Bagdad en conquérant auquel rien ne résiste et qui n'épargne rien, pour avancer ensuite du côté de l'Asie Mineure et de la Syrie, sur la route des mêmes prédécesseurs. Dans cette dernière province, son entrée fut signalée par de terribles ravages, Alep et Damas ayant le même sort que l'ancienne capitale des califes. Son apparition en Russie, dont les princes, de Vladimir, de Souzdal, de Tver, de Moscou, continuaient, même après la bataille gagnée par Démètre Donskoï à Koulikovo, contre les guerriers de la Horde d'Or déchue, à se traîner au camp de l' « empereur » et à employer son appui dans leurs querelles incessantes, suscita une plus grande terreur que celle de l'avant-garde de Dschinguiz, dont on connaissait le terrible système, copié par le nouveau chef turc.

Dès 1386, Tiflis était tombée entre les mains des Turcomans, et les domaines du sultan de Roum, que Timour considérait comme un beg dégénéré, furent envahis. Des occupations qui lui paraissaient plus importantes retinrent pendant des années le destructeur, qui ne devait pas laisser d'héritage durable. Sivas avait subi le châtiment des villes rebelles en 1395. Mais ce fut seulement en 1400 que le khan de l'Asie occidentale revint, en maître indiscuté de Bagdad et de la Syrie entière.

Solide, mais peu nombreuse, conduite en outre par un chef fougueux que les victoires avaient rendu imprudent,

l'armée des Osmanlis fut battue par les hordes turcomanes fanatisées. Des éléments tributaires s'étaient détachés pour passer du côté de l' « empereur » de la même religion, alors que les contingents chrétiens des Serbes restèrent fidèles jusqu'au bout. Le Sultan lui-même fut pris, pour n'être jamais délivré, et, pendant qu'il languissait dans sa prison vagabonde, accompagnant les déplacements de son vainqueur, les cavaliers de Timour prenaient Brousse, Nicée, Smyrne, occupée encore par les chevaliers de Saint-Jean, Ephèse, avant de repartir vers cette Asie lointaine, où Timour devait mourir près de Kachgar, en chemin vers une conquête qui promettait plus de gain, celle de la Chine (1405).

Mais les Génois avaient consenti à faire passer, contre paiement, les Turcs fuyards qui se cherchaient un abri en Europe. L'empereur byzantin accepta pour suzerain ce fils de Bajazet qui vint s'établir en Europe, le jeune « tchélébi » Soliman, puis son frère, qui l'avait détruit et remplacé, Mousa. Etienne, fils de Lazare, servit les fils, comme il avait servi le père, et, plus puissant et plus libre, le prince roumain Mircea, ayant soutenu le dernier de ces princes ottomans, prit, à titre d'ami et de vassal de la « Porte », la possession des villes de la rive droite du Danube, qu'il réunit à Silistrie, au pays de Dobrotitsch, la Dobroudscha des Turcs, jusqu'aux bouches du Danube, dont depuis une vingtaine d'années il était le maître. Sigismond de Hongrie lui-même, qui se trouva, du reste, pendant des mois, prisonnier de ses barons et menacé quelque temps par Ladislas de Naples, n'esquissa pas un seul geste d'offensive. Seul Boucicaut poursuit sa croisade à Beyrouth et dans les eaux de la Syrie.

Car, de nouveau, la chevalerie s'était ouvert une carrière du côté de l'Occident.

En 1400, Venceslas essuya la honte d'une déposition de la part des princes d'Empire. L'Allemagne paraissait vouloir revenir à ses traditions, locales plutôt que nationales,

alors que la France n'avait pas de prince plus puissant que le Bourguignon, régnant royalement des bouches du Rhin aux frontières de l'Alsace : quelques électeurs, suivant plus ou moins les prescriptions de la Bulle d'Or, portèrent leur choix sur Robert (Ruprecht) de Bavière, Palatin du Rhin, avec la mission, qu'il afficha fièrement, de « récupérer les droits et libertés du Saint Empire Romain, tombé en désuétude de toute façon dans ces parties de l'Italie » [1].

Ce fut, malgré le concours de Gênes, un médiocre « voyage ». La seigneurie de Milan, dont le chef, un vrai monarque, Jean Galéas, bâtisseur de la cathédrale milanaise et de la Chartreuse de Pavie, où il repose, venait d'acheter à Venceslas le titre ducal, la Savoie, qui briguait la même qualité pour son chef, les marquis subalpins n'étaient guère disposés à accepter un maître de cette façon. Venise ne concourut pas à la destruction projetée de son puissant voisin, qui brisa les forces coalisées de Bentivoglio, improvisé seigneur de Bologne, et des Florentins, et la mort seule délivra les princes et les républiques italiennes, dès 1402, de la probabilité menaçante de l'unification sous le sceptre de fer du tyran lombard. Le nouveau pape, qui devra bientôt se défendre contre les Romains, resta indifférent à cette querelle. Dès son retour en Allemagne, Robert rencontrera l'opposition des électeurs qui ne l'ont pas voulu et qui s'adressent pour un appui au roi de France. L'empereur d'un seul parti végétera encore quelques années (jusqu'en 1410) sans avoir aucune influence sur son propre royaume, d'autant moins sur la vie générale d'une époque où s'ouvraient tant de problèmes. On pouvait croire l'Empire mort avec lui.

La situation de l'autre pouvoir hiérarchique du moyen âge, la Papauté, n'est guère meilleure. Les partisans du concile général ont gagné la partie. Dès 1384, à Lille,

[1] Pro recuperatione jurium et libertatum Sacri Romani Imperii in his Italiæ partibus multipliciter collapsarum.

dès 1395, à Paris, les manifestations collectives dans des réunions du clergé national se produisaient contre la décadence et la discorde de l'Eglise. En 1398, un concile se rassemble à Paris : le patriarche d'Alexandrie en accroît le prestige, mais sa grande importance réside dans le fait que non seulement l'Université de Paris, ancienne adversaire de la monarchie pontificale, mais aussi les nouvelles écoles de théologie qui se sont formées au XIV^e^ siècle y participent avec leurs docteurs. Il n'y a plus de pape français à défendre ; un dur, un opiniâtre Catalan de souche seigneuriale a hérité de Clément VII : Pierre de Luna, devenu Benoît XIII, dont le nom signifie adhérence à la tradition avignonaise, mais dont la politique paraissait vouloir suivre une direction plus indépendante. On s'en détache prestement sans le contraindre encore à abandonner son abri sur le Rhône.

Pendant ce temps, l'autre pape organise son jubilé à Rome et y réussit, Boniface IX paraissant rappeler les jours de Boniface VIII. Il profitera de la mort de Jean Galéas pour arrondir son patrimoine, prenant Bologne et Pérouse, alors que Venise forme son territoire de « Terre Ferme » par l'achat de Vicence, par l'annexion de Vérone et de Padoue, et Florence, détruisant le reste d'activité que conserve Pise, paraît pouvoir refaire l'ancienne Toscane. S'il n'y avait pas le Napolitain et ses partisans à Rome, les Orsini, qui lui livrent pour un moment la cité, reprise cependant bientôt par les troupes pontificales (1408), on pourrait croire que l'Etat de Saint-Pierre sera définitivement reconstitué entre ces deux formations modernes, dues aux deux principales républiques italiennes, Gênes passant humblement de la domination du roi de France à celle du marquis de Montferrat, puis à la suzeraineté du fils survivant de Jean Galéas, Philippe Visconti.

La France refuse cependant d'accepter le pape romain. Elle reste indifférente même au geste que fait l'élu de 1404, Innocent VII, qui abandonne l'attitude provocante de son prédécesseur ; et il en sera de même, en 1406, pour

un autre pontife, au nom rappelant l'unité de l'Eglise à Avignon, Grégoire XII. Dans un nouveau concile national, on demande, cette même année 1406, la convocation de l'Assemblée générale qui seule pourra faire cesser ce qu'on appelle avec douleur et indignation le schisme. On n'accorde des subsides à aucun des deux Papes, qui trouvent cependant, surtout celui de Rome, ailleurs les revenus nécessaires pour se soutenir. En 1408, comme le Catalan recourt à l'excommunication, on se moque de ce « mulet » récalcitrant, et Boucicaut est envoyé à Avignon pour le faire partir ou le rendre même prisonnier ; Benoît trouvera cependant un roc de Catalogne pour y installer ses colères [1].

Enfin, contre tous les empêchements, on a un concile. Convoqué d'une façon révolutionnaire, non pas au nom de l'empereur, qui est encore le pauvre Robert, mais, par l'initiative de quelques cardinaux français, il siège à Pise, la glorieuse ville, découronnée par sa seule rivale, mais pouvant offrir un abri digne de l'importance de cette Assemblée à laquelle participaient des représentants de tout le monde catholique. Il y a tout le synèdre des docteurs, avec le chancelier de l'Université de Paris, Jean Gerson à leur tête. Ils dominèrent les archevêques et évêques, les abbés, les chefs des ordres mendiants. Des délégués des princes sont là pour montrer qu'on attend de la théologie, en pleine révolte, une décision. Pour la première fois, un concile passe par-dessus les droits de deux pontifes dûment reconnus et ayant gouverné, pour en élire un troisième : ce sera un sujet de Venise, d'origine grecque, le Crétois Pierre Filargi, qui s'intitulera, d'après le grand triomphe de l'Eglise au XII[e] siècle, Alexandre V[2]. Il demande une Commission de réformes [3].

Ce concile est allé plus loin encore : il s'occupa d'autres

[1] L'ouvrage le plus complet sur le « Grand Schisme d'Occident » est celui de Noël Valois (Paris, 1896).

[2] Cf. Marc Renieri, Ἱστορικαὶ μελέται, ὁ Ἕλλην πάπας Ἀλέξανδρος ε', Athènes, 1881.

[3] Voy. Muratori, III[2], c. 837 et suiv.

querelles que celles de l'Eglise. Comme, à Naples, aussi bien qu'en Allemagne, il y a des compétiteurs à la même couronne, il s'attribue le droit de décider, créant ainsi un autre pouvoir, supérieur à celui des organisations locales: celui de la chrétienté entière réunie au concile. C'est une vraie « convention » internationale qui ne reconnaît aucune autorité la dépassant. Comme les Français dominent, ce seront le prince français et l'allié de la France qui obtiendront gain de cause : le chevaleresque Louis II d'Anjou et le triste sire de Bohême, Venceslas.

L'œuvre de réforme fut ajournée pour trois ans, dans le but de donner le temps aux Papes en fonctions de se démettre, ce qu'ils refusèrent résolument, et aussi à cause des absences qui s'étaient produites dans l'Assemblée, dont les membres avaient d'autres engagements à remplir.

Pendant que l'Aragon, naturellement, et l'Ecosse aussi, continuent à reconnaître Benoît XIII, Grégoire XII perd, par suite des décisions du concile, sinon l'appui, illusoire, de Robert d'Allemagne, celui, plus utile, d'une partie des princes et des républiques italiennes. Ayant cependant l'appui du roi Ladislas, il s'en va, en pontife errant, à Venise, à Gaète, pour revenir à Rimini. Alexandre V, bientôt surpris par la mort, trouve des difficultés à s'installer, et son successeur, le cardinal Cossa, Jean XXIII, qui s'est établi à Rome et y tient un concile, en est chassé par le roi de Naples, qui brigue ouvertement la souveraineté réelle sur la péninsule entière, la monarchie d'Italie qui avait paru devoir appartenir à son rival, Jean Galéas de Milan.

Mais il y a déjà un empereur, et il entend régner ; le rôle que s'attribue le concile, il le réclame pour lui. Il se sent le devoir, sinon la force, de reprendre le rôle de ses prédécesseurs, eux-mêmes morts à la tâche. Elu, après la mort de Robert, à Francfort, légalement, après avoir écarté les droits de son frère Venceslas et la concurrence de son cousin Jobst (Josse), confirmé le 21 juillet 1411,

Sigismond de Luxembourg se rappelle l'action, si étendue, malgré la médiocrité des résultats, de son père Charles IV et il entend le dépasser. Par une décision qui demandait du courage, il renonce à soutenir le pape allemand, et se rallie à celui qu'avaient imposé les théologiens français de Pise ; mais, dès le début, s'étant assuré aussi des adhérences en Pologne [1], ce roi de Hongrie, avec de nombreuses attaches dans les Balcans, déclare avoir le droit de convoquer un concile. Il le veut chez lui, à Francfort même (1411-1412) [2]. Au roi de France, il déclare nettement que c'est à lui que l'Eglise devra son unité [3].

Entreprenant un voyage en Italie, se rencontrant avec le pape Jean à Lodi, Sigismond consent tout au plus que le nouveau concile se rassemble en terre d'Empire encore, mais à proximité de l'Italie, de la France, à Constance. Il présidera en empereur, mais couronné chez lui, à Aix-la-Chapelle et pas à Rome.

La nouvelle assemblée ouvrait ses séances le 5 novembre de cette année 1414. Il y avait les trois patriarches latins, vingt-deux cardinaux, vingt archevêques, quatre-vingt-douze évêques, cent vingt-quatre abbés. Depuis longtemps on n'avait vu une assemblée aussi importante. Mais ceux qui dominaient par leur conviction et leur savoir, c'étaient encore les docteurs, prêts à se moquer du mauvais latin d'un empereur prétentieux et vain de sa personne et à opposer à ses réminiscences les réalités présentes. Ils obtinrent dès le début le droit de voter, s'associant les représentants des princes. Et, comme, eux, ils venaient du milieu de nations définitivement constituées et ayant leurs aspirations, ils brisèrent en pratique l'unité de l'Eglise, imposant le vote par nation.

Les Français, Gerson, Pierre d'Ailly, le cardinal de

[1] Hans Pellée, *Polen und die römische Kurie in den Jahren* 1414-1424, Berlin 1914.

[2] Gœller, *König Sigmunds Kirchenpolitik vom Tode Bonifaz IX. zur Berufung des konstanzer Konzils* (1404-15), Freiburg-in-Breisgau, 1901.

[3] Cf. J. Minea, *Principatele române și politica orientală a Impăratului Sigismund*, Bucarest, 1919, pp. 91 et suiv.

Cambrai, venaient avec le projet, élaboré jusqu'au dernier point, de la réforme. Le Pape aurait eu à ses côtés un Conseil élu ; le concile général sera une institution permanente se réunissant chaque dix ans, alors que le terme des conciles provinciaux sera seulement de trois. Un nouveau pape serait plus capable, n'ayant pas subi d'opposition, ni souffert des défaites, de réaliser la grande œuvre. Mais, aussitôt, on se butta à un problème sur lequel, du reste, les docteurs étaient presque unanimes à s'en tenir à la tradition : celui d'un changement de dogmes.

Wycliffe n'était pas là pour défendre son Eglise démocratique. Mais à Prague, un docteur tchèque, Jean de Husinetz, dit Hus, s'inspirant de toute la lutte de l'Université française contre le pape « idole », s'était levé, aussi par opposition nationale, contre l'envahissement germanique dans l'Eglise de son pays, pour demander la cessation des abus et surtout le rapprochement avec le peuple par l'introduction du vulgaire à la place du latin dans le texte même des Ecritures ; un reste de rite slavon subsistait dans le pays, et ce souvenir de la forme religieuse apportée quatre siècles auparavant par Cyrille et Méthode, cessée violemment, en 1907, dans le grand monastère de Sazava, reprise, avec des moines croates et balcaniques qui apportent des manuscrits glagolitiques, en 1347, dans le monastère royal d'Emaüs, — à une époque où Pribik Pulkava écrit pour Charles IV l'histoire du temps en tchèque et où on traduit le roman d'Alexandre, le voyage de Mandeville, des fables et, après Milié de Kremsier, le consolateur, et Matthias de Janow, Stitny traitait en vulgaire des questions théologiques, — le soutenait dans l'instinct de sa nation. Les Allemands de l'Université fondée par Charles IV à Prague ayant émigré à Leipzig pour y organiser une haute école de concurrence, le « prophète » se trouvait dans un milieu particulièrement favorable à sa propagande. Très « tchèque », Venceslas lui-même, en querelle avec le pape, n'avait pas d'antipathie pour le mouvement en pleine expansion, et

Hus restait le confesseur de la femme énergique et influente qu'était la reine. Sans considérer ses propositions divergentes comme empreintes d'hérésie, on l'invita à les soutenir dans le sein du concile qui seul avait le droit de se prononcer sur leur caractère ; il fut aussitôt mis sous surveillance.

Mais l'attitude du pape fit passer tout autre sujet de discussion en seconde ligne. Se sentant menacé, Jean XXIII fit d'abord mine de consentir au sacrifice qu'on exigeait de lui ; on le contraignit à rédiger, en mars 1415, un acte formel dans ce sens. Mais, une vingtaine de jours plus tard, il s'enfuyait sur les possessions du duc d'Autriche, Frédéric, protestant contre la violence qu'on voulait lui faire.

Sigismond se posa alors en chef de la chrétienté occidentale, en nouveau Constantin, convoquant, présidant et influençant les conciles. Frédéric fut mis au ban de l'Empire, et le pape sommé de revenir ; ne s'étant pas soumis à cette injonction, on procéda au vote qui le suspendit de ses fonctions (14 mai). On lui fit le procès en toute forme, et les pères du concile purent voir devant eux en prisonnier celui qui avait le droit de se considérer leur chef infaillible. Le 29 du mois, il fut solennellement déposé, sans lui rendre sa liberté, car il resta enfermé pendant quatre ans entiers. Sigismond obtint ensuite, par la menace d'un nouveau voyage impérial en Italie, l'abdication du pape romain, et il va personnellement à Narbonne, à Perpignan, pour détacher les Aragonais de leur Pape à eux.

Il se sentait maintenant assez fort pour frapper l'hérésie. Les propositions de Hus furent condamnées, et les docteurs qui s'étaient déclarés contre ses revendications le livrèrent à la justice séculière : le réformateur tchèque brûla sur le bûcher en juillet 1415, et, une année après, ce fut le sort de son principal adhérent, Jérôme de Prague. En révolutionnant l'organisation de l'Eglise, on voulait montrer qu'on n'entend pas toucher ni au dogme, ni aux croyances consacrées.

Benoît XIII sera déposé en concile seulement au mois de juillet 1417, mais, avant cette dernière mesure contre le passé, Sigismond, enivré de ses succès, se rendit à Paris et à Londres pour imposer la paix aux rois de France et d'Angleterre, dont l'un était aux prises avec son oncle de Bourgogne qui préparait sa monarchie à lui, et l'autre, Henri V, se préparait à reprendre la guerre de France, avec les prétentions d'Edouard III. L'empereur, qui n'a pas oublié son royaume d'Arles, se rangea donc du côté des Anglais. Il se gagna un allié en Italie en créant le duché de Savoie pour le successeur du Comte Vert.

Le 11 novembre, Sigismond étant revenu à Constance, on procède, sans avoir touché la question de la réforme autrement que par l'adoption de la périodicité des conciles généraux, à l'élection du nouveau pape. Il est pris parmi les membres de l'aristocratie romaine, qui pouvait lui donner les moyens de s'installer et de se soutenir, dans la personne du cardinal Otto Colonna, qui prend, comme son prédécesseur, le nom d'un des pontifes plutôt indifférents dans la seconde moitié du XIII^e^ siècle, Martin V. On lui imposa la Commission de réformes, et, parmi les premiers points du programme, il y avait, correspondant au caractère naturel imposé par les docteurs, la nécessité de concordats à conclure avec les Eglises des cinq royaumes, qui avaient gagné ainsi leur autonomie. C'était un élément essentiel pour la préparation des monarchies absolues, par territoires nationaux.

Après avoir cédé sur le point des appels du pape au concile et avoir admis le règlement des questions courantes par simple décret pontifical, les Pères de Constance se séparèrent par décision du nouveau pape, en avril 1418, mais non sans fixer une réunion prochaine à Pavie. On vit, comme jadis, l'empereur tenir au départ le cheval du pontife par la bride.

Pendant que Martin rencontrait des difficultés à son installation, Sigismond se gardait bien de se mêler aux affaires de France, qui cependant étaient de nouveau au

premier plan. Après l'assassinat de Louis d'Orléans par les gens du duc de Bourgogne, Jean, le vaincu de Nicopolis, et en attendant celui de Jean par les amis du prince tué, les soudoyers méridionaux de ce comte d'Armagnac, qui prétendait descendre des ducs, des rois d'Aquitaine, Henri V avait commencé sa guerre. Entendu avec le duc de Bourgogne et comte de Flandre et avec les bourgeois révolutionnaires de Paris, devenus, les bouchers en tête, maîtres de la capitale, le fils du roi, Charles, s'étant retiré à Poitiers, et aussi avec les juristes et les docteurs, il avait tenté de reprendre sa Normandie en attaquant Rouen (août 1418), qu'il prit au commencement de l'année suivante. Le conquérant prit aussitôt le titre de roi de France. Et, en mai 1420, du consentement d'une reine restée étrangère, on vit le roi inconscient consentir par le traité de Troyes à la régence, à la succession au trône de Henri, qui épouse Catherine, fille de Charles VI et d'Ysabeau de Bavière. Bientôt, il y aura un héritier au berceau, qui réunira par son sang même le droit aux deux couronnes. La nouvelle chevalerie anglaise, des gens résolus et âpres à la bataille, un duc de Gloucester, un duc de Bedford, le duc de Suffolk, des duchés créés par Edouard III, seront là pour assister le père et pour gouverner au nom du fils.

Pendant ce temps, Venceslas est mort au milieu de la révolte des paysans armés de fourches et de faux contre la féodalité de race allemande, au nom de Hus, le martyr, et avec le symbole de la communion grecque sous les deux espèces, le calice. Sigismond se pose en successeur, mais il lui faut transiger avec le chef de cette jacquerie nationale et religieuse, Jean Ziska, pour pouvoir entrer à Prague et se faire couronner. Aussitôt il se rappelle ses droits impériaux en Occident et se dirige, négligeant ses devoirs de roi de Hongrie, envers l'avance des Turcs, qui, après la mort de Mircea, ont tué son successeur Michel et ses auxiliaires hongrois, imposant leur client, Radu, et qui s'attaquent même à la Moldavie, où Alexandre-le-

Bon a organisé, pendant une vingtaine d'années, le pays [1], pour la seconde fois vers l'Italie.

Il y trouve avant tout la résistance de cette Venise à laquelle il avait voulu arracher la Dalmatie et infliger de nouveau, avec le concours du patriarche d'Aquilée et avec les bandes commandées par le grand condottière florentin : Filippo de' Scolari, son comte de Temesvár Pippo (Pippo Spano), le voisinage des seigneurs dépossédés de Vérone et de Padoue. La guerre se termina par l'annexion complète, en 1420, du Frioul aux possessions de la République. Sigismond allait poursuivre d'autres projets de son ambition sollicitée dans plusieurs directions inconciliables, alors que Venise, acquérant du roi Ladislas les Iles Ioniennes, ajoutant dès le commencement du siècle Lépante et Patras à ses possessions de Morée, convoitant à Athènes la succession d'Antoine des Acciaiuoli, se rangeait du côté de Florence contre Philippe-Marie Visconti et arrivait, en employant les talents de ce condottière de grande envergure, Carmagnola, arraché à son maître, le duc, qu'elle finit par faire exécuter en place publique, à se saisir de Brescia et de Bergame. L'empereur finira par lui donner solennellement son investiture pour les territoires « à l'Est de l'Adda » [2].

Mais cet insuccès et ses embarras de Bohême ne mettaient pas fin aux ambitions italiennes de Sigismond. Il voulut revoir l'Italie, en 1431, lorsque les séances du concile général se rouvrirent à Bâle, pour imposer un programme au nouveau Pape, le Vénitien Condolmer, — encore un hommage apporté à la puissante République, encore une position gagnée par la politique d'une aristocratie avisée et tenace. Adversaire par les origines mêmes de son élection, due au parti des Orsini, de la direction qu'avait patiemment subie le pape des Colonna,

[1] La dynastie de Bogdan avait été continuée par sa fille Marguerite, mère des princes Pierre, Roman et Etienne, et aïeule de cet Alexandre.

[2] Romanin, *Storia documentata di Venezia*, IX, *passim*.

Martin V, Eugène IV ne consentit pas à se présenter devant les « docteurs » dont le nombre était cette fois assez inférieur. Le cardinal Julien Cesarini ouvrit les débats le 14 décembre, le commencement du concile ayant été fixé pour le 23 juillet. L'empereur, qui s'était fait couronner à Milan au mois de novembre, ne parut pas non plus. Il était certain que l'Assemblée devait échouer. Refusant de se transporter à Bologne, les membres du concile, qui cette fois étaient bien décidés à rester, représentant les assises permanentes de l'Eglise, fixèrent le principe que l'assemblée seule peut prendre des décisions relatives aux conditions de son travail (février 1432). Convoquer un autre concile équivaudrait à un schisme. Comme à Constance, on somma en toute forme le pape de se présenter devant ses juges naturels.

En 1433, Sigismond est de nouveau en Italie. Il assiste à la conclusion de la paix, longtemps retardée, entre Venise, victorieuse, et ses ennemis. Le Pape, à peine rétabli à Rome, le couronne le 31 mai. Comme cependant on discute à Bâle la question des hussites, proposant la formule de médiation contenue dans les « compactats de Prague », l'empereur dûment couronné s'en va faire une visite de ce côté aussi, où on lui prépare la paix avec ses sujets. Réconcilier cependant Eugène avec les « pères de Bâle » apparaît comme une impossibilité.

S'il est question de concile, Eugène veut avoir plutôt le sien. Et il s'entend, en politicien de Venise, ayant par ses connaissances, par ses parents, des attaches du côté de l'Orient, à lui donner un cadre plus large que celui des pères de Bâle, pris dans des questions de finances pontificales et d'administration de l'Eglise, comme le nombre des cardinaux. L'empereur Manuel vient de mourir, en humble vassal du Sultan Mourad, qui règne dans les Balcans, où survit seulement, en dehors des fiefs latins, la Serbie du despote Georges Brancovitsch, surtout sur la « Maritime », à côté de la Dalmatie vénitienne, dans le pays des Balchides et l'Herzégovine. Son fils, Jean VIII, a déjà fait ses visites de détresse en Occident, revenant

par la Moldavie « royalement » gouvernée par l' « autokrator » Alexandre, dont la femme, Marina, vient de ce monde byzantin même. Dans l'Eglise de Byzance, restée, après la diminution, l'extrême resserrement de l'Empire, dans la pleine disposition de ses dépendances et de ses relations, envoyant ses métropolites aux Russes de Pologne (Kiev, Halitsch), et à ceux de Moscou et ses exarques en Valachie, sinon en Moldavie, qui garde son Eglise nationale, il y a des partisans influents de l'Union, comme Bessarion, évêque de Nicée, le patriarche de Constantinople Joseph Bekkos, Blemmydès, et ce métropolite de Kiev dont on fera un « Cardinal Ruthène ».

Aussitôt Bâle se saisit aussi de cette idée de l'union avec les « Grecs », de Byzance, du Caucase, des deux Roumanies. On réunirait le concile dans le Frioul ou à Padoue, à Avignon, si on peut avoir des vaisseaux de Provence. En 1437, on discute sur ce point avec les délégués du Pape pour finir par des citations non exécutées à l'adresse du pontife et par des décrets de dissolution qu'on n'observe pas. Mais le pape a pour lui Venise, ses rapports, son influence, ses vaisseaux, et c'est lui qui gagne la partie. Sigismond, qui avait eu un moment, en 1435, l'idée de transporter le concile dans son Hongrie, à Bude, reste étranger à ce conflit. Du reste, pris de plus en plus par ses devoirs, le roi de Hongrie [1] devait finir ses jours dès le 9 décembre 1437.

L'arrivée de l'empereur byzantin à Venise, avec une suite extraordinairement nombreuse et brillante, paraissant apporter avec elle tout le prestige de l'Orient, fut un très grand événement pour le monde occidental. La république accueillit d'une façon exceptionnelle ces hôtes qui venaient pour conclure sous les auspices d'un de ses fils l'acte qui paraissait devoir servir d'une façon essentielle aux intérêts de la chrétienté entière. Le 8 janvier

[1] Voy. A. Gottschalk, *Kaiser Sigismund als Vermittler zwischen Papst und Konzil, 1431-1434*, Erlangen, 1911; Beckmann, *Der Kampf Kaiser Sigismunds gegen die werdende Weltmacht der Osmanen*, Gotha, 1902.

1438, tout ce monde exotique était dans les Etats du marquis Nicolas d'Este à Ferrare et commençait avec les cardinaux restés fidèles au Pape les négociations de l'union. Elles ne furent pas empêchées par la mesure, décrétée à Bâle, de la suspension d'Eugène, par sa déposition subséquente, d'après le précédent de Constance, ni par la condamnation des prélats réunis au concile de concurrence. Après des débats assez passionnés, mais influencés par l'intention visible qu'on avait, des deux côtés, de s'entendre, on arriva, dans la ville de Florence, où le concile avait été transporté par le Pape, à la décision solennelle du 6 juillet 1439, qui se conserve encore, munie de nombreuses signatures grecques, à la Bibliothèque Laurentienne de Florence [1]. Un décret pontifical pour les Arméniens suivit.

Les « pères de Bâle » accomplissaient cependant leur œuvre de réforme. Leurs décisions amenèrent, dès le mois de juillet 1438, dans une assemblée française, à Bourges, le vote d'une « pragmatique sanction », qui reprenait au Saint-Siège tout droit sur les élections du clergé et tout revenu tiré du royaume de France. L'Allemagne copia cet acte, enregistré par le Parlement de Paris, et accepté par les Etats du royaume, en 1448 seulement. A Mayence, les Etats allemands, plus Milan, la Castille et la France elle-même, acceptaient les décisions de principe de Bâle, en mars 1439. Mais lorsque, après la déposition d'Eugène, ceux qui prétendaient pouvoir disposer de l'Eglise entière élurent Pape le duc de Savoie, Amédée VIII, qui prit le nom archaïque de Félix V, les pères réservèrent leur décision. Ceci signifiait qu'ils croyaient pouvoir vivre sans une décision définitive sur l'occupation du Saint-Siège (novembre). Ce ne fut qu'en 1449, à l'élection du cardinal Thomas de Sarzana, qui se fit nommer Nicolas V, que la chrétienté eut de nouveau un chef unique [2].

[1] *Acte d'union du saint et œcuménique concile de Florence*, publié par le baron d'Avril, Paris 1861.

[2] Voy. Filippo a Lignamine, Muratori, X, c. 269.

L'Empire passait par l'élection du 18 mars 1438 de nouveau à la Maison des Habsbourg, dans la personne d'Albert d'Autriche, gendre de Sigismond. Depuis 1422, d'après un décret de ce dernier, les affaires de l'Allemagne étaient de la compétence du collège des électeurs, et le nouvel empereur peut se consacrer exclusivement aux dangers de la Hongrie, menacée par les Turcs de Mourad. Il mourut en essayant de défendre ces marches envahies, et Frédéric III, son successeur, couronné à Aix-la-Chapelle, le 17 juin 1442, deux ans après la disparition de son prédécesseur et proche parent, ne pensa guère qu'à arrondir et consolider ses possessions autrichiennes, cédant très mollement à l'invitation qui lui fut faite par les adversaires de la domination de l'enfant posthume d'Albert, Ladislas, d'occuper aussi le trône de Hongrie.

Beaucoup plus importantes cependant que maints de ces phénomènes de surface sont les manifestations des masses populaires.

Pas seulement celles de la bourgeoisie, qui, comme à Paris, pendant les luttes acharnées entre les Bourguignons, vainqueurs et les Armagnacs, donnèrent le pouvoir, à défaut de l'influence légale, brisée, du prévôt et de ses échevins, à la corporation des bouchers et produisirent la fameuse « ordonnance cabochienne ». Les paysans eux-mêmes, à la fin de ce XIV^e^ siècle qui vit la victoire de leurs forces organisées contre la Maison d'Autriche, se mettent en mouvement, et leur action est décisive pour la nation à laquelle ils appartiennent.

Les Tchèques ont commencé. Contre les « croisés » venus pour détruire leur hérésie, de 1420 à 1431, les rudes guerriers, qui créaient un nouveau système militaire de l'infanterie rurale, avançant en rangs serrés, en « tabor » (d'après la ville de ce nom ; d'où leur nom de « taborites »), remportèrent sans cesse des succès et contraignirent non seulement leur roi, Sigismond, mais le

concile aussi à trouver des termes pour se les gagner, au moins momentanément. Des bandes envahirent les provinces voisines de l'Empire ; plus tard, la Hongrie en discorde, après la mort du même Sigismond, devait connaître la « grande compagnie » d'un de leurs chefs les plus redoutés, Jean Giskra. Tant que leur souverain se montra irréductible, les hussites s'adressèrent à d'autres, le Lithuanien Vitold, qui rêvait d'un royaume dans ses propres Etats, un autre prince de Lithuanie, Sigismond, fils de Korybut, qui fut reçu même à Prague, le roi de Pologne. Bien que l'archevêque, les barons se fussent réunis, de conviction ou d'instinct, à la cause nationale, les rebelles pensèrent à créer un autre ordre hiérarchique, politique et social. Des prédicateurs comme Jean de Rokycana, des prophètes comme un autre Jean, qui, après avoir eu un vrai règne, fut tué, conduisirent ces élus comme ceux de la Bible, qui donnaient le modèle, à côté de l'assemblée populaire, avec ses « vieillards », pareils à ceux des Romanies primitives, et ses capitaines, de l'essence des ducs et des voévodes chez leurs voisins de race slave et roumaine. On pense à une vraie « convention » de gouvernement, avec les nobles, les chevaliers, les bourgeois des villes et le tabor lui-même. Comme certains dissidents, exagérant les sentiments « fraternels » des Franciscains, mettaient en doute la divinité du « frère » Jésus et entendaient rétablir le règne d'Adam, il fallut se tourner contre eux et les écraser.

Albert d'Autriche dut accepter la situation qui résultait de cet état d'esprit, pour éviter l'avènement du prince polonais Casimir. Après sa mort, il y eut la compétition des princes bavarois et du Brandebourg, où s'étaient installés les Hohenzollern, burgraves de Nuremberg, dont ils se défirent ; on pensa aussi à l'empereur Frédéric, Autrichien de la branche léopoldine, ayant des attaches en Occident, qui détenait l'enfant posthume d'Albert, Ladislas-Vladislav. On procéda alors à un acte d'une importance extraordinaire, qui trouvera des imitateurs en Hongrie : les administrateurs, au nom du roi mineur

ayant été chassés par le hussite Georges de Podiébrad « Girzek », en 1448, on en fit en 1452 un administrateur du royaume, avec un conseil de onze. Ce fut de fait un roi, et, lorsque Ladislas s'éteignit, en 1457, on écarta les prétentions de ses beaux-frères, le Polonais Casimir, le Saxon Guillaume, pour imposer le régent. Au commencement de l'année 1458, il y avait donc en Bohême un roi de volonté populaire. Et, conseillé par l'inventif aventurier de Grenoble, Antoine Marini, un technicien, il pensera à un ordre nouveau pour la chrétienté entière, vivant d'après les indications d'un vrai Conseil de rois nationaux [1].

Le hussitisme pénétra aussitôt, avec la réduction de sa « démocratie », dans les pays voisins. La Hongrie, négligée par Sigismond, était devenue, de plus en plus, un territoire de servage. Sous le règne de ce roi itinérant, les paysans de Transylvanie, pays de traditions et de privilèges, résistèrent. Alors que la parole de Dieu en vulgaire se répandait par les prédicateurs, la première traduction des Ecritures en magyar étant écrite sous le prince Alexandre-le-Bon à Trotus, en Moldavie, envahie par les persécutés de la croisade d'un Thomas de Marchia, les chefs de ces ruraux écrasés de charges s'entendirent, Roumains et Hongrois ensemble, pour trouver dans le mont Bobâlna un Aventin sans qu'un Ménénius Agrippa eût trouvé l'apologue pour les faire descendre. Ils conclurent, sous un paysan de Vajdaháza, leur « vexillifer », c'est-à-dire leur voévode « banneret », un « pacte », se donnant, dans cette assemblée populaire, comme celle de la Bohême, des capitaines aussi. On fit semblant de les satisfaire pour les massacrer ensuite par groupes, ce qui amènera dans une autre génération les représailles des bandes commandées par le Szekler Dózsa et par le Serbe qui s'intitulait l' « empereur », le Tzar Ivan.

Mais Sigismond lui-même avait créé pour la défense de la frontière occidentale de la Transylvanie contre les

[1] Voy. notre étude sur Marini, dans les *Mélanges Monod*.

incursions turques des « districts » militaires de « Valaques » libres, les *sedes olachicales*, des « judicatures » populaires. Elles rempliront leur devoir, et bientôt un des membres de cette « cavalleria rusticana », Jean, fils de Voicu, des défenseurs du château royal de Hunyád (en roumain Inidoara ; probablement un dérivé d'Enyed, sans rien de « hun »), Jean quitta le pays pour s'engager dans les guerres italiennes, dont il reviendra riche et puissant. Créancier de la royauté, voévode de Transylvanie, comte des Szekler et de Bistritz, allié et parent de ces princes roumains d'outre-monts dont il portait le blason, ce corbeau dont lui vient le prétentieux surnom romain de Corvinus, il fut, après ses victoires contre les Turcs à tous les défilés de la montagne et dans une « longue » campagne en 1443, sur leur terre balcanique même, régent du royaume à la suite de la mort de Ladislas, puis créateur de roi par son rôle dans l'adoption du Polonais Vladislav, qui fut tué dans le grand combat contre les Turcs à Varna, en 1444, et enfin chef d'un système militaire roumain s'étendant jusqu'au Danube et englobant même les Serbes d'un Georges Brancovitsch. Et, si, mourant en croisé contre les Turcs à Belgrade (1456), il ne put pas suivre jusqu'au bout une carrière pareille à celle de son voisin de Bohême, son fils Mathias, ce rejeton de paysans roumains, — sa mère Elizabeth Szilágyi, d'une région de « Valaques » anoblis, n'était guère de plus haute descendance, — devint roi à la même date que « Girzek », l'hérétique de Prague, et il ceignit son front du rameau de laurier des Césars.

Les principautés roumaines offrent l'exemple d'Etats fondés sur une base nettement paysanne, malgré les infiltrations de « boïarie » balcanique en Valachie et les souvenirs de chevalerie angevine en Moldavie. Ce sont des paysans aux hauts bonnets de laine, aux « jacques » de peaux hérissées qui accablent de flèches et écrasent sous le poids des rochers des Carpathes, comme dans la miniature du « Chronicon Pictum » de Bude, les chevaliers de Charles Robert en 1330. Les princes ensevelis dans la

pourpre et ceints d'or, à Arges commandaient dès le XIVe siècle des guerriers libres de la même essence que celle des paysans de Schwyz, les *judeţe*, les « judicatures » roumaines correspondant de tout point aux cantons suisses, vivant sous des « juges ». La première organisation de l'Eglise est avec des prêtres paysans héréditaires, consacrés le plus souvent par des « évêques » qui sont les humbles supérieurs de skites, de béguinages perdus dans les forêts. Plus aristocratique, la Moldavie donne l'asile de sa liberté paysanne aux serfs du pays voisin des Szekler, à ceux des provinces russes dominées par les Jagellonides, et le contemporain de « Girzek » et de Mathias, le petit-fils d'Alexandre-le-Bon, Etienne-le-Grand (dès 1457), défendra son pays contre les Turcs, les Hongrois, les Polonais, non seulement avec la forte garde de ses « gens de cour » et avec la chevalerie de ses boïars, mais avec l'afflux, par villages, de ses paysans, maîtres de leur glèbe et capables de se gagner un rang sur le champ de bataille.

Avec la seule « chevalerie » loyale et brave, d'après la tradition de Marc Kraliévitsch, la Serbie des Brancovitsch, la Bosnie de la descendance d'un Tvrtco, le nouvel Etat serbe dont Frédéric d'Allemagne a fait un duché pour le « herczeg », le « hertzek » Etienne, la Herzégovine, ainsi que les voévodes et cnèzes qui continuent l'autonomie d'un Hrvoïé et d'un Sandali, ne pourront pas offrir la même résistance que les deux Roumanies, dont l'autonomie quasi-indépendante ne cessera pas un seul moment. Les fils du despote Georges seront amenés en captivité ou iront demander à Rome, en Hongrie, en Valachie, l'aumône de leur pain quotidien, et le fils de Mourad, Mohammed II, fera trancher la tête au dernier roi bosniaque, Etienne Tomachévitsch, en vue de sa capitale de Jaïce, conquise (1461).

La révolte des hussites avait combattu en même temps la noblesse et le germanisme qu'elle représentait. Dans le royaume scandinave, de l'Union de Calmar, un Poméra-

nien, Eric, neveu de Marguerite, s'occupe de discussions sur ses droits dans le Holstein, demandant l'arbitrage des princes allemands voisins, Poméranie, Mecklembourg ; il s'en va plaider à Bude sa cause devant Sigismond (1424). La Hanse le provoque. Après sa mort, en 1439, un prince bavarois, le fils de la sœur d'Eric avec le Palatin Jean, est appelé au trône pour s'installer somptueusement dans son héritage. Alors les paysans suédois de la Dalécarlie se mettent en mouvement sous la conduite d'un des leurs, Engelbrechten (1431), demandant que chaque pays se gouverne de soi-même, d'après ses coutumes. Les nobles, la plupart du clergé adhèrent à cette manifestation en armes, et le roi Christophe est déposé en pleine diète, comme « tyran ». Le chef des paysans périra, et un nouveau roi, de souche suédoise, Charles, sera écarté en 1457 par les Ordres. Au Danemark, les paysans se rallient au concile de Bâle, auquel ils attribuent des intentions en faveur de leur droit, et ils refusent les impôts. Enfin, les Norvégiens, qui gardent Eric l'exilé, n'acceptent que sous certaines conditions, bien établies, le nouveau roi allemand héritier de Christophe, Christian d'Oldenbourg, le gendre du marquis de Brandebourg : ses fils s'appellent Olaf et Kanut.

La France n'a pas répété la jacquerie stérile du XIV^e^ siècle. Mais elle devra sa liberté nationale à l'enthousiasme religieux qui avait saisi et dominé au siècle précédent les couches populaires, à l'époque où deux femmes donnent l'impulsion à la vie politique de l'Occident : Sainte Brigitte de Suède, dont on recherche les prophéties, et, imitatrice de S. Antonin de Florence, Catherine de Sienne, qui conduira Grégoire XI à Rome. Quelque chose en était resté dans ses villages de Lorraine, qui avaient vu peut-être aussi les processions ensanglantées des flagellants à demi-nus et avaient recueilli les prêches hérétiques des « béguins » de Flandre. Dans le village de saint Rémi, le créateur de la « France » chrétienne, à Domrémy, une simple bergère a des visions qui ne lui font pas

seulement voir l'épée flamboyante de saint Michel et les paroles murmurées par de saintes inspiratrices, mais l'exhortent à délivrer le pays d'un régime étranger dont la soldatesque, partout répandue, appauvrissait et déshonorait le village : « la grant pitié du royaume de France ». Le drapeau de sa vocation mystique en mains, cette fille des champs s'en va, ridiculisée d'abord, puis acclamée avec enthousiasme, libérer Orléans, assiégée par les Anglais, et comme elle croit que la mauvaise fortune du dauphin, exilé en « roi de Bourges », au milieu de la bourgeoisie d'un Jacques Cœur, le grand marchand de France, tient à ce qu'il n'est pas sacré comme l'Anglais, oint à Paris, elle s'en va le conduire à Reims. Et la présence de Jeanne d'Arc à côté de Charles VII, en cotte de mailles et l'étendard sacré en main, ajoute à la royauté nationale ressuscitée une consécration plus efficace que celle de l'Eglise. Le martyre de la « Pucelle », prise, vendue, condamnée, « relapse » et brûlée en place de Rouen donne une martyre à cette nouvelle religion du roi absolu [1]. La « Praguerie » du dauphin Louis contre le régime de son père, ne sera qu'une intrigue personnelle n'ayant rien à faire avec ce mouvement populaire qui avait amené la délivrance du royaume.

Quant à l'Angleterre des trois Henri, elle offre comme un dernier souvenir affaibli des grands mouvements de masses dans cette manifestation violente, en 1450, de John Cade, rapidement abattu, qui, comme jadis Watt Tyler, se présente au roi au nom du peuple, cette fois en celui des « communes du Kent ».

La noblesse réagira : en Souabe, dans le Würtemberg, en Bade, il y aura des luttes contre les villes récalcitrantes, et le « tyran » de Berlin, Albert, qui joue l' « Achille », fera marcher contre Nuremberg vingt-deux princes, trente-deux comtes et seigneurs, avec trois mille chevaliers.

[1] Voy. surtout les deux admirables volumes d'Anatole France sur Jeanne d'Arc.

Là, en Allemagne, la Hanse a fini son rôle, mais les « ghildes » remplissent encore le leur : si les paysans serfs se tinrent coi, sauf ces Ditmarses, organisés en « paroisses », qui donnent du travail au roi de Danemark, les groupes de villes, Rhin, Souabe, Brandebourg, Prusse, Saxe orientale, se développent, malgré des conflits entre les familles riches et la plèbe, conflits qui amenèrent un nivellement : dans le Brandebourg, il faudra que les Hohenzollern s'imposent aussi aux villes, non seulement à l'anarchie féodale, et les cités soumises au dur régime du grand Maître des Teutoniques sont prêtes à appeler contre leur suzerain le roi slave voisin.

La vitalité de ces foules aura une répercussion sur la nouvelle forme que prendra, avant de s'éteindre, la croisade.

Contre les Ottomans du premier Mahomet, les Vénitiens avaient organisé la seule expédition qui pouvait leur porter un dommage réel. Ils avaient détruit, en 1426, à Gallipoli la flotte turque naissante, mais seulement, ce qui était bien naturel, pour conclure aussitôt une paix, qui garantissait leurs intérêts de commerce. La ligue chrétienne dont on avait parlé n'avait pas pu être mise ensemble. Il fut impossible de transformer Sigismond président des conciles en roi de croisade ; il se borna à confier à Pippo Spano, réuni à l'énergique prince de Valachie Dan, la défense du Danube inférieur, pour appeler plus tard les Teutons à Severin et en Transylvanie. Les Vénitiens s'établirent à Salonique, mais, n'ayant pas réussi à attirer Sigismond dans les Balcans, — il avait été question de s'associer aussi la puissance milanaise, — Mourad I[er] put en chasser ceux qu'il considérait comme des usurpateurs insolents (1430).

De grands projets surgirent après les victoires de Hunyadi, dont la croisade balcanique, passant par le défilé d'Ichtiman, après avoir battu et dispersé les begs turcs en terre serbe, ne fut empêchée que par les rigueurs de l'hiver d'avancer jusqu'à Varna, d'où s'ouvrait, par les

vaisseaux italiens qu'on attendait, bien à tort, la possibilité d'une avance par mer destinée à sauver Constantinople. Le cardinal Cesarini, de S. Ange, avait accompagné l'armée de croisade ; le secrétaire du concile de Bâle, ce Piccolomini que l'amour pour l'antiquité avait fait nommer Aenéas Sylvius, rêvait des jours d'Urbain II ; le chancelier de l'Empire, Schlick, déclarait en pleine diète que l'empereur Frédéric est prêt à marcher et recommandait qu'on gagne aussi le concours des rois de France et d'Angleterre. Le roi d'Aragon et le duc de Bourgogne, qui avait envoyé son ambassadeur à Vienne, étaient considérés comme devant soutenir le « passage ». On conseillait à l'Italie de ne pas attendre l'attaque que lui préparait le Sultan. On avait inscrit dans le programme l'expulsion des Turcs en Asie [1].

Mais l'élan chevaleresque du roi polonais de la Hongrie, la naïve confiance du légat, dans lequel s'incorporait la foi occidentale à la croisade, donnèrent aux chrétiens à Varna, en novembre 1444, une seconde Nicopolis, pire que la première, car les deux enthousiastes restèrent sur le champ de bataille. L'année suivante, des vaisseaux du pape et du duc de Bourgogne parurent sur le Danube, mais sans pouvoir réunir ces forces occidentales à celles que devait amener Hunyadi lui-même. Ce fut une brillante campagne, dont le souvenir circonstancié a été transmis par les pages dictées à Jean de Wavrin par son neveu [2], mais les Turcs réparèrent facilement les dommages qu'on leur avait faits en chemin.

Le lendemain de ces échecs de la chevalerie, on parlait, on bavardait plutôt, en Occident, sur la future campagne de l'empereur, qui la devait bien à sa situation de chef de la « chrétienté » ; on rappelait à Charles VII de France l'œuvre accomplie par Godefroy de Bouillon, et à la Cour de Pilippe-le-Bon de Bourgogne, brillante

[1] Voy. les sources dans notre ouvrage *State și Dinastii*, Bucarest, 1922, pp. 16-17.

[2] Editions dans la collection de la Société de l'Histoire de France (Mlle Dupont), et dans celle du Master of Rolls (Hardy).

avant toutes autres, on se flattait d'aller jusqu'à Jérusalem [1].

Mais contre ceux que François Filelfo, un des grands lettrés italiens de l'époque, appelait des « pâtres » et des « paysans », il n'y avait que les « pâtres » et les « paysans » de la Transylvanie et des deux Roumanies danubiennes qu'on pouvait encore employer. Hunyadi va entreprendre à lui seul une campagne de revanche que les Turcs purent arrêter, cette fois, sur le champ de bataille, plein de souvenir tragiques, de Cossovo, en 1448 [2].

Constantinople, délaissée, succombera. Lorsque le nouveau « chevalier » musulman, dans le genre de Soliman et de Mousa, Mahomet II, nourri de la lecture des exploits d'Alexandre-le-Grand, se présenta devant la ville impériale, avec toutes les forces qu'il pouvait rassembler en Asie et en Europe, l'empereur byzantin, Constantin Paléologue, dit Dragasès (Dragach), sa mère étant serbe, n'eut aucun autre concours que celui de quelques aventuriers génois comme Jean Giustiniano le Long. Il n'y eut, pendant ces semaines d'angoisse, d'avril et mai 1453, que des Grecs démoralisés et en discorde pour la cause de l'union, sur les murs de Constantinople, qui seuls empêchèrent une conquête par surprise. Le Sultan fit passer ses troupes par-dessus le bras de mer qui défendait à l'Est la capitale de Constantin-le-Grand. Le 29 mai, les Turcs passèrent par la brèche, et pendant trois jours ils eurent la ville, encore pleine de richesses, à leur disposition. Parmi les morts on reconnut, à ses brodequins de pourpre, l'empereur, qui s'était épargné ainsi l'humiliation des pérégrinations inutiles.

Les négociations en vue d'une croisade récupératrice appartiennent à l'histoire moderne, où elles seront traitées en rapport avec les nouveaux intérêts du monde occidental. Mais ce fut bien le seul moyen-âge populaire

[1] Notre ouvrage cité, pp. 19-20.

[2] Voy. notre article dans la *Revue historique du Sud-Est européen*, année 1926.

qui réagit effectivement contre le défi jeté par Mahomet à toute cette effervescence de croisade.

Lorsque l'armée turque se présenta devant Belgrade, « clef de la Hongrie » et passage vers l'Occident, elle rencontra donc encore une fois les forces transylvaines de Hunyadi. Mais les classes paysannes de plusieurs pays avaient réuni toute une immense foule pour collaborer avec les légions de croisade du régent de Hongrie.

Un ancien gouverneur de Pérouse était devenu, sous l'influence du courant qui donna à la vie religieuse du XIV^e^ siècle saint Vincent Ferrer le Catalan, saint Bernardin de Sienne, le mystique toscan, sans compter ces révolutionnaires de l'Eglise dont il a été question plus haut, le moine Jean de Capistrano. Ces pérégrinations, commencées en Occident, des Espagnes à l'Allemagne, le menèrent, à travers les diètes de croisade, occupées de discours, de projets et de discordes, jusqu'en Bohême, où il prêcha contre les hussites, en Transylvanie, où il combattit le schisme « grec » des Roumains, jusqu'en Pologne. Adversaire du luxe, prédicateur de la guerre sainte, réconciliateur et convertisseur, il apporta à l' « autre Jean », sous les murs de Belgrade, des milliers de « gens simples », même des femmes, en partie désarmés, que retenait la discipline du dévouement personnel à l'égard du « saint ». Au nom de Jésus, protestant qu'il a attendu quarante ans le bonheur de cette épreuve, « l'heureux vieillard » menait ses « frères », ses « poverelli », combattant héroïquement, entraînant la foule. Mahomet II dut abandonner le siège de la citadelle de Belgrade, et « les deux Jean », atteints également par la peste, purent finir leurs jours avec la conscience d'avoir rendu à la chrétienté un service inappréciable [1]. Le mystique italien mourut « aussi doucement que le petit enfant qui s'endort dans les bras de sa mère, le lait sur les lèvres » [2].

Mais, si le sort du monde n'était plus entre les mains

[1] Voy. la vie de saint Jean de Capistrano par son élève Jean de Tagliacozzo, dans nos *Notes et Extraits*, IV, p. 158 et suiv.

[2] Si dolcemente come il mamolino se adormenta in braccia alla sua matre, con lo lacte in boccha (*ibid.*).

des chevaliers, il ne pouvait pas rester attaché aux élans capricieux de ces multitudes désordonnées. L'épuisement des uns, le long de leurs anarchiques querelles, l'accoutumance des autres à la sujétion livraient l'avenir aux monarchies absolues.

La première qui se forma fut celle des Ottomans, qui avaient pris à la tradition de Dschinguiz, plus tard à l'exemple de Timour, tout ce qu'il fallait pour mettre une société entière, jusqu'au dernier de ses membres, hommes et biens, à la disposition d'un maître incontesté. Le temps des « tchélébis » de féodalité musulmane avait passé ; celui qui disposait de l'obéissance, payée par de riches terres, des spahis et du dévouement filial des janissaires, qui entretenait son trésor du tribut du kharadsch des vaincus et du produit des raids annuels en terre chrétienne, n'avait besoin que de la possession de Constantinople pour faire figure d'empereur. Installé dans cette magnifique capitale, dont le nom chrétien fut conservé sur les monnaies, Mahomet II se sentit empereur, basileus, et la « Porte » d'Andrinople, qui était celle d'un beg asiatique, toujours sur le point de partir pour une guerre ou, faute de mieux, pour une chasse au milieu de toute une armée, fut remplacée par la Cour de Byzance, avec tous ses officiers, changés de nom, mais ayant les mêmes attributions, avec son étiquette, minutieusement fixée, avec son code de cérémonies, avec sa garde et ses eunuques, ses clients et ses milliers de serviteurs, avec son influence et son prestige. Les begs, les sandschacs ou *flamburaires*, porteurs de drapeau, les soubachis formèrent un appareil administratif complet. Pour le reste, les chrétiens furent confiés à leurs chefs religieux, les patriarches, la nation et la croyance étant confondues dans le « milet », qui resta pour les Grecs sous le vieux monde « Roum », « Romains », de même que l'Islam, avec la législation du chériat qui en dérivait, était l'essence même de la nationalité ottomane. Les premiers décrets impériaux parurent, portant le vieux nom grec des « canons », *kanoun*, décidant sur ces affaires de l'Em-

pire entier qui dépassaient tous ces privilèges des nations confédérées ainsi sous le même sceptre. Sous les Turcs seuls le monde du Sud-Est européen, auquel appartenaient aussi les Roumains, restés absolument autonomes, sauf le rivage danubien perdu, avait trouvé cet ordre dans l'unité qui avait été vainement poursuivi sous les différents régimes chrétiens.

La Hongrie eut dans Matthias le Corvin un César, mais sans aucun des moyens de gouvernement du monde moderne qui s'annonçait, et la Pologne du roi Casimir, faiblement reliée, malgré l'acte fraternel de Horodlo (1413), à la principauté lithuanienne, avait moins de discipline monarchique que cette Prusse des Chevaliers Teutons, vaincus cependant au « Grünwald » de Tannenberg en 1410, contre lesquelles elle combattait pour la possession de la Samogitie et d'autres terres royales, bientôt pour la Poméranie et la Prusse même, qu'offraient au roi les villes et les barons opprimés par l'ordre (union de 1440 ; appel au roi en 1445). Des deux pays roumains, la Moldavie seule, sous la forte main d'Etienne, arriva à s'organiser sur les bases nouvelles.

Plus loin, à l'Est, la Russie moscovite s'était maintenant dégagée des liens de soumission à la Horde, brisée en fragments, dont deux seuls résistaient encore en Europe, le groupe de Kazan et d'Astrakhan, sur la frontière asiatique, et en plus le refuge propice de la Crimée, sous l'énergique dynastie des Guiraïdes. Le temps des héros et des saints était clos, et les successeurs de Démètre Donscoï, Basile II et Basile III, dont le nom même est une prétention byzantine, et ensuite Ivan III, dont la femme est la Paléologue Sophie et la bru, fille du Moldave, une descendante des princes de Kiev de la race d'Olgierd, régneront en vieux khans mongols, par l'oukaze-yassak plus qu'en rois chrétiens du xv[e] siècle.

Une autre grande monarchie méditerranéenne s'était cependant formée à la même époque, celle de la dynastie d'Aragon.

Dès la fin du XIII[e] siècle, le roi Jacques II avait entrepris l'œuvre difficile d'échapper aux restrictions qui avaient été imposées à la royauté aragonaise. De la Castille, gouvernée jadis par des « justiciers » comme Alphonse XI, auteur du « Code des sept parties », et Pierre le Cruel, puis soumise à des rois de la dynastie de Transtamare, plus doux à la noblesse [1], même lorsqu'ils avaient les faiblesses d'un Jean I[er] (1406-1454) et d'un Henri IV, provient une influence favorable au pouvoir suprême. De maître du souverain, le « justicia » en arrivait à être un instrument à sa disposition pour dominer la noblesse.

Pour quelque temps, la Sicile s'était gouvernée séparément, mais son roi, Pierre, devint, dans trois ans, aussi celui de l'Aragon. A sa mort, en 1285, Alphonse, son fils aîné, hérita de cet Aragon, l'île restant comme apanage du cadet, Jacques. A son tour, celui-ci eut la couronne de ses ancêtres (1291) : cette fois, son frère Frédéric n'eut la Sicile qu'à titre de gouverneur. Dès ce moment, les deux branches de la dynastie vécurent chacune dans son royaume jusqu'au mariage de la dernière descendante des Siciliens, Marie, avec Martin d'Aragon. Ce fut seulement au début du XV[e] siècle, en 1409, que le roi d'Aragon, Martin, hérita de l'Etat de son fils, Martin le jeune (1391-1409 ; vicaire du roi Pierre dès 1377), réunissant de nouveau les deux couronnes. Elles passeront en 1412 à Ferdinand de Castille, successeur de Martin, qui fut indiqué par une noblesse habituée, dès Jean « le chasseur », père du vieux Martin, à une liberté de mouvements toute nouvelle, à la façon des seigneurs français sous Charles VI, par une Commission « de juges » (*jueces*) et de « médiateurs » (*compromiseros*). Les rois de cette nouvelle dynastie seront plus tard (1458), par un mariage, les successeurs de Charles-le-Mauvais dans le royaume de Navarre. Et il ne faut pas oublier que, si l'œuvre des Catalans en Morée avait été soumise à la couronne de Sicile, Louis d'Evreux († vers 1376), de la dynastie de Navarre, frère

[1] Comme Henri de Trantamare, *El Liberal.*

de Charles-le-Mauvais, mais époux d'une princesse d'Anjou-Tarente, mariée ensuite à Robert d'Artois, gouverna, avec le concours d'un seigneur de Coucy, Durazzo, et Jean d'Urtubia et Mahiot de Coquerel, en relation avec la même dynastie, créeront une nouvelle domination pour ainsi dire aragonaise, contre l'Aragon même, à Thèbes, et en Morée, celle de la compagnie navarraise, seule création politique des « grandes compagnies », dispersées à travers l'Europe. Sous le grand maître Juan Fernandez de Hérédia, qui acheta la Morée et combattit contre les Turcs, l'Ordre de S. Jean lui-même avait paru pencher du côté de l'Aragon [1].

Mais déjà Naples elle-même était entrée dans ce système de la Méditerranée occidentale. Pendant les scandales du règne de vingt ans de la reine Jeanne II, fille de Ladislas, on eut l'idée de lui faire adopter le roi de Sicile, Alphonse (1420), qui se montra un peu trop empressé, comme duc de Calabre, à faire valoir ses droits à l'héritage des Angevins. La reine se tourna alors vers son parent Louis III d'Anjou. Mais Alphonse avait de quoi payer le hardi condottière qui était Braccio de Montone. La mort de Louis laissait sans concurrent l'Aragonais Alphonse, successeur (dès 1416) de Ferdinand, et portant ce vieux nom du roi-empereur, du roi lettré et législateur, qui, dès l'année suivante, 1435, recueillait l'héritage de Jeanne. Battu, à Gaète, pendant qu'il s'occupait de soumettre les places principales du royaume, par les forces navales des Génois et de leur patron, le duc de Milan, il fut délivré bientôt par Visconti, et dorénavant le Midi italien lui appartiendra, malgré les droits transmis par la feue reine à René d'Anjou, comte de Provence, qui, après son apparition à Naples en 1438, les employa seulement pour dorer du titre royal ses occupations de poète et d'artiste, guère dangereux pour quiconque détenait ou menaçait ses possessions. Alphonse n'eut cependant

[1] Voy. les travaux de M. Rubio y Llúch, entre autres celui qu'il a donné sur la prise de Thèbes en 1379, aux *Etudes byzantines présentées au Congrès de Bucarest*, Bucarest-Paris 1924.

qu'en 1442, après plusieurs sièges, sa capitale napolitaine, contraignant son adversaire à quitter l'Italie pour toujours.

Bientôt Milan appartiendra au condottière énergique qui avait soutenu pendant des années le trône de Philippe-Marie Visconti. Le fils de paysan d'Attendolo, François Sforza, s'installa en 1452 dans la résidence de son ancien maître, et, comme, au commencement du siècle, le Milan de Jean Galéas s'opposait au royaume napolitain de Ladislas, Sforza et Alphonse se présentaient en candidats à la domination d'Italie, ayant pour partenaires les deux républiques qui avaient concentré la vie politique du Nord-Est et de l'Ouest central de la péninsule. D'un côté l'oligarchique Venise, rejetant les ambitions des Foscari, malgré les mérites essentiels du vieux doge François, dont on condamnera et exilera le fils. De l'autre, Florence, depuis 1293 et le mouvement contre les vieilles familles, ville de « corporations », d' « arts », surtout des « petites », qui donnent le « gonfalonier » et l' «ancien», le « prieur », ville de grèves et de conflits entre riches et pauvres, de plus en plus soumise à la lignée de Jean et de Côme de Médicis, des Augustes en toute petite miniature, disposant de tout sans rien demander d'extraordinaire pour eux-mêmes. Mais le Milanais n'était que le maître, par la force, de villes habituées à vivre séparément, alors que le royaume reconstitué des Deux-Siciles reposait sur l'œuvre de consolidation monarchique de deux dynasties qui y avaient travaillé depuis deux siècles et demi et, si, plus tard, les « barons » de Sicile chercheront à se dégager, ils sentiront une main tout aussi dure que celle de Henri et de Frédéric pour leurs ancêtres.

L'empereur Frédéric III avait fait, avec sa compagne, une Aragonaise, l'effort de se présenter en Italie, où, malgré son indifférence pour les titres et les cérémonies, il se fit couronner à Rome par le Pape Nicolas V (mars 1452). Mais, loin d'essayer d'amoindrir cette solide puissance, qui étendait maintenant son influence, comme celle

des vieux Normands ou de Charles Ier, d'Anjou et de son fils, sur la côte albanaise de la péninsule des Balcans, — la présence des Turcs seule l'empêchait de viser encore plus loin, — il alla rendre visite à son parent napolitain.

La même œuvre devait être entreprise — nous l'avons dit — dans les royaumes ibériques, où, avec les descendants des conquérants de croisade, avec ces villes qui étaient d'anciens camps de l'avance chrétienne, les conditions étaient cependant toutes autres. Au contraire, le nouveau régime anglais, sous les rois de la famille de Lancaster, représente, au moins jusque vers 1440 [2], une série de concessions au régime parlementaire : discussion formelle du budget, latitude d'introduire tout autre sujet de plaintes sans être ensuite poursuivi, nomination du Conseil royal en Parlement. Mais ce Parlement signifiait la noblesse, qui se prépare à gouverner le royaume, c'est-à-dire à le déchirer par ses discordes ; les villes envoient leurs juges de paix, qui sont nobles et seront héréditaires, le nombre des électeurs étant fixé pour former une oligarchie permanente. Et cette aristocratie s'attribue le droit de déposséder, de détrousser sur les grands chemins, comme le fit Talbot, un des chefs de la guerre de France.

Et, quant à la France du roi établi par miracle, il pourra bien, grâce à l'appui des bâtards entreprenants qu'avaient laissé les grandes familles en disparition, le bâtard d'Orléans, Dunois, celui de Bourbon, et aux capitaines ressemblant un peu aux condottières italiens, et aux continuateurs des chefs de « compagnies », Lahire, Xaintrailles, reconquérir la Normandie d'abord (1450), puis aussi la Guyenne, prendre Bordeaux et Bayonne (1451), un traité avec la Bourgogne (celui d'Arras en 1435) et une trêve avec les Anglais (celle de Troyes) représentant de la part de ces derniers l'abandon de leurs prétentions territoriales. Si le monarque lui-même

[1] Brodnitz, ouvr. cité.

ne s'entend pas à gouverner, il y aura pour le suppléer toute une classe de fonctionnaires, de vrais fonctionnaires pris dans la bourgeoisie, les secrétaires auprès du chancelier, importé d'après l'exemple des Etats de Terre Sainte, comme Chypre, le « receveur », le « changeur », les « trésoriers », plus celui qui n'a aucune charge, mais, jusqu'à sa disgrâce, les a tous dominés, Jacques Cœur, simple « argentier du roi », l'homme entreprenant dont les vaisseaux font sur son propre compte le commerce du Levant et qui affiche la devise : « A cœur vaillant rien impossible »[1]. Les impôts extraordinaires, « aides », « fouages », sur les « feux », taille, nourrissent maintenant régulièrement le Trésor, qui en devient très riche. Mais, malgré l'œuvre réformatrice dans le domaine législatif (rédaction des coutumes) et militaire (création, à côté des « soudoyers », les restes des « grandes compagnies » détruites par une expédition en Suisse, des compagnies d'ordonnance et des francs-archers, pris et entretenus par les villages : Ordonnance de Montils-les-Tours, en 1448 ; on obtint par ce système 10.000 hommes qui ne coûtaient rien, plus l'artillerie des frères Bureau), accomplie en sous-ordre sous son règne, ce ne sera pas cet amateur de plaisirs faciles qui mènera à bonne fin l'œuvre du temps.

Il y a, du reste, encore deux France, et celle de Bourgogne n'est en rien inférieure à l'autre. Si, sous le rapport des institutions, ce conglomérat de fiefs du Bas-Rhin et de duché d'apanage, ne peut pas marcher de pair avec une royauté au prestige tant de fois séculaire, elle possède, avec les villes de Flandre, en plein épanouissement, des moyens financiers supérieurs. Et, si pour ces territoires d'origine et d'intérêts divergents, il n'y a pas un mouvement littéraire, c'est là que se développe le plus le nouvel art de sculpture, dès 1300, qui orne les églises du gothique flamboyant. C'est pour les ducs de Bourgogne que travaille le grand artiste qui est Claus Sluter,

[1] Clément, *Jacques Cœur*, Paris, 1886.

qui sera continué par cet Ibérique Jean de la Huerta, dont la présence s'explique par le mariage du duc Philippe avec une princesse du Portugal. Dijon est une vraie capitale, fière des produits de ses sculpteurs. Et alors que la peinture italienne, à la façon de Giotto, mettant ensemble les figures des saints et les représentations de l'allégorie, s'installe à Avignon, ces Pays-Bas préparent un nouveau chapitre de la peinture [1]

Nulle part en Europe jusqu'en Scandinavie, la monarchie ne pouvait pas cependant tarder. L'humanité, lasse de guerres, en ressentait trop le besoin.

[1] Une exposition plus large de ce que nous annonçons ici, dans le volume III.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME II

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — L'Empire	1
— II. — Formation des « Romaniae » populaires, leurs relations avec les barbares et leur première action sous l'Empire	9
— III. — Intégration de l'Empire sous Justinien.	21
— IV. — Les royautés barbares indépendantes et la population romaine	39
— V. — Les empereurs « byzantins » et l'opposition des vies populaires romaines et barbares	63
— VI. — Formation de l'impérialisme occidental à base populaire	82
— VII. — La tragédie de l'empire chrétien des Carolingiens	120
— VIII. — Restauration romaine en Orient : Byzance reprend la mission de croisade	130
— IX. — Papauté impérialiste et croisade byzantine	139
— X. — Invasions et organisations locales. Les premiers rois de volonté populaire	154
— XI. — Le demi-siècle d'anarchie	168
— XII. — Nouvelles créations hiérarchiques et leurs offensives militaires (950 env.-1000 env.)	186
— XIII. — L'ordre nouveau : royautés nationales et cités indépendantes ; avènement des nations	217

017

— XIV. — Mouvements populaires de croisade. Essor des communes italiennes 268
— XV. — Moines, chevaliers et bourgeois, rois nationaux comme remplaçants des hiérarchies 367
— XVI. — Un César : Frédéric II 380
— XVII. — Epoque des concentrations territoriales 414
— XVIII. — Vies populaires et nationales jusqu'à la moitié du XIVe siècle 448
— XIX. — Etablissement de la hiérarchie territoriale au commencement du XIVe siècle 467
— XX. — Essor de la chevalerie française : cent ans de guerre européenne..... 489
— XXI. — Fin des hiérarchies médiévales. Un demi-siècle de mouvements révolutionnaires. Etablissement définitif de l'ordre monarchique..... 517

Alençon. — Imprimerie A. Coueslant. Corblère et Jugain, successeurs.

BIBLIOTECA CENTRALĂ